

École doctorale de géographie de Paris

Mémoire pour l'obtention de l'Habilitation à diriger les recherches

Spécialité : Géographie

Présenté et soutenu publiquement par **Nicolas Bautès**

Décembre 2022

PENSER LES ESPACES DE L'ARTISANAT ORDINAIRE EN INDE : MATÉRIALITÉS, CONFIGURATIONS ET POLITIQUE

Volume 3 - Mémoire inédit

Garant	Éric Denis	Directeur de recherche CNRS, Université Paris 1-Sorbonne, Géographie-Cités
Rapporteurs	Loraine Kennedy	Directrice de recherche CNRS, Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud-EHESS
	Pascale Froment	Professeure, Université Paris 8 Saint-Denis, LADYSS
	Serge Weber	Professeur, Université Paris-Est-Marne-la-Vallée, Laboratoire Analyse Comparée des Pouvoirs
Examineurs	Geert de Neve	Senior Professor, University of Sussex, School of Global Studies
	Petros Petsimeris	Professeur, Université Paris 1 – Sorbonne, Géographie-Cités
	Philippe Cadène	Professeur, Université Paris-Diderot, CESSMA

Droits d'auteurs

Cette création est mise à disposition selon le Contrat:

« Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de modification 3.0 France »

disponible en ligne: <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>



Le choix d'une question a toujours été le côté le plus énigmatique du travail intellectuel et aujourd'hui, je crois, le plus risqué. Car il y a deux espèces de questions bien différentes : celles qui naissent de notre vie, parce que nous sommes ce qui nous a fait, et celles qu'impose l'actualité scientifique ou autre, événementielle, journalistique, etc. Il y a les questions qui forment le menu d'une vie qu'on n'a jamais entièrement choisi et celles qui font le plat du jour. Et on voit les différences : elles sont inégalement personnelles et elles ne sont pas de même durée, les premières font la longue durée de la vie d'un individu qui les emporte avec lui et qui y revient toujours [...] ; les autres, pour l'individu, sont plus variables et pour ainsi dire d'occasion ou de rencontre. Les premières sont trop intérieures, et donc difficiles à objectiver, à distancier. C'est pourquoi il est difficile d'en parler. Les secondes sont trop extérieures, et donc plus difficiles à intérioriser, ce qu'on n'a souvent pas le temps de faire, car on commence à les comprendre alors qu'il faut passer à autre chose. C'est pourquoi il n'est que trop facile d'en bavarder superficiellement.

Camille Tarot « Religion(s), risque(s) et modernité(s). Parcours et convergences quand un monde bascule »¹

¹ Cette citation est extraite du texte écrit de l'intervention de C. Tarot, intitulé « Archéologie d'une question, et question sur une archéologie », 24/06/2011, Université de Caen-Normandie (non publié).

REMERCIEMENTS

L'entreprise de remerciements est délicate, tant elle conduit à opérer sélection, distinction et hiérarchisation, à se risquer à l'oubli et à l'insuffisance. Ceci, d'autant plus lorsque cette reconnaissance traverse tant de lieux et s'étend sur une longue période de vie. Cet ouvrage, comme l'ensemble de la trajectoire qu'il expose, doit beaucoup, et à de nombreuses personnes. De manière plus sincère que convenue, je souhaite adresser ma toute première reconnaissance à Éric Denis, pour m'avoir accompagné dans ce travail avec patience et bienveillance. Du SEDET où nous nous sommes rencontrés il y a presque 15 ans, Caen où nous sommes tous deux passés dans des temps différents, jusqu'à Pondichéry qui a occupé l'essentiel de nos échanges, te côtoyer a été tout à la fois un plaisir et une source de stimulations. Travailler fort de ta confiance et de ton sérieux m'a ouvert des perspectives inédites et bienvenues.

Je tiens ensuite à adresser mes sincères remerciements à Pascale Froment, Loraine Kennedy, Geert de Neve, Serge Weber et Petros Petsimeris d'avoir accepté de participer au jury de cette HDR. Cette invitation trouve son origine dans une familiarité scientifique, dans des relations professionnelles et dans l'admiration que j'ai pour leurs travaux respectifs.

De l'IFP et de Pondichéry, où j'ai puisé une grande partie des éléments empiriques et des ressources qui composent ce travail, je tiens à remercier les directeurs successifs, Frédéric Landy et Blandine Ripert, ainsi que toute l'équipe administrative : Tirou, Geetha, Murugan, Anurupa, Visalakshmi, et *of course* Cécile H., précieuse dans son accompagnement autant que dans son amitié. Je retiendrai les stimulants échanges entretenus avec David Picherit, notamment à l'occasion de ses généreuses relectures, et pour notre vie partagée en temps de confinement. Je reviens tout aussi enthousiaste de la proximité entretenue avec les collègues en séjour, Raphaël Voix, Alexandra de Heering, Anthony Goreaud-Ponceau, Rémi de Bercegol, Anne Casile, Jalil Nordman (souvent en musique), Raphaël Mathevet (pour les oiseaux et ce qu'ils disent des changements), et bien sûr Senthil Babu et Balu D., pour les longues heures de discussion, les escapades le long du littoral. *Balu, you made my return to Caen a little softer, and helped to make India living in my everyday routine.* Les apports de chacun·e ont été une source d'étonnement, de remise en question et d'enrichissement. Mes remerciements s'adressent à l'ensemble des équipes de recherche, à Venkat, par lequel la « force des liens faibles » prend tout son sens ; je suis particulièrement reconnaissant à l'ensemble de l'équipe FISHERCOAST, notamment à Ajit Menon, coordinateur du programme, ainsi qu'à Tara, Kohila, Bhagat Singh, Arun Kumar, Mehala S., Muthushankar et celles et ceux qui ont participé de près ou de loin à cette entreprise, en Inde, Parthasarathi, Nitya Rao, Prabhakar Jayaprakash, Gopi, Maarten Bavinck, Nataša Rogelja et Martina Bofulin, Keshav Das, Bjørn-Petter Finstad.

Mon séjour à l'IFP n'aurait pas été si riche sans la générosité intellectuelle de Kannan sur des sujets aussi vastes que la politique au Tamil Nadu, l'histoire de Pondichéry, ou sans les éclairages de Prakash sur la langue tamoule. Aux premiers rangs des échanges quotidiens figure Devangi. Le mémoire inédit doit beaucoup à sa patience et son énergie. Merci à tous les stagiaires accueillis dans le cadre de ce programme, qui ont contribué à aiguïser mon rôle de coordination, pas toujours aisé. Une pensée pour Mary, je garde des moments passés avec elle toute la chaleur de son feu intérieur et de son jeu avec la langue.

Du côté des terrains brésiliens et indiens, de leur construction et des réflexions qu'ils investissent, je tiens tout spécialement à témoigner ma reconnaissance à Rafael S. Gonçalves,

fidèle ami, compagnon de dialogue et d'écriture ; Fatima Gomes, pour m'avoir accompagné dans mes premiers pas au Brésil et toujours soutenu ; Catherine Reginensi pour sa générosité, et son amitié et sa fidélité par-delà les frontières ; Aurélia Michel, fidèle amie, et Clément Marie dit Chirot, en bonne place dans ces relations professionnelles qui se mêlent d'amitié. Au Brésil, je dois beaucoup aux échanges entretenus avec Gabriel de Santis Feltran, Daniel Hirata, Palloma Valle Menezes, Frédéric Monié, L. A. Machado da Silva. L'élan de nos travaux communs et leur aide de tous les instants ont constitué des repères dans mes recherches au Brésil. Le premier d'entre eux est sans nul doute Mauricio, qui m'a conduit dans le dédale des rues de son quartier aimé, à la rencontre avec les siens.

Merci à Philippe Cadène, qui a été mon directeur de thèse et qui, de près ou de loin, est toujours là ; à Véronique, auprès de qui je dois encore m'excuser pour lui avoir fait peur dans les ruelles de Rio, et Marie-Hélène Zérah, pour la chaleur de son foyer à Mumbai puis à Delhi, et les longs moments d'échanges au cours desquels j'ai bénéficié de son regard saillant sur les questions urbaines indiennes, et de ses conseils avisés pour la formalisation de ce dossier. Je tiens également à saluer l'ensemble des membres du CEIAS, où j'ai trouvé un accueil chaleureux et bienveillant. Je pense à Nadia, Blandine, Vanessa Caru, Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky, Stéphanie Tawa-Lama, Zoé Headley, Aminah Mohammad-Arif, Denis Vidal, Rémi Delage, Nicolas Nercam et bien d'autres.

Dans la proximité de mes activités dans le Tamil Nadu, je suis particulièrement reconnaissant envers Aarti Kawra et toute l'équipe du programme *Humanities accross Borders* et celle du MIDS, notamment Anandhi S. et Vijaybaskar, pour leur accueil. La collaboration avec le *Centre for Community Knowledge*, initiée au travers de Surajit Sarkar, m'a permis d'approfondir la question de la mise en mémoire et de l'archive populaire avec enthousiasme, qui reste un chantier de réflexion à venir. Anant Mariganti, avec lequel les discussions ont structurantes pour penser les relations entre espace, pouvoir et travail et, enfin, Benjamin Solomon pour son regard original sur la ville, sur l'artisanat, et pour nos échanges marqués par sa bienveillance, son génie et sa générosité. Je regrette que ce texte, écrit en Français, ne me permette pas – pour l'heure – de bénéficier de son regard critique.

De l'université de Caen et du laboratoire ESO, je tiens à remercier l'ensemble de mes collègues, enseignant·e·s et doctorant·e·s, pour avoir accepté mon absence de plusieurs années dans une période où l'université a besoin de toutes ses forces. Je vous en suis grandement reconnaissant, tout comme à l'ensemble des étudiant·e·s qui ont attisé ma curiosité pour des lieux et des champs de recherche parfois éloignés de mes propres préoccupations. Leur nombre empêche ici de tous les citer. Je remercie tout particulièrement Pierre Guillemain, devenu un partenaire de recherche et de curiosité hors-pair. Dima El Khouri, *of course*, pour son infini soutien et son amitié, particulièrement bienvenus lors des nombreux moments de doute, des petits bugs et des besoins techniques urgents. En veilleurs bienveillants et relecteurs et débatteurs acérés, Pauline Seiller, Pierre Bergel, Vassili Rivron, Stéphane Valognes. Et puis Nicolas Blanpain, amical *compagnon au quotidien, à Caen ou sur le terrain lozérien, soutien géo-carto* et Nico F., Rafa, *la familia*, et la libanaise, Toufic, Mira. Merci également aux collègues du Geophen qui pensent et font autrement de la géographie, mais avec lesquels la discipline trouve son sens plein et entier. Une partie de la joie d'enseigner et de conduire des travaux collectifs doit beaucoup à Laura P., partie trop vite. Son enthousiasme, sa générosité et sa curiosité sans limite et sa lutte contre la maladie, ont été une leçon de vie. Je pense ici à Thibault, pour la suite.

Je tiens aussi à saluer le collectif INVERSES qui, bien qu'en veille à ce jour, a été le lieu d'échanges particulièrement éclairants sur l'approche de l'informalité et du politique, et qui a pris la forme d'une relation qui durera : Jérôme, Marie, Claire, Sébastien, Alexis, Fabrizio et Jean. Comme eux, de nombreux collègues de Caen sont devenus, avec le temps, des amis. Mathieu, Etienne, Laura. Parmi ceux-là, il est difficile de ne pas penser à Matthieu G. La douleur de sa disparition m'a accompagné tout au long de ces années. Sa finesse, sa générosité et sa curiosité demeurent un exemple.

La familiarisation avec les tenants symboliques du travail de la poterie, que l'enquête consignée dans le volume 3 ne fait qu'effleurer, m'a été rendue possible par le travail de Julie Wayne, qui en a éclairé certaines parties que seule une investigation de long cours permet. Je tiens, au travers de cette autre interprétation de l'activité de poterie, lui proposer un autre angle de vue.

La finalisation de ce travail doit beaucoup à la créativité de Thomas Maillard, fidèle compagnon d'illustrations qui, je l'espère, mettent en évidence ce que les mots ne permettent pas. Merci à Bertrand Lefebvre de m'avoir permis de faire cette belle rencontre.

Je tiens enfin à remercier chaleureusement ma famille, pour tout ce qu'elle sait déjà et qu'il n'est pas la peine d'inscrire ici. Ma sœur. Mon père. Celles et ceux qui les entourent, des êtres chers. Ces êtres chers comptent avec Elodie V., dont l'amitié et la confiance sont des biens précieux et des besoins premiers.

Puissent celles et ceux dont j'ai ici omis le nom, inconnus des nombreuses enquêtes qui ont avant tout été des échanges humains, et dont les quelques verbatim restitués ici et ailleurs ne rendront jamais justice. C'est avant tout d'elles et eux que j'ai puisé l'énergie qui aide à écrire. Je vous dois l'essentiel et, avant tout, l'envie de continuer à m'interroger sur le monde.



Je dédie ce long travail à mes deux garçons, Valentino et Lisandro,
et à celle sans qui la vie n'aurait pas le même sens.
Votre vitalité, votre patience et vos encouragements
m'ont aidé à aller au bout de l'exercice.

¡ De vuelta a vivir !

SOMMAIRE

INTRODUCTION - 19

PARTIE I. L'ARTISANAT EN INDE. CONSTRUCTION POLITIQUE ET ENJEUX CONTEMPORAINS - 37

I.1. Les traits essentiels de la figure artisanale en Inde	48
I.2. L'artisanat au cœur de la construction de l'État-nation indien	54
I.3. L'artisanat au prisme du changement dans l'Inde contemporaine	61

PARTIE II. L'ARTISANAT INDIEN EN PRISE AVEC LE CHANGEMENT. ENJEUX DE RECHERCHE ET JALONS POUR UNE APPROCHE GEOGRAPHIQUE - 73

II.1. Situer l'artisanat dans une réflexion sur une économie « désirable »	81
II.2. Penser l'artisanat depuis ses formes ordinaires : précisions terminologiques et enjeux de catégorisation	87
II.3. Analyser l'artisanat ordinaire au prisme de l'espace : premiers jalons pour une recherche au long cours	96
II.4. Trois dimensions de l'économie artisanale en contexte d'urbanisation rapide: un socle pour l'analyse	116
II.5. Un espace laboratoire : la région urbaine de Pondichéry	119

PARTIE III. MATERIALITES, RECONFIGURATIONS SPATIALES, SOCIALES ET POLITIQUES DE L'ARTISANAT : LA PECHE ET LA POTERIE DANS LA REGION DE PONDICHERY - 133

III.1. Deux filières artisanales ordinaires en prise avec des changements structurels: quelques précisions contextuelles	140
III.2. Matérialités. L'espace, ressource et contrainte	162
III.3. Circulations et valeur. Négociant des marchés et des espaces en transition	211
III.4. Politique. L'artisanat, l'État, la caste et les communs	234

CONCLUSION GENERALE. PERSPECTIVES ET PROGRAMME DE RECHERCHE - 249

Éléments d'analyse tirés de l'étude des configurations artisanales	251
Revenir à la question de départ	257
Perspectives d'analyse	261
Liste des Figures	268
Liste des Encadrés	269
Références bibliographiques	270
Table des matières	291
Notes de traduction	295

GUIDE ET PRÉCISIONS DE LECTURE

Ce texte adopte le système de citations courtes APA. La version détaillée des références figure dans la liste complète des références en fin de volume.

Les termes suivis du symbole * sont listés dans le glossaire ou dans la liste des abréviations de la page suivante.

Les citations d'ouvrages et d'articles ont systématiquement fait l'objet d'une traduction par mes soins, parfois à l'aide du module DeepL. Elles sont reproduites dans leur langue originale dans la rubrique « Notes de traduction ». Elles sont indiquées par des appels de note numérotés en chiffres romains.

Les encadrés hors-texte apportent un éclairage, des précisions sur un aspect de l'analyse, ou servent à illustrer un phénomène qui n'a pas été développé dans le corps du texte. Certains reproduisent des analyses menées dans le cadre de projets collectifs ; lorsque c'est le cas, leurs auteurs sont mentionnés dans la légende.

Sauf exception indiquée, les entretiens qui composent le matériau empirique du volume 3 ont été menés en Tamoul, avec l'aide d'un·e interprète ou de membres de l'équipe FISHERCOAST, postdoctorant·s dans ce programme. Ils ont fait l'objet d'un travail de transcription par les personnes ayant participé à l'enquête. Les analyses qui en découlent n'engagent que leur auteur.

Certains extraits d'entretiens comportent des [mots ou des interjections entre crochets]. Ils correspondent à des ajouts qui favorisent la compréhension du récit. Dans certains cas, des codes spécifiques mentionnent des hésitations [...] ou des coupures /.

Plusieurs termes traduits comportent le mot dans sa langue originale. Lorsque c'est le cas, ils apparaissent en alphabet tamoul, ou sont translittérés selon un système simplifié, *ch-* pour *c*, *v* pour *v*, et *sb-* pour *s*. Dans certains cas, les consonnes rétroflexes *ṭ*, *ḍ*, *ṇ*, *ṣ* et *ḷ* ont été préservées.

À l'exception de Pondichéry (devenu Puducherry en 2006), j'ai opté pour l'usage du nouveau nom des villes, par exemple Chennai pour l'ancien Madras (1996), Parangipetai (Porto Novo), Tharangambadi (Tranquebar).

Adivasi : peuples autochtones de la péninsule indienne.

Akeki : éruptions cutanées symptomatiques de la varicelle ou, anciennement, de la variole (ou petite vérole), soignée par certains potiers à l'aide de boues d'argile.

Cattiram : petite maison attribuée à une caste, d'usage et de propriété collective.

Drishiti : mauvais œil. L'usage dans le texte se réfère à de petites statues moulées, en argile ou en plâtre, fabriquées par les potiers. Elles sont utilisées pour « protéger » les maisons, ou dans le cadre d'« ordonnances » émanant d'astrologues.

Ghee : beurre clarifié, utilisé dans la nourriture et dans les rituels.

Grama : (*litt.* sanscrit/hindi) village.

Gram Panchayat : litt. conseil de village. Le terme renvoie au processus de prise de décision lui-même, issu du conseil, et à l'institution correspondant à l'échelon le plus bas du système politique indien. Les Grams comprennent souvent plusieurs établissements et une population mixte et peuvent regrouper plusieurs *Ur panchayat*.

Kaliman : litt. « boue » d'argile

Kalasha : pot contenant de l'eau consacrée, fabriqué en argile.

Kanaa boat : navire à grande proue, de 15 à 20 mètres de long, soulevé à l'aide de treuils. Introduit au Tamil Nadu après le tsunami du 26 décembre 2004, il est spécialement conçu pour la pêche à la senne annulaire.

Kartikakai : 8^e mois du calendrier tamoul, correspond à octobre/novembre.

Kovil, ou **koil** : temple.

Khadi : coton filé manuellement et, par extension, vêtements tissés à partir de ce coton.

Khumba : (*litt.* hindi) pot.

Kuppam : lieu où les gens vivent en groupe. Utilisé comme suffixe, il désigne les lieux d'habitation des basses castes répertoriées, notamment des pêcheurs.

Kullavar (dérivés *kullalar*, *kuyavar*, *kusavar*, *kusavan*) : caste héréditaire de potiers.

Kuyava-teru : lieu dans lequel les potiers travaillent, qui peuvent être des ateliers, ou l'espace de la rue.

Jats : communauté de paysans originaire du Nord-ouest indien et du Pakistan. Le terme renvoie à deux groupes distincts, l'un hindou, l'autre musulman.

Matī : état de pureté.

Nattar : cordon sacré.

Paricaracar : prêtre du temple.

Pongal : fête des moissons, célébrée principalement dans le sud de l'Inde. Le terme désigne aussi un plat servi à cette occasion, à base de riz, de lentilles et de *ghee*.

Sivatri ou (**Mahasivartri**) : festival en hommage au dieu Shiva.

Soola : désigne à la fois le four du potier (en anglais *kiln*) et l'empilement des matériaux (bois, feuilles de canne à sucre, fibre de coco, etc.) permettant la cuisson.

Surukavakai : filet utilisé dans la pêche à la senne annulaire.

Swadeshi : *litt.* *.(hindi)*. Fabriqué et vendu ou utilisé en Inde. Ici, le terme renvoie au mouvement politique de lutte pour l'Indépendance, fondé sur le boycott des produits étrangers et l'encouragement de l'utilisation des produits nationaux.

Taluk : subdivision d'un district. Désigne aussi un groupe de plusieurs villages organisés à des fins de revenus (équivalent de Tehsil).

Swaraj : *litt.* *(hindi)*, « gouvernement par soi-même », Se réfère aussi au concept d'autodétermination, défini par M.K. Gandhi dans la lutte pour l'Indépendance.

Upayam : offrande, donation.

Ur panchayat : conseil de village (voir *gram panchayat*). Le terme est ici utilisé dans le contexte des villages de pêcheurs, où ils opèrent en tant que *fishing village council* en charge des affaires de la pêche.

ABRÉVIATIONS ET LISTE DES INSTITUTIONS CITÉES

74th CAA : 74 th Constitutional Amendment Act	LPA : Local Planning Area
AIDMK : All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam	LWD : Labour and Welfare Department
AINRC : All India Namathu Rajiyam Party. NR renvoie à “notre royaume” et aux initiales de son fondateur, N. Rangasamy (Pondichéry)	MLA : Member of Legislative Assembly
AMRUT : Atal Mission for Rejuvenation and Urban Transformation	MIC : Ministry of Industry and Commerce
CCIE : Central Cottage Industries Emporium	MOU : Memorandum of Understanding
CDP : Comprehensive Development Plan	MSME : Micro, Small and Medium Enterprises department
CMA : Chennai Metropolitan Area	NCZMA : National Coastal Zone Management Authority
CMFRI : Central Marine Fisheries Research Institute.	NOCL : Nagarjuna Oil Corporation Limited
COI : Census of India	NREGA : National Rural Employment Guarantee Act
CRS : Corporate Social Responsibility	NSSO : National Sample Survey Office
CRZ : Coastal Regulation Zones	ORSTOM : Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer, aujourd’hui IRD (Institut de recherche pour le développement)
CT : Census Towns	PKVIB : Pondicherry Khadi and Village Industries Board
CZM : Coastal Zone Management	PMAY : Pradhan Mantri Awas Yojana
DMK : Dravida Munnetra Kazhagam	PSAZ : Protected Special Agriculture Zone
CMFRI : Centre Marine Fisheries Research Institute (Indian Council for Agricultural Research)	RSBY : Below poverty line Rashtrya Swasthya Bima Yojana
DIC : Direction of Industry and Commerce	SC / ST : Scheduled Castes / Scheduled Tribes
DRDA : District Rural Development Agency	SEZ : Special Economic Zone
GoTN : Government of Tamil Nadu	SIPCOT : State Industries Promotion Corporation of Tamil Nadu
IL&FS : Infrastructure Leasing & Financial Services Limited (filiale d’ITPCL)	SPV : Special Purpose Vehicle
ITPCL : Tamil Nadu Power Company Ltd.	TNTPA : Tamil Nadu Town and Country Planning Act (1971)
JNNURM : Jawaharlal Nehru National Urban Renewal Mission	UA : Urban Agglomeration
	U.T : Union Territory

CONVERSIONS ET UNITÉS DE MESURE

- 1 Euro : 80 Roupies (₹, INR ou Rs.) (taux moyen en 2021)
- 1 lakh : 100,000
- 1 crore : 10,000,000

- 1 acre : 0,4 ha
- 1 square feet : 0,09 m²

Commerce et économie artisanale face à la production urbaine

Un jour de novembre 2017, à Pondichéry, un architecte français travaillant dans le domaine du patrimoine m’informe de la destruction de la prison centrale de Pondichéry, ayant eu lieu le matin même. Cet édifice abritait la prison « tamoule », ou *Black Jail*, jusqu’en 1997 date à laquelle le *Jail Department* décidait de transférer les prisonniers dans un nouvel établissement situé à l’extérieur de la ville. En lieu et place de ce vaste édifice colonial qui avait, tout au long des 18^e et 19^e siècles, servi de place de foire, le gouvernement de Pondichéry prévoit l’édification d’un parking à plusieurs étages dans ce centre névralgique de la ville, dont le dispositif Smart City mission prévoit la rénovation.



Figure 1 : Ruines de la prison centrale de Pondichéry (nb, 2017)

Activistes et institutions engagés dans la défense du patrimoine devaient se rendre à l’évidence : en dépit de contestations de plusieurs associations de défense du patrimoine, adressées au gouvernement sur la base d’expertises contradictoires, le plus ancien bâtiment de la ville était voué à disparaître. Ce dernier, pourtant, témoignait d’un pan entier de l’histoire sociale de la ville et de la mémoire coloniale, son architecture évoquant les traces de la planification coloniale (notamment l’arche principale du marché ouvert). Dans un autre contexte, une telle entreprise de destruction aurait suscité la contestation de mouvements mémoriels et identitaires. À Pondichéry, l’évènement passait largement inaperçu.

À l’arrière de cet espace de stationnement encore en ruines se déploie Kosakadai Street, dont le nom évoque une activité ancienne de vente de poteries d’argile, fabriquées par la caste spécialisée des *Kullavar*². La rue est devenue au fil du temps un centre important du commerce

² Le nom de la caste a différentes variantes. Selon Edgar Thurston, il est dérivé de *Kulala vansam*, terme considéré comme étant plus digne que ceux couramment utilisés de *Kusavan*, *Kusavar*, *Kuyavar* ou *Kulalar*. Il semble être un dérivé de la divinité de laquelle la caste revendique sa descendance, *Kulalan*, fils de Brahma, qui, priant pour créer et détruire des choses quotidiennement, s’est vu attribuer la fonction de potier par le dieu Brahma (Thurston & Rangachari, 1909). Ces termes proviennent du mot sanskrit Kumbhakara, littéralement « faiseur de pot » (*ku* – terre).

De nombreux potiers rencontrés dans la région de Pondichéry désignent leur caste par *Kummara*, terme très utilisé en Inde et qui, localement, renvoie sans doute à l’origine exogène de certains potiers, venus de régions d’Andhra Pradesh. Ceux qui, parmi ce groupe, vivent aujourd’hui au Tamil Nadu, parlent toujours telugu. Exogènes à la caste spécialisée dominante dans l’État, ils se heurtaient encore récemment à l’interdiction de mariages mixtes avec les potiers tamouls, en raison de leur

de biens destinés aux rituels religieux, à la cuisine ou au stockage de grains et d'eau potable. Les échoppes se font, depuis plusieurs années, de moins en moins nombreuses, leurs propriétaires déplorant des conditions de plus en plus difficiles pour maintenir leur activité sur place. Voyant leur espace commercial restreint, contraints par l'amoncellement de détritiques et de débris de briques résultant de la destruction de la prison, les potiers expriment leur vif mécontentement. Pour autant, ils ne se montrent généralement guère étonnés par ce qu'ils interprètent comme l'absence de soutien des autorités vis-à-vis de leur activité et de leur fonction traditionnelle de service. Élus politiques et représentants de la municipalité engagés dans le programme de rénovation urbaine du centre de la ville sont restés muets face aux demandes de ces artisans de bénéficier d'un espace aménagé dédié. Pourtant, leur activité est tout particulièrement active en période de festival. Elle fait vivre de nombreuses familles. Elle représente une fonction importante en ville, à la fois au niveau de l'économie qu'elle génère et de sociabilités qu'elle concentre.

Un tel désintérêt semble plutôt courant dans le paysage indien de l'urbanisme, où les restrictions en matière d'usage de l'espace public à des fins commerciales sont de plus en plus affirmées (Salès, 2018). On peut penser qu'il révèle aussi l'absence de toute réflexion sur la place du commerce de rue dans l'activité urbaine, et sur l'importance de l'artisanat en ville. À Pondichéry comme ailleurs dans le pays, cette question suscite un débat qui se limite à quelques organisations issues de la société civile, dont certaines seulement s'impliquent dans l'amélioration du cadre de vie et dans la défense du commerce (souvent informel) de rue.

Bien que nous soyons là face à une situation pour le moins courante, ce cas prend néanmoins une résonance spécifique en ce qu'il concerne une activité commerciale autorisée, fondée sur une production et des habitudes de consommation ancrées de longue date dans les pratiques socioreligieuses. En effet, l'artisanat de la poterie constitue une figure centrale de la consommation des biens utilitaires destinés à un usage domestique (cuisine, stockage, etc.) et produit les artéfacts incontournables de la pratique rituelle. On les utilise ainsi pour les oraisons, en guise d'offrandes aux divinités, et lors de toutes les cérémonies familiales (naissances, mariages, décès, etc.).

À l'instar de nombreuses autres villes du monde, cette situation met aussi en évidence combien l'intervention sur le tissu urbain est rythmée par de grands projets, économes d'une réflexion globale en matière de planification. De manière générale, ce cas illustre combien, comme le souligne Ananya Roy, « *India cannot plan its cities* » (Roy, 2009).

Près de quatre ans après ces premières observations, au moment de l'écriture de ce travail (août 2021), la situation semble n'avoir pas changé. L'espace utilisé pour le stationnement des deux-roues est, à tout moment de la semaine, saturé de véhicules. Les débris de la destruction n'ont quant à eux été que partiellement déblayés. Et, en dépit d'une campagne de communication active émanant des autorités locales en charge de la mise en œuvre du programme Smart City (*Smart City Development Corporation Private Limited*) sur les travaux de rénovation de la voirie, la transformation de Nehru Street en voie piétonne et la rénovation complète du Goubert Market sont restées, à ce jour, encore en phase de négociation. Le marché des potiers se limite à quelques petites échoppes installées au milieu des ruines encore présentes. Les femmes occupées à la vente expriment la même gêne vis-à-vis de leurs conditions de travail dans la rue. L'absence

statut inférieur. La présence de potiers de langue *telugu* dans la région semble s'expliquer dans le cadre de migrations observées sous l'empire Vijayanagar, notamment au 14^e siècle, au cours duquel l'empire a connu un développement notable dans le domaine de l'artisanat commercial, progressivement distingué de l'artisanat agraire.

d'infrastructure ralentirait d'après elles une activité commerciale déjà fragilisée par la concurrence des produits en plastique ou en inox.



Figure 2 : Échoppe vendant des poteries en terre cuite. Kosakadai Street, Pondichéry. (nb, 2018)

À l'échelle des mutations du monde et de la société, cette situation, aussi banale qu'elle puisse paraître, relève d'un détail, perdu dans une multitude d'autres réalités peut-être plus éloquents et plus majestueuses. Pourtant, ce détail met en lumière d'évidentes transformations économiques et urbaines, tout autant que des formes de permanences. Dans une société où les modes de vie et de consommation changent rapidement persistent en effet des pratiques profondément ancrées qui se maintiennent. Le dynamisme du commerce d'objets artisanaux en argile à la fois au cœur de l'espace urbain, dans des marchés citadins ou villageois, ou encore le long des routes, témoigne de ces tendances. L'utilisation des objets d'argile comme biens utilitaires domestiques (cuisine, stockage), ou dans l'accomplissement de rituels et cérémonies explique sans nul doute pour partie le maintien de leur consommation domestique, et ainsi la persistance de leur production, en dépit de la concurrence que constituent des objets à la fois plus solides, plus durables et associés à des valeurs « modernes ». Un autre élément d'explication du maintien de cette économie productive en ville réside certainement dans l'absence d'alternative et de perspective d'emploi pour de nombreuses familles qui continuent d'exercer une activité certes souvent peu rémunératrice, mais toujours viable.

Ces quelques considérations, issues d'une première observation, invitent à porter un regard attentif sur cette économie artisanale. Il s'agit d'interroger à la fois son maintien comme principale activité pour des artisans investis de longue date dans ces métiers, mais aussi sa place changeante

dans l'espace, rural et urbain, et plus largement dans la dynamique d'urbanisation qui transforme des lieux de toutes tailles, et, avec eux, les modes de vie, de travail et de consommation.

L'observation de ce commerce interroge l'omniprésence de l'artisanat et de sa production dans des espaces nombreux et diversifiés. Leur actualité, comme leurs traces dans des quartiers urbains ou des villages, met en évidence les liens historiques entre l'espace et l'artisanat, ce dernier étant souvent présenté comme central dans l'expansion des premières civilisations urbaines. Dans l'agglomération de Pondichéry sur laquelle s'appuie l'essentiel des analyses et des exemples rassemblés dans cet essai, des traces de l'importance que revêt l'artisanat peuvent être observées dans plusieurs quartiers, notamment dans celui de Mudaliarpét, dont le nom est associé à la caste de tisserands *Mudaliar*. Cette implantation urbaine évoque l'histoire d'un artisanat transformé, au cours de la période coloniale britannique puis française, en un important dispositif industriel organisé autour des unités textiles *Anglo-French Textile Mills* et *Swadeshi Cotton Mills*. L'une est à présent fermée, l'autre en déclin, mais l'activité textile demeure, certes timidement, sous la forme d'ateliers de sous-traitance installés dans des arrière-cour. Leurs produits sont destinés à une vente locale ou fournissent, dans le cadre d'une sous-traitance (informelle, le plus souvent), les filières d'exportation. D'autres quartiers, on le verra, portent les marques historiques de telles fonctions productives. Leur disparition du tissu urbain ou de celui des villages montre aussi combien l'artisanat revêt aujourd'hui une place désuète vis-à-vis des dynamiques économiques contemporaines, mettant en évidence les enjeux et tensions que suscite la disparition de formes économiques et de savoirs et savoir-faire socioproductifs, de leur maintien et de leur réinvention.

C'est à cette réflexion que je souhaite contribuer à partir de ce travail, en partant de petits objets et de récits de situation, pour remonter les fils d'une analyse qui propose de porter un autre regard sur l'économie artisanale, la ville et l'urbanisation, et sur les liens qu'elles entretiennent dans la période actuelle. Ce regard renouvelé s'appuie sur figure l'idée selon laquelle en dépit des nombreuses inerties et des contraintes structurelles qui pèsent sur l'artisanat local, est enclin à ouvrir la voie à des formes économiques plus frugales, économes en ressources et en énergie, tout en étant pourvoyeuses d'emplois non seulement viables du point de vue économique, mais aussi socialement significatifs.

Cette hypothèse, qui guide ma réflexion tout au long de ce mémoire, situe donc ce travail dans l'étude de « petits objets », considérant qu'il est possible, à partir de leur observation, de discerner les enjeux saillants qui caractérisent, ici, les transformations des mondes sociaux et productifs. Des mondes qui, en dépit de la rapidité des changements structurels, identifient des dynamiques sociales qui, loin d'être figées, révèlent au contraire des ambitions, des stratégies, des trajectoires professionnelles et des configurations spatiales singulières et en mouvement.

INTRODUCTION

La thématique de l'artisanat anime de longue date de vifs débats, tant dans la sphère de l'art, de l'histoire ou de l'archéologie que dans celle des sciences sociales et du développement. La viabilité de ces activités, leur avenir et leur capacité à constituer un mode d'économie soutenable marquent déjà du sceau de l'opposition et de la confrontation, les cercles intellectuels européens du XIX^e siècle comme ceux du marxisme et de l'économie classique du 19^e siècle. Depuis les années 1960, ces questions intéressent aussi des sphères militantes nombreuses en quête d'alternatives à la mainmise du capitalisme sur le monde social et aux modèles économiques extractivistes. L'élan depuis peu observé pour la recherche d'alternatives aux modes de production dépendants de capitaux globaux et d'énergies fossiles, place l'artisanat au cœur d'une réflexion pour le moins actuelle dont il s'agit de renouveler les termes d'analyse.

Au cours des dernières décennies, c'est un récit empreint de symbolisme, idéalisant le travail à la main (Crawford, 2010 ; Lichtenberger, 2011), l'associant à la patience et à la lenteur, au labeur, respectueux tant des valeurs humaines que du milieu qui l'entoure, qui domine ce champ de réflexion. Ce récit situe souvent par commodité l'artisanat et particulièrement le monde rural qu'il incarne, dans une opposition avec les « polypes bétonnés, chimiques et bureaucratiques de la vie moderne » (Rossel, 1986) qui servent de métaphore à l'urbanisation, à l'industrialisation et aux modes de vie qu'ils sous-tendent. À en croire de telles représentations, l'artisanat serait à l'image d'un monde rural fragilisé par ces logiques économiques qui transforment de manière rapide les espaces de toutes tailles, et en particulier les campagnes. Expansion et densification urbaines remettent en cause leur morphologie, les économies et les modes de vie, imposant à leur place des économies « modernes » et « industrielles », et des valeurs et modes de vie urbains. De telles visions, fondées sur des interprétations idéologiques mettant en scène ici un spectacle de la nostalgie, là une ode ou un rejet du progrès et de la modernité, ne tiennent pas toujours l'épreuve de l'observation. Le regard historique est certes marqué par la vigueur de ces transformations dans de nombreux contextes. Néanmoins, dans bien des cas, elles ne signifient aucunement la disparition des activités artisanales, qui continuent d'alimenter d'innombrables filières productives locales et régionales.

Qu'elle soit implantée dans des villages, aux bords de routes ou dans des quartiers urbains, l'activité artisanale dans le monde a pourtant changé. Dans le contexte actuel, elle révèle davantage que des formes économiques et des modes de vie et de travail intrinsèquement liés aux mondes villageois, ou érodés par le temps. Elle met en évidence des configurations nouvelles, des formes d'adaptation et des agencements sociaux et économiques inédits, qui font émerger de nouveaux rapports de production et de commercialisation, et de nouveaux rapports à l'espace. Dès lors, il est nécessaire de s'écarter des oppositions binaires construits par les récits dominants pour réinvestir le thème de l'artisanat à partir d'un regard sur ses géographies.

Ce regard est ici fondé sur le cas de l'Inde, où l'activité artisanale demeure une fonction économique et sociale structurante dans la société, ceci en dépit de la rapidité – et, souvent, de la brutalité – des changements inhérents aux dynamiques du capitalisme et à leurs expressions spatiales.

Le choix d'aborder un travail de recherche de long cours par un focus sur l'Inde repose sur l'ambition de réinvestir une question restée en suspens dans des travaux précédents : celle de la place et du rôle des économies locales dans la phase actuelle du capitalisme, et dans des espaces

qui connaissent de rapides transformations. L'Inde apparaît à ce double titre comme un contexte particulièrement stimulant pour penser ces phénomènes. Le pays est en effet caractérisé par la vitalité de son tissu économique localisé, dont une bonne partie relève du vaste domaine de l'artisanat. Il est tout aussi marqué par des changements économiques structurels qui touchent tous les espaces du pays, à la fois dans leurs structures, leurs organisations et leurs morphologies, et dans les logiques sociales et politiques qui les animent.

C'est dans ce vaste champ d'observation que se situe ce travail. Il consiste à formuler un questionnement soutenu par un état de l'art, et à élaborer des éléments d'analyse supportés par une démarche empirique. Son exposition servira de point de départ pour dessiner des lignes de réflexion et des perspectives de recherche à venir.

Afin d'étudier les caractères contemporains de l'artisanat en Inde et d'analyser les enjeux auxquels il fait face, ce à quoi invite ce travail, il convient avant tout de replacer ces formes productives et leurs univers sociaux dans le contexte des changements récents. Ceux-ci relèvent d'une multiplicité de processus qu'il n'est aisé ni d'appréhender dans leur totalité ni d'en isoler les manifestations concrètes. Les restructurations de l'économie productive qui caractérisent la phase actuelle du capitalisme sont aujourd'hui bien documentées. Leur lien au phénomène global qu'Henri Lefebvre désignait comme « l'urbanisation planétaire » et dont il soulignait au début des années 1970 qu'il dévoilait « un monde désormais marqué par des modes de production et de consommation liés à l'urbain » (Lefebvre 1970) semble quant à lui plus complexe à saisir. En effet, la multiplicité des domaines dans lesquels ces bouleversements s'observent, celle des logiques desquelles ils relèvent (tant économiques et culturelles que sociales et politiques), ou encore leurs modalités et leurs intensités rendent difficile d'en dégager une ligne cohérente. De même, il semble délicat de nommer ces changements.

Depuis leur simple formulation jusqu'à des propositions de théorisation, ces questions méritent une réflexion de long cours. Face à cela, le présent mémoire propose de s'essayer à l'exercice de les formuler, il présente donc un objet et une démarche d'analyse qui forment les contours d'un ambitieux chantier scientifique. Un regard porté sur un espace restreint, celui d'une aire urbaine en pleine expansion (ici désignée, nous le verrons, comme la biorégion de Pondichéry) et, depuis cette échelle, sur l'observation de configurations révélées dans leur dimension spatiale, mènera à interroger ces phénomènes en leurs « lieux ». Tout au long de ce travail, espaces et lieux comptent dès lors comme des concepts centraux, dont le recours exprime un souci d'ordre épistémologique, même si la teneur du propos et l'analyse contenue dans ce travail se limitent généralement à effleurer cet aspect.

Le matériau empirique sur lequel s'appuie cette réflexion offre plus une matière à penser un objet d'étude, une démarche méthodologique et un prisme d'analyse que des interprétations et une connaissance stabilisée sur les dynamiques propres aux formes d'artisanat étudiées et à cette région de l'Inde. Il supporte une première ébauche de cadre analytique qui propose d'examiner l'urbanisation rapide que connaît le pays (Denis et al., 2012) à partir des effets générés sur les espaces de l'artisanat. Ce corpus empirique est aussi un substrat permettant de tester des modes de représentation qu'il conviendra d'approfondir, de préciser, tant du point de vue de leur intérêt euristique et pédagogique que du point de vue technique. Afin de mettre en œuvre cette proposition, il convient avant tout de clarifier l'usage de la notion d'urbanisation, qui figure en toile de fond de la réflexion. Certains contesteront l'acceptation proposée ici, tant elle se présente comme un tout englobant, et qui serait la cause de tous les bouleversements observés, que ceux-

ci concernent l'espace, le registre de l'économie, celui des valeurs culturelles, etc. Je tenterai en quelques mots de justifier le recours à cette notion.

L'acception la plus courante du mot « urbanisation » renvoie principalement à l'idée d'augmentation de la population des villes, ou de densification d'espaces déjà urbains. Une autre acception, qui découle de la première, conduit aussi à évoquer par ce terme la multiplication d'espaces qualifiés, dans un contexte donné, de villes ou d'espaces urbains. Mais dans un sens plus large, la notion révèle une acception enrichie mais susceptible d'être trop généralisante et englobante. Ce problème et la polysémie du mot amène le sociologue québécois Fernand Dumont, à la fin des années 1960, à un effort de clarification. Selon lui, l'urbanisation désigne à la fois « les migrations de populations rurales vers la ville, l'accroissement des centres urbains » et ce qu'il décrit comme la « liquidation des attitudes traditionnelles, etc. ». Il propose une liste non exhaustive de phénomènes qui relèvent de supposés changements de valeurs. L'auteur, qui indiquait que chacun de ces éléments avait « sa spécificité propre, et que l'usage intempéré de la notion d'urbanisation port(ait) à le méconnaître » (Dumont, 1968, p. 130), enjoint les chercheurs à préciser ces aspects et à éviter d'associer aveuglément des changements de natures très diverses à un seul phénomène. Une telle clarification permettrait d'échapper aux lieux communs et de masquer les phénomènes qu'elle contribue à décrire. L'auteur insiste en même temps sur l'importance de ne pas se borner « à une première vue dite "objective" des faits, celle qui s'appuie sur des indices démographiques, économiques, géographiques » (Dumont, 1968, p. 131). Il invite ainsi les chercheurs à prolonger l'effort d'étudier les composantes de ce phénomène et de le circonscrire plus en détail que cela n'est fait jusqu'ici. Une position similaire vis-à-vis du phénomène et de ses définitions est exprimée par le géographe californien Allen J. Scott pour qui « un examen rapide de la littérature sur l'urbanisation révèle une cacophonie de perspectives et de points d'intérêt empiriques qui sont tous dits "urbains" d'une manière ou d'une autre ». Selon lui, « les phénomènes empiriques sont souvent qualifiés d'urbains pour la seule raison qu'ils se trouvent à l'intérieur des limites de la ville et, la plupart du temps, les villes sont simplement assimilées à la « société moderne » dans son ensemble »ⁱ (Scott, 2008, p. 548).

Afin d'éviter interprétations et généralisations hâtives, il s'agit donc, dans la lignée de ces préoccupations, d'étudier des processus qui, dans des modalités et selon des expressions qu'il conviendra de déterminer, identifient un changement lié ou conséquent à l'urbanisation. Dès lors, la notion d'urbanisation est mobilisée en toile de fond de ce travail, comme un prisme d'analyse, ou comme « une désignation d'ensemble de schémas d'évolution qui joue un rôle de souple régulateur de la recherche » (Dumont, 1968, p. 130). Dès lors, les activités artisanales qui figurent au cœur de ce mémoire « croisent » (*intersect*, selon les termes d'A.J. Scott) le phénomène d'urbanisation. Contrairement à ce qui a pu être longtemps considéré, elles ne sont pas situées « en marge » de l'urbanisation – et plus largement du capitalisme. Elles en identifient une modalité qui, bien que « périphérique » (Lowenhaupt Tsing, 2017, 2009), ne peut passer inaperçue et qui rend nécessaire d'en apprécier les expressions concrètes et leurs effets. L'étude des relations qu'entretiennent le phénomène d'urbanisation et les activités économiques ordinaires permet donc d'interroger spécifiquement les relations entre l'espace et ses transformations, et les mutations de l'économie.

Dans un travail qui questionne la place des systèmes productifs dans la production urbaine des villes méditerranéennes, Pascale Froment identifie certains caractères forts de la production textile dans plusieurs espaces soumis à des changements majeurs (Froment, 2015). Elle note combien ce secteur d'activité et les artisans qui l'animent sont concernés par la dilution

progressive de leur fonction dans la ville, qui tend à être à la fois reléguée des espaces centraux et substituée à une économie culturelle, dominée par la figure de l'artiste. Ce passage de l'artisan à l'artiste, qui traverse aussi le contexte étudié dans ce mémoire, relève d'un changement structurel qui s'expiré dans l'espace, et dont on peut observer les marques. Ainsi, d'une économie productive au cœur de l'économie urbaine qui fournit travail et maintient des populations en place l'on mute vers une économie de signes et de services, tournée vers le tourisme et le patrimoine, qui transforme les lieux et concourt à les imprégner de signes immatériels tout en les vidant de leur fonction productive est possible de constater dans de nombreux contextes urbains (Girard, 2020). Cette dynamique traduit des bouleversements concrets de l'espace urbain observables dans la morphologie, dans la composition sociale de la ville, et dans les images et les idées qui en composent les récits et qui en structurent les stratégies politiques.

Dans bien des cas, la coexistence entre artisans et artistes – et donc entre économie (productive) artisanale et économie culturelle – s'apparente à un télescopage, à un face-à-face entre des modèles économiques et de société établis selon des principes distincts, dans des temps et des contextes sociaux et spatiaux qui le sont tout autant. Les uns, artisans dits « traditionnels », sont associés à des systèmes d'échanges et des valeurs sociales historiquement caractéristiques du capitalisme préindustriel. Les autres, « néoartisans » ou artistes, sont l'expression des logiques récentes du capitalisme (Lipovetsky & Serroy, 2013). Ce télescopage interroge nécessairement sur les capacités de chacune de ces formes économiques, et avec elles, de leurs acteurs, à répondre aux exigences de la vie quotidienne, dans ses volets économiques et sociaux, à maintenir la fonction productive des espaces, à constituer des foyers d'emplois et, enfin, à encourager la préservation des ressources et des milieux.

Afin d'étudier de tels processus à l'œuvre de l'artisanat, il s'agit pourtant de s'écarter des récits faisant état de l'inexorable déclin dans le monde, ou de ceux qui, tout aussi nombreux, ont tendance à idéaliser ce mode de production et les supposées valeurs qu'il véhicule. Il est tout aussi nécessaire d'interroger les fonctions que les économies artisanales sont susceptibles de remplir aujourd'hui, en réponse aux nécessités actuelles d'une économie plus centrée sur la proximité, plus frugale, moins consommatrice en ressources et à même d'ériger un modèle économique et social viable. Face à ce questionnement ambitieux, ce travail propose pour l'heure de placer quelques repères de discussion, esquisser quelques pistes de réflexion sur la place de l'activité artisanale dans l'économie, dans la société et dans ses espaces. Pour ce faire, il convient de s'appuyer sur une géographie qui, sans être aveuglée par les discours moralisateurs invitant à « réparer le monde », et sans se prêter à une dénonciation des structures économiques et idéologiques du capitalisme fossile, souhaite intégrer des questions relatives aux ressources et à leur utilisation dans le processus économique. En d'autres termes, ce mémoire aspire progressivement à construire une démarche d'analyse géographique nourrie et articulée à celles de l'écologie politique.

Renouveler le regard sur l'artisanat, depuis la géographie

L'artisanat³ désigne un ensemble d'activités hétérogènes dont les caractères et les dynamiques rapprochent d'autres formes économiques très largement étudiés à l'instar des « petites

³ Comme le montrent de très nombreux travaux, il n'existe pas de définition homogène de l'artisanat. L'UNESCO propose une définition générique du terme : « Produits fabriqués par des artisans, soit entièrement à la main, soit à l'aide d'outils à main ou même de moyens mécaniques, pourvu que la contribution manuelle directe de l'artisan demeure la composante la plus importante du produit fini... La nature spéciale des produits artisanaux se fonde sur leurs caractères distinctifs, lesquels

productions marchandes » (PPM), catégorie proposée dans le champ de la socioanthropologie du développement dès la fin des années 1970 en France (Le Bris & Salem, 1979). Plus que d'être un exemple parmi d'autres de production locale de petite échelle, l'artisanat constitue certainement l'une des formes économiques ayant historiquement le plus interrogé nos sociétés. Il figure au centre d'un questionnement étendu, qui concerne à la fois les significations du travail et de la production, les modes d'organisation et les dominations dans la sphère du travail, les liens entre travail et vie quotidienne, ou encore les rapports qu'entretiennent les humains aux ressources et à leur milieu. L'actualité de ces questions et des enjeux que recouvre l'artisanat est indiscutable. C'est d'autant plus le cas dans le contexte de pays non occidentaux, ou pays du Sud. Dans ces derniers, il apparaît comme un secteur d'activité multiforme qui emploie une main-d'œuvre nombreuse, bien que très largement absente des statistiques officielles. La contribution des secteurs d'activités qu'il recouvre aux économies locales et régionales demeure majeure bien que ces secteurs se trouvent souvent confrontés à des formes de concurrence avec d'autres filières, notamment semi-industrielles, qui en menacent souvent l'équilibre.

En Inde l'artisanat a longtemps représenté un secteur primordial de l'économie, structurant dans le projet de construction nationale, et continue de figurer parmi les priorités du gouvernement dans la période actuelle (I.3). En effet le travail artisanal interroge les conditions, généralement précaires, de travail et d'existence de millions de familles et, avec elles, la transmission de savoirs et de savoir-faire sociotechniques élaborés la plupart du temps sur plusieurs générations. À travers le pays, il est en effet souvent caractérisé par la précarité des artisans, par une faible régulation du travail, l'absence de protection sociale et, dans bien des cas, par la permanence de systèmes de domination sociale particulièrement brutaux, notamment hérités du système *zamindar*. La vulnérabilité de ces modes de travail tient au fait que la grande majorité des pratiques et des métiers artisanaux émane d'entreprises non répertoriées, relevant ainsi d'une économie qualifiée d'informelle, par définition faiblement régulée, peu protectrice en termes de droits et de conditions de travail. Ensuite, l'artisanat interroge le devenir économique de nombreux territoires locaux qui font face à des changements soudains. Ces derniers sont avant tout liés aux transformations structurelles des mondes du travail, à l'urbanisation rapide, et aux dégâts que font les modèles économiques extractifs et spéculatifs sur les personnes, les ressources et les milieux. Enfin, la petite taille, le faible niveau technologique et les techniques mobilisées dans les productions artisanales font qu'elles sont faiblement perturbatrices, tout en restant tributaires de leur environnement, c'est-à-dire des ressources (naturelles, sociales) disponibles le plus souvent dans la proximité. Leur activité dépend en effet de la disponibilité et de l'accessibilité de ressources brutes, nécessaires à la transformation de la matière en matériau ou en outil. Elles forment la base à partir de laquelle les biens artisanaux sont fabriqués, à l'exemple de l'argile, de l'eau, du petit bois, de la paille et de la fibre de coco dont est dépendant l'artisan-potier, qui fera l'objet d'une attention particulière au cours de ce texte (Partie III).

L'activité artisanale qui nous intéresse ici est précisément celle dont les pratiques et les espaces de production mobilisent (à l'exemple du potier) des « enchevêtrements avec la nature », comme les nomme Anna Lowenhaupt Tsing (2017), c'est-à-dire à la fois avec un environnement et avec des éléments spécifiques qu'elle fournit, qu'ils soient matériels ou vivants. Attachée à suivre le champignon matsutake dans des espaces qu'elles désigne comme les « ruines du capitalisme »,

peuvent être utilitaires, esthétiques, artistiques, créatifs, culturels, décoratifs, fonctionnels, traditionnels, symboliques et importants d'un point de vue religieux ou social » (UNESCO, 1997). Mode de production plutôt que catégorie homogène, il est le plus souvent défini dans une opposition au mode de production dit industriel, en série, mobilisant outils et technologies.

L'auteure décrit de manière particulièrement riche ces enchevêtrements et les enjeux qu'ils révèlent. Elle note que

« quand une ressource particulière ne peut plus être produite, l'espace est tout simplement abandonné. Le bois a été coupé, il n'y a plus de pétrole, le sol ne peut plus nourrir les récoltes : la recherche de ressources se poursuit ailleurs. Ainsi, la simplification qui accompagne l'aliénation produit des ruines, des espaces abandonnés du seul point de vue de la production de ressources » (Lowenhaupt Tsing 2017).

Ces remarques soulignent la pertinence et l'actualité d'une réflexion géographique sur l'artisanat, tant cet *objet* articule des considérations relatives aux modalités selon lesquelles les sociétés vivent et travaillent dans des espaces en pleine transformation. Elles invitent à une réflexion sur le fonctionnement d'économies et de pratiques sociales susceptibles de proposer des alternatives vertueuses aux modèles productifs les plus critiqués pour leur brutalité sociale et pour leurs effets délétères sur les milieux – systèmes extractifs, spéculatifs, etc. Les systèmes artisanaux entretiennent un usage de la nature sans forcément l'exploiter au point d'en épuiser les ressources. Les « enchevêtrements » qu'ils structurent semblent ainsi de nature à entrevoir des formes inédites de produire dans la proximité, fort de pratiques socialement significatives et mesurées dans l'exploitation des ressources.

L'environnement duquel l'artisan extrait ces ressources brutes est au cœur du travail artisanal. Dès lors, cette activité ne peut être traitée sans tenir compte du contexte social et politique dans lequel elle s'insère. Les normes, les modes relationnels et les jeux de pouvoir qui définissent le travail artisanal orientent ses fonctions, ses usages et les rôles sociaux de ses acteurs. L'artisanat « ordinaire » est résolument inscrit dans des systèmes relationnels qui influent sur l'activité de production comme sur les logiques de création de valeur et de commercialisation des objets. C'est en particulier le cas dans le contexte indien où l'artisan occupe historiquement une fonction spécifique dans l'espace local. Il assure un rôle de service qui s'avère central pour le fonctionnement de la « communauté », que ce soit à l'échelle du village ou du quartier. Si ce rôle tend à s'être transformé avec le temps, il demeure à la fois légitimant pour sa profession et pour sa famille. À une autre échelle, il est tout aussi central pour les économies et les systèmes sociaux qui forgent l'espace indien. Enfin, et en conséquence, ces formes d'artisanat mettent en évidence les modalités différenciées selon lesquelles opère, dans un espace donné, la politique⁴. Dans le champ de l'artisanat, la politique se présente sous la forme d'une combinaison entre trois domaines :

- D'abord, la politique associée aux univers sociaux de l'artisan, définie par l'ensemble des règles et des formes de pouvoir institué qui régissent l'espace local, relatives à la caste et au groupe religieux, et par celles établies par les instances de la société civile investies dans le champ de la valorisation de l'artisanat et du patrimoine ;

⁴ Afin de clarifier l'usage du terme, dont de nombreux auteurs ont souligné le caractère polysémique, il convient ici d'entendre « la » politique comme l'ensemble des activités, des interactions et des relations sociales qui se développent et se structurent au sein de l'espace [...] pour la conquête et l'exercice du pouvoir. La politique renvoie à la lutte concurrentielle pour la répartition du pouvoir (*politics* en anglais). Elle se distingue « du » politique, ici entendu comme le « champ social dominé par des conflits d'intérêts régulés par les pouvoirs (*polity* en anglais). C'est un espace de résolution des conflits et d'arbitrage des intérêts différents de la société » (Braud, 2006, p. 13-14).

- Ensuite, la politique définie plus spécifiquement par le monde du travail artisanal, animée par des acteurs sociaux investis à divers titres dans ses chaînes productives, quels que soient leurs positions, leurs rôles, leurs registres de légitimité et d'influence ;
- La politique de l'artisanat s'inscrit enfin dans le champ de dispositifs institués, à la fois sectoriels, urbains et environnementaux. Ceux-ci régissent de manière plus ou moins efficiente les conditions d'exercice de l'activité, l'accès à des ressources, le soutien et d'accompagnement et l'accès à l'espace, qu'il soit celui de la production ou celui du marché.

La vigueur et la diversité des changements qui concernent les modes productifs, les logiques sociales et politiques, les trajectoires et, plus largement, les relations qu'entretiennent les activités artisanales avec leur environnement méritent ainsi qu'on les place au centre d'une analyse des relations entre espace, économie et pouvoir. Ces relations seront abordées pour l'ensemble des figures sociales de l'artisanat, depuis ses formes dites ordinaires qui, loin d'être figées, connaissent nombre de reconfigurations dans la période récente, jusqu'à ses formes contemporaines : celles de l'artisanat dit « remarquable ». Ces deux formes en apparence distinctes dissimulent des perméabilités et des connexions qui obligent à les approcher en situation.

Pour une approche relationnelle et situationnelle de l'artisanat

Inviter à une réflexion sur l'artisanat menée à partir de l'étude des configurations et des enchevêtrements sociaux et spatiaux que dessinent ses activités nécessite, au préalable, d'exposer plus précisément le positionnement adopté vis-à-vis de cet objet.

Cette recherche envisage l'artisanat hors du prisme à partir duquel il est généralement analysé. Celui-ci est en effet le plus souvent caractérisé à partir de considérations d'ordre économique, de représentations opposant le traditionnel au moderne, le grand et le petit, parmi d'autres polarités construites comme antinomiques. Cette lecture repose sur des représentations dominantes, qui l'associent quelque soit le contexte à des pratiques figées dans le temps, censées être inadaptées aux exigences du marché, exercées par des acteurs peu à même d'innover et associés à des modes de vie désuets. Cette conception conduit le cas échéant à restreindre l'artisanat à ses fonctions mémorielles, patrimoniales ou folkloriques. Par là même, elle nie sa capacité à contribuer à l'économie d'aujourd'hui, et à structurer des filières innovantes ou à forte valeur ajoutée. De telles assignations souffrent de présupposés marqués par une conception du progrès et de la modernité qui empêchent de reconnaître la diversité des métiers, des trajectoires sociales et professionnelles des artisans, et leur capacité à transformer leurs pratiques. L'observation de nombreuses économies artisanales, dont les acteurs doivent généralement endurer des conditions de vie et de travail difficiles, met pourtant en évidence ces caractères et témoigne de l'existence d'autres manières de fabriquer, d'autres formes de production économique et d'autres rapports à la nature, à ses ressources, et à la proximité, autant d'aspects qui semblent dignes d'attention.

Face à cela, la position à défendre tout au long de ce texte est la suivante : si, dans leur ensemble, les processus de modernisation des sociétés – et, pour ce qui nous intéresse, la mondialisation-restructuration productive et l'urbanisation – fragilisent les économies productives de petite échelle, accélérant leur obsolescence, un autre regard sur ces dynamiques est néanmoins possible. Porté au-delà des visions normatives du développement économique, ce regard interroge la place de ces économies dans la société actuelle, leur rôle dans les sociabilités

locales, leurs fonctions en matière d'emploi, et les significations du travail et de la production qui leur sont associées.

Un tel regard s'apparente à un véritable changement de perspective qui implique de soumettre l'artisanat à une analyse, attentive aux multiples aspects qui caractérisent les « mondes »⁵ qui le définissent. Il s'agit pour cela d'être à l'écoute de la diversité des pratiques qui définissent l'artisanat, des configurations sociales et productives qu'il dessine et de leur place dans le processus économique et dans l'espace. Pour cela ce travail propose d'observer et de décrire les agencements que produisent les artisans, qui « s'étendent dans l'espace et conquièrent du terrain », et rassemblent « des modes d'existence, en un lieu précis, quelle que soit l'échelle » (Lowenhaupt Tsing 2017). Un tel intérêt pour l'artisanat encourage une compréhension de ce qui se joue à côté des processus dominants qui caractérisent le capitalisme contemporain. Ces « à-côtés » s'expriment dans des façons différentes de travailler et de produire, dans des relations sociales dans des logiques institutionnelles et politiques, et dans des rapports à l'espace qui ne sont ni déterminés ni homogènes.

Étudier les situations et dispositifs relationnels de l'artisanat : une proposition de recherche

Placer la focale sur les situations et les dispositifs relationnels qui structurent les mondes de l'artisanat permet d'éviter toute assignation forcée, et toute prescription définitive à l'égard de ces activités, métiers et personnes. Les liens qui intéressent cette étude sont ceux que tissent les producteurs artisanaux avec des espaces de vie et de travail en pleine transformation, et avec des acteurs multiples impliqués à divers titres et niveaux dans leurs chaînes productives et dans leurs mondes personnels, sociaux, politiques et professionnels.

La démarche oblige à aller au-delà des attendus relatifs à la précarité économique et au déclin de nombreux métiers, à dépasser les discours versant dans une nostalgie de la perte de savoirs socio-techniques, pour ouvrir une réflexion sur des configurations changeantes qui ne sont pas toutes déterminées. Ces configurations sont révélées au travers de récits faisant état de trajectoires et de pratiques des artisans, considérant qu'ils offrent des points de vue « autres » non seulement sur l'activité de production, mais aussi, plus largement, sur les dynamiques de changement qui caractérisent le monde du travail, mais aussi l'espace de vie. En cela, ce travail s'inspire de l'approche de l'anthropologue Anna Lowenhaupt Tsing qui aborde le capitalisme contemporain « par le biais d'une théorie qui met l'accent sur des agencements éphémères et des histoires multidimensionnelles » (Lowenhaupt Tsing, 2017, p. 105). Comme le note l'auteure elle-même, pour extravagante que puisse paraître cette position, elle pose la question « de ce qui est en train de se passer d'autre » dans un système mondial marqué par la prégnance du capitalisme, « non à la manière d'alternatives exceptionnelles, situées dans une enclave protégée, mais plutôt partout, à la fois dedans et dehors » (Lowenhaupt Tsing, 2017, p. 105).

⁵ Sans mobiliser de manière approfondie la conceptualisation des « mondes » proposée par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (Boltanski & Thévenot, 1991), celle-ci est utile pour appréhender l'objet de recherche au prisme d'une réflexion sur l'ordinaire qui engage toutes les dimensions de la vie quotidienne. Cette question suppose un travail d'approfondissement.

Une réflexion sur les changements à l'œuvre dans les relations entre production économique et espace : position

Le présent volume situe la réflexion à l'articulation des travaux traitant de l'économie productive et de ceux qui intéressent les expressions localisées du mouvement d'urbanisation. Elle interroge donc, rappelons-le, les liens mutuels qu'entretiennent l'économie productive de petite échelle et des espaces en transformation. En d'autres termes, ce travail invite à penser ensemble le champ de la *production économique* et celui de la *production urbaine*, partant de l'acception polysémique que propose Henri Lefebvre à la notion de « production » :

Pour Henri Lefebvre, qui reprend cette distinction de Karl Marx, la production a un sens étroit et un sens large. Le sens étroit est celui de la production matérielle des biens et des marchandises. Le sens large inclut à la fois l'espace-produit et l'espace-producteur.

(Adam, 2019)

La multiplicité de sens que soulève Lefebvre met en avant l'intérêt de son usage dans ce travail, qui engage une réflexion sur le domaine de l'économie et sur l'ensemble des processus sociaux et politiques qui interagissent autour de l'activité économique. Comme l'indique Mathieu Adam, ensemble, « ces processus informent sur le double caractère produit-producteur de l'espace » (Adam, 2019), et donc sur la prégnance des relations sociales et politiques dans le travail et dans l'économie. Dès lors, dans son sens étroit, il convient d'entendre le terme production comme un processus de « création de richesses par la création de produits ayant une valeur d'usage et d'échange », qui « implique un processus continu d'adaptation » (Bryson, 2019). Dans son sens large, le terme est aussi employé en référence à l'acte de « produire la ville », que le géographe britannique John R. Bryson définit comme « un processus quotidien par lequel les villes sont créées par l'utilisation, le développement de la routine et la relation entre le bâtiment et l'infrastructure » (Bryson, 2019). Par extension, l'expression désigne la combinaison de processus d'ordre social et politique, la production « d'œuvres, d'idées, d'idéologies » qui dépasse « la production des choses et des objets » (Plassard, 1999) pour concerner les idées, les normes et les valeurs.

Interroger ce que l'urbanisation fait à l'artisanat, et ce que l'artisanat fait à l'urbain étendu

Ce mémoire s'appuie sur l'étude d'un cas exemplaire de reconfiguration des activités productives et de l'espace soutenue, dans le contexte de l'Inde, par le rapide développement du tourisme et la croissance économique observés au début du 21^e siècle⁶. L'expansion soudaine des couches urbaines supérieures, communément désignées « Nouvelles Classes Moyennes »/*New Middle-Class* (Fernandes, 2006), le développement des infrastructures et des modes individuels de

⁶ Selon les données de l'Organisation Mondiale du Tourisme des Nations Unies (OMT, 2015), l'Inde a connu une importante augmentation d'arrivées de touristes internationaux au cours de la dernière décennie (11,3 % en moyenne annuelle entre 2004 et 2015). Elle a conduit le Gouvernement indien à réformer sa politique d'attribution de visas touristiques, à investir dans le domaine de l'infrastructure et dans une vaste campagne de promotion touristique de ses destinations. Si la contribution de l'économie du tourisme en Inde ne représentait que 6,7 % du produit intérieur brut en 2014, elle est reconnue comme un moteur de la croissance économique, en mesure de créer des emplois plus rapidement que d'autres secteurs de l'économie. Pour une analyse du lien entre tourisme et croissance économique appliqué au cas de l'Inde (voir Ohlan, 2017).

mobilité, mais aussi l'intérêt financier bien compris des acteurs du tourisme ont modifié en profondeur les paysages économiques et culturels du pays. Dans le même temps, dans de nombreuses localités urbaines, l'expansion du tourisme et les opérations de patrimonialisation jouent le rôle de véritables moteurs qui stimulent l'innovation et le développement. Ils renouvellent les références esthétiques, sémiotiques et symboliques sur lesquelles s'appuient les politiques économiques. L'expansion du tourisme ne transforme pas seulement la morphologie des lieux : que l'on songe aux danses, aux vêtements ou aux singularités ethniques mises en spectacles dans un contexte de compétition touristique internationale, elle remodèle aussi les biens culturels et convertit en marchandises (*Commodities*) des valeurs, des cultures ou des humains. Les cas de ce type sont nombreux et loin d'être isolés, que ce soit en Inde ou à travers le monde. L'artisanat présent dans la *médina* de Marrakech par exemple (Lagdim Soussi, 1986 ; Troin, 1986) ou celui qui se déploie dans les rues d'Istanbul (Girard, 2020) sont désormais quasi exclusivement structurés par la mise en tourisme des savoir-faire et savoir-être des producteurs.

Tout en considérant cette tendance qui a principalement cours dans les espaces urbains, ce travail propose d'étudier les relations entre les activités productives artisanales et l'espace dans le contexte des changements opérés dans des lieux qui vont bien au-delà des centres urbains. Élargir la focale à d'autres espaces, à l'échelle de l'urbain étendu, permet d'appréhender l'ensemble du dispositif réticulaire qui structure les filières de l'artisanat, depuis l'activité d'extraction qu'elle implique, jusque dans ses réseaux économiques et dans les logiques politiques qui les organisent.

Interroger l'effet de l'urbanisation sur l'artisanat et celui de l'artisanat sur l'urbain étendu suppose de placer l'espace au centre de la réflexion. Cette dimension est centrale pour comprendre le fonctionnement de l'économie artisanale, souvent négligée du domaine des sciences sociales comme des politiques sectorielles, qui se concentrent en général sur les dimensions économiques de ces activités et leurs effets. La dimension spatiale est tout particulièrement pertinente à appréhender en lien avec l'urbain, tant ce contexte est, en Inde, sous-représenté dans les études sur l'artisanat. Le faible nombre de travaux menés sur l'artisanat indien et l'urbain trouve son origine dans un mouvement idéologique prôné par le discours de construction nationale, en particulier porté par Gandhi, pour lequel l'artisanat est intrinsèquement rattaché à l'Inde des villages et, plus largement, au monde rural. Bien que toujours signifiants dans le contexte récent des campagnes indiennes, l'artisan « rural » et ses mondes sociaux se déploient pourtant aussi historiquement dans des espaces urbains. Durant des siècles, l'artisanat de cour, associé aux nombreux royaumes princiers, ou celui qui se développe autour des villes-temples, a compté comme une figure centrale des économies urbaines et régionales. Leurs fonctions et leur influence historiques dans le modelage des villes, tout comme leur permanence dans et hors de l'espace urbain, demeurent paradoxalement peu étudiées.

Ce travail souhaite donc contribuer à combler ce déficit, en prenant acte de la diversité des contextes productifs et celle des transformations auxquelles les artisans et leurs activités sont soumis. Il propose d'étudier des configurations productives mouvantes, dans des contextes qui vont de l'urbain central à l'espace régional étendu. Il se concentre là où s'opèrent des changements dans les conditions de production, dans la demande et dans les marchés : autant d'aspects qui, en redéfinissant les logiques productives et les chaînes de valeur, placent les univers artisanaux dans des configurations économiques, sociales et politiques nouvelles. Inscrits « entre deux mondes », les artisans ruraux changent, à l'instar des espaces de vie et de travail et des logiques sociales et politiques sur lesquelles reposent ces activités. Peut-on dire qu'ils « s'urbanisent » ? Ce serait probablement tomber dans des postulats auxquels il semblerait

difficile d'associer des corrélations pertinentes. De manière plus prudente, il s'agit de s'intéresser à ce qui a changé, pas tant dans les attitudes ou les modes de vie, mais surtout dans les situations et les conditions matérielles de l'activité, eu égard à la ressource, à l'espace mobilisé et disponible ou non pour déployer le travail, et au marché. L'artisanat, historiquement caractéristique des villages indiens, est ainsi concerné et influencé par l'urbain à divers titres : il en alimente les dynamiques commerciales et se nourrit des marchés urbains de consommation. Pour les artisans installés en ville, nombreux mais longtemps invisibles d'une partie importante des recherches sur le monde indien, les transformations structurelles de l'économie et de l'urbanisation interrogent aussi leur place, leurs conditions de vie et de travail, leur fonctionnement au quotidien, et les logiques institutionnelles et politiques auxquelles ils sont soumis, dans le cadre des orientations que prend, dans le contexte actuel, la production urbaine. Quels que soient le contexte spatial considéré et ses formes intermédiaires ou hybrides, du rural à l'urbain pourrions-nous dire (même si l'expression supposerait qu'il existe un continuum, et deux types d'espaces, ce qui semble erroné) l'emploi local et plus généralement l'ensemble des configurations sociales qui prévalent aux mondes de la production transforment les pratiques productives, le travail et les modes de vie des artisans. Ces aspects dessinent le périmètre de cette recherche. Elle ouvre à un effort de long cours permettant de comprendre et d'identifier *ce que l'urbanisation fait à l'artisanat et, en retour, ce que l'artisanat fait à l'urbain*.

En Inde, comme dans une partie des pays non occidentaux, de nombreuses filières artisanales continuent de dominer l'activité de fabrication d'objets utilitaires, religieux et domestiques. Ces objets alimentent une demande en biens de consommation courante, souvent bon marché, que l'on considère généralement, pourtant sans jamais l'étudier, éloignée de préoccupations esthétiques et patrimoniales. L'approche économique de ces questions prévaut et les artisans ordinaires (ceux qui n'intègrent pas les normes et les critères de l'économie des biens culturels) seraient non seulement dénués de toute conception esthétique, mais aussi incapables de survivre : dans un présent indépassable, ils seraient contraints par l'urgence et par les préoccupations liées à leur survie et, de ce fait, voués à disparaître. Réintroduire la question de la consommation esthétique dans la petite production artisanale et la production urbaine donc constitue un enjeu politique dont il est important d'analyser les tenants. L'économie qui relève d'un artisanat qualifié d'*ordinaire*, de *quotidien* ou de multiforme mérite ainsi une attention à la fois en soi et dans les rapports qu'elle entretient avec l'espace et la société qu'elle contribue à structurer.

Dès lors, et après avoir orienté des travaux antérieurs sur les processus de production politiques de l'espace dans différents contextes urbains situés en Inde et au Brésil (voir volume 1 de ce dossier), le cadre de recherche élaboré ici propose de réinterroger la fonction productive des espaces à l'aune d'une étude des mondes de la production artisanale ordinaire. Le qualificatif « ordinaire » est choisi pour désigner un ensemble d'activités principalement locales caractérisé par des unités de petite taille, employant généralement moins de dix personnes, engagées dans la production de biens et de services diversifiés, par un faible niveau technologique, et le plus souvent informelles. « Ordinaires » par ces caractères, ces activités n'en sont pas moins, à certains égards, singulières, tant du point de vue de leurs modes d'organisation sociale et genrée du travail, des normes sociales auxquelles elles répondent, de la nature des biens produits, que des réseaux commerciaux qu'elles activent. Ainsi, elles sont tout aussi centrales appréhendées à la fois d'un point de vue économique et social.

Ces caractères concourent à faire de l'artisanat et, plus généralement, des activités productives de petite taille, un point d'entrée pertinent pour comprendre les caractères essentiels des

transformations des espaces et des mondes du travail, et des changements à l'œuvre dans des espaces urbains sans cesse plus étendus. Leur influence politique ne cesse de croître, à mesure que les villes concentrent une part de plus en plus importante de la population, des capitaux et des pouvoirs décisionnels.

Approcher l'urbanisation par la matière, vers une « géographie du faire »

Cette réflexion sur l'artisanat ouvre, en creux, à une analyse des changements qui affectent les villes et leurs économies. Elle sera menée avec le même souci que celui que propose notamment A. Choplin qui propose de « mettre en lumière ce qui fait concrètement une ville » (Choplin, 2020). Plus qu'une métaphore, l'argile du potier qu'il s'agit d'étudier compte parmi les matières primaires de la ville, car c'est bien de l'argile que sont fabriquées les briques utilisées comme principal matériau de construction. Une des manières de conduire l'étude de l'artisanat dans le mouvement est de retracer les circulations de cette matière, celles de la ressource primaire de l'artisanat dans ses cheminements dans les espaces physique, social et politique. Cette démarche inscrit ce travail dans une géographie, attentive à « la vie sociale des objets » (Appadurai, 1986). Elle consiste à « suivre la chose » (Cook, 2004), pour en révéler à la fois les trajectoires matérielles et les significations et logiques sociales associées. Elle permet de mettre en évidence les liens entre des lieux et entre les acteurs qui structurent des filières artisanales. Au travers de deux études de cas, il s'agira de se focaliser en premier lieu sur la ressource primaire exploitée à des fins de fabrication ou figurant au cœur de l'activité économique⁷, considérant qu'elle dit des choses à la fois sur la production de biens économiques, sur le fonctionnement des mondes artisanaux, et sur les expressions matérielles de l'urbanisation.

En mobilisant deux exemples de filières qui extraient des matériaux bruts (l'argile, le bois, la paille) ou capturent des organismes vivants qui seront conditionnés et transformés (poisson dans le cas de la pêche artisanale), je souhaite avant tout interroger la manière dont le changement influe sur les conditions d'accès à la ressource et sur l'organisation de la production.

Comment l'espace de production se trouve-t-il métamorphosé par les dynamiques combinées de la densification urbaine, du changement de nature de l'économie et de la conversion foncière ?

Comment se traduisent ces transformations dans les espaces de l'artisanat ?

Quels en sont les effets sur les conditions d'exercice de l'activité et sur le quotidien des mondes artisanaux ?

En quoi les transformations de la demande des consommateurs, qui stimulent l'émergence de nouveaux marchés toujours plus exigeants, conduisent-elles aussi à transformer les normes, les règles et les dispositifs institutionnels qui régulent l'activité artisanale ?

En toile de fond de ces questions figure la préoccupation de comprendre ce que le processus productif artisanal nous dit de l'urbanisation en cours, considérant que les transformations de ces activités mettent en évidence plusieurs expressions concrètes de l'urbanisation et expriment plusieurs aspects des modalités selon lesquelles opère la production urbaine.

⁷ Pour le cas de la pêche artisanale, dont il s'agira d'analyser les spécificités par rapport aux autres activités artisanales étudiées dans ce travail.

Pour reprendre les termes de deux géographes dont les travaux ont inspiré une partie du positionnement adopté dans cette réflexion, il est ici question de se prêter à « une tentative [...] de recadrer certaines des pensées les plus orthodoxes sur l'économie et la société, où l'on a présumé qu'un large changement dans le caractère de l'économie contemporaine, a à la fois euthanasié la fabrication dans le Nord global, et excisé la production de matériaux des tâches de conception, de propriété intellectuelle et de marketing » (Carr & Gibson, 2016). Cette position découle de l'idée selon laquelle

la production, autrefois visible dans le tissu bâti des villes et des villages, est devenue une boîte noire, ou s'est entièrement déplacée en raison des chaînes internationales de marchandises de plus en plus complexes et opaques et des changements structurels de la morphologie des villes.

(Carr & Gibson, 2016)

Je souhaiterais montrer qu'aux côtés de cette réalité figurent d'autres situations où, bien que peu visibles et suscitant peu d'intérêt de la part des opérateurs économiques et urbains, l'artisanat n'a pas toujours été déplacé loin des villes. Au contraire, il en structure aussi, dans des cas qui méritent d'être étudiés de près, à la fois les économies et les sociabilités ordinaires. Cette fonction ne va bien sûr pas sans son lot de déplacements et de transformations. L'urbanisation rapide, phénomène majeur des dernières décennies, en accélérant les conversions foncières, le déclin de l'agriculture et la dégradation de quartiers anciens, parvient souvent à anéantir, comme c'était déjà le cas il y a plusieurs décennies, dans de nombreux contextes « l'équilibre déjà précaire des petites activités en séparant zone de résidence et zone de production » (Miras, 1984). Lorsqu'elle ne se traduit pas par des destructions ou par une brutalité sur le tissu ancien des espaces, l'urbanisation et les impératifs décisionnels qu'elle sous-tend (la production urbaine) tend à l'ériger en artéfact du passé, ou à œuvrer de préserver certaines portions de l'espace pour la consommation culturelle mondiale (Taylor, 2016). Dans le contexte étudié, en Inde, ce processus est stimulé par les institutions urbaines qui revendiquent une gouvernance intelligente (*Smart governance*), mise en œuvre notamment via des dispositifs d'exception à l'exemple de celui des *Smart Cities* qui, on le verra, fait la part belle aux opérations d'embellissement et de valorisation touristique.

Dans le vaste champ de réflexion qui intéresse spécifiquement ce travail figure le fait qu'en Inde, d'une manière générale, les dispositifs institutionnels font souvent l'impasse de toute réflexion substantielle permettant de prendre en compte la question économique ou industrielle dans la planification (Coelho & Vijayabaskar, 2014). Cette lacune s'explique par la vigueur des injonctions imposées à toutes les échelles territoriales par les politiques de développement. Elles ont produit, par le passé, des effets néfastes sur le secteur de la petite production. Celle-ci, dans son ensemble et dans la diversité de ses activités, est pourtant susceptible non seulement de générer de l'emploi et des ressources économiques locales, mais aussi de nourrir des sociabilités locales qui sont source de cohésion. Sur celles-ci pourraient s'appuyer les stratégies urbaines tant leur fonctionnement, singulier, est à même de constituer une ressource territoriale susceptible d'offrir des avantages comparatifs. Économie de petite échelle, artisanat comme savoir-faire productif figurent cependant au rang des oubliés des politiques sectorielles, économiques ou même urbaines.

Cet aspect de l'économie productive s'avère tout particulièrement intéressant à étudier dans la phase actuelle de l'urbanisation que connaît l'Inde, et qui s'accompagne d'une affirmation de

la question urbaine dans le pays. Elle se traduit notamment par l'attribution de compétences nouvelles aux instances urbaines, en particulier celles qui relèvent de la production urbaine, planification et aménagement.

Afin de tester la pertinence de l'analyse de l'économie productive en Inde en la replaçant dans le mouvement de transition urbaine, il s'agira de mobiliser une enquête exploratoire en cours menée dans la région de Pondichéry, dans le sud du pays. Celle-ci s'articule autour des producteurs engagés dans la production de biens matériels en ville et des acteurs institutionnels et politiques de la production urbaine.

Cette enquête et la réflexion sur laquelle elle s'appuie s'apparentent donc à une « géographie du faire » mise en œuvre dans le contexte du mouvement d'urbanisation. Elles identifient le rôle central qu'occupent, dans les mouvements étudiés, deux formes de matérialités, urbaine et manufacturière, et leurs dimensions écologiques, sociales, culturelles et politiques. Comme l'indique Jamie Gough,

la fabrication de choses matérielles continue de stimuler l'extraction et l'exportation de ressources mondiales, la transformation, la fabrication, la logistique et le transport par conteneurs [...], et reste une composante fondamentale du processus de travail qui façonne les sites matériels et les relations entre capitalistes et travailleurs.

(Gough, 2013)

Comme l'expriment autrement Chantel Carr et Chris Gibson⁸, « la capacité de travailler avec des matériaux et de fabriquer, réparer ou réutiliser des choses physiques sont des compétences vitales pour un avenir où ces ressources seront de plus en plus limitées [...] » (Carr & Gibson, 2016). Plaçant ce travail dans ces préoccupations, j'entends construire un regard porté sur les défis que posent les changements contemporains induits par l'urbanisation. Ce regard est un moyen de

contribuer aux débats ontologiques et politiques sur le type de société que nous souhaitons devenir, sur la manière dont nous pourrions faire et refaire au milieu de la crise environnementale, et donc sur la manière dont les humains se rapportent au monde matériel au sens large, le transforment et sont transformés par lui. Les producteurs, dans le domaine de l'artisanat et de la fabrication à grande échelle, doivent s'assurer une voix clé dans ce débat.

(Carr et Gibson, 2016)

Mais comment vivent-ils ?

Telle est la question que posent, depuis plusieurs décennies, voire plusieurs siècles, de nombreux observateurs vis-à-vis de la « petite production » (Hugon, 2014) et qui, à ce titre, concerne au premier chef les artisans auxquels s'intéresse ce travail. Comment des systèmes productifs faiblement compétitifs parviennent-ils à se maintenir à la fois en activité et en place (en ville, dans leurs localités devenues urbaines ou dépendantes des marchés urbains), dans un contexte mondial marqué par la primauté de logiques économiques fortement concurrentielles,

⁸ Les auteurs s'appuient notamment sur les travaux antérieurs de Suzanne Berger (2013) *Making in America : from innovation to market*. Cambridge : MIT Press.

qui conduit mondes de l'entrepreneuriat et instances de planification à s'orienter vers des marchés désormais globalisés ?

Cette question invite à reposer les termes d'un débat ancien sur la place de ces formes productives dans le contexte actuel. Elle incite aussi à interroger leur lien avec les changements urbains récents, menant à la question suivante : de quelle manière les petits producteurs, qu'ils soient artisans de métier ou petits entrepreneurs, font-ils face aux profondes transformations qui contraignent simultanément leur accès aux ressources primaires, les espaces de la production et leurs réseaux marchands ? Qu'en est-il du fonctionnement quotidien de ces activités et de leurs marchés, le plus souvent déployés sur des espaces restreints, voire qui tendent à se *rétrécir*, sous l'effet de la pression urbaine ? Dans un contexte mondial marqué par le caractère limité des ressources primaires, par des exigences environnementales conduisant à de nouvelles normes d'usage des milieux et, enfin, par un mouvement d'urbanisation qui aboutit à une tension inégalée sur l'usage et la marchandisation du sol (de plus en plus convoité à des fins spéculatives) comment ces activités font *dans et avec* des espaces en tension ?

Ces interrogations permettent d'actualiser les termes du débat sur l'artisanat et sur le fonctionnement des économies de petite échelle. En effet, la localisation de ces activités productives pose des questions d'actualité, qu'elles figurent au cœur de la ville, dans des quartiers spécialisés, dans ses franges périphériques (souvent d'anciennes localités rurales « gagnées » par la ville), ou dans des espaces restés à dominante rurale. Relève-t-elle de choix ou de stratégies de la part des artisans-producteurs, de contraintes de localisation, d'invitations à se déplacer ? Ou bien cette localisation s'explique-t-elle par des héritages, des volontés de *rester là* où est ancrée la famille et où s'opèrent les sociabilités quotidiennes, là où l'activité fait, pour de nombreuses raisons, sens, répondant à une fonction spécifique (rituelle, symbolique) vis-à-vis d'une communauté d'appartenance ?

Quelques hypothèses-guides

Ce travail exprime une volonté de replacer les dynamiques productives de l'artisanat ordinaire au centre d'une analyse géographique soucieuse de prendre en compte les mondes multiples qui se déploient et s'expriment dans les espaces de vie et de travail. Il explore l'hypothèse selon laquelle cette petite production artisanale, qui ne compte pas, notamment pour les pouvoirs publics, parmi les enjeux majeurs du temps présent de l'économie et des villes, est néanmoins centrale pour penser le fonctionnement des économies et des espaces urbains locaux. Ces dynamiques apparaissent comme une évidence que notre regard trop porté sur l'étude d'enjeux en apparence plus saillants, plus visibles et plus médiatisés, à l'exemple de la financiarisation du sol urbain, des formes de labellisation de l'espace (par des opérations de patrimonialisation, ou au travers de dispositifs d'exception du type *Smart City Mission**), ne parvient ni à voir ni à situer dans les processus concrets qui structurent les espaces urbains. Ces activités produisent des biens souvent essentiels. Autour d'elles s'arriment de nombreuses pratiques sociales, se concentrent des savoirs et des techniques, des économies morales. Ne sont-elles pas, à ces divers titres, l'une des nécessités fonctionnelles permettant à la ville de rester « vivante et active », d'offrir à une part importante de ses habitants un accès à des ressources, à des biens économiques, à un emploi et, plus largement, à des formes de sociabilités inaccessibles autrement ?

Dès lors, du point de vue de l'analyse, l'étude d'un artisanat ordinaire, distinct de ses formes remarquables (patrimoniales, esthétisées), amène à se départir d'une attention trop souvent

centrée, dans l'étude des villes comme de l'économie, sur des effets de distinction, qu'ils soient injonctions à l'attractivité, à la ville intelligente ou à la ville créative. Dans quelle mesure cet objet ordinaire permet-il de repenser l'adéquation de l'espace et de l'économie aux exigences de sociabilités, de logement et de production économique respectueuse des ressources locales, autant d'éléments qui invitent à envisager un espace plus inclusif et plus vivable ?

Mobiliser des éléments d'analyse pertinents en vue de répondre partiellement à ces questions nécessite de désigner et de qualifier plus précisément l'objet premier de cette étude, l'artisanat. Par la suite, on pourra le replacer dans une réflexion actualisée sur sa place dans le paysage économique et institutionnel de l'Union indienne, en prenant acte des significations idéologiques et politiques auxquelles la petite production, et plus particulièrement l'artisanat (*craft*), a été associée dans l'histoire récente du pays.

- Voici à quoi s'attache la première partie de ce mémoire, qui propose un retour sur la trajectoire institutionnelle de l'artisanat en Inde. Ce dernier a figuré au centre des attentions des autorités coloniales puis de l'État indien indépendant qui a contribué à établir depuis 1947 un maillage institutionnel visant à soutenir ce vaste domaine d'activité. La situation post 1990 est marquée par un désintérêt ou, nous le verrons, par un intérêt sélectif de l'État et des institutions inscrites en défense de l'artisanat vis-à-vis de la diversité des métiers et des filières artisanales.
- La deuxième partie propose de réfléchir à la difficulté de circonscrire le secteur artisanal et de cibler l'analyse sur un artisanat qualifié d'« ordinaire ». Elle identifie trois axes d'analyse de l'artisanat qui, combinés, permettent de rendre compte de la diversité des interactions entre processus économiques, sociaux et politiques, notamment dans leur dimension spatiale.
- La troisième partie enfin présente une analyse empirique fondée sur deux filières artisanales déployées dans la région urbaine de Pondichéry. Chacune identifie les liens relationnels qui s'établissent et se reconfigurent entre les petites activités productives dans le contexte des transformations de l'urbain. En cela, elle offre de premiers éléments d'analyse en situation des relations qu'entretiennent l'artisanat, l'urbanisation et la production urbaine.

En guise de clôture à cette position de recherche, j'exposerai quelques éléments de synthèse et esquisserai quelques lignes perspectives autour desquelles je compte orienter mes recherches à l'avenir, à la fois seul, et au travers de collaborations, d'orientations pédagogiques et de projets. Un approfondissement de ce questionnement donnera lieu à l'étude d'autres filières artisanales, situées dans d'autres espaces urbains d'Inde, mais aussi du Brésil, où mes travaux précédents m'ont permis d'identifier des signes de différences qui paraissent à même de constituer des contrepoints aux cas ici à l'étude. Il conviendra enfin, dans une démarche collective, de décliner cette ligne de réflexion à la fois à d'autres échelles territoriales, et dans d'autres contextes nationaux ou continentaux. Je pense particulièrement à l'Afrique, où cette question pourrait prendre tout son sens, notamment dans le cadre de collaborations scientifiques et de nouveaux partenariats de recherche, et/ou de l'accompagnement de jeunes chercheurs.

Dans son ensemble, ce travail répond à un enjeu : celui de produire un cadre de réflexion et des pistes d'analyse qui placent en toile de fond les transformations récentes de l'urbain et leurs influences sur les milieux et l'environnement, sur les économies et sur la gouvernance, et enfin sur l'économie et le politique. Ce contexte définit une conjoncture marquée par une crise

structurelle de l'emploi qui se manifeste par le renforcement du secteur des services, le déficit de régulation du travail, l'informatisation croissante des activités économiques. À celle-ci se combinent des épisodes successifs de crise financière et sanitaire. Les transformations qu'il s'agit d'observer trouvent aussi leur origine dans la volatilité grandissante des économies urbaines qui, dans ou hors des métropoles, hauts lieux de la mondialisation, demeurent largement influencées par les fluctuations macro-économiques.

Orienter des préoccupations de recherche sur l'étude des expressions de ces phénomènes dans l'espace est, à mon sens, une manière de contribuer à répondre à l'urgence, de prendre à bras le corps les questions sociales qui émergent dans le contexte de l'urbanisation. Elles se posent de manière tout particulièrement importante dans les domaines « du travail et de l'économie, [dans ceux] de la productivité et de l'emploi, des modes de consommation et de production, de l'accès aux services et de la compétitivité urbaine » (Thieme, 2017). En bref, l'enjeu de comprendre les changements urbains à l'aune des mondes relationnels de la petite production dessine la trajectoire exploratoire de ce travail.

PARTIE I.

L'ARTISANAT EN INDE. CONSTRUCTION POLITIQUE ET ENJEUX CONTEMPORAINS



Reprenant une acception largement diffusée, l'artisanat en Inde désigne l'ensemble des activités de fabrication de biens engageant « (i) un travail principalement manuel fonctionnant avec un apport minimal ou nul de machines ; (ii) un niveau substantiel de compétence (savoir-faire) ou d'expertise ; (iii) une référence significative à la tradition ; et (iv) une histoire de survie à une échelle significative » (Liebl & Roy, 2004, p. 5367).

En dépit de son caractère partiel, cette définition permet d'identifier une tendance lourde dans les représentations associées à l'artisanat indien, dominées par la vision d'une pratique censée immuable et fondée sur la quête d'excellence et de perfection rendue possible par des gestes et des actions répétitives (Ingold, 2002). Mise en exergue en Asie du Sud depuis les travaux pionniers d'Anand Coomaraswamy (Coomaraswamy, 1909) et relayée jusque récemment, par Richard Sennett notamment (Sennett, 2010), cette conception fixiste tend à unifier des pratiques et des catégories d'activités bien plus diversifiées. Jusqu'à aujourd'hui, une grande partie des travaux sur la question enferme la catégorie de l'artisan dans une double identification.

La première considère l'artisan et sa pratique sous le prisme des traditions villageoises, fondées sur des valeurs et des normes socioreligieuses qui, dans le contexte actuel, feraient de l'artisan rural une victime des changements économiques structurels (Sennett, 2010) et le conduiraient à un déclin inexorable. Ce récit, structuré à partir du 18^e siècle sous l'imposition de règles coloniales, vues comme menant à la déconnexion de l'artisanat et du commerce indiens⁹, insiste sur l'anomie d'une catégorie homogénéisée de travailleurs.

Au contraire, la seconde forme d'identification tend à ériger l'artisan indien en symbole de modes de vie et de manières de faire « signifiants » du point de vue professionnel comme du point de vue identitaire. Dans la période actuelle en effet, les instances en charge de la promotion de l'activité artisanale en Inde soutiennent l'insertion de l'artisanat dans une « économie de signes » (Lash & Urry, 2002) en pleine expansion. Moyennant une adaptation de ses technologiques à une demande croissante en biens de consommations « faits main », l'artisanat indien serait en mesure de structurer des filières relevant de l'économie culturelle et créative (Vickery, 2015), dont le poids dans l'économie mondiale ne cesse de gagner en importance.

Aussi pertinente soit-elle pour caractériser les traits essentiels de l'artisanat indien à travers le temps, cette double identification empêche toute possibilité « d'observer les spécificités et les variétés internes des expériences et des expressions de la vie des travailleurs » (Talib, 2010, p. 13, cité par Mohsini, 2016, p. 241) et leur capacité à innover et à s'adapter. Innovation et adaptation concernent pourtant la majorité des artisans du pays, notamment les femmes, qui représentaient plus de 56% en 2005¹⁰. Appartenant, comme de nombreux autres artisans issus de minorités (Chambers, 2020; Mazumdar, 2018; Afridi et al., 2016), à des groupes souvent discriminés au regard de leur genre, de leur appartenance religieuse ou de caste, le labeur et les faibles revenus de leur activité montrent bien la dureté du travail en Inde et les permanentes adaptations qu'imposent les rapides transformations des marchés de la demande.

⁹ De nombreux auteurs, notamment historiens, soulignent le rôle disruptif qu'ont constitué les pratiques exploitatives coloniales, introduisant une rhétorique du déclin dominante jusqu'à aujourd'hui (Parthasarathi & Wendt, 2009; Wendt, 2009). Comme l'indique Tirthankar Roy à propos du textile, les normes coloniales ont aussi contribué à créer un climat favorable à l'accumulation capitaliste, à définir des stratégies commerciales et à accroître les formes de spécialisation de ce secteur productif (Roy, 1999).

¹⁰ <http://www.handicrafts.nic.in/Page.aspx?MID=BOII5FUynjpl5RZJJ8nW1g>

Dans le contexte de l'Inde, l'artisanat est un élément structurant des économies locales et régionales (Ludden, 2005). Ses structures sont organisées selon de nombreux statuts, reflétant une grande diversité de formes d'organisation du travail, ceci à toutes les époques de l'histoire. "Sujets" ou "appelés" des cours royales, organisés en guildes ou, plus récemment, en coopératives et en industries domestiques (*household industries*), les artisans sont souvent contraints de s'adapter aux fluctuations des marchés et des économies régionales, et à des formes de domination et de pouvoir tout aussi labiles. Avant même l'apparition du capitalisme, l'artisan indien et son œuvre sont connus pour transformer leurs pratiques en fonction de leur environnement social (Inglis, 1984; Sinopoli, 2003).

La grande diversité de métiers et de filières que recouvre aujourd'hui la catégorie générique d'artisanat rend difficile toute entreprise de définition précise. Elle empêche notamment de la circonscrire et de la catégoriser, tâche à laquelle les instances du gouvernement ne s'attèlent pas. À cet état de fait s'ajoute l'ambivalence du statut social de l'artisan en Inde, qui « échappe aux outils sociologiques d'identification et de catégorisation en classe » (Wilkinson-Weber & DeNicola, 2016), tant les statuts et les trajectoires professionnelles sont diversifiées. Cette diversité s'accompagne d'une ambivalence qui se retrouve au niveau du travail lui-même, souvent faiblement rémunérateur, mais qui représente pourtant un secteur de l'économie très lucratif. Dans son ensemble, l'artisanat structure des filières productives et commerciales nombreuses et diversifiées, animées par des savoir-faire reconnus sur des générations, et par leur flexibilité, qui permet à bon nombre d'entreprises artisanales d'adapter leurs produits comme leurs modes de production aux contraintes de la concurrence, de la demande ou de la disponibilité des ressources.

Aujourd'hui, en Inde, l'artisanat est considéré comme le deuxième foyer d'emplois du pays après l'agriculture². Signe des enjeux économiques qu'il recouvre, le pays abriterait à ce jour plus de 40% des artisans du monde. Ajoutant à ces ordres de grandeur, un rapport du groupe de travail Art and Culture rédigé dans le cadre des réflexions préparatoires au 11^e Plan quinquennal (2007-2012) indique que le secteur artisanal (*Handicraft Sector*¹¹) fournirait entre 45 et 48% des emplois manufacturiers de l'Inde, contre 37-40% estimés pour l'agriculture, et 17-20% pour l'industrie (Ministry of Textiles, Government of India, 2011).

En dépit de la fragilité de ces données, liée à l'absence de catégorie unique, mais surtout eu égard à l'importance du travail non répertorié dans ce domaine (relevant du secteur dit « informel ») qui représenterait près de 98% de l'ensemble des travailleurs, l'artisanat de production¹² demeure à ce jour l'activité principale de très nombreuses familles. Selon les sources, les 10, voire les 20 millions de personnes qui composent les secteurs artisanaux ne représenteraient même qu'une faible portion d'un secteur estimé, selon les estimations les plus

¹¹ En l'absence de catégorie unique permettant de circonscrire le secteur artisanal, il semble difficile de se prêter à toute forme de quantification. Dans ce cas, les instances en charge de la préparation du plan quinquennal mobilisent la désignation de *Handicraft Sector*, qui ne constitue qu'une partie seulement de la catégorie d'emplois désignées par les catégories « auto-organisés, domestiques et artisanaux » (*Self-organised/household/artesanal*).

¹² A l'activité de production, seule à être reconnue comme artisanat, s'ajoute bien évidemment l'artisanat de réparation, qu'il semble encore plus difficile à estimer.

hautes, à près de 200 millions de travailleurs¹³, soit une part conséquente des 550 millions de personnes qui composent la force de travail totale du pays¹⁴.

La distinction faite entre artisans et travailleurs (Mohsini, 2016), identifie une démarcation majeure au sein des mondes sociaux et professionnels de l'artisanat. Elle met en évidence la forte hiérarchie qui pèse sur ces milieux productifs, caractéristique de mondes du travail marqués par de profondes inégalités, par des formes multiples de maltraitance et de servitude (Agarwala, 2013; Picherit, 2017), liées notamment au poids de systèmes de dominations anciens toujours actifs, qu'elles soient sur la base d'appartenances de caste ou de classe (Hann & Parry, 2018; Parry & Ajay, 2020; Parry et al., 1999).

Les filières productives artisanales se caractérisent aussi par une complexité organisationnelle, visible dans la diversité des modalités et des techniques mobilisées, et dans la distribution souvent genrée des tâches, faisant intervenir : propriétaires d'ateliers, maître-artisans, exécutants, sous-traitants, intermédiaires, acheteurs, etc. Les chaînes productives que dessinent l'artisanat ne peuvent se limiter à isoler l'artisan du tissu social et économique au sein duquel il s'inscrit. L'activité artisanale repose sur de véritables univers sociaux [Thomas Chambers parle de « mondes de l'artisanat » (Chambers, 2020)] au sein desquels se joue, pour les familles, l'ensemble des aspects de la vie sociale, les fonctions religieuses, les engagements politiques, etc. Du point de vue de l'activité économique elle-même, l'artisanat offre dans bien des cas un complément de revenus à de nombreux individus et familles travaillant dans un autre domaine d'activités, dans une mesure qu'il semble impossible d'évaluer.

Tous les artisans en exercice ne se réclament pas des mondes artisanaux traditionnels, bien qu'une grande partie privilégie des formes de travail qui correspondent à bien des égards à l'acception généralement admise, à savoir un travail fait avec des moyens technologiques limités, selon des savoir-faire principalement manuels, et produisant des biens domestiques, utilitaires et, parfois, manufacturés. Un autre caractère structurant relève de la forte interpénétration des logiques inhérentes à l'organisation du travail artisanal et celles de la famille, principe toujours observé aujourd'hui. À cela s'ajoute la forte proximité des artisans, notamment villageois, avec les ressources naturelles ou cultivées locales.

Les mondes sociaux de l'artisanat sont aussi toujours marqués par l'importance que revêt la transmission du savoir, l'expertise et la tradition, que ce soit dans le domaine de la technique

¹³ La valeur haute de cette fourchette émane de l'entreprise sociale « 200 million artisans » (200millionartisans.org) engagée dans le soutien, l'autonomie, l'inclusion et l'innovation dans le secteur artisanal en Inde dans le cadre de la collecte et de la diffusion d'informations et dans l'élaboration d'activités de mécénats et de partenariats (notamment financiers). Selon les estimations, 98 % des unités artisanales et 96 % des artisans font partie du secteur domestique dit « non organisé », ce qui signifie qu'à l'exception de 4 % d'entre eux, ils comptent parmi les unités domestiques (Household industries). Seuls 3,2 % de ces unités emploient hors de la sphère domestique/familiale (Ameta, 1998) De manière générale, l'artisanat relève principalement de l'économie informelle, domaine défini par des pratiques de travail flexibles, des emplois irréguliers et souvent précaires, l'absence de sécurité sociale et, surtout, sa situation périphérique par rapport aux mécanismes de réglementation de l'État, bien que l'économie informelle n'échappe pas complètement à la compétence de l'État (De Neve, 2005). Cette caractéristique renvoie plutôt à ce que Barbara Harriss-White désigne comme l'« État fantôme » (Harriss-White, 2003). Comme le souligne Mira Mohsini, en Inde, aujourd'hui, « le secteur informel est marqué par la prévalence de l'emploi indépendant à domicile, où le recours à la main-d'œuvre familiale est courant (voire dominant) et où les réseaux communautaires et familiaux constituent souvent les principales relations d'échange » (Mohsini, 2016). Il existe une forte relation entre le secteur informel et le secteur artisanal, les filières artisanales s'inscrivant le plus souvent dans la continuité de l'économie informelle. Contrairement à ce que nombre d'experts ont longtemps estimé, ce caractère informel, dans le travail en général ou dans l'artisanat en particulier, n'est pas une phase de transition entre les modes de production précapitalistes et capitalistes. Il doit plutôt être considéré comme un fonctionnement économique spécifique, à la fois exclu des circuits dominants du capital, notamment sur le volet concernant la protection du travail, et qui, tout en fonctionnant en parallèle, alimente ses filières productives.

¹⁴ Selon la Banque mondiale, le nombre total de travailleurs en Inde en 2021 était estimée à 471,3 millions : <https://tradingeconomics.com/india/labor-force-total-wb-data.html>

(outils, pratiques), par l'étroite relation qu'entretient souvent le travail avec la performance rituelle ou par la permanence des normes qui régissent le champ des valeurs sociales. Cet aspect de l'artisanat indien, maintes fois analysé (Brouwer, 1995), met en évidence la manière dont les compétences des artisans, en tant que spécialistes, praticiens, fabricants, tendent à être incluses et pleinement légitimées dans des activités rituelles. Elles se déploient souvent en référence à des figures mythiques, notamment par la fonction de service traditionnellement exercée par les artisans pour la communauté villageoise.

L'identité sociale et professionnelle des artisans, même étioyée avec la destitution des royaumes princiers et la colonisation au 18^e siècle, puis sous l'effet de l'industrialisation qui, au 19^e siècle, s'accompagne d'un important mouvement de modernisation et d'un changement social majeur dans les villes et les campagnes du pays, n'en est pas pour autant totalement désuète. En témoigne la contribution toujours actuelle de nombreux artisans de métier aux fêtes des temples ou aux cérémonies religieuses locales (Reiniche, 1979), et leur rôle d'« officiants » dans certains sanctuaires (Mahias, 2004).

Si cette fonction toute spécifique s'observe de manière privilégiée dans le contexte traditionnel du village, elle constitue un référentiel largement maintenu. C'est notamment le cas dans des localités villageoises qui, bien que transformées sous l'effet du déclin de l'agriculture, et de l'urbanisation, fonctionnent toujours selon des normes sociales qui attribuent au travail artisanal une fonction toute spécifique, à la fois économique, sociale, et religieuse. Bien des quartiers artisanaux ont également maintenu leur fonction productive dans un contexte urbain, bien que les spécialisations socio-spatiales internes à la ville aient le plus souvent été érodées. Dès lors, dans les contextes villageois et urbains, si l'environnement dans lequel l'artisan exerce son activité a profondément changé en quelques décennies (Gupta, 2005), les logiques sociales qui prévalent au processus productif et, plus largement, à la vie sociale de l'artisanat, perdurent partiellement. Elles méritent donc, à ce titre, attention.

Plusieurs aspects connexes semblent aussi nécessiter une observation spécifique, pour qui s'interroge sur la place changeante de l'artisanat dans le monde indien contemporain.

Le premier relève de la question des changements à l'œuvre dans les localités villageoises se pose. Le déclin de l'agriculture, la mobilité généralisée, ou encore l'émergence de nouveaux secteurs économiques, associées à un changement de valeurs ou d'habitudes de consommations, transforment tant la place que les conditions d'exercice de ces activités productives, au point qu'elles sont devenues, en quelques décennies seulement, un aspect secondaire des économies, des sociabilités et des routines villageoises.

Le second intéresse spécifiquement le fait que le monde rural indien abrite encore la majeure partie (76,5%) des artisans du pays (Ameta, 1998)¹⁵. Dans ce contexte, il semble étonnant d'observer combien les travaux sur l'artisanat interrogent peu le contexte de changements qui s'imposent aux artisans. À cela s'ajoute une sous-représentation des travaux sur l'artisanat urbain. En effet les données disponibles et les travaux afférents rendent tous très peu compte de l'armature artisanale déployée, dans tout le pays, dans des contextes urbains, sous la forme d'ateliers spécialisés dans des quartiers situés au cœur des villes, ou installés dans des localités périurbaines. La production artisanale s'y présente pourtant sous des formes et des métiers nombreux et diversifiés, bien que souvent invisibles dans les statistiques locales du travail et peu

¹⁵ <https://timesofindia.indiatimes.com/india/pm-modi-addresses-the-nation-on-82nd-edition-of-mann-ki-baat-key-points/articleshow/87233740.cms>

pris en compte dans les dispositifs d'aménagement urbain. Ceci est probablement lié, pour une partie, à la fixité des catégories du rural et de l'urbain, qui prévaut dans nombre de travaux académiques et dans la vision des institutions de gouvernement (Denis, 2015). Le désintérêt de l'action publique pour la question des structures productives de petite échelle, considérées comme négligeables économiquement, peut aussi être un élément explicatif de ce déficit d'intérêt pour l'artisanat en contexte urbain.

Que ce soit dans le monde rural ou en ville, l'activité artisanale fonctionne toujours, actuellement, selon une combinaison de savoirs professionnels, de pratiques et de formes d'organisation du travail mêlant des codes issus de normes religieuses, de caste ou de communauté, et des logiques adaptatives régies par les exigences de la demande, par les conjonctures contemporaines des marchés, et enfin par un changement dans les modes de vie des artisans eux-mêmes.

Pour de nombreuses castes de métiers spécialisées des mondes villageois, qui incarnent la figure dominante de l'artisan indien telle qu'elle est promue depuis la période britannique, comme pour des travailleurs exerçant au cœur de marchés commerciaux dynamiques notamment urbains, le travail peine souvent à procurer des conditions de vie décentes. En témoigne le fait que les travailleurs artisanaux sont positionnés dans le décile inférieur de la distribution des revenus dans le pays (Ranganathan, 2017). De nombreux aspects confèrent à cet ensemble d'activités un caractère structurellement précaire face à des marchés de consommation de plus en plus exigeants et concurrentiels : la faible productivité du travail, la pauvre rémunération du travail salarié, ou encore les marges de bénéfices limitées dégagés de la vente de biens peu onéreux et dépendants de ressources et de matériaux bruts de plus en plus difficiles d'accès. À cela s'ajoute le fonctionnement de réseaux commerciaux, dominés par des agents intermédiaires qui captent l'essentiel des valeurs ajoutées, ou encore la concurrence de biens utilitaires fabriqués artisanalement, fortement concurrencés par les produits d'importation, souvent de Chine, disponibles en masse, produits industriellement et dans des matériaux plus durables et moins onéreux.

Comme ailleurs dans le monde, l'Inde a vu en quelques décennies la disparition de nombreux "petits métiers" artisanaux¹⁶, emportés par la vague de modernité qu'a constitué l'émergence de la société industrielle et son corollaire : la société de consommation de masse. Elle privilégie le recours à des biens importés de moindre coût, à des matériaux considérés plus durables dans le temps, comme l'inox ou le plastique, et dont l'acquisition est vue comme plus valorisante pour les consommateurs.

Cette situation est à la fois inédite et partielle. Inédite parce que jusqu'au début des années 1990, la production de biens domestiques représentait encore l'essentiel de la demande, la disponibilité de biens importés étant rare¹⁷ depuis la mise en œuvre d'une politique de substitution aux exportations¹⁸, qui élargissait à l'ensemble de l'économie indienne une entreprise

¹⁶ Selon l'organisation 200millionartisans, dans les trente dernières années, le nombre d'artisans en Inde a baissé de 30% (200millionartisans.org).

¹⁷ Les biens industriels et manufacturés étaient, jusque dans les années 1990, principalement destinés aux clientèles issues des catégories sociales les plus aisées, vendus dans des espaces réservés ou encore au marché noir.

¹⁸ La politique de substitution aux importations (ou industrialisation par substitution aux importations, ISI), adoptée par le gouvernement indien vise, dès les premières années de l'Indépendance, à établir le socle industriel du pays. L'imposition de barrières douanières sur les capitaux et les produits étrangers permet, selon le gouvernement, de protéger l'industrie nationale, centralisée et planifiée et le secteur public, un système de licence étant mis en place afin d'encadrer la production issue du secteur privé. Selon Christophe Jaffrelot, « ce dispositif permettait de contenir les écarts sociaux par des subventions à vocation redistributive, et assurait le développement d'une ample classe moyenne et d'une base économique solide à l'abri

de revalorisation des *Handicrafts industries* d'inspiration gandhienne. Cette situation est partielle, car si cette situation a profondément changé sous l'effet des réformes menant à la libéralisation de l'économie nationale et ouvrant la voie à l'émergence de nombreuses filières de biens importés, l'artisanat, notamment celui des biens domestiques, demeure un secteur productif à part entière.

L'industrie artisanale (*Handicraft and Handloom Sectors*) est reconnue comme un puissant générateur de richesses. En 2019-2020, ses exportations étaient estimées à 3,5 milliards US\$ (India Brand Equity Foundation, 2021)¹⁹. Par ailleurs, le secteur dans son ensemble est considéré comme représentant un fort potentiel d'expansion, certaines institutions y voyant même l'un des plus dynamiques de l'économie nationale dans les prochaines décennies²⁰.



Figure 3 : Extrait de la page du journal The Wire, 31.03.2019

Dans les journaux de large audience comme dans les médias spécialisés, les publications sont nombreuses à traiter de l'émergence de nouveaux marchés artisanaux portée par la croissance des classes moyennes, son pouvoir acquisitif, ses changements de goût et une prise de conscience pour l'environnement, associée aux progrès de l'information et aux nouveaux modes de consommation en ligne.

(<https://thewire.in/the-arts/reimagining-crafts-in-contemporary-times>)

De telles projections, bien qu'incertaines, permettent d'envisager l'importance que revêt ce domaine d'activités pour l'économie nationale²¹, non seulement en termes productifs mais aussi

de la concurrence internationale. Il a atteint ses limites, en raison notamment de sa faible productivité et de la nécessaire insertion de l'Inde dans le commerce mondial » (Jaffrelot, 2006).

¹⁹ India Brand Equity Foundation (IBEF) est un *trust* créé par le Department of Commerce, Ministry of Commerce and Industry, Government of India. Elle est chargée de la promotion du label « Make in India » sur les marchés étrangers. <https://www.ibef.org/>

²⁰ Selon le Ministry of Textiles, l'industrie artisanale a connu une croissance annuelle constante de 20% par an entre 2010 et 2020. L'Expert Market Research, organisme indépendant en charge de la réalisation d'études de marché, projette que le marché mondial de l'artisanat (*handicraft*) devrait croître à un taux annuel moyen de 10,9 %. D'ici 2026, il devrait atteindre 1 204,7 milliards d'USD. <https://www.expertmarketresearch.com/reports/handicrafts-market>

²¹ L'absence de catégorisation statistique sur l'artisanat rend impossible de se représenter précisément l'envergure de ce secteur d'activité, tant en termes de production qu'au niveau de la main d'œuvre qu'il mobilise. Cet aspect, maintes fois mentionné par les auteurs sur la question, constitue une limite à l'analyse de la question économique en Inde. Les données mobilisées permettent néanmoins de noter qu'il s'agit d'un secteur diversifié, dynamique et générateur de devises.

en matière de création d'emplois. En effet, l'artisanat assure la survie de millions de familles peu qualifiées ayant des difficultés d'accès à un emploi décent. Il représente ainsi un enjeu de premier ordre dans un contexte où les secteurs les plus dynamiques de l'économie (l'agriculture, l'industrie ou le secteur des services) semblent peu à même de répondre aux besoins massifs en emplois rémunérés.

De manière tout aussi importante, il est possible de penser que l'artisanat représente aussi un mode d'activité susceptible d'aider à une transition vers des modes de développement moins dommageables sur l'environnement. Exerçant souvent dans la proximité, nourrissant des emplois et social, mobilisant les ressources présentes dans le milieu environnant et utilisant des matériaux souvent peu coûteux et renouvelables, l'étude de l'économie artisanale est susceptible d'aider à penser des modes de productions plus soutenables et viables, générant peu de nuisances écologiques.

Cette hypothèse mérite d'être étayée et soumise à une réflexion approfondie et évitant toute forme d'idéalisation, tant les difficultés structurelles que connaît le travail artisanal sont nombreuses. Elle est ici construite comme matière à penser, qu'il conviendra d'étayer dans la prochaine partie, en prenant soin de situer les artisans dans la dynamique de changements que connaissent les espaces et les sociétés du pays. Ceux-ci transforment leur quotidien, leurs espaces de vie et de travail, et les marchés vers lesquels sont destinés les biens artisanaux. Au préalable, il est nécessaire d'opérer un retour sur les traits dominants de la figure artisanale dans le monde indien hier et aujourd'hui. Ce cadrage identifie deux processus majeurs qui traversent le champ institutionnel de l'artisanat, et qui structurent les discours et les politiques mises en œuvre par l'État central.

Ce premier trait dominant concerne la production historique d'un discours dual et distinctif vis-à-vis des artisans indiens. Ce discours révèle l'ambivalence des représentations portées par l'État indien vis-à-vis de ces univers sociaux et productifs, dont les positions alternent, du 19^e au 21^e siècle, entre une marginalisation et une valorisation sélective des artisans selon leurs métiers et la nature des biens produits.

Le second met en évidence que cette distinction, observable jusque dans le champ des sciences sociales (qui dissocie « l'artisan », *craftman*, et le « travailleur », *labourer*), exclut de manière implicite du champ artisanal certains métiers qui, pourtant, partagent à bien des égards les traits principaux de l'activité artisanale. C'est notamment le cas des pêcheurs artisanaux qui, en dépit d'être désignés comme tels dans les politiques sectorielles, ne bénéficient ni des dispositifs de soutien à l'artisanat, ni du statut d'artisan²². D'un point de vue statistique comme institutionnel, l'artisanat en Inde est généralement inscrit dans la catégorie des *Handicraft Industries* et ses variantes, les *Handloom et Cottage Industries*²³.

²² Bien que limités, les avantages de cette reconnaissance, attestés par une carte d'identité (*Pebchan artisan ID*), permettent l'obtention de prêts et d'une carte de rationnement (*ration card*). La liste des catégories de crafts donnant accès à ces dispositifs figure sur le site du Development Commissioner (Handicraft), relevant du Ministry of Textiles : <http://handicrafts.nic.in/pdf/72Craft.pdf>

²³ Il semble important d'insister sur le manque de données sur l'artisanat. Ce phénomène conduit de nombreux auteurs à fustiger le gouvernement pour son apathie dans le domaine. En effet, ni le National Income Accounts, publié chaque année par la Central Statistical Organisation, ni les données à l'échelle de l'État indien ne permettent d'évaluer précisément le nombre d'entreprises et de travailleurs relevant de l'artisanat. Les seules données fiables semblent avoir été les recensements effectués en 1977 et 1980, issues de la compilation de 47 groupes industriels dont le Census of India mentionne qu'ils correspondent à l'artisanat (Handicraft). Voir à ce sujet : <https://www.downtoearth.org.in/coverage/artisans-the-untold-story-25614>

Pour des raisons idéologiques et parce que les artisans sont historiquement plus nombreux à exercer dans le contexte de localités villageoises et en lien avec l'agriculture, les artisans ruraux dominent, depuis la fin du 19^e siècle, les politiques institutionnelles et le savoir académique sur le sujet. Ils se composent généralement des métiers de tisserands (*sarees**, étoles, châles, *dhobis**), de potiers, de métallurgistes (argent, cuivre, laiton), et de sculpteurs (bois, métal, argile, pierre), parmi d'autres métiers qui mobilisent des travailleurs dont l'identité sociale et professionnelle est généralement conférée par leur appartenance à une caste héréditaire. En effet, les métiers artisanaux sont généralement le fait de castes spécifiques, historiquement concentrées dans des quartiers spécialisés dont les traces peuvent être identifiées par leurs toponymes, évoquant tel ou tel nom de métier ou de caste. En Inde du nord, ces concentrations socio-spatiales sont observables dans les hauts-lieux de la production et du commerce artisanal que sont les bazars des villes. Dans le sud du pays, elles apparaissent plus souvent sous la forme de portions de rues ou de quartiers situés à proximité d'édifices religieux. Les exemples les plus éloquentes sont les villes-temples de Madurai, Thanjavur ou Tiruvannamalai (Tamil Nadu), où l'artisanat se déploie le long des artères jouxtant le sanctuaire principal, l'activité assurant une fonction servicielle pour l'économie du temple.

Certains artisans sont parvenus, à différentes périodes de l'histoire, à tirer avantage de leur participation aux systèmes de patronages royaux ou de la force des guildes artisanales (particulièrement puissantes entre le 16^e et 17^e siècles). Ils se sont souvent adaptés aux évolutions du marché, leurs statuts comme leurs conditions de travail n'en demeurent pas moins souvent marginalisés et précaires (Reiniche, 1977). Le gouvernement indien indépendant a pourtant très tôt placé l'artisanat au cœur de son projet de construction nationale. Fort d'un discours idéologique fondé sur l'autonomie, les autorités postcoloniales ont progressivement édifié un maillage institutionnel visant à assurer le soutien et la promotion des *crafts* et des savoirs et savoir-faire associés. En dépit de l'incapacité à assurer des conditions de travail dignes et à garantir des rémunérations justes, les pouvoirs publics n'ont cessé jusqu'à aujourd'hui de placer ce domaine d'activité au cœur de ses stratégies de développement. En mai 2020, lors du lancement de sa campagne *Aatmanirbhar Bharat Abhiyan (Self-reliant India campaign)*, et alors qu'il annonçait un programme d'investissement à hauteur de 10% du PIB du pays pour lutter contre les effets économiques de la pandémie Sars-Cov-2, le Premier ministre Narendra Modi invitait les Indiens à être « *vocal for local* » (litt. « à donner de la voix pour le local ») et à soutenir le secteur de l'artisanat en achetant leurs produits. Puis, en juillet 2021, lors de son émission de radio mensuelle intitulée *Mann ki Baat*, il exprimait à nouveau son soutien à l'économie artisanale, soulignant son caractère central pour l'économie et les « valeurs du pays » :

Le secteur indien du tissage à la main et de l'artisanat porte en lui l'histoire de centaines d'années. Nous devrions nous efforcer de faire en sorte que les produits artisanaux indiens soient utilisés par chacun d'entre nous. [...]. Nous devons vivre pour le pays, travailler pour le pays et dans ce domaine, même les plus petits efforts peuvent produire de grands résultats. Nous pouvons contribuer à la construction de la nation tout en accomplissant nos tâches quotidiennes, comme par exemple "Vocal for Local". Soutenir les entrepreneurs, les artistes, les artisans et les tisserands locaux devrait nous venir naturellement.ⁱⁱ

(Narendra Modi, juillet 2021)²⁴

²⁴ https://www.pmindia.gov.in/en/news_updates/pms-address-in-the-93rd-episode-of-mann-ki-baat/?comment=disable

En dépit de ces annonces, ainsi que des nombreux rapports prescriptifs parus dans la période récente²⁵ et de la mise en place de plusieurs dispositifs de soutien et de promotion, à l'exemple des *Hunar Haats (Mega-mission on Craft, cuisine and culture)*²⁶ organisés par le Ministry of Minority Affairs du gouvernement central, le soutien se concentre principalement sur des programmes de formation (*Skill training, design*), d'innovation technologique et de mise en réseau de groupements artisanaux. Ils sont essentiellement destinés à des artisans-entrepreneurs, notamment ceux qui sont le plus à même de structurer des filières d'exportation, ou concerne les artisans les mieux dotés, récompensés pour leur finesse artistique et la qualité reconnue de leur production.

Ainsi, elle ne semble avoir que peu d'effet sur l'amélioration des revenus et sur les conditions de travail de la masse des travailleurs, hommes et femmes. Considérés comme de simples travailleurs pauvres, ils bénéficient seulement de modestes aides sociales d'urgence, ponctuelles et trop peu conséquentes pour constituer un soutien financier suffisant, ou d'accès facilités à des prêts bancaires, à conditions qu'ils puissent justifier officiellement de leur statut d'artisan.

Par ailleurs, une tendance émergente de la politique actuelle en la matière consiste à associer l'artisanat indien à l'indianité (*indian-ess*). La figure de l'artisan rural incarne ce que le pouvoir nationaliste considère comme exprimant le mieux la tradition hindoue. Ce contexte idéologique est ainsi un frein à la reconnaissance de la diversité sociale, culturelle et religieuse des artisans du pays, pourtant caractéristique de ces mondes productifs (Chambers, 2020). Au lieu d'enrayer les formes de discrimination de caste et les inégalités structurelles auxquelles bon nombre d'artisans font face (Victor Babu & Tamta, 2020), cette idéologie et les discours politiques qu'elle véhicule viennent les accentuer.

Ces tendances identifient les principaux caractères de la trajectoire institutionnelle des mondes artisanaux en Inde. Elles illustrent notamment une forte ambivalence, caractérisée à la fois par un statut social déprécié, et par une position sociale reconnue, notamment à l'échelle locale, mais aussi à l'échelle du pays, dont la réputation de certains métiers ou de certaines techniques artisanales revêtent une envergure internationale.

Sans tomber dans des généralisations hâtives, il convient de distinguer globalement trois catégories d'artisans, selon les représentations auxquelles les instances du gouvernement et de la société civile (ONG) les associent :

- La première est reconnue comme dépositaire de la *tradition*, « surfant sur la vague du nationalisme culturel associé à l'émergence d'expressions culturelles spécifiques » (Kawlra, 2018)ⁱⁱⁱ mobilisées par le mouvement de lutte pour l'Indépendance ;
- La seconde, promue tout au long du 20^e siècle, est celle des petits entrepreneurs artisanaux. Par leur nombre, leur savoir-faire et la diversité des biens produits, elle représente une manne économique importante pour l'économie nationale. Celle-ci est le fait de quelques filières à haute valeur économique (et symbolique), généralement tournées vers l'exportation ;
- La troisième, enfin, est celle d'un acteur économique en déclin sur lequel les pouvoirs publics et, plus largement, la société, porte un regard souvent déprécié. La majeure partie des artisans demeure au bas de l'échelle sociale, classifiés dans les Scheduled Castes ou dans la

²⁵ A ce sujet, voir notamment : <https://www.orfonline.org/research/catalysing-cultural-entrepreneurship-in-india/>

²⁶ <http://www.hunarhaat.org>

catégorie des Other Backwards Classes (OBC). Cela les rend partiellement éligibles aux mesures du Programme d’Affirmative Action (AAP), notamment sous la forme d’aides sociales (*Welfare*).

Ce découpage ne prétend pas cerner l’ensemble des trajectoires sociales, techniques et professionnelles de l’artisanat indien. Ils permettent pourtant de situer l’artisanat dans le champ institutionnel et politique de l’Inde de la période coloniale à l’Indépendance. Ce préalable est nécessaire à la fois pour porter un regard actualisé sur sa place dans les politiques menées à tous les niveaux de l’échelle institutionnelle et politique, et pour appréhender les changements auxquelles ces filières sont confrontées à l’échelle locale. Ces changements influent sur les modalités selon lesquelles opère le travail artisanal, sur les manières selon lesquelles il s’insère dans les marchés, et enfin sur ses modalités de réponse aux enjeux sociaux, environnementaux et politiques auxquels ils font face.

L’ambition de comprendre les dynamiques récentes de l’artisanat dans le contexte indien contemporain et d’envisager sa contribution au fonctionnement des systèmes sociaux et à l’économie, ne peut se limiter à constater les seules lacunes, faiblesses ou inadaptations supposées être partagées par l’ensemble des secteurs artisanaux, tous métiers confondus. Elle ne peut pas non plus se limiter à relayer l’idée que seule la transformation des filières artisanales en secteurs entrepreneuriaux considérés “innovants” serait susceptible de permettre d’assurer la survie de ces métiers, comme le laissent entrevoir les initiatives mises en œuvre dans le cadre de la politique promotionnelle menée par l’État central depuis les années 1950.

Comprendre l’artisanat dans ses desseins actuels invite au contraire à opérer un renversement dans la manière d’étudier cet objet, en considérant cette activité sociale non pas comme une simple relique du passé vouée à disparaître, mais comme un possible mode de production localisé, peu consommateur de ressources, et surtout signifiant et viable pour ses praticiens.

Avant d’éclairer plus avant cette perspective, et d’aborder de quelle manière l’artisanat en Inde se transforme à mesure des grands changements du pays, je propose de cerner les contours de la figure artisanale en Inde, et sa place dans la trajectoire de développement du pays.

I.1. LES TRAITS ESSENTIELS DE LA FIGURE ARTISANALE EN INDE

I.1.1. Qui sont les artisans indiens ?

Dans le monde indien traditionnel, l’artisanat ne représente ni un métier en soi, ni un simple moyen d’existence. Il remplit une fonction centrale pour le fonctionnement des sociétés locales, figurant au cœur des échanges de diverses natures qui s’opèrent au sein d’une même localité et de celles qui l’entourent. Comme l’indique Stephen P. Huyler, historiquement, « une famille d’agriculteurs peut recevoir du potier des ustensiles qu’il a fabriqués en échange d’une fraction convenue du produit des terres de cette famille » (Huyler, 1996, p. 29). La position de l’artisan²⁷ dans une économie locale longtemps dominée par l’agriculture, est ainsi celle d’un pivot qui organise la société, et son rôle dépasse très largement celui d’un agent économique utilitaire fournissant une demande en biens matériels.

²⁷ Qu’il soit question de travailleurs ou de travailleuses, j’ai choisi de maintenir la forme générique masculine « artisan ».

Selon ces principes, hérités du système *jajmani*²⁸, dominé par une vision brahmanique du monde marquée de préjugés sociaux élitistes (Haynes, 2012) et développant une conception hiérarchisée du monde, l'artisan, principalement celui qui est impliqué dans les travaux agricoles (Gaborieau, 1977), se voit attribuer un statut social selon la nature des fonctions qu'il remplit et des matériaux qu'il manipule. À ceux-là sont associés des niveaux différenciés de pureté rituelle. Dès lors, selon cette tradition, tous les artisans ne se valent pas. Certaines castes spécialisées – identifiées dans la tradition hindoue comme formant le groupe des *Vishwakarma*²⁹ – sont présentées comme assurant le lien entre la population du village et le divin, moyennant la manipulation rituelle d'objets et d'ustensiles souvent fabriqués à la main : « ce qui est remarquable, c'est qu'un objet utilisé chaque jour à des fins banales prend une valeur rituelle, revêt un caractère symbolique qui permet à l'artisanat et, partant, à l'artisan, d'accéder au monde du sacré » (Jain, 1998, p. 49). Cette fonction identifie un statut de « fabricants-artisans » (Mahias, 2006), qui place ceux-ci au centre des échanges et des interdépendances spécifiques au village indien, et qui les lie aux castes supérieures.

D'autres artisans, la majorité, se voient affublés d'un statut social déprécié, et sont marginalisés tant par leur appartenance sociale ou religieuse que par leur travail, considéré comme impur, selon la vision hindoue dominante (Milbert, 2015, p. 20) . Si c'est principalement le cas des musulmans, classifiés dans les *Other Backward Classes* (OBC), de nombreux artisans hindous comptent aussi parmi ces groupes, celui des castes répertoriées (*Scheduled Castes*, SC), ou des *dalits** (Haynes 2012). En dépit de leur reconnaissance dans les catégories de castes répertoriées, la majorité des artisans non répertoriés dans les statistiques officielles du travail échappent au dispositif d'action affirmative inscrit dans la Constitution indienne de 1947. Ainsi demeurent-ils invisibles des politiques de reconnaissance sur la base du statut, et sont souvent hors de portée des dispositifs de soutiens aux travailleurs précaires.

À la question du statut s'ajoute celle du genre, qui ne semble pas un critère distinctif dans les travaux portant sur la tradition artisanale. Il semble pourtant que cette question soit centrale aujourd'hui, dans un contexte où, selon les chiffres disponibles, plus de 56% des artisans indiens sont des femmes. Leurs statuts et leurs conditions de travail, comme ceux de nombreuses travailleuses en Inde, sont tout particulièrement précaires, une grande partie d'entre elles échappant à toute reconnaissance professionnelle. Elles représentent ainsi la main invisible d'un marché invisible, comme l'indiquent les organismes en charge de la défense du travail féminin en Inde :

leur travail, même aujourd'hui, reste considéré comme une « activité productive » qui a rarement une valeur monétaire. Il est toujours intentionnellement sous-estimé dans les mesures de la croissance, de la durabilité et du PIB.

(Krishnamoorthy, 2022)

²⁸ En substance, le système *jajmani* est défini comme un réseau d'alliances entre différents groupes d'individus, exerçant différentes professions et vivant dans une zone géographique contiguë, pour échanger directement leurs produits et services. Ce système apparaît avec des modifications et des adaptations variables selon les périodes et régions de l'Inde. De nombreux historiens et anthropologues du monde indien ont émis de vives critiques sur cette conception unifiée d'un système qui, selon certains, s'apparente plus à une tradition inventée qu'à un marqueur du « village traditionnel » (Reiniche, 1977). De telles critiques soutiennent que le système *jajmani* était plutôt imprégné de tensions entre les groupes et avait été incorporé dans une économie monétaire depuis au moins le 17^e siècle (Fuller, 1989).

²⁹Voir Encadré I-1.

La prégnance d'une assignation sociale sur la base du statut rituel, qui repose sur l'un des principes hiérarchiques fondateurs du monde indien, est à nuancer tant les différences de positions traversent la multitude des espaces du pays. Néanmoins, cette position ambivalente dans la hiérarchie sociale revêt toujours, dans le monde du travail en Inde, une réalité particulièrement saillante (Gaborieau, 1977) et ceci, bien au-delà des seules sphères sociales hindoues.

Reste que l'influence de ce principe de hiérarchisation, fondamental pour comprendre les logiques sociales inhérentes au monde indien³⁰, est importante pour comprendre l'édification de la figure sociale de l'artisan indien depuis la fin du 19^e siècle. Cette construction doit beaucoup aux pionniers du mouvement nationaliste luttant pour l'Indépendance, reprenant en partie les représentations de l'artisanat et de l'artisan (*craft* et *craftman*) portées par l'élite britannique. Dès lors, l'ambivalence entre un statut social déprécié, des conditions de vie généralement précaires, et le rôle structurant que joue l'artisan dans l'image et la trajectoire de politique de l'Inde avant même l'Indépendance constitue la toile de fond de tout travail s'intéressant à l'artisanat dans un contexte de changements rapides.

Ces changements, qui semblent connaître une accélération récente depuis les réformes de libéralisation, sont liés aux effets combinés de la concurrence grandissante des marchés, des transformations des modes de production sous l'effet de l'industrialisation, de la mondialisation et de l'urbanisation. Ils résultent aussi d'un changement de perspective dans les modalités selon lesquelles opère, par l'État et ses instances décentralisées, le traitement politique de l'artisan, longtemps symbole de l'Inde traditionnelle et de l'État-nation qu'il fallait sauver des « méfaits du capitalisme et de la production de masse sans visage »^{iv} (Venkatesan, 2006, p. 2).

À ce jour, les logiques socioreligieuses inhérentes aux mondes artisanaux comme les conditions de vie et de travail qui en caractérisent l'économie ont profondément changé. Par le passé, lorsqu'ils avaient besoin d'une main-d'œuvre supplémentaire, les artisans engageaient des membres de leur réseau familial élargi et de leur caste. Sans être totalement différente, la situation actuelle évolue rapidement et les artisans sont nombreux à avoir recours à des employés issus d'autres groupes. Ceci laisse entrevoir une forme de sécularisation des mondes de l'artisanat. Il n'en demeure pas moins que ces mondes fonctionnent encore le plus souvent selon des logiques sociales, de valeurs et d'identités de groupe très codifiées, endogènes et fondés sur une communautés de savoirs, de devoirs et de pratiques. De ce fait, toute attention portée à leur égard ne peut se permettre d'individualiser l'artisan, et faire l'économie d'une réflexion sur les communautés de sort dans lesquels elles s'inscrivent et sur les lieux au sein desquels elles opèrent.

³⁰ Cette question occupe de longue date les débats au sein de l'anthropologie et de la sociologie indianistes. Voir notamment le numéro thématique (n°3) de la revue *Puruṣārtha* dédié à l'espace du temple. Galey, J.-C., (éd.), 1985, « L'espace du temple I : espaces, itinéraires, médiations. Paris. Ed. de l'E.H.E.S.S., 202 p. (Coll. *Puruṣārtha*).

Le terme 'artisan' évoque pour nous une certaine stabilité, une certaine identification d'un individu à une fonction. Pourtant, les identités sont souvent trompeuses

Jacques Rancière, *The Myth of the Artisan. Critical Reflections on a Category of Social History*, 1983.

Dans le monde indien, les artisans constituent différents groupes auxquels sont attribués des statuts et des positions très divers. Leur origine sociale et les mœurs et coutumes de leur caste d'appartenance, mais aussi la qualité des matériaux qu'ils utilisent, leur contact avec des substances considérées pures ou impures, et les alliances établies avec les autres castes avec lesquels ils vivent et travaillent, comptent comme autant d'éléments qui déterminent leur statut. La plus élevée des catégories d'artisans, communément désignée de *Vishwakarma*, trouve son origine dans une référence à la figure divine éponyme présentée dans les textes classiques de l'Inde et les inscriptions anciennes, notamment les *Veda* et le *Vaastu Shastra*, traité de construction, comme l'architecte divin, artisan qui offre le prototype de toute création matérielle. Les artisans qui se présentent comme de *Vishwakarma* se désignent ainsi souvent comme les fils de la divinité.

S'ils sont connus sous divers noms de castes régionales dans différentes régions de l'Inde, la catégorie comprend cinq sous-groupes, les charpentiers, forgerons, travailleurs du bronze, les orfèvres et les tailleurs de pierre. Les autres ne peuvent prétendre y appartenir. Les textes anciens présentent une image ambivalente du rang de ces artisans, comme plus largement des artisans indiens.

Les *Vishwakarma* sont décrits comme étant de haut rang, suivant les us et coutumes « purs » des brahmanes (par exemple en matière d'habillement et d'éducation). Néanmoins, ils sont reconnus comme appartenant à la catégorie des *Sudra*, de rang inférieur, soumis à des restrictions par lesquelles leur « impureté » peut néanmoins être temporairement suspendue dans un contexte rituel. De nombreux historiens de l'art et anthropologues du religieux, étudiant cette question, mettent en évidence l'importance, dans la tradition hindoue, des règles et des procédures sociales, ainsi que des gestes du métier artisanal. Louis Dumont (Dumont 1970 :126-29) attribue cette perte de statut au recours au mariage « mixte » ou *inter-varna**. Selon d'autres auteurs (Maduro 1976, Brouwer 1995), le non-respect de ces règles conduit à la dégradation des artisans à un rang social inférieur. L'ambivalence du statut des artisans en regard des principes de l'hindouisme a par ailleurs été expliquée comme relevant d'une duplicité selon laquelle lorsqu'ils sont au travail, les artisans sont considérés « purs », et deviennent « impurs » lorsqu'ils quittent la sphère professionnelle.

Cette question, qui dépasse largement les limites de notre champ d'étude, souligne la prégnance d'une distinction au sein de la vaste catégorie des artisans. La norme ici identifiée joue un rôle d'agent excluant de nombreux groupes d'artisans, sur la base du métier, de la nature de leur activité de fabrication et des matériaux et outils qu'ils utilisent, et enfin de leur appartenance religieuse. Si, d'une manière générale, cette question de statut occupe très largement le champ de l'histoire de l'art et des techniques et celui de l'anthropologie religieuse, les travaux sur l'artisanat issus du champ de l'anthropologie ou de la sociologie du travail mettent l'accent sur leurs conditions de vie et de travail, n'abordant souvent que rapidement la question du statut social. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente réflexion, tout en considérant la distinction sociale pertinente pour replacer les artisans à l'étude dans le contexte plus large de la société indienne et des principes hiérarchiques qui assignent identité, statut et reconnaissance.

1.1.2. The *Indian craftman*, création coloniale

Dès le 19^e siècle, dans un pays sous domination de l'Empire britannique (c.-à-d. le British Raj), l'artisanat prend part à des enjeux éminemment politiques. Pour les Britanniques, l'artisanat (désigné par le terme *craft*) représenterait l'Inde « dans son ensemble »^v (McGowan, 2009, p. 3). Il est, comme l'indique Aarti Kawrla « le marqueur tangible de tout ce qui était traditionnel,

incarnant les notions de retard économique et de beauté d'une époque révolue »^{vi} (Kawlra, 2020). Dès l'arrivée des Britanniques, la reconnaissance et la labellisation de produits artisanaux comme « traditionnels » s'est accompagné de la perception d'artisans vivant dans un espace intemporel, et comme des reliques d'un passé immémorial (Kawlra, 2020). Mis en scène dans de nombreuses expositions sous la forme d'un corps anonyme représenté au travail (Dewan, 2004), « l'artisan indien » (*the Indian Craftman*) occupe une place spécifique dans le projet colonial. La question artisanale suscite des considérations d'ordre anthropologique, culturelle et économique qui ont un retentissement, dans les sphères intellectuelles et politiques bien au-delà de l'Empire des Indes. Au milieu du 19^e siècle, l'art et l'artisanat indiens sont au cœur de la critique de l'industrialisation notamment portée par Sir Georges Christopher M. Birdwood, inspirateur du *Craft movement* dont William Morris est l'un des célèbres représentants (Rousseleau, 2018). Cette critique oppose en tous points l'industrialisation naissante et l'artisanat, censé refléter « la vie simple des villages indiens » (Dewan, 2004), une *tradition* que l'appareil industriel britannique menace de disparition. Cette critique, comme les représentations et les projections qu'elle véhicule, ont des effets importants sur la manière dont plusieurs intellectuels indiens, au premier rang desquels Mohandas K. Gandhi, mobiliseront l'artisanat dans la lutte pour l'émancipation de l'Inde du joug colonial.

À mesure que le pouvoir britannique plante dans le pays une vaste entreprise capitaliste tournée vers une agriculture commerciale exportatrice, il génère une profonde restructuration des systèmes d'échanges et d'interdépendances, et des systèmes rituel et économique propres à la production artisanale. Ce mouvement concurrence brutalement l'industrie indienne, alors essentiellement artisanale. Il accélère la dislocation des structures villageoises et entraîne le déplacement forcé de nombreux artisans, intégrés en tant que main-d'œuvre dans l'industrie coloniale naissante ou reconvertis dans le travail agricole (Roy, 1999). L'imposition de nouvelles lois foncières par le pouvoir colonial, la monétisation croissante des échanges, l'ouverture de routes et de marchés de plus en plus larges et éloignés et l'afflux de biens manufacturés constituent des obstacles menaçant les économies villageoises de déclin et, avec elles, l'ensemble des savoirs et des savoir-faire autochtones^{vii} 31. Suscitant un débat inédit au sein même de l'élite britannique, celle-ci, portée par des intellectuels issus du monde de l'art, va dès lors porter un regard empreint de « nostalgie impérialiste » sur les mondes villageois, et sur leurs arts et savoir-faire artisanaux (Rosaldo, 1989). Ce sentiment conduit à l'édification de l'artisan indien en une figure centrale de la culture indienne qu'il conviendra dès lors de protéger et de valoriser³² pour des considérations culturelles et économiques, les deux étant intrinsèquement liées³³.

³¹ Voir les débats sur cette question. Dans un écrit récent, Thirtankar Roy revient de manière critique sur le modèle économique mis en place par l'empire britannique, nuancé l'opposition entre un pouvoir colonial exploiteur et un État indépendant développementaliste (Roy, 1999). Parmi les intellectuels indiens actuels critiques du pouvoir colonial figure Shashi Taroor, qui écrit : « La destruction des industries artisanales par les politiques commerciales coloniales n'a pas seulement affecté les artisans eux-mêmes. Le monopole britannique de la production industrielle a poussé les Indiens à pratiquer l'agriculture au-delà des niveaux que la terre pouvait supporter. Cela a eu un effet d'entraînement sur les paysans qui travaillaient la terre, en provoquant un afflux de personnes nouvellement privées de leurs droits, anciennement artisans, qui ont fait baisser les salaires ruraux. Dans de nombreuses familles rurales, les femmes filaient et tissaient à la maison pendant que leurs hommes travaillaient les champs ; soudainement, les deux étaient touchés, et si le temps ou la sécheresse réduisait leur travail agricole, il n'y avait pas de source de revenu d'appoint provenant du tissu. La pauvreté rurale est le résultat direct des actions britanniques » (Taroor, 2016, p. 25).

³² La littérature académique sur ce sujet est très largement dominée par des travaux sur le textile, sélectionnés par les pionniers du mouvement nationaliste, notamment par M.K. Gandhi, pour constituer l'emblème de l'émancipation du joug colonial.

³³ De nombreux travaux montrent de quelle manière la reconnaissance des caractères singuliers et la valorisation de l'esthétique des biens artisanaux indiens (notamment des textiles) s'inscrit à la fois dans des stratégies économiques visant à adapter la production britannique aux goûts du marché indien, et dans des considérations culturelles. À ce sujet, voir Emma Tarlo, 1996, *Clothing Matters: Dress and Identity in India*, London: C. Hurst & Co.); voir aussi, parmi d'autres, Aarti

L'artisanat, en premier lieu celui du textile³⁴, est ainsi l'un des fondements matériels et symboliques de la contestation de l'impérialisme britannique. À la fin du 19^e siècle, le mouvement *swadeshi** ou « indigène » porté par Mohandas K. Gandhi, le place au cœur d'une campagne de boycott des produits britanniques (notamment du coton, pour lequel Manchester a alors supplanté Bombay dans la manufacture). La position du Arts and Craft Movement et les initiatives en faveur du sauvetage de l'art indien lancées par Binfield Havell³⁵ servent d'appui discursif à cette entreprise.

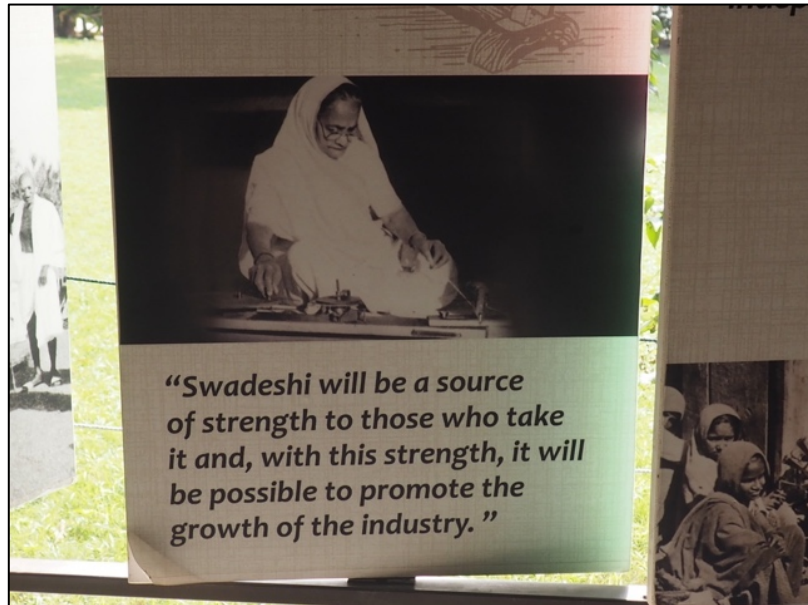


Figure 4 : Le *swadeshi* selon M.K. Gandhi, Gandhi Ashram, Ahmedabad (nb, 2019)

Au travers de l'artisanat, le discours nationaliste met en évidence la menace que constitue l'Empire britannique pour l'économie et la culture indiennes. Par ce biais, le mouvement anticolonial concourt à souligner l'importance d'un renouveau de l'artisanat indien, devenu le support d'un développement économique souhaité pour une Inde voulue indépendante. L'idée que la souffrance artisanale résulte de l'exploitation coloniale transforme les artisans et leurs métiers en symboles d'une identité indienne en danger. Pourtant, dans la trajectoire qui, nous le verrons, va de la construction d'un imaginaire colonial empreint d'une quête d'authenticité à l'élaboration de politiques et de dispositifs visant à protéger et promouvoir le secteur artisanal,

Kawlra, 2014, 'Sari and the Narrative of Nation in 20th Century India', in Marie-Louise Nosch, Zhao Feng and Lotika Varadarajan (eds), *Global Textile Encounters*, Oxford: Oxbow Books), p. 213.

³⁴ La mobilisation du rouet et du tisserand, comme symboles de l'émancipation coloniale par les tenants du mouvement Hind Swaraj et, notamment, par Gandhi, n'est pas étrangère à l'attention spécifique portée par l'État vis-à-vis de l'artisanat textile (*handloom*). Si elle repose sur le symbolisme associé à l'activité de tissage à la main, la reconnaissance s'appuie aussi sur l'importance que constitue le travail du textile en Inde, qui représente aujourd'hui encore le premier foyer d'emplois de l'économie artisanale.

³⁵ Superintendant de l'École d'Art de Madras (1984) puis de Calcutta (1896). Pour une analyse de cette figure importante de la protection de l'art et l'artisanat indien, voir notamment Rousseleau (2018) et Nercam (2005). Partha Mitter (1997, 2001) et Tapati Guha-Thakurta (2004). Les auteurs font état de l'étroite relation entre art, identité et politique nationale dans le contexte colonial indien. Selon Nicolas Nercam qui propose un cadrage synthétique sur ces questions à partir d'une réflexion sur la contribution de la famille Tagore dans le champ artistique et politique du Bengale, les réflexions de Mitter et Guha-Thakurta éclairent de manière particulièrement stimulante « l'apport décisif et paradoxal de l'élite anglicisée. Tout en étant étroitement liée au pouvoir colonial, elle contribue dès la fin du 19^e siècle à lancer les fondements idéologiques, esthétiques et techniques d'une Indianité en art » (Nercam, 2005).

s'opère toujours une distinction entre *le haut* et *le bas*. Elle est partiellement exprimée dans la distinction entre “artisan” et “travailleur”, et conduit à hiérarchiser les artisans selon leurs métiers et leurs savoir-faire. Jusqu'à aujourd'hui, cette distinction marque de manière structurelle les mondes sociaux de l'artisanat. Elle s'appuie à la fois sur des arguments liés à la tradition et à l'identité indiennes. Elle repose aussi sur des normes esthétiques et artistiques socialement construites pendant la période coloniale, et sur un discours mettant en évidence les capacités différenciés des métiers artisanaux à se maintenir dans le contexte de restructurations économiques globales.

Des efforts notables pour positionner l'artisanat parmi les domaines structurant la politique de développement de la Nation indienne peuvent être mis en évidence dès la période coloniale, notamment sous l'impulsion d'intellectuels britanniques attachés à le promouvoir comme « un trésor national » et une « ressource sociale » (Rousseleau, 2018). La publication en 1919 par Mohandas K. Gandhi de l'article *Indian Art, Its Neglect* dans la revue hebdomadaire *Young India*, a constitué un moment significatif dans l'histoire des liens entre artisanat et politique en Inde. Selon Gandhi, l'artisanat, unique, héréditaire, porteur des valeurs intrinsèques et de l'identité de l'Inde, souffrait de longue date d'une négligence généralisée, non seulement de la part des secteurs politiques et économiques, mais aussi de la part de l'ensemble de la population, menant inexorablement à sa perte (McGowan, 2009). Loin de se limiter à un simple constat, l'auteur propose alors des mesures concrètes pour renverser ce déclin, protéger et promouvoir l'artisanat. Il justifie cette nécessité par des arguments économiques et culturels, mobilisant un registre de références combinant tradition et développement (McGowan, 2009).

Basé sur les principes d'autosuffisance et d'autonomie, auxquels renvoie l'acception généralement admise du principe d'*Hind Swaraj**, le modèle prôné par Gandhi place l'artisan comme catalyseur principal du développement rural. La figure du rouet, qui permet de transformer le coton filé en matière tissée à la main (*khadi**), reprise de la pensée de E.B. Havell, devient le symbole le plus puissant de la lutte anticoloniale et de l'Inde indépendante (Tarlo, 1996). Le pouvoir symbolique du *khadi* et du tissage, de même que sa synonymie avec la lutte de la nation contre le colonialisme, sont mis en évidence dès les premières mesures postcoloniales répondant à l'intention de faire revivre l'artisanat indien.

Entraînés par Mohandas K. Gandhi, les membres du mouvement *swadeshi* relaient en leurs propres termes les positions de l'Arts and Crafts Movement. Le maintien des principes, des valeurs et des gestes de l'artisan indien, qui représentaient l'« authentique » de l'Inde hindoue, rurale et non corrompue par la modernité coloniale (Inden, 1990; Mohsini, 2011a, 2011b; Venkatesan, 2009a), deviennent des sujets de préoccupation majeure au moment d'établir les fondements politiques de l'Inde indépendante.

I.2. L'ARTISANAT AU CŒUR DE LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT-NATION INDIEN

Lorsque le pays accède à l'Indépendance en 1947, l'artisanat occupe déjà depuis plusieurs décennies une place spécifique dans le champ politique³⁶. Dès le 19^e siècle, les mouvements

³⁶ La question du lien entre *craft* et politique en Inde n'est ici que très brièvement esquissée, ayant fait l'objet de très nombreux travaux. Pour une analyse approfondie, voir notamment (McGowan, 2009).

intellectuels britanniques associent les préoccupations esthétiques relatives à l'art indien à la politique coloniale. Ce même débat est repris par des milieux intellectuels indiens impliqués dans la lutte pour l'Indépendance. Le souci, pour certains, de défendre un nationalisme artistique-culturel (Rousseau 2018), puis l'inscription de l'artisanat dans l'agenda politique de l'Inde indépendante, dessinent la trajectoire de l'artisanat de l'Indépendance à aujourd'hui.

Les idéaux politiques formulés par Gandhi, dont l'écho a été majeur dans les sphères intellectuelles et politiques, se retrouvent néanmoins rapidement dilués dans l'entreprise d'élaboration des principes fondateurs de la politique de l'Union indienne telle qu'elle est engagée dès 1947. L'État-nation certes demeure influencé par les discours et prises de position des *freedom fighters*, qui l'invitent à se poser comme un acteur clé de la protection et de la relance de l'industrie nationale et, à ses côtés, de l'artisanat. Mais les fondements idéologiques socialistes et les principes de la politique industrielle du pays, dont les mesures opératoires sont alors établies par le gouvernement de Nehru autour d'une Commission de planification (Planning Commission), diffèrent largement du modèle gandhien.

Le mouvement réformiste porté par le Premier ministre Jawarlal Nehru, notamment traduit dans la Résolution de Politique Industrielle (Industrial Policy Resolution) de 1948, place l'artisanat dans une trajectoire de promotion de filières spécialisées susceptibles de correspondre aux exigences du marché. Selon la vision du gouvernement, les industries artisanales et les petites (*Cottage and Small-Scale Industries*) sont en mesure de garantir une utilisation optimale des ressources locales, d'atteindre une autosuffisance locale en matière de production, d'augmenter la création d'emplois par la réhabilitation des personnes déplacées³⁷ et de garantir ainsi une croissance économique équilibrée.

À ce titre, l'artisanat se voit très tôt doté d'un outil permettant d'en assurer la promotion commerciale, le All India Handicraft Board, créé dès 1948, soit un an après la conférence sur les industries (1947). Le 1^{er} Plan quinquennal (1951-1956) a mis l'accent sur les difficultés inhérentes aux village industries (Part three, 24), s'intéressant particulièrement au cas des petites entreprises (*small-scale*), et de l'artisanat (*Handicraft industries*)³⁸. Le document d'orientation du Plan précise notamment combien «le développement économique des dernières décennies n'a pas permis d'amélioration significative du niveau de vie et des possibilités d'emploi»^{viii}. Il se positionne donc pour «la relance des industries villageoises, ces métiers qui ont beaucoup souffert... [et qui] mériteront une attention particulière»^{ix}³⁹. Cette attention ne cessera d'accompagner la politique de l'État central. dès la mise en place de la Commission de Planification et jusque dans les décennies 1990. Au travers d'une série de mesures et d'un maillage institutionnel, elle s'efforcera, non sans mal, à essayer de concilier développement industriel, protection et revitalisation de ce secteur d'activité.

³⁷ Cette préoccupation est majeure suite à la Partition du pays, conduisant au déplacement de millions de personnes de régions qui sont, en 1947, se voient intégrées au Pakistan occidental. L'arrivée de flux importants de populations ayant tout perdu a conduit le gouvernement à lancer plusieurs dispositifs d'accès à l'emploi, notamment dans l'artisanat, activité dans laquelle de nombreux « réfugiés » excellaient.

³⁸ Parmi lesquelles le manque de finances permettant d'investir dans de meilleurs outils, des techniques de fabrication souvent obsolètes, des systèmes de commercialisation défectueux, une difficulté croissante dans l'accès aux matières premières, et une concurrence là encore accrue des produits mécanisés et importés.

³⁹ 1st Five Year Plan, Planning Commission, Chapter 1, part Three, 24. Accessible en ligne: <https://niti.gov.in/planningcommission.gov.in/docs/plans/planrel/fiveyr/index1.html>

1.2.1. Artisanat et politique dans l'Union indienne

Bien que distancié vis-à-vis de l'idéologie gandhienne, le gouvernement indien de Nehru prend, en 1961, dans le cadre du 3^e Plan Quinquennal (3rd Five Years Plan), les premières mesures effectives en faveur des *Cottage industries*, unités de petite taille implantées le plus souvent à domicile, et dont l'essentiel du travail de fabrication est assuré à la main selon des techniques artisanales⁴⁰. Ce plan, qui attribue une place centrale au développement de l'agriculture en vue d'assurer l'autosuffisance alimentaire du pays, prolonge la préoccupation pour l'artisanat identifiée dès le 1^{er} Plan. Ces mesures se traduisent de deux manières.

La première engage le recensement et l'étude des multiples formes d'artisanat distribués sur l'ensemble du territoire indien (Padmanabha, 1978). La situation économique du pays et l'effort de construction nationale justifiaient une telle entreprise, visant à collecter une masse importante de données permettant une meilleure compréhension du monde social indien. Aux enquêtes ethnographiques sur les castes et les tribus répertoriées et sur les pratiques linguistiques (Linguistic Studies), s'ajoutent des enquêtes de villages (*Village Survey*) et de villes (*Urban Studies*). La *Social Studies and Handicraft Unit* du *Census of India* coordonne ainsi, en 1961, une vaste enquête sur l'artisanat dans plusieurs États du pays. Comme l'indique son secrétaire général de l'époque, « il était nécessaire de donner la priorité au développement de l'industrie domestique (*household industry*), car on s'est rendu compte qu'à côté de l'agriculture, les petites industries villageoises et l'artisanat nécessitaient une attention particulière pour améliorer le sort économique des masses indiennes, qui sont pour la plupart des habitants des zones rurales »^x (Padmanabha, 1978).

La deuxième mesure tangible affirme l'orientation industrialiste prise par le gouvernement en matière de soutien et de promotion de l'artisanat. La création de plusieurs comités pan indiens pour le développement des *Handloom Industries*, des *Khadi and Village Industries*, et des *Small Scale Industries, Handicrafts, Sericulture and Coir* viendront soutenir la politique promotionnelle établie dans le 2^e plan, autour de l'établissement de quatre *Regional Design Centres*. Le gouvernement insiste dès les prémises de sa politique industrielle sur le rôle crucial que représentent ces secteurs d'activités, dont il souligne le caractère « progressif et efficace » étroitement intégré d'une part à l'agriculture et d'autre part à la grande industrie (Sethi, 2019). Par ailleurs, il oriente l'essentiel des efforts institutionnels et financiers en vue d'établir une structure institutionnelle favorable à l'exportation. Cette orientation s'est poursuivie tout au long des décennies suivantes, les besoins en devises demeurant essentiels à la réalisation des ambitions du gouvernement en matière économique. La création d'instances telles que le *All India Exhibition of Handicrafts* créée en 1949, le *Central Cottage Emporium* (1949), le *All India Handicraft Board* (1955), puis l'*Export Promotion Council for Handicrafts* (EPCH), établi en 1986 suite aux recommandations formulées dans le 6^e Plan (1981-1985), en sont l'affirmation : l'artisan, pour survivre, semble devoir améliorer sa productivité et adapter sa production à une demande extérieure. Cette position ouvre la voie à

⁴⁰ L'artisanat, tel qu'il est désigné dans les documents officiels et statistiques, désigne l'ensemble des *handloom* et *handicraft industries* dont l'essentiel est intégré dans la catégorie des industries domestiques (*household industries*). Selon le *Census of India* 1961 (1968), qui prolonge le positionnement adopté par le gouvernement indien dans le cadre de premiers rapports sur la question (Development Commissioner (Small-Scale Industries), Ministry of Commerce and Industry, 1957), cette catégorie définit « des activités de production, de transformation, d'entretien, de réparation ou de fabrication et de vente de biens assurées à l'échelle de ménages, et à domicile. Dans les zones rurales, certaines d'entre elles peuvent opérer hors du domicile, à condition d'être implantées dans la localité de résidence. L'activité doit être dirigée par le chef du ménage, et principalement employer des membres de celui-ci » (*Census of India*, 1968). Hors du strict registre statistique et institutionnel, ces activités sont aussi désignées comme « traditionnelles » (*traditional industries*), « *cottage industries* », « *village industries* » ou encore « *home industries* » Pour une discussion sur ces appellations et sur les critères prévalant à cette classification, voir notamment (Koga, 1968).

un maillage institutionnel qui tente, depuis des agences relevant du niveau fédéral jusqu'aux instances sectorielles régionales, d'équilibrer les efforts en direction de la promotion de l'activité. Tout ceci, en coordonnant des actions destinées à améliorer productivité, formation des artisans et réseaux de commercialisation.

Loin des idéaux définis avant l'Indépendance, le champ politique de l'artisanat positionne le secteur dans une orientation éminemment marchande, tout en s'efforçant de préserver les représentations et les symboles associés à la figure traditionnelle de l'artisan indien, principalement à des fins de valorisation économique.

1.2.2. Un maillage institutionnel progressivement tourné vers la marchandisation et l'exportation

Entre l'Indépendance et les années 1980, le programme de soutien élaboré en direction de la petite industrie se traduit un investissement dans deux grands domaines d'activités. D'abord, celui des industries villageoises (*Village industries*) qui désignent « toute industrie située dans une zone rurale qui produit tout bien ou rend tout service avec ou sans utilisation d'énergie, et dans laquelle l'investissement en capital fixe par tête d'artisan ou d'ouvrier ne dépasse pas [1 lakh rupees/100 000 Rs.]⁴¹. Ensuite, le secteur artisanal lui-même (*Handicraft*), pour lequel le gouvernement s'engage, notamment sous l'impulsion de personnalités du monde culturel, dans une volonté de « nouveau » (Luckman, 2015).

Les *Village industries* voient la création en 1956 de la *Khadi and Village Industries Commission* (KVIC*). Inscrit sous l'égide du gouvernement central, cet organisme dispose depuis de 6 bureaux (*zonal offices*) répartis sur l'ensemble du territoire indien. Leur mission consiste à renforcer, dans leurs périmètres d'action, « l'esprit communautaire rural » et à offrir des opportunités permettant à la population rurale d'entreprendre dans des domaines productifs susceptibles de générer un emploi indépendant et des revenus (*Khadi and Village Industries Commission Act 1956*). Chaque bureau intervient sous la forme d'aides financières ponctuelles, en coordination avec les autres agences impliquées dans le développement rural, notamment des organisations non gouvernementales qui prennent pleinement part au développement et à la promotion du secteur. À un soutien à l'emploi, s'ajoute l'ambition de faciliter l'accès des artisans aux ressources primaires et de promouvoir les nouvelles technologies qui permettant d'améliorer la productivité, notamment dans le secteur du *khadi*⁴². La KVIC, opérationnelle depuis 1957⁴³, soutient une vingtaine d'artisanats⁴⁴, pour lesquels elle assure jusqu'à aujourd'hui un rôle de

⁴¹ Comme l'indiquait le texte, cette somme a été modifiée à plusieurs reprises, afin de s'adapter aux fluctuations de la monnaie indienne, à l'inflation et au coût de la vie.

⁴² Selon la KVIC, le khadi désigne « toute étoffe tissée sur des métiers à main en Inde à partir de fils de coton, de soie ou de laine filés à la main en Inde ou à partir d'un mélange de deux ou de la totalité de ces fils ».

⁴³ Elle verra son rôle amendé en 1987, 1989 puis en 1994. Le nombre d'artisanats relevant de son périmètre a été modifié, comprenant aujourd'hui 7 catégories : (i) Mineral Based Industry, (ii) Agro Based & Food Processing Industry (ABFPI), (iii) Agro Based & Food Processing Industry (ABFPI), Polymer & Chemical Based Industry (PCBI), Forest Based Industry (FBI), Hand Made Paper & Fiber Industry (HMPFI), Rural Engineering & Bio Technology Industry (REBTI), <https://www.kvic.gov.in/kvicres/Village1.php>

⁴⁴ Ces établissements couvrent les domaines de l'apiculture ; l'industrie artisanale de fabrication d'allumettes et de feux d'artifice, de la poterie, de savon, du cuir, d'huile de moutarde pressée à froid, de papier fait-main, de sucres non raffinés (*jaggery*, *khandsari*), de gomme-laque ; l'artisanat du bambou et de la canne ; de la forge (*blacksmithy*) ; travail artisanal de la fibre autre que le coir (coco) ; la collecte, préservation et conservation de plantes et de fruits de forêt à des fins médicinales ; la fabrication et l'utilisation de fumier et de méthane à partir de bouse de vache et d'autres déchets (tels que chair et animaux morts) ; industrie artisanale de la pierre à chaux, de la coquille de chaux et autres produits à base de chaux ; Fabrication d'ustensiles de ménage en aluminium ; Fabrication de résines de gomme ; fabrication de poudre de cachou (*katha*) ; Transformation du maïs et du millet (*ragi*) ; Fabrication de produits en caoutchouc (produits en latex trempé).

labellisation (*certification*), propose des prêts bancaires aux artisans et s'attache à développer leurs compétences et leur formation, tout en assurant des activités promotionnelles ciblées. Depuis 1980, ses missions comprennent aussi la gestion du *Prime Minister's Employment Generation Programme* (PMEGP)⁴⁵. Il garantit à la population rurale ne disposant pas d'emploi ou de terres agricoles 100 jours de travail par an dans des domaines liés à l'agriculture et aux grands travaux d'infrastructure.

Les ambitions exprimées dès les débuts de la politique de planification visaient à rendre accessibles les biens artisanaux à une large gamme de consommateurs, à intervenir dans la régulation des intermédiaires (qui « coupent » les chaînes de valeur au détriment des artisans), et à promouvoir les produits fabriqués selon des techniques reconnues comme artisanales. Ces mesures prolongent celles qui avait prévalu à la création en 1952 du *Central Cottage Industries Emporium* (CCIE) puis du *Craft Council of India* (CCI).

En 1960, le CCIE était en parvenu à implanter sur l'ensemble du territoire un tissu d'*emporia*, boutiques de vente de produits artisanaux régionaux aux prix établis par l'État. L'enjeu de rendre accessibles les biens artisanaux aux consommateurs urbains s'avèrera un succès (Sethi, 2019). Aux côtés de l'organisation d'expositions et de foires artisanales, ces *emporia* sont un outil promotionnel et commercial central. Ils viennent alimenter une politique de plus en plus résolument tournée vers la promotion des filières artisanales en direction des marchés les plus dynamiques : ceux de l'exportation d'une part, et d'autre part, dans le pays, la masse de consommateurs urbains qui ne cesse de s'étendre.

La décennie 1990 voit ainsi l'implantation de *Dilli Haat* dans la capitale fédérale, sorte de réplique modernisée et réifiée d'un vieux rêve de Gandhi visant à rassembler les artisans dans des « villages » productifs dans lesquels ils seraient libres d'exercer leur activité à la vue de la population (et aujourd'hui des touristes), suscitant l'intérêt de ce public pour les traditions régionales et pour leur consommation culturelle. De telles répliques de villages artisanaux existent aujourd'hui dans de nombreuses localités indiennes⁴⁶, avec des réussites différenciées. Si cette mise en scène marchande de l'artisanat tranche avec les idéaux gandhiens, elle constitue pourtant le modèle privilégié dans la période postindépendance, qui voit poindre des initiatives sans cesse plus élaborées, aussi bien dans les réseaux artisanaux qu'ils mobilisent que dans les stratégies adoptées pour en assurer la valorisation.

Un tel modèle répond très largement de ce que Mary Hancock, se référant au village de *DakshinaChitra*, établissement situé le long du littoral en périphérie sud de Chennai, désigne comme une « nostalgie néolibérale » (Hancock, 2015) qui ravive, en la renouvelant, la « nostalgie impériale » décrite par l'historien Renato Rosaldo (1989). Selon l'auteure, de tels lieux sont créés « par et pour le regard nostalgique des élites cosmopolites, nationales et transnationales »^{xiii} : « pas moins que les campus de verre et d'acier des entreprises d'externalisation voisines, il est censé être un espace dans lequel la nation, remise à neuf, allégée, compétitive, pourrait être exposée et célébrée dans un monde plus vaste de nations » (Hancock, 2015, p. 189)⁴⁷.

⁴⁵ https://www.kvic.gov.in/kvicres/update/circulars/Cir_Pmegp_28-03-2008.pdf. Depuis 2008, ce programme est intégré au *Rural Employment Generation Programme* (REGP).

⁴⁶ Parmi les nombreux exemples de construction de villages artisanaux de toutes pièces, citons Shilpgram, implanté dans la périphérie d'Udaipur au Rajasthan (Bautès 2004) et DakshinaChitra, créé en 1997 aux environs de Chennai (Tamil Nadu). Pour une analyse des significations associées à ce lieu, liée à l'idée de « nostalgie néolibérale » et des dynamiques sociales et spatiales auxquelles elles répondent, voir notamment (Hancock, 2015).

⁴⁷ L'auteure ajoute : « Ce qui distingue DakshinaChitra de ses voisins ouvertement modernistes, c'est son évocation de la nation à travers les signes matériels de l'absence (rurale), à travers la performance et le discours de la récupération, et sa

Ces espaces-vitrines de l'artisanat indien complètent ainsi l'effort de maillage institutionnel poursuivi par l'État central. La création du *Craft Council of India* en est un élément central. Idéalisé hors du contrôle gouvernemental, mais bénéficiant du soutien de Nehru qui l'officialise à partir de 1964, le CCI relaie les préoccupations exprimées depuis le milieu du 19^e siècle concernant la disparition des métiers et les mauvaises conditions de travail d'une grande partie des artisans du pays. Dans une recherche de rationalité, ses dirigeants s'efforcent de lancer des initiatives visant à replacer l'artisan dans son contexte social. Ils prennent à bras le corps la question des conditions de travail, tant du point de vue économique que de celui de l'accès aux ressources permettant aux artisans eux-mêmes de maîtriser l'ensemble de la chaîne productive et commerciale. Multipliant les études et les actions de petite échelle, des ONG travaillant en collaboration étroite avec le *Craft Council* viennent alimenter la connaissance des milieux artisanaux (recensement et description des techniques, reconstruction de trajectoires d'artisans). Elles tentent d'établir des comités d'artisans visant à défendre ces travailleurs en cas de conflit ou de difficulté économique passagère. Cette série d'actions s'inscrit dans la lignée des initiatives pionnières menées dans le cadre du *Central Cottage Industries Emporium* (CCIE) dirigé par Kamala Devi Chattopadhyaya en direction des femmes réfugiées de la Partition (Rousseleau, 2018). Les instigateurs de ces initiatives poursuivent l'idée que l'artisanat est susceptible, dans le contexte économique du moment, non seulement de constituer un modèle économique viable pour des populations vulnérables, mais qu'il permet aussi de lutter contre la standardisation de la production, la mécanisation et l'industrialisation. Cette position, poursuivie par les acteurs du secteur, se voit néanmoins fragilisée par la vigueur d'une politique d'État qui investira de manière croissante dans le domaine de l'exportation et de la promotion. En adoptant ce choix stratégique, les pouvoirs publics laissent ainsi de côté les nombreux artisans engagés dans la production de biens utilitaires ou ordinaires, qui ne correspondent pas à la demande des marchés urbains de niche et d'exportation.

Le modèle de développement qui s'établit ainsi à partir du milieu des années 1950 (2^e Plan, 1956-61) place toujours la petite industrie à l'agenda, en la pensant cette fois dans une complémentarité avec la grande industrie. L'hypothèse soutenue alors par le gouvernement est que le secteur de la petite industrie dispose d'une marge d'emplois non satisfaits, et qu'il n'a donc pas besoin de nouveaux investissements. Il doit donc à lui seul être en mesure d'« absorber la main-d'œuvre des campagnes et fournir des biens de consommation bon marché à la population » (Kennedy, 2001), ceci sans investissement visant à sa modernisation. D'autres caractères expliquent une attention régulière qui ne se traduit pourtant pas dans un investissement significatif de la part de l'État. D'abord le problème de l'emploi : le surplus de main-d'œuvre (*labour-surplus*) est considéré comme un point fort des économies villageoises et des petites industries qui les structurent. Cet aspect doit à lui seul permettre d'assurer le développement régional équilibré recherché par les pouvoirs publics. L'important outillage mis en place afin de soutenir la petite industrie ne parvient pourtant ni à enrayer la question de la précarité de l'emploi des artisans (notamment liée à l'absence de protection sociale) ni à imposer des normes en matière de droit du travail (Kennedy, 2001)⁴⁸, délaissant ainsi toute préoccupation pour le sort des travailleurs artisanaux.

sollicitation de l'engagement affectif envers la nation à travers la reconstitution endeuillée de la perte et de la récupération » (Hancock, 2015).

⁴⁸ L'auteure souligne combien cette situation est liée à l'incapacité de l'État à intervenir dans le domaine d'une petite industrie largement marquée par l'informalité. Elle écrit, à ce sujet : « Au village comme à la ville, il s'agit souvent de petits ateliers où les travailleurs sont embauchés sans contrat, payés à la tâche ou au pourcentage » (Kennedy, 2001, p. 111-112).

Dès lors, en dépit d'un discours proactif du gouvernement, la petite industrie artisanale demeure marquée par la soumission de nombreux travailleurs aux forces d'un marché de plus concurrentiel, duquel beaucoup sont écartés ou relégués à des fonctions peu rémunératrices et de ce fait marqués par la précarité. Cette situation, observée avant même l'Indépendance, ne cessera de s'affirmer au cours du 20^e siècle, en dépit des mesures protectrices (réservations et achats réservés) et des attentions spécifiques attribuées notamment au domaine du textile (Roy, 2020). De son côté, la politique en matière de promotion de l'activité laisse entrevoir une priorité dans les politiques gouvernementales qui s'avèrera durable, notamment dans le contexte des efforts en direction de la mise en tourisme du pays, observés à partir des années 1990, et qui opèrent de manière plus affirmée dans la décennie suivante.

Signe d'un choix de plus en plus assumé en faveur de l'exportation, les initiatives se multiplient. L'établissement du *National Handicrafts and Handlooms Museum* à Delhi (aujourd'hui *Crafts Museum*), en 1956, signe d'un renouveau artisanal, et contribue à rapprocher la sphère des artisans à celle du design (Bouquillion et al., 2018; Rajangam, 2017). La création d'écoles et de centres régionaux de développement du design, au premier rang desquels figure le très célèbre *National Institute of Design* d'Ahmedabad (1961), assure la connexion entre les mondes artisanaux, ceux de la mode et du design, et les marchés urbains de consommation, déjà en pleine expansion. Cette orientation aura favorisé l'émergence d'acteurs devenus aujourd'hui incontournables dans la promotion et la commercialisation des biens artisanaux, parmi lesquels figurent les marques *Handloom House* (1955) et *Khadi Gramodyog Bhavan*, inscrites sous l'égide du *Ministry of Micro, Small and Medium Enterprises*, et de grandes entreprises privées comme *Fabindia* (1960), *Shyam Abuja* (1963) ou *Anokhi* (1970) (Sethi, 2019). À celles-ci viendront s'ajouter, à partir des années 2000, les nombreuses plateformes de vente de produits en ligne, dans une articulation au monde qui préfigure du développement rapide du tourisme dans le pays et de sa contribution à l'économie mondiale des biens artisanaux.

La période qui s'étend entre 1947 et la fin des années 1980 voit ainsi progressivement s'affirmer un tissu de structures publiques puis privées et un véritable « monde de l'artisanat » (*craft world*) composé « de praticiens de développement, de fonctionnaires, personnels et acheteurs de musée et de politiciens » (Venkatesan, 2006). Celui-ci viendra renforcer l'esprit industrialiste poursuivi par le gouvernement. Instruments centraux des politiques économique et culturelle du pays, l'*Office of the Development Commissioner for Handicraft*, puis l'*Export promotion Council for Handicrafts* (1986) jouent à ce titre un rôle moteur. New Delhi devient rapidement l'épicentre de cette mouvance. S'y rassemblent bureaucratie et élite culturelle, ce qui vient traduire en actes la vieille ambition du « renouveau » artisanal, tout en « reliant ironiquement la métropole à l'industrie rurale par le déplacement de l'artisanat « régional » vers le centre » (Mohsini, 2011a, 2011b). Ce mouvement s'appuie sur l'émergence des espaces urbains dans la structuration de filières jusque-là très largement pensées en lien exclusif avec les mondes ruraux, processus qui ne cessera de s'affirmer à partir de la libéralisation.

I.3. L'ARTISANAT AU PRISME DU CHANGEMENT DANS L'INDE CONTEMPORAINE

I.3.1. Au temps de la libéralisation : permanence de l'artisan marginalisé et émergence d'une figure centrale de l'économie culturelle

La véritable accélération du mouvement qui conduit à orienter l'offre artisanale vers les marchés urbains s'opère très progressivement à partir des réformes économiques initiées entre le milieu des années 1980 et le début de la décennie 1990. Le domaine de l'artisanat se voit alors associé aux mesures appliquées à l'ensemble du secteur de l'économie nationale qui prônent innovation, exportation et entrepreneuriat. Ces mesures viennent renforcer une politique sectorielle déjà sélective. Elles ont notamment pour effet d'accentuer les différenciations existant dans le traitement social et économique des unités dont la production ne correspond pas aux normes esthétiques et de qualités exigées par les marchés urbains ou internationaux. Le secteur du textile, fortement doté dès l'Indépendance au titre des industries bénéficiant de mesures protectrices (produits réservés), se mécanise rapidement et s'intègre, comme plusieurs autres filières (marbre, cuir, etc.), dans des chaînes de valeur internationalisées, avant de souffrir d'une concurrence asiatique qui mènera à son déclin (cout des intrants). Dès le début de la période, d'autres filières, moins soutenues, car moins compétitives, demeurent écartées de toute entreprise de valorisation. Seules les ONG ayant œuvré depuis l'Indépendance en direction du soutien de la petite industrie et/ou de l'artisanat en particulier continuent, forts de programmes locaux ou régionaux, à soutenir les catégories les plus marginalisées des artisans, particulièrement les femmes et, dans certains cas, les populations *adivasi**.

À propos de la tendance politique observée vis-à-vis de la petite industrie au début des années 2000, Jacques Pouchepadass pose l'hypothèse que « l'absence d'incitation officielle à la modernisation du secteur [...] était une façon pour l'État de répondre implicitement à un double objectif : permettre à ce secteur de contribuer à absorber les sureffectifs permanents ou saisonniers de l'agriculture ; faciliter son expansion à court terme en préservant l'extrême souplesse de l'offre de main-d'œuvre dont elle bénéficiait » (Kennedy, 2001, p. 117). Dès lors, la *New Economic Policy* lancée en 1991 conduit à une série de mesures incitatives vis-à-vis des investisseurs et à la financiarisation du secteur, qui s'appliqueront jusque dans les plus petites unités. L'État favorise les partenariats public-privés et les coopérations avec le secteur bancaire, fournissant aux artisans un accès au crédit tout en rassemblant les conditions pour attirer les investisseurs dans un domaine jusque-là largement dominé par de petits producteurs. Cette dynamique est effectivement stimulée par les dispositifs de *Corporate Social Responsibility* (CSR)⁴⁹, qui conduisent les grandes entreprises à investir dans un secteur qui est souvent marginal en termes de profit, mais qui s'avère très valorisant en termes d'image. Pour certains types d'investisseurs, cela conduit sans nul doute à révéler un intérêt inédit pour le *bottom of the pyramid*.

Diversification des acteurs, dispositifs-pilotes, multiplication des plateformes de vente en ligne et création de systèmes productifs agglomérés de type *clusters* comptent parmi d'autres transformations du secteur sous l'effet des mesures libératrices des années 1990. En dépit du maintien de mesures de soutien aux structures et artisans les plus défavorisés, dans le cadre de

⁴⁹ <https://csrcfe.org/about-csr-in-india-public-policy/>

subventions ou d'aides sociales d'urgence, ponctuelles (*welfare*⁵⁰, *relief funds*) ou de l'accès à des prêts à taux réduits, cette dynamique profite essentiellement à l'entrepreneuriat, laissant entrevoir, derrière la figure millénaire de l'artisan rural le plus souvent précaire, et celle de « l'artisan capitaliste » prégnante notamment dans le domaine du textile (Roy, 2020), l'émergence d'« entrepreneurs culturels » et d'investisseurs qui tendent à contrôler une part sans cesse plus importante du secteur de l'artisanat indépendant.

Tout ceci met en évidence une dislocation des mondes artisanaux en deux marchés. Le premier « encastré », pour reprendre les termes usités par Karl Polanyi⁵¹, qui fonctionne sur la communauté artisanale, dont les acteurs sont organisés en coopératives, en unions professionnelles (syndicats), ou en associations de castes, *jati-clusters* (Manor, 2012) respectant un principe de transmission héréditaire et souvent endogame⁵². Le second « désencastré », souvent le fait de castes spécialisées à plus haut capital social, qui se tournent principalement vers des marchés extérieurs. Leur capacité d'investissement et de maîtrise des réseaux commerciaux génère une concurrence inédite qui tend à accentuer les inégalités au sein de filières productives, voire au sein de groupes sociaux porteurs des mêmes savoirs productifs.

La politique poursuivie par l'État central a permis à certains artisans d'accéder à des espaces qui leur étaient inaccessibles jusque-là, mais qui les contraint à évoluer dans un cadre normatif, à apprendre et à intégrer les codes de ce nouveau cadre, comme le souligne Soumhya Venkatesan (Venkatesan, 2009a, 2009b). L'auteure poursuit en constatant que le plus souvent, ce ne sont pas les artisans eux-mêmes qui intègrent ces nouveaux espaces du marché, mais bien leurs produits, leurs techniques et « les traces et les preuves de leurs savoir-faire » (Venkatesan, 2009a, 2009b). Si les artisans figurent au cœur d'ambitions économiques, culturelles ou patrimoniales, l'apparence « fait main » procurant au produit artisanal son caractère unique, distinct de l'uniformité des produits industriels et constituant une valeur ajoutée aux yeux de la clientèle urbaine, c'est bien l'élite marchande qui bénéficie de cette valorisation. De ce fait, la figure de l'artisan anonyme, principe jusque-là lié à sa pleine intégration dans des logiques communautaires, tend à perdurer dans une tout autre logique, substituant cette fois l'artisan à son promoteur⁵³.

La lutte déjà ancienne contre le pouvoir des agents intermédiaires dans la petite industrie, qu'ils soient commerciaux, designers ou agents de mise en relation ayant recours à la sous-traitance, semble n'avoir eu aucun effet tant sur l'émancipation de l'artisan que sur ses conditions de vie. L'essentiel des bénéfices du travail continue de profiter aux intermédiaires. Depuis les années 1980 et plus encore depuis les années 1990, « le monopole de l'État en tant que mécène

⁵⁰ Les nuances régionales sont nombreuses dans le domaine du soutien à l'activité artisanale, à la fois exercé par les instances sectorielles décentralisées, et par nombre d'organisations non gouvernementales. Au Tamil Nadu, cette fonction est assurée par le Tamil Nadu Handicraft Development Corporation Ltd. Fixée dans le cadre du Citizen Charter (2010), il consiste à mettre en place des initiatives, souvent sous la forme de subventions, visant à améliorer, développer et promouvoir l'artisanat et assurer le bien-être (*welfare*) des artisans de l'État. Un tel dispositif ne concerne pas l'ensemble des artisans du pays.

⁵¹ Cette distinction est notamment reprise par Venkatesan, 2009a, 2009b.

⁵² L'endogamie est une constante du monde indien de la caste. Selon cette règle, tout mariage n'est en principe possible qu'à l'intérieur de la caste (*jati*), voire de la sous-caste (*up-jati*), ou même parfois d'un groupe très restreint de familles. Parmi les nombreux travaux sur la question, voir par exemple : (Deliège, 2017).

⁵³ Ce processus, bien connu dans le domaine de l'artisanat en Inde, est analysé pour le cas des « travailleurs invisibles du marché de l'art contemporain à Bombay » étudiés par Christine Ithurbide (2016). Dans cet article, l'auteure étudie la géographie des fabricants au service de la production d'œuvres d'art contemporain. Outre de mettre en évidence leur invisibilité dans cette sphère de l'art, elle souligne l'ambivalence entre cette invisibilité et le rôle des artistes dans le maintien et la valorisation des savoir-faire artisanaux. Cette réflexion est aussi une riche contribution à la prise en compte de la dimension spatiale de la production artisanale sur laquelle il conviendra de revenir dans le 0.

d'un artisanat « démocratisé » sous l'effet de l'augmentation des possibilités d'exportation et de la mondialisation du marché de l'artisanat (Liebl & Roy, 2003) [...] a évolué de telle sorte que les entrepreneurs et les hommes d'affaires en ont bénéficié. Cela s'est souvent fait aux dépens d'une grande partie des artisans qui, appartenant aux classes économiquement les plus défavorisées de la société, demeurent aux positions les plus basses des chaînes de production » (Mohsini, 2011). Une réalité que relaie bon nombre d'artisans, à l'exemple de Zahiruddin, potier à Khurja (Uttar Pradesh) qui, interrogé par le quotidien national *The Hindu* pendant le confinement décidé pour lutter contre l'épidémie du Sars-Cov-2, souligne combien les intermédiaires paient généralement le prix le plus bas pour l'achat d'un pot en terre, et « gardent [ensuite] *la crème* pour eux » (A. Kumar, 2020).

1.3.2. L'artisanat transfiguré : compétitivité, économie culturelle et espaces urbains

Les décennies qui suivent la mise en œuvre des réformes de libéralisation mettent en évidence l'affirmation des mesures gouvernementales en direction de la promotion, de la financiarisation et de la valorisation économique des biens artisanaux par de grands groupes du secteur privé. Comme les précédents, les gouvernements d'A.B. Vajpayee (1998-2004), de Manmohan Singh (2004-2014) puis de Narendra Modi (2014-auj.), en dépit d'importantes différences idéologiques, se sont tous exprimés sur la nécessité de renforcer le rôle des industries dites « traditionnelles », en considérant leur rôle sur le maintien de l'emploi dans les zones rurales et leur capacité sinon à enrayer, du moins à limiter les flux d'émigration en direction des villes. Il y a là une analyse erronée des dynamiques de population : c'est en effet l'urbain qui vient au village, si bien que de telles stratégies en matière d'emploi semblent vaines.

La mise en place en 2005-2006 du Fonds pour la Régénération des Industries Traditionnelles (*Scheme of Fund for Regeneration of Traditional Industries*, SFURTI, Government of India), s'inscrit pourtant dans cette perspective. Ce dispositif concerne, à partir de 2007, de nombreuses filières artisanales rurales qui se voient soutenues et accompagnées par le *Ministry of Micro, Small and Medium Enterprises* (MSME) au moyen d'organisations déjà implantées, notamment la *Khadi and Village Industries Commission* (KVIC) et le *Coir Board*, en collaboration avec plusieurs ONG, et avec des financements de la Banque asiatique de Développement⁵⁴. Le soutien est porté à la fois sur la création de clusters, sur leur accompagnement. Il se traduit donc par des financements pluriannuels, par des plans de formation et d'éducation des artisans et de leurs familles, d'une facilitation à la création d'emplois et d'une aide au marketing des produits, incitant notamment à des collaborations avec des designers (Bouquillion et al., 2018).

Si ces axes d'intervention suivent les méthodes mises en place dans les décennies précédentes, ils intègrent cette fois des mesures nouvelles en faveur de la diversification des productions et d'un renforcement des systèmes de gouvernance des *clusters*. Ils encouragent notamment la participation active des artisans eux-mêmes, les incitant à exploiter les voies du commerce électronique comme canal privilégié de commercialisation via des plateformes de vente en ligne. L'efficacité du rôle de ces structures, censées accompagner et assurer le suivi des projets au

⁵⁴ SFURTI est l'un des quatre dispositifs (*schemes*) que compte le programme *Result Based Lending* (RBL). Il engage le renforcement institutionnel du tissu de petites et moyennes entreprises, le renforcement institutionnel par le biais du réseau des *Centre for Development and Enterprise* (CDE), et l'établissement de clusters considérés comme « stratégiques ». Son champ d'application comprend quatre dispositifs gouvernementaux existants : (i) Le *Credit Linked Capital Subsidy for Technology Upgradation* (CLCS-TUS), (ii) L'*Entrepreneurship Skill Development Program* (ESDP), (iii) Le *Micro and Small Enterprises Cluster Development Scheme* (MSE-CDP) ainsi que le (iv) *Scheme of Fund for Regeneration of Traditional Industries* (SFURTI). Il est en outre prolongé par le *Greenfield Composite Cluster Development Scheme* (GCCDS).

moyen d'un *Special Purpose Vehicle** constitué d'artisans, de fonctionnaires et d'experts spécialisés (notamment des ONG), ne semble pas à ce jour clairement attestée, même si les SPV sont souvent critiqués dans ce rôle d'intermédiaire captant l'essentiel des plus-values de la production.

Les changements observés en direction des activités artisanales rurales résident ainsi avant tout dans une mise en concurrence généralisée des filières et des biens produits, ce à quoi contribuent très largement les plateformes de e-commerce (Pandya, 2022; Ithurbide & Khetrinayum, 2021). La reconnaissance des systèmes productifs localisés au titre des *clusters* s'inscrit d'ailleurs dans cette logique concurrentielle. Loin d'engager un soutien systématique envers ces dispositifs, les autorités conditionnent l'obtention d'aides financières à l'établissement de dossiers de candidatures complexes, que les artisans les moins bien dotés ne sont souvent pas en capacité à monter. Ces derniers sont également fragilisés par des intermédiaires sans cesse plus nombreux qui ont tendance à capter les plus-values et cherchent à s'immiscer dans les relations entre organisations artisanales (*cooperatives, small-scale enterprises, etc.*) et instances gouvernementales locales, afin d'accroître leur influence dans les filières économiques.

Selon les chiffres officiels, en 2020, près de 300 *clusters*⁵⁵ bénéficiant à 176 877 artisans répartis dans le pays ont été approuvés dans le cadre du dispositif SFURTI. L'objectif du gouvernement central est de faire passer le chiffre d'affaires annuel de ces industries rurales, à ce jour estimé à 80 000 crores INR, à 500 000 crores INR à l'horizon 2023, déclarait le ministre des *Minority Affairs* lors de l'inauguration de *Hunar Haat*, festival dédié à la promotion de l'artisanat et des compétences des « maîtres-artisans »⁵⁶. À l'instar de la politique en direction des *clusters* artisanaux⁵⁷, la mise concurrence des artisans sur la base de leurs compétences artistiques, notamment pour l'attribution de prix et de récompenses (*awards*), ne fait qu'accentuer une compétition réservée aux artisans les mieux insérés dans les dispositifs institutionnels ou sur les marchés artistiques et commerciaux, à l'échelle nationale ou internationale.

Un autre dispositif de soutien à l'artisanat met en évidence les logiques de reconnaissance différenciées et l'importance croissante que revêtent aujourd'hui les références au territoire dans le renouveau artisanal. Suivant une logique éprouvée de longue date dans d'autres pays⁵⁸, le gouvernement indien s'est engagé dans un effort de labellisation de produits sous l'étiquette « Indication Géographique » (GI). L'« Acte d'Indication Géographique des Biens » (*Geographical Indications of Goods Registration and Protection Act, GI*) publié en 1999, se veut une législation de propriété intellectuelle appliquée à l'ensemble des biens économiques, et joue un rôle important dans la reconnaissance et la protection des biens artisanaux associés ou dérivés de « traditions culturelles locales »^{xiv}⁵⁹. Depuis sa notification en Inde en 2003, plus de 370 biens ont bénéficié

⁵⁵ Ces clusters sont de trois types : les *Heritage clusters*, qui rassemblent entre 1000 et 2500 artisans et concernaient, en 2020, 5000 artisans ; les *Major clusters*, qui regroupent entre 500 et 1000 artisans (10 000 bénéficiaires) et enfin les *Mega clusters* qui regroupent entre 1000 et 2500 artisans, présentant 29500 bénéficiaires.

⁵⁶ <https://www.theindianiris.com/scheme-of-fund-for-regeneration-of-traditional-industries/>

⁵⁷ À ma connaissance, cette politique ne s'applique que dans le domaine de l'artisanat : elle ne concerne pas vraiment d'autres secteurs, notamment l'agriculture, même si le soutien à des clusters productifs s'adresse plus souvent à des entreprises de transformation de produits agricole, comme c'est le cas, à Pondichéry de la fibre de coco, qui a fait l'objet de subventions dans le cadre du SFURTI *Khadi Cluster and Coir*. Plus globalement, cette question met en évidence les grandes inégalités qui structurent le champ des politiques sectorielles en Inde. Au sein même de l'artisanat, le secteur des textiles bénéficie de longue date d'importants soutiens financiers et institutionnels, au détriment des nombreux autres.

⁵⁸ Depuis le début des années 1980, des mesures en matière de protection des droits (*moral and intellectual property rights*) ont fait l'objet d'échanges et de débats dans la sphère des ONG et des institutions internationales, notamment sous l'égide de l'Unesco (*WIPO-UNESCO Model Provision Law for Folklore*).

⁵⁹ L'acception indienne de la notion de Geographical Indication suit les termes de l'article 22.1 de l'Accord sur les Droits de Propriété Intellectuelle sur le Commerce (ADPIC, ou en Anglais TRIPS, *Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights*), signé en 1994 sous l'égide de l'OMC. « L'Indication Géographique est définie comme « les indications qui identifient un

de cette labellisation⁶⁰. Parmi eux, plus de la moitié relèvent de la catégorie des *Arts, Handicrafts and Textiles* (arts, artisanat et textile), ces derniers étant surreprésentés.



Figure 5 : Label Geographical Indication of India:

De telles formes de distinction identifient une orientation majeure des politiques artisanales. Elles privilégient la valorisation de biens artisanaux destinés aux marchés touristiques et culturels, en ce que ces économies représentent un enjeu majeur pour l'économie nationale. Si l'artisanat est un aspect central de la diplomatie culturelle de l'Inde avant même l'Indépendance, ce rôle tend à se renforcer et à s'articuler avec l'activité de promotion touristique et culturelle dans laquelle plusieurs ministères sont pleinement engagés. Par ailleurs, les biens artisanaux figurent plus que jamais au premier plan des échanges diplomatiques. Utilisés comme cadeaux aux dignitaires et chefs d'État en visite dans le pays (Sethi, 2019), ils accompagnent les événements officiels, les artisans étant souvent invités à faire découvrir leur pratique lors d'événements promotionnels ou à l'occasion de telle ou telle visite d'État.

Ainsi, les artisans sont plus que jamais incités à intégrer le marché des industries culturelles, en pleine croissance dans le monde, et pour lesquelles l'artisanat a été récemment reconnu comme l'une des principales forces du pays (Sethi, 2019). Un rapport du groupe de travail sur l'art et la culture rédigé à l'occasion du 11^e Plan quinquennal (2007-2012)⁶¹ mettait déjà en évidence l'importance croissante que recouvre ce domaine d'activité⁶².

bien comme étant originaire du territoire d'un membre [de l'OMC], d'une région ou une localité de ce territoire, dans les cas où une qualité, une réputation ou toute autre caractéristique déterminée du produit puisse être attribuée essentiellement à cette origine géographique ».

⁶⁰ Les biens sont classés en quatre catégories : *Agriculture, Food Stuff, Handicraft, Manufactured* et *Textile*.

⁶¹ Rapport du Working Group on Art & Culture, 11th Five Year Plan 2007-2012. Planning Commission, Government of India 2007. https://niti.gov.in/planningcommission.gov.in/docs/aboutus/committee/wrkgrp11/wg11_culture.pdf

⁶² Pour plus d'éléments sur la question des industries culturelles et créatives en Inde, voir (Bouquillion, 2016)

Le positionnement proactif de plusieurs villes indiennes dans l'*Unesco Creative Cities Network* (UCCN)⁶³, créé en 2005, montre combien les stratégies en la matière opèrent aujourd'hui à l'échelle de l'ensemble des territoires du pays, tout particulièrement des villes. Largement négligées des politiques publiques pendant près de trois décennies après l'Indépendance (Milbert, 2001), elles concentrent désormais l'essentiel des enjeux de développement. Depuis, l'artisanat rural, longtemps appréhendé comme le socle identitaire et culturel du pays, laisse progressivement place à la reconnaissance de l'importance que revêtent les espaces urbains, en tant que lieux de concentration de la production et en tant que marchés dont dépend très probablement le maintien, voire l'expansion, des économies artisanales.

Longtemps considéré comme antithèse romantique au secteur de l'industrie, le domaine de l'artisanat se voit, dans le contexte postindépendance, dans celui de la libéralisation des années 1990 puis dans la période récente marquée par l'influence de l'idéologie nationaliste du gouvernement BJP, soumis à un mouvement global de reconnaissance, de revitalisation et de valorisation qui se concentre sur des biens de marque au détriment de biens artisanaux utilitaires ou domestiques. Comme l'indique Aihwa Ong (2007), l'idéologie du libre marché et la priorité attribuée par le gouvernement à l'artisanat de biens d'exportation ont affirmé le processus de réification de ces métiers, tout en contribuant à rigidifier cette catégorie du travail. En même temps que les autorités ont permis d'inscrire certains biens dans des politiques promotionnelles, favorisant ainsi leur accès au marché, les dispositifs en place excluaient les artisans les moins dotés de toute forme de reconnaissance « par le produit ». Même dans les domaines soutenus par le gouvernement ou par des ONG, les questions de précarité des rémunérations et des marges générées par la vente de biens artisanaux, tout comme celles des conditions de travail ou de la protection sociale, centrales pour assurer un maintien et un renouveau de l'économie artisanale⁶⁴, sont le plus souvent mises sous silence.

⁶³ Depuis 2015, trois villes indiennes ont été intégrées au réseau des *Creative Cities* de l'Unesco : Jaipur et Varanasi en 2015, Chennai en 2017. En 2021, Gwalior et Srinagar étaient dans l'attente de leur nomination, respectivement dans le domaine de la musique et de l'artisanat et des arts folkloriques (Moazum, 2021).

⁶⁴ Fait structurel du travail artisanal, l'absence de considération du gouvernement pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de la majeure partie des artisans demeure à ce jour. Il est tout particulièrement notable vis-à-vis de certaines catégories d'artisans, en premier lieu de ceux qui appartiennent à des minorités religieuses, notamment musulmanes (Chambers, 2020; Mohsini, 2016) ou issues de groupes *adivasi**, ces dernières étant souvent soutenues par des dispositifs spécifiques mis en œuvre par des organisations non gouvernementales.

1.3.3. Une distinction structurelle toujours à l'œuvre : portrait de l'artisan indien en travailleur ordinaire



Figure 6 : Artisan potier au travail : à gauche, ferronnier musulman (Bhuj, Gujarat) ; à droite, potier de caste Velar (Pudukottai, Tamil Nadu) (nb-2019)

L'exposition des caractères historiquement associés à l'artisanat indien, et celle de la trajectoire institutionnelle du secteur économique qui définit une catégorie d'activités difficile à circonscrire mettent en évidence deux déclinaisons d'un même processus de distinction. Depuis la période coloniale jusqu'à aujourd'hui, cette distinction caractérise l'artisanat indien. Elle domine à la fois les représentations et les dispositifs mis en œuvre en direction de sa préservation et de sa promotion.

Rappelons-le, la première expression de cette distinction tend à opposer deux figures artisanales.

Tout d'abord celle de l'artisan traditionnel, *The Indian Craftman*, associée à l'économie villageoise rurale. À cet artisan sont conférés des caractères immuables qui l'assignent souvent à une identité figée, éminemment « indienne », sur laquelle les institutions s'appuient d'abord pour asseoir leur vision développementaliste, plus tard pour l'inscrire dans une politique promotionnelle tournée vers des marchés extérieurs ou urbains. Mira Mohsini souligne à ce sujet le caractère identitaire et normatif de cette rhétorique (Mohsini, 2011a, 2011b).

Ensuite, celle de l'entrepreneur culturel, dont l'activité repose sur un lien étroit avec les marchés déjà considérés dans le contexte de l'Inde indépendante comme les plus innovants et les plus porteurs du point de vue économique. Cette opposition cache des formes de stigmatisation et de distinction portées par les institutions d'État. Elles opèrent tant au niveau des statuts hiérarchiques et des compétences associées aux artisans qu'à celui des biens produits. Par ailleurs, elle tend à écarter du champ de la connaissance d'autres artisans et d'autres formes d'artisanats, notamment ceux des biens utilitaires, biens supposés sans valeur esthétique et principalement destinés à des marchés locaux et domestiques : certains peuvent être qualifiés d'« ordinaires », car ils fonctionnent selon des modes d'organisation de la production de petite échelle, travaillent principalement dans un espace restreint et leurs produits fabriqués ne

répondent pas aux critères sémiotiques et esthétiques susceptibles de les insérer dans les filières commerciales de l'économie culturelle mondialisée.

La deuxième déclinaison de cette distinction concerne les contextes spatiaux dans lesquels s'inscrit l'activité productive artisanale. Comme l'indiquent les faits et les images dominantes diffusées depuis la période coloniale, l'artisanat indien demeure lié à l'espace rural, ce faisant, au « village indien » et à l'activité agricole. Cette représentation n'est cependant que partielle. Les chiffres disponibles à ce jour mettent en évidence l'actualité de la surreprésentation des artisans du pays dans des espaces considérés comme ruraux (78,2 % contre 21,8 %, selon les sources officielles), et tendent à dissimuler les réalités actuelles du mouvement d'« urbanisation subalterne » (Denis et al., 2012) qui concerne l'ensemble des territoires du pays, toutes tailles confondues. Les effets de ce mouvement sont tels qu'ils nécessitent une prise en compte de la production dans ses espaces qui, quels que soient les contextes, font face à de profonds changements. La vaste littérature spécialisée sur l'artisanat ne traite cette question que de manière secondaire, sans prendre en compte les multiples contraintes d'espaces en pleine transformation.

Cette double distinction a ainsi renforcé l'association des artisans indiens à une représentation dominante liée au monde rural et à ses traditions, que n'incarne aujourd'hui qu'une partie restreinte des artisans. Une bonne part du travail artisanal, notamment lié à une pratique ordinaire, n'est souvent pas reconnue comme artisanale : c'est le cas notamment des hommes et des femmes travaillant dans des ateliers artisanaux au titre de sous-traitants, ou d'artisans assurant des activités de réparation, dans la mécanique, la cordonnerie, parmi d'autres domaines qui figurent hors des dispositifs d'aide à l'artisanat. La diversité des métiers et des profils artisanaux explique probablement en partie cette situation, les secteurs reconnus comme artisanaux étant généralement limités à ceux qui fabriquent des biens matériels selon des techniques souvent anciennes, identifiées comme des savoir-faire productifs hérités. Les différentes labellisations se limitent tout aussi souvent à des domaines spécifiques, parmi lesquels figurent le textile, la broderie, la poterie, ou encore la sculpture.

Le secteur de la pêche compte parmi les domaines dont la spécificité artisanale n'est pas reconnue, les artisans pêcheurs ne bénéficiant d'aucune sorte de reconnaissance susceptible de les distinguer, par exemple, des pêcheurs impliqués dans des filières industrielles. Contrairement aux potiers qui intéressent aussi ce travail, ils ne sont pas enregistrés par les autorités et ne se voient donc pas délivrés de carte d'identité professionnelle. Les textes réglementaires en matière de politique de la pêche (*Fisheries Policy*) identifient les pêcheurs pratiquant avec un faible recours technologique comme des artisans. Ils sont administrés par le Ministère de l'Agriculture⁶⁵, et ne bénéficient ainsi pas des dispositifs destinés à soutenir le secteur artisanal, que ce soit sous la forme de prêts bancaires ou d'aides sociales (*welfare*). Par ailleurs, les autorités omettent une part importante des acteurs de la filière artisanale, qui comprend bon nombre de métiers. Chargés de la réparation des bateaux en bois ou en résine, des filets de pêche, ou assurant des fonctions secondaires (transport de marchandises, nettoyage des poissons, fabrication de pains de glace pour la conservation, etc.), ces acteurs sont reconnus dans le cadre du secteur secondaire de l'économie, au titre de travailleurs complémentaires. Ils figurent pourtant au cœur d'une filière tournée vers l'exploitation de ressources primaires, et à ce titre reconnue comme artisanale.

⁶⁵ L'activité de la pêche en Inde est administrée par le département *Animal Husbandry, Dairying & Fisheries* (DAHD), placé sous l'autorité du Ministère de l'Agriculture.

Cette situation est loin de concerner seulement l'Inde. Elle peut être observée dans de nombreux autres contextes où des secteurs entiers de l'économie artisanale, par exemple la construction ou les activités alimentaires (Ferdrière, 2001, cité par Kizaba, 2006) se voient historiquement exclues des catégories statistiques et institutionnelles, alors que du point de vue des ressources mobilisées que de l'activité de production ou des techniques et savoir-faire déployés, ils en partagent les traits essentiels⁶⁶.

L'acceptation de l'artisanat aujourd'hui la plus largement diffusée à l'échelle du monde est sans nul doute celle proposée en 1997 par l'UNESCO. Elle met l'emphase sur « la nature spéciale des produits artisanaux », fondée sur « leurs caractères distinctifs, lesquels peuvent être utilitaires, esthétiques, artistiques, créatifs, culturels, décoratifs, fonctionnels, traditionnels, symboliques et importants d'un point de vue religieux ou social » (UNESCO, 1997)⁶⁷. C'est là une lecture résolument orientée vers les ressources (culturelles) dont il s'agirait de reconnaître la singularité et le caractère authentique, car socialement ancré et distinctif du point de vue culturel. Elle aborde les artisans au seul prisme d'une reconnaissance patrimoniale qui, reposant sur leur association à des caractères remarquables ou distinctifs^{xv}, mène à la marchandisation de leurs savoirs et savoir-faire.

Les positions institutionnelles, à la fois nationales et internationales, tendent ainsi, fût-ce de manière implicite, à opposer un artisanat productif ordinaire d'un autre qu'il s'agirait de considérer comme *remarquable*. Tandis que le premier est invisibilisé, le second est soumis à des mesures de sauvegarde et de promotion au titre de sa valeur esthétique-technique et de son caractère mémoriel et patrimonial, ou de son ancrage dans des valeurs et pratiques socioreligieuses. Cette vision enferme ainsi cet artisanat dans une triple perspective commerciale, patrimoniale et développementaliste qui, outre d'être sélective du point de vue des savoirs, des savoir-faire, des biens matériels et des artisans, tend aussi à contraindre les processus productifs. Elle tend à réifier et à désarticuler ces savoirs et pratiques de leurs environnements sociaux et politiques, et dissimule finalement des aspects centraux de ces activités : d'une part leur précarité, qui semble généralisée à l'ensemble des secteurs artisanaux ; d'autre part les fortes hiérarchies qui pèsent sur des sphères productives marquées par une organisation des tâches fonctionnant selon un principe de discrimination sociale, de genre, de caste et religieuse ; enfin, des économies (notamment familiales) au sein desquelles les situations d'auto-exploitation sont nombreuses.

De telles difficultés structurelles des économies artisanales ne sont pas nouvelles. De même, leur omission de la part de l'État indien décrit une situation qui est loin d'être inédite. Elle reflète en ce sens les traits distinctifs des mondes du travail en Inde. Avant même l'Indépendance, les *travailleurs ordinaires de l'artisanat* ne sont considérés qu'au seul prisme de leur déclin inéluctable, représentants d'une activité fondée sur des valeurs supposées passéistes qui obligent, de la part du gouvernement, une assistance sociale pour éviter leur disparition. Pendant ce temps, d'autres métiers artisanaux, reconnus pour leurs singularités, sont au contraire considérés comme les supports d'une économie marchande prometteuse, car porteuse d'innovation et de créativité.

Là encore, le cas de l'Inde est loin d'être singulier. La figure idéale typique de l'artisanat telle qu'elle est historiquement construite par Max Weber excluait déjà les formes de production dites

⁶⁶ Comme l'indique Godefroy Kizaba, « pour les historiens de l'histoire socio-économique, l'artisanat concerne la production d'objets manufacturés (meubles ou immeubles) à partir de matières premières, dans le cadre d'une activité spécialisée, où l'individu concerné, l'artisan, vit de son travail, la production d'objets manufacturés à partir de matières premières » (Kizaba, 2006a, p. 5).

⁶⁷ Définition adoptée par le Symposium UNESCO/CCI « L'artisanat et le marché mondial : commerce et codifications douanières », Manille, 6-8 octobre 1997.

« domestiques » du champ de l'analyse. Plus récemment, les historiens de l'Antiquité ont eux-mêmes écarté plusieurs secteurs d'activités des catégories de l'artisanat, particulièrement ceux de la construction et de l'alimentation (Ferdrière 2001, cité par Kizaba, 2006).

Prenant acte de ce phénomène, il apparaît donc important de dépasser ce type d'essentialisation *à priori* et de s'efforcer à réintroduire les formes *ordinaires* du travail artisanal dans un champ de réflexion sur les métiers, sur les techniques et sur l'esthétique de ces formes de production. En d'autres termes, il s'agit de prendre au sérieux les mondes artisanaux ordinaires tant du point de vue des modes de faire et de travailler qu'ils déploient, que de leur contribution à la vie économique, sociale et politique de nombreux territoires. Il convient pour cela opérer une révolution conceptuelle permettant de penser *l'artisan et son activité dans toutes ses dimensions (sociales, économiques, culturelles, politiques)*, à la fois en les réintroduisant dans une réflexion actualisée sur la place des petites productions locales dans la société, l'espace et le système économique contemporains, et dans une approche attentive aux relations qu'ils entretiennent avec un environnement en pleine transformation.

CONCLUSION

Depuis les expositions coloniales, généreuses dans leur mise en scène du corps de l'artisan au travail, et érigeant très tôt son image et ses modes de vie en symbole exotique d'une Inde rurale immuable, les temps ont changé. La vigueur des réformes de libéralisation menées depuis le milieu des années 1980 a, notamment, profondément transformé l'économie et, avec elle, les mœurs et les modes de vie du pays. Pour autant, elle n'en a pas effacé les signifiants les plus structurants. La politique de promotion de l'entrepreneuriat qui domine très largement les politiques économiques comme les discours politiques récents a connu des changements de rythme et des réorientations. Elle n'en a pas pour autant modifié les lignes structurelles.

Tandis que de très nombreux artisans indiens luttent toujours pour assurer leur survie, la rhétorique politicoéconomique continue de promouvoir l'artisan en symbole de la diversité et de l'unité de la Nation. La multiplication des récompenses (*awards*) sur lesquelles l'État et ses institutions communiquent de manière de plus en plus soutenue, les événements culturels, les foires artisanales qui se multiplient partout dans le pays et à l'étranger, reposent toujours sur les mêmes symboles forts. Les cibles de ces marchés, essentiellement les couches urbaines aisées et la clientèle internationale, sont toujours considérées comme les seuls qui permettent d'assurer les ressources et la survie du secteur. Comme l'indique Mira Mohsini, mobilisant les réflexions de Soumya Venkatesan (2009 b, 2009a), les consommateurs des produits artisanaux « traditionnels » projettent dans leurs achats « leurs sentiments de malaise et d'inquiétude à propos du monde dans lequel ils vivent, des industries, du travail aliéné, des styles de vie qui ne laissent pas de temps pour les plaisirs simples de la fabrication » (Mohsini, 2016, p.7).

Cet argument, qui renvoie à une dimension importante des transformations qu'a connue la société indienne, notamment traduites par la montée en puissance des nouvelles couches moyennes (Fernandes, 2006), mérite d'être exploré. En effet, il renouvelle la question de la place de l'artisanat dans l'Inde contemporaine, non seulement dans son économie, mais aussi dans une société dans laquelle la question de la *bifurcation* (Veltz, 2021) vers d'autres modèles économiques devrait se poser de façon urgente.

Avant d'interroger cet aspect, il est important de revenir sur un fait majeur qui pèse sur les mondes artisanaux : celui de la survie de l'artisan qui, dans l'Inde contemporaine, est un sujet de préoccupation grave. Depuis le début du 20^e siècle, les politiques économiques du pays ont mis l'accent sur la question de l'emploi rural et artisanal. Elles ne sont pourtant pas, à ce jour, parvenues à contrecarrer les effets de la précarité structurelle des mondes du travail productif, artisanat inclus. Les contraintes grandissantes du secteur agricole, dont les espaces spécialisés ne cessent de décroître et fournissent trop peu d'activités induites, nombre d'artisans, jusque-là dépendants de cette économie, ont rejoint d'autres foyers d'emplois. Aux vues de leurs faibles qualifications et de la structure de l'économie indienne, c'est souvent avec peu de succès qu'ils ont projeté leur avenir vers d'autres métiers. La fragilité de l'économie artisanale est donc bien le reflet de celle des mondes ruraux agricoles. En dépit de cela, actuellement, le déclin tant annoncé de l'artisanat n'a pas lieu. Comme l'indique Douglas E. Haynes à propos du travail textile dans le contexte de l'industrialisation, l'artisanat a toujours été un domaine fortement pourvoyeur d'emplois. Ces emplois alimentent bon nombre d'autres secteurs, notamment l'industrie, notamment par le biais de la sous-traitance (Haynes, 2012).

De ce fait, il faut rechercher ce qui explique que l'emploi artisanal, en dépit des changements de contextes économiques générant des reconfigurations des marchés, persiste et se maintient. Les artisans indiens survivent, certains mieux que d'autres. Leurs secteurs d'activité structurent des filières dynamiques qui sont en mesure de pourvoir de l'emploi à de nombreuses familles. Ces filières génèrent différents régimes de valeurs, mettent en mouvement de nombreux métiers dans lesquels travaillent des castes et communautés aux niveaux hiérarchiques très différenciés.

Cette diversité est un caractère fort de la figure artisanale ancienne qui, elle aussi, tend à se maintenir en dépit de la détérioration notable de nombreuses unités productives sous l'effet de la concurrence de la production de masse. En effet, comme le montre notamment Peter Knorringa dans son travail sur une unité productive de cordonniers située à Agra (Knorringa, 1999), l'économie domestique (*household*) et les petits ateliers productifs employant une main-d'œuvre limitée ont souvent souffert de ce nouveau contexte économique, forçant les artisans à perpétuellement s'adapter et les maintenant dans une position marginale vis-à-vis de l'économie comme vis-à-vis de la société (Chambers, 2020). En outre, leur mise à l'écart des dynamiques du travail, illustrée par leur relégation d'espaces qui ne cessent de se transformer, affirme leur invisibilité sociale, invisibilité qui se retrouve jusque dans des statistiques dont les catégories sont morcelées et qui, comme l'observait Gérard Heuzé dans une réflexion déjà ancienne (Heuzé, 1992), rendent les mondes du travail en Inde difficiles à circonscrire de manière précise et qui, par conséquent, complexifient l'effort de les appréhender.

Dès lors, il convient de s'efforcer à dépasser les dichotomies analytiques qui conduisent à penser l'artisanat au seul prisme du déclin ou de l'esthétisation. Il s'agit aussi de dépasser l'idée d'un « troisième renouveau » de l'artisanat, matérialisé par la résurgence des économies artisanales sous l'effet d'un double mouvement : d'une part celui d'une resignification du travail à la main et du « faire », d'un récit mythifiant le passé, la ruralité et le savoir manuel (Barbey et al., 1986, p. 52) ; d'autre part, celui de voir, dans le maintien des économies artisanales, une *ressource économique refuge* en période de crise économique (Kotipalli, 2018).

Bien que ces deux mouvements justifient aujourd'hui de porter un regard renouvelé sur l'artisanat, il s'agit ici de s'intéresser aux oubliés du travail artisanal, hommes et femmes qui s'emploient à « préserver une marge de manœuvre par rapport à celles définies de l'extérieur [...], et surtout d'envisager les voies multiples et fluides grâce auxquelles d'autres peuvent élaborer, quotidiennement et de leur main, les moyens de moins souffrir du Progrès » (Barbey et al., 1986, p. 53).

Pour ce faire, la polarisation produite par le gouvernement indien vis-à-vis des mondes artisanaux *ordinaires* et *remarquables* mérite d'être remise en cause. Il semble possible de briser cette ligne de fracture en s'intéressant aux trajectoires d'artisans dont l'activité quotidienne est tournée vers la production de biens utiles-utilitaires. S'ils déploient leur activité en mobilisant des ressources principalement locales, selon des techniques et des savoirs et savoir-faire souvent anciens, et dessinent ainsi des modes de production ordinaires, ils n'en sont pas pour autant dépourvus de perspectives d'élargissement de leurs marchés vers des biens remarquables. Appréhender la continuité entre artisanats ordinaires et remarquables permet donc d'analyser ensemble le fonctionnement des filières artisanales, les logiques relationnelles qu'elles tissent et les fonctions qu'elles occupent à l'échelle de leurs espaces d'inscription, offrant des perspectives de compréhension des configurations changeantes qu'elles dessinent.

PARTIE II.

L'ARTISANAT INDIEN EN PRISE AVEC LE CHANGEMENT.

**ENJEUX DE RECHERCHE ET JALONS POUR UNE
APPROCHE GÉOGRAPHIQUE**



Faisant suite aux premiers cadrages sur la question de l'artisanat en Inde, cette deuxième partie propose de poser les bases d'une approche permettant d'en étudier les dynamiques artisanales en lien avec les changements auxquels ces activités sont soumises dans la période actuelle. Comment aborder, en géographe, les enjeux que pose le maintien de l'activité artisanale, leur place dans les économies locales, et leur rôle social ? Comment en analyser les caractères et les effets concrets ?

Formuler une telle interrogation amène à se positionner dans un débat qui traverse les sciences sociales depuis plusieurs décennies. En effet, depuis les années 1960, la thématique de l'artisanat a été envisagée dans le cadre de débats portant tour à tour sur la modernisation et le développement (décennies 1970-80), sur les restructurations productives, et sur la mondialisation des échanges et leurs effets sur les espaces et les sociétés (décennies 1990-2000), puis en référence à un développement dit « durable » (2000-2010). Mais quelle est la désignation la plus appropriée pour qualifier les transformations à l'œuvre dans la période contemporaine ? La formulation de cette question invite nécessairement à engager une réflexion sur le temps présent, et sur les processus qui, à l'échelle du monde, marquent les espaces et les populations, sur les plans économique, social et politique.

Pour mener cette réflexion, je pars de ce qui, à l'échelle de l'observation, est susceptible d'illustrer ce changement dans ses dimensions concrètes, matérielles d'abord, en prenant le plus grand soin d'éviter une « géographie de surface » (Tolia-Kelly, 2013). Il s'agira, depuis la restitution de plusieurs configurations artisanales observées « en leurs lieux », d'interroger les manières dont se manifeste le changement dans la sphère domestique puis dans le champ politique. Afin de limiter au mieux les généralisations hâtives, je choisis d'adopter un prisme d'analyse local afin d'interroger les dynamiques artisanales et les expressions du changement dans le contexte d'un espace limité et situé : la région urbaine de Pondichéry.

Dans ce contexte, je me concentre sur des filières relevant d'un artisanat ordinaire qui, dans la diversité de ses lieux et des configurations qu'elles dessinent, dans celle des trajectoires économiques des biens fabriqués comme dans celle des itinéraires sociaux de ses acteurs, illustre quelques-unes des transformations majeures de cet espace urbain. Effectivement réside l'intérêt euristique d'une approche centrée sur les rapports qu'entretient l'artisanat, une forme de « petite production marchande », on le verra, avec des espaces en mutation, notamment soumis à un phénomène d'urbanisation rapide. Les expressions de l'urbanisation dans la région de Pondichéry sont ainsi interrogées à l'aune des changements qu'elles entraînent sur les conditions locales de la production artisanale, sur les marchés vers lesquels sont acheminés les biens artisanaux, et sur les logiques sociales et politiques qui encadrent ce domaine d'activité.

Ce travail propose de s'intéresser à ce qui est généralement qualifié de « secondaire », tant du point de vue des espaces que des pratiques. Il s'inscrit en cela dans le sillage des travaux menés depuis plusieurs années autour des formes secondaires d'urbanisation (Denis et al., 2012) qui étudient des processus éloignés des contextes métropolitains. Ceci, tout en interrogeant des organisations économiques de taille réduite, et ici en l'occurrence artisanales. Si ces formes de production sont souvent considérées comme étant marginales face à l'envergure des flux constituant le moteur de l'urbanisation, les effets de ce phénomène sur le fonctionnement de l'artisanat localisé⁶⁸ révèlent pourtant leur capacité à interroger de ce changement global. D'une

⁶⁸ L'expression renvoie à l'idée qu'il s'agit d'activités économiques dépendant principalement de ressources « locales », c'est-à-dire extraites dans la proximité. L'usage du qualificatif « localisé » est préféré à celui de « petite échelle », utilisé dans les

part, parce que cette économie entretient des connexions multiples, y compris à l'échelle internationale. D'autre part, parce que les espaces qu'elles occupent sont eux-mêmes transformés et constituent en cela des lieux d'observation privilégiés des changements à l'œuvre. Les manifestations de l'urbanisation sur les économies ordinaires ne peuvent rester inaperçues tant elles modifient les logiques économiques, les rapports sociaux et les modes de vie d'une population vivant dans des espaces que la dichotomie rural-urbain n'est plus en mesure de caractériser de manière satisfaisante. Comme l'indiquent en effet Denis et Zérah dans l'ouvrage *Subaltern Urbanization in India*, « les modèles simples et dualistes postulant des catégories telles que le rural et l'urbain, les petites et les grandes villes, l'urbanisation dominante et subalterne, etc. ne semblent pas appropriés pour comprendre la dynamique du développement urbain en Inde. Le modèle spatial de développement brouille continuellement ces distinctions » (Denis & Zérah, 2017, p. V).

Face à ce constat, il convient donc de « se concentrer sur les relations qui émergent à travers l'arrangement hiérarchique et non hiérarchique des établissements »^{xvi} (Denis & Zérah, 2017, p. V) et, pour ce travail, d'étudier les réseaux relationnels qui se tissent autour de l'activité artisanale, entre des lieux très différents, par-delà les hiérarchies liées à leur taille et à leurs fonctions. Pour interroger ces relations, je propose d'examiner le fonctionnement des filières économiques dont l'activité se déploie de longue date entre les villes-centres et les localités rurales. Les flux de biens marchands et de relations qu'elles font circuler offrent à mon sens un prisme d'observation pertinent de la nature que revêt le phénomène d'urbanisation.

À partir d'un état de l'art qui dévoile le caractère lacunaire de la prise en compte de l'espace dans les dynamiques économiques de petite échelle, fait qui concerne particulièrement les petites productions, et notamment l'artisanat, cette partie souhaite mettre en évidence l'intérêt et la pertinence d'interroger les rapports de l'économie productive artisanale à des espaces en pleine mutation. Elle dresse pour cela un cadre d'analyse qui sera ensuite exploré au moyen de plusieurs explorations empiriques⁶⁹ dans la Partie III, avant d'être soumis dans le futur à un travail de recherche au long cours. Ce dernier sera mené dans d'autres contextes spatiaux, et interrogera de nouvelles filières productives⁷⁰, en Inde et, le cas échéant, dans d'autres contextes.

L'ambition d'étudier l'artisanat dans ses formes contemporaines et à partir du prisme de la géographie mène à la formulation de trois hypothèses de travail.

HI. L'artisanat : un prisme d'observation pertinent des dynamiques économiques et de l'urbanisation

La première hypothèse consiste à envisager l'artisanat indien comme un domaine d'expression de deux grands mouvements à l'œuvre : l'un est observé dans les marchés de production de biens matériels, relevant avant tout du registre de l'économie ; l'autre s'exprime à l'échelle des espaces de toutes tailles sous l'effet de l'urbanisation. La densification du tissu urbain tend, entre autres conséquences, à accélérer les processus de conversion du foncier, substituant progressivement sa valeur d'usage en une valeur d'échange (ou en biens marchands, notamment bâtis, logement,

travaux de socio-anthropologie du développement dont il est fait mention dans cette partie. L'ambivalence de la notion de « local », déjà mentionnée dans le volume 1, doit être soulignée.

⁶⁹ La dernière section de la Partie II (II.5) présente le contexte d'étude. La démarche méthodologique adoptée est exposée en début de Partie III.

⁷⁰ Voir les perspectives de recherche esquissées en conclusion de ce volume.

infrastructures, etc.). L'accélération de la construction de logements et d'infrastructures, et celle des transactions foncières et immobilières qu'elle suscite révèlent de nouveaux usages et de nouvelles convoitises qui viennent modifier les modes et conditions d'accès aux ressources matérielles de vie et de travail. C'est à ce contexte que font face de nombreuses activités artisanales, longtemps dépendantes de mondes ruraux agricoles aujourd'hui en déclin, et de ressources disponibles dans un environnement de plus en plus contraint. Toutefois, l'urbanisation permet aussi à de nouveaux marchés de consommation, et notamment ceux de biens symboliques, d'émerger, ouvrant ainsi des perspectives nouvelles à certaines franges de la production artisanale.

Loin d'être linéaire ou de mener de manière inéluctable à la disparition, à la relégation ou à l'esthétisation-patrimonialisation de l'artisanat, le lien entre urbanisation et production doit être analysé de manière nuancée et en s'efforçant d'en appréhender la multiplicité des registres. La trajectoire spatiale de l'artisanat ordinaire constitue un récit qui mérite d'être raconté. Ce récit, formulé à partir d'un « petit objet », permet d'interroger des processus structurels au travers de leurs expressions concrètes et, notamment, à partir de trajectoires d'acteurs et de lieux qui dessinent des configurations singulières.

L'étude précise de deux filières artisanales : celles de la poterie et de la pêche artisanale, telles qu'elles se déploient dans la région urbaine de Pondichéry et dans ses espaces environnants, permet d'identifier ces configurations, et d'en caractériser les composantes et les systèmes d'interaction.

H2. Une solution pour enrayer la crise de l'emploi

La deuxième hypothèse mène à envisager l'artisanat comme une possible solution pour fournir du travail à des catégories sociales peu ou non qualifiées, dans un contexte de développement national qui crée peu d'emplois, qui tend à reléguer ses travailleurs aux franges de l'économie formelle et à les assigner à des statuts et à des conditions de travail précaires.

En effet, depuis plusieurs décennies, l'Inde connaît une crise économique importante. Selon le *Centre for Monitoring Indian Economy* (CMIE), organisme privé indépendant engagé dans le suivi statistique de l'économie indienne, le taux de croissance du pays, qui se situe en 2022 entre 6 et 8 %, est insuffisant pour répondre au déficit structurel d'emplois du pays. Mise en évidence il y a plusieurs années, cette situation toujours préoccupante conduit des millions d'Indiens, en particulier des femmes, à renoncer à rechercher activement un emploi. L'organisme précise qu'entre 2017 et 2022, le taux global de participation au travail a chuté de 46 % à 40 %, signifiant que plus de la moitié des 900 millions d'Indiens en âge légal de travailler, ne travaillent pas. Chez les femmes, les chiffres sont encore plus frappants : « Environ 21 millions d'entre elles ont disparu de la population active »⁷¹. Selon Mahesh Vyas, « la pénurie d'emplois dans le secteur non agricole pousse la main-d'œuvre à se tourner vers le secteur agricole, moins lucratif, une tendance qui dénote une hausse du « non-emploi déguisé ». L'économie indienne a perdu 15 millions d'emplois au cours des trois dernières années, mais le secteur agricole a créé près de 11 millions d'emplois, selon les données du CMIE » (Vyas, 2022).

⁷¹ Mahesh Vyas est directeur du CMIE. Voir notamment : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-04-27/india-s-job-crisis-is-real-needs-swift-intervention-cmie-says>

À l'importance numérique de la population en âge de travailler (environ 900 millions d'Indiens ont entre 15 et 64 ans), qui explique partiellement cette crise de l'emploi, s'ajoute le manque de compétences professionnelles et le très faible niveau d'instruction d'une grande partie de la population active. Par ailleurs, les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre souffrent d'un ralentissement de l'investissement privé, notamment après l'épisode de la démonétisation⁷², et d'un déficit de mesures gouvernementales pour stimuler des emplois salariés pour faire face à l'inflation que connaît le pays depuis novembre 2016. Par ailleurs, les grands foyers d'emplois manufacturiers, comme le secteur de l'automobile, les industries chimiques et pharmaceutiques, la sidérurgie ou l'industrie du ciment, comptent souvent parmi les moins bien rémunérateurs⁷³.

Ce contexte tend à accroître la pression sur l'agriculture, qui ne semble ni en mesure d'absorber la main-d'œuvre suffisante pour enrayer cette crise, ni fournir des conditions salariales suffisantes pour celles et ceux qui (ré)intègrent le secteur. Le travail y est saisonnier, rémunéré à la journée. Le nombre de jours disponibles pour travailler, se situant entre 90 et 180 jours par an, est insuffisant pour assurer des moyens d'existence suffisants (Himanshu, 2015)⁷⁴. En dépit d'une croissance rapide et d'une contribution à hauteur de près de 54 % au PNB et de 60 % au PIB (Ministry of Finance, 2020), le secteur des services fournit, quant à lui, des emplois instables, mal rémunérés, et semble trop dépendant de marchés distants.

À ces problèmes s'ajoute, à l'échelle nationale, un déclin des exportations observé depuis la crise financière mondiale de 2008 et, plus récemment, de celle liée à la propagation mondiale du virus Sars-Cov-2. Ces épisodes ravivent l'idée que la petite production de manière générale, et l'artisanat en particulier, pourrait être en mesure de constituer un domaine d'activité viable, générant des revenus pour des populations peu qualifiées, et représentant peu de contraintes en termes d'éducation ou de mobilité. La diversité des biens produits et des services qu'il fournit, le secteur, dans sa diversité, serait également susceptible de servir de relais d'emplois pour des travailleurs agricoles qui souffrent d'un déficit d'activité. Ainsi, il contribuerait à stabiliser des économies régionales fortement touchées par ces crises répétées.

Cette éventualité, pour séduisante qu'elle puisse paraître, semble davantage relever d'une utopie que d'une projection rationnelle. Ceci, notamment parce que l'artisanat en Inde, et plus largement les activités productives marchandes de petite taille (Bernard, 1980; Hugon, 2014) sont par définition des secteurs trop minoritaires et trop peu soutenus politiquement pour prétendre renverser les modèles économiques dominants. Néanmoins, il demeure valide de considérer de près ce qui, dans les pratiques et dans les manières de faire de l'artisanat (c'est-à-dire dans ses modes d'organisation du travail, dans les relations sociales qui s'y tissent, dans les régulations politiques, dans les routines du travail quotidien et, enfin, dans les usages des ressources qui le

⁷² Dans son élan pour moderniser l'économie, l'une des premières mesures du gouvernement dirigé par Narendra Modi a été de réformer le système de circulation monétaire. La soudaine décision, le 08 novembre 2016, d'éliminer les billets de 500 et de 1 000 Roupies (qui représentaient alors, selon les estimations, près de 86% de l'argent liquide en circulation) pour les remplacer par des nouveaux (de 500 et 2 000 Roupies), a soumis la population à l'urgence d'échanger les billets allant être retirés du marché. Cette mesure a été présentée comme une manière de soustraire de la circulation l'argent servant à financer des activités illégales. Pour plus de détails, voir (Caselli, 2018; Kumar 2017).

⁷³ Selon un rapport conjoint de l'*Indian Institute of Management* d'Ahmedabad et de la *Wage Indicator Foundation* publié en 2017, le salaire horaire brut médian dans le secteur manufacturier était de 254,04 roupies, soit environ 9 % de moins que le salaire médian de l'ensemble de l'économie indienne (279,7 roupies 20/04/2023 14:23:00). Le rapport indique également qu'au moins 93 % des 20 350 personnes interrogées étaient titulaires d'un diplôme de trois ans en enseignement technique supérieur.

Voir : https://media.monsterindia.com/logos/research_report/Report_Manufacturing_low.pdf

⁷⁴ Les mesures gouvernementales en matière de garantie d'emploi dans le domaine rural, dans le cadre du *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Program* (MGNREGP) comme dans les programmes précédents, ne semblent pas avoir permis de trouver des réponses à ce problème structurel.

caractérisent), est susceptible d'ouvrir des espaces de réflexion permettant d'envisager une transformation socioécologique des modes de production. À ce titre, l'artisanat constitue un prisme d'observation en mesure de nourrir la réflexion sur les enjeux du développement, aussi bien en termes économiques, sociaux, politiques, qu'écologiques.

Si, face à l'envergure de cet enjeu, l'artisanat ne figure ni parmi les domaines d'activités les plus stables, ni parmi les plus égalitaires du point de vue social ou les plus vertueux en termes de conditions de travail, son importance du point de vue de l'emploi, mais aussi du point de vue économique le rend significatif. Aujourd'hui, face à l'expansion des marchés domestiques et d'exportation (Chatterjee, 2019)⁷⁵, nombreux sont les artisans indiens qui font face à une demande croissante de leurs produits. La demande d'exportation de produits artisanaux a, en effet, connu une augmentation moyenne annuelle de près de 15 % au cours de la décennie 2010 (NSSO*, 2021). Par ailleurs, le secteur artisanal très diversifié a été relativement épargné par la crise de l'emploi – *a fortiori* peu ou non qualifié – qui touche le pays depuis plusieurs années. À titre d'illustration, entre 2011 et 2012, la perte qu'a connu le secteur du travail occasionnel en milieu rural s'élevait à près de 3,2 *crores* INR (approx. 400 000 €), alors que dans le même temps, l'artisanat (inclus dans ce secteur) n'a perdu que 0,2 *crores* INR (approx. 25 000 €)⁷⁶.

Certes, la démonétisation brutale engagée en 2016⁷⁷ et l'imposition de la G.S.T. (*Goods and Service Tax*) (année) sur les petites entreprises ont eu des effets délétères sur l'activité artisanale dans son ensemble⁷⁸. Pourtant, là encore, une partie des artisans, particulièrement ceux qui n'échappent pas au dispositif de contrôle de la fiscalité, se sont rapidement adaptés à ces nouvelles contraintes. Cette assertion mériterait d'être confirmée, bien que les récents événements liés à l'épidémie de Sars-Cov-2 obstrueraient sans nul doute toute analyse ultérieure des effets du dispositif à grande échelle. Reste que les artisans du secteur formel comme ceux du secteur informel ont, de longue date, fait preuve d'une grande flexibilité et d'une rapide capacité d'adaptation. Ainsi, dans un contexte où l'offre et la demande de produits artisanaux tendent à se diversifier et à s'orienter vers de nouveaux marchés de consommation toujours plus diversifiés, notamment urbains, le secteur artisanal se maintient. Il continue d'alimenter le pays et le monde à la fois en biens domestiques et utilitaires et en biens destinés à des marchés de niche.

H3. Une possibilité pour penser une transition vers des modes de production vertueux

La troisième hypothèse de travail consiste à considérer les modes de production artisanaux localisés et de petite échelle comme étant susceptibles d'apporter des solutions pour envisager des manières de produire moins brutales pour l'environnement et les ressources, et moins

⁷⁵ C'est aussi ce qu'une enquête exploratoire menée auprès d'artisans-potiers, et présentée dans la Partie III), tend à mettre en évidence, dans le domaine des produits domestiques. Alors que les artisans les plus âgés et les plus précaires soulignent la préférence de la clientèle pour les produits manufacturés, de plastique ou d'inox, d'autres corroborent les observations d'Ashoke Chatterjee selon lesquelles la demande en produits artisanaux, sous la forme d'objets de décoration ou d'objets utilitaires, connaît un regain récent. En réalité, il semblerait que ce soit plutôt du côté de l'offre que repose la difficulté, tant les artisans ayant abandonné leur activité sont nombreux en raison de problèmes économiques et d'un déficit de transmission du métier.

⁷⁶ Cette différence de pertes de revenus, bien que proportionnelle au nombre de gens employés dans l'agriculture *versus* dans l'artisanat, dessine néanmoins une tendance significative.

⁷⁷ Pour une analyse des conséquences sociales et économiques de la démonétisation, voir notamment (Guérin et al., 2017).

⁷⁸ Plusieurs travaux récents analysent les effets de cette nouvelle mesure sur l'économie indienne (Adhana & Raghuvanshi, 2019), sur les petites et moyennes entreprises (Latha, 2020), ou plus spécifiquement sur le secteur du textile (*bandloom*) (Sinha, 2019).

aliénantes pour les travailleurs. Leur analyse interroge donc leur capacité à constituer une économie plus désirable (Veltz, 2021). Bien qu'urgente aux vues de la dégradation avancée des milieux, de la pollution généralisée et du changement climatique, phénomènes largement liés aux modèles économiques liés aux énergies thermofossiles, et de l'état des inégalités dans le monde (Facundo et al., 2018), la bifurcation vers des modes de produire et de consommer alternatifs, qui pourrait s'apparenter à « une mutation culturelle profonde, qui déborde les thèmes écologiques [pour] redéfinir les rapports au monde, à la société, et au collectif » (Veltz, 2020), il va sans dire que de tels modèles demeurent encore timides.

Le « local écologique », comme P. Veltz le définit (en référence à ce que Bruno Latour désigne comme le « terrestre »), constituerait la base d'appui à une possible transition : un « champ d'expérimentation susceptible de fournir des ressources « relationnelles » essentielles dans le contexte internationalisé ouvert » (Veltz, 2020). L'auteur ajoute combien « l'enjeu organisateur de l'économie et des sociétés aujourd'hui n'est plus celui de l'activité, de l'emploi ou de la compétitivité. Il est celui des interactions entre les activités humaines et les dynamiques de la biogéosphère, où se joue l'avenir de l'habitabilité de la planète » (Veltz, 2020).

Or, l'artisanat indien continue à être une activité produisant des objets qui ont un rôle et une fonction clé pour les économies *locales* pour lesquelles les artisans *locaux* utilisent des matériaux *locaux*, gérant des écosystèmes *locaux* (Ellis & Lo, 2019). Le travail artisanal qui, à l'échelle des *lieux* de production, tend à articuler toutes les sphères de la vie sociale est aussi un puissant vecteur de valeurs sociales : celles du « faire », de la « communauté », de la petite échelle et du travail manuel. À ce titre, par sa faible envergure, sa dépendance limitée à des ressources distantes (technologie, matières premières) et son fonctionnement de proximité, serait-il susceptible de contenir des éléments de réponse aux exigences actuelles d'une *économie désirable* ?

Loin de considérer l'économie artisanale comme « une stratégie durable par essence » (Buclet, 2014), il semble néanmoins crucial d'en interroger le potentiel pour maintenir des foyers locaux d'emploi, et pour stimuler des économies locales souvent fragiles en mobilisant des ressources matérielles et sociales disponibles à proximité. Cette interrogation pose aussi, en creux, la question des interventions nécessaires pour rapprocher les économies artisanales en Inde d'économies circulaires. Au sein de celles-ci, « le produit est réfléchi tout au long de son cycle de vie, de sa conception (plus respectueuse de l'environnement), sa consommation (préférer l'usage à la possession), et son recyclage (réinjection dans la chaîne de production) » (Le Moing, 2015).

Formulées ainsi, ces trois hypothèses permettent de porter un nouveau regard sur le régime productif des filières artisanales ordinaires. Elles questionnent le régime conventionnel dominant (Buclet, 2012) et ouvrent la voie à la possibilité d'envisager l'artisanat comme une des réponses possibles face aux enjeux d'une transition vers des modes de production plus écologiques, moins énergivores, et moins dépendants d'énergies fossiles. Ceci revient, en d'autres termes, à envisager des économies et des sociétés à basse production énergétique (Rossel, 1986, p. 70). Penser dans ce sens conduit également à considérer la possibilité d'une transition dans la sphère des rapports sociaux de travail, vers un renforcement et un respect du droit, vers des rémunérations plus justes, et vers une égalité des genres, etc.

Les idées de bifurcation et de transition, cette dernière désignant de manière générale « le passage d'un régime, ou d'un mode de fonctionnement à un autre, ceci se déroulant dans le

temps», sont ici mobilisées en référence à deux registres distincts : celui du « changement observé » d'un côté, et du « projet de société » de l'autre (Gonin, 2021). Leur usage dans ce travail permet d'éclairer le positionnement adopté, qui consiste à étudier les changements à l'œuvre dans les manières de faire et de produire des artisans et, sur cette base, à initier une réflexion exploratoire sur le sens qu'auraient la reconnaissance, la diffusion et la régulation des modes de faire artisanaux à la fois en termes économiques, sociaux et du point de vue des rapports qu'entretiennent les sociétés à leurs milieux.

Cette ligne d'interrogations est d'autant plus importante à explorer dans un contexte toujours dominé par « la production systématique d'irresponsabilité vis-à-vis de normes de consommation et de production socialement et écologiquement destructrices » (Brand et al., 2021, p. 40).

À partir de cas observés en Inde, elle ouvre un riche champ de réflexion sur les possibilités, les conditions et les limites selon lesquelles les modes productifs artisanaux actuels peuvent contenir les prémises d'un changement de nature, certes encore timide et peu conscientisé chez la plupart des artisans rencontrés, de la production économique et du travail, de relations avec l'environnement, et pourquoi pas, de révéler, y compris par leurs travers, des modes de résister, de s'adapter et de faire politique.

II.1. SITUER L'ARTISANAT DANS UNE RÉFLEXION SUR UNE ÉCONOMIE « DÉSIRABLE »

Adopter une telle perspective réflexive, qui invite à explorer les possibilités d'une économie artisanale *désirable*, suppose d'inscrire cette réflexion dans une interrogation sur des modèles économiques « alternatifs » : je retiendrai ici, parmi les nombreux courants qui composent ce domaine de la pensée et de l'action économique, celui de la « fonctionnalité », modèle selon lequel la valeur d'un produit résiderait dans sa fonction plus que dans sa possession (Bourg et Buclet, 2015). C'est en effet dans la fonction sociale et dans la valeur symbolique et d'usage des biens et des services que fournissent les artisans qu'il est possible d'interroger la capacité de l'artisanat à figurer entre les structures économiques majeures et les formes précaires de salariat, à produire de l'emploi et à s'insérer dans des marchés non au travers de seules innovations technologiques, mais sur la base de savoirs existants.

Pour envisager cette possibilité potentiellement audacieuse⁷⁹, il convient de préciser plus avant cette idée. D'une part parce que les principes qui prévalent à « l'économie de la fonctionnalité » sont très souvent appliqués dans le domaine des services mutualisés et concernent des formes de consommation collective plutôt que celles des biens produits. D'autre part parce qu'ils intéressent aussi les domaines de l'entreprise ou de l'industrie plutôt que celui de l'artisanat, *a fortiori* des formes d'artisanats ordinaires, situées dans un pays non occidental. Néanmoins, situer l'artisanat dans une réflexion sur un modèle productif voulu en rupture par rapport aux modèles

⁷⁹ Se prêtant à une interrogation proche de celle qui est proposée dans ce travail, Pierre Rossel considère l'artisanat comme « un facteur-clé d'un développement de la qualité de la vie [...], qui conjugue les aspects économiques, sociaux, politiques, écologiques et communicationnels de la vie des gens qu'il concerne » (Rossel, 1986, p. 168). Conscient de l'audace qui consiste à penser aujourd'hui « l'avenir de l'artisanat », il propose un retour sur la place de l'artisanat dans différents contextes sociaux et historiques, se prêtant pour cela à une discussion sur la catégorisation de cette activité et sur les conceptions successivement formulées par l'économie néoclassique, par le marxisme et par la théorie libérale. L'ouvrage dans lequel figure sa contribution, paru en 1986 (Barbey et al., 1986) constitue une référence incontournable sur ce thème.

dominants⁸⁰, offre un renversement des représentations généralement associées à l'artisan, qui le restreignent souvent à un rôle de producteur (au sens « d'engagé dans un travail de production ») omettant les fonctions qu'il occupe dans les rapports de sociabilités. Ce renversement confère à cette recherche une dimension exploratoire.

Dans la « tradition villageoise » indienne comme aujourd'hui, « l'artisan »⁸¹ remplit une fonction de service. En plus de fournir des biens matériels, il remplit un rôle central dans l'économie (agricole), ainsi que dans les sphères religieuses et domestiques. À l'heure actuelle, bon nombre d'artisans, sans pour autant disposer de la reconnaissance et du statut de Vishwakarma (voir encadré dans la partie I.1.1), continuent à occuper des fonctions utilitaires et symboliques importantes à l'échelle locale : les potiers étudiés dans la partie suivante vendent l'essentiel de leurs produits en terre cuite à des ménages. Leurs produits servent à stocker le grain et l'eau, à cuire et servir la nourriture. Ils fournissent également aux temples des objets en terre cuite utilisés pour faire brûler le *ghee** lors des rituels cérémoniels ou encore pour cuire et servir le *pongal**, services pour lesquels l'artisan-potier se verra, aujourd'hui encore, souvent rétribué en nourriture. La fonction servicielle des artisans, aussi ancienne et diverse qu'elle soit, demeure toujours significative dans le contexte des villes comme des villages de l'Inde. Le potier fabrique la vaisselle et les ustensiles dans lesquels les offrandes sont déposées aux divinités ; le pêcheur nourrit la population.

Dans le domaine de la pêche comme de la poterie, la fonctionnalité qui caractérise les artisans réside à la fois dans l'échange marchand et non marchand. En effet, le prix de vente des biens artisanaux ordinaires et la productivité sont souvent trop faibles pour assurer aux artisans-producteurs des revenus suffisants. Reconnaître aujourd'hui le travail artisanal comme un service, et leurs biens comme des biens fonctionnels, permettrait de déplacer l'artisanat du seul champ du marché pour l'inscrire dans celui, plus large, des relations sociales. Si cette dimension de l'artisanat est reconnue dans le contexte de la tradition associée, comme je l'ai montré dans la première partie, à l'Inde des villages, il s'agit de la penser dans son actualité et dans le contexte d'espaces de vie et de travail qui ont subi d'importantes transformations, à la fois du point de vue matériel et social, mais dont les sociabilités demeurent structurées par une économie servicielle.

Un autre caractère qui permet d'envisager l'artisanat de production comme une économie de fonctionnalité réside dans son rapport à la consommation en ressources. Comme l'indique Stahel, « l'économie de fonctionnalité, qui optimise l'usage ou la fonction des biens et services, se concentre aussi sur la gestion des richesses existantes, sous la forme de biens, de connaissances et de capital naturel. L'objectif économique en est de créer une valeur d'usage la plus élevée possible pendant le plus longtemps possible, tout en consommant le moins de ressources matérielles et d'énergie possible » (Stahel, 2010, p. 145).

Éprouver le caractère fonctionnel de l'artisanat constitue une manière de dépasser la rhétorique du déclin qui s'applique tant à l'artisanat qu'à la fonction productive des espaces (notamment urbains), maintes fois annoncé, à la fois à l'échelle globale et dans le contexte plus

⁸⁰ La perspective d'étudier cette question de manière approfondie nécessitera une analyse des différents modèles qui proposent de reconsidérer l'économie à l'aune de rapports sociaux moins hiérarchiques, d'autres rapports à la valeur, mettant notamment l'accent sur l'humain, l'écologie, etc. De premiers échanges ont été initiés dans ce sens dans le cadre de l'axe 2 du projet quinquennal du laboratoire ESO, avec des économistes spécialistes de la question. Ce travail fera l'objet d'approfondissements ultérieurs.

⁸¹ S'il semble difficile de désigner les artisans dans une catégorie englobante, sans précaution relative à leur appartenance sociale et de genre, cet usage permet d'insister sur le caractère théorique du rôle des artisans dans la tradition villageoise.

spécifique des pays en développement (Coronio, 1971; Dobb, 1979; Santos, 1975)⁸², avant d'être remise en cause par les faits. Les métiers artisanaux continuent d'être exercés, les artisans de vivre et leurs modes de production de fonctionner. Dans le contexte global récent, le déclin de la petite production dans sa forme classique est ainsi contrebalancé par un phénomène qui voit d'une part le maintien en nombre d'activités productives de petite taille et, d'autre part, l'émergence de « nouvelles filières » qui répondent à une demande grandissante émanant principalement des couches urbaines aisées.

La question de la permanence et de l'adaptation des filières et des métiers artisanaux dans le contexte de marchés de plus en plus concurrentiels et d'espaces soumis à de rapides et profondes transformations, conduit à les rapprocher des « petites productions marchandes » étudiées par la socioéconomie du développement il y a plusieurs décennies. Toutes deux couvrent la chaîne opératoire avec une faible division du travail⁸³, recourent à des sources d'énergie locale, et relèvent de modes de propriété et de relations de pouvoir singulières (Durand, 2018). Bien que de telles filières aient été souvent fragilisées et invisibilisées par la modernisation des systèmes productifs et par la concurrence accrue des économies sous l'effet de la globalisation, elles sont omniprésentes dans de nombreuses régions du pays. C'est le cas non seulement dans le domaine du textile et de l'habillement, largement dépendant d'une main-d'œuvre artisanale bien qu'aujourd'hui inscrit dans des dispositifs industriels, souvent au titre de la sous-traitance, mais aussi dans la fabrication de biens utilitaires ou *ordinaires*.

Ce double constat m'amène à formuler plusieurs interrogations : comment expliquer le maintien de la petite production artisanale dans des espaces où l'industrialisation, les politiques d'attractivité relevant de la nouvelle économie et, dans une moindre mesure, la resignification des valeurs éthiques associées au « faire » et au travail manuel n'ont à ce jour pas conduit à leur disparition ? Ce maintien est-il à mettre en lien avec l'utilité, voire la fonction, qu'occupent les artisans, fournisseurs de biens matériels autant que de services, dans la société ?

Bien que les statistiques disponibles ne permettent qu'une mesure indicative de l'envergure de l'artisanat et de sa place dans l'économie nationale indienne, ce domaine d'activité abrite une diversité de secteurs et de filières productifs. En outre, sa contribution économique et sa capacité à constituer des foyers d'emplois locaux sont loin d'être négligeables, comme le soulignait déjà Gérard Heuzé au début des années 1990, sur la base de plusieurs exemples situés dans des contextes urbains différents (1992). Enfin, hors du strict domaine de l'économie, la contribution de l'artisanat dans la vie sociale et politique est tout aussi importante, à l'échelle locale et régionale : le travail artisanal opère à l'échelle domestique ; il fonctionne aussi au travers d'associations professionnelles, de castes, en lien avec les institutions locales du gouvernement (*panchayats*), selon des modalités qu'il s'agira, dans ce mémoire, d'analyser de près (Partie III).

⁸² Pour de nombreux auteurs, les activités qui relèvent de la petite production, incluant les petits métiers artisanaux, sont vouées à disparaître sous l'effet du capitalisme industriel. Maurice Dobb évoque particulièrement « l'écroulement du particularisme urbain et la ruine des monopoles des corps de métiers, qu'il considère comme une condition de la croissance du capitalisme. Cette thèse est corroborée par les analystes de pays en développement, à l'exemple de Milton Santos qui indique que « les petits métiers se trouvent directement menacés par le courant de modernisation », et que « leur faire confiance pour épargner longtemps la masse des migrants est commettre une erreur lourde de conséquences » (Gonin, 2021). Un retour synthétique sur ces questions est proposé par Claude de Miras (Miras, 1984), qui souligne combien la disparition de l'économie marchande et de la société évoquée par Marx ne se rencontre pas dans la réalité, comme le notait déjà Rosa Luxembourg.

⁸³ Bien que les principes de la caste identifient des normes en matière de répartition des tâches, notamment selon le statut et le genre, mon observation a mis en évidence le caractère relatif de leur application, des normes pratiques s'appliquant le plus souvent dans les groupes d'artisans, le plus souvent appartenant à de basses castes.

Enfin, l'Inde, dans ses plus grandes métropoles, dans ses villes moyennes et dans des espaces dont l'économie est structurée par le tourisme, voit également poindre un renouvellement de l'offre productive artisanale. Celui-ci se traduit dans le domaine de l'artisanat dit *traditionnel* ou *ordinaire*, c'est-à-dire destiné à une consommation domestique, quotidienne. Il peut aussi être observé dans celui de biens relevant de l'économie culturelle (meubles, objets de design et de décoration, etc.) qui s'adressent de manière privilégiée à des couches urbaines aisées et à une clientèle touristique, en pleine expansion. À ces domaines correspond aussi de plus en plus un engagement culturel pour la consommation de produits fabriqués localement, qu'ils soient alimentaires ou artisanaux. Il y a donc ici matière à penser un continuum de l'ordinaire au culturel.

L'intégration des différentes filières artisanales dans des systèmes productifs distincts, sous des formes non agglomérées⁸⁴, et leur distribution dans des lieux variés, depuis l'espace du quotidien jusqu'à des marchés lointains, comptent parmi les éléments qui devront être examinés en détail. Cet examen permet non seulement d'étudier leur fonctionnement interne, mais aussi d'envisager leur place à la fois vis-à-vis des dynamiques de transformation des espaces, et des politiques économiques et urbaines.

Face à la résurgence de l'artisanat de production observée dans le monde, d'autres questions peuvent être soulevées. Quel ménage ne possède pas aujourd'hui, dans son intérieur, des biens matériels artisanaux ? L'acquisition de ces biens est loin de seulement concerner les foyers urbains les plus aisés. Les ménages ruraux, en Inde comme ailleurs, sont tout aussi enclins à se procurer de tels produits, par attachement à la tradition, par goût des objets bien faits, ou tout simplement pour la longévité de ce matériel. À travers les outils agricoles ou domestiques, le mobilier de bois, les meubles ou les objets de décoration, les souvenirs d'un séjour touristique parmi d'autres biens achetés dans une boutique « ethnique », l'artisanat, brut ou transformé, occupe une place de choix dans la consommation des ménages, ceci à travers le monde. Ce constat oblige à considérer non seulement l'évolution des goûts et des modes de consommation, mais aussi la permanence de pratiques anciennes dont l'usage perdure ou résulte de resignifications du « fait main », ou du local.

Une autre question concerne la place de l'économie productive en ville, qui met en évidence les efforts récents, soutenus par de nombreux pouvoirs publics urbains, pour un retour de la production de petite échelle dans l'espace urbain. En dépit d'être à ce jour principalement le fait de grandes métropoles, ce phénomène n'est pas sans lien avec cette recherche sur l'artisanat⁸⁵. Tandis que ce mouvement, notamment traduit par un « engouement pour repenser les lieux du travail (*coworking*), de la rencontre, de la créativité et de l'innovation (tiers lieux, *hackerspace*, *living lab*) ou de la fabrication d'objets (*makerspace*, *fab lab*) » (Ambrosino et al., 2018) conduit à la création de dispositifs et de nouveaux espaces du « faire ».

Avant d'engager une réflexion de plus grande envergure susceptible d'articuler ces mouvements avec le questionnement que propose le présent travail⁸⁶, il s'avère nécessaire de

⁸⁴ Les formes d'artisanat interrogées dans ce travail sont loins du modèle des clusters agglomérés, ou de celui de quartiers spécialisés produisant « dans des créneaux d'excellence pour une économie mondialisée (Bagnasco, 1999 ; Benko, 2000) » (Froment, 2015). Ils s'étendent à l'échelle régionale, à la fois inscrits dans des localités urbaines, périurbaines et villageoises.

⁸⁵ Cette perspective, qui dépasse le cadre de ce travail, pourra faire l'objet de suivis de travaux d'étudiants français. Elle permettra d'interroger ailleurs que dans le terrain mobilisé ici, les efforts menés en matière de réaffirmation de la fonction productive des villes.

⁸⁶ L'écriture de ce travail a notamment donné lieu à la préparation d'un module d'enseignement traitant de la question productive en ville. Elaboré à partir d'un état de l'art récent et des réflexions menées au travers d'échanges avec l'équipe « Urban Production » du laboratoire Metrolab à Bruxelles, notamment à l'occasion d'un colloque organisé sur ce thème

revenir sur la catégorisation de l'objet artisanat dans le contexte indien. Le caractère protéiforme des activités productives de petite échelle, desquelles relève généralement l'artisanat, rend le travail de définition des contours de ce terme compliqué, comme l'ont souligné de nombreux auteurs notamment dans les contextes africains (Hugon, 2014 ; Buob, 2009) et sud asiatiques (Heuzé, 1992). En Inde comme ailleurs, les catégories analytiques et statistiques relatives à ces productions sont souvent inadaptées, pour ne pas dire inopérantes, face au « milieu concret, tout de nuances, de transitions et de mélanges dont [elle] ne rend compte que de façon imparfaite » (Heuzé, 1992, p. 6). Il convient donc, à ce stade, de poser quelques repères terminologiques permettant de préciser la manière dont est ici mobilisée la catégorie générique d'artisanat, et d'en dessiner les traits essentiels dans le contexte indien, en partant d'une interrogation spécifique sur ses formes *ordinaires*⁸⁷.

Les biens artisanaux et les marchés auxquels ils sont destinés, qui vont des biens domestiques/utilitaires aux biens orientés vers les marchés de l'innovation et de l'économie culturelle et patrimoniale, doivent être abordés ensemble, comme les deux faces d'une même pièce. En Inde comme ailleurs, les filières artisanales et les artisans sont en effet susceptibles de *se déplacer* et de modifier aussi bien leurs pratiques et leurs techniques productives que leurs positionnements vis-à-vis des marchés en fonction des contraintes ou de leurs capacités à mobiliser des ressources leur permettant d'améliorer leur condition professionnelle. Loin de résister à des situations ou à des contextes changeants, les artisans sont aussi enclins à s'adapter, à anticiper la demande, voire à la créer.

Ces mécanismes d'adaptation reconnus obligent à dépasser les formes d'assignation figées « à la tradition » de l'artisanat (rural) indien, et celles qui opèrent une *distinction* entre artisans pauvres, travailleurs artisanaux et entrepreneurs culturels. Afin de m'affranchir de ces dichotomies, je prends le parti d'aborder l'étude des filières artisanales à partir de ses figures pouvant être qualifiées d'*ordinaire*, en ce qu'elles produisent des biens de consommation utilitaires destinés à un marché domestique. Afin d'éviter toute catégorisation qui figerait des trajectoires flexibles, il convient aussi d'analyser de quelle manière ces productions ordinaires sont susceptibles, dans certains cas, de cheminer vers des formes de production de biens *remarquables*, orientées, elles, vers des marchés de niche en pleine expansion. Il s'agit ainsi de décrire des trajectoires d'artisans qui, au gré des opportunités et des contraintes, s'engagent ou sont entraînés dans des trajectoires professionnelles mouvantes.

Dans un deuxième temps, j'analyserai les transformations de l'artisanat en lien avec les changements structurels de l'économie, et celles qui se traduisent dans le contexte du mouvement d'urbanisation. Ceci m'amènera à exposer les tenants d'une approche des mondes de l'artisanat de production en prêtant une attention particulière aux configurations matérielles, sociales et politiques qu'ils produisent. La dimension spatiale, transversale, permet de porter l'attention vers des lieux où l'économie productive et ses filières sont traversées de changements multifformes.

Cette approche embrasse ainsi l'étendue des mondes artisanaux dans leurs relations multiples à l'espace, notamment en termes de localisation, d'ancrage territorial et de circulation. Dans les dynamiques artisanales, l'espace doit tout à la fois être appréhendé comme le lieu où sont

(<https://www.metrolab.brussels/events/conference-urban-production>), cet aspect de la question définit une perspective d'analyse qu'il s'agira de développer à la suite de ce travail.

⁸⁷ Comme le souligne Antti Leppänen à propos du petit commerce en Corée, les activités artisanales dites « ordinaires » sont celles qui ne font pas partie « des propriétés sociales que la valeur de marché peut étendre et convertir, bien qu'elles représentent des fabrications culturelles politiquement et socialement appréciées » (Leppänen, 2007).

contenues les ressources nécessaires à la production, un espace normé juridiquement, comme celui dans lequel s'inscrivent les relations de travail et, enfin, celui où opère le processus productif. C'est aussi dans un espace social éminemment politique que se jouent des enjeux d'ordre économique et des rapports de classe, de genre, de caste, et plus largement des rapports à la société et au divin. S'il constitue parfois un lieu d'inclusion et de fabrication de liens relationnels, l'espace de l'artisanat est aussi un espace duquel bon nombre d'artisans sont déplacés, relégués ou marginalisés par les forces du marché, de la politique, et de l'urbanisation.

En proposant d'analyser l'artisanat ordinaire *par l'espace*, ce travail souhaite engager l'étude de son fonctionnement interne et de ses interactions avec les dynamiques écosystémiques et politiques de son environnement. Les rapports entre humains et nature, mises en évidence notamment par R. B. Norgaard (cité par Levrel & Missemer, 2020) invitent à placer l'artisanat à la fois face aux enjeux de la transition urbaine, et face aux défis sociaux et écologiques qui se posent, en Inde, dans un contexte où les modèles économiques dominants semblent peu enclins, au vu des orientations politiques actuelles, à être remis en cause.

Voici, résumés, les grands enjeux auxquels ce travail s'intéresse. Le cadre d'analyse qui permet de la déployer s'articule autour de trois dimensions de l'artisanat :

- D'abord, je conçois l'artisanat dans son rapport à l'espace matériel, envisagé comme un lieu où l'artisan puise ses ressources primaires et dont il dépend pour assurer son activité, mais aussi comme un espace dans lequel il travaille ;
- Ensuite, j'appréhende l'artisanat à l'aune de son inscription dans un espace social, de vie et de travail, où l'artisan établit des relations sociales bien au-delà de sa seule dimension économique ;
- Enfin, j'envisage les liens qui articulent l'ensemble du dispositif artisanal avec les instances institutionnelles et politiques : celles qui relèvent l'État, du marché, incluant les organisations de la société civile et politique qui mettent en mouvement ces filières.

Ces trois volets d'analyse, *matériel, social et politique*, serviront de fil rouge pour analyser ensemble, en les rapprochant, les deux filières artisanales sur lesquelles je me concentre, et qui s'inscrivent dans l'agglomération urbaine de Pondichéry et dans ses franges situées dans l'État du Tamil Nadu :

- L'artisanat de la poterie en terre cuite, activité productive ancienne et qui s'étend, encore aujourd'hui, dans les villages autour de Pondichéry et au cœur de la ville ;
- La pêche artisanale, structurée autour de biens de consommation alimentaires, dont l'activité et les métiers associés constituent une spécialisation économique ancienne pour de nombreuses localités situées le long du littoral dans le Territoire de l'Union de Pondichéry et à ses abords.

Ces deux activités connaissent des transformations majeures, mais différenciées, liées aux effets multiples associés à l'urbanisation rapide. L'enquête qui permet de construire le support exploratoire de ce travail propose l'analyse de ces filières et des multiples transformations qui les traversent, qui s'expriment sous la forme de contraintes directes ou indirectes (accès aux ressources, espace utilisé comme support fonctionnel de l'activité productive, conditions économiques), matérielles ou politiques.

À travers ce projet, il s'agit :

(1) D'analyser le fonctionnement de ces filières productives, depuis les ressources matérielles brutes mobilisées par les artisans, qu'ils puisent souvent dans leur environnement proche;

(2) De s'intéresser ensuite aux techniques utilisées, aux logiques sociales qui prévalent à l'organisation de la production et à leur condition de travail, afin d'analyser les relations de cette économie au marché, en observant, notamment, leur adéquation aux conditions économiques imposées par la concurrence, maître-mot du capitalisme global (Durand 2018) ;

(3) D'observer ces dynamiques à l'aune d'une analyse des contraintes, des régulations et des conflits qui opèrent dans ce secteur. Cette démarche, politique, se concentrera sur les cadres et les orientations formulés à la fois par l'État, et par les nombreuses instances de la société telles : les associations de castes et de métiers, les organisations non gouvernementales, etc.

II.2. PENSER L'ARTISANAT DEPUIS SES FORMES ORDINAIRES : PRECISIONS TERMINOLOGIQUES ET ENJEUX DE CATEGORISATION

La production d'un récit sur l'artisanat dans ses relations à l'ordinaire et au changement en plaçant la focale sur les rapports matériels, relationnels et politiques à l'espace invite en premier lieu à situer l'activité artisanale dans le cadre des réflexions menées sur la question de l'économie productive de petite échelle.

En effet, l'artisanat indien partage nombre de traits communs avec les « petites » économies analysées dans les années 1980-90 dans le domaine de la socioanthropologie du développement. Ce rapprochement a permis, au fil des années et des contextes, d'identifier des tendances structurelles toujours en œuvre. Il met aussi en évidence des changements récents dans les conditions de vie des artisans, et dans les configurations productives de l'activité. Revenir sur les débats d'idées que posent les petites productions marchandes semble donc pertinent pour penser les réalités contemporaines de l'artisanat en Inde.

Dans son acception générale qui colle très bien avec la réalité indienne, l'artisanat (en anglais *Craft*⁸⁸) désigne une pratique de fabrication principalement manuelle, mobilisant des techniques et des processus généralement peu mécanisés. Un même terme est utilisé pour décrire un mode localisé de production et une organisation du travail considérée comme distincte de l'industrie, même si certaines industries de fabrication incorporent depuis toujours des procédures dites artisanales (Durand, 2018). En Inde, on éprouve souvent une grande difficulté à distinguer clairement les activités et les secteurs industriels et artisanaux, qui semblent plus souvent articulés que distincts (Haynes, 2012). Avant de le situer dans la démarche de recherche adoptée dans ce travail, il importe donc de poser quelques éléments de définition de l'artisanat.

⁸⁸ Bien que le mot anglais *Craft* soit généralement traduit en français par « artisanat », il recouvre dans le contexte anglophone une multiplicité de sens. Pour des réflexions autour de sa définition, voir (Brulotte & Montoya, 2019).

II.2.1. L'enjeu de définir et qualifier l'artisanat

À l'échelle du monde, l'activité artisanale rassemble une grande diversité de métiers, de compétences et de savoir-faire, de trajectoires sociales et professionnelles et de logiques productives. Il semble ainsi difficile d'en délimiter précisément les contours et de proposer une catégorie d'analyse homogène, comme en témoigne l'absence de consensus relatif à la classification du secteur artisanal en Inde (I.3). Par ailleurs, distinguer le secteur artisanal d'autres sphères productives est délicat, tant le terme renvoie à une pluralité de filières et de pratiques souvent imbriquées (Girard, 2020 ; Rossel, 1986). Enfin, il s'avère compliqué de circonscrire le travail artisanal dans le champ de l'économie, les filières qu'il couvre combinant un florilège d'activités et de métiers. Ceci explique, une fois encore, leur invisibilité statistique (Froment, 2015). En Inde, les statistiques nationales situent la sphère de l'artisanat dans le secteur secondaire. Elle se distingue donc de l'économie des services (secteur tertiaire), alors que ces deux secteurs sont aujourd'hui plus que jamais intimement imbriqués (Daniels & Bryson, 2002 ; Illeris, 1996). Qu'elle concerne les pays du Sud ou du Nord, la littérature sur la question de l'économie productive à petite échelle met en évidence la coexistence de différents circuits de production artisanale qui se mêlent aux activités de service, ciblant des marchés différenciés domestiques, internationaux ou de niche.

Face à la difficulté de définir clairement l'artisanat et de le distinguer d'autres formes d'économie productive, il convient d'adopter une conception fonctionnelle du terme, qui se veut opérationnelle et non dogmatique (Monteix, 2011). Ainsi, l'artisanat peut être qualifié de « processus de travail par lequel des personnes possédant un savoir-faire spécifique et travaillant directement sur des matières premières ou des produits semi-finis les transforment en objets fabriqués selon des schémas et des projets prédéfinis et partagés par la communauté, destinés à étendre le champ de production en dehors de la communauté » (Santoro, 2004).

L'artisanat s'inscrit donc dans le champ des activités de production employant peu de personnes, engagées dans un travail de fabrication de biens matériels qui requiert de faibles ressources technologiques.

Les systèmes productifs marchands localisés sont souvent désignés au moyen d'expressions telles que « petits métiers urbains » ou « petite production marchande ». Pourtant, érigé en thème de discussion dès la fin des années 1970 dans la sphère francophone de l'anthropologie et de la socioéconomie du développement sur la base de recherches menées dans plusieurs contextes urbains africains, l'usage du qualificatif « petit » pose question. Pour les auteurs eux-mêmes, ce terme semble peu explicatif, voire péjoratif. Il limite les formes productives de faible envergure à la figure d'économies de subsistance (Miras, 1980), assignant aux artisans l'image de travailleurs marginalisés, aux trajectoires sociales et professionnelles précaires.

Le choix d'une terminologie appropriée est notamment au cœur des interrogations de l'économiste du développement Philippe Hugon (2014) lorsqu'il revisite, près de quarante ans après, les travaux menés par un groupe de chercheurs rassemblés au sein de l'IEDES et de l'Orstom* sur la thématique de la « petite production marchande ». À cette occasion, il dresse un panorama des termes utilisés dans les années 1980 pour qualifier les activités productives marchandes de petite échelle. Certains soulignent le caractère informel de ces structures économiques et insistent sur leur nature « parallèle », « souterraine », « non enregistrée » ou encore « spontanée » (Lachaud & Penouil, 1985). D'autres, quant à eux, les identifient comme les

expressions d'économies « populaires » (de Soto, 1994) ou « de bazar » (Geertz, 1978). D'autres enfin n'hésitent pas à recourir à des terminologies hybrides telles que : « économie populaire spontanée » (Miras, 1984 ; Morice, 1985) ou « économie populaire urbaine » (Bugnicourt, 1973). Ceux-ci mettent souvent en exergue leur volet marchand : « petites activités marchandes » ou « petite production marchande » (Hugon, 1982 ; Hugon et al., 1982), délaissant le registre terminologique de la production, alors qu'elle figure au cœur de ces économies.

L'utilisation plus récente d'expressions comme celles « d'économie sociale et solidaire » ou « d'économie circulaire » traduit la persistance d'un flou terminologique qui reflète l'hétérogénéité des temporalités, des contextes de référence et des positionnements, mais aussi des activités concernées.

L'une des questions qui a longtemps opposé les chercheurs est celle de la place de ces activités dans le système capitaliste. Considérant ces unités productives comme étant situées, selon les cas et les périodes, *au sein* ou *à côté* de ce système, il apparaît pertinent de les approcher comme des activités « péricapitalistes », fonctionnant en parallèle du système capitaliste, pour reprendre la formule d'Anna Lowenhaupt Tsing (2017). Ce terme semble plus juste que ceux qui évoquent de supposés caractères « réels » ou « authentiques »⁸⁹ de ces formes économiques. Il paraît aussi plus précis que celui des « *actually existing economies* »⁹⁰ employé plus récemment (Didier, 2015).

Reste, comme le souligne Barbara Harriss-White à propos de l'Inde, que ces activités sont souvent caractérisées par des marchés « *mud-floored* » (litt. « chaussées de boue », en opposition aux marchés reposant sur des structures pérennes, ou « *marble-floored* ») (Harriss-White, 2003). Cette métaphore, de même que l'opposition sur laquelle elle s'appuie, apparaît simplificatrice, voire erronée. Elle associe les acteurs et économies artisanales à des valeurs passéistes, fragiles, largement surannées, mettant, d'une part, l'accent sur leur caractère archaïque et les opposant, d'autre part, en tous points, à des activités industrielles, supposées solides et modernes. Les analyses caractérisant ce type d'activité comme une « économie de *bazar* » (Geertz, 1978) paraissent plus spécifiques. Là, prévalent des systèmes relationnels socialement spécialisés, qui fonctionnent selon des principes hiérarchiques et clientélistes, tout en étant mus par des flux d'informations et des jeux économiques révélant des modes d'échanges empreints des formes dominantes du capitalisme.

L'ensemble des débats autour de ces travaux sur la petite production entrepris depuis les années 1970, n'ont mené à aucun consensus. Plus encore, il est à déplorer que la richesse des réflexions portant sur la structuration et les dynamiques de systèmes éminemment complexes tant du point de vue de leurs modes de production que de leurs ancrages sociaux et des comportements, pratiques et organisations de leurs acteurs ait été, à partir du milieu des années 1980⁹¹, progressivement mise de côté, pour centrer les discussions autour de leur aspect *informel*. Or, ce qualificatif est là encore peu explicatif, voire biaisé. Il ne rend pas compte d'une des dimensions centrales permettant de penser l'artisanat dans ses dynamiques : celle de l'espace, envisagé ici dans ses formes matérielles comme dans le substrat social et politique qui le définit.

⁸⁹ Barbara Harriss-White souligne combien ces termes sont inadéquats : le terme « réel » ne permet en aucune manière de distinguer l'activité productive du capital financier, tandis que le qualificatif « authentique » supposerait que l'économie dominante serait « inauthentique ».

⁹⁰ Ce terme est employé par les tenants d'un courant de pensée sur l'« *actually existing neoliberalism* », c'est-à-dire tel qu'il opère concrètement, localement, dans les faits et les formes. Le mémoire d'habilitation à diriger les recherches de Sophie Didier, intitulé « Temps et pouvoirs dans la ville », en propose une synthèse très utile (Didier, 2015).

⁹¹ Notamment dans le domaine de la socio-économie du développement, particulièrement prolifique sur ces questions.

II.2.1.1. Penser l'artisanat au prisme des petites productions marchandes

Les recherches francophones sur le secteur de la petite production (notamment en milieu urbain) ont émergé à partir de travaux initiés à la fin des années 1970 sur le continent africain par des chercheurs rassemblés autour de l'IEDES⁹². En 1977, la publication d'une étude économique et anthropologique en deux volumes⁹³ sur le rôle joué par les activités de petite production, secteur d'activités en expansion en milieu urbain en Afrique, ouvre la voie à un débat animé.

Un colloque organisé l'année suivante (1978) par la même équipe, permet de confronter les points de vue de chercheurs issus d'horizons disciplinaires et géographiques variés. Les points de discussion portent sur «le dualisme sectoriel ou forme de production indépendante», sur les thèmes de «l'artisanat et l'accumulation», sur le «chômage déguisé ou la segmentation du marché du travail», et sur la «marginalité ou l'armée de réserve» (c.-à-d. du capitalisme) (IEDES, 1979, p. 411). Partant du concept de «formes de production», les chercheurs abordent la «petite production marchande». Ils l'envisagent comme étant «intermédiaire entre les petits services et productions de simples valeurs d'usage et les activités capitalistes» (IEDES, 1979, p. 412). Les discussions donnent jour à plusieurs interprétations du concept : «les uns le rattachent à un courant marxiste ou marxisant, d'autres au contraire, y voient un objet pouvant être analysé par plusieurs courants doctrinaux» (IEDES, 1979).

Deux lignes principales d'analyses s'opposent. Les unes sont profondément ancrées dans les théories de la marginalité ; les autres dans les thèses fonctionnalistes. La première voit dans la petite production marchande une survivance de formes de production dépassées et appelées à disparaître. Fondées sur la théorie de la marginalité (Quijano, 1972), ces formes économiques résistent dans le contexte d'un capitalisme périphérique caractérisé par une «prolifération d'activités parasites, refuge, essentiellement tertiaires» (Hugon, 2014) qui aboutissent à un néodualisme, formalisé par une série de dichotomies entre économie de bazar et économie de marché ; entre secteur traditionnel et secteur moderne ; entre secteur informel et secteur formel ; entre circuit inférieur et circuit supérieur ; entre secteur irrégulier et secteur régulier (Le Bris & Salem, 1979). L'autre analyse, de type fonctionnaliste, conclut, elle «à la soumission, sans destruction, des modes de production précapitalistes au mode de production capitaliste» (Hugon, 2014, p. 22). Contrairement à la théorie précédente, elle considère que ces activités occupent une fonction dans le système capitaliste, soit dans le cadre d'un «transfert de valeur du mode de production précapitaliste vers le mode de production capitaliste (Meillassoux, 1977 ; Amin, 1974)» (Hugon, 2014, p. 22), soit au travers des caractères du secteur informel. Celles-ci apportent de la flexibilité au capitalisme, en réduisant le «cout de la reproduction socialisée de la force de travail en prenant à sa charge les pré-, post- et non-productifs [et] en évitant les dépenses de protection sociale ou en produisant des biens salariaux à des prix inférieurs aux marchandises capitalistes (Freysinet, 1976)» (Hugon, 2014).

L'étude des formes d'imbrication entre les secteurs de la petite production et les économies de type capitaliste représente une avancée certaine dans ce débat. Néanmoins, tout en s'éloignant des modèles d'interprétation dualistes opposant un secteur dit capitaliste (moderne) à un secteur

⁹² IEDES : Institut d'Étude du Développement Économique et Social, <https://www.pantheon.sorbonne.fr/ufr/iedes/>

⁹³ Ce volume traite de la petite production marchande et l'emploi dans le secteur « informel ». Il interroge le cas africain. Coordonné par Philippe Hugon, Nhú Le Abadie et Alain Morice, il compte avec la participation de Anne Alouis, Nguyễn Trọng Nam Trần, Nguyễn Tinh Nghia, Victor Ayassou et Olivier Bertrand.

dit « traditionnel » ou « de subsistance », ainsi que des modèles dits *trialistes*^{94xvii}, le débat reste enfermé dans le paradigme développementaliste, dont la grille de lecture considère toute trajectoire économique différente comme un « retard » ou une étape devant mener à la modernité occidentale. Dans le sillon de ce paradigme, l'émergence de la question de l'informalité peut constituer un frein à toute compréhension alternative de ce qui fait la singularité de ces univers productifs : leur « enclassement social » dans des espaces distincts. Ainsi, la cristallisation du débat sur l'informel appauvrit non seulement la compréhension de ces activités économiques, mais aussi plus largement, celle des sociétés et des espaces dans lesquels elles s'inscrivent.

II.2.1.2. La cristallisation du débat sur l'informel ou la relégation du social dans la production économique

L'informel, entendu comme caractère majeur de l'emploi économique de la petite production dominera, à partir de la fin des années 1980, les débats inhérents au fonctionnement de ces économies, aux formes et conditions de travail qui les caractérisent, ainsi qu'à leurs relations aux marchés et à l'État⁹⁵. Ceci a eu pour conséquence de restreindre considérablement la richesse des questionnements relatifs aux relations sociales qu'elles activent, leurs multiples liens à l'espace de production, de circulation (des biens, des objets et des clients) et de consommation, omettant de ce fait leurs logiques politiques internes. Ces aspects, pourtant présents dans les travaux anthropologiques depuis Marcel Mauss, Clifford Geertz ou plus récemment Keith Hart⁹⁶, ont progressivement été relégués au second plan, au point de tomber progressivement en désuétude. Les notions qui permettaient jusque-là de souligner la diversité des processus à l'œuvre *dans* et *autour* des activités productives de petite échelle se retrouvent dès lors négligées. C'est notamment le cas de l'expression « petite production marchande », définie dans les années 1980 comme

un ensemble d'unités de production à petite échelle, sans comptabilité, où le salariat est absent (ou limité), où l'activité est vulnérable, où le capital avancé est faible, mais où il y a néanmoins circulation monétaire et production de biens et services payants. Les règles, normes sociales et conventions dominantes sont appréhendées au prisme des normes et relations coutumières, hiérarchiques et paternalistes en vigueur dans les milieux respectifs dans lesquels sont inscrits les producteurs-artisans. Ces

⁹⁴ L'interprétation *trialiste* suppose une superposition entre secteurs traditionnel, intermédiaire et moderne (Steel & Snodgrass, 2009). Plutôt que d'opposer le formel et l'informel, elle envisage l'économie comme étant le produit de secteurs imbriqués, identifiant donc des catégories ambivalentes et des pratiques d'acteurs « à la fois insérées dans le marché et prises dans des réseaux sociaux » (Le Bris & Salem, 1979). Néanmoins, elle reste très largement enfermée dans un paradigme développementaliste, qui conduit à penser les initiatives économiques comme devant suivre une trajectoire vers la modernité occidentale. Tout écart à cette dynamique est présenté comme un « retard ».

⁹⁵ Parmi les nombreuses synthèses sur la question figure la rétrospective de la pensée économique sur le dualisme formel-informel dans la pensée économique depuis les années 1940 proposée par Christine Clément (Clément, 2015). Elle fait état du passage de la notion de « secteur » informel, communément attribuée à Michael Hart dans ses travaux sur le Ghana et pensée en relation avec un secteur dit formel (dans une approche très longtemps dualiste), à celle d'« économie » informelle qui, au début des années 2000, élargit la perspective, en se référant « à toutes les activités économiques des travailleurs et des unités économiques qui ne sont pas, en droit ou en pratique, couvertes ou insuffisamment couvertes par des dispositions formelles. Leurs activités ne sont pas incluses dans la loi. Cela signifie qu'elles opèrent en dehors de son champ d'application formel ; ou elles ne sont pas couvertes dans la pratique, ce qui signifie que bien qu'elles opèrent dans le champ d'application formel de la loi, la loi n'est pas appliquée ou n'est pas respectée ; ou encore, la loi décourage son respect parce qu'elle est inappropriée, contraignante ou impose des coûts excessifs » (International Labour Organisation, 2014).

⁹⁶ L'anthropologue Keith Hart est pionnier dans la réflexion relative aux systèmes relationnels. L'appropriation de ses travaux par l'OIT, dont les préoccupations développementalistes visaient lutter contre l'informalité, a contribué à appauvrir l'analyse des logiques sociales au sein desquelles s'inscrivent les relations de travail et les pratiques économiques.

relations renvoient à la pluralité des droits et des normes juridiques qui caractérisent notamment les sociétés africaines.

(Hugon, 2014, p. 19)⁹⁷.

Prenant acte des effets de la modernisation sur ces activités, les auteurs insistent sur les transformations du marché et des trajectoires productives et commerciales qu'elles induisent. Mais au lieu de proposer une catégorisation englobante, ils s'attachent à souligner leur diversité, distinguant les activités qui répondent à une demande émanant de classes sociales à hauts revenus et celles qui demeurent dominées par des exigences de survie d'individus pauvres (« petits intermédiaires, créateurs de divisibilité pour des catégories à faible pouvoir d'achat, récupérateurs de produits usagés »), et les formes modernisées, qui se rapprochent de formes *anciennes* d'échanges économiques (Hugon, 2014, p. 19).

Chantal Bernard, dont la réflexion s'appuie sur des travaux menés en Algérie, qualifie ces dernières de « non-exploiteuses » (Bernard, 1980). Les prix des biens produits, fixés en référence au marché, mobilisent de faibles moyens technologiques, un personnel limité et fonctionnent sur des capitaux restreints. Par cette expression, l'auteure fait à la fois référence à des métiers « traditionnels », artisans « travaillant seuls ou en compagnonnage familial et n'ayant peu ou pas de relations avec le secteur d'État (bijoutiers, potiers, petits céramistes) », et à des activités productives dites *modernes*, orientées vers des services⁹⁸. Elle insiste aussi sur l'idée que la diversité des filières économiques observées dans le contexte algérien atteste le fait qu'elles ne peuvent être considérées comme de seules survivances du passé : elles sont aussi des formes de production récentes. Ceci, selon l'auteure, distingue ces activités d'autres petites activités marchandes⁹⁹, et réside non pas dans leur taille (voulue modeste pour, écrit-elle, « rester en famille »), mais par le fait qu'elles n'exploitent pas, au sens capitaliste du terme, ses travailleurs (Bernard, 1980, p. 310). Leur maintien dans le contexte de l'Algérie post-Indépendance, où domine un modèle économique de type socialiste, « n'obéit pas à un choix conjoncturel, mais à un choix idéologique » (Charge nationale du FLN, cité par Bernard 1980). Il s'expliquerait par une prise de position de l'État en faveur d'activités qui ne participent pas à l'exploitation des travailleurs, et ne visent pas à répondre aux seules ambitions du secteur privé :

Le socialisme reconnaît la propriété privée non-exploiteuse et l'intègre dans la nouvelle organisation sociale [...]. Outre les biens d'usage personnel ou familial, elle comprend les petits moyens de production ou de services qui peuvent être exploités soit à titre individuel, soit à l'aide d'une main-d'œuvre restreinte. Ainsi définie, la propriété non exploitée permettra, même au stade plus avancé de la société socialiste, le maintien de tout un éventail d'activités socialement utiles, telles que : l'artisanat de production

⁹⁷ Philippe Hugon, qui a pris part aux débats sur cette question, propose en 2014 un retour réflexif sur les apports et les limites des réflexions menées dans les années 1980. Les pages qui suivent restituent en partie les discussions sur la notion de « petite production marchande ».

⁹⁸ Réparation, confection de produits destinés à être eux-mêmes utilisés dans des processus productifs industriels, de type textile, chaussures, conserves alimentaires, etc.

⁹⁹ L'auteure distingue aussi ces activités non-exploiteuses de la petite production marchande non intégrée ou clandestine, qui, bien qu'intégrées à cette catégorie selon plusieurs aspects (petite échelle, envergure limitée du marché, faible niveau technologique), concerne des services personnels souvent informels, voire illégaux, activités effectuées « à la sauvette, sur le trottoir des villes, le long des routes » (Bernard, 1980, p.311). Les contours de cette distinction mériteraient d'être discutés, renvoyant au débat sur les rapports qu'entretiennent illégalité et informalité, ce à quoi s'attachent plusieurs travaux, dont ceux menés dans le cadre du programme Inverses (Inverses et al. 2016).

ou de service ; le commerce de détail ; la petite propriété du paysan ou de l'éleveur ; l'unité du petit fabricant ou du petit entrepreneur de travaux.

(Bernard, 1980, p. 318).

Comme d'autres, C. Bernard situe ces activités « à la frange du non-marchand car il s'agit le plus souvent d'une petite production de biens et services dont le prix est déterminé davantage par un rapport personnel entre le producteur et le consommateur qu'en référence au prix du marché; en fait, la situation n'est pas toujours claire et peut se combiner avec des formes tout à fait marchandes » (Bernard, 1980, p. 309). Elle mentionne aussi la faible envergure de leur rayonnement commercial, limité à un réseau réduit destiné le plus souvent à assurer un complément de ressources aux familles lorsque le revenu principal est insuffisant.

Lorsque Philippe Hugon se prête en 2014 à un retour sur les débats inhérents à ces activités, à leur analyse transversale et à leurs désignations, le contexte intellectuel a profondément changé. Le champ de l'économie du développement, de même que les approches se référant à l'anthropologie économique « marxiste, voire paulinienne », ont perdu de leur influence. Ce sont désormais des réflexions sur l'informel, sur la pauvreté, les inégalités, ou sur la montée en puissance des classes moyennes qui prédominent (Hugon, 2014, p.23). Malgré le caractère urgent de ces questions, P. Hugon voit dans ce mouvement une restriction du champ des connaissances sur un sujet dépassant largement le domaine de l'économie :

Lieu d'innovation ou d'adaptation, d'ingéniosité et de créativité, les économies populaires urbaines continuent de constituer des modes de vie et de survie de la majeure partie de la population. Elles permettent de satisfaire des besoins fondamentaux non couverts par les systèmes officiels : se nourrir, se loger, se vêtir, se former, se soigner, se déplacer ou se distraire »

(Hugon, 2014, p. 26).

Ainsi, qu'elles se placent, vis-à-vis de l'État ou du système économique dominant, dans des situations de subordination et de concurrence, ou qu'elles émergent en réponse à une demande en biens ou besoins non satisfaits, ces activités sont marquées par une diversité de logiques productives, de formes de travail et de normes sociales. Elles sont aussi caractérisées par une variété de places dans le circuit économique et par une multiplicité de formes et pratiques politiques qu'elles structurent. Ces singularités nécessitent d'être analysées de près et dans leur actualité car, en dépit des nombreux bouleversements qu'elles ont rencontrés, elles persistent.

II.2.2. Appréhender la diversité de l'artisanat : de l'ordinaire au remarquable

Afin de contourner la difficulté de qualifier l'artisanat de production de petite taille, ces formes productives seront envisagées à partir de filières spécifiques mettant en évidence la diversité des trajectoires sociales et professionnelles possibles, mais aussi celle des modes de production et de mise en marché. Afin de rendre compte de la complexité de l'activité artisanale sans la figer dans une définition insatisfaisante, je propose de décrire les circulations des filières et des biens artisanaux d'un marché à un autre, et d'un espace social, productif et politique à un autre.

Ainsi, pour aborder l'étude de l'artisanat, je choisis de partir de ses figures ordinaires, pour cheminer ensuite, au fil des trajectoires rencontrées, vers celles de leurs configurations et des

formes de production inscrites « dans des circuits de consécration » qui les définissent comme des biens culturels ou remarquables. Comme le souligne Mathieu Béra, « la « nature » de ces biens comme par extension celle des activités et des artisans qui les produisent, ne peut être déterminée qu'*in fine* puisqu'elle dépend des configurations de reconnaissance dans lesquelles on les a inscrits » (Béra, 2004). Dès lors, la distinction opérante dans la sphère des politiques publiques entre artisanat ordinaire et remarquable (voir 0) ne tient pas l'épreuve des faits, comme l'illustrent plusieurs récits d'artisans qui composent la Partie III de ce travail. C'est, en réalité, dans un continuum entre l'ordinaire et le remarquable qu'il s'agit d'envisager les dynamiques artisanales.

II.2.2.1. L'artisanat ordinaire : un impensé du champ académique ?

Les formes d'artisanat ordinaire, points de départ de notre réflexion, sont définies ainsi car elles figurent aux franges de l'économie productive dominante, c'est-à-dire industrielle ou relevant de l'économie culturelle. Elles suscitent peu d'intérêt de la part des politiques sectorielles ou publiques, et les politiques urbaines. Les décideurs en charge des stratégies et des schémas de développement pour l'innovation et l'attractivité territoriale soutiennent généralement davantage des activités à plus haut rendement, bénéficiant d'une plus grande visibilité dans le champ économique.

Comme le montre Antti Leppänen (2007), les formes productives artisanales, trop peu concentrées spatialement et trop peu significatives en termes économiques, figurent rarement parmi les cibles des dispositifs de mise en valeur ou de patrimonialisation. En réalité, ces secteurs productifs sont le plus souvent appréhendés au prisme de leurs vulnérabilités et font l'objet de programmes d'accompagnement social spécifiques. À ce titre, les dispositifs promotionnels et les mesures protectrices mis en œuvre par l'État indien jusqu'au début des années 1990 (voir I.2) ciblaient quasi exclusivement les formes d'artisanat considérées comme les plus « authentiques », susceptibles de constituer un emblème national ou le socle d'un développement voulu endogène.

Le déficit de reconnaissance auquel sont soumis les *biens ordinaires* (principalement les biens dits « utilitaires ») et leurs artisans concerne aussi le champ des sciences sociales. En effet, ils font l'objet de très peu de travaux académiques, tant du point de vue des transformations récentes qu'ils ont connues que de leurs expressions récentes. Par ailleurs, les tenants d'un savoir critique, en géographie ou dans d'autres sciences sociales, s'intéressent surtout aux figures les plus saillantes de la pauvreté et des inégalités, rurales ou urbaines, à l'exemple des populations migrantes ou des sans-logements.

Le qualificatif ordinaire, s'il est entendu de manière non évaluative, associe les univers productifs artisanaux à des pratiques et des processus qui rythment et structurent l'espace du quotidien. Dans l'histoire de nombreux pays, l'artisanat a souvent été appréhendé sous une double forme : le remarquable et le banal. Au remarquable était associé l'artisanat d'art, caractérisé par une grande finesse de gestes et des techniques élaborées. Au banal était associé l'artisanat combinant des préoccupations fonctionnelles, utilitaires et décoratives, soit disant dépourvues de visées esthétiques. Cette distinction est intrinsèque au modèle capitaliste dont les logiques tendent à créer de la singularité afin de cibler des marchés de consommation spécifiques et de créer de la valeur par l'exception (Boltanski & Esquerre, 2017; Karpik, 2007). Par contre rares sont ceux qui questionnent les activités de production ordinaires de manière spécifique, sinon en les pensant comme « petites » ou « précaires » du point de vue économique, vulnérables

et donc peu viables. Les capacités d'adaptation, d'agencement, la flexibilité des artisans dans un environnement changeant ne sont pas prises en compte.

II.2.2.2. L'ordinaire par-delà les conceptions évaluatives

Le choix du terme ordinaire, à fort intérêt euristique, doit être utilisé de manière prudente. Point de départ analytique, il permet de situer le travail artisanal dans un environnement, dans une économie et dans des espaces sociaux et politiques indéterminés *à priori*. C'est au travers du travail empirique que pourra être défini un périmètre d'étude pertinent, permettant à la fois d'appréhender les contours et de l'artisanat ordinaire et ses différences avec des formes esthétisées ou remarquables de production artisanale.

Tout comme d'autres qualificatifs utilisés, au premier rang desquels figure le terme évaluatif « petit » (« petite production marchande », « petits métiers urbains » « petite activité non exploiteuse », parmi d'autres expressions déjà mentionnées), domine une conception évaluative qui risquerait de trop rapidement souligner la place secondaire de ces économies dans les circuits du capitalisme ou de distinguer leur fonctionnement des activités de type capitaliste. Selon cette conception, les produits fabriqués par de petits producteurs diffèreraient des plus standardisés, produits selon des modes voulus plus rationnels, entrepreneuriaux. La diversité des métiers et des trajectoires économiques que dessinent les activités artisanales ordinaires ne permet pas d'opérer une distinction si nette. Or, comme le montrera l'observation, plus que d'une opposition entre production et marchés *ordinaires* et *remarquables*, les trajectoires artisanales mettent en évidence des adaptations, des points de passage d'un modèle à l'autre. L'intérêt du qualificatif ordinaire, associé à celui de quotidien, réside justement dans son caractère non figé. Il est ici envisagé comme un état non permanent, en relation dialectique avec le *remarquable*, si bien qu'il convient de travailler sur un possible continuum entre les deux.

II.2.2.3. Dialectique de l'ordinaire

Penser l'ordinaire de la production à partir des relations et processus de nature économique, des sociabilités qui les structurent, de ses liens à l'espace et à l'urbanisation et, enfin, dans le cadre des pratiques et processus politiques qui les caractérisent, mobilise un regard dialectique. Celui-ci envisage d'analyser la tension opérée, dans le monde social, entre des forces économiques et institutionnelles prônant la distinction, la singularité et l'exceptionnel (au travers de dispositifs ou de politiques événementielles par exemple) et d'autres qui s'inscrivent et structurent le quotidien : celui du travail, et d'acteurs occupés aux routines journalières de leurs déplacements, de leurs métiers et de leurs vies sociales et politiques. Pour Henri Lefebvre, le regard dialectique et la démarche à laquelle il conduit ne doivent pas se limiter à identifier des contradictions, mais bien « à saisir le lien, l'unité, le mouvement qui engendre les contradictoires, les oppose, les heurte, les brise ou les dépasse » (Lefebvre, 1947).

Penser l'artisanat à partir de ses formes ordinaires consiste de ce fait à observer et analyser le quotidien des mondes artisanaux, où se joue l'essentiel de leurs pratiques productives, des relations sociales et des enjeux politiques qui les concernent.

II.3. ANALYSER L'ARTISANAT ORDINAIRE AU PRISME DE L'ESPACE : PREMIERS JALONS POUR UNE RECHERCHE AU LONG COURS

We have to avoid the alternative of speaking either of space, locality and territory or of lineage, descent, etc. the question is of losing sight of neither and or specifying precisely their relation.

Louis Dumont, 1964, in Lambert, 1996, *Caste, Gender and Locality in Rural Rajasthan*, p. 76.

Dans son ouvrage majeur intitulé *India working: essays on society and economy*, l'économiste Barbara Harriss-White (2003) expose l'idée que les modèles d'organisation spatiale autour desquels s'organise le travail (lieux de production, routines de production et de consommation, flux et interactions sur lesquels ils reposent) conditionnent ses effets, notamment en termes d'accumulation des richesses. Interrogeant les caractères spatiaux qui distinguent l'économie indienne d'autres économies du monde, B. Harris-White insiste sur la prégnance qu'occupe l'espace des relations sociales dans le processus économique dans cette région du monde. S'éloignant des hauts lieux de la production que constituent les dispositifs productifs agglomérés hautement spécialisés du pays¹⁰⁰, l'auteure met en évidence combien la tradition artisanale demeure centrale pour comprendre la construction des compétences en matière de gestion et de travail. Elle pointe la viscosité (*viscosity*) du capitalisme caractérisé par une faible mobilité du capital, celui-ci restant détenu par un petit nombre d'acteurs (les castes migrantes de marchands), « passés maîtres dans l'art de faire circuler l'argent » (Harriss-White, 2003), tandis que très peu d'intermédiaires contrôlent l'essentiel des échanges de produits et marchandises. La sphère du travail, quant à elle, reste dominée par une production de type familial, profondément segmentée selon un principe de division sociale des tâches, principé fondé sur la caste et sur le genre. Les conditions d'exercice et les droits y sont faiblement régulés. Comme le montre l'auteure, si plusieurs régions du pays ont émergé des agglomérations productives de type « clusters spécialisés », ces systèmes d'accumulation font état d'un fonctionnement spécifique dépendant au moins autant de la force des liens et des réseaux de parenté, de caste et de localité, que d'une supposée rationalité économique.

L'artisanat indien constitue un exemple particulièrement stimulant pour approfondir l'étude des liens qu'entretiennent les dynamiques productives avec leurs contextes sociaux et spatiaux. Contrairement aux secteurs industriels où les compétences reposent de plus en plus sur des systèmes de formation et sur un fonctionnement institutionnalisé, les activités productives de petite échelle en Inde sont peu soumises aux exigences de la production rationalisée et souvent peu concernées par les formes de régulation et de contrôle du travail et de la production imposées aux entreprises du secteur « formel ». Au contraire, les activités artisanales demeurent profondément ancrées dans des systèmes d'obligations, de réciprocité et de redistribution qui dominent les espaces au sein desquels elles sont implantées, qu'ils soient ruraux ou urbains.

À ce jour, il manque un certain nombre d'éclairages sur les effets des changements structurels sur les logiques sociales à l'œuvre sur les systèmes artisanaux et sur les économies locales. Voilà précisément ce que ce mémoire propose de réparer, en envisageant ces questions du point de

¹⁰⁰ Son travail mobilise le cas des villes spécialisées du Tamil Nadu, à l'exemple de Tiruchengode dans l'équipement de forage, Salem, Bhavani et Coimbatore dans le textile, ou Tiruchirapalli dans les pierres précieuses.

vue de leurs expressions spatiales : implantation des métiers sur base de l'appartenance sociale (castes), mobilité des artisans au gré des opportunités et des contraintes, relations des artisans à leurs espaces de vie et de travail. Envisager les choses de ce point de vue semble d'autant plus important que les changements structurels s'accroissent pour ces systèmes sociaux historiquement ancrés : raréfaction des ressources nécessaires à la production (l'argile et le bois pour la poterie, le poisson pour la pêche), législations de plus en plus strictes, ou encore pressions croissantes exercées sur l'usage du sol liées à la rapide expansion d'espaces en voie d'urbanisation.

À travers les disciplines, les recherches ont longtemps privilégié l'étude de contextes ruraux, considérés dans leur caractère immuable, sans bien tenir compte des transformations auxquelles ces espaces, leurs sociétés et leurs économies ont dû faire face. Par ailleurs, les artisans ruraux y sont le plus souvent vus sous le seul prisme de leur statut de travailleurs précaires et marginalisés soumis aux forces du marché. Si elle est éclairante du point de vue économique, cette perspective néglige cependant les faits géographiques et les dimensions spatiales susceptibles d'apporter des éclairages inédits sur les expressions concrètes du changement. Cette lacune est aussi observable dans les travaux s'intéressant à l'artisanat dans le contexte urbain. Peu d'attention est portée aux configurations changeantes des espaces au sein desquels opère l'activité artisanale, celle-ci étant soumise aux effets de la densification urbaine et de dynamiques immobilières, qui soumettent les artisans à des situations de relégation et d'invisibilité.

En dépit des mutations qui touchent les espaces urbains et ruraux, conversions foncières et nouveaux usages du sol, marchandisation du foncier, pression immobilière accrue, la prise en compte de ces changements et les modalités selon lesquelles ils influent sur l'activité de production demeurent insuffisante. Si certains de ces aspects sont évoqués au détour d'études de cas de filières ciblées, les études spécifiques sur les *configurations* mouvantes des mondes productifs sous l'effet de ces changements sont rares. Les mondes sociaux de l'artisanat¹⁰¹ sont pourtant intrinsèquement liés à leurs environnements : l'artisanat transforme l'espace qui, sous l'effet des restructurations productives et de l'urbanisation, transforme en retour l'activité artisanale, ses pratiques et ses trajectoires productives. En quelques décennies, les conditions matérielles, sociales et spatiales d'exercice de l'activité artisanale ont profondément changé. Les conditions d'accès à la ressource, l'atelier, ainsi que l'espace réticulaire dans lequel sont déployés les matériaux et les biens produits ont été profondément modifiés forçant les artisans à adapter leurs pratiques.

11.3.1. Quelle prise en compte de l'espace dans l'étude des dynamiques artisanales ?

Longtemps associée à l'activité agricole pour laquelle elle a joué un rôle central dans l'approvisionnement de biens utilitaires, la production artisanale tend à se redéployer vers d'autres marchés, souvent plus éloignés, étendant ses réseaux et ses liens au-delà des contextes locaux, et ceci à mesure qu'avance le déclin de l'agriculture. Ainsi, les artisans déploient aujourd'hui leurs biens dans et autour des espaces urbains. S'ils ne s'implantent pas toujours en ville, du moins orientent-ils leurs réseaux commerciaux vers des marchés urbains, tout en préservant des liens forts dans leurs localités d'origine. Cet aspect met en évidence un trait saillant des dynamiques artisanales récentes, encore peu traité dans la littérature scientifique.

¹⁰¹ Le terme est dérivé d'une réflexion menée par Tom Chambers, qui met en évidence combien, dans le champ de l'anthropologie, « les sites de travail artisanal présentent depuis longtemps un intérêt en tant qu'espaces permettant d'examiner les mondes sociaux, culturels et économiques en marge de la mondialisation et du capitalisme » (Chambers, 2020).

11.3.1.1. Une emphase sur le monde rural, espace privilégié d'observation des dynamiques artisanales

À quelques exceptions près s'intéressant aux conditions de travail des classes ouvrières articulées aux dynamiques des mondes industriels (Parry et al., 1999), la majorité des recherches sur l'artisanat, tout comme les politiques menées à leur égard, se concentre sur l'artisanat rural. Au-delà de son caractère singulier associé à la « tradition », les auteurs soulignent les bouleversements auxquels le secteur fait face dans le contexte de l'industrialisation, puis de la libéralisation de l'économie indienne. Celle-ci a ouvert la voie à l'influence grandissante des logiques économiques mondiales, notamment en ce qui concerne les matériaux utilisés, le plastique plutôt que la terre, les fibres synthétiques plutôt que la soie. Globalement, chez les historiens, ce sont les secteurs les plus emblématiques comme le textile rendu particulièrement vulnérable avec la mécanisation du dispositif productif induite par l'exigence industrielle qui ont retenu la plus grande attention (Chaudhuri, 1974; Ramaswamy, 1994). L'approche en termes de *transition*, du précolonial au colonial, du précapitalisme au capitalisme (Parthasarathi, 2001), domine largement ces recherches. Les liens entre artisanat et industrie y sont essentiellement abordés sous l'angle du déclin ou de la survie des activités dites « traditionnelles » (Roy, 1999 ; 1993). Les travaux portant sur le 20^e siècle se tournent, eux, plus précisément vers l'analyse de la dynamique interne des activités artisanales, de leur fonctionnement et de ceux des marchés.

Les réflexions sur l'artisanat dans le contexte de pays en développement insistent souvent sur le caractère non régulé et informel de la majeure partie des unités productives (Boutillier, 2006; Troin, 1986), présenté comme une limite à leur expansion et comme une menace à leur survie. Concernant le cas indien, les activités artisanales, souvent envisagées elles-aussi sous le prisme de différents registres d'informalité (Agarwala, 2013; Breman, 1996, 1999, 2002, 2004; Harriss-White & Gooptu, 2001), font progressivement l'objet d'études sur les chaînes de valeurs qu'elles structurent (Breman, 1996; Chambers, 2020; Harriss-White, 2003; Parry et al., 1999), ainsi que sur les statuts, les conditions et les politiques du travail dans des approches relevant d'une sociologie du travail (Barnes, 2018; de Neve, 2005; de Neve & Donner, 2007). Plus récemment, de nouvelles perspectives d'analyse nourrissent ces réflexions. Par exemple, elles s'intéressent aux rapports de genre dans le processus productif (Maskiell, 1990, 1999; Mezzadri, 2008; Wilkinson-Weber, 1999) ou aux trajectoires sociales et professionnelles de travailleurs artisanaux et à leurs circulations migratoires (Buckley, 2014) en interrogeant les multiples formes de dominations et de marginalisations qu'ils subissent (Chatterjee, 2017).

S'ils contribuent à la compréhension de la diversité des mondes artisanaux, ces travaux se concentrant sur des métiers ou des secteurs spécifiques étudient les causes et les expressions de la marginalisation sociale et économique de bon nombre d'artisans ruraux, sans pour autant en interroger les effets spatiaux en contexte. Des points de vue romancés sur « les mouvements et l'action des artisans (ou des subalternes en général) » prédominent, ce qui conduit Mira Mohsini à regretter la « vision myope [dont font l'objet] l'artisanat et des artisans en Inde » (Mohsini, 2011b).

Dressant un état de l'art critique sur l'artisanat, l'anthropologue Mira Mohsini identifie une série de thèmes classiques dans le domaine des études sur l'artisanat qui sont traversés par des formes d'essentialisation de l'activité ou des artisans eux-mêmes. C'est le cas, par exemple, de la production des savoirs artisanaux relevant des registres culturels (longuement étudiés par Fredrik Barth), ou cosmogonique (Brouwer, 1985), des médiations techniques ou linguistiques qui

s'opèrent entre les mondes sociaux des artisans et les mondes du travail (Mehta & Mahetā, 1997), de la formation des identités subalternes, de l'agencéité (Kumar, 2017) et des manières d'être des artisans (Lee, 2005). C'est aussi le cas de la construction des identités ouvrières dans un contexte de mobilité sociale (Ciotti, 2007), et de la vie sociale des objets artisanaux (Christensen, 1995)¹⁰². Bien que la fragilisation des liens communautaires, souvent endogames, tout comme celle des spécialisations professionnelles dictées par l'appartenance à une caste héréditaire soient souvent notées, ce sont essentiellement leur fragilité ou leur position d'acteur en résistance face à des relations de production et face à des contextes dominés par une concurrence économique désormais globale qui sont soulignées. La transformation des environnements productifs, quant à elle, retient bien peu d'attention.

II.3.1.2. L'urbain ou l'espace négligé des études sur l'artisanat

Les travaux sur la production artisanale en milieu urbain soulignent les processus structurels qui renforcent la précarisation des travailleurs artisanaux dans le contexte d'une économie de marché de plus en plus concurrentielle. C'est notamment le cas des études de cas sur la broderie *chikan-kari* à Lucknow, par Clare M. Wilkinson-Weber (1999), et sur l'industrie du cuir à Agra par Peter Knorringa (1996). Ces deux secteurs, l'un féminin peu qualifié et précarisé et l'autre masculin hautement qualifié, connaissent au cours du 20^e siècle une transition rapide. Tout en croisant l'analyse des conditions de travail des artisans hommes et femmes et celle des formes de mise à l'écart sociales, insistant sur leurs expressions spatiales, cette dernière dimension demeure périphérique, et peu traitée en tant que telle. La double lecture qui conduit ces auteurs à combiner un regard sur le genre à une analyse relevant de la sociologie du travail, manque d'interroger les relations que ces réalités induisent sur l'espace de la production et ses transformations, ses contraintes. Or, cette dimension semble permettre d'alimenter l'analyse, identifiant ici de nouvelles contraintes, des interdits (sociaux et de genre), là des avantages liées à la localisation des activités.

Quelques exceptions notables à cette tendance à l'oubli de l'espace dans l'analyse de l'économie artisanale méritent d'être mentionnés. Elles concernent des travaux qui incluent dans des analyses plus larges des questions d'ordre géographique : notamment celle de la mise à l'écart social et spatial de groupes d'artisans, notamment des femmes issues de minorités ou de basses castes et, surtout, des musulmans, exclus des espaces urbains centraux ou contraints de demeurer dans des « isolats » urbains (Contractor, 2012; Mohsini, 2016). Leurs auteurs soulignent combien ces processus, historiques et structurels dans le contexte indien dominé par une hiérarchisation sociale de l'espace, s'accélèrent dans le contexte d'opérations (publiques ou privées) de requalification urbaine. Pour contrer cette menace pesant sur la place des artisans et de leurs espaces productifs dans la ville, ces acteurs sont contraints de tenir des positions de résistance pour maintenir leur activité, mais aussi, souvent, pour conserver leur logement (Gandhi, 2011; Khan, 2007; A. Kumar, 2017). À d'autres époques, comme le montre l'historien Douglas E. Haynes, qui s'intéresse au cas de l'industrie textile de Surat (Gujarat), les relations entre villes et artisanat étaient bien différentes. L'auteur souligne le rôle historique des artisans et des marchands dans la structuration d'un « capitalisme de petite ville » (*Small Town Capitalism*) et donc dans la formation même de l'espace urbain, entre la fin du 19^e siècle et le milieu du 20^e siècle

¹⁰² Nous aurons à revenir sur ce travail, qui concerne l'étude d'une communauté de potiers du Sud de l'Inde. L'auteur s'attache à comprendre les modes d'expressions des artisans en lien avec la vie sociale des objets qu'ils produisent, en empruntant une grille d'analyse développée par Arjun Appadurai (1986), pour interroger de quelle manière les objets matériels produits sont également dotés d'un pouvoir d'action.

dans l'ouest de l'Inde (Haynes, 2012). S'il mobilise la catégorie de « ville artisanale » (*artisanal town*), la ville n'y est abordée qu'à partir de sa fonction de centre d'une économie spécialisée, d'espace pourvoyeur d'emplois et d'échanges de flux de marchandises, de travailleurs et de capitaux. Elle ne fait ni l'objet d'une analyse en soi, ni d'une réflexion spécifique sur les logiques spatiales qui prévalent aux relations entre ville et artisanat. Dans un travail ultérieur, Haynes corrige ces manquements (Haynes, 2013). Il y propose une analyse principalement orientée vers l'étude de la structuration du capitalisme marchand, et attribue une place centrale au processus économique tout en prenant acte des effets spatiaux-urbains de ces processus.

Les travaux autour de la petite industrie, que l'artisanat ne recouvre que de manière partielle, posent, eux, plus directement les questions de l'espace du productif et de l'économie urbaine. Xavier Amelot et Loraine Kennedy (Amelot & Kennedy, 2010), qui travaillent sur l'industrie du cuir dans la vallée de la Palar au Tamil Nadu, ou encore ceux de Karen Coelho et M. Vijaybaskar sur le même secteur du cuir, cette fois à Ambur (Coelho & Vijayabaskar, 2014) sont à ce sujet des exemples remarquables. Tout en analysant la dynamique de l'industrie locale du cuir dans cinq petites villes du district de Vellore, X. Amelot et L. Kennedy en examinent « les implications territoriales, notamment dans l'évolution de l'articulation urbain-rural » (Amelot & Kennedy, 2010). Leur région d'étude, qui figure entre les métropoles de Bangalore et de Chennai, est marquée par la proximité à la fois géographique et sociale des acteurs, révélée par l'appartenance des industriels et des travailleurs à un milieu socioculturel commun, fait de liens de parenté et d'intermariages. Cette proximité articule espaces urbains et ruraux bien au-delà du seul dispositif productif. Elle engage aussi l'ensemble des acteurs de la région, dont les trajectoires de vie et de travail se traversent.

L'analyse du dispositif de production lié à l'industrie du cuir proposée par K. Coelho et M. Vijayabaskar (Coelho & Vijayabaskar, 2014, p. 138) montre dans un contexte plus urbanisé (ici celui du corridor de développement qui relie Bangalore et Chennai) combien la présence d'un secteur industriel globalisé joue de manière négative sur la ville moyenne d'Ambur (Tamil Nadu). Sa situation géographique, en périphérie de deux métropoles, qui résonne plutôt comme une déconnexion des dynamiques productives avec l'espace urbain, conduit à l'appropriation par l'industrie de la plus grande richesse de la ville, l'eau.

Ces deux exemples illustrent l'éventail des questions que peut induire l'étude des liens entre dynamiques spatiales et dynamiques économiques. Ils constituent des exceptions dans un champ qui néglige très largement la dimension spatiale, pourtant centrale pour comprendre les succès ou les échecs de certains dispositifs productifs, et pour identifier les contraintes économiques, sociales et politiques qui sont, de près ou de loin, liées à (ou qui s'expriment dans) l'espace. Observer la diversité des configurations productives dans des contextes ruraux ou urbains peut mener à une meilleure compréhension des conditions multiples auxquelles font face les acteurs, tant l'espace traverse l'ensemble des mondes sociaux productifs. Il opère à la fois au niveau de la localisation et de la concentration des activités aux réseaux et circulations de matériaux et de biens produits, jusque dans les logiques sociales et politiques qui régulent l'activité et qui génèrent tensions et tentatives de négociation. En effet, le processus productif est ainsi intrinsèquement lié à l'espace, à la fois l'espace d'extraction et d'acheminement de matières premières, et l'espace de production, que le sociologue Tom Chambers définit comme des « *marginal hubs* ». Selon lui, ces lieux sont souvent, dans le cas de l'artisanat, caractérisés par des « configurations spatiales

marginalisées, mais néanmoins connectées », jusque dans l'ensemble des « pratiques et routines quotidiennes » auxquelles se prêtent les acteurs (Chambers, 2019)¹⁰³.

11.3.1.3. Appréhender « la part de l'espace » dans l'analyse des formes économiques : du caractère intangible à l'impasse du territoire

D'une manière générale, les approches de l'économie « par l'espace » demeurent confrontées à la difficulté d'appréhender le rôle précis de l'espace dans le processus économique. Ceci est souligné de longue date dans les travaux concernant les économies d'agglomérations et les secteurs et milieux productifs qu'elles structurent, notamment dans les nombreuses études menées sur les clusters industriels (Beccatini, 1989; Porter, 1990), sur les milieux innovateurs, ou sur les systèmes productifs locaux spécialisés (Camagni & Maillat, 2006). En dépit d'efforts répétés, notamment dans le domaine de la géographie économique ou dans celui de l'économie spatiale (Zimmermann, 2008), pour appréhender ce rôle, les avancées semblent pour le moins encore timides. L'espace, que ce soit pour les économistes ou pour les géographes de l'économie, reste encore le plus souvent appréhendé soit comme seul « réceptacle d'activités économiques » (Beccatini, 1992), soit comme un « donné » dont les caractères sont peu interrogés. En d'autres termes, il semble que l'on ait encore à faire à un espace « en soi », ou encore à un « territoire » comme « allant de soi », plutôt que de voir les analystes porter une attention sur les interactions et sur les interrelations qui, dans un contexte donné, impliquent l'espace et sont susceptibles d'influer sur l'occurrence ou sur la trajectoire de tels ou tels phénomènes.

Même les travaux qui interrogent spécifiquement la dimension *territoriale* des économies locales, et qui s'appuient donc sur une conception du territoire comme « un construit historique, socioéconomique et institutionnel » influant sur le processus de production (Courlet et al., 1993), défendent de manière implicite une conception institutionnaliste. En dépit des avancées qu'a constitué la réflexion sur le territoire en géographie, il semble qu'elle ne puisse à elle seule constituer une avancée par rapport à ce qu'Alfred Marshall désignait comme l'« atmosphère industrielle »¹⁰⁴. Cette « atmosphère », définie comme la combinaison d'avantages liés à la proximité, à la spécialisation économique et à un ensemble de caractères moins tangibles (qualifiés de « géographiques, historiques et politico-psychologiques de la région » (Whitaker, 1975, cité par Belussi & Caldari, 2008), mérite de s'y attarder.

Quels sont les « avantages » *spécifiques* que confère la proximité au milieu productif ? Sa dimension spatiale n'est-elle, pas, selon cette lecture, réduite à ses aspects relationnels (sociaux, politiques) ? La démarche, louable, qui consistait, dans les années 1970, à considérer le caractère « intangible » ou flou et généralisant des facteurs « géographiques, historiques et politico-

¹⁰³ Tom Chambers figure parmi les auteurs les plus soucieux de la dimension spatiale du processus artisanal, qu'il analyse à partir d'études de cas de *mohallas* (*neighbourhoods*) de Saharanpur. Dans un article récent (2019), il discute de manière critique le concept de « convivialité », se référant notamment aux travaux de Nowicka et Vertovec (Nowicka & Vertovec, 2014), et de A. Gandhi et L. Hoek (Gandhi & Hoek, 2012). S'il est central d'inscrire les dispositifs artisanaux dans leurs espaces sociaux, l'approche en termes de convivialité ne semble pas satisfaisante. En ceci, elle omet une dimension centrale de ces univers productifs : celle du conflit qui en traverse le quotidien et en structure les relations. Cette question sera remobilisée dans la partie III de ce dossier, dans les volets qui analysent la dimension politique de l'artisanat.

¹⁰⁴ La réflexion sur l'atmosphère industrielle est à articuler avec un champ de réflexion plus large sur les conditions et modalités d'encastrement (ou d'enchâssement) social de l'économie, initialement développé autour des travaux pionniers de Karl Polanyi (Polanyi, 1983).

psychologiques » dans la production économique, n'est ici pas, à mon sens, plus convaincante, en ce qu'elle n'éclaire pas plus sur le rôle de l'espace dans l'économie¹⁰⁵.

Le présent travail propose de réenvisager cette question à la lumière des réflexions récentes autour de la question des « avantages comparatifs » contenus dans un espace ou une société donnés. Ces travaux, invoquant une lecture orientée des travaux de Karl Polanyi et de son analyse de l'enclassement social de l'économie, notamment au travers de la notion d'ancrage (*embeddedness*), explicitent peu ce qui, de ou dans l'espace, est susceptible de constituer un avantage ou, comme l'indiquent d'autres auteurs, une « ressource ». La notion de « ressource territoriale », proposée par Bernard Pecqueur (Gumuchian & Pecqueur, 2007; Pecqueur, 2006), ne parvient pas à clarifier ce que recouvre précisément ce qualificatif.

Arrêtons-nous brièvement sur la notion de territoire. Son usage est devenu très courant dans la discipline. En effet, il s'avère très utile pour qualifier un espace « approprié », évitant ainsi les confusions inhérentes avec la notion d'espace. Il permet d'insister sur une conjonction de phénomènes (sociaux, culturels, politiques notamment) et de souligner l'orientation « humaine » de la géographie. Mon usage de cette notion reste, cependant, volontairement limité.

D'une part, parce qu'il a fait l'objet d'usages abusifs, en passant notamment dans le vocabulaire de l'action publique territoriale, qui l'utilise comme outil de marketing (territorial). Se prêtant à une discussion à ce sujet, Frédéric Tesson écrit : l'enjeu pour le politique semble moins [...] de modifier les pratiques des habitants que de leur faire prendre conscience de cette nouvelle virtualité que représente ce nouveau territoire. De fait, peu importe finalement que le territoire construit soit en adéquation avec les « espaces de vie » de ceux qui l'habitent, il s'agit « simplement » de faire intégrer aux gens l'existence de ce nouveau territoire virtuel de référence, de l'inscrire petit à petit dans leur « espace vécu » (Tesson, 2004).

D'autre part, l'usage modéré de la notion se justifie par la volonté de poursuivre la réflexion dans l'axe dessiné pour l'ensemble de ce travail, et qui porte notamment sur la question de la production de l'espace. Cette grille de lecture théorique présente l'intérêt de devoir « déplier » ce qui « fait » espace, et d'en saisir les combinaisons, les superpositions et les articulations.

À partir de cette idée, ce travail et mes futures recherches aborderont les processus de production artisanale « par l'espace », en partant de leurs configurations., notion ici empruntée à la sociologie de Norbert Elias¹⁰⁶ et sur laquelle je reviendrai. Je reconstituerais ainsi le cheminement des gestes artisanaux depuis les lieux et pratiques d'extraction des ressources primaires. Ensuite, je suivrai les différentes étapes de ces filières, en renseignant l'ensemble des relations s'établissant aux divers niveaux de la chaîne productive, que ce soit avec les espaces traversés par les objets et les acteurs, ou avec d'autres acteurs sociaux. Ces liens seront envisagés

¹⁰⁵ Il y a ici un argument pour justifier le fait que je n'aie pas recours au concept de territoire : sans l'écarter, tant son usage présente nombre d'intérêts heuristiques pour mettre l'accent sur des questions d'appropriation et d'identification sociale ou culturelle, sur la dimension politique de l'espace, je souhaite ici interroger sa « production ». A ce titre, la référence à la notion d'espace mobilisée par Henri Lefebvre me paraît permettre d'insister sur l'importance d'analyser les forces et les interrelations qui concourent à la production de l'espace.

¹⁰⁶ Le choix de ce concept, qui a fait l'objet de nombreuses discussions, permet d'insister sur la dimension relationnelle de la société. C'est bien dans la perspective d'étudier les réseaux d'interdépendance autour de situations données qu'elle est ici mobilisée. A cette dimension s'ajoute celle de l'espace, qui fait de la « configuration » un concept particulièrement intéressant à mobiliser dans une perspective géographique. Pour des éclairages synthétiques et une perspective critique, voir (Déchaux, 1995; Duvoux, 2022; Elias et al., 1998).

dans toute l'envergure des combinaisons qui s'établissent entre des espaces, des interactions sociales et de pouvoir.

II.3.2. Penser l'artisanat à l'aune de ses espaces quotidiens : enjeux et perspectives

Analyser l'artisanat dans ses pratiques et ses espaces implique de ne pas s'arrêter au seul prisme de l'économie, pour envisager la complexité des rapports sociaux et du travail inhérents au processus de production s'inscrivant dans des relations qui se jouent au quotidien. Comme le souligne Henri Lefebvre (1947), dont la contribution sur ce thème est essentielle, le quotidien ne désigne pas uniquement la « vie résiduelle » des acteurs. Il inclut l'ensemble des routines économiques, des interactions sociales et des formes politiques qui font le *quotidien* des lieux, c'est-à-dire la vie des petits espaces, comme l'indiquait William H. Whyte (2001 [1980]).

En effet, qu'ils soient artisans, ouvriers ou travailleurs impliqués dans la fabrication comme dans le commerce, les artisans « s'imposent à leur environnement, le modifiant et l'ajustant en fonction de leurs besoins et de l'expression de leurs valeurs. En même temps, ils s'adaptent progressivement à leur environnement physique et aux valeurs, attitudes et comportements des personnes qui les entourent » (Knox, 2005)^{xviii}.

Par ailleurs, le quotidien des artisans est également l'espace où se joue l'ensemble de leurs relations, aussi bien celles qui contribuent directement au processus productif, que celles qui concernent plus largement leur vie sociale. D'un point de vue méthodologique, l'espace du quotidien constitue ainsi une échelle d'investigation pertinente permettant de porter l'observation bien au-delà de la seule sphère du travail, et de l'orienter vers une « critique de la vie quotidienne » qui, selon Michael Sheringham, relisant Henri Lefebvre¹⁰⁷,

devrait donner lieu à une enquête détaillée sur les mœurs de la société actuelle, qui serait intitulée « Comment on vit » (I, 209). Cette enquête se servirait des méthodes d'entretien élaborées par la sociologie contemporaine et porterait sur la « vraie vie » d'individus sélectionnés ; elle se focaliserait sur des domaines tels que le travail et le mariage et s'attacherait d'abord à ce que le théoricien considérerait comme des secteurs relativement méconnus du vécu social, telle la vie des femmes. Les détails y auraient une importance capitale.

(Sheringham, 2013, p.3)

Privilégier un tel regard amène à s'intéresser aux pratiques sociales des artisans, à leurs modalités d'adaptation aux changements du marché et de l'espace lui-même, en évitant d'idéaliser leur agencéité mais aussi de nier les formes d'aliénation et de résistance opérant à tous les niveaux de la vie quotidienne. Les trajectoires artisanales ne sont ni linéaires, ni nécessairement vertueuses. Elles dépendent de ressources sociales fondées sur des relations asymétriques et hiérarchisées, reproduisant ou renforçant inégalités et discriminations, et légitimant souvent des modes brutaux d'exercice du pouvoir. C'est spécialement vrai en Inde où le travail, plus que tout autre secteur d'activité, est structuré par des principes inégalitaires, hiérarchiques et violents, même si des formes de solidarité existent aussi.

¹⁰⁷ Michael Sheringham se prête à une discussion critique des acceptions de la notion chez ses principaux auteurs, notamment Maurice Blanchot, Henri Lefebvre, et Michel de Certeau.

L'approche du quotidien relève donc bien d'une conception relationnelle du travail et du pouvoir, pleinement inscrite dans le champ de la vie sociale. Elle s'intéresse aux relations ordinaires¹⁰⁸. À travers les négociations et les arrangements sociaux que l'on peut observer, elles mettent en évidence des manières de faire, de produire, des modes relationnels et politiques qui vont bien au-delà de ce qu'une seule approche institutionnelle est en mesure de rendre compte. À l'exception de quelques travaux récents qui analysent la question productive en lien avec les mutations économiques, avec les « ressources territoriales » et la proximité (Gumuchian & Pecqueur, 2007; Pecqueur, 2005, 2006), et de quelques recherches récentes traitant du petit commerce, notamment « ethnique », dans des villes occidentales (Fleury et al., 2020), la dimension relationnelle, ordinaire et quotidienne de la production économique demeure peu exploré dans sa dimension spatiale.

À l'inverse, la géographie, même dans ses courants qui s'intéressent spécifiquement aux questions sociales et politiques, tend souvent à isoler ces questions du champ de réflexion dès lors qu'elle s'intéresse à l'économie et à ses espaces. Ceci est notamment observé dans les récentes publications des principales revues de géographie économique (« Géographie, Économie, Société », « Economic Geography », etc.), ou de science régionale (« Revue d'Économie Rurale et Urbaine »¹⁰⁹). Le point aveugle de ce sous-champ de la géographie semble correspondre aussi au déficit de travaux concernant l'échelon local de l'économie, notamment des économies urbaines. Si l'on considère la floraison de travaux sur le développement local, cela n'a pas toujours été le cas. Mais ces contributions concernent davantage des contextes régionaux ou ruraux que des espaces en transition urbaine¹¹⁰.

II.3.2.1. Vers une géographie relationnelle de l'artisanat

L'espace géographique est fait de relations. Doreen Massey, dont la contribution théorique est essentielle pour la géographie, met ainsi en évidence *la relation* comme l'un des traits essentiels de l'espace, que ce soit dans sa dimension matérielle, sociale ou politique. Les relations prévalent à toute activité humaine. Elles renvoient aux liens qu'entretiennent les sociétés locales à leurs espaces de vie et de travail. Elles relèvent aussi des liens qui se tissent entre les groupes et individus, et qui définissent leurs identifications personnelles, sociales et professionnelles. Enfin, ces liens intéressent le champ du pouvoir et du politique.

L'activité productive, et *à fortiori* l'artisanat, se distingue de nombreuses autres formes économiques par sa forte connexion au monde matériel. C'est dans cette matérialité que les artisans puisent leurs ressources primaires, qu'ils implantent l'espace de la production (l'atelier, souvent confondu avec le domicile). C'est aussi dans un espace matériel que s'inscrivent les relations sociales depuis et vers lequel se déploient les filières commerciales. Dans une dynamique similaire à celle qu'observe Éric Sabourdin pour la France rurale (Sabourdin, 2007), en Inde, le travail fait l'objet de relations d'entraide qui mobilisent les membres de plusieurs sphères sociales et familiales, voire l'ensemble de la localité ou du quartier. Le travail et les échanges définissent un monde de relations qui engage *réciprocité* et *redistribution*, pour reprendre des termes propres à l'anthropologie du don. Un monde qui, selon Marcel Hénaff, « a trait à des relations sociales plus

¹⁰⁸ Dans la myriade des relations qu'entretiennent les acteurs entre eux et avec des instances de la société, incluant bien sûr les artisans étudiés dans ce mémoire, figurent celles qui relèvent du champ religieux. Si l'on juge ce qu'en disent les auteurs travaillant sur le quotidien, celles-ci se situeraient hors-champ. Cette question nécessitera d'être approfondie.

¹⁰⁹ <https://www.reru.fr/>

¹¹⁰ Cet aspect de la question nécessiterait d'être confirmé au moyen d'un état de l'art systématique et actualisé sur un corpus de revues et de publications soigneusement identifiées.

larges et plus fondamentales», se situe «au-delà de la simple symétrie et de la quantification stricte ; qui « vise une valeur symbolique [...] vaut comme un engagement de soi [...] et affronte comme sanction possible la perte d'estime du groupe et donc d'honneur ou de prestige » (Hénaff, 2010).

Cette perspective relationnelle entraîne à une conception élargie de la « valeur » (Elyachar, 2005) du bien produit et de l'acte même de produire : il engage le tressage complexe des relations au sein des univers productifs et des espaces qu'ils structurent. Ces relations concernent avant tout la proximité. Elles se déploient dans une économie sociale de réseaux dont dépendent le fonctionnement et le maintien, mais également certaines de ses difficultés d'adaptation à un marché dominé par une conception codifiée et rationalisée de la production de biens, qui privilégie des formes de relations sociales fixes et stables. John A. Barnes (2018), qui étudie l'activité de la pêche dans un petit village norvégien, insiste sur l'importance de saisir l'existence d'une multiplicité de sphères relationnelles pour comprendre ce type d'économie. L'une est fondée sur le territoire et sur les institutions qui le structurent, la deuxième sur l'appartenance au groupe social de la pêche ; la dernière, enfin, est tissée par les réseaux de liens de parenté et d'interconnaissance.

Sur cette base et sur celle de réflexions connexes développées par Emmanuel Thévenot et Luc Bolstanski, il convient de prendre toute la mesure des différents réseaux sociaux et relationnels des « mondes » dans lesquels sont inscrits les artisans. Ces mondes sont empreints de logiques qui structurent le champ du pouvoir. Celui-ci s'exerce à la fois depuis le groupe social, dans (et autour de) ses instances de représentation (associations de caste par exemple), et depuis la sphère de l'État. C'est bien cet entrelacement de forces combinées qui définit *l'espace du quotidien*. Cette combinatoire entre des processus de natures différentes n'est pas sans poser problème, notamment si l'on se place dans un contexte disciplinaire qui, en géographie comme dans d'autres disciplines, est marqué par une segmentation de l'étude des faits économiques, sociaux, culturels ou politiques. Ces approches se réfèrent à des perspectives qui ne communiquent pas toujours entre eux. C'est donc en plaçant la focale sur la relation, véritable moteur des pratiques et facteur central de l'organisation de l'espace, qu'il apparaît possible de dépasser de telles limites sectorielles et les regards disciplinaires qui les accompagnent. Ceci afin de privilégier un regard transversal, en ce que « l'imbrication relationnelle, de l'individu aux groupes sociaux, est constitutive des transformations sociales des lieux » (Béhar et al., 2015).

De nombreuses disciplines placent l'étude des réseaux et systèmes sociaux relationnels au centre de leurs analyses des faits économiques. C'est naturellement le cas d'une partie de la sociologie et de l'anthropologie, pour lesquelles ces questions ont donné lieu à des efforts soutenus permettant de penser l'articulation des rapports sociaux aux structures économiques (Bazin & Selim, 2001). Si la géographie sociale et la géographie politique placent ces questions au centre de leurs approches, ce n'est pas le cas de la géographie économique dans sa forme classique. Vue par cette dernière, l'approche de l'espace a été longtemps dominée par des facteurs spatiaux supposés « déterminants ». Elle considère notamment la distance et la localisation, ainsi que l'agglomération et la coprésence comme des caractères qui influent sur l'organisation de la production.

Cet état de fait mérite cependant d'être nuancé au regard d'un courant de la géographie économique anglo-américaine qui, depuis la fin des années 1980, souligne la nécessité de renouveler l'approche des faits économiques en intégrant leur dimension relationnelle. À ce titre,

les réflexions pionnières de Michael Storper et Richard Walker (1989) sont éclairantes. Les auteurs notent combien il est important d'analyser l'économie à partir des pratiques et des relations sociales. Plusieurs auteurs viendront s'enjoindre à cette conception, à l'exemple d'Ash Amin et de Nigel Thrift (Amin & Thrift, 2000) qui proposent une prise de distance avec les théories de référence de la géographie économique. Ils insistent sur les risques « d'une vision atomistique des agents économiques » qui induit « une compréhension très limitée de leurs activités », insistant notamment sur le fait que, dans de telles analyses, « le contexte¹¹¹ est négligé » (Stark, 2000, cité par (Bathelt & Gluckler, 2003)). Ces critiques conduisent justement à montrer combien, dans le champ de la géographie économique, une attention particulière devrait être accordée « à l'action économique en tant que processus social, à la structure des relations entre les agents et à la création d'institutions formelles et informelles » (Bathelt & Gluckler, 2003)^{xix112}. Distants vis-à-vis des analyses causales conventionnelles et prenant appui sur les réflexions d'Andrew Sayer, ces auteurs invitent à une « géographie économique relationnelle », fondée sur un « réalisme critique qui établit une explication contextuelle basée sur le principe de contingence » (Sayer, 1985). Cette position les conduit à identifier deux types de relations dont l'analyse leur paraît centrale :

- Le premier, contextuel, concerne la manière dont les acteurs agissent et interagissent dans l'espace ;
- Le second, structurel, concerne la manière dont les acteurs se situent dans des systèmes de relations sociales et institutionnelles (Granovetter, 1985, 1992).

Cette proposition présente l'intérêt de replacer les interactions sociales au centre de l'étude des processus économiques, et de se départir ainsi d'une approche trop longtemps focalisée sur une conception restrictive-euclidienne de l'espace, traduite notamment autour du couple cout-distance, considéré comme étant surdéterminant. Elle invite aussi à privilégier l'analyse combinée des aspects sociaux, culturels, institutionnels et politiques de l'agencement humain, et ouvre la voie à une géographie économique

qui s'intéresse d'abord aux acteurs, car ce sont eux qui façonnent le développement, depuis les niveaux micro depuis lesquels ils agissent, en les articulant aux niveaux macro, ceux du système capitaliste, dans une relation dialectique entre les deux, considérant les causalités ascendantes et descendantes

(Bathel et Glücker, 2003)

Enfin, sans prétendre dépasser les effets de segmentation des différents champs de la discipline, l'approche géographique relationnelle retenue permet de se situer à leur intersection et de se détourner des catégories binaires qui caractérisent les catégories urbain-rural, légal-illégal, formel-informel, voire nature-culture. Ceci, afin d'analyser les systèmes relationnels à l'œuvre dans (et entre) l'espace matériel, celui du travail, ceux que définissent la sphère sociale, et enfin l'espace du politique.

¹¹¹ Entendons ici le contexte social, culturel et politique.

¹¹² Dans la discussion qui anime ces chercheurs nord-américains, Nigel Thrift (2000) met en évidence l'intérêt de prendre en compte la dimension culturelle des relations économiques.

II.3.2.2. Quelques autres repères pour étudier les rapports entre espace et artisanat

Plusieurs recherches antérieures sur l'artisanat, mais se référant à d'autres contextes que celui de l'Inde, peuvent servir de repères. Parmi les plus pertinentes figurent les travaux de Gilles Blanchet et Benoît Lootvoet sur la pêche maritime artisanale en milieu urbain, le premier dans l'agglomération urbaine de Papeete (Tahiti) au début des années 1980 (Blanchet, 1984), le second se concentrant sur Conakry à la fin de cette même décennie (Guinée) (Lootvoet, 1991).

Interrogeant l'avenir que les aménageurs réservent à la pêche artisanale, Benoît Lootvoet met en évidence de quelle manière « le processus de modernisation et d'urbanisation influe sur les conditions d'exercice qui se transforment avec l'apparition de nouveaux matériels, l'adoption de nouvelles techniques, la monétarisation de la vie courante et le développement de comportements individuels tournés vers le profit » (Lootvoet, 1991). Au sujet de Conakry, Lootvoet souligne également l'influence des pressions urbaines et de l'urbanisation sur les espaces et sur l'activité économique de la pêche. Il montre comment

La présence de la ville s'impose par une occupation de l'espace et une spéculation foncière qui tendent à en exclure les activités artisanales traditionnelles. La pêche ne s'y exerce plus que de façon intercalaire et, face à la prolifération de villas résidentielles, d'hôtels de luxe et de marinas, les pêcheurs, pour accéder au rivage, doivent suivre d'étroits sentiers serpentant entre les propriétés privées ou emprunter les voies d'eau se jetant dans la mer.

(Blanchet, 1984, p. 7)

Les ambivalences des politiques menées à l'égard de cette activité, qui se déploie dans les deux cas dans le contexte de rapides et brutales transformations de l'espace urbain, révèlent toute la contradiction¹¹³ inhérente à la régulation de la question économique et à son articulation avec les politiques urbaines. À ce sujet, B. Lootvoet écrit :

La contradiction entre la volonté affichée de promouvoir la pêche artisanale et les pratiques foncières au quotidien est criante. Des débarcadères, pour l'heure encore très actifs, semblent irrémédiablement phagocytés par un bâti qui se densifie outrancièrement, rendant quasiment impossible l'accès des véhicules pour l'enlèvement du produit, empêchant les travaux de réparation des barques et filets, compromettant parfois même le débarquement de la pêche. La périphérie de certains débarcadères est à ce point saturée que des habitations sont maintenant édifiées dans des espaces jusqu'alors réservés aux pêcheurs, aux mareyeuses ou aux fumeuses. [...]. La contribution du secteur de la pêche artisanale à l'économie guinéenne en général et à l'économie de la capitale en particulier est significative et il serait souhaitable qu'elle le soit plus en plus. Cependant, on ne peut envisager d'en étudier les conditions de développement à Conakry sans se référer à un cadre d'analyse plus large, celui de la cité dans son ensemble : elle représente un vaste marché pour ceux qui vivent de l'exploitation des produits de la mer; elle peut être le lieu d'émergence de nouvelles classes d'investisseurs capables de

¹¹³ Le terme fait notamment référence à la pensée de David Harvey et l'analyse qu'il fait des forces contradictoires qui font l'espace, qui relèvent des contradictions même du capitalisme, et qui peuvent être observées au travers de processus de déplacement spatial (*spatial fix*). Voir (Harvey, 2001, 2014, 2020 [2006]).

s'organiser de façon très productive, à condition qu'il reste aux pirogues quelques arpents de sable, de grève ou de rocaille pour accoster.

(Lootvoet, 1991, p. 919)

Ces contributions constituent un point de départ pertinent pour observer les effets des transformations de l'espace sur les petites économies, ici celles de la pêche dans le contexte indien. Elles interrogent ici de manière spécifique ceux de la fabrique urbaine. Si les moteurs du changement et leurs effets sur les espaces sociaux et les économies de la pêche artisanale sont comparables dans les différents contextes, l'envergure et la rapidité avec lesquels ces changements s'opèrent en Inde aujourd'hui fait de cette région du monde un lieu d'observation inédits. Par ailleurs, les espaces du pays ont connu l'accélération notable de la mise en tourisme de nombreuses destinations, notamment littorales, dans un contexte de préoccupation grandissante pour la dimension environnementale, peu présente dans ces travaux des années 1980-90.

En quelques décennies, les rapports au milieu et à l'environnement ont profondément changé et cela se remarque de manière notable dans la recherche. Sur les littoraux, en plus des phénomènes épisodiques dramatiques (tsunamis, cyclones...), la vigueur des processus d'érosion côtière où la montée des eaux a mis en évidence une dimension et une intensité de changements jusque-là peu observés, renforçant une prise de conscience écologique au-delà des seules sphères militantes. Plus récemment, Pascale Froment propose une perspective intéressante pour étudier les liens entre espace et production¹¹⁴, tenant compte de « l'encastrement de l'économique et du social » :

L'espace des relations plus ou moins denses des entreprises s'inscrit ainsi à des échelles variables en fonction de la conjugaison de réseaux de relations économiques et de réseaux de relations sociales. En ce sens, le territoire est à la fois vecteur de ces relations, utiles voire, nécessaires à la vie des entreprises, et enrichi, nourri par elles. Aussi certains territoires, quelquefois dans les limites étroites d'un quartier, fonctionnent-ils comme bassin de recrutement local pour une partie des entreprises et comme lieu de la coïncidence entre espace de travail et espace de vie, pour les ouvriers et les petits entrepreneurs. La proximité des acteurs va au-delà du simple échange professionnel et se noue dans des relations interpersonnelles et des réseaux plus larges engageant les liens familiaux, de voisinage, communautaires, claniques.

(Froment, 2015, p. 177)

Dans cette réflexion sur le secteur de la mode, l'espace est pleinement intégré. Froment appréhende, en effet, la question des localisations des ateliers de production, celle de leurs ancrages dans des quartiers spécifiques de la ville (notamment le centre historique de Naples et dans la médina de Tanger), et des réseaux productifs établis dans la proximité, dans des espaces où les besoins de travail de la population et les qualifications sont en adéquation avec les exigences des entreprises. L'auteure analyse de près les transformations de ces espaces (c.-à-d. les « turbulences »), sous l'effet de la mobilité (flux migratoires interrégionaux, p.182) et des restructurations de l'économie et du travail. Ainsi, elle prend en compte l'enclassement de ces

¹¹⁴ Outre la référence citée ci-après, voir aussi Pascale Froment, 2012. « La notion de quartier au prisme du productif. Le centre historique de Naples », In Amato F. Spazio e società. Geografie, pratiche, interazioni, Napoli, Ed. Guida, p.181-190.

quartiers et des dispositifs productifs dans des espaces métropolitains marqués par la vigueur des politiques de renouvellement urbain et des opérations de patrimonialisation qui « interfèrent très fortement avec les mécanismes économiques » (Froment, 2015, p. 234). En résulte un double mouvement de contraction et de redéploiement du dispositif productif : *contraction* exprimée par une mise en « vitrine » du système-mode sous l'effet des politiques de patrimonialisation et du succès de certaines filières ; *redéploiement* traduit par un glissement du dispositif productif vers des quartiers périphériques et d'anciennes zones industrielles (Froment, 2015, p. 238).

Ce constat montre une tendance à l'œuvre dans de nombreux autres contextes. Néanmoins, dans notre cas, la zone de Pondichéry est caractérisée par des espaces productifs moins agglomérés dans lesquels les dynamiques sont plus diffuses et plus périphériques. Dans un contexte de concurrence accrue pour l'appropriation du foncier, les pressions sur l'espace se combinent certes à des politiques urbaines visant à promouvoir la fonction culturelle et patrimoniale de certains lieux. Toutefois, elles semblent encore trop fragiles pour opérer un changement fonctionnel. En parallèle, loin des centres urbains, certaines filières artisanales auxquelles cette étude s'intéresse sont implantées dans des espaces ruraux périphériques de Pondichéry. Sous l'effet de la croissance urbaine, les pressions sur le foncier y sont également importantes et se traduisent notamment par la mise en marché du sol et par le renforcement de régulations sur l'extraction des ressources productives.

11.3.3. Le changement, ou l'urbanisation planétaire en toile de fond

The infrastructures of urbanization are no longer localized within dense agglomerations or polycentric metropolitan regions, where they can be counterposed to the “outside” realm of rural existence. Instead, urbanization increasingly crosscuts and supersedes the erstwhile urban/rural divide, stretching across and around the earth’s entire surface, as well as into both subterranean and atmospheric zones, which provide “liminal landscapes” for resource extraction, agro-industrial production, energy and information circulation, waste management, and diverse geopolitical strategies

Neil Brenner & Nikos Katsikis, 2014, “Is the Mediterranean Urban?”, p. 433.¹¹⁵

Structurel et multiforme, le mouvement d'urbanisation tel qu'il opère depuis plusieurs décennies en Inde est particulièrement saillant. En quelques décennies, ce « séisme de haute intensité et à fort impact à travers les transformations sociales, économiques, réglementaires et environnementales mondiales de la période post-1980 »^{xx} (Brenner & Schmid, 2015, p. 153) touche le pays à un rythme rapide, avec de fortes disparités entre ses régions. Il concerne un large éventail d'espaces de toutes tailles, depuis les villages éloignés et les plus petites agglomérations jusqu'aux villes et aux régions métropolitaines.

La classification de l'urbain en Inde fait l'objet de nombreux débats¹¹⁶, car le mouvement d'urbanisation semble également affecter des espaces ruraux longtemps dominés par l'agriculture. Ainsi, un nombre croissant de petites villes¹¹⁷ d'agglomérations villageoises et d'espaces encore

¹¹⁵ In, Brenner, (éd.), *Implosions/Explosions. Towards a study of planetary urbanization*, Berlin, Jovis.

¹¹⁶ Pour des éclairages précis sur la définition de l'urbain en Inde et ses enjeux, voir notamment : (Denis & Marius-Gnanou, 2011).

¹¹⁷ Pour une étude de ce processus dans le cas de petites villes, voir notamment (Denis & Ahmad, 2017). Les auteurs mettent en évidence la trajectoire de la ville Parangipettai-Porto Novo, soulignant combien sa situation périphérique et sa taille n'empêchent pas la connexion de ses élites à l'économie mondiale.

occupés par l'agriculture sont concernés par ce « phénomène de densification étendu, généralisé, économiquement vital et (souvent) indépendant des métropoles » (Denis et al., 2017; 2012) des personnes, des activités et des infrastructures¹¹⁸. Mais l'urbanisation, en tant que phénomène global ou, comme le désignait Henri Lefebvre, « planétaire », est loin de se limiter à ces seuls phénomènes. En effet, il tend à fonctionner sous la forme de processus multiples qui reconfigurent tout à la fois les paysages, les modes d'habitat, les dynamiques de mobilité, les logiques économiques et les réseaux sociaux sur lesquels ils s'appuient. Il agit aussi au niveau des pratiques quotidiennes de travail et d'habitat, et enfin les modes selon lesquels l'urbain est gouverné.

Les conséquences du phénomène de l'urbanisation sur les habitants ont fait l'objet de nombre de réflexions et d'études de cas. C'est notamment le cas, en Inde, des populations tribales (*adivasi*) particulièrement concernées par des formes multiples de spoliation et d'expropriation de leurs terres et de leurs lieux de vie (Levien, 2018). C'est aussi le cas des habitants de quartiers d'habitats précaires qui se voient soumis à des procédures d'expulsion ou de relogement, quand ils ne sont pas témoins de la destruction brutale de leur logement. On observe alors que l'urbanisation et les processus de valorisation qui l'accompagnent ont souvent pour effet de mener à un déplacement, forcé ou non, de populations ne disposant pas des ressources sociales et financières nécessaires pour résister ou pour rester.

Dans le cadre de ce travail, nous nous intéresserons aux manières dont les dynamiques d'urbanisation (développements touristiques, rénovations, nouvelles infrastructures) modifient les espaces et les pratiques. La dispersion géographique des filières artisanales passées au crible et des localités étudiées laisse envisager une diversité d'expressions et d'effets. En cela, ces filières se distinguent des formes plus classiques de production (de type *cluster*), et s'inscrivent dans des contextes territoriaux diversifiés qui s'étendent de l'urbain dense de Pondichéry, dans ses franges périphériques marquées par une industrialisation rapide, et dans des espaces ruraux parfois éloignés des centres urbains, mais eux aussi en pleine transformation.

11.3.3.1. Situer les dynamiques artisanales dans le mouvement d'urbanisation planétaire : approcher l'urbanisation par ses expressions localisées

This City has been birthing international political revolutions, new industries, financial crises, epidemics, and unprecedented environmental changes, the scale of which seem much larger than anything traceable to a city. Looking elsewhere for explanations, we've tried to understand the City's new dynamics and unexpected events as "globalization." But this abstract, hard-to-pin-down idea has offered little depth perception into the emerging ground reality.

Jeb Brugmann, 2009, Welcome to the Urban Revolution, p.10.

La complexité de l'urbanisation et la multiplicité même de ses expressions ont mené une fraction importante des études urbaines à adopter des approches universalisantes, totalisantes voire essentialisantes. Comme l'indique Nigel Thrift, la généralisation excessive à partir d'un ou de quelques exemples n'est pas sans danger. Elle risque « d'accorder une importance excessive à

¹¹⁸ Rappelons-le, cette dynamique a récemment été analysée comme définissant un mode d'urbanisation subalterne (Denis et al., 2012; Denis & Zerah, 2017), en référence à un processus localisé « *that animates small places, village settlement, among other "ordinary" spaces* » (Denis et al., 2012, p. 53).

des espaces particuliers, à des conceptions du temps et à des représentations partielles de la ville» (Thrift, 1996).

À partir de là, je propose de m'inscrire dans l'effort «de construire des analyses multidimensionnelles qui, plutôt que d'imposer une cohérence et une fermeture monologiques, permettent à des représentations parallèles et conflictuelles de coexister dans l'analyse» (Schields 1995 : 245 cité par (Amin & Graham, 1997). Ceci permet d'adopter une vision moins «métrocentrique» (Bunnell & Maringanti, 2010), et de déployer des approches plus «provinciales» de la question urbaine (Sheppard et al., 2013) :

en préconisant la provincialisation de l'urbanisme mondial [...], nous cherchons à dépasser [...] la polarisation, en créant un espace pour prendre au sérieux la possibilité qu'aucune théorie unique ne suffise à rendre compte de la nature variée de l'urbanisation et des villes à travers le monde, sans affirmer la nécessité de théories distinctes pour des contextes différents» (Leitner & Sheppard, 2016).

Cette démarche relaie l'effort qui consiste à se «concentrer sur les façons dont la matérialité des villes du Sud et l'économie politique sont liées» (Schindler, 2017), et d'envisager le déploiement des processus urbains dans leur contexte, celui du capitalisme mondial (Brenner et al., 2011). Aussi innovante soit-elle, cette approche implique également d'envisager les singularités et la diversité des processus, ainsi que «les courants sous-jacents» (Simone, 2010).

Par là, deux dimensions a priori opposées (contexte-singularité) sont combinées pour étudier des espaces et élaborer des catégories alternatives pour comprendre les «modèles et les voies d'urbanisation spécifiques au contexte qui ont émergé» (Brenner & Schmid, 2015, p.160).

Ce travail envisage l'étude des activités productives de la poterie et de la pêche littorale artisanale à Pondichéry. Elles semblent illustrer, voire incarner, les effets de l'urbanisation sur les économies et les espaces locaux. L'adoption de cette perspective permet dès lors de combiner l'observation des effets de ce vaste processus, dans ses expressions matérielles, sociales et économiques et politiques, et de décrire les modalités concrètes des actions déployées pour s'adapter, résister ou *faire avec* le changement.

Ce parti pris permet, en outre, de s'émanciper de l'approche dominante dans le champ des études urbaines de délimiter son objet d'étude «par rapport au «centre»^{xxi}. Si les auteurs entendent par là les lieux où opèrent les processus d'urbanisation concentrée, étendue et différentielle (Schmid, 2018)^{xxii}, se départir de cette centralité demande aussi de se pencher sur d'autres espaces. Pour l'heure, prudemment, c'est dans une ville moyenne et sa région urbaine qu'il s'agit de s'intéresser, pour y analyser l'urbanisation au travers des dynamiques de l'artisanat.

Suivant cette perspective d'analyse, ce travail sur l'économie artisanale souhaite dessiner une autre manière de penser l'urbain, depuis des acteurs et des pratiques économiques ordinaires. Il propose de s'interroger sur les manières dont «l'urbain est concrètement appréhendé, comment il est subi, retravaillé, contourné, détourné, combattu», par les acteurs (Brenner, 2014). Ces questions, qui animent la sphère des études urbaines critiques (Schmid, 2018; Brenner & Schmid, 2015; Brenner & Théodore, 2002) sont le plus souvent posées dans la perspective de pratiques sociales, citoyennes et contestataires. Elles relèvent donc plus largement du champ politique. Dans ce cas, j'envisage de mener cette analyse du point de vue des pratiques économiques

ordinaires, dont les acteurs, concernés par le devenir urbain, ne comptent pas de fait parmi les acteurs influents de la production urbaine (Friedmann, cité par Brenner, 2014).

11.3.3.2. L'économie productive dans l'espace urbanisé

Dans un effort qui souhaite éclairer les tenants de la pensée économique *de et sur* l'espace, Denise Pumain met en avant combien, de manière paradoxale, « on ne sait pas (on ne veut pas savoir?) ce que produisent les villes, encore moins, ce que le fait que cette production soit rassemblée là ajoute au produit » (Pumain, 2006).

La complexité des processus, la multiplicité des échelles et des trajectoires des flux qui constituent les économies urbaines semblent donc expliquer la rareté des travaux qui s'attachent à une meilleure compréhension des dynamiques économiques caractérisant les espaces locaux urbains. Or, c'est bien dans et autour de ces espaces que se joue une partie de l'économie locale (productive), qu'elle soit concentrée en son sein ou dans des espaces inscrits sous l'influence de l'urbain. Cette question ouvre un vaste champ d'interrogations sur la production qui s'opère en ville et celle qui est en lien avec la ville, notamment dans un contexte où les frontières entre urbain et non-urbain doivent être reconsidérées. En abordant l'artisanat dans ses relations à l'espace urbain et, par ce biais à l'urbanisation, ce travail contribue à nourrir ces interrogations. Il identifiera de quelle(s) manière(s) des artisans exercent leur activité dans ou, du moins, avec la ville, et de quelle(s) manière(s) certains d'entre eux, jusque-là implantés dans des espaces ruraux, interviennent de manière croissante dans des espaces en cours d'urbanisation. Plutôt que de recourir aux catégories d'urbain ou de rural, il semble plus approprié de parler d'un « urbain étendu » pour appréhender le processus productif dans un espace qui prend la forme de réseaux et de filières, « sous des formes qui constituent la trame sur laquelle se tisse la quotidienneté » (Lefebvre, 1971 réédit. 2001, p.105)¹¹⁹.

11.3.3.3. L'artisanat en prise avec la production de l'urbain, et l'affirmation des villes comme espaces de consommation touristique et culturelle

Dans nos deux cas d'étude, l'activité artisanale se trouve en prise avec la production de l'urbain qui, par le biais de dispositifs de politiques urbaines ou par le jeu du marché foncier urbain, influe sur les localisations artisanales. Cela se traduit par des déplacements plus ou moins forcés, mais aussi, comme dans le contexte à l'étude, au travers d'initiatives visant à créer de nouveaux espaces artisanaux. Dès lors, il paraît important de qualifier les modalités pratiques selon lesquelles opère la production en ville, espace traversé de pressions pour l'usage du sol (spéculation, pressions résidentielles et touristiques), mais aussi d'incitations relevant de politiques de rénovation urbaine, ou de développement touristique et patrimonial.

La ville est ainsi une centralité économique historique dont le rôle est, lui aussi, en pleine transformation. Entre le milieu des années 1980 et le début des années 1990, les principes d'une économie libérale alors en pleine émergence se sont accompagnés en Inde d'un regain d'intérêt des pouvoirs publics (notamment de l'État central) pour l'urbain (Milbert, 2001)¹²⁰. Le

¹¹⁹ Il y a d'ailleurs fort à parier qu'en Inde, l'urbain a toujours été au centre des dynamiques artisanales, l'identification de cette activité au monde des villages étant le résultat d'un repli vers les villages suite à la colonisation.

¹²⁰ Comme l'indiquait Isabelle Milbert au début des années 2000, « même aujourd'hui, l'économie et l'espace urbains n'apparaissent toujours pas dans les nombreux documents d'analyse macro-économique produits par le gouvernement indien, alors que l'espace rural, lui, est largement analysé en tant que tel, sous tous les aspects de son évolution, qu'il s'agisse d'investissements, d'emplois ou autres [...]». De même, l'aménagement du territoire prohibait la création d'emplois et

gouvernement indien considère en effet les villes comme l'un des moteurs principaux de la croissance économique¹²¹. Si les chiffres mettant en évidence la polarisation de l'économie indienne sont clairs, rien ne peut attester le rôle de moteur que jouent les villes dans la croissance économique (Mukhopadhyay, 2018).

Il n'en reste pas moins que l'expansion généralisée de l'urbain stimule des filières spécifiques, devenues des industries majeures parmi celles que compte le pays. C'est notamment le cas de l'industrie du ciment et de la construction, qui ont bénéficié d'un cadre réglementaire favorable dès les années 1990 (Milbert, 2001, p. 183)¹²².

Ce phénomène dessine une tendance qui ne cesse de s'accroître, et qui affirme toujours davantage le rôle des villes comme espaces privilégiés de la croissance économique et de la consommation. Soumises à un mouvement de densification et de croissance inédit, elles concentrent l'essentiel des marchés de la consommation : vastes complexes commerciaux, foires, marchés et boutiques, etc. Dans ce mouvement qui dessine des géographies urbaines empreintes des marques du capitalisme globalisé, les petits espaces de production et de consommation commerciales, dont les activités artisanales, se retrouvent dans une situation souvent ambivalente. D'une part, ils sont susceptibles de bénéficier de dispositifs de restructuration urbaine qui créent de nouveaux espaces de consommation culturelle et touristique. D'autre part, cette petite économie se retrouve aussi à être victime, voire cible de projets urbains de standing qui, selon les lieux, leur assigne une place secondaire, les relocalise voire les invisibilise.

La tendance à la valorisation urbaine génère pourtant également un mouvement inédit en faveur du maintien ou même de l'expansion de nouvelles formes économiques productives. La croissance de la demande en biens de consommation artisanaux et culturels sous l'effet combiné de l'augmentation du pouvoir d'achat de couches urbaines aisées et de l'augmentation des flux et de la consommation touristique pousse les politiques touristiques et culturelles urbaines à trouver des réponses adaptées. Dès lors, on voit se multiplier les marchés artisanaux et les nouveaux lieux d'expositions pensées dans le cadre d'opérations de valorisation patrimoniale. En Inde, ce processus est tout particulièrement visible dans les métropoles comme Delhi, où se multiplient les nouveaux espaces de consommation artisanale et la mise en exergue de quartiers productifs anciens. Si bien des lieux ont une fonction essentiellement commerciale (comme *Delhi Haat*), l'activité de production artisanale y occupant une place folklorisée, certains dispositifs productifs demeurent des centralités productives historiques pleinement fonctionnelles^{123xxiii}, contribuant à

l'installation d'entreprises dans les grandes métropoles et, au nom d'une meilleure répartition des services, refusait de répondre aux demandes des zones urbaines les plus dynamiques » (Milbert, 2001, p. 177).

¹²¹ La puissance démographique des villes, et tout particulièrement celle des métropoles, est présentée par de nombreux observateurs, parmi lesquels figurent les autorités indiennes, comme une source considérable de richesses : alors qu'ils ne concentraient que 17,3% de la population totale en 1951, et contribuaient à hauteur de 29% au revenu national (Census of India), les espaces urbains comptent, en 1981, 23,3% de la population, et contribuent à hauteur de 47% au PIB. En 2001, elles abritaient 30% de la population, et représentaient 60% du PIB (Milbert, 2001). Selon un rapport publié récemment par l'Asian Development Bank et NITI Aayog, la contribution des villes au PIB était, en 2018, de près de 60%. Ces chiffres fournis ici à titre illustratif, suscitent de vifs débats dans la sphère académique (https://www.niti.gov.in/sites/default/files/2022-05/Mod_CEOG_Executive_Summary_18052022.pdf)

¹²² L'introduction des 73^e et 74^e amendements de la Constitution indienne, entrés en vigueur entre avril et juin 1993, confère aux instances urbaines (*cities, towns*) le statut de troisième niveau de gouvernement, après l'État central et les États fédérés. À l'échelle régionale, deux amendements constitutionnels, promulgués en 1992-93, ouvrent la voie à une politique de décentralisation qui attribue une autonomie accrue aux municipalités, leur permettant notamment un accès facilité aux montages public-privé, en vue de répondre à un déficit majeur en infrastructures et en logements. Comme ailleurs dans le monde, ce changement de cap de la politique de planification a suscité une vive concurrence entre les villes et les États du pays pour attirer les entreprises, les capitaux, la main-d'œuvre qualifiée et de nouvelles couches moyennes.

¹²³ C'est le cas des clusters productifs correspondant au dispositif du Small and Medium Enterprises (SME), reconnus par l'État notamment dans le cadre de l'UNIDO Cluster Development Programme (CDP) dont le rôle est de contribuer « à la

des marchés artisanaux hautement valorisés. Le village urbain de Shahpur Jat, situé au sud de Delhi, dont la rue principale a récemment été rebaptisée Fashion Street, constitue un exemple tout à fait évocateur. Ce quartier, créé suite au déplacement de familles *Jats** après la destruction du Fort de Siri érigé durant la période du Sultanat de Delhi au 14^e siècle, est devenu, par sa centralité et par une agglomération d'ateliers productifs de haute compétence, un lieu important de la confection textile, notamment dans le secteur de la mode de mariage de luxe. La consommation de biens culturels et touristiques représente ainsi un enjeu économique majeur à l'échelle du pays comme à celle des espaces urbains concernés. Contrairement au discours officiel, l'essentiel de cette économie émane d'une demande domestique. En 2016, les devises dépensées par les touristes et visiteurs étrangers ne représentaient que 12 % des recettes touristiques générées dans le pays.

L'État du Tamil Nadu, dans lequel le territoire de Pondichéry est enclavé, apparaît en tête du classement des déplacements touristiques. À Pondichéry, le nombre de touristes a quadruplé en une vingtaine d'années (de 289 865 en 1990 à 1 307 301 en 2018, Government of Puducherry, Tourism Department). Ce phénomène met en évidence un enjeu majeur : celui de l'adéquation de l'offre en biens de consommation disponibles localement et de l'engouement de la demande touristique qui émane de couches sociales diversifiées sensibles à l'acquisition de produits artisanaux utilitaires et à celle de biens culturels esthétisés. Le tourisme constitue ainsi une voie privilégiée pour envisager les perspectives d'expansion de l'économie artisanale. Dans ce processus, les villes font plus que jamais figure d'espaces d'opportunités nouvelles.

II.3.3.4. L'urbain étendu : espace d'expression d'un changement environnemental global¹²⁴

Les villes constituent un moteur historique du changement environnemental global (Grimm et al. 2018). Les espaces urbains les plus importants, un temps qualifiés de « monstruopoles »¹²⁵ pour leur pouvoir destructeur sur l'environnement, sont en effet les figures de proue de la modification à grande échelle des écosystèmes qu'ils contiennent et qui les entourent. Leur surdensité génère, entre autres choses, l'imperméabilisation de vastes superficies de terres, l'accroissement de la température et la perturbation des cycles naturels de l'air et de l'eau, tout comme celle des espèces et des paysages. Parmi les nombreux autres effets de l'urbanisation figure aussi une dégradation de la biodiversité, de la qualité de l'eau et des sols, notamment liée à l'un des moteurs de ce processus : l'activité extractive sur laquelle repose l'économie de la construction.

L'urbanisation en Inde, médiocrement planifiée, affecte de multiples aspects de l'environnement naturel et physique. Ce phénomène, opérant dans tout le pays, est tout particulièrement observable dans les espaces nouvellement urbanisés, à l'échelle de ce que l'on peut désigner comme « l'urbain étendu »¹²⁶. Cette expression, rappelons-le, renvoie à un espace urbanisé qui s'étend par-delà les frontières strictes de la ville, fragmenté tant par ses usages que

performance globale et à l'efficacité collective des clusters de petites et moyennes entreprises pour un développement durable, en aidant les communautés locales d'entreprises et les institutions associées sélectionnées dans les clusters ». Voir : <https://dcmsme.gov.in/clusters/clus/indsme.htm>

¹²⁴ L'expression est empruntée à Grimm et al. (2018).

¹²⁵ Terme initialement utilisé pour désigner la métropole de Mexico (Luis Gonzales, 1986).

¹²⁶ Cette notion renvoie à l'expression « d'urbanisation étendue », proposée par Brenner et Schmid (Brenner & Schmid, 2012, 2014, 2015). Revisitée par Martin Arboleda, elle interroge « *the political economy of the current commodity boom in order to recast geographies of extraction as particular morphological expressions of contemporary processes of capitalist urbanization* » (Arboleda, 2015, p. 3).

par les paysages, mais aussi par les activités et les équipements qu'il abrite. Grands travaux d'infrastructures de transport et de communication, complexes industriels, clusters d'activités extractives comptent comme autant « d'entreprises qui [...] transforment rapidement les paysages, les territoires et les établissements en des formes étendues d'urbanisation »¹²⁷. Dans ce contexte, les espaces protégés, les espaces d'usages *communs*, mais aussi les terres agricoles, enclins à n'être envisagés que sous le seul prisme de la ressource économique, se voient largement affectés par la brutalité de ces processus. Les instances de planification urbaine et régionale s'avèrent, en effet, souvent déficientes pour limiter l'emprise spatiale des activités les plus importantes et à en réguler les forces. Dans un contexte généralisé de forte concurrence pour l'accès aux ressources souvent dominé par les groupes et les secteurs les plus influents, les acteurs les moins bien dotés se voient dépossédés dans l'accès et dans l'utilisation de l'espace.

Les espaces périphériques, longtemps peu convoités, peu à peu grignotés par la dynamique d'expansion urbaine, deviennent des réserves de ressources contestées. Comme l'indiquent Grimm et al., ce phénomène a des effets majeurs sur la gestion et la gouvernance des écosystèmes, et entraîne une concurrence accrue pour l'accès aux milieux et aux ressources qu'ils contiennent (Grimm et al., 2018). À Bangalore, les pressions s'opèrent principalement sur les ressources en eau et sur les espaces verts (*green spaces*) : « Les plans d'eau sont de plus en plus pollués et envahis par l'agriculture intensive et par les espaces bâtis urbains, et les terres agricoles sont converties en zones commerciales, industrielles et résidentielles (Nair 2005, Sudhira et al. 2007) »^{xxiv} (Grim et al., 2018).

Jusqu'à présent, seuls les espaces les plus vulnérables et soumis à des exploitations brutales comme les zones minières ou la forêt amazonienne, ont fait l'objet de recherches considérant ces espaces comme environnement et comme ressource dont il s'agit de réguler les usages. Ici, c'est à un autre contexte qu'il s'agit de faire référence : celui qui s'étend de la ville à la non-ville (Angelo et Wachsmuth, 2015). Dans le contexte de l'urbain étendu, nombre d'activités puisent en effet dans les ressources de manière souvent diffuse, et transforment le couvert végétal et l'usage des sols sans que soient pensés les possibles déséquilibres induits.

Cet aspect concerne les relations « socio-naturelles », menacées par des processus qui tendent à

occulter certains des paysages opérationnels qui facilitent les médiations socioécologiques rendant possible le fonctionnement du système urbain. Ainsi, les zones industrielles massives, les districts miniers, les sites d'extraction pétrolière et les complexes agro-industriels sont généralement repliés dans des endroits reculés où ils restent masqués (Angelo & Wachsmuth, 2015)^{xxv}.

Cette description renvoie à un débat actuel sur les modèles économiques basés sur l'extractivisme. Elle met en évidence combien nombre d'espaces dont dépendent les petites activités économiques, notamment, pour ce qui nous intéresse, l'artisanat de production, sont d'incontournables points d'accroche sur lesquels et à partir desquels opèrent à la fois les processus d'industrialisation et d'urbanisation.

¹²⁷ Si l'auteur étudie spécifiquement le cas du continent latino-américain, cette même dynamique concerne de nombreux espaces de la planète, l'Inde figurant parmi les principaux.

Ainsi, il est important de porter un regard attentif sur cet aspect de l'espace, qui concentre à la fois les enjeux et les expressions du changement environnemental global, et ceux, plus localisés, qui constituent le support de l'économie productive. Ce regard permet non seulement d'avancer dans la prise en compte des multiples expressions des rapports qu'entretiennent l'espace et l'économie, ici l'artisanat, mais aussi d'ouvrir des perspectives pour penser l'espace comme un environnement, constitué de matière, et comme une ressource pour les acteurs. Pour ces derniers, cet espace se présente tout à la fois comme un environnement naturel, productif (économique), et politique, dans lequel ils puisent des ressources brutes-matérielles, où ils exercent leur activité, où ils déploient leurs réseaux économiques-commerciaux. Autant d'aspects qu'ils s'approprient ou tentent de s'approprier.

II.4. TROIS DIMENSIONS DE L'ÉCONOMIE ARTISANALE EN CONTEXTE D'URBANISATION RAPIDE : UN SOCLE POUR L'ANALYSE

Les trois caractères préalablement cités comme constitutifs de l'espace tel qu'il peut être pensé depuis la perspective de l'artisanat – matériel, social et politique –, mènent à la définition de trois axes d'analyse. Ensemble, ils permettent de penser l'artisanat dans ses formes contemporaines, à la fois du point de vue matériel, social et politique, et en lien avec le contexte d'urbanisation rapide dans lequel sont entraînés les espaces indiens de toutes tailles.

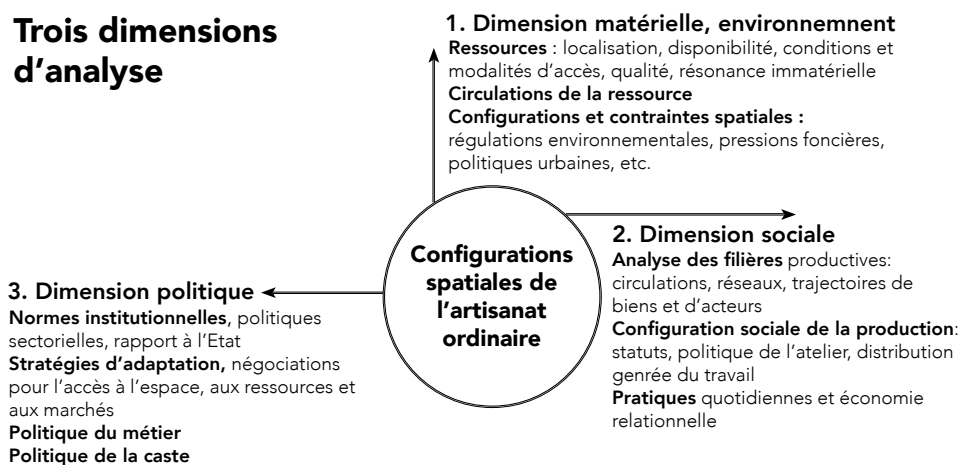


Figure 7 : Configurations spatiales de l'artisanat ordinaire : une proposition d'analyse (nb, 2020)

II.4.1. La dimension environnementale de l'artisanat de production : matérialités, ressources

Le premier axe d'observation et d'analyse consiste à aborder la dimension matérielle et écologique de la production artisanale. Pour pouvoir travailler et fabriquer, les producteurs artisanaux dépendent de la disponibilité des ressources matérielles à la base du processus de production. Une première perspective d'analyse propose de partir de ces éléments matériels, en

les identifiant et en les localisant, afin d'étudier les conditions selon lesquelles s'opère leur mise à disposition et leur accès pour les petits producteurs. Cette approche, inspirée de la démarche consistant à « suivre la chose » (*follow the thing*, Cook, 2004), est fondée sur le renouveau des approches matérielles dans les sciences sociales, et plus spécifiquement dans les travaux de géographie anglophone (Bakker & Bridge, 2006; Cook & Tolia-Kelly, 2012; Hesse, 2010; Ian & Michelle, 2003; Jackson, 2000; Tolia-Kelly, 2013) ainsi que, en France, dans les pratiques de « géographie des objets » (Weber, 2015).

De ce fait, cet axe est centré sur « les choses, objets et structures physiques qui donnent à l'espace sa forme et sa substance » (Weber, 2015). L'étude des deux filières artisanales prises en exemple sera abordée à partir de leur ressource principale, les matières premières extraites du milieu pour la fabrication de poterie, d'une part, et d'autre part la ressource halieutique, dans le cas des pêcheurs. Pour cela, elle se concentre sur les lieux et sur les conditions d'accès des artisans-producteurs aux ressources matérielles nécessaires à la production.

Partant de ce point initial d'observation, il s'agira d'interroger les conditions et les modalités concrètes d'acquisition de la matière, avant de « suivre ces matériaux » dans leur circulation des lieux de collecte ou de capture selon les cas, à l'espace productif (l'atelier pour le potier, ou l'espace utilisé pour assurer le débarquement, puis les activités de tri, de nettoyage, pour les pêcheurs). Il conviendra d'inclure, si nécessaire, les lieux dans lesquels se déroulent les échanges, qu'ils soient économiques (marchands), rituels (religieux) ou relèvent de transactions sociales ou politiques. Il s'agira de décrire les dynamiques qui mettent en mouvement matières premières, travailleurs et vendeurs dans leurs lieux, avant de les replacer dans le contexte de l'urbanisation.

À l'échelle des espaces productifs de la poterie ou de la pêche, ce mouvement tend à jouer un rôle important, bien que différencié. Ses expressions génèrent pour les artisans bon nombre de contraintes, notamment celle de leur accès à la terre, pour la ressource ou pour travailler, pour loger. Elles ouvrent aussi, éventuellement, de nouvelles perspectives économiques, notamment sous l'effet d'une demande en pleine expansion. L'étude de la dimension spatiale des objets essentiels à ces deux formes d'artisanat représente une démarche préalable à l'analyse des relations sociales et politiques qu'elles dessinent.

II.4.2. La dimension sociale de la production, ou le quotidien des filières productives

Le deuxième axe d'analyse proposé concerne les rapports sociaux au sein même de l'espace productif. Selon la formule de Douglas E. Haynes, ils relèvent de « la politique sur le lieu de production » (*Politics at the point of production*, Haynes, 2012)¹²⁸. Suivant cette perspective inscrite chez Haynes dans l'étude de l'histoire du capitalisme tel qu'il se structure à l'échelle de petites villes indiennes, il convient de s'intéresser aux lieux de production au sein desquels opèrent les artisans-producteurs, et d'observer les modalités selon lesquelles les systèmes relationnels se structurent au quotidien dans le travail, et la distribution des tâches au sein de l'atelier. Cette échelle d'observation permet aussi de retracer quelques fragments du quotidien productif. Elle offre en outre l'opportunité d'envisager les liens entretenus par cet espace productif avec d'autres espaces fonctionnels auquel l'atelier est associé. Cela peut concerner des ateliers de sous-traitance, des espaces de transit ou de stockage, ou encore des temples avec lesquels les artisans engagent

¹²⁸ J'utilise ici le terme *socialités*. Pourtant, le terme utilisé par Haynes est bien celui du politique. De manière intéressante, l'auteur décrit bien le quotidien de la production, c'est-à-dire ce qui se passe dans l'atelier, à la fois sur le temps de travail, entre les hommes et les femmes, la famille, etc., qu'il conçoit comme relevant du politique.

nombre de transactions marchandes et non marchandes. Cette perspective d'analyse peut rendre compte du tissu relationnel tissé au sein du site de production et de ses réseaux, traversant les trajectoires professionnelles et productives des artisans.

Les artisans-producteurs qui exercent des professions héréditaires ou non tissent des relations dans leur quotidien. Il s'agit de rapports qu'ils nouent entre eux, c'est-à-dire entre artisans, avec les membres de leurs familles, femmes en premier, dans leurs sphères sociale et domestique directes, mais également avec d'autres métiers et acteurs institutionnels et politiques. Inclure cette dimension favoriser la prise en compte des problèmes qu'ils rencontrent dans leur travail, mais aussi de mieux saisir leur place dans la chaîne productive, définie par les exigences du marché, mais aussi par les règles de la caste, du village ou du quartier.

II.4.3. Politique de l'artisanat

Le troisième axe d'analyse interroge plus spécifiquement la dimension politique et patrimoniale de ces systèmes productifs. Elle concerne à la fois les relations que les acteurs entretiennent avec l'État et les politiques publiques (économiques et urbaines), et les logiques produites au sein du monde productif artisanal. Celles-ci comptent avec de nombreux acteurs, associations professionnelles, castes, organisations non gouvernementales, etc. Cet axe vise à caractériser les effets des décisions publiques et de la planification urbaine ou régionale sur les mondes de la production, en révélant les tensions et conflits qui s'opèrent entre eux. Cette analyse doit se construire au plus près des récits d'artisans, afin de cerner les exigences, les résistances et les négociations auxquelles ils doivent faire face pour accéder à l'espace, en déployant et pérennisant leur activité.

Pensées dans leurs combinaisons, ces trois dimensions des rapports qu'entretient l'artisanat de production à l'espace constituent un socle qui mérite d'être soumis à l'épreuve du terrain. Nous le verrons, cette formalisation offre un point de vue singulier sur les dynamiques de l'urbanisation telle qu'elle opère à une échelle locale. Ce local est pensé à la fois du point de vue matériel et en regard avec l'environnement naturel sur lequel elle agit, entendu ici notamment au travers des ressources qu'il contient. Ce local est ensuite un espace de vie et de travail dans lequel les manifestations de l'urbanisation et des changements qui l'accompagnent retentissent au-delà de la seule sphère du travail, jusque dans le quotidien et dans les pratiques politiques des artisans et de leurs mondes sociaux.

Ce socle analytique, né d'une relecture de mes travaux antérieurs sur la question artisanale en milieu urbain touristique (voir le volume 1 de ce dossier, et Bautès, 2004), est élaboré sur la base d'une enquête exploratoire des filières de la poterie et de la pêche littorale en mer observée dans leur inscription dans la région de Pondichéry, à l'échelle de l'« urbain étendu ». Celui-ci doit être maintenant brièvement présenté.

L'éclairage empirique qui suit (Partie III) constituera une première mise à l'épreuve de ce cadre d'analyse qui trouvera, dans des travaux à venir, des éléments d'approfondissement.

II.5. UN ESPACE LABORATOIRE : LA RÉGION URBAINE DE PONDICHÉRY

Le choix d'étudier les rapports entre l'artisanat et les changements observés dans ses espaces d'inscription à l'échelle de la région urbaine de Pondichéry¹²⁹ s'appuie sur les caractères historiques de cette activité dans cet espace et sur ses récentes transformations. Dans cette introduction du contexte dans lesquels les premiers travaux ont été menés, j'insiste sur la position *intermédiaire* de cet espace, situé entre de grandes régions métropolitaines du pays et des espaces les plus reculés. Aussi, la région de Pondichéry est traversée de dynamiques économiques et urbaines majeures sans pour autant figurer parmi les espaces les plus touchés du pays par les changements récents de l'urbanisation et de l'économie. L'histoire administrative et politique de cette région en fait un espace tout sauf ordinaire à l'échelle du pays. Pondichéry, ancien comptoir colonial établi sur la base d'une concession attribuée à la Compagnie française des Indes orientales en 1674, a été constitué en un *Union Territory* (territoire de l'Union) suite à sa restitution à l'Inde indépendante. Le territoire est directement administré par l'État central. Tout comme ses quatre entités constitutives¹³⁰, le district de Pondichéry se présente sous une forme non contiguë, constitué de 13 enclaves enserrées dans l'État du Tamil Nadu, aspect qui participe à complexifier sa gouvernance.

La configuration actuelle du territoire met en évidence un important morcèlement géographique et administratif qui résulte de négociations foncières entre la Compagnie des Indes et le pouvoir colonial britannique. Ce morcèlement caractéristique génère des complexités de gestion et des jeux politiques, plaçant les enclaves pondichériennes sous l'influence économique et politique de son grand voisin tamoul (État du Tamil Nadu), mais aussi dans une situation singulière du fait des statuts spécifiques lui ayant été attribués lors de son intégration dans l'Union indienne en 1962¹³¹. Disposant, à l'instar du Territoire de l'Union de Delhi, d'un gouvernement autonome, l'*Union Territory* de Pondichéry est doté d'une assemblée législative dirigée par un ministre en chef (*Chief Minister*). Celle-ci est autorisée à légiférer, souvent sous réserve de ratification par le gouvernement central par le biais de son représentant¹³². Aussi, tout en étant traversé par des logiques économiques qui caractérisent cette région de l'Inde, tant en termes de processus de production, de ressources naturelles, de capitaux et de technologies, Pondichéry répond à des logiques politiques spécifiques, liées à l'importance du rôle du Gouvernement central, dont l'influence est majeure sur sa gestion, et source de vives oppositions politiques. À

¹²⁹ Bien que de nombreuses villes indiennes soient aujourd'hui désignées par une nomenclature indigène, dans cette ville, le nom colonial Pondichéry et le nom tamoul Puducherry sont utilisés indifféremment. Par ailleurs, le nom de Pondichéry renvoie à trois périmètres géographiques distincts : le Territoire de l'Union, rassemblant quatre établissements de l'ancienne Inde française (Mahé, Pondichéry, Karaikal et Yanaon), le district siège de la capitale du territoire, et la municipalité de Pondichéry, ville-capitale du Territoire. Ce travail se focalise sur ces seconde et troisième désignations, à savoir le district et la ville.

¹³⁰ Ces entités correspondent à 4 des 5 établissements de l'ancienne Inde française : Pondichéry, Karaikal, Mahé et Yanaon. Le cinquième, Chandernagor, est intégré à l'État du Bengale-occidental suite à la signature du Traité de cession signé à Paris le 2 février 1951, entré en vigueur le 9 juin 1952.

¹³¹ L'organisation administrative actuelle du territoire de Pondichéry remonte au traité de cession, signé le 28 mai 1956 entre la France et l'Inde et entré en vigueur en 1962. Ce traité entérinait la cession des anciens établissements français de Pondichéry, Mahé, Yanaon et Karaikal et leur réunion dans une entité autonome de l'Union indienne dotée d'un statut spécifique. L'UT de Pondichéry est étroitement dépendant des autorités fédérales pour leur budget et pour l'exercice de leur pouvoir politique.

¹³² La municipalité de Pondichéry, désignée comme telle suite au *Puducherry Municipalities Act* de 1973, était jusque récemment administrée par un maire, qui a été substitué par un président de conseil municipal. Le pouvoir exécutif est néanmoins assuré par un commissaire municipal (Municipal Commissioner), nommé par le gouvernement de l'Union Territory. Voir le *Pondicherry Code, volume III, Law Department, Government of Pondicherry.*, <https://law.py.gov.in/docs/Code3.pdf>. Pour des précisions sur son régime administratif, voir Raja P., 1987, *A concise history of Pondicherry : from the earliest times to the present day*, Busy Bee Books, Pondicherry.

cette spécificité s'ajoute celle du rôle joué par son héritage colonial, du point de vue matériel (morphologie urbaine, architecture coloniale), mais aussi sociopolitique (influence de la diaspora tamoule en France, notamment des francopondichériens), qui influe sur les dynamiques urbaines, sociales et politiques récentes.

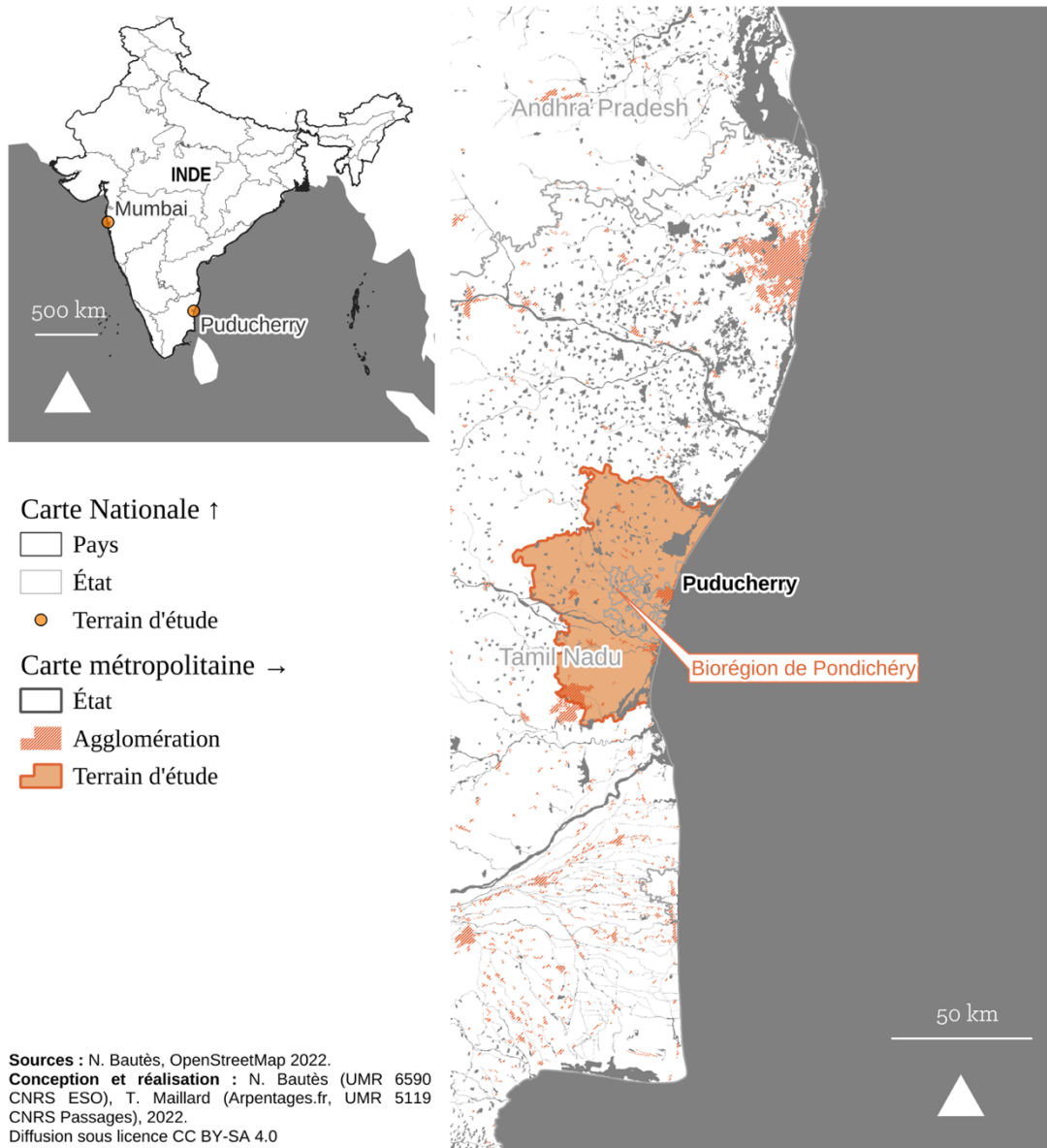


Figure 8 : Pondichéry (Puducherry) en 2022, et sa biorégion, définie d'après le Sustainable Regional Planning Framework PVAC (PondyCan, 2012)



Sources : N. Bautès, OpenStreetMap 2022.
Conception et réalisation : N. Bautès (UMR 6590 CNRS ESO),
 T. Maillard (Arpentages.fr, UMR 5119 CNRS Passages), 2022.
 Diffusion sous licence CC BY-SA 4.0

Figure 9 : L'enclave de Pondichéry, districts et taluks* connexes (Tamil Nadu)

Dans sa capitale et autour d'elle, le district de Pondichéry se présente aujourd'hui sous une forme fortement urbanisée (taux d'urbanisation, 98 %). Cet espace correspond à l'agglomération urbaine (*urban agglomeration*) constituée des municipalités de Pondichéry et d'Oulgaret (Ozhukarai), et de 4 taluks (Bahour, Ozhukarai, Puduchery et Villianur (Figure 9).

Le district a récemment connu une forte croissance démographique, passant de 350 000 habitants en 1971 (Census of India) à 648 000 au dernier recensement disponible (2011), les estimations faisant état d'une population de plus de 1 million d'habitants en 2020. La morphologie en enclave du district et son enchâssement dans le territoire de l'État du Tamil Nadu laissent entrevoir une région où se joutent espaces fortement urbanisés, complexes industriels et vastes zones agricoles encore actives. Le mouvement rapide de conversion foncière,

stimulé par la demande en terrains à bâtir, est un autre caractère fort du mouvement d'urbanisation observé dans la région (Figure 10).



Figure 10 : La vente de terrains à bâtir constitue un marché en pleine expansion dans la région de Pondichéry (nb, 2019)

À une échelle plus large, la région formée par le district de Pondichéry et ses abords directs est également structurée par un maillage de villes moyennes du Tamil Nadu. Ce maillage est polarisé autour des villes moyennes de Tindivanam, Villupuram, Panruti et Cuddalore, qui ont tendance à ne plus former qu'une vaste aire urbanisée. À la fonction centrale qu'occupe la ville de Pondichéry, principal pôle urbain et centre de services pour cette vaste région longtemps rurale, s'ajoute son caractère historique lié à l'héritage colonial. En plus d'avoir influencé la morphologie urbaine de la capitale, celui-ci confère à la ville une singularité patrimoniale qui constitue un atout économique fort, au point de figurer au cœur des stratégies de développement urbain et de *city-branding*. Cette dynamique est d'autant plus marquée depuis 2017, suite à l'obtention par Pondichéry du dispositif fédéral *Smart City Mission*. Ceci a entraîné la mise en œuvre d'une série de travaux de rénovation et de valorisation patrimoniale, tandis qu'en parallèle le secteur privé, touristique et immobilier, a déployé une offre résidentielle et touristique toujours plus élaborée. L'ambition de faire de la ville et de sa région environnante une « destination touristique globale » (PSCDC, 2016) figure ainsi au cœur du projet urbain. Loin de ne concerner que les zones centrales, définies comme périmètre privilégié d'intervention du dispositif Smart City, c'est bel et bien l'ensemble de la biorégion, notamment les villages côtiers alentour et ceux sur lesquels est implantée la communauté internationale intentionnelle d'Auroville, qui se trouve mue par cette dynamique. Cela se traduit notamment par une attractivité croissante, attirant nouvelles populations et investisseurs, notamment ceux qui opèrent sur des marchés de niche et qui mobilisent diverses formes de capital économique et culturel.

11.5.1. Pondichéry, ville patrimoine soumise aux ambitions d'un développement urbain smart

11.5.1.1. Une morphologie urbaine singulière

En Inde, la ville de Pondichéry apparaît comme un espace singulier. L'ancien Comptoir français n'est intégré à l'Union indienne qu'en 1962, soit plusieurs années après le reste de l'Inde, qui a obtenu son indépendance en août 1947. Conçue selon un plan en damier réalisé par les

Hollandais¹³³ formant aujourd'hui la « ville-boulevard », la ville anciennement fortifiée est divisée en deux par le *Grand Canal* (Figure 11). Cet ouvrage d'endiguement de 1,7 km, creusé en 1788, a été initialement pensé pour alimenter en eau les manufactures. Il constitue aujourd'hui une protection contre les risques fréquents d'inondation de la ville. Le long de ses berges ouest se déploie ladite Ville tamoule (*Tamil Town*) structurée le long de temples dont les noms éponymes se sont substitués à ceux des castes, longtemps utilisés pour l'appellation des rues. Le long de ses berges situées à l'est, s'étend le « quartier français » (*French quarter*), qui contient l'essentiel des édifices patrimoniaux coloniaux, bâtiments publics et résidentiels indo-français dont certains ont été restaurés ces dernières années. Plusieurs institutions appartenant encore aux autorités françaises (Consulat de France, Lycée français, Alliance française, Institut Français de Pondichéry) actives dans la vie publique y sont implantées. Les plaques de rue y portent des noms en français et en tamoul. Cette partie de la ville abrite également l'ashram de Sri Aurobindo, puissante institution spirituelle qui exerce une influence politique considérable aux niveaux local et national. Ses franges littorales s'étendent le long d'une promenade maritime pittoresque, au-delà de laquelle, au Nord et au Sud, se déploient des villages historiquement habités par des communautés de pêcheurs.

L'ensemble de cet espace forme la *Boulevard Town*, récemment désigné comme la ville patrimoine (*Heritage City*), enserrée dans un boulevard circulaire établi en 1827 à l'emplacement des anciennes fortifications. Autour de la ville-boulevard au plan en damier s'étendent des quartiers résidentiels développés selon une trame moins régulière. Enfin, à quelques kilomètres en périphérie se trouve la communauté internationale d'Auroville¹³⁴, fondée en 1968 comme une expérience visant à réaliser l'unité humaine et à construire un nouveau type de ville sur le plan social, urbanistique et environnemental. En 2017, Auroville a inauguré un centre du patrimoine villageois (*Mohanam Village Heritage Centre*) destiné à maintenir et à promouvoir la culture locale rurale tamoule¹³⁵. Il comprend un centre de formation artisanale, un centre culturel, un espace dédié à des performances de danse et de musique, un amphithéâtre, un étang artificiel et un espace d'exposition. Tous ces lieux et caractéristiques font de Pondichéry et de ses environs une destination touristique nationale et internationale en pleine croissance. Le nombre de touristes indiens en visite, de 289 865 en 1990, est passé à 1 307 301 en 2018 (Government of Puducherry, Tourism Department)¹³⁶.

¹³³ Même en ayant duré que quelques années seulement, de 1693 à 1699, l'occupation de Pondichéry par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales a donné lieu à la réalisation du tracé du plan orthogonal qui servira de référence au plan d'urbanisme développé par les cartographes français au début du 18^e siècle. Voir Deloche, J. 2005. Le vieux Pondichéry (1673-1824) revisité d'après les plans anciens. Institut Français de Pondichéry. <https://books.openedition.org/ifp/354?lang=fr>

¹³⁴ Située à moins d'une dizaine de kilomètres au nord de Pondichéry, dans l'État du Tamil Nadu, Auroville se veut un lieu expérimental, un laboratoire humain dédié à la transformation collective de l'humanité par les essais et les accomplissements de ses membres. Officiellement inaugurée en 1968, la cité n'abrite qu'une communauté de 2 500 personnes, mais elle bénéficie d'une grande attractivité touristique, notamment du fait d'un dense tissu commercial, de la présence de multiples cafés qui mettent en scène une diversité culturelle et des initiatives de labellisation de produits issus d'une agriculture biologique). Ces aspects contribuent à l'attractivité touristique de Pondichéry (Goreaud-Ponceau & Bautès, 2020).

¹³⁵ <https://www.mohanam.org/our-story>

¹³⁶ L'épisode sanitaire lié à la diffusion mondiale du virus Sars-Cov-2 en 2020 a conduit à une baisse drastique de la fréquentation touristique, qui n'avait, en juin 2022, pas retrouvé sa dynamique.



Figure 11 : Municipalité de Pondichéry et son centre-ville : la Boulevard-Town (PVAC, 2016)

II.5.1.2. Une dynamique touristique engagée autour d'initiatives patrimoniales hésitantes

Pondichéry constitue pour sa région un point nodal de l'économie, notamment du tourisme. En plus de s'appuyer sur un patrimoine architectural englobant le bâti colonial et l'architecture tamoule faisant l'objet de dispositifs de protection plus ou moins réussis¹³⁷, la dynamique patrimoniale tend aussi dernièrement à s'appuyer sur l'héritage industriel de la ville. Longtemps en déshérence, le tissu industriel de la filature et du tissage et ses anciennes usines (*mills*)¹³⁸ ont

¹³⁷Après avoir œuvré de longues années à établir un périmètre de sauvegarde du patrimoine architectural de la ville et de conduire des démarches menant à une législation en la matière, INTACH semble aujourd'hui s'apparenter à une agence d'architecture, répondant systématiquement aux appels d'offres lancées par les autorités locales pour la construction ou la rénovation d'édifices aux formes « patrimonialisées ». Les architectes de la structure engagent la promotion d'un style « franco-tamoul » qui semble, aux yeux de plusieurs spécialistes, une interprétation libre et normative de l'architecture caractéristique de la période coloniale française.

¹³⁸ Plusieurs usines textiles sont implantées dans la ville, d'abord en 1828, Kusapalayam 1864, Mudaliarpét 1892, mais également une distillerie au niveau de l'actuelle Beach Road, en 1897. Pondichéry a notamment été le centre du commerce des toiles bleues (indiennes), grâce à la qualité des eaux sur le territoire, et à l'initiative de la compagnie des Indes, fort du soutien de la France. Ce qui a fait la richesse de l'Inde et qui a attisé la convoitise des envahisseurs est aussi ce qui l'a rendue vulnérable : un système social cloisonné en castes-corporations, propice à une production artisanale remarquable mais qui a eu pour conséquence une absence d'intégration politique de ses divers composants. Les principaux produits exportés par

tout récemment fait l'objet d'initiatives visant à en assurer la promotion, en s'appuyant sur la dynamique touristique de la ville et de son littoral proche¹³⁹. Ce type de processus de promotion-valorisation est à ce jour exclusivement orienté vers le textile, ancienne spécialisation industrielle de la ville, et dont le secteur compte parmi les plus importants de l'économie artisanale, longtemps soutenue par l'État au titre des industries protégées (*Handloom Reservation of Articles for Production Act*, 1985). Si l'actualité des dernières années a été marquée par de vives contestations suite aux tentatives successives du gouvernement d'amender ce texte¹⁴⁰, il demeure un secteur dominant au sein de l'artisanat. À Pondichéry, en mars 2022, à l'initiative d'un entrepreneur touristique franco-tamoul investi dans le Conseil au Commerce extérieur de la France (CCEF), France Musée a réalisé une étude exploratoire sur un projet « hybride, culturel et muséal » : le *Textile Park*. Le communiqué de presse faisant suite à sa présentation à l'occasion de l'*International Museum Construction Congress* (IMCC) l'expose :

Le projet est basé sur la revitalisation d'un site historique et préfigure un nouveau type de destination culturelle. Il consiste à développer un écosystème vivant, culturel, touristique, économique et éducatif durable. Le Textile Park puise sa force dans l'héritage de cette riche région textile et l'oriente vers un avenir nouveau.

(Communiqué de presse, France Musée, mars 2022)¹⁴¹

Dès lors, l'artisanat compte bel et bien parmi les préoccupations du moment, à la fois en termes économiques et patrimoniaux. Il est d'ailleurs susceptible d'entrer en résonance avec les projets touristiques et patrimoniaux récemment mis en œuvre par les autorités locales, et financés depuis 2017, dans le cadre du schéma fédéral *Swadesh Darshan*¹⁴². Ce programme offre aux autorités locales les moyens d'investir dans des infrastructures permettant de faire figurer Pondichéry sur la carte nationale des destinations côtières (*Coastal Circuits*). Cet outil s'accompagne, la même année, de la sélection de la ville au titre du dispositif *Smart City Mission*¹⁴³. Depuis lors, répondant à l'ambition de faire de la ville et de sa région environnante une « destination touristique globale »¹⁴⁴, l'essentiel des investissements publics est destiné à la rénovation d'une grande partie de la ville-boulevard définie dans le programme *Smart City* comme principal espace d'intervention, ou *Area-Based Development* (ABD). De ce fait, on assiste à une progressive spécialisation fonctionnelle de cette portion de la ville dans des activités liées au tourisme et au patrimoine. L'artisanat du textile, mais aussi plus largement d'autres formes de biens artisanaux, sont ainsi susceptibles de tirer avantage de la politique touristique et patrimoniale.

la colonie étaient le coton et l'indigo. Ces exportations ont été facilitées par la levée des taxes sur les produits d'export en 1862.

¹³⁹ <https://www.francemuseums.fr/communiqué-textile-park-pondichery/>

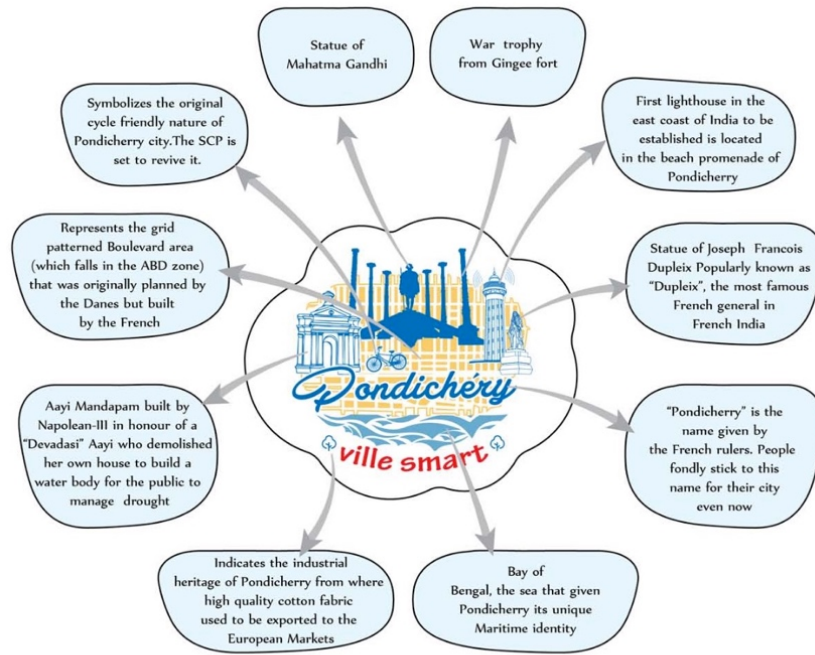
¹⁴⁰ <https://www.thehindu.com/business/Industry/no-change-in-definition-of-handloom-textile-ministry/article5558390.ece>

¹⁴¹ <https://www.francemuseums.fr/communiqué-textile-park-pondichery/>

¹⁴² Voir le site : <http://swadeshdarshan.gov.in/index.php?Theme>

¹⁴³ Pour des détails sur ce dispositif financé dans le cadre d'un partenariat pluriannuel entre le gouvernement central et le gouvernement local, voir <http://pondicherrysmartcity.in/>

¹⁴⁴ La formule figure au premier plan de la *Smart City Vision for Puducherry*, développée dans le cadre de la candidature de la ville à la mission fédérale. Voir (Pillai et al., 2018).



The logo of our City epitomises the collective aspirations of its citizens to transform Puducherry into a Global Tourism Destination by leveraging its unique Spiritual, Cultural and Heritage values. It also symbolises the emergence of "City" as an Organic Liveable Entity that is set to transform the lives and livelihoods of its Citizens for the better.

Figure 12 : Logo de la mission Smart City à Pondichéry, Puducherry Smart City Development Corporation Limited (pondicherrysmartcity.in)

II.5.1.3. La « ville intelligente », nouvelle orientation de la fabrique urbaine

La perspective de mise en œuvre de la mission Smart City à Pondichéry est susceptible d'entrer en résonance avec le développement des filières artisanales. Si ce modèle fait généralement référence à « la promotion de villes plus durables et inclusives grâce à l'innovation technologique » (Crivello, 2015; Hollands, 2008), il se pose de manière spécifique à Pondichéry, où il affiche une ambition touristique et patrimoniale. Néanmoins, comme l'illustrent plusieurs auteurs, le transfert du modèle de la « ville intelligente » à des initiatives de planification dans le Sud semble poser question, notamment en raison de son esprit « auto-congratatoire » (Hollands, 2008). Le cas de Pondichéry ne fait pas exception. Malgré les attentes initiales, le dispositif a suscité un vif débat sur la façon de combiner les efforts visant à « fournir de nouvelles possibilités de subsistance, à améliorer l'hygiène, à organiser le transport et à construire des logements », objectifs centraux de la mission, dans le contexte d'un espace urbain dont le développement demeure très marqué par des inégalités sociales, et souffre d'une gestion lacunaire. Le plan est pourtant ambitieux. L'objectif déclaré du gouvernement de Pondichéry est de « redévelopper la ville en une destination touristique mondiale en tirant parti de son patrimoine, de ses avantages culturels, spirituels et éducatifs ; améliorer la qualité de vie des citoyens en fournissant une mobilité urbaine efficace, une infrastructure civique intelligente, une prestation de services intelligente et une prise de décision participative » (Municipalité de Pondichéry & *Smart City Mission Transformation*, 2016).

Le discours politique et la position institutionnelle qui ont longtemps dominé la question du patrimoine culturel relèvent essentiellement de considérations relatives à sa valorisation économique. En outre, pour les institutions de Pondichéry, le patrimoine qui singularise la ville et mérite à ce titre d'être conservé et valorisé relève de la seule architecture coloniale française. Cette position a justifié des interventions sporadiques de restauration ou de conservation de bâtiments spécifiques coordonnées par l'INTACH-Pondichéry, qui a notamment opéré un travail de réinvention, donnant notamment lieu à l'identification d'un style architectural franco-tamoul. Tandis que ce style semble relever d'une invention contemporaine, les singularités architecturales tamoules semblent susciter peu d'attention de la part des autorités urbaines. C'est notamment le cas des nombreuses maisons tamoules qui structurent la ville-centre, dont une grande partie tend depuis plusieurs décennies à être détruites, remplacées par des immeubles modernes de plusieurs étages (Dulau, 1994). Plusieurs sites majeurs du patrimoine tamoul matériel et immatériel, situés à l'intérieur et à proximité de la municipalité, ont aussi été ignorés et sont, par conséquent, en train de disparaître. L'attention sélective accordée par les autorités municipales à la conservation et à la promotion architecturale est exemplaire de la vision conventionnelle du patrimoine comme préservation du passé, qui se combine à un sentiment contradictoire de nostalgie coloniale (Bissel, 2005). D'une manière générale, les contestations de cette vision posent plutôt le patrimoine comme une interprétation partielle d'objets, de lieux et de pratiques. Comme le formule Rodney Harrison, ces éléments sont « brandis comme un miroir du présent » et associés à un système de valeurs que leurs auteurs souhaitent porter dans le futur » (Harrison, 2013). Il y a là un aspect de la projection des opérateurs touristiques et urbains qui interroge les tenants contemporains de l'urbanisme en Inde, qui semblent enclins à se tourner vers des logiques immobilières de court-terme, faisant fi de tout investissement qui pourrait pourtant à terme s'avérer bénéfique du point de vue économique.

Au-delà des profondes transformations qui marquent aujourd'hui l'espace urbain de Pondichéry, la ville est inscrite dans des dynamiques régionales elles-mêmes en pleine mutation. Celles-ci comprennent à la fois les parties les moins densément peuplées et urbanisées du district situées au sud-ouest, et les districts adjacents de Cuddalore et Villupuram. Ces quatre entités, qui couvrent une superficie de près de 2 500 km², peuvent en effet être pensées comme formant un ensemble cohérent, susceptible de supporter une réflexion en termes de planification. C'est ce parti pris, adopté en 2012 par un consortium constitué d'institutions issues de la société civile, comptant avec le soutien de l'ADEME¹⁴⁵, qui préside à la définition du périmètre d'étude.

II.5.2. La biorégion de Pondichéry, espace cohérent pour l'analyse des transformations liées à l'urbanisation

La région de Pondichéry, espace principalement couvert par le district éponyme et par des portions des districts voisins de Villupuram et de Cuddalore, connaît une croissance urbaine rapide et chaotique. En cela, elle suit le mouvement à l'œuvre dans l'ensemble du pays¹⁴⁶, dont

¹⁴⁵ Ce consortium est constitué de plusieurs membres des associations PondsCan, du trust Intach-Pondichéry, et compte la participation de plusieurs consultants privés placés sous l'égide d'un programme de coopération financé par l'ADEME. Le résultat de ces travaux a été publié sous la forme du rapport intitulé *Sustainable regional planning framework for Puducherry, Villupuram, Auroville & Cuddalore*, ou PVAC (PondsCan, 2012).

¹⁴⁶ Selon la Banque Mondiale, au nouveau millénaire, 27,6% de la population indienne vivait en ville. Vingt ans plus tard, elle s'élève à 35%. Alors que le pays abritait 1 milliard et 60 millions d'habitants en 2000, ce chiffre s'élevait à près d'1,380 milliards en 2020. Il y avait cette même année environ 293 millions d'urbains en 2000 et 483 millions de personnes vivant dans des zones classées comme rurales.

les effets se traduisent, sur un fond de croissance démographique, par une forte expansion du tissu urbain sur une périphérie de plus en plus étendue. La ville, donc, s'étend sur des espaces ruraux dont la fonction économique historique, l'agriculture, connaît un déclin rapide. Dans le district de Pondichéry, la superficie absolue de terres cultivées a rapidement diminué, passant de 38 592 hectares en 2001 à 34 682 hectares en 2008. Dans la même période, la surface utilisée à des fins non agricoles a augmenté d'environ 3 000 hectares, celle des terres en friche d'environ 1 000 hectares, aussitôt transformées en lots à bâtir. La Figure 13 illustre les grandes tendances de l'occupation des sols entre 1985 et 2015, mettant notamment en évidence le déclin de l'activité agricole et celui des espaces forestiers, manifestations d'une urbanisation qui, plus que de se traduire par une expansion rapide du bâti urbain, met à ce jour surtout en évidence une décaractérisation des usages agricoles et naturels de l'espace.

Évolution de l'occupation des sols entre 1985 et 2015

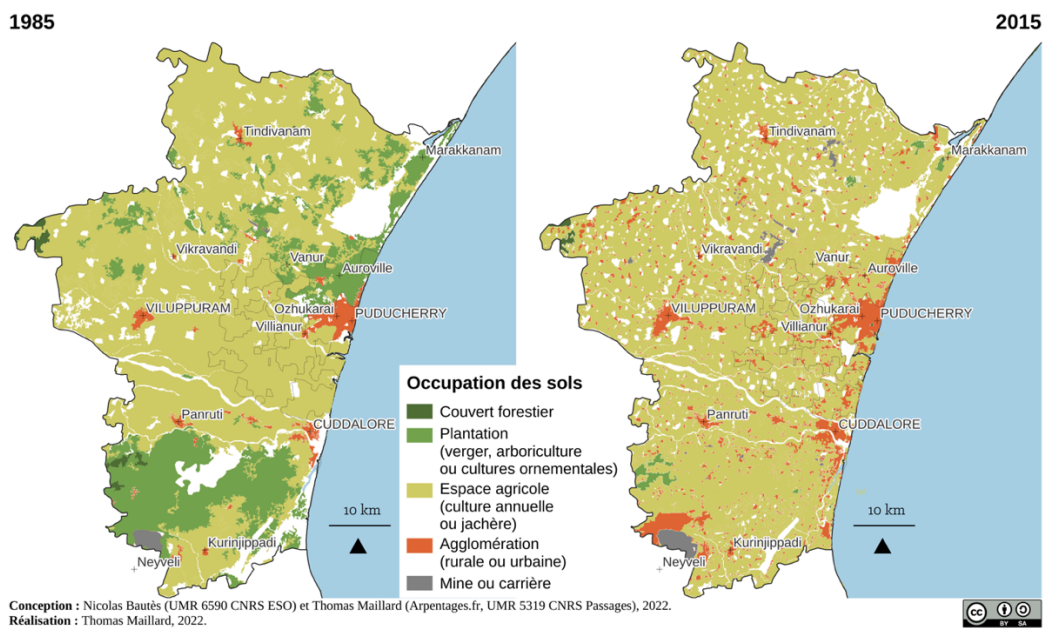


Figure 13 : Evolution de l'occupation des sols (Land Cover) dans la biorégion de Pondichéry

En 1970-71, le secteur agricole représentait 34,46 % du Produit Intérieur Net du Territoire de l'Union. Ce taux a rapidement décliné dans les décennies suivantes, représentant 18,61 % en 1980-81, puis 12,70 % en 1990-91 et enfin 7,08 % en 1998-99 selon les données du *Planning and Research Department, Government of Pondichéry*¹⁴⁷. Les terres agricoles représentaient en 2000 seulement 11 % de sa surface du territoire. À cela s'ajoute la multiplication par 13 de sa population entre 1961 et 2011, passant d'environ 52 000 habitants en 1961 à environ 657 000 en 2011 (*Census of India*) Figure 14. On peut ainsi considérer l'ensemble du district comme étant majoritairement urbain. Les districts voisins de Cuddalore et de Villupuram ont eux aussi connu une augmentation substantielle de leur population, bien que leurs noyaux urbains restent sous-

¹⁴⁷ <https://pandr.py.gov.in>

équipés en raison d'un déficit d'investissements publics en infrastructures. Entre les pôles urbains définis par Pondichéry¹⁴⁸, par Cuddalore au sud¹⁴⁹ et Villupuram¹⁵⁰ à l'ouest, et les petites villes de Marakkanam au nord¹⁵¹ et de Tindivanam au nord-ouest, figurent de vastes étendues rurales dans lesquelles l'agriculture demeure, sans être pour autant le principal moyen de subsistance.

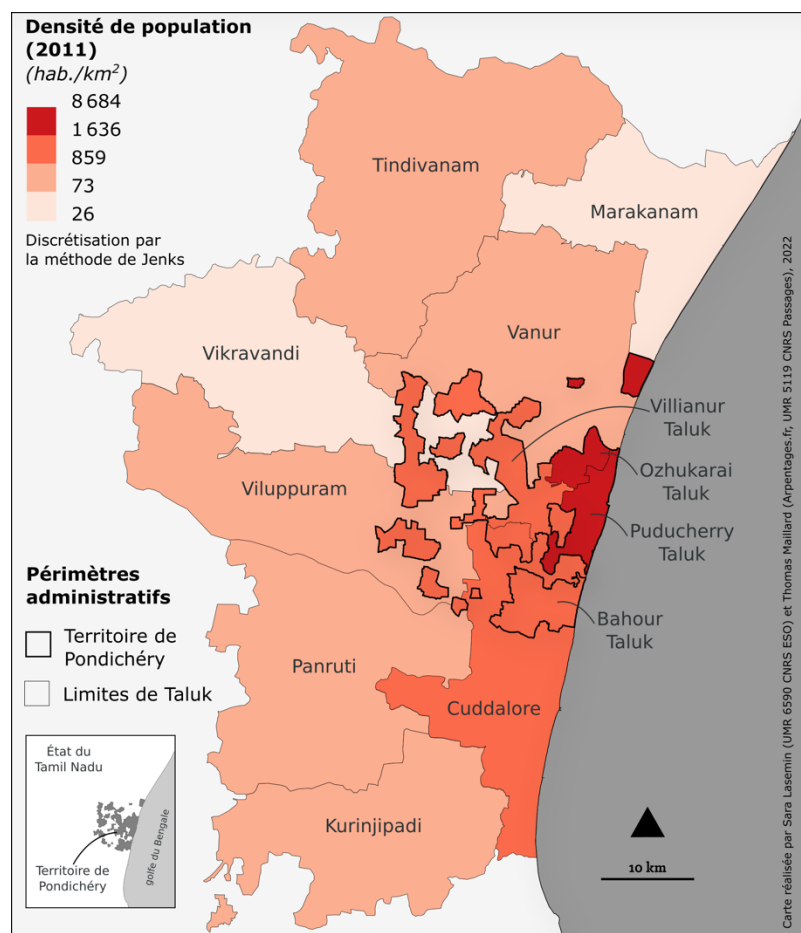


Figure 14 : Densité de la population dans la biorégion de Pondichéry (2011).

Morcelée en divisions territoriales relevant de différentes entités administratives, et constituée de quatre centres urbains structurants (Pondichéry, Cuddalore, Villupuram et Tindivanam) autour desquels s'organisent plus de 500 unités villageoises, la région à l'étude forme un ensemble cohérent du point de vue économique et culturel. Elle constitue également une unité du point de vue de sa diversité écologique, et des spécificités liées à la prégnance de sa façade littorale, qui s'étend sur plus de 80 km entre Marakkanam (TN) et la mangrove de Pichavaram, aux portes de l'ancienne colonie portugaise Porto Novo, aujourd'hui Parangipettai (TN). Cette zone, incluant notamment les zones humides qui jouxtent Pondichéry et les districts voisins de Villuppuram, Auroville et la partie nord du district de Cuddalore (TN), forme un ensemble biorégional

¹⁴⁸ Selon les Nations Unies, la population de l'agglomération urbaine de Pondichéry est estimée à 877 000 personnes en 2022. Elle a connu une augmentation de près de 2,5% en un an (2021-2022). <https://population.un.org/wpp/>

¹⁴⁹ La ville de Cuddalore comptait 174 000 habitants en 2011 (Census of India).

¹⁵⁰ Villupuram abritait 96 253 habitants en 2011.

¹⁵¹ Marakkanam comptait 22 000 habitants en 2011.

cohérent, constituant un écosystème naturel intégré. L'eau des zones humides topographiquement plus élevées se déverse dans celles situées en contrebas, jusqu'aux zones côtières riches en biodiversité. Le long de la côte, on trouve des plages, un cordon dunaire en partie érodé, mais aussi des estuaires, des forêts et des mangroves. Les bras morts des rivières et les zones humides situées en amont des dunes contribuent à freiner l'eau qui descend du plateau du Deccan par un système de rigoles et de rivières. Ces *backwaters* rechargent les zones aquifères côtières, et fournissent des eaux souterraines qui empêchent jusqu'à présent l'intrusion d'eau salée depuis la mer, la salinisation des sols étant un problème croissant.

Ces éléments, tirés du rapport PVAC et d'entretiens avec des responsables d'ONG locales¹⁵², rendent compte d'un effort en faveur de la reconnaissance de ce périmètre au titre de la planification régionale. Ils démontrent la pertinence du choix de cette échelle pour appréhender une série de dynamiques. Sans qu'elles concernent de manière homogène l'ensemble de la région, ces dynamiques interrogent son avenir, tant l'urbanisation y est rapide et susceptible de mener à « l'épuisement des ressources environnementales au profit de gains économiques et (entre autres phénomènes), ce qui perturberait l'équilibre urbain rural » (PondyCan, 2012, p. 15)¹⁵³.

Les filières artisanales à l'étude se déploient dans ce contexte général en pleine transformation. Dans l'ensemble de la région, ces filières s'étendent le plus souvent sous des formes agglomérées le long des littoraux (pêche) et non agglomérées (poterie) dans les espaces situés dans les terres. Elles sont situées dans des positions variables vis-à-vis des dynamiques urbaines, mais aussi des systèmes sociaux au sein desquels elles s'inscrivent. Cela rend leur analyse d'autant plus riche car elle permet de rendre compte de « la diversité du phénomène urbain par-delà les ensembles métropolitains et la diversité des trajectoires nationales et régionales »^{xxvi}. Elles offrent aussi un objet propice pour l'analyse des liens de causalité entre la progression de l'urbanisation et les dynamiques de l'économie productive ordinaire.

Dans la partie suivante, je propose une mise en contexte des dynamiques auxquelles sont soumises ces deux filières, avant de me pencher sur des études de cas empiriques qui permettront d'explorer de poser les jalons réflexifs d'analyses futures.

¹⁵² Entretiens menés avec Aurofilio, de l'association PondyCan le 13 mars 2019 et le 23 juillet 2020.

¹⁵³ Les auteurs de ce rapport ont aussi contribué à faire accepter cette idée aux instances gouvernementales de Pondichéry et du Tamil Nadu, argumentant en faveur de la reconnaissance de ce périmètre en ce qu'il constitue un « cadre spatial dans lequel « les gens vivent en tant que membres enracinés, actifs et participants d'un "lieu" de taille raisonnable, délimité naturellement et défini écologiquement » (PondyCan, 2012).

CONCLUSION

En proposant successivement un cadrage général sur l'artisanat, une réflexion sur la difficulté d'entreprendre une catégorisation des métiers et des filières qui constituent ce vaste champ d'activités, puis en replaçant des formes d'artisanat ordinaire dans la dynamique de changements qui les touche depuis plusieurs décennies, cette deuxième partie a posé les jalons permettant d'engager une analyse de l'économie productive locale dans ses rapports à l'espace.

L'élaboration de ce cadre d'analyse, axé sur la multiplicité des relations entretenues entre l'artisanat de production et l'espace ne va pas de soi. En l'état, il constitue une première étape pour penser ces activités au delà leur seule dimension économique, ravivant pour cela une approche de l'économie attentive à son « enclassement » social et spatial spécifique pour reprendre les mots de Karl Polanyi.

En revenant d'abord sur les débats qui, de l'économie à la géographie, ont animé dans les années 1980 la question de la « petite production », et en les articulant ensuite à une réflexion sur l'ordinaire et le quotidien, cette partie a mis en évidence l'insuffisante prise en compte de la dimension spatiale des activités productives. En effet, dans la plupart des travaux, l'espace, qu'il soit celui des ressources et de leur extraction, celui de la production, ou celui que structurent les réseaux de circulation des matières premières et des biens marchands, figure au second plan de l'analyse de l'artisanat. Pour rectifier ces lacunes, il s'agit de suivre une démarche inspirée de la « géographie économique relationnelle » (*Relational Economic Geography*). Critiquant le caractère souvent figé de l'approche économique de la discipline, ses auteurs proposent d'étudier en profondeur les liens dynamiques qu'entretient l'économie avec un environnement en pleine transformation. Cet effort témoigne d'une conception renouvelée de l'économie, de l'adoption d'une perspective de géographie sociale et politique, et d'une volonté de comprendre les liens existants entre le phénomène d'urbanisation et les économies ordinaires en dépassant leurs seules oppositions.

Si les liens entre les mondes sociaux et productifs de l'artisanat n'ont pas été étudiés de manière systématique sous le prisme de l'espace, il semble que cette perspective ouvre un champ d'analyse stimulant pour approcher un phénomène aussi vaste que celui de l'urbanisation. Il permet une observation *de près*, à travers des manifestations concrètes et localisées, plutôt que de mener une analyse exclusivement « par le haut » et au moyen d'approches qui tendent à en essentialiser les effets. En effet, le mouvement d'urbanisation véhicule bien des changements concrets et observables qui renforcent des situations de relégation, voire en créent de nouvelles, ou forcent à des déplacements.

Néanmoins, le fait urbain ouvre aussi des perspectives largement inédites pour les acteurs ordinaires, par l'émergence de nouveaux marchés plus ouverts et plus diversifiés, ou encore par les transformations des goûts et des modes de vie qui laissent entrevoir de nouveaux principes démocratiques et de nouvelles préoccupations écologiques. Ainsi, les modes de production et les biens fabriqués sont aujourd'hui susceptibles de trouver leur place dans des marchés urbains en pleine expansion, certains érigeant même l'artisan en symbole de qualité, de valeur et d'éthique du travail. À ce titre, l'entrée analytique qui consiste à penser l'artisanat par l'espace, et à le penser en lien avec le phénomène d'urbanisation, ouvre des possibilités intéressantes pour caractériser la multiplicité des situations auxquelles font face les acteurs de la petite production dans le

quotidien des marchés économiques et des espaces de vie et de travail. On le verra, dans ses effets localisés, l'urbanisation s'accompagne souvent d'un rétrécissement de l'espace disponible pour *produire/fabriquer*. Les changements de paradigme en matière environnementale produisent aussi de nouvelles normes qui contraignent l'accès aux ressources primaires mobilisées dans le processus productif. L'étude de ces contraintes, mais aussi des nombreuses formes d'adaptation auxquelles elles donnent lieu, constitue le point focal d'un chantier qu'il conviendra d'approfondir.

Considérer l'espace de l'artisanat permet d'approcher de manière transversale les multiples aspects qui le caractérisent, depuis ses dimensions matérielles jusqu'à celles qui relèvent de l'économique et du politique. Un tel positionnement conduirait, si l'on n'y prenait pas garde, à une surinterprétation du rôle de l'espace dans de tels processus. Moins grave, mais tout aussi gênant, la démarche de description ne doit pas se substituer à l'analyse : elle est avant tout une construction, à condition, là encore, d'éviter le risque de n'être qu'une géographie de surface (Tolia-Kelly, 2013). Face à ces risques, qui posent la question de « la part explicative du lieu » dans les phénomènes sociaux et, inversement, celle de la part explicative des processus sociaux qui deviennent des lieux, toutes deux centrales en géographie, il conviendra d'explorer des manières de faire, d'observer et de rendre compte des configurations auxquelles font face les artisans.

À ce stade, l'enjeu consiste donc à initier une analyse à partir de l'échelle micro, en étant attentif à la matérialité des *choses*, des *lieux* et des *processus*, c'est-à-dire au détail¹⁵⁴, qui informe le fonctionnement des systèmes productifs localisés de l'artisanat. Une telle approche doit nécessairement être considérée en contexte, c'est-à-dire en étudiant les pratiques et processus « en leurs lieux ». Prendre en compte l'inscription ou l'« enchâssement » de ces détails, qu'ils soient des faits, des situations observées ou des discours prononcés, dans les espaces sociaux, économiques, géographiques dans lesquels ils « ont lieu » est en effet indispensable pour rendre l'analyse opératoire. Dès lors, la démarche proposée ici est un premier pas vers un travail au long cours qui, animé par l'étude de la multiplicité des dimensions de l'espace, de leurs expressions localisées et leurs effets sur la société, s'intéresse aux circulations et aux trajectoires des ressources et des acteurs de l'artisanat dans la ville. Elle invite « à traverser, par le prisme des activités productives, la ville et ses transformations » (Froment, 2015).

Espace comme double substrat matériel et idéal du social, comme « lieu » ; espace auquel on attribue une valeur, un statut, que l'on définit comme une propriété, que l'on convoite ou sur lequel on projette. Le substrat empirique exposé dans la partie suivante constitue à ce titre un matériau permettant de continuer, dans le prolongement et aux côtés de nombreux autres chercheurs, à penser les relations des espaces aux sociétés, et des sociétés à leurs espaces

¹⁵⁴ Cette attention pour le « détail » dans la démarche géographique constitue un fil rouge de mes recherches, sur lequel je reviens dans le Volume 1 de ce dossier.

PARTIE III.

MATÉRIALITÉS, RECONFIGURATIONS SPATIALES, SOCIALES, ET POLITIQUES DE L'ARTISANAT.

LA PÊCHE ET LA POTERIE DANS LA RÉGION DE PONDICHÉRY



Après avoir énoncé, dans la partie précédente, l'intérêt d'analyser l'artisanat dans ses dynamiques récentes sous le prisme de ses dimensions spatiales, il convient de mettre cette construction argumentaire à l'épreuve d'exemples empiriques. Cette partie propose donc de caractériser les configurations changeantes de deux filières artisanales qui se déploient à l'échelle de la biorégion de Pondichéry. Comme d'autres, cet espace est travaillé par des forces qui transforment les conditions de production et, avec elles, les routines sociales, économiques et politiques des mondes de l'artisanat ordinaire.

À partir des premiers jalons réflexifs exposés dans la partie précédente, il s'agit ici de mobiliser les résultats préliminaires d'une enquête de terrain sur les filières de la poterie et de la pêche artisanale. Le choix de ces deux exemples repose d'abord sur leurs différences. L'une, la poterie, représente un artisanat reconnu comme traditionnel en Inde. Elle « incarne » la figure de l'artisan rural telle qu'elle a été construite et promue dans et hors du pays depuis la période britannique (voir 0). Les travailleurs de la pêche quant à eux, quelles que soient les techniques de pêche qu'ils adoptent, ne sont pas officiellement reconnus parmi les artisans, catégorie large placée sous l'autorité du *Development Commissioner (Handicraft)*, instance fédérale en charge de son soutien et de sa promotion. Une grande partie de l'activité (celle de la pêche en tant que telle) relève du secteur primaire, l'agriculture (*Agriculture and Allied Sectors*), le reste (transport, commercialisation, etc.) renvoie aux secteurs secondaire et tertiaire de l'économie.

Ces deux filières diffèrent tant au niveau de leurs métiers, de leurs modes respectifs d'organisation du travail, que des chaînes de valeur qu'elles structurent. La vente de produits conçus en argile cuite ne permet en général de dégager que de très faibles bénéfices, tandis que celle des produits de la mer offre souvent des plus-values importantes. Particulièrement lucrative pour nombre de familles, la filière attire des acteurs sans cesse plus nombreux, notamment des intermédiaires, qui tentent, à un niveau ou à un autre, de l'intégrer.

Analysés ensemble, ces deux exemples mettent en évidence la diversité des trajectoires artisanales, diversité qui empêche toute tentative de généralisation. Enfin, l'intérêt de leur analyse conjointe réside dans le fait qu'elles interrogent à différents titres l'espace et ses transformations. Ces deux filières se déploient dans des espaces traversés de processus distincts, mais combinés. Elles partagent par ailleurs un point commun important : l'extraction de ressources « naturelles ».

Dans les cas d'étude exposés dans cette partie, les dynamiques artisanales de la poterie s'inscrivent dans un périmètre qui s'étend des quartiers centraux de la ville de Pondichéry jusqu'aux localités rurales situées dans le district éponyme, et dans ceux de Cuddalore et de Villupuram (certains donc situés hors du Territoire de l'Union de Pondichéry). Il existe donc une diversité d'espaces, de l'urbain¹⁵⁵ au rural. Dans ces derniers, il convient de distinguer des sociétés villageoises qui entretiennent encore des liens importants avec l'activité agricole, et d'autres qui ne possèdent de rural que le statut officiel (*Gram panchayat*), ou *Town Panchayat* au Tamil Nadu, ayant perdu une grande partie des fonctions et des emplois agricoles¹⁵⁶.

¹⁵⁵ En Inde, la définition de l'urbain implique trois conditions : une population supérieure ou égale à 5 000 habitants, une densité de population minimum de 400 habitants au kilomètre carré, et 75 % d'actifs masculins travaillant hors du domaine de l'agriculture. Cette définition, proposée par le Census of India, est appliquée à partir du recensement de la population de 1961. Elle demeure valide jusqu'à aujourd'hui, bien qu'il soit possible d'observer des statuts administratifs variables selon les États.

¹⁵⁶ Ces espaces, nombreux, demeurent souvent associés à un statut de village bien qu'ils correspondent à la définition officielle d'espaces urbains. Ceci s'explique souvent par la volonté des autorités locales de préserver les bénéfices des

Pour la pêche en mer, c'est naturellement le long de l'axe côtier que se concentre l'activité. Les enquêtes ont été réalisées dans un contexte littoral urbain, celui de Pondichéry, et dans un contexte marqué par un processus d'industrialisation côtière qui s'étend du sud du port de Cuddalore jusqu'à la mangrove de Pichavaram¹⁵⁷.

L'observation de ces filières dans ces différents contextes offre une fenêtre de lecture large des problématiques liées à l'activité économique. Elle met notamment en évidence des effets spécifiques associés à des types de lieux, pour l'un (la poterie), des espaces ruraux situés aux franges de l'urbain, et, pour l'autre, des espaces côtiers mis en tourisme ou industrialisés.

Du matériau-ressource à l'objet devenu bien marchand, jusqu'aux modes selon lesquels s'effectuent la transformation et l'acheminement des marchandises, qu'elles soient des objets fabriqués pour la poterie ou bien des ressources nourricières pour le cas de la pêche, le travail artisanal mobilise toute une série de gestes et de routines, de médiations et d'énergie dont il conviendra dans cette partie de décrire pratiques et trajectoires.

Une géographie (plus que) matérielle

L'analyse des liens entre espace et artisanat place cette recherche dans une préoccupation matérielle et réticulaire qui, comme l'indique Sarah Whatmore, « reconnaît l'agencement comme une réalisation relationnelle, impliquant la présence créative d'êtres organiques, de dispositifs technologiques et de codes discursifs ». En effet, les implications spatiales de cette économie sont « illustrées par l'examen des (re)configurations contemporaines d'[...] une catégorie de “non-humains” (jusque-là) complètement exclue de la boussole conventionnelle de la vie sociale, des sciences sociales et de la géographie humaine »^{xxvii} (Whatmore, 2006). Cet effort, poursuit l'auteure, se concentre notamment sur « les nouvelles manières d'aborder le lien vital entre le bio (la vie) et le géo (la terre), ou le “caractère vivant” du monde, dans un contexte où la modalité de la vie est politiquement et technologiquement en fusion » (Whatmore, 2006, p. 600).

La démarche proposée dans cette partie souhaite contribuer aux efforts en direction d'un retour à la prise en compte du matériel en géographie (Weber, 2014). Pour cela, il s'agit de partir de l'idée que, dans un contexte global marqué à la fois par une dislocation entre les pratiques et processus qui prévalent à la production et celles de la consommation, phénomène qui, comme l'indique Bruno Latour, tend « à renforcer (dans le domaine des idées) une séparation du monde entre deux domaines, l'un physique, l'autre social » (Latour, 2004), une telle démarche géographique peut aider à éclaircir les modalités selon lesquelles toutes les ressources sont socialement construites.

dispositifs de soutien à l'emploi rural, notamment du National Rural Employment Guarantee Act (NREGA) qui garantit 100 jours de travail par an à des individus volontaires issus de ménages pauvres en zone rurale. Le transfert de nombreux espaces vers le statut de ville (*town*) supprimerait ce dispositif.

¹⁵⁷ Le choix de ce périmètre d'étude s'explique à la fois par sa dynamique régionale, décrite dans la 0, et par l'existence ancienne de ces activités dans la région. Pour le cas de la poterie, le périmètre correspond également à la distribution de l'activité artisanale depuis le 18^e siècle, qui a fait l'objet d'une étude menée par les instances du Census of India, publié en 1968 (Nambiar & Narayan Kurup, 1968). Pour celui de la pêche, le choix de ce périmètre correspond à ceux des programmes de recherche menés depuis 2017. Le premier, RUSE, intéresse le littoral de Pondichéry, marqué par la prégnance de l'urbain ; le second, FISHERCOAST, concerne des localités côtières du district de Cuddalore. Situer ces deux dynamiques artisanales dans ces périmètres ne signifie pas pour autant que, dans le cas des potiers, ceux-ci ne soient pas implantés le long de l'axe littoral. C'est le cas de certains d'entre eux, qui exercent leur activité dans des communes ou des quartiers littoraux. Cette situation n'est pourtant pas ce qui caractérise l'activité, bien qu'ils soient eux aussi entraînés par les transformations auxquelles ces espaces sont soumis.

Ces ressources, appropriées et manipulées par des artisans, sont marquées par des formes de reconnaissance et par un sens de l'utilité et de valeur qui les inscrivent à l'interface entre le physique et l'humain. En d'autres termes, « les ressources ne sont pas : elles deviennent » (Burton et al., 1993, p. 32, cités par Bridge, 2009, p. 1219) ; elles sont le produit de la transformation et de l'appropriation sociale d'une diversité de matériaux. Cette perspective conduit à penser les ressources « comme une catégorie sociale primaire à travers laquelle nous organisons nos relations avec les mondes non humains [démarche qui] nous aide à reconnaître l'importance de [...] la dynamique des ressources »^{xxviii} (Bridge, 2009, p. 1220)¹⁵⁸ :

Considérer les économies comme des moteurs métaboliques transformant des matériaux permet de relier les fonctions « source » et « puits » de l'environnement et de montrer comment les questions de disponibilité des ressources (la capacité des systèmes biophysiques à servir de « trésor de matériaux » pour alimenter les économies) et de changement environnemental (la capacité de l'environnement à assimiler et à disperser les sous-produits et les déchets) sont toutes deux liées aux modes d'organisation des économies.

(Bridge, 2009, p. 1222)

Cette position ne doit pas conduire à oublier l'envergure et la brutalité des enjeux que pose, en Inde particulièrement, la question des ressources dans le contexte d'une économie largement tournée vers l'extractivisme, dont les enjeux donnent lieu à de vives discussions dans la sphère académique (Bisht, 2019, 2020, 2021 ; Kumbamu, 2017, 2020 ; Wichterich, 2020).

L'objectif d'envisager les modalités d'extraction, de transformation et d'appropriation des ressources matérielles en tenant compte des tensions majeures qu'elles génèrent dans le pays guide ce travail. Dans un contexte moins conflictuel car de moindre envergure que celui qui concentre les plus grandes entreprises d'extraction, il s'agit ici de s'intéresser aux interactions qui s'opèrent entre des acteurs certes concernés par une activité extractive de petite échelle, mais qui structurent des relations avec le milieu et des relations sociales. Se dessine alors l'un des principaux enjeux de cette recherche, qui consiste à mettre en œuvre une approche permettant d'observer et de rendre compte de configurations productives artisanales localisées et des circulations qui caractérisent les filières artisanales.

Pour ce faire, il faut retenir l'acception et les usages de la notion de « configuration » qu'en propose Norbert Elias¹⁵⁹ en l'adaptant, avec la prudence de mise¹⁶⁰, à un usage géographique, c'est-à-dire en insistant sur la dimension spatiale. La démarche d'analyse de configurations artisanales consiste dès lors à retracer les cheminements des ressources et des biens matériels mobilisés par les acteurs en empruntant à la fois les trajectoires de la matière devenue ressource

¹⁵⁸ L'auteur s'appuie notamment sur les travaux pionniers de Zimmerman (1931) sur ce thème, qui considère que les « ressources sont une compréhension relationnelle du monde non humain » (Bridge 2009, p. 1220).

¹⁵⁹ Comme le précisent Norbert Elias et Dunning, « Le terme de "configuration" a pour dessein de supprimer la connotation inhérente à de nombreux termes traditionnels selon laquelle les individus et les sociétés sont substantiellement différents. L'étude des groupes humains, qu'ils soient petits ou grands, en tant que configurations, correspond mieux aux données observables que la polarisation habituelle de l'individu et de la société. [...]. Le terme de "structure" ne sied d'ailleurs guère aux êtres humains. Il est plus commode de parler de configurations d'êtres humains, par exemple de la configuration mouvante que forment deux équipes de joueurs sur un terrain de football » (Elias et al., 1998). Voir aussi (Elias, 1993).

¹⁶⁰ Conscient des « failles méthodologiques » signalées par certains auteurs à l'égard de cette notion et de ses usages, il est important d'en éprouver ici la pertinence, afin qu'elle puisse faire l'objet de discussions et d'améliorations dans une phase ultérieure.

et les circulations économiques qui structurent les filières artisanales. De ce fait, elle ne se limite pas à suivre et représenter des flux et des circulations, mais se concentre sur les jeux d'interactions, interrogeant les forces sociales qui déterminent les points de passage, les obstructions, les formes de régulation et de négociation. Elle est enfin simultanément un prisme pour étudier les liens qu'entretiennent, dans ces cas d'étude, économie ordinaire et urbanisation, et les logiques sociales et politiques qui prévalent aux interactions entre acteurs dans l'espace.

En lien avec la notion de « configuration » empruntée à Norbert Elias, il s'agit d'aborder cet exercice en s'appuyant sur l'observation de « lieux ». Cette notion, parmi celles qui structurent le vocabulaire géographique, semble particulièrement adaptée à l'échelle d'observation et d'analyse que l'on souhaite construire. Ces lieux s'apparentent à des micro-espaces, entendus comme des sous-systèmes dont je m'efforce non d'isoler des dynamiques, mais d'en observer le détail. Ces lieux et leurs configurations sont ainsi des segments d'un « territoire » plus large et qui l'englobe, ceux d'un « système complexe qui présente une double nature, à la fois matérielle (l'espace géographique) et symbolique ou idéale », vécu et approprié, fait « d'interrelations multiples qui lient ceux qui décident, perçoivent, s'entre-aperçoivent, s'opposent, s'allient, imposent et finalement aménagent » (Moine, 2006).

L'idée de lieu semble pertinente à retenir. Elle présente à mon sens l'intérêt d'insister sur les dimensions spatiales d'interactions multiples, humaines et non-humaines, d'interroger le caractère mouvant de ces interactions et des controverses qu'elles suscitent et leurs dimensions spatiales, susceptibles d'être redimensionnées. Cette position se rapproche de l'usage qu'en proposent notamment Valérie November, Cristina D'Alessandro-Scarpari et Élisabeth Remy lorsqu'elles écrivent : « ...les lieux se caractérisent par le caractère sensible de leurs limites » (Lussault, 2003). Le lieu réalise (au sens de rendre réel) la mise en connexion d'une série d'éléments, il contribue à définir une identité, en associant des personnes, des objets, un sol particulier, une vue sur la mer, etc. » (November et al., 2004).

Une fois cette clarification faite¹⁶¹, il convient de rendre compte de situations exprimées par les artisans eux-mêmes, et observées *in situ*, restituées sous la forme de récits et de descriptions, certaines étant complétées par des représentations schématiques. Je montrerai comment cette démarche établit une manière d'aborder les transformations des espaces localisés dans et à l'interface entre le rural et l'urbain. Ceci, à partir de petits objets qui, en dépit d'être mus par des dynamiques singulières et situées, permettent une compréhension d'un mouvement d'envergure globale et multiforme comme celui de l'urbanisation.

En l'état, cette partie répond à une ambition exploratoire qui méritera d'être poursuivie, notamment par l'étude d'autres filières de l'artisanat¹⁶² qui, opérant dans des contextes spatiaux différents, révèlent d'autres dynamiques transformatrices que celles qui sont présentées dans ce qui suit.

¹⁶¹ Cet éclairage terminologique est loin d'épuiser la réflexion sur les définitions et les usages de ces notions. On retiendra l'intérêt d'une discussion sur l'articulation entre la notion de lieu et celles de configuration et de situations par exemple, éclairées par les réflexions particulièrement approfondies de Li Fu-Tuan sur les notions d'espace (*space*) et de lieu (*place*) (Tuan, 1979). Elles proposent plusieurs perspectives analytiques. Parmi d'autres, la notion de « situation configurante » proposée par Michel Lussault, semble pouvoir utilement être mobilisée.

¹⁶² Le choix des activités artisanales à l'étude comptait initialement avec la filière de transformation du bois ancien, très présente à Pondichéry, et qui révèle notamment la manière dont cet artisanat de production s'adapte aux transformations urbaines, notamment à ses dynamiques patrimoniales.

Le corpus empirique qui sert de support à cette réflexion est constitué d'entretiens menés auprès d'artisans-potiers et de travailleurs artisanaux de la pêche de la région de Pondichéry, et de compte-rendu d'observations de terrains. L'investigation réalisée parmi les potiers a suscité plus d'une soixantaine de situations d'enquêtes, qui se sont déroulées en trois phases de plusieurs semaines, entre 2018 et 2021. La plupart des entretiens enregistrés, au nombre de 46, ont été menés en tamoul, et ont été retranscrits directement en anglais par des interprètes participant à la recherche¹⁶³. Dans certains cas, sommes entretenus plusieurs fois avec les mêmes personnes, ce qui a permis d'éclairer, de compléter ou de préciser certains points du discours.

Les mondes de la pêche et les dynamiques qui concernent les littoraux de Pondichéry et de Cuddalore ont fait l'objet de 43 entretiens¹⁶⁴ auprès de pêcheurs hommes, et de femmes occupant une ou plusieurs fonctions spécifiques dans la filière halieutique, depuis l'organisation des enchères à l'arrivée des produits à quai, jusqu'à la vente de rue ou de marché. Certaines femmes ont été rencontrées à leur domicile, leurs récits traversant à la fois les questions du travail et les affaires domestiques (gestion du budget du ménage et des tâches ménagères, cuisine, etc.). Toutes les informations mobilisées dans ce travail proviennent de ces deux séries d'enquêtes, et ont été complétées par des rapports institutionnels (ex. : CMFRI) ou d'ONG (ex. Coastal Resource Centre). L'investigation menée le long du littoral de Cuddalore a été réalisée dans le cadre du programme de recherche FISHERCOAST¹⁶⁵ ; celle qui concerne Pondichéry, à la fois sur les littoraux et concernant la filière poterie, s'inscrit dans le contexte des activités du projet RUSE, dont j'assure la coordination. Selon une démarche courante pour une géographie engageant méthodes et outils de l'ethnographie, j'ai privilégié une démarche qui tient compte du contexte de toute forme d'observation et d'entretien. J'ai ainsi consigné les expressions de l'interviewé (présentation de soi, postures du corps, façons de s'habiller, niveau de langage, etc.) en essayant de partager le maximum de temps avec mes interlocuteurs et interlocutrices en dehors des entretiens eux-mêmes. Tous les noms des personnes participant à l'enquête sont des pseudonymes, permettant de respecter l'anonymat et la confidentialité des données. Le nom des localités de l'enquête a été maintenu. Ce travail empirique a fait l'objet d'une observation située, qui présente l'intérêt de « *rapprocher l'étude des discours et de l'agencement, de l'action et de la structure, de l'image, du texte et du contexte, de l'histoire et du moment présent pour analyser des situations complexes d'enquête au sens large* »^{xxix} (Clarke et al., 2005).

Dans l'ambition de construire un cadre d'analyse et de dresser des perspectives de recherche à la fois individuelles et collectives, cette méthode semble particulièrement adaptée. Elle permet de rendre compte de situations d'enquêtes menées in situ qui, nous le verrons, engagent différentes formes de restitutions. Celles-ci sont à la fois distanciées (commentaires et récits d'observations, esquisses cartographiques, parmi d'autres outils qui permettent d'éclairer « *les éléments clés, les matérialités, les discours, les structures et les conditions qui caractérisent la situation d'enquête* »^{xxx} (Clarke et al., 2005)) et établies au travers d'échanges avec les personnes enquêtées, dans une démarche de recherche impliquée sur laquelle je reviens dans la partie IV de ce volume.

Aux entretiens eux-mêmes s'ajoutent une série d'observations menées à la fois in situ, avant et après les échanges avec mes interlocuteurs et interlocutrices, et hors du temps de l'entretien, dans le cadre de visites de terrains annotées. Cette démarche a servi de base à la réalisation de schémas qui rendent

¹⁶³ Je tiens à remercier respectivement Bhanu, Shakila, et Ashik Kumar pour ce travail chronophage, qui m'a permis, moyennant souvent de longs échanges, d'accéder à un riche matériau empirique.

¹⁶⁴ 32 entretiens ont été menés dans plusieurs localités côtières du district de Cuddalore, le reste (14) concerne des pêcheurs hommes ou femmes exerçant leur activité et vivant le long du littoral de Pondichéry. Ces derniers s'inscrivent dans une recherche financée par l'AFD intitulée RUSE, « Résilience Urbaine et Socio-écologique de la biorégion de Pondichéry ». 3 entretiens complémentaires ont été partagés par Anthony Goreau, membre de l'équipe du projet. Lorsque les données mobilisées dans l'analyse n'ont pas été personnellement collectées, il en est fait expressément mention, et les noms de l'enquêteur et du projet sont précisés.

¹⁶⁵ Les entretiens relevant du périmètre de Cuddalore ont été réalisés aux côtés des chercheurs de l'équipe FISHERCOAST, notamment Bhagat Singh, Arunkumar S. et de Prabhakar Jayaprakash, postdoctorants (IFP), de Shakila M (Pondicherry University), et de Nicole Tara N. Lawrence (doctorante au Norwegian College of Fisheries, University of Tromsø). Cette contribution s'inscrit donc dans un cadre collectif, les données étant mises à disposition à l'ensemble de l'équipe.

compte des configurations productives et des trajectoires et circulations des acteurs et des ressources qui structurent leur activité commerciale.

Cette dynamique de recherche mêlant investigation individuelle et démarche d'enquête collective a jusqu'ici fait l'objet de plusieurs types de restitutions : notes politiques, films courts et récits-photos (People's Archive of Rural India, <https://ruralindiaonline.org/en>), certaines figurant sur un site dédié : <https://FISHERCOAST.si/>. Plusieurs de ces productions sont, à ce jour, en cours d'élaboration, et seront discutées dans la dernière partie de ce volume.

III.1. DEUX FILIÈRES ARTISANALES ORDINAIRES EN PRISE AVEC DES CHANGEMENTS STRUCTURELS : QUELQUES PRÉCISIONS CONTEXTUELLES

[Les réseaux et filières] constituent la trame sur laquelle se tisse la quotidienneté, qu'elle recouvre de broderies et d'ornements éclatants ou ternes, neufs ou démodés. Réseaux et filières relient à distance les petits groupes, en apparence fermés ou attachés à un territoire : familles, villages, quartiers des villes, groupements corporatifs, associations locales.

Lefebvre, 1971 (réédit. 2001), *Du rural à l'urbain*, Paris : Gallimard, p. 105¹⁶⁶

La poterie à base d'argile cuite figure parmi les formes d'artisanats pratiquées et reconnues de longue date en Inde. Elle fournit un ensemble varié de biens utilitaires à usage domestique (grenier à grain, cuisson et stockage des aliments, etc.), mobilisés à l'occasion de célébrations (notamment naissances, mariages, décès) ou de festivals religieux. Elles répondent aussi à des logiques commerciales inscrites dans des filières de production de biens esthétisés, dont l'acquisition émane de clientèles urbaines, touristiques ou d'exportation. Les trajectoires de ces filières productives mettent en mouvement des acteurs multiples, en premier lieu des artisans dont le métier est, pour certains, reconnu dans les recensements relatifs à l'artisanat (Nambiar & Narayan Kurup, 1968) et figure dans les statistiques officielles¹⁶⁷. Cette reconnaissance n'est pourtant pas effective pour l'ensemble des personnes exerçant l'activité de poterie, même lorsqu'elles sont identifiées par l'appartenance à une caste héréditaire, ici, les *Kullavar**. En effet, de très nombreux potiers rencontrés sur leur lieu de travail ne disposaient pas d'un titre d'enregistrement (licence), ou n'étaient pas à jour du répertoire officiel géré par la *Khadi and*

¹⁶⁶ Je tiens vivement à remercier Pierre Guillemin de m'avoir très justement orienté vers cette lecture, et de m'avoir permis de préciser l'acception à partir de son usage chez Henri Lefebvre et dans plusieurs travaux de sociologie et de géographie.

¹⁶⁷ La liste des artisans-potiers répertoriés par l'association de la caste des potiers *kullavar* (OBC) du territoire de Pondichéry et de ses abords directs distingue les « fabricants de poterie et d'objets en argile » (*pottery and clay objects*) des artisans travaillant la terracotta (litt. « terre cuite »). Bien que les deux aient recours à un dispositif de cuisson de l'argile, la différence se situe dans la température de cuisson, dont dépend la solidité de l'objet fabriqué. L'argile disponible dans la région de Pondichéry est reconnue comme étant très friable et sa composition chimique ne supporte pas d'être cuite à très haute température.

Outre le recensement effectué en 1995-96 à l'échelle du pays, et faisant état du nombre d'artisans par État sans mention de l'activité, deux autres documents ont servi de référence initiale à ce travail : (1) un rapport établi à partir de données collectées entre 1961 et 1964 par le Census of India faisant état des *handicrafts* de la région (Nambiar & Narayan Kurup, 1968) (voir 0). Il détaille les formes d'artisanat significatives de la région, parmi lesquelles la poterie, et indique les noms des principaux artisans et leurs localités d'origine. Cela a facilité notre orientation vers les lieux où l'activité de la poterie, loin de se présenter sous une forme agglomérée, respecte néanmoins une organisation socio-spatiale ; (3) un tableau qui recense spécifiquement les potiers de Pondichéry, établi en 2015. Ce dernier document dénombre les artisans de caste *kullavar* en activité à cette date, et mentionne leur localité. Cette base nous a servi de guide pour aller à la rencontre des potiers dans la région de Pondichéry, et engager un travail de recensement qui, bien que partiel, fait apparaître quelques tendances relatives à la profession, aux localisations et aux conditions productives qu'il conviendra de détailler.

Village Industries Commission (KVIC)¹⁶⁸. La plupart des artisans sollicités correspondent à bien des égards à la figure dominante de l'artisan traditionnel rural promue dans l'imaginaire collectif depuis la période coloniale (0). Mais l'enquête a aussi permis de discerner de nombreux dérivés de cette figure, notamment des entrepreneurs engagés dans un travail productif qui se rapproche du modèle des petites entreprises (*Small-Scale Industries*).

La filière de production et de commercialisation de biens artisanaux issus du travail de la poterie, secondaire à l'échelle des territoires au sein desquels elle se déploie, s'étend néanmoins le long de réseaux développés à l'échelle régionale. Elle se compose aussi de nombreux autres acteurs, aux origines géographiques et sociales différentes, et dont la fonction varie largement. Certains se rapprochent de la figure d'entrepreneurs, engagés dans la fabrication de biens matériels en argile. D'autres, à la fois dans le secteur de la poterie et de la pêche, assurent des fonctions d'intermédiaires, mettant en relation producteurs et marchés. La poterie bénéficie d'une présence ancestrale dans la région, particulièrement dans le contexte de villages ou dans d'anciennes localités aujourd'hui situées aux franges de l'urbain ou ayant été absorbées par la ville. La diversité de ses lieux d'inscription en fait un point d'observation pertinent des dynamiques de changement telles qu'elles opèrent dans ces contextes, longtemps ruraux et, pour nombre d'entre eux, aujourd'hui inscrits dans des dynamiques marquées par l'urbain. De manière plus spécifique, ce cas d'étude interroge les effets de l'urbanisation sur des espaces dont l'activité longtemps dominante, l'agriculture, est largement en déprise, et qui en réorientent les dynamiques sociales et économiques et les enjeux politiques.

Aussi ancienne et bénéficiant d'une résonance culturelle tout aussi forte dans le pays, la pêche artisanale en mer est jusqu'à aujourd'hui une spécialisation économique pour la majeure partie des localités côtières de la région. En dépit des caractéristiques du métier et de l'ensemble des activités associées¹⁶⁹, qui reposent sur des modes artisanaux¹⁷⁰, le système de la pêche artisanale n'est pas, en Inde, officiellement reconnu comme relevant de l'artisanat. Les instances officielles considèrent en effet les pêcheurs comme des travailleurs agricoles (*Primary Production Sector*)¹⁷¹. Leurs singularités dans le domaine agricole, notamment eu égard à leur pratique, à leur mode spécifique d'extraction et à leur faible recours à la technologie, ne font l'objet d'aucune reconnaissance ou mesure particulière. Ceci dit, la Politique nationale de la Pêche maritime approuvée par le Gouvernement indien en 2017 (*Department of Animal Husbandry and Dairying*, 2017)¹⁷², reconnaît « que la majorité des marins pêcheurs du pays appartiennent au secteur artisanal (articles 1, 15 et 25). Il s'engage aussi à mettre en application les Directives Volontaires sur la Pêche Artisanale Durable (article 54.0) », et tend à promouvoir la Blue Revolution (*Neel Kranti Mission*) (Bavinck, 2018), dont les effets sur l'activité artisanale de la pêche sont désormais avérés.

Au-delà des aspects historiques de ce choix politique, qui remonte à l'Indépendance¹⁷³, l'actualité récente de la pêche est marquée par la volonté affichée par l'État de défendre

¹⁶⁸ La *Khadi and Village Industries Commission* (KVIC) relève du *Ministry of Micro, Small and Medium Enterprises* (MSME).

¹⁶⁹ Telles que la fabrication et la réparation des bateaux et des contenants mobilisant des matériaux bruts extraits dans la proximité (troncs d'arbres, feuilles d'arbres séchées), ou encore l'entretien des filets.

¹⁷⁰ Activité essentiellement manuelle, peu mécanisée, fortement ancrée dans des systèmes relationnels localisés. Voir la définition proposée dans la 0 de ce volume.

¹⁷¹ Selon le *National Statistical Office, Ministry of Statistics and Programme Implementation, Government of India*, à l'échelle du pays, le secteur de la pêche représentait environ 7 % de l'économie agricole en 2019. Source : <https://dof.gov.in/statistics>

¹⁷² https://dahd.nic.in/sites/default/files/National%20Policy%20on%20Marine%20Fisheries%202017_0.pdf

¹⁷³ La Révolution Bleue (*Blue Revolution*) doit être replacée dans le contexte politique et économique plus large de l'époque. Soucieux d'assurer la sécurité alimentaire et de lutter contre la malnutrition d'une partie de la population, le gouvernement

« l'utilisation durable des richesses halieutiques provenant des ressources marines et autres ressources aquatiques du pays pour améliorer la vie et les moyens de subsistance des pêcheurs et de leurs familles »^{xxxix} (*National Policy for Marine Fisheries*, 2017). Néanmoins, plus encore qu'à ses débuts, cette politique accentue concurrence et sélection sociale au sein des mondes de la pêche, au détriment de ceux qui sont dans l'incapacité d'accompagner les innovations technologiques que requiert la course à la productivité. La Révolution leue et ses traductions dans les politiques sectorielles n'ont en effet eu de cesse de favoriser de nouvelles techniques de pêche, d'abord par l'introduction du chalut, puis sous la forme de subventions à la motorisation à grande échelle (Bavinck, 2018 ; Lawrence & Bhalla, 2018). Ceci, ajouté à une politique de création d'infrastructures portuaires d'envergure, entraîne une augmentation des volumes capturés. Pour les pêcheurs artisanaux, l'activité s'effectue souvent à bord d'une embarcation sommaire, fabriquée à partir de troncs d'arbre assemblés par une corde faite en fibre de coco (litt. *kattu maram*)¹⁷⁴. L'innovation, plus récente, des bateaux en fibre de verre¹⁷⁵, met en évidence une concurrence accrue vis-à-vis des zones de pêche, mais aussi des ressources. Elle tend par ailleurs à négliger les effets brutalisants de ces nouvelles pratiques sur le milieu naturel marin. La pêche au chalut, qui emploie une minorité de pêcheurs, produit de gros volumes et a une incidence forte sur les fonds marins. La motorisation des bateaux, quant à elle, pousse de nombreux pêcheurs à adopter la technique de l'anneau-senne dont les effets sont néfastes sur la ressource. Associée à ces transformations, la dégradation de l'écologie marine, la pollution et la construction, le long du littoral, d'ouvrages de protection contre l'érosion, ne font qu'accroître les difficultés auxquelles font face les pêcheurs artisanaux (Bavinck, 2018).

Du point de vue de l'État, l'orientation productiviste et sélective, déjà ancienne, tend à être affirmée dans la période récente. Elle n'envisage les travailleurs de la pêche, dans leur ensemble, que sous le seul prisme de l'augmentation des retombées du secteur de la pêche sur l'économie nationale. Par ailleurs, comme le souligne Brigitte Dumortier, les « statistiques officielles indiennes ne définissent pas les pêcheurs artisanaux, qui constituent près de 91 % des travailleurs de la mer, selon les techniques de pêche employées, mais selon leur appartenance communautaire : “*Those who are fishermen by birth and fishing is their ancestral occupation*” » (Dumortier, 2017). Rien, dans les statistiques ou dans la récente Politique nationale de la Pêche (*National Fisheries Policy 2020*)¹⁷⁶, ne fait état des difficultés des pêcheurs artisanaux à s'inscrire dans les systèmes industriels de la pêche, pratiquée au moyen d'embarcations imposantes, de type chalutier, et de techniques de pêche de masse (pêche à la senne-annulaire, *ring seine*).

Les caractères qui différencient les pêcheurs artisanaux de ceux qui travaillent dans des filières industrielles, qu'ils relèvent de leurs savoirs et compétences, de l'échelle de leurs unités productives et des marchés, ou encore du recours à la technologie, ne font l'objet d'aucune référence dans les textes officiels. Ils signalent seulement qu'ils ne représentaient, en 2020, que

indien a fourni un effort soutenu pour développer le secteur de l'économie, dans lequel la pêche est inscrite. Un autre motif de l'adoption de cette politique était de renforcer l'autosuffisance du pays, et donc de minimiser la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Le programme est donc parvenu à accroître les ressources halieutiques du pays, mais n'a pas permis, comme initialement envisagé, l'amélioration des moyens de subsistance des métiers de la pêche artisanale. Voir Menon & Bavinck, 2020.

¹⁷⁴ Cette expression a donné le terme *kattumaram*, devenu catamaran. Le terme semble avoir été mentionné pour la première fois en anglais par le navigateur William Dampier en 1697. James Hornell, Directeur des pêcheries de Madras de 1918 à 1923, a notamment décrit de manière minutieuse les traits singuliers de ces embarcations, notamment l'adaptation de leur forme au type de côte et à la bathymétrie (Dumortier, 2017).

¹⁷⁵ L'introduction de ces bateaux date de la période qui succède directement au tsunami qui a touché les côtes indiennes en décembre 2004.

¹⁷⁶ National Fisheries Policy 2020 : https://nfdb.gov.in/PDF/National_Fisheries_Policy_2020.pdf

2 % de la production totale de produits de la mer, contre 23 % pour le secteur dit « motorisé »¹⁷⁷, et 75 % pour le secteur dit « mécanisé » (c.-à-d. pêche au chalut et à la senne).

Dans le secteur, la diversité de profils et d'activités est tout aussi remarquable que dans le cas de la poterie. Celle-ci s'étend des pêcheurs artisanaux possédant un *katumarram*, avec ou sans moteur, envisageant leur activité dans le cadre d'un modèle d'économie communautaire¹⁷⁸, à des employés journaliers souvent issus d'autres castes que celles historiquement associées à l'activité. Elle concerne aussi les négociants et marchands qui assurent un rôle intermédiaire et qui génèrent des marges de bénéfices bien plus importantes que celle des pêcheurs. Les secteurs artisanaux relevant du secteur de la pêche, notamment les menuisiers qui réparent les embarcations ou les couturiers (*tailors*) chargés de raccommoquer les filets, ne sont pas reconnus comme faisant partie de cette filière productive. Cela conduit à leur invisibilisation des métiers de la mer¹⁷⁹.

L'étude combinée de ces deux dispositifs artisanaux interroge plusieurs dimensions de l'activité productive de petite échelle telle qu'elle est pratiquée dans le contexte actuel. Dès lors, l'analyse de son fonctionnement *dans* ou *avec* un ou plusieurs espaces spécifiques, et celle de la nature et les expressions des changements que ses acteurs rencontrent au quotidien, permettent de prendre la mesure des enjeux qui se posent dans ces mondes sociaux et dans la période actuelle. Les observations et les récits mobilisés donnent à voir des processus, des trajectoires et des circulations de ressources, de biens, de personnes et de capitaux qui caractérisent les mondes de la petite production aujourd'hui.

Rencontrer les hommes et les femmes travaillant dans la poterie et dans la pêche littorale respectivement sur leur lieu de travail, dans leur atelier-domicile ou dans leurs embarcations, le long des quais de débarquement, aux côtés de membres de leurs familles, de leurs collègues ou de leurs partenaires commerciaux, et m'entretenir avec eux de leur métier et de leurs conditions de vie, m'a conduit à essayer de faire converger diverses réalités qui coexistent au sein de ces univers sociaux. Soulignant l'importance des logiques de réseaux dans le fonctionnement de ces activités, notamment liées aux entités de référence que sont la caste, le groupe et la famille, aux différents partenaires commerciaux et aux agents intermédiaires dont le rôle est de plus en plus important dans ces filières, j'ai constaté combien l'étude des configurations spatiales de ces deux secteurs pouvait aider à comprendre de près certains effets concrets des changements auxquels sont confrontés les espaces et les mondes sociaux de ces artisanats.

C'est en partie en cela que la notion de filière, telle qu'elle est utilisée de longue date par les sociologues (Lefebvre, 1971) avant d'être mobilisée dans le domaine de la sociologie des organisations (Sarrazin, 2016, cité par (Guillemin, 2020)), peut être utilement mobilisée. Selon Bernard de Raymond, elle définit « l'ensemble des étapes jalonnant le parcours du produit depuis la production jusqu'à la consommation (considérant) que ces différentes scènes sociales sont

¹⁷⁷ L'ambiguïté dans ces désignations doit ici être mentionnée. En effet, un simple moteur hors-bord, souvent de petite taille, distingue les pêcheurs dits artisanaux de ceux dits « motorisés ». Il semble que cette distinction soit de nature à isoler des artisans qui, disposant ou non de moteur, pratiquent une pêche modérée, ayant peu d'incidence sur la ressource ou sur les fonds marins. Source: (Department of Fisheries. Government of India, 2020) : https://nfdb.gov.in/PDF/National_Fisheries_Policy_2020.pdf

¹⁷⁸ L'organisation économique de la pêche artisanale a longtemps reposé sur une série de règles définies au sein de la communauté villageoise, respectant en général une distribution équitable des revenus de l'activité. Si ce mode d'organisation ne peut être ni généralisé ni idéalisé, il a profondément été transformé par l'importance grandissante que revêt le secteur économique de la pêche. À ce titre, plusieurs auteurs soulignent l'effet soudain de la survenue du tsunami touchant les côtes indiennes en décembre 2004, altérant le principe de redistribution initialement observé.

¹⁷⁹ Le Secteur primaire est constitué des pêcheurs qui se consacrent exclusivement à la pêche active. Le Secteur secondaire, lui, rassemble des pêcheurs qui se consacrent exclusivement aux activités liées à la pêche dans le secteur pré ou post-récolte, et les acteurs du secteur tertiaire sont ceux qui se consacrent à des activités autres que la pêche, bien qu'étant liées à la filière.

intimement liées» (Bernard de Raymond, 2013, p. 12). Comme le rappelle Pierre Guillemin, cette notion est aussi envisagée en géographie comme l'«ensemble des stades successifs d'élaboration et de fabrications d'un produit» (Brunet et al., 1992, p. 216). Loin de se limiter à un outil de représentation du fonctionnement d'un secteur d'activité et de ses réseaux, l'intérêt de la notion réside bien dans ce qu'elle nous dit des contraintes imposées par les acteurs qui font circuler les ressources et les biens. Le long de ces circulations, les formes de contrôle et de régulation sont exercées, les jeux de domination sont exprimés, etc. Ces expressions, qui révèlent les zones de tensions et de conflits, permettent d'analyser le fonctionnement de la filière et ses enjeux. Cette approche contribue à articuler l'étude des dimensions matérielles à celle des logiques sociopolitiques qui prévalent à différents niveaux d'une filière donnée.

Si, dans les récits collectés, ces contraintes et, plus largement, la question du changement tel qu'il opère dans l'accès à la ressource, dans les conditions de production, dans le travail ou encore dans les marchés, ne sont le plus souvent pas exprimées comme telles, la rhétorique du changement et de ses effets est néanmoins prégnante. C'est notamment le cas au travers de références explicites à des ressources, à un espace de vie ou à des pratiques et des modes d'organisation de travail qui « *ne sont plus comme avant* » (Suresh, Emballam, 10.05.2019). De telles réactions, très fréquentes, laissent entrevoir des formes de désespoir ou de crainte vis-à-vis de l'avenir, qui dissimulent une idéalisation des temps anciens. Mais, dans ces discours, ces élans nostalgiques demeurent éphémères. Ils laissent très vite place à des analyses plus complexes et à des visions moins pessimistes, qu'il s'agit d'interpréter dans toutes leurs nuances.

Dès lors, à partir d'un effort de caractérisation du changement tel qu'il est vécu et restitué, et tel qu'il peut être observé dans l'espace, ce travail s'intéresse à l'histoire complexe qui relie les grands récits du capitalisme et de l'urbanisation à ceux, plus modestes, d'artisans-potiers et pêcheurs en lutte pour survivre de leur métier, qui s'efforcent de s'adapter à des transformations de natures multiples.

Un littoral sous tensions

Affrontant une concurrence croissante pour l'accès aux ressources, notamment sous l'effet de l'industrialisation de la filière halieutique¹⁸⁰, les pêcheurs de la côte Coromandel, comme ceux de l'ensemble des côtes indiennes, sont concernés au premier chef par les transformations brutales de leur environnement terrestre et marin. À mesure que les espaces côtiers sont convoités par des acteurs multiples, comme ailleurs dans le monde, les questions foncières littorales constituent un enjeu majeur. Le foncier côtier cristallise en effet plus que tout autre les tensions et les enjeux de nature économique, sociaux et environnementaux. La forte croissance démographique, combinée à un modèle d'urbanisation fortement consommateur d'espace, les soumet à des tensions croissantes. La rareté du foncier disponible, liée à leur morphologie

¹⁸⁰ La tendance à la rationalisation des techniques de pêche compte parmi les stratégies de développement imposées par le Gouvernement indien et mises en œuvre par les *Fisheries Department* des États fédérés. Cette orientation, initiée après l'Indépendance, est renforcée depuis, dans la *National Policy on Marine Fisheries*, dont la dernière est parue en 2020. Elle donne la priorité aux infrastructures matérielles lourdes et aux solutions technologiques, ouvrant l'ensemble du système économique de la pêche à la concurrence. Son ambition, exprimée dans la loi, est de construire « un environnement propice à la participation du secteur privé, au développement de l'esprit d'entreprise, aux modèles commerciaux, à la promotion de la facilité de faire des affaires, aux innovations et aux activités de projets innovants, y compris les start-ups, les incubateurs, etc. » (*National Policy on Marine Fisheries*, 2020). À ce titre, elle invite les pêcheurs artisanaux à un changement de pratiques, conduisant à l'adoption de techniques de pêche au gros (notamment assurées par des chalutiers) ou à l'anneau (encerclément), qui nécessitent de plus grandes embarcations, une plus grande diversité de filets, et donc un investissement plus important. Cette injonction repose sur l'idée d'améliorer la productivité de l'économie halieutique.

linéaire, auxquels s'ajoutent les effets de l'appropriation de ces lieux par des acteurs et des forces exogènes (industrie, tourisme, résidents en villégiature ou propriétaires de résidences secondaires, mais aussi projets d'infrastructures), accentue une fragilité écologique déjà largement affectée par les phénomènes érosifs et climatiques.

Terre et mer génèrent dès lors une situation globale de tension sur les littoraux du monde. Ces derniers apparaissent comme de véritables interfaces de milieux en plein bouleversement, prises dans un double mouvement *d'ouverture* vers l'intérieur des terres, vers des espaces mis en tourisme, et concernés par le développement d'un habitat de standing et d'infrastructures qui changent les usages de l'espace public, et *de fermeture* à la mer, devenue source de concurrences et de dangers. Se défendre contre la montée des eaux, qu'elle soit soudaine ou non, s'est en effet imposé comme un aspect majeur des politiques d'aménagement littoral. Ajoutée à l'ensemble des forces qui convergent en ces lieux, la multiplication d'infrastructures de protection côtière accentue les processus érosifs, et donc les régulations dans l'usage du trait de côte. Elles transforment l'organisation sociale de quartiers largement tournés vers la pêche et, avec elle, les rapports des pêcheurs à leurs espaces de vie et de travail.

Par voie de conséquence, la pêche artisanale littorale est concernée par une transformation de ses rapports à la ville d'un côté et à la mer d'un autre. Cette dernière est une source de subsistance qui, sous l'effet des risques de catastrophe, de la pollution des eaux, du réchauffement climatique et de la dérégulation du marché de la pêche, se présente comme un espace tout aussi menaçant. Tout comme les rapports à des enclaves communautaires longtemps isolées changent à mesure des transformations urbaines, les rapports à l'océan évoluent, aussi bien pour les pêcheurs que pour les touristes et les habitants.

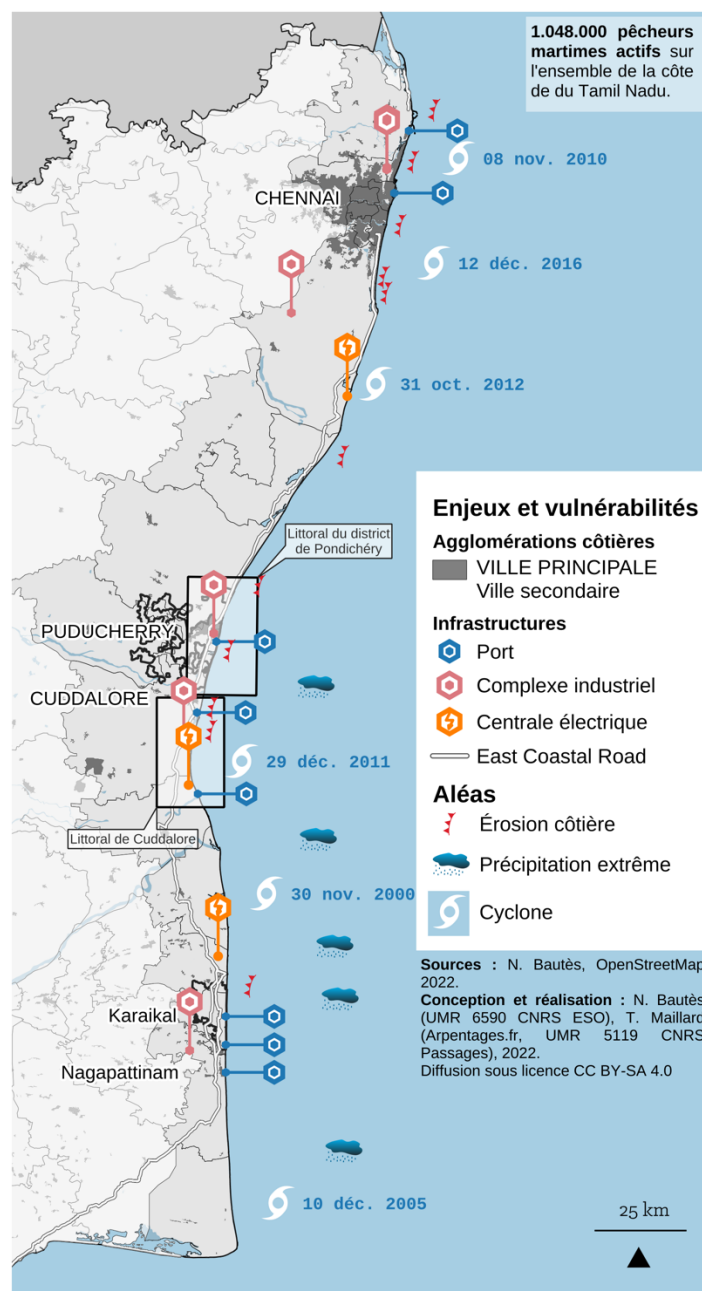


Figure 15 : Enjeux et vulnérabilités littorales sur la côte Coromandel, Tamil Nadu (IFP, 2017 ; 2022)

La pêche, activité structurante de la côte Coromandel

En Inde, la pêche représente une activité structurante, du point de vue économique, et du point de vue de l'organisation des milliers de localités littorales, pour laquelle elle constitue historiquement l'activité principale¹⁸¹ et un véritable mode de vie. Troisième pays en termes d'exportation de produits halieutiques dans le monde¹⁸², et deuxième pour la pêche d'élevage

¹⁸¹ Sur l'ancienneté de l'activité maritime dans cette région de l'Inde, voir notamment (Singaravélou, 2001).

¹⁸² Avec plus de 5 % de la production mondiale, l'Inde occupait en 2014 le troisième rang mondial en matière de production halieutique, loin derrière la Chine (76,1 millions de tonnes en 2014) et après l'Indonésie (20,8 millions de tonnes en 2014) ; voir données (Dumortier, 2017).

(aquaculture), l'Inde est bel et bien une *Fishing nation*. La croissance économique rapide connue par le pays et l'expansion du secteur de la vente domestique de produits halieutiques, ont récemment créé un marché florissant dans le pays pour le poisson frais et transformé et pour les produits de la pêche. Officiellement, plus de 20 millions de pêcheurs vivent en grande partie de cette activité (National Fisheries Development Board, 2020)¹⁸³. À ce chiffre, s'ajoutent les millions d'autres travailleurs indirects de la filière. Parmi eux, citons des femmes qui, si elles pratiquent rarement la pêche en mer, constituent un pilier de la filière, en particulier post-récolte (*post-harvesting*). Elles sont à ce titre déclarées, tout comme les nombreux autres travailleurs de la filière (négociants, intermédiaires, personnes exerçant une activité de service et de réparation des outils, etc.), comme relevant du secteur secondaire de l'économie. À l'échelle du pays, quatre millions de personnes dépendent de la pêche marine comme unique moyen de subsistance, dont environ un million sont des pêcheurs en activité. Les secteurs de la pêche mécanisée, motorisée et artisanale, tels qu'ils sont distingués par les autorités, emploient respectivement 33, 62 et 5 % de ces pêcheurs actifs et représentent respectivement 75, 23 et 2 % de la production totale (Department of Animal Husbandry and Dairying, 2017).

À lui seul, l'État du Tamil Nadu dispose de près de 600 villages de pêcheurs (*fishing settlements*) distribués sur 13 districts côtiers et plus de 1 000 km de côte. Il est le deuxième État en matière de produits de la mer¹⁸⁴, qui avoisinent les 500 000 tonnes annuelles, générant un revenu total d'environ 700 millions de dollars par an. L'autorité compétente, le *Marine Fisheries Department*, estimait en 2010 la population de pêcheurs à plus de 1 000 000 dans l'État du Tamil Nadu et à Pondichéry. Ce chiffre ne comprenait que les seuls pêcheurs, auxquels il faut donc ajouter les multiples activités induites : des femmes, spécialisées dans la vente sur place, dans les marchés et l'acheminement de la ressource vers les villages, ainsi que de nombreux autres intermédiaires et personnes engagés. L'activité en elle-même repose sur 40 000 bateaux dits traditionnels, auxquels viennent s'ajouter environ 6 000 bateaux mécanisés. La pêche est ainsi un secteur structurant à l'échelle de l'État du Tamil Nadu et dans le territoire de Pondichéry. Avec une moyenne de 42 tonnes de poisson par an entre 1999 et 2019 selon le *Department of Fisheries*, le territoire de Pondichéry¹⁸⁵, ramené à sa population et à son trait de côte, représente un gros producteur. Par ailleurs, la pêche est centrale dans l'activité sociale des 17 localités côtières qui le composent. Elle joue là, comme dans d'autres contextes, « un rôle central dans les préoccupations et les réseaux relationnels de pêcheurs » (Devos et al., 2015).

¹⁸³ <https://nfdb.gov.in>

¹⁸⁴ À titre d'illustration, le Gujarat a fourni 700 000 tonnes de poisson, le Tamil Nadu 530 000 tonnes. Le Kerala, pourtant longtemps l'un des principaux producteurs, en avait fourni la même année 475 000 et le Maharashtra 443 000. https://dof.gov.in/sites/default/files/2021-02/Final_Book.pdf

¹⁸⁵ Ces chiffres incluent l'enclave de Karaikal, située hors de notre périmètre d'étude, à 110 km de Pondichéry par la côte.

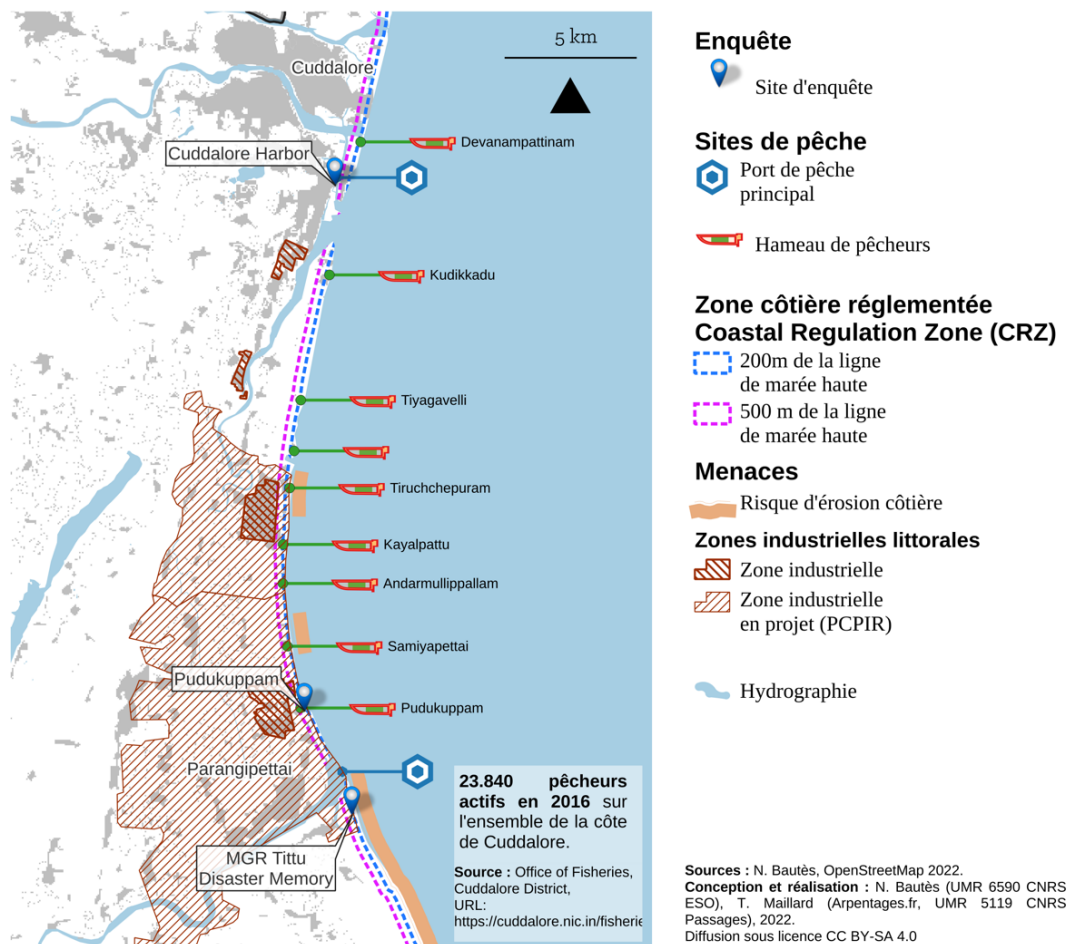


Figure 16 : Le littoral côtier de Cuddalore : des localités spécialisées dans la pêche soumises à des transformations liées à l'érosion côtière et à l'industrialisation

Concernant le district de Cuddalore, sur les 58 km qui séparent l'estuaire de la rivière Gadilam au nord et Pichavaram au sud, l'ensemble des 43 villages est spécialisé dans la pêche, dont 4 dans les eaux saumâtres des *backwaters*. Selon les dernières données fournies par le CMFRI^{186*} (2016), ces villages concentrent près de 13 000 familles de pêcheurs [12 988 exactement], ce qui représente une population de 46 090 personnes, dont près de 14 000 vivent de cette activité¹⁸⁷, tandis que 7 655 participent à des activités directement induites, commerciales, de réparation (filets ou bateaux), de transformation ou de vente¹⁸⁸.

Sur l'ensemble du littoral tamoul, la période succédant au tsunami qui s'est abattu sur les côtes indiennes en 2004 a été marquée par une rapide modernisation des embarcations, des moteurs et des filets. En 2010, pour le seul district côtier de Cuddalore, on comptait plus de 1 000 bateaux « mécanisés », dont près de 650 chaluts, et 250 senneurs annulaires¹⁸⁹ et 3000 bateaux

¹⁸⁶ Centre Marine Fisheries Research Institute, <https://www.cmfri.org.in/>

¹⁸⁷ Ils sont reconnus dans la catégorie « active fishers » par le Central Marine Fisheries Research Institute (CMFRI).

¹⁸⁸ Une grande partie de ces personnes sont des femmes, qui assurent des activités nombreuses post-capture (*post-harvesting*). Pour une étude illustrée de ces activités, voir notamment les courts extraits vidéo et les récits-photos publiés dans le cadre du programme collectif FISHERCOAST: <https://ruralindiaonline.org/en/articles/venis-story-becoming-a-bold-lady/>, ou encore <https://ruralindiaonline.org/en/articles/puli-gets-by-on-shells-scales-heads-and-tails/> (Accès le 18.07.2022).

¹⁸⁹ Les senneurs opérant sur les côtes indiennes du Tamil Nadu correspondent généralement à des bolincheurs, bateaux de taille et de puissance plus modestes que les senneurs-thoniers européens, et sur lesquels travaillent 4 à 5 marins. Les espèces

« artisanaux » (dont $\frac{2}{3}$ motorisés)¹⁹⁰. Ce processus est lié à une politique de compensation des ménages touchés par la catastrophe, coordonnée par des ONG, sous l'égide du gouvernement de l'État, et dans le cadre de financements internationaux¹⁹¹. Conséquence de la part croissante des engins mécanisés dans les captures marines, la part que tendent à occuper les petits métiers de la pêche motorisée et non motorisée dans le secteur a connu une diminution rapide, accentuant les problèmes de subsistance de nombreuses familles.

Les avancées technologiques ont ainsi profondément changé le visage de la pêche indienne, désormais dominées par le recours à des embarcations en fibre de verre ou en contreplaqué. Pour ce qu'il en reste, les bateaux de pêche traditionnels faits de rondins de bois sont aujourd'hui souvent équipés de moteurs hors-bord, qui facilitent grandement le travail mais représentent une dépense importante en carburant. À ces changements s'ajoutent, en particulier dans la période succédant au tsunami qui a touché les côtes indiennes le 24 décembre 2004, l'implantation de bateaux de grande taille (chaluts-*trawlers*) et le recours généralisé à la pêche à la senne annulaire qui participe à transformer les manières de faire. L'augmentation de la productivité qui en découle, a un double effet sur les pêcheurs artisanaux et sur l'environnement. Elle contribue à engendrer des inégalités entre pêcheurs et détruisant la biodiversité marine. En effet, les pêcheurs qui ne disposent pas des moyens financiers pour investir dans ces nouveaux équipements ou qui sont réticents à acquiescer ces nouvelles pratiques demeurent le plus souvent précaires (*Economically Backward*). Cette situation occasionne de vives tensions à l'échelle de groupes sociaux qui, pendant longtemps, effectuaient leur activité avec un partage du profit, sans autre perspective de capitalisation.

Dans ce contexte, accéléré par les politiques publiques soucieuses de générer une plus forte contribution du secteur au produit intérieur brut (National Fisheries Policy, 2020), les artisans de la mer évoluent dans un modèle économique dominé par des réseaux commerciaux mondialisés, qui intègrent une population longtemps considérée comme en marge de la société dominante indienne. Effectivement, dans le contexte de l'Inde, les quartiers ou villages de pêcheurs – *fishing hamlets* ou *fishing settlements* – sont des espaces sociaux et politiques singuliers. Ils sont en effet historiquement enclavés, en raison d'une part de leur spécialisation dans une activité et une « matière », la pêche et le poisson, associées à des représentations négatives en regard des valeurs dominantes du végétarisme portées par l'hindouisme (ceci même si nombreux hindous consomment du poisson, et de plus en plus). Leur population, ici majoritairement de caste *pattinavar*^{*192}, est associée à des statuts sociaux très bas dans l'échelle rituelle hindoue. Cette construction sociale, dans le contexte actuel, s'exprime par la représentation des pêcheurs comme étant impulsifs, violents et se prêtant à l'alcoolisme. Tous ces éléments concourent, à l'échelle du pays, à considérer les pêcheurs comme les « chasseurs-cueilleurs des espaces urbains côtiers » (Parthasarathy, 2011) marginalisés sur le plan de leur statut social, de leur profession, et de leur précarité économique. Ces pêcheurs sont, de manière générale, perçus comme les perdants de

ciblées sont des petits pélagiques : maquereaux, sardines, anchois. Le plus souvent, cette technique mobilise plusieurs bateaux formant un cercle au sein duquel se déploient les filets.

¹⁹⁰ En 2010, on comptait 1 049 bateaux mécanisés et 3 091 bateaux artisanaux (2 255 motorisés et 836 non motorisés). Sur les 1 049 bateaux mécanisés, 643 étaient des chalutiers (*trawlers*), 249 des senneurs annulaires (à senne coulissante, *purse seiners*) et 152 des fileyeurs (*gillnetters*). Voir Bautès & Menon, 2019, <https://fishercoast.si/india-cuddalore/>

¹⁹¹ Notamment dans le cadre du JAM : Joint Assessment Mission, World Bank, Asian Development Bank & UN, 2005, Emergency Tsunami Reconstruction Project ETRP, World bank & TEAP : Tsunami Emergency Assistance Programme Asian Development Bank.

¹⁹² En plus d'appartenir à la catégorie Other Backward Castes (OBC), les Pattinavars sont reconnus comme relevant des classes économiquement les plus « arriérées », ou *Economically Backward Classes*. Chaque village *pattinavar* est composé de plusieurs lignages, appelés *pangaali*, établis selon un système patrilinéaire.

l'économie maritime de l'Inde qui évolue rapidement et manifeste peu d'intérêt pour le secteur artisanal. Les autorités lui préfèrent une filière halieutique en voie d'industrialisation croissante, ceci en dépit du fait que la pratique artisanale constitue un secteur toujours dynamique. Elle offre des possibilités d'emplois lucratifs dans un contexte d'explosion de la demande en produits de la mer, pour le marché domestique et international. Elle concentre aussi l'essentiel des savoirs relatifs aux mondes marins, au climat et aux vents.

Les pêcheurs artisanaux, qui utilisent de plus en plus de bateaux en résine avec moteurs en remplacement des anciens *katumarrams**, sont des populations marginalisées, qui ne bénéficient toutefois pas du statut officiel de tribal (*adivasi**)¹⁹³ qui leur conférerait des droits spécifiques au titre de la Constitution (*reservations*) et la reconnaissance de leur usage collectif de la terre et des ressources permettant d'assurer leur survie. Si les Britanniques avaient inscrit certaines castes de pêcheurs parmi les « tribus » qui ont ensuite été répertoriées par le gouvernement postcolonial, et qui se sont vues attribuer la reconnaissance de leur droit d'usage des ressources communes¹⁹⁴, ils ne profitent pas pour autant du système des quotas¹⁹⁵. Reste qu'ils sont nombreux à revendiquer ce statut, notamment en raison de leur pratique ancestrale, et de leur connaissance du milieu maritime, différente de la majorité de la société indienne¹⁹⁶. Mais la reconnaissance du statut tribal des castes de pêcheurs est sollicitée non sur la base de la singularité de leurs usages et de la connaissance de l'environnement côtier, mais pour le fait que les pêcheurs ici ou ailleurs sont, « tout comme cet environnement, produits par les interactions dans lesquelles s'insèrent les activités de pêche » (Devos, Barbosa & Vedana, 2015).

La marginalisation rituelle et sociale des castes et des familles de pêcheurs demeure effective jusqu'à aujourd'hui. À l'exception du Kerala, les politiques sectorielles et d'aménagement continuent à être formulées par des acteurs exogènes, le Comité M.S. Swaminathan en étant l'exemple le plus éloquent¹⁹⁷. Les quartiers littoraux qu'ils habitent tendent au contraire à être l'objet d'un intérêt inédit de la part de nombreux acteurs. L'on observe cette situation dans les zones rurales, éloignées des grands centres urbains, sous l'effet d'une intense politique industrielle, mais aussi dans ou à proximité directe des espaces urbains, du fait de politiques foncières et touristiques qui contribuent à accroître la valeur du sol urbain et donc les tensions sur les espaces et les sociétés de la pêche.

¹⁹³ Suite à une pétition adressée à la Haute Cour de Justice de Madras (Madras High Court) en 2018, celle-ci a ordonné à la Commission Nationale pour les Castes Répertoirees (NCSC) d'examiner la requête de représentants de pêcheurs du Tamil Nadu de voir leurs castes incluses dans la liste des Castes Répertoirees (Scheduled Castes). En mai 2022, la décision n'avait toujours pas été prise. La réponse à la demande du Comité M.S. Swaminathan concernant la possibilité de reconnaissance des droits traditionnels et de la spécificité professionnelle des pêcheurs au titre du Scheduled Tribes and other Traditional Forest Dwellers (Forest Rights) Act de 2006 n'avait, en mai 2022, donné lieu à aucune réponse officielle.

¹⁹⁴ C'est principalement le cas des pêcheurs Koliwadās à Mumbai, qui bénéficient de cette reconnaissance au titre du Forest Rights Act (voir note précédente). Au sujet des Koliwada de Mumbai, voir notamment (Nair, 2021; Parthasarathy, 2011).

¹⁹⁵ En Inde, la politique de discrimination positive fonctionne sur la base d'un système de quotas (*reservations*) permettant à des castes répertoriées (*Scheduled Castes*) d'accéder à des emplois dans la fonction publique ou à des places dans l'enseignement. D'origine coloniale, ce dispositif législatif a été modifié à plusieurs reprises depuis l'Indépendance. À ce sujet, voir notamment (Jaffrelot, 2002).

¹⁹⁶ La majeure partie des Indiens demeure peu à l'aise dans l'eau. Si la pratique rituelle de l'ablution figure au centre des rituels religieux, la mer est, dans la pensée hindoue, associée à un monde étranger et dangereux.

¹⁹⁷ <https://www.mssrf.org/> Ce trust, créé en 1988, bien que défendant une approche « pro-poor, pro-woman et pro-nature » du développement rural et agricole et des conditions de vie des populations tribales, est un acteur vivement critiqué dans les mondes de la pêche, notamment pour l'imposition de modèles normatifs soutenant systématiquement des dispositifs privilégiant l'innovation technologique. Si la position de ce trust, longtemps représenté par M.S. Swaminathan, l'un des principaux acteurs de la Révolution Verte dans le pays, a récemment évolué vers la promotion d'une agriculture moins intensive et soucieuse de limiter ses effets écologiques, elle demeure source de vives oppositions, considérant qu'elle agit selon des méthodes *top down*.

Ainsi, alors que leur monde vital est en prise avec la brutalité des processus naturels et humains, les pêcheurs tendent à gagner en visibilité, visibilité durement acquise grâce aux efforts des fédérations de pêcheurs artisanaux et de syndicats, de sociétés de crédit pour les femmes. Leur situation fait très souvent la une des journaux, que ce soit lors des fréquents épisodes de protestations violentes, au cours de conflits qui opposent ceux qui naviguent sur des bateaux traditionnels non mécanisés et ceux qui possèdent des chalutiers ou se prêtent à des formes brutales de pêche ; ou encore lorsque leurs bateaux sont bloqués en mer (comme durant la pandémie), ou que leurs proches disparaissent en mer. Qu'elles soient liées au quotidien de la pêche ou à l'avenir de la ressource, ces références évoquent peu l'enjeu transversal que constitue cette activité, et les modes de vie et de travail qui lui sont associés.

Toute notion de propriété est historiquement inexistante dans les communautés de pêcheurs. Le cordon littoral et l'océan comptent parmi les communs côtiers et marins. Il est à ce titre d'usage collectif, les castes de pêcheur pouvant en disposer pour assurer leur survie et déployer leur activité. Dès lors, les pressions auxquelles ces espaces sont soumis dans le contexte de la multiplication des acteurs de la filière et dans des espaces quotidiens concernés par des transformations multiples, méritent d'être détaillées. Comme l'indique Gayatri Nair, bien que les phénomènes auxquels il est ici fait référence relèvent d'une échelle macro, une telle perspective présente le risque « d'aplatir les nuances qui informent les pratiques sociales et politiques quotidiennes »^{xxxiii} (Nair, 2021). Or, c'est bien dans ces nuances que résident quelques-uns des aspects sur lesquels il est important de se tourner pour mettre en évidence les « arrangements spatialement éclatés » (*Spatially splintered arrangements*) (Bavinck, 2003) qui sont, dans le contexte des littoraux, particulièrement marqués. Les espaces côtiers sont donc objets et scène de conflits d'occupation et d'appropriation de la ressource et de l'espace. En mobilisant les deux contextes littoraux contigus de Pondichéry et Cuddalore, c'est ce qu'il s'agit maintenant d'aborder.

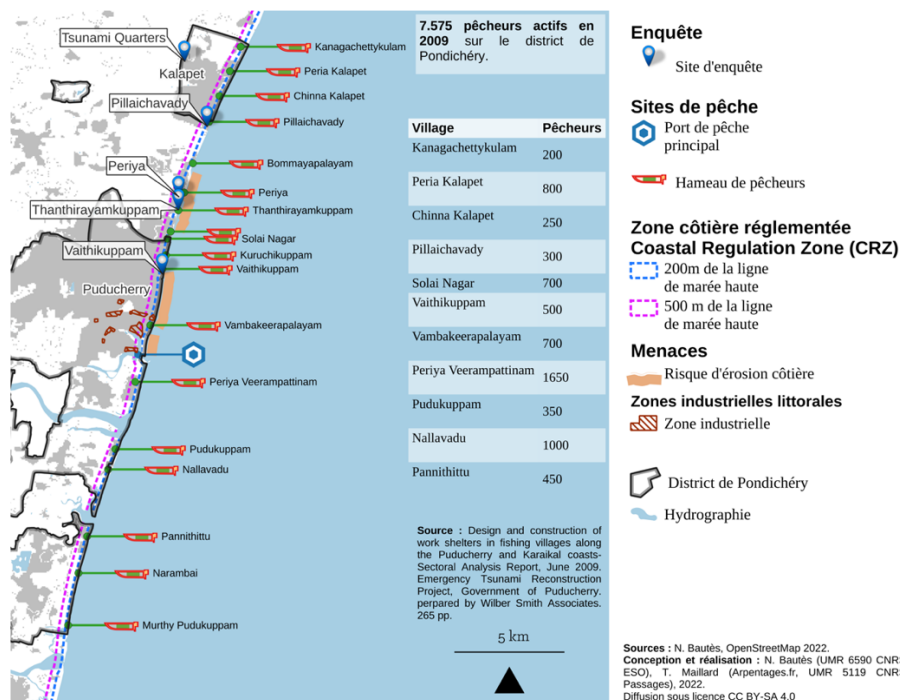


Figure 17 : Principales localités spécialisées dans la pêche artisanale, littoral de Pondichéry (données : 2009 ; 2022)

Un littoral urbain, l'autre industriel : deux espaces d'interface soumis au changement

Les transformations à l'œuvre dans le secteur et dans les filières de la pêche, toutes ressources confondues, opèrent également à l'échelle des localités côtières. Celles-ci sont soumises aux dynamiques du foncier, notamment aux formes de spéculation du sol littoral et, dans le contexte qui nous occupe, aux logiques qui prévalent à l'inscription des quartiers littoraux parmi les lieux cibles des politiques industrielles et de projets touristiques et résidentiels.

Située dans la baie du Bengale, le long des 360 km que compte la côte Coromandel du Tamil Nadu, la zone littorale que définit la biorégion de Pondichéry s'étend globalement jusque vers la mangrove de Pichavaram, dans le district de Cuddalore (TN). Elle se présente dans son ensemble comme un espace de faible altitude abritant une variété d'écosystèmes, plages de sable, petits systèmes dunaires, zones humides, vasières et mangroves. La zone est aménagée autour de deux grands ports, celui de Pondichéry, finalisé sur son site actuel en 1994¹⁹⁸, et le port historique Cuddalore, dont l'activité, après avoir longtemps décliné (Singaravélou, 2001), tend à se maintenir. L'existence du premier¹⁹⁹ et le maintien du second sont intrinsèquement liés à la pratique de la pêche industrielle, dont ils constituent l'infrastructure principale, qui favorise notamment un accostage aisé des bateaux ayant un tirant d'eau important (Vidal & Balasubramanian, 2017). Pondichéry est un port secondaire, situé entre ceux de Chennai et Tuticorin et les plus petites infrastructures littorales (épis, enrochements, jetées et quais d'accostage). Bien qu'il accueille des chalutiers (*trawlers*), son site, régulièrement ensablé, contraint sa fonction marchande, si bien qu'il assure principalement, à ce jour, une activité d'allègement. La ville de Cuddalore abrite l'un des premiers ports naturels de la région. Situé au confluent des rivières Uppanar et Paravanar, après avoir connu une longue période de déclin après l'époque coloniale, ce port est devenu un centre d'exportation de marchandises de première nécessité (bois, pommes de terre, sucre). Récemment rénové pour pouvoir traiter tous types de cargaison, il est aussi le troisième port de pêche du Tamil Nadu.

Quels que soient leurs niveaux et leurs types d'activité, ces deux infrastructures portuaires contribuent à la transformation du trait de côte. La construction du port de Pondichéry, entravant le mouvement naturel de l'eau et du sable, a accéléré l'érosion sévère touchant la côte de Pondichéry depuis le milieu des années 1980 et accéléré le recul de près de 25 % de ses plages. Depuis, les dispositifs de lutte contre l'érosion se multiplient le long d'un littoral qui ne cesse de s'urbaniser. Dans ce contexte, l'érosion progresse en direction du nord à un rythme d'environ cinq mètres par an. Ce processus a entraîné la destruction de nombreux habitats de pêcheurs en bord de mer²⁰⁰. De manière générale, il affecte l'usage de la plage et des espaces connexes²⁰¹.

Ce phénomène concerne à la fois le littoral de Pondichéry et de Cuddalore. L'un sous l'effet du processus d'urbanisation, l'autre sous celui de la création, depuis les années 1980, d'un tissu diversifié d'industries. Ce processus est favorisé par la déclaration de l'ensemble de la côte du

¹⁹⁸ L'ouvrage menant à la construction du port de pêche a été lancé en 1984, les travaux s'étendant pendant près de dix ans. <https://fisheries.py.gov.in/fishing-harbour-union-territory-pondicherry>.

¹⁹⁹ Il est ici fait référence à l'infrastructure portuaire récente, la ville ayant de longue date abrité un port de pêche, qui préexistait à l'arrivée des Français et des Britanniques.

²⁰⁰ Un rapport du gouvernement indien estime qu'approximativement 35 000 familles sont, à l'échelle du pays, vulnérables aux inondations marines.

²⁰¹ Le processus érosif paraît aussi responsable de l'intrusion d'eau salée dans les aquifères, affectant les ressources en eau potable.

Tamil Nadu en Zone Économique Spéciale, bénéficiant à ce titre d'une politique fiscale incitative. Depuis plusieurs décennies, la filière halieutique souffre ainsi d'une forte artificialisation du trait de côte. Les dunes, qui protégeaient jusqu'ici les habitations côtières, ont progressivement disparu. L'usage du littoral comme lieu de stationnement des embarcations se trouve lui aussi restreint, l'artificialisation du rivage étant accentuée par des constructions résidentielles ou touristiques ne respectant pas la législation des *Coastal Regulation Zones*.

Dans ce contexte général, les politiques littorales comme leurs pendants urbains sont marquées par un déficit de reconnaissance de la singularité de ces espaces et de leurs usages. Les microsociétés de la pêche, tout comme celles de la poterie, sont concernées par une mutation plus ou moins rapide et affirmée de leurs environnements. Ces usages concurrents d'espaces communs et de ressources revêtent historiquement un rôle central dans leur fonctionnement et leur quotidien. Dans le contexte d'imposition des logiques de productivité, de propriété privée et de pression foncière, le lien écologique, économique et social qu'entretiennent les mondes artisanaux à l'espace se trouve profondément altéré.

Ces mutations sont fondamentales, en égard de la place qu'occupent les communs en Inde, désignés par le terme de *poromboke*. L'usage de ces espaces est reconnu à des fins de subsistance pour certaines populations. C'est notamment le cas des pêcheurs vis-à-vis des littoraux et des potiers vis-à-vis des zones humides, réservoirs d'eau et étangs où ils puisent l'essentiel de leur matière productive-ressource.

Dans un contexte de vives pressions sur ces espaces et leurs abords, les communs se présentent comme des espaces nourriciers à défendre. Dès lors, les rapports qu'entretiennent avec eux les artisans et les acteurs qu'ils concentrent se manifestent selon des dimensions d'ordre matériel, économique, institutionnel et politique, qu'il s'agit d'appréhender tour à tour.

III.1.1. La poterie artisanale, reflet des changements à l'œuvre dans les franges de l'urbain étendu ?

III.1.1.1. L'artisanat de la poterie dans la région de Pondichéry

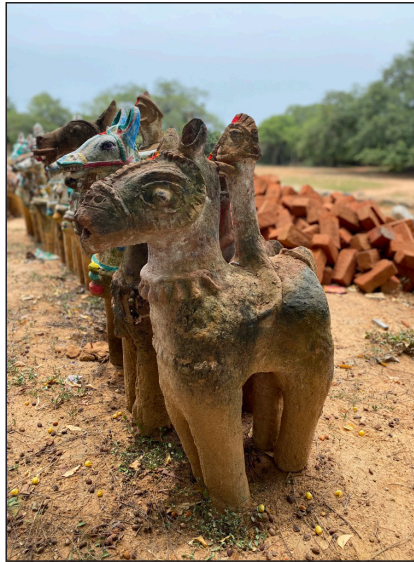
Selon les auteurs d'un rapport sur l'artisanat de l'Union Territory de Pondichéry (Nambiar & Narayan Kurup, 1968), l'ancien comptoir a de longue date été associé à la poterie et à son artisanat. Des traces ancestrales de cette activité ont été mises en évidence au travers de spécimens de poterie retrouvés à Arekamedu, ancienne colonie romaine aujourd'hui située à la périphérie de la ville-capitale de l'UT. Des fouilles menées sur ce site archéologique par Jean-Marie Casal en 1947-1950 témoignent d'un commerce artisanal de produits fabriqués en argile rouge et noire, caractéristiques des sols de la région.

Cette activité était reconnue dans la région durant la présence française en Inde, plus particulièrement lors du gouvernorat de François Martin (1674-1686). Il apparaît en effet que le gouverneur des Établissements français en Inde avait encouragé l'installation, sur son territoire, d'artisans venus des régions avoisinantes, notamment des tisserands et des potiers, avec l'idée d'établir une petite industrie de fabrication de textiles et de jouets d'argile. *Le Gazetteer of Pondichéry* (Anthony, 1982) fait mention de l'importance historique de la poterie dans le quartier de Kusayapalayam. Celui-ci semble constituer une des centralités productives de cet artisanat, dans les localités de Murugapakkam, Naynarmantapam, Aiyankuppam, ainsi que dans plusieurs villages non spécifiés. Cet artisanat produisait un tel effet que de nombreux habitants « ornaient leurs façades et leurs arches de vases d'argile fabriqués à Kusayapalayam. Il s'agissait d'une utilisation intelligente d'une tradition artisanale qui fleurissait dans les environs de Pondichéry » (Anthony, 1982, p. 596)²⁰².

Bien que l'importance de cette petite industrie artisanale soit difficile à évaluer avec précision, son écho commercial est observé jusqu'à aujourd'hui. En témoigne l'omniprésence, dans la région, de pots en terre cuite (*terracotta*) de tous types et de toutes formes, utilisés comme récipients pour cuisiner, transporter, stocker l'eau et le riz, ou à des fins rituelles, ou encore les statues du même matériau, de tailles diverses, représentant des divinités villageoises ou des animaux (notamment des chevaux) qui jalonnent les sanctuaires dédiés à la divinité villageoise Aiyandar (voir encadré). Souvent située aux abords des champs, ces objets ont une fonction protectrice intrinsèquement associée à l'économie agricole et aux communautés villageoises.²⁰³

²⁰² Voir : Labernadie, *Le vieux Pondichéry, 1673-1815*, 260 p. (1936). JM et G. Casal, Sites urbains et sites funéraires des environs de Pondichéry.

²⁰³ Comme le note (Jarzombek, 2009) à propos du culte d'Aiyandar, auquel est étroitement associé l'artisanat de la poterie, « Aiyandar est considéré par les villageois tamouls comme étant plus que le *muscleman* du village ; il est le chef des autres dieux du village, et toute dédicace aux autres dieux doit être précédée d'une dédicace à lui ». Sur les spécificités du culte d'Aiyandar, voir aussi l'article de Louis Dumont (Dumont, 1959).



Parmi les nombreuses divinités villageoises (village deities) que compte le Tamil Nadu figure Aiyandar. Comme nombre de ces divinités, il ne compte pas parmi les dieux du panthéon hindou. Si l'origine de son culte demeure incertaine, son nom est mentionné dans des inscriptions datant du 3^e siècle de notre ère, et le Silappatikaram, l'une des épiques de la tradition littéraire tamoule (3^e-4^e siècles) y fait référence. Ses représentations le dépeignent comme un homme fort sur une monture (souvent un cheval). Il est le « protecteur des villages » (urkavalan) et, à ce titre, est considéré comme étant de lignée plus haute que les autres divinités locales. Aiyandar protège et satisfait les requêtes des villageois.



Comme le royaume d'Aiyandar est la terre et la nature qui l'habite, ses sanctuaires se trouvent à la périphérie des villages, dans un bois sacré. Généralement, ils sont adjacents à des zones humides, à un lac ou à un petit réservoir d'eau. Les fêtes célébrées en l'honneur d'Aiyandar sont destinées à l'inciter à rester dans sa demeure luxuriante, où il veille sur ses fidèles, assurant leur sécurité et leur bien-être. La plupart des sanctuaires qui lui sont destinés font l'objet d'offrandes en terre cuite, souvent des sculptures d'animaux – les plus courantes étant des chevaux (kuthirai). Ils portent aussi le terme générique de (bommaï, litt. « poupée »), alignées en rang ou disposées en cercles autour du sanctuaire, montrant la limite entre l'intérieur et l'extérieur. Ces objets sont généralement fabriqués par des potiers de caste spécialisée (notamment des Velar au Sud du Tamil Nadu, et des Kullavar autour de Pondichéry).

Jusqu'à il y a quelques décennies, presque tous les sanctuaires étaient sommaires, ne contenant pas de structure permanentes. L'autel principal était limité à un bloc de pierre rectangulaire surélevé sur lequel étaient placées les principales effigies, ou bien une structure de fortune, généralement faite de feuilles de palmier tressées, dans laquelle se trouvaient les statues des dieux. Aujourd'hui, un grand nombre d'entre eux ont été clôturés, des routes asphaltées ont remplacé les chemins de terre menant à l'entrée du sanctuaire ; parfois, des murs en béton ont été érigés pour protéger la terre et la propriété. Une grande arche multicolore ouvrant vers une allée bordée d'imposantes sculptures de ciment représentant des chevaux peints de couleurs vives accueillent aujourd'hui les dévots qui pénètrent dans la demeure d'Aiyandar.

Figure 18 : La divinité villageoise Aiyandar et son culte au Tamil Nadu : traits généraux et articulation avec la pratique artisanale de la caste des potiers Kullalar (Wayne, 2016 ; nb, 2021)

Historiquement, seuls les membres de la caste *kullavar** étaient engagés dans la fabrication de pots en argile. Le recensement publié en 1968 dénombrait près de 160 potiers (uniquement des hommes) dans le territoire de Pondichéry²⁰⁴ (Nambiar & Narayan Kurup, 1968), tous travaillant à l'aide d'un tour manuel. Parmi eux, environ la moitié étaient considérés comme hautement qualifiés, capables de construire de majestueuses sculptures de chevaux représentant la monture d'Aiyandar ou, moins souvent, des figures d'éléphants et d'autres animaux.

Jusqu'à aujourd'hui, le principal matériau nécessaire à la fabrication de récipients en terre est l'argile rouge (dans une moindre mesure, noire) disponible en abondance sur les berges des rivières (*āru*) et des nombreux réservoirs (*tanks*, *nīrttēkkam*) qui constituent un caractère fort du paysage de la région. L'argile est recueillie, au fil des saisons, en veillant à son degré d'humidité, dont dépendent à la fois la manipulation et la solidité du matériau qui doit pouvoir supporter des niveaux élevés de cuisson²⁰⁵. Cette ressource et les techniques anciennes n'ont que peu changé, mais l'activité est confrontée à de nouveaux problèmes. Dans certaines parties du district de Pondichéry et du Tamil Nadu voisin, le plus souvent à proximité de localités urbaines, les potiers font état d'une difficulté croissante à se fournir en argile. La raison réside dans les normes environnementales qui régulent strictement l'extraction de tout matériau dans les lacs, les réservoirs et les rivières, ce qui les oblige à solliciter des intermédiaires qui soit vont là où l'extraction est autorisée, soit extraient illégalement l'argile qu'ils vendent ensuite aux potiers de la région.

Les récipients en terre sont fabriqués sur commande des marchands ou pour la vente locale. Les artisans les emportent souvent dans les villages voisins où ils sont exposés et vendus le long des routes ou dans marchés. L'étude menée à l'occasion du recensement de 1961-64 soulignait déjà la préférence croissante du public pour les ustensiles en laiton et en cuivre. Aujourd'hui, la préférence va à des matériaux tout aussi solides, mais moins onéreux, notamment l'aluminium et l'acier inoxydable. À mesure de la popularité de ces nouvelles matières, l'artisanat de la poterie perdait lentement un marché domestique jusque-là bien ancré. Ce marché a continué à décliner à un rythme accéléré depuis la diffusion du plastique. Comme autres raisons de ce déclin, l'étude cite la concurrence avec l'industrie céramique pour la décoration, le manque d'organisation des artisans et les facilités de commercialisation. L'ambition du *All India Handicrafts Board* de mettre en lumière le lien culturel de l'artisanat avec le passé afin de suggérer des mesures pour son développement futur n'a débouché sur aucune mesure prescriptive.

Cependant, parmi les 19 formes d'artisanat reconnues par cette institution comme significatives de la région de Pondichéry (dont la fabrication de jouets d'argile et de bois, les images en bronze et le tissage de nattes d'herbes sèches (*korai paai*) par les familles musulmanes), seule la poterie demeure aujourd'hui reconnue comme une industrie domestique produite localement. Sa production concerne un marché qui répond à l'usage, encore à ce jour, de pots pour stocker l'eau ou pour cuisiner, la cuisson ayant toujours cours dans les zones rurales, mais aussi dans les petits hôtels et les échoppes en bord de route, où elle est de plus en plus en vogue. Les clients achètent des objets en argile à plusieurs occasions, pour assurer les rituels de naissance, de mariage et de décès, et offrent souvent ces objets aux divinités villageoises. Le marché de la

²⁰⁴ Parmi eux, 64 sont situés dans l'enclave de Pondichéry et 22 dans la région de Karaikal sont considérés (par leurs pairs) comme hautement qualifiés. À Yanam, 77 potiers, dont 24 femmes, ont été identifiés.

²⁰⁵ Processus consistant à porter l'argile à une température élevée afin d'atteindre des niveaux de fusion optimaux.

poterie, diversifié, fait donc vivre un nombre important de familles. La poterie est toujours très présente dans le quotidien de la société tamoule.

Derrière l'image apparente de pratiques immuables, les usages, les imaginaires et les références autour desquels fonctionne ce marché sont mouvants. Ils sont aussi très fragmentés, révélant une diversité d'acteurs et de biens produits, autant que de marchés. Certains potiers de caste *kullavar* travaillant de leurs mains sans aucune technologie autre que la roue, ont vu la demande diminuer, tandis que d'autres profitent au contraire d'une demande croissante pour des produits bruts et peu onéreux. Ils se lancent comme petits entrepreneurs dans le domaine de la fabrique d'objets en argiles. Ainsi, des potiers non *kullavar*, impliqués dans la production semi-industrielle de lampes à huile (*diyas*) ou autres objets décoratifs, exposent sur des marchés urbains parfois éloignés, tandis que des céramistes contemporains implantés à Auroville ont principalement recours à des matériaux importés d'autres États de l'Inde ou de l'étranger.

À Pondichéry, la filière locale de la poterie se caractérise tant par la diversité de ses biens fabriqués et par celle de ses usages que par ses lieux et réseaux de production et de commercialisation. Elle supporte de nouvelles tendances et des changements notamment observés dans les conditions et les lieux de travail. Parmi les 46 potiers *kullavar* interrogés (Figure 19)²⁰⁶, beaucoup ont affirmé qu'il était de plus en plus difficile pour eux de vivre de cette activité. Ils sont aussi nombreux à regretter le manque d'intérêt de leurs fils, parfois de leurs filles, pour exercer cette activité, et soulignent tous la faible valeur qu'ils peuvent tirer de cet artisanat. Pourtant, plusieurs d'entre eux reconnaissent aussi être toujours en mesure de tirer de cette activité des revenus décentes. Certains se déclarent même optimistes quant au changement de représentations associées au « fait main », à l'argile, progressivement rattachée à un mode de production et de consommation non polluant, recyclable, voire en vogue auprès d'une clientèle citadine. Ceux-là voient donc l'extension des marchés urbains comme une perspective possible pour eux.

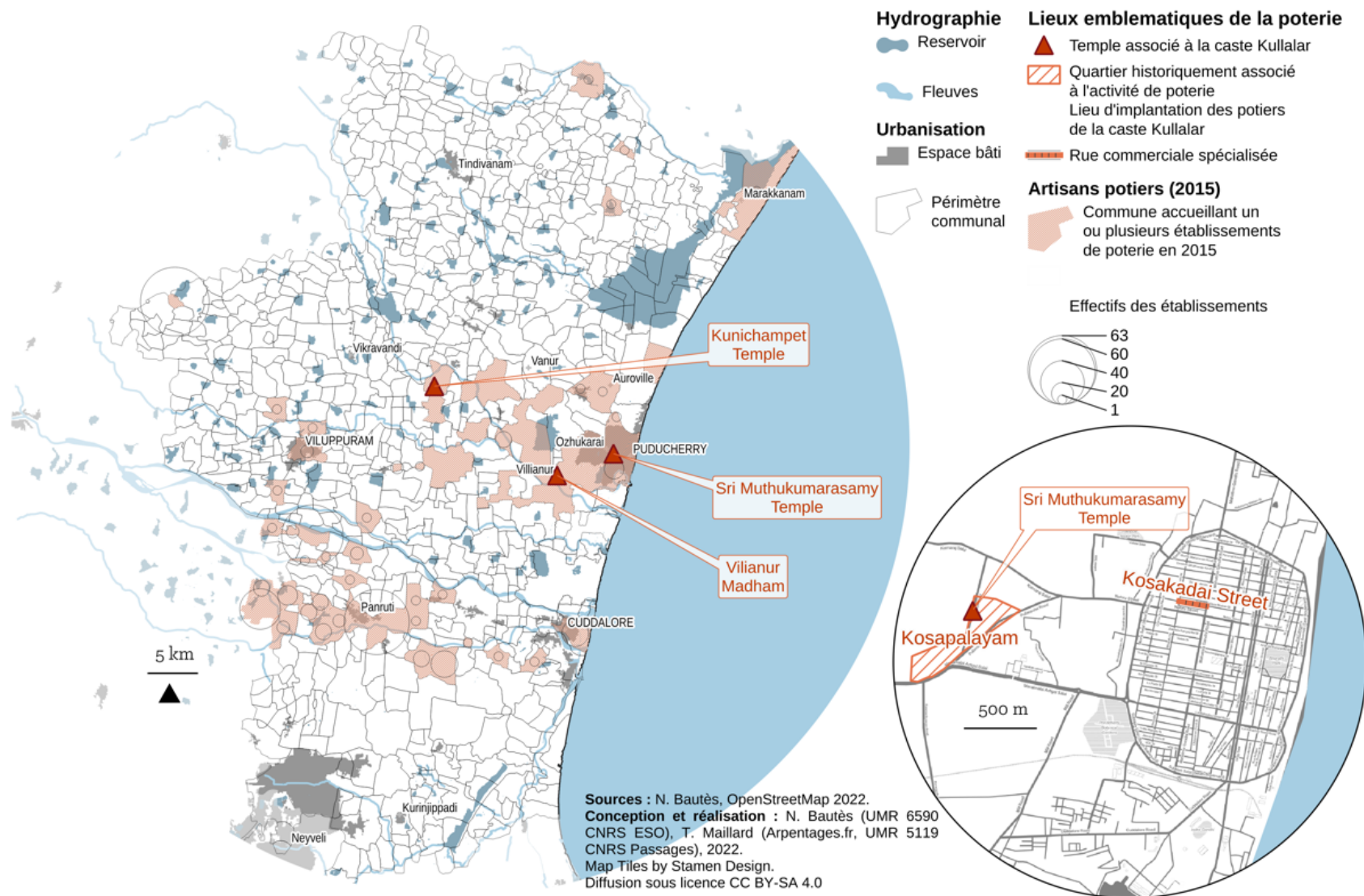
En approfondissant cette recherche, j'ai découvert sans surprise que ce qui apparaissait comme une « petite production » en déclin tend de fait à se transformer, car les conceptions relationnelles autour desquelles elle s'organisait jusqu'à il y a plusieurs décennies évoluent rapidement. Néanmoins, les potiers, disposant généralement d'un faible niveau d'éducation, mentionnent aussi qu'ils seraient en mesure de maintenir leur activité et même d'en vivre correctement, avec un peu plus d'organisation collective, et avec un soutien plus affirmé du gouvernement. Tout comme le blâme envers les autorités ou envers les associations de caste pour leur manque de soutien, le regret vis-à-vis de l'absence de dispositif spécifique de reconnaissance du métier comme de leur statut social est très clairement exprimé. De nombreux potiers interrogés ont par ailleurs souligné le fait qu'en tant qu'artisans indépendants, ils entretenaient un rapport positif à leur activité plus que dans toute autre. Ils valorisent en particulier le fait de ne pas dépendre d'un patron, ce qui signifie souvent une forte soumission et des conditions de travail plus difficiles. Par exemple, un homme ayant renoué avec la poterie après plusieurs années d'inactivité dans ce domaine déclarait, lors d'un entretien, avoir décidé de revenir à son métier en

²⁰⁶ L'enquête de terrain a été rendue possible par l'aide de Bhanu Priya, qui a mené avec moi la première série de 18 entretiens. Une deuxième série de 10 entretiens suivie d'une mise en œuvre de l'étude du circuit de la ressource depuis ses sites d'extraction jusqu'aux zones de consommation a fait intervenir Ashik Kumar. La dernière série d'enquêtes de terrain (15 entretiens et le recensement et la répartition géographique des potiers de Pondichéry) a impliqué Ignatus Prabhakar (Université de Madras). Le « nous » fait référence à la dimension collective de ce travail. Je tiens à remercier tous les contributeurs pour leur aide non seulement dans la traduction, mais aussi dans l'interprétation de certains aspects de la vie et du travail des artisans.

raison des faibles niveaux de salaire que lui procurait son poste d'agent de sécurité dans un hôtel. Cet emploi ne dépassait guère les gains générés par la vente de poteries. La crise structurelle du marché de l'emploi que connaît le pays, associée aux conditions précaires du travail rémunéré en Inde, semble donc jouer en faveur du maintien dans une activité qui, sans autre perspective, fournit des ressources viables, aussi limitées et insuffisantes soient-elles.

Si l'activité de la poterie se maintient, les conditions de travail tendent à être profondément bouleversées par les changements à l'œuvre dans les espaces de la région. En ville comme dans les localités rurales où les potiers sont souvent installés, la ressource et l'espace disponibles pour déployer l'activité de fabrication ont tendance à diminuer à mesure que la valeur de la terre augmente, que les villages se construisent et les villes se densifient. À mesure aussi que l'argile, mais également le bois de chauffe et la paille, matériaux bruts utilisés dans la cuisson des poteries, deviennent rares.

Aux abords des champs cultivés, dans les rues du village ou du quartier, où les matériaux bruts nécessaires à la fabrication étaient disponibles, c'est désormais le ciment qui domine.



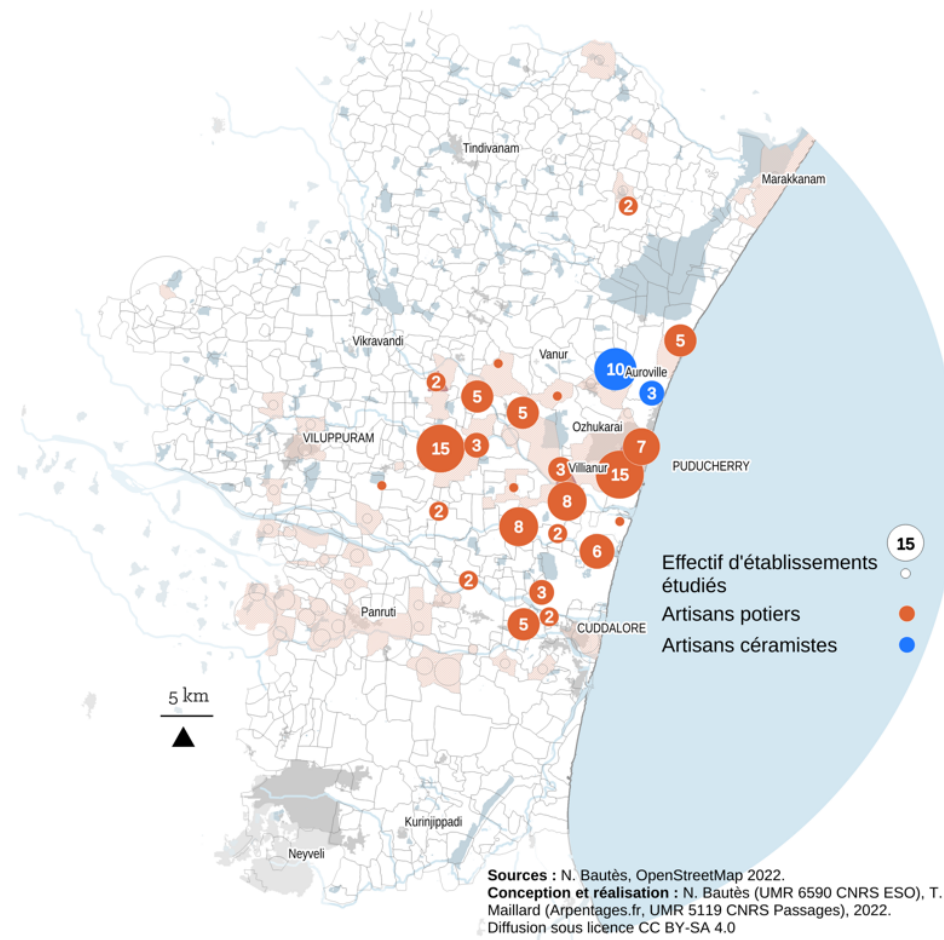


Figure 19 : Localisation des potiers dans la biorégion du Pondichéry et effectifs étudiés (entretiens et observations)

III.1.1.2. Un artisanat soumis aux dynamiques de l'urbanisation

En dépit de sa taille modeste par rapport aux grandes régions métropolitaines du pays, la biorégion de Pondichéry est soumise à une dynamique d'urbanisation particulièrement rapide. Située dans l'influence de l'aire métropolitaine de Chennai (*Chennai Metropolitan Area*, CMA), qui tend à une déconcentration et à un redéploiement progressif des fonctions économiques et résidentielles (Marius-Gnanou, 2010), notamment le long du littoral sud, elle est aussi concernée par la transformation de régions agricoles polarisées autour de plusieurs villes moyennes (Cuddalore, Viluppuram et Tindivanam). Entre 1990 et 2007, le district de Pondichéry a connu à lui seul une augmentation de 30 % des « terres affectées à des usages non agricoles » (Season & Crop Report 2008-09). Dans la même période, la surface totale cultivée a diminué de 12 %. Dans le district de Villupuram (Tamil Nadu), les terres cultivées ont réduit de 4 %, alors que les friches et des terres à usage non agricole ont augmenté de 12 % entre les années 2005-2006 et 2006-2007. L'espace de la biorégion de Pondichéry se présente ainsi comme un mélange de zones urbanisées, dont la croissance est accélérée par le déclin du travail agricole. Les changements observés dans les mondes agricoles ont aussi des effets sur l'activité économique, notamment sur celle d'un artisanat dont l'activité dépend historiquement de l'agriculture et des ressources extraites du milieu naturel.

Dans ces espaces discontinus qui prennent en partie la forme de territoires néo-urbains composés de petites villes et de « villages qui tendent à s'agglomérer en de vastes conurbations où se mêlent sur des kilomètres une agriculture résiduelle et des terres en friche » (Denis, 2015), la convoitise des grands opérateurs fonciers ne semble pas avoir le niveau constaté dans les régions rurales situées à proximité des métropoles. Néanmoins, la conversion des terres agricoles opère bel et bien, notamment sous la forme d'acquisitions silencieuses (Vijayabaskar, 2010) ou, plus généralement, de transactions ordinaires qui relèvent « de règles, d'histoires et de normes structurantes » propres à chacune des localités (de Flore, 2015). La transition que connaissent dès lors ces espaces a aussi tendance à transformer des lieux longtemps structurants, à l'exemple des nombreuses retenues d'eau (*tank*s), reconnus comme des communs, qui jalonnent le paysage tamoul. Centraux pour la gestion de la ressource²⁰⁷, principalement utilisés à des fins d'irrigation, leur fonctionnement est profondément touché par « la déprise rurale et l'urbanisation (qui) accentuent le manque d'entretien, la pollution et leur empiètement illégal par des cultures ou des constructions » (Richard-Ferrouddji, 2019). C'est ainsi l'ensemble de l'environnement productif au sein duquel les artisans de la poterie évoluent aux côtés d'autres travailleurs dont l'activité dépend étroitement des ressources naturelles, qui se trouve transformé : eau, couvert végétal, densification démographique et diversification de l'occupation du sol, pression écologique, etc. La restriction de l'accès ou l'amenuisement des ressources font partie des conditions nouvelles auxquelles les artisans doivent faire face. Ce contexte mérite une attention particulière pour la question des ressources mobilisées par les artisans dans le processus artisanal. Non seulement elles figurent au cœur de leur activité, mais l'observation des moyens déployés par les artisans pour y accéder est aussi susceptible de nourrir cette réflexion sur les effets des changements en cours sur les espaces de l'artisanat. Cette préoccupation oriente la suite de ce travail vers une démarche d'investigation attentive à la matérialité du processus artisanal, et aux circulations qu'il engage.

²⁰⁷ De multiples travaux s'intéressent à la fonction historique de ces ouvrages, nombreux et diversifiés, dans la gestion communautaire de l'eau dans le Tamil Nadu. Voir notamment (Thurston & Rangachari, 1909).

III.2. MATÉRIALITÉS. L'ESPACE, RESSOURCE ET CONTRAINTE

Se placer du côté du changement tel qu'il s'exprime *concrètement* dans le quotidien du travail artisanal oblige à porter un regard sur ses dimensions matérielles, en premier lieu celles que définit, pour l'artisan, la question de la ressource. Ainsi, partant de la localisation, de la disponibilité et de l'accès à cette ressource, il conviendra ensuite d'étudier les circulations des matériaux bruts mobilisés dans la fabrication de la poterie et dans l'activité de la pêche. Il s'agira de reconstruire, au moyen d'une approche horizontale, les circuits que prend cette matière première dès lors qu'elle devient un bien ou une marchandise. La matérialité sur laquelle repose le travail artisanal qui intéresse cette étude est tout d'abord celle de matières dont la nature même diffère : matière morte pour le potier, qui extrait et manipule la terre, la paille, le bois, parmi d'autres matériaux qu'il prélève du milieu naturel ; matière vivante pour le pêcheur, transformée en bien marchand dès lors que le poisson accoste et chemine le long des dispositifs de stockage et de transport, dans les circuits commerciaux, jusque dans l'assiette du consommateur.

Ces ressources et leurs conditionnements sont des objets et des « choses en mouvement » (*things in motion*), dont le suivi permet d'« éclairer leur contexte humain et social » et, avec lui, leurs « significations, inscrites dans leurs formes, dans leurs usages, dans leurs trajectoires » (Appadurai, 1986, p. 6). Cette méthode d'investigation, qui invite à « suivre la chose » (*follow the thing*) (Cook, 2004), désormais courante en sciences sociales et en géographie, permet d'engager de manière combinée la construction de biographies d'objets et de lieux ou, autrement dit, de construire une « géobiographie » (Bruckert, 2021). Initialement proposée par Arjun Appadurai dans l'ouvrage *The Social Life of Things : Commodities in Cultural Perspectives* (Appadurai, 1986), cette démarche a fait l'objet de développements plus approfondis. C'est notamment le cas chez Peter Jackson, qui propose de « tracer une géographie sociale des choses » (Jackson, 1999, p. 104, cité par Bruckert, 2021), ou encore chez Paul Robbins pour qui « des processus sociaux, politiques et culturels investissent les objets de significations [...] à mesure que l'échange les déplace dans et hors de situations socialement et politiquement définies » (Robbins, 1999, p. 401, cité par Bruckert, 2021).

C'est à cette entreprise, qui permet de cheminer de la dimension matérielle des filières productives jusque vers les logiques économiques, sociales et politiques qui les traversent, qu'il s'agit maintenant de s'intéresser.

III.2.1. La ressource, bien commun en voie d'appropriation

III.2.1.1. L'argile, ressource primaire de l'artisanat de la poterie et matière brute de l'urbanisation

Porter un regard sur les configurations sociospatiales de la poterie oblige en premier lieu à s'intéresser à l'argile, qui en constitue la ressource primaire. À ce matériau est parfois ajouté, à des fins de solidité ou de décoration, de la poudre de craie, du ciment²⁰⁸, de la colle, de la farine de maïs, etc. Argiles noires, rouges, ou mêlant rouge et noir sont historiquement disponibles dans

²⁰⁸ Ce mélange de matériaux semble résulter d'une diversification des produits fabriqués et d'une demande en bien plus solides que la terre cuite. Ils ont entraîné la diversification sociale des potiers : tandis que les membres de la caste *kullavar* sont, du point de vue des règles rituelles, les seuls à pouvoir manipuler l'argile pure, d'autres castes de métier peuvent prendre part à la manipulation de matériaux mélangés. Cet aspect s'avère central dans le contexte de marchés concurrentiels.

la région, intégrées aux communs que sont les lits et berges des rivières (*aaru/odai*, கூலம்) et des réservoirs (*ooranis*, நீர்நிலை) des localités environnant Pondichéry (Aryankuppam, Arunamattapuram, Odiyambattu). Les documents historiques soulignent combien la composition argileuse des sols de la région a favorisé cette production artisanale, alors connue bien au-delà de Pondichéry.

III.2.1.2. Métaphore de la fragilité, antinomie de l'urbain ?

Pour la pratique actuelle de la poterie, la question de l'argile est centrale. Elle l'est à la fois pour d'évidentes raisons économiques, mais possède aussi une résonance symbolique forte. Bien qu'il ne soit pas ici question de s'attarder sur cette dimension, elle constitue néanmoins un point de départ important pour appréhender les significations que les potiers rencontrés associent à cette matière, et qui ne sont pas sans expliquer une partie de l'usage courant de biens fabriqués en argile, en particulier à des fins rituelles. Cet aspect est notamment révélé lors d'un entretien conduit auprès de Kamalakannan, un homme d'âge moyen (50 ans) de caste *kullavar*, qui confectionne des produits en argile cuite (*terracotta*) aux environs de Munoor, village localisé à quelques dizaines de kilomètres au nord de Pondichéry (district de Villupuram, TN). Un extrait des propos échangés avec lui permet de situer la question des significations sociales de l'objet et de la matière dans une perspective résolument contemporaine.

Q. : Vous êtes d'ici, du village ?

K. : Je suis né dans cette maison. Elle appartenait à mon grand-père maternel. C'était une hutte. J'en ai fait une maison en ciment.

Q. : Pourquoi ?

K. : On doit vivre avec son temps

Q. : Je ne comprends pas ; que voulez-vous dire ?

K. : À cette époque, les gens vivaient dans des maisons en chaume et faisaient du riz dans des pots en terre. Mais maintenant, tout a changé. Donc nous devons aussi changer. Ils avaient l'habitude de marcher et de faire du vélo. Maintenant, ils ont des voitures et des trains à grande vitesse.

Q. : Et après les trains (qu'y aura-t-il) ?

K. : (rires). Qu'est-ce que j'en sais ?

Q. : Mais si nous avons dépassé les pots en terre, pourquoi en faites-vous ?

K. : Eh bien, quoi qu'il arrive, les gens meurent, n'est-ce pas ? Tu ne peux pas changer ça. Quand Jaylalitha²⁰⁹ est mort, ils ont cassé un pot de terre. Quand Karunanidhi²¹⁰ est mort, ils ont cassé un pot de terre.

(Kamalakannan, Munoor, entretien, mars 2019)

²⁰⁹ Actrice de cinéma et femme politique indienne affiliée au parti AIADMK*, ayant occupé durant plusieurs années la fonction de ministre en chef (*Chief Minister*) du Tamil Nadu (1991-1996, puis 2001-2006). Décédée en 2006, elle possède une aura importante dans la société tamoule.

²¹⁰ Ancien directeur de cinéma, Karunanidhi, surnommé *Kalaignar* (« l'artiste »), est un homme politique affilié au parti DMK*. Il a aussi occupé le poste de *Chief Minister* de l'État du Tamil de 1969 à 2011.



Figure 20 : Partie inférieure chevaux sculptés en argile, séchant au soleil, Munoor (nb-fev.2020)

L'ambiguïté qui marque la relation de ce potier à la fabrication et à l'usage de ces pots et, plus largement, au maintien de son activité n'est pas sans interroger des questions centrales de nos sociétés, l'obsolescence, la modernité, la durabilité. Elle questionne ainsi également la pratique de cet artisanat elle-même et sa place dans des modes de consommation qui valorisent la solidité des biens. Le produit fini de la poterie est fragile, friable et supporte difficilement le transport. Aussi, du point de vue économique, l'argile cuite (*terracotta*, சுடுகளிமண்) et la poterie deviennent rapidement obsolètes, tandis que du point de vue symbolique, elles s'inscrivent aussi dans une conception très largement diffusée dans les mondes philosophiques, qui les associe à la fragilité de l'existence, à leur caractère passager²¹¹.

Selon cette conception, l'argile renvoie à la fois à ce qui est permanent et éphémère, fini et inépuisable. Dans les rituels encore pratiqués au Tamil Nadu, le pot « fait de boue » (*kaḷimaṇ*) occupe une fonction rituelle, et sert de catalyseur entre la vie et la mort. Lorsqu'une personne meurt, un pot est brisé sur le sol. Cela signifie que l'on brise ce qui enferme ou contient l'âme, ce qui la maintient attachée à la terre. Le corps, métaphorisé en un pot d'argile, est une sorte de matrice pour la gestation de l'âme. Si ce rituel n'est pas accompli, elle ne pourra pas passer de la vie à la mort, mais restera coincée dans un entre-deux. Le mot tamoul pour cet état est *aavi* (ஆவி), qui signifie également « vapeur ». Lorsqu'une divinité est invoquée, sa substance a besoin d'un contenant temporaire, et c'est le pot en terre cuite qui assure cette fonction. Dans les mariages, par exemple, la présence de divinités est nécessaire pour que les vœux soient traduits dans un engagement. Le passage entre un état et un autre implique ainsi l'incertitude, la fragilité et la précarité. Tant de choses peuvent mal tourner dans la manipulation de l'argile et la fabrication d'un pot. Il s'abîme lorsqu'il pleut. Il se fissure lorsqu'il fait trop chaud ou lorsqu'il est maintenu sur le sol avec trop de force. Lors d'une visite à Arumugam, potier de près de 85 ans à l'échine courbée par le travail dont la maison-atelier est située dans la localité de Murugampakkam, faisant face au temple Draupadi Amman-Sri Navagraha, il fabriquait des sculptures de chevaux en argile en préparation du Nouvel An tamoul. Il venait de terminer de

²¹¹ Cette conception n'est pas propre au monde indien, pouvant aussi être observée par exemple dans la Grèce antique, et dans la tradition issue de la Bible.

former les jambes et m'a demandé de l'aider à le porter à travers la rue jusqu'à la porte de sa maison, avant de le transporter de l'autre côté de la route, dans un espace où il pourrait le placer dans le feu de cuisson.



Figure 21 : Le potier Arumugam, Murugampakkam, expliquant les gestes du métier (nb, 2020)

Vous devez le tenir fermement, mais sans exercer la moindre pression, sinon l'argile va se bosseler, s'effondrer [...].

(Arumugam, Murugapakkam, entretien, 11 janvier 2020)

Longtemps, Arumugan érigeait son feu de cuisson dans l'espace ouvert faisant face au temple, juste devant sa maison. Mais depuis que l'administration du temple a été confiée au département des institutions religieuses hindoues (Department of Hindu Religious Institutions and Wakf), cette pratique a été interdite, jugée dangereuse et susceptible d'endommager les ornements peints de la façade. Pour des raisons de sécurité, une clôture a ainsi été construite autour du temple, limitant la visibilité du potier et obstruant l'accès des clients habitués à acheter des produits en argile pour assurer leur fonction rituelle dans le temple. À la suite d'une décision du gouvernement, la cuisson s'effectue désormais dans l'enceinte d'un centre de crémation situé non loin. Il raconte qu'il se sent trop faible pour « battre » les pots ou pour « pousser » la roue. Il insiste à plusieurs reprises sur le fait que le gouvernement n'accorde pas de prêts aux vieux potiers, tout en précisant que si c'était le cas, il ne les prendrait de toute façon pas, parce qu'il ne pourrait pas les rembourser. Quand nous évoquons la possibilité de changer d'activité, il affirme qu'il ne peut pas, et qu'il n'a jamais pu, même dans sa jeunesse, exercer un autre travail que celui-ci. Jusqu'à aujourd'hui, il se rend dans un petit terrain situé non loin, pour récupérer de l'argile. La famille ne possède ni camion ni scooter, et il n'a pas d'autorisation spécifique (*licence*) lui permettant d'extraire la ressource dans les zones environnantes. Il ne sait pas comment obtenir une telle autorisation. Selon lui, on dénombrait autrefois 12 potiers à Murugapakkam et il est aujourd'hui le seul. La plupart des gens abandonneraient, d'après lui, la poterie pour réaliser des

statues pour les temples (*sthapati**), activité mieux rémunérée²¹². Pour les pots, il reçoit une grosse commande au début de la saison du *toddy* et une autre pendant le festival de *Karthigai deepam** (*divali*). Le reste de l'année, l'activité demeure faible, et il doit se rendre dans les villages voisins pour vendre ses pots les jours de marché.

Une remarque d'Arumugan, passée inaperçue au moment de l'entretien, a retenu mon attention une fois la retranscription effectuée. Lorsqu'il décrit son quotidien et parle du déclin de l'activité de poterie dans sa rue, il exprime un sentiment de trahison vis-à-vis de l'évolution de son métier, et de sa place dans la société :

Si le cheval (*ketirai*) se brise en traversant la rue ou que je tombe, je n'aurai pas les moyens de me soigner, et je pourrai alors rester ici (c.-à-d. sur le lieu de crémation). C'est sûrement ce qu'ils veulent tous, alors même que je les ai tous soignés pendant des décennies.

(Arumugam, Murugapakkam, entretien, janvier 2020)

La place de l'artisan dans un système socioreligieux qui prend sens à l'échelle du quartier, et pour lequel le potier assurait historiquement une série de services à la « communauté », semble ainsi, selon ce vieil homme, tomber en désuétude. Une rencontre avec un autre potier met néanmoins en évidence la persistance de cette fonction servicielle longtemps associée à l'activité de l'artisan villageois, notamment traduite dans son rôle de soignant local (Encadré III-2).

Encadré III-2 : Dakshinamurthy, dernier potier de Marakanam

La maison de Dakshinamurthy est située dans le village de Marakanam, le long de la rue autrefois dénommée Kusavar Street, en référence à la caste de potiers de la région qui peuplait cette petite voie non bitumée. Il y a quelques années, alors que l'hôpital public était en construction, elle a pris le nom de ce modeste dispensaire. La raison de ce changement de nom est claire. Il n'y a plus que quelques potiers dans la rue, à l'exception de Dakshinamurthy et de deux de ses voisins, qui pratiquent encore la poterie en saison de festival. Tous sont partis ailleurs, en ville, semble-t-il, à Chennai, ou ont changé de métier, faute de pouvoir survivre de leur artisanat. Dakshinamurthy vit avec sa femme. Leurs enfants ont quitté la maison après leur mariage. Lorsque nous arrivons à sa porte, vers 10 h 30 un matin de février 2020, il est accroupi sur le sol, le dos courbé vers la roue, qui n'est pas plus haute que ses chevilles. Des années à passer chaque jour dans cette position ont donné à son dos une courbe prononcée. Contrairement à Arumugam, plus âgé de dix ans, Dakshinamurthy peut encore se tenir droit. En ce milieu de matinée, il est parvenu à terminer la moitié de sa commande de cinquante pots. La saison de la collecte du *toddy* (sève sucrée du palmier) et du *jaggery* (sucre de palme non raffiné) commence, et la demande s'accroît soudainement, les pots d'argile étant le récipient idéal pour préserver leur saveur et leur fraîcheur. Dès qu'il accepte de parler avec nous, un homme à moto accompagné d'une enfant qui devait avoir autour de cinq ans s'arrête devant sa porte. L'homme à la moto me demande de patienter, ayant une demande urgente à faire au potier. Dakshinamurthy se lève alors et marche jusqu'à l'homme. Sans autre explication qu'une brève phrase échangée, il le prie d'enlever le tee-shirt de la fille. Celle-ci affiche des taches rouges et sèches sur la poitrine, son dos et son cou. J'apprends que le mot tamoul pour ces taches est akki. Il s'agit d'une infection bactérienne qui affecte la peau, appelée erysipela, que l'on trouve surtout chez les enfants. Au Tamil Nadu, les gens croient généralement que ces taches sont causées par un excès de chaleur dans le corps. Dans les villages, c'est traditionnellement le potier

²¹² Plusieurs potiers rencontrés sur l'ensemble de la région mentionnent combien cette activité est rémunératrice. Ils déclarent y avoir recours dès que possible, mais font souvent face à la concurrence d'autres castes spécialisées dans ce travail, notamment des *Kumar*, dont le statut est bien moins considéré.

de caste *kullavar* qui traite les enfants atteints de cette maladie. Pour cela, il utilise une brosse permettant d'enduire les taches d'un mélange d'argile et d'eau. Ce protocole aide à refroidir le corps. On dit que le traitement ne peut être effectué que le matin. Si vous le réalisez le soir, l'enfant prendra froid. L'expression tamoule pour ce traitement est *patam ezhutuvatu* (பாடம் எழுதுவது), expression neutre qui peut également faire référence à un travail scolaire, à un professeur qui rédige une leçon, à tout type de travail accompli tous les jours. Dakshinamurthy prononce quelques mots, une prière, avant d'appliquer consciencieusement l'argile sur le corps de l'enfant. Il prend ce que les gens lui donnent pour le traitement. L'homme lui tend un billet de cinquante roupies.

Cette situation, rencontrée dans le cadre d'un entretien avec l'un des derniers potiers du village de Marakanam, révèle la fonction historique qu'assurent, dans le contexte des villages tamouls, les castes de service, l'artisan-potier prolongeant son rôle social par celui de guérisseur, pratique que mentionnent de nombreux ouvrages anciens. Dakshinamurthy m'indique que près de Chuambedu, localité située à quelques kilomètres au nord de Munoor, il existe encore quelques potiers qui fabriquent eux-mêmes des concoctions à base d'argile et pratiquent la guérison²¹³.

Ce potier vit seul avec sa femme. Ses trois enfants, un fils et deux filles, ont quitté le village. Son père a eu deux femmes et il est le cadet d'une famille de quatre enfants. Dans un ton triste, il dit que tous les membres de sa famille se sont suicidés. Quand nous lui demandons ce que font ses enfants, il récite un ancien proverbe tamoul :

nallu pillai pettavanukku nadu rottule soru; orupillai pettavanukku oru elai soru

« Celui qui a quatre fils reçoit du riz au milieu de la route ; celui qui a un fils reçoit une feuille de riz. »

Il explicite aussitôt ce proverbe : « Moi, j'ai un fils et je n'ai pas de riz. Mon estomac brûle de faim. Je n'ai pas de fils. Celui que j'avais n'est pas de moi. Il ne me donne rien et continue à me demander de l'argent, même s'il sait que je n'ai pas assez à manger. Une de mes filles est bonne, elle m'aide. L'autre me regarde avec dégoût et m'utilise seulement quand elle est dans le besoin. »

À intervalles réguliers au cours de notre conversation, il s'interrompt, pris d'une quinte de toux ; aussitôt, sa femme lui crie depuis la cuisine : « Tais-toi, réponds simplement aux questions qu'ils te posent ! »

Tout au long de notre conversation, les moments qui semblent animer plus fortement ce vieux potier sont ceux où il cite des proverbes, signalant combien certains avaient été oubliés avec le temps et d'autres avaient perdu leur sens pour décrire le moment présent : celui d'une mise en échec et de l'obsolescence des savoirs anciens, qu'il rapproche de celles de sa famille et de son métier. Il clôt notre entretien alors que le soleil indique la fin de la matinée, en disant que si les pots sont faits d'argile, les statues des temples sont faites de ciment.

C'est vers ces dernières que l'on doit se tourner pour survivre, pour voir son effort justement rétribué, même si c'est l'argile qui fait la main du potier, et que c'est elle que seuls les potiers de caste *kullavar* ont, selon les textes anciens, « le droit » de manipuler.

Source : Récit de situation, Marakanam. Entretien mené le 19 février 2020, Nicolas B. interprète : Ashik Kumar

Si cette fonction de guérisseur a trait à la matière, à ses vertus curatives et à la dimension symbolique qui lui est associée, elle n'est rendue possible que par la fonction symbolique qu'assure historiquement lui-même le potier dans les relations sociales au village. Cette fonction centrale dans les sociabilités villageoises, illustrée par le recours systématique au potier dans les cérémonies religieuses ou dans le quotidien de la vie sociale, par l'intense activité d'échanges entre les potiers et les travailleurs des champs par exemple (« un pot contre du riz », *Arumugan*), semble en effet montrer des signes de déclin, comme l'indiquent plusieurs potiers rencontrés.

²¹³ Ce lien des potiers avec la guérison est loin d'être un fait isolé. Si les potiers manipulent une matière friable, et sont donc aguerris à se confronter à la fragilité et à des objets qui se brisent régulièrement, il semble naturel qu'ils aient aussi une compréhension particulière de la remise en état des objets et, plus généralement, de la prévention de la rupture. Sans aller puiser dans les fondements philosophiques de la guérison dans le monde indien ancien, il est néanmoins possible, dans ce contexte, de rapprocher ce lien à la manière dont l'hindouisme articule le matériel (le corps) et l'immatériel (l'âme, *atma*). La matérialité est l'éphémère et la fragilité, la soumission à l'espace, au temps et à la matière. Selon cette conception, l'immatériel est inébranlable, il transcende la matière.

Néanmoins, ce phénomène est loin d'être nouveau, déjà formulé, tel que nous l'avons vu, dans la période coloniale, et accéléré sous l'effet de la modernité, des transformations des modes de vie et de travail, des mobilités, caractéristiques des mouvements de transformation contemporains.

Ce qu'il semble intéressant à noter, c'est combien la fragilité du potier est intrinsèque à la matière qu'il manipule, et non liée à une simple conjoncture. Dès lors, en toile de fond de cette discussion réside bien une tension entre deux conceptions du monde, illustrées par deux figures métaphoriques opposées : l'une, représentée par le ciment, matière associée à la solidité, la virilité et la force ; l'autre, celle que symbolise l'argile, friable, éphémère et fragile (Figure 22)



Figure 22 : Publicité pour une entreprise de ciment, route de Cuddalore (nb, 2019)

Les signes de ces représentations sont nombreux dans le paysage indien contemporain, si bien qu'à mesure de l'enquête, cet aspect n'a pas été sans m'interroger. En effet, pour un chercheur qui pense l'urbain, comment ne pas se questionner sur le fait que c'est aussi de cette argile que sont, au Tamil Nadu, fabriquées les briques utilisées pour la construction ? Une construction qui, outre d'être l'expression matérielle la plus marquante du changement dans les espaces et des sociétés du pays, tend également à concurrencer le travail de bon nombre d'artisans, potiers en premier, qui dépendent de la disponibilité en argile pour travailler. Plus que d'une opposition entre l'argile et la brique, matériau de l'artisanat et matériau brut de l'urbanisation, c'est bien de coexistence entre deux matières qui, au gré des transformations, voient leurs usages et leurs trajectoires différenciés.

III.2.1.3. Accéder à la ressource en contexte périurbain

Lors d'un entretien avec Ravibala, artisan-potier implanté de longue date dans la localité de Munoor (TN), celui-ci m'amène, à ma demande, sur le lieu dans lequel il extrait l'argile lui permettant de fabriquer ses objets. Non loin de sa maison, dans une rue anciennement dénommée du nom de la caste traditionnelle des potiers, *Kullavar*, se déploie en ce mois de février

une vaste étendue semi-humide, extension du petit lac de Munoor. À l'aide d'une petite pioche, il récupère la partie superficielle du sol, place un morceau de terre humide dans sa main, et m'en donne une partie (Figure 23).

Voilà, il faut juste s'assurer que la terre ne soit ni trop ni trop peu humide. Je la transporte jusqu'à un terrain situé à côté de chez moi, que j'ai récemment acheté, et je la laisse sécher quelques jours pour qu'elle puisse ensuite être manipulée [...]. Elle a la granularité parfaite !

(Ravibala, Munoor, entretien, 12 mars 2019)



(1-7). Une vaste étendue semi-humide (lac - ēri - ஏரி) située aux abords du village de Munoor (Tamil Nadu), sur des terres poromboke. L'extraction sur des communs villageois, habituellement régulée par le village panchayat, est tolérée aux potiers. Ravibala se rend régulièrement vérifier l'état de la ressource, prenant soin d'en vérifier la granularité et le taux d'humidité. C'est à proximité de l'eau que l'argile (kalīmaṇ - களிமண்) présente la meilleure composition (silice, alumine et eau).



(8-13). Depuis son atelier installé sur la devanture de sa maison, il malaxe l'argile, la mélange souvent à de la paille, extraite à proximité des champs cultivés, afin d'améliorer la solidité de la matière, qu'il manipule à l'aide tour manuel (wheel) jusqu'à que les pots prennent forme ; il en ajuste les imperfections et en applatit les angles (தட்டுதல்) en tapotant délicatement, à l'aide d'une petite raquette de bois. Aidé de sa femme et de son neveu, il les disposera ensuite au soleil, le long de la route, avant d'aller les cuire. Elles seront ensuite exposées le long de la route, dans l'attente d'être vendues sur place ou récupérées par des acheteurs qui ont l'habitude de venir s'approvisionner dans cette rue, dont le nom, anciennement Kulavar Street, a été changé pour celui d'Hospital Road.

Le potier, qui exerce son activité depuis le plus jeune âge, a récemment (2020) acquis un petit terrain entre le lac et sa maison, située à moins de 500 m de là, pour stocker l'argile humide et procéder à son séchage, puis pour cuire les poteries une fois celles-ci modelées et séchées.

L'usage de cette vaste étendue partiellement asséchée, située aux abords directs du village, est libre pour les membres de la localité, relevant ici des « communs villageois » (*eri Porobomke*)²¹⁴ (Encadré III.3). En saison humide, après la mousson d'hiver (décembre), l'eau submerge l'ensemble de cette étendue. Le reste de l'année, la terre se dessèche peu à peu, jusqu'à devenir trop friable pour être utilisée pour fabriquer des pots. C'est alors au tour des manufactures de briques (*brick kilns*), dont les camions viennent creuser avec ou sans l'autorisation des autorités villageoises (*panchayat*), d'extraire des masses de terre encore argileuse qui alimenteront, après séchage puis cuisson, le florissant marché de la construction. « *On ne se marche pas dessus* », me dit-il, « *chacun vient quand son moment est venu* »²¹⁵.

La configuration productive que décrit cette rencontre, dans un village situé à quelques dizaines de kilomètres en périphérie de l'agglomération urbaine de Pondichéry, semble restituer un idéal artisanal vis-à-vis de l'accès à la ressource primaire. Elle permet un accès aisé à l'argile qui, après extraction, fera l'objet d'un traitement simple, d'un séchage à même le sol, avant de pouvoir être manipulée dans un atelier installé à l'extérieur, sur la devanture de sa maison ; une fois fabriqués, les pots et autres objets seront disposés le long de la route pour sécher, après quoi, le potier les transportera à quelques mètres de là pour être cuits. Ils reviendront ensuite devant la maison, à même la rue, prêts à être vendus aux passants, ou attendant d'être emballés puis récupérés par un marchand, qui les emportera, le plus souvent, à Chennai, où ils seront à leur tour vendus dans des marchés ou exportés dans d'autres villes, voire ailleurs dans le monde (voir III.2). Cet exemple illustre combien, dans le contexte d'espaces encore peu densifiés et peu soumis à la pression immobilière, l'accès à la ressource ne semble pas poser de problème particulier. En dépit des autorisations gouvernementales nécessaires pour extraire la ressource dans des espaces à usage public, soumis à l'obtention d'une autorisation délivrée par les instances du gouvernement (Department of Mines), les autorités du *panchayat* facilitent cette activité moyennant, pour les entreprises d'extraction destinées à la fabrication des briques pour la construction, le plus souvent une rétribution financière.

Dans de nombreux autres contextes pourtant, plus proches des agglomérations, les réglementations gouvernementales interdisent formellement toute activité d'extraction. Cette interdiction, appliquée depuis 2015 à Pondichéry, concerne aujourd'hui même les potiers enregistrés disposant d'une licence officielle (carte professionnelle qui leur octroyait jusque-là le droit d'extraire de petites quantités de matériau à des fins de production). Dans le district de Pondichéry, le gouvernement autorise l'extraction dans les seuls terrains privés (*private patta lands*), soumettant ce droit à la détention d'une carte d'identité prouvant le statut d'artisan, mais en aucun cas sur des terres publiques, proches des zones humides (*eernilanga*), le long des rivières (*aaru/odai*), des *tanks* (*ooranis*) ou des réservoirs (*kulam, eri, kanmoy, thaangal*).

Dans plusieurs districts du Tamil Nadu, où une même interdiction a été déclarée en 2018, elle a suscité une vive controverse. En février 2022, un groupe de potiers a adressé une pétition au gouvernement de l'État afin de les autoriser à extraire de l'argile dans les réservoirs d'irrigation

²¹⁴ Toutes les zones humides, de même que toutes les étendues d'eau (lac, étangs, etc.) ne figurent pas parmi les poromboke. Certaines d'entre elles sont gérées par le Department of Public Works. (PWD) Lorsqu'elles correspondent à des espaces protégés, elles sont administrées par le Forest Department.

²¹⁵ L'argile utilisée par les potiers et celle qui est extraite à des fins de fabrication de briques ne disposent pas du même niveau d'humidité. Par conséquent, il n'y a pas, sauf exception, de concurrence directe pour l'accès à cette ressource, celle-ci s'effectuant à des périodes différentes de l'année. Les briques ne peuvent pas être fabriquées avec la boue utilisée pour la poterie. Dès lors qu'elle est cuite à haute température, elle éclate. L'argile adéquate pour la fabrication des pots en *terracotta* est appelée « boue » (*Kalippu*).

secs (*kalvai* ou *nullal*). Cette pétition fait suite à une promesse formulée par le ministre des Travaux Publics de l'État (Ministry of Public Work Department) non tenue depuis plusieurs années²¹⁶. L'autorisation d'extraire est en effet soumise à l'approbation du département des mines (Department of Mines, Tamil Nadu Gov.), qui exige au préalable un certificat d'analyse du sol (*soil analysis certificate*) validé par des autorités scientifiques universitaires.

À cette difficulté s'ajoute, notamment dans le cas de Pondichéry, la complexité d'accéder à une concession temporaire sur terrains privés, gérés par les Pondicherry Minor Minerals Concession Rules (Department of Mines, Government of Pondicherry, 1977). Ces aspects ne freinent pas la majeure partie des potiers rencontrés qui, dans le meilleur des cas, vont eux-mêmes collecter l'argile nécessaire à leur production dans des lieux connus sans autorisation. Dans les autres, ils ont recours à un service de transport qui opère illégalement (voir III-3). Selon plusieurs potiers enquêtés, cette difficulté d'accès les rend fortement dépendants des prix de l'approvisionnement et de la qualité du produit. Nécessitant souvent des pots-de-vin payés aux agents de police, l'extraction de l'argile par des intermédiaires est ainsi coûteuse. Qui plus est menée de nuit, l'extraction ne permet pas toujours d'obtenir un produit de bonne qualité²¹⁷.

L'argile est vendue par lots (qui représentent l'équivalent de la charge d'un chariot à bœufs ou de la benne d'un tracteur), à un prix que de nombreux potiers ne sont pas en mesure d'assumer comptant, et dont le volume ne peut parfois pas être stocké sur place. Le recours à des intermédiaires a une forte incidence sur les coûts de production. L'augmentation régulière de la cargaison tend à réduire la valeur ajoutée générée sur la vente de produits qui, destinés à une consommation domestique, ne peuvent être vendus cher. Dès lors, nombre de potiers en viennent à acheter des produits déjà fabriqués, qu'ils acquièrent à des producteurs engagés dans une production artisanale à la chaîne. Ils limitent leur activité de fabrication aux seules commandes de produits leur permettant de dégager une marge, essentiellement des sculptures de chevaux faisant office d'offrandes effectuées dans des sanctuaires dédiés à des divinités villageoises, notamment Aiyanar (voir II-2).

²¹⁶ Cette problématique concerne aussi d'autres régions du Tamil Nadu, mentionné dans un récent article du quotidien The Hindu pour le cas de Tirunelveli (The Hindu, 2022).

²¹⁷ Certains potiers se plaignent régulièrement du niveau de granularité de l'argile acheminé par des intermédiaires, jugé trop important et qui correspond peu aux exigences de la fabrication des objets en *terracotta*.

Légalement, le terme *poromboke* désigne les terres à l'usage commun des villageois. Cela inclut toutes les routes publiques, les rues, les chemins, les ponts, les fossés, les digues et les clôtures attenantes ; les lits et les berges des rivières (*aaru/odai*), les canaux d'irrigation, de circulation et de drainage (*kalvai* ou *nullah*), les réservoirs (*ooranis*) les lacs et les étangs (*kulam, eri, kanmoy, thaanga*), les eaux de retour (*backwaters*) ; les zones humides (désignées, selon les types, par les termes *eernilangal, odai, kadarkazhi* ou *kazhuveli*), les lagunes (*uppankazhi/kaayaal*), mais aussi les marchés, les cimetières, les gouffres.

Les zones de *poromboke* sont aujourd'hui devenues un lieu de contestation et de conflit. Les terres et les plans d'eau sont le support d'une multitude de moyens de subsistance artisanaux et d'activités économiques et de subsistance. C'est une source importante de matières premières, pour la poterie, les roseaux, la canne, le bambou et le bois, le poisson, l'eau potable ou utilisée pour l'irrigation, le blanchiment et le lavage, le bois de chauffage et le fourrage, les plantes médicinales, les matériaux de construction, et les fibres de toutes sortes. Alors que les *poromboke* couvraient autrefois des zones vitales et écologiquement sensibles réservées comme zones réglementées, mais à usage partagé, l'infrastructure de survie des communautés est aujourd'hui souvent appropriée à des fins industrielles et commerciales.

Les routes et leurs abords (*saalai poromboke*), ainsi que la végétation qui les borde, comptent parmi les biens communs à usage partagé les plus accessibles au public. Depuis la période médiévale indienne, les routes, les pistes cavalières et les pistes de chariots ont été créées par un usage répété, et sont entretenues par la communauté et les chefs ou régents locaux. Ces voies de circulation n'ont jamais été seulement utilisées à des fins de transport, mais ont toujours fait état de différents usages, selon leur localisation, et selon le moment de la journée ou les saisons. Elles servent au repos des voyageurs, à l'installation d'échoppes de bord de route. Les conflits autour de l'utilisation de ces espaces reflètent aujourd'hui de fortes pressions pour leur appropriation à des fins de circulation des véhicules. Le droit vernaculaire, souvent peu reconnu par les autorités publiques, tend à restreindre l'espace routier aux véhicules à quatre roues privés et à expulser les marchands ambulants ou toute autre entité qui entrave la circulation des véhicules privés. Des maisons de repos et des puits ont été construits et entretenus le long des voies de communication importantes. Certains étaient situés à proximité d'*ooranis* (étangs creusés) dont l'eau pouvait être utilisée pour l'alimentation de la population ou du bétail. L'accès à ces maisons de repos et les *ooranis* était généralement réservé à certaines castes.

Le périmètre des villages contient aussi souvent différents types de *poromboke*, notamment des terres forestières (*kaapu kaadu*) maintenues en tant que forêts pour la collecte de bois de chauffage, de fourrage, de plantes médicinales, etc., ou destinées au logement (*Grama Natham*), pour lesquelles aucun titre foncier (*patta*) ne peut être fourni. Bâties, elles sont gérées par les autorités de village (*ur panchayat*) ; lorsqu'elles sont non bâties, elles sont dévolues au gouvernement.

Les terres *poromboke* comptent d'autres types de lieux : terrains d'incinération (*Sudukaadu*), les bois sacrés (*Sacred groves*), dont le contrôle incombe aux *panchayats* ou au gouvernement local.

Source : <https://poromboke.wordpress.com/blog/>

III.2.1.4. Des pressions croissantes pour l'accès à la ressource

La question de l'accès à la ressource met en évidence des situations que de nombreux potiers sondés, notamment les plus âgés d'entre eux, n'ont pendant longtemps jamais rencontrées. En effet, depuis la maison-atelier, souvent située dans des localités proches de la forêt, d'un lit de rivière ou de réservoirs, l'ensemble des matériaux nécessaires à la fabrication était jusque récemment aisément disponible, selon Arumugam :

Le long des chemins (*pātai*) ou dans les clairières (*cuttañceikai*), on trouvait le bois pour allumer le feu ; aux abords des champs, depuis tout petit, j'allais ramasser la paille, et puis la fibre de coco (*coiṅ*), qui sert de liant au mélange d'argiles (*kaṭṭimalaṭṭ*)

(Arumugam, Murugapakkam, 20 février 2018)

C'est à un véritable écosystème auquel ce potier fait référence lorsqu'il évoque chaque matériau et sa situation dans la région proche. C'est aussi de changement dont il parle, qui se manifeste notamment par la disparition progressive de cet écosystème, quand, depuis sa maison désormais inscrite au cœur de l'agglomération urbaine de Pondichéry, il évoque les étendues de cocoteraies qui ont disparu sous l'effet combiné de l'urbanisation et des catastrophes climatiques qui ont touché la côte à plusieurs reprises depuis plusieurs décennies.

Cette difficulté est très largement partagée par d'autres potiers, implantés dans ou à proximité directe de la ville, à l'exemple de Viru, dont l'atelier est installé le long de la voie très fréquentée *East Coast Road*, dans la localité de *Kuruchikuppam*, au cœur de l'agglomération urbaine de Pondichéry. Viru travaille toute la journée, au soleil, face à la route. Le choix de s'établir à même la rue est clair (Figure 24).

Plus on me voit, plus je profite du passage. [...]. Mais j'ai du mal à m'approvisionner en argile. Avant, de l'autre côté de la route, je pouvais aller chercher de l'argile quand j'en avais besoin. Maintenant, ce n'est plus pareil. Je dois appeler un gars qui a un chariot, et il me fait payer 5000 roupies pour un chargement que je dois stocker dans le jardin d'un voisin. Je dois transporter les quantités nécessaires pour faire ma journée.

(Viru, Pondichéry, entretien, 14 mai 2019)



Figure 24 : L'atelier de Viru, situé le long de la East Coast Road, Pondichéry (nb, 2020)

Cette situation, le long d'une artère très fréquentée, où s'arrêtent de nombreux clients, a un coût. Celui d'un espace exigu pour travailler, pour cuire l'argile, et d'une contrainte forte pour accéder à la ressource. Comme de nombreux autres potiers, Viru ne manipule plus aussi régulièrement la matière qui constitue le cœur de son métier, laissant le soin à d'autres, pas toujours issus de la caste spécialisée des potiers, de fabriquer (voir II-3).

III.2.1.5. L'argile au cœur des enjeux de l'urbanisation

Comme Viru, Arumugam achète lui aussi un certain nombre de biens déjà fabriqués. Son neveu, qui est aussi son voisin, l'a convaincu de se rendre une fois par mois dans les environs, non loin du tank de Velrampet, pour acheter un stock de pots d'argile (கலக்காய்சிப்), de petits foyers de cuisson (சுமையற்பாணை) et de petites lampes à huile destinées à être allumées dans les temples (*dija*, எண்ணெய்) pour faire face à d'éventuelles pénuries liées à l'incapacité de sa famille à produire régulièrement. Son grand âge et celui de sa sœur, qui se prêtait jusque-là à la fabrication des pots de mariage fleuris (*Pelli kundalu*), ne leur permettent plus aujourd'hui d'assumer un travail quotidien et d'ainsi fournir une demande qui, bien que diminuée depuis plusieurs années, a tendance à s'accroître en temps de festivals. Les ateliers auprès desquels ils achètent ces biens fabriqués sont respectivement situés dans les localités de Kombakkam et à Thirukanchi, où l'activité de la poterie en argile est là aussi ancienne. Dans ces lieux qu'ils connaissent bien pour abriter plusieurs membres de leur famille élargie, la ressource est rendue accessible par la proximité du lac de Velrampet et de nombreux petits réservoirs (*ooranis*) périodiquement asséchés.

Dans l'atelier de Thirukanchi, Karunanithi, un homme d'une quarantaine d'années qui se présente comme un maître-potier (*master potter*) de caste *kullavar*, emploie près de 12 personnes (incluant des membres de sa famille) à temps plein. Ses employés assurent la fabrication d'une grande variété de produits, depuis les classiques pots de terre, lampes à huile et foyers de cuisson, jusqu'à des objets de décoration ou d'usage domestique, tels que des abat-jours sculptés, des services à thé, etc. (Figure 25).



Figure 25 : Karunanithi, *master potter*, dans son atelier (nb, 2019)

Afin de répondre à une demande importante, son atelier nécessite près de 4 tonnes d'argile annuelles. Contrairement aux localités situées au nord de Pondichéry, les restrictions en matière d'accès à de tels volumes contraignent l'extraction régulière du matériau argileux. En dépit d'être implanté le long des berges de la rivière Sankarapani, il ne peut y extraire la quantité nécessaire pour produire. Karunanithi a donc recours à trois fournisseurs, localisés à Thennal (à 10 km de l'atelier) et à Pattampakkam (proche de Nelikuppam). Voici quelques-uns des éléments partagés lors d'un entretien, qui éclairent sur les conditions d'accès à la ressource primaire :

Nous avons une licence pour l'entreprise, mais pas pour extraire de la boue (*kalippu*, கடுகளிமண்). Le gouvernement a interdit l'extraction de la boue.

Les fournisseurs paient le gouvernement et la transportent souvent illégalement. Si un chargement dans un camion à benne basculante coûte 2 000 roupies, ils nous facturent davantage et nous devons maintenant leur payer environ 5 000 roupies. Nous avons signalé le problème au gouvernement à plusieurs reprises, mais il n'a pris aucune mesure. Les fournisseurs paient le gouvernement pour extraire la boue pendant un an, mais il ne s'agit pas d'une licence ou d'un appel d'offres (*Auction*). Nous voulons seulement que le gouvernement nous permette d'extraire nous-mêmes les quantités nécessaires. En plus de cela, le gouvernement a également interdit la cuisson de l'argile à Murungapakkam, notre village d'origine. Nous avons déplacé ici (Pattampakkam) notre atelier. Ce serait formidable si le gouvernement pouvait nous donner une licence pour extraire de la boue, car le travail des fournisseurs n'est pas satisfaisant : ils extraient la boue la nuit et ne savent pas comment obtenir le produit approprié. Il est endommagé à cause de la mauvaise qualité de l'argile. Sur 100 pièces, 30 sont endommagées. Si nous avions la licence, nous pourrions aller avec les fournisseurs pour extraire pendant la journée. Nous pourrions leur montrer des endroits particuliers pour extraire de la bonne argile. Mais même quand nous le faisons, ils choisissent finalement d'aller là où c'est plus pratique pour eux. La bonne argile est disponible assez loin de la surface de l'eau. Eux, ils ramassent au hasard de la boue à la surface la nuit et remplissent la charge à la hâte, car ils risquent de se faire prendre par la police. L'extraction de la boue n'endommage pas le sol [...].

Le fournisseur ne vend de la boue qu'aux potiers. Elle ne sera pas disponible partout. Elle ne sera présente que dans des endroits spécifiques, comme les rives des lacs. L'extraction ne fait que renforcer la rétention d'eau. Notre travail n'endommage donc pas le sol. Les fournisseurs utilisent leur influence politique et versent une certaine somme pour l'extraire pendant environ deux ans. Si nous avons la licence, et si nous pouvions extraire la boue pendant deux jours seulement, nous pourrions alors l'utiliser toute l'année. Quatre ou cinq tonnes nous suffisent pour une année. Les fournisseurs utilisent des camions privés, ils ne sont pas la propriété du gouvernement. Elle est surtout disponible à Thennal et Pattampakkam. Dans certains endroits, elle est présente dans la terre et dans la plupart des autres endroits, elle est disponible le long des rives des lacs. La boue pour la fabrication de briques est présente dans le lit des rivières, tandis que l'argile est obtenue au bord des lacs. Nous achetons le bois auprès de vendeurs locaux.

(Karunanithi, Thirukanchi, entretien, 03 mai 2018).

Un même dispositif productif caractérise une petite fabrique de poterie qui emploie 8 personnes, aux confins du village de Kombakkam. Son responsable, Vivek, formé depuis son plus jeune âge auprès d'un potier de caste kullavar dans une fabrique de poteries située à proximité de la ville, a décidé de s'implanter à son compte, plus loin en périphérie, notamment pour la proximité du vaste lac de Velrampet et pour bénéficier d'une plus grande surface de terrain, lui permettant d'effectuer sur place l'ensemble du traitement des boues d'argile (Figure 27).

Entre nos trois visites, respectivement en mars 2018, février 2019 et avril 2020, l'espace extérieur utilisé pour le séchage de l'argile, occupant initialement deux terrains voisins, avait été construit à des fins résidentielles. L'activité profite d'un espace ni trop éloigné ni trop proche de la ville, qui jouxte de vastes étendues où l'argile est disponible en abondance, et où le loyer commercial est peu onéreux.



(1-3) : La petite entreprise de fabrication de poterie de Vivek, un homme d'une trentaine d'années de caste OBC, est installé aux franges du village de Kombakkam, dans la région urbaine de Pondichéry. Ayant appris le métier auprès d'un potier de caste spécialisée (Kullavar), il a décidé il y a quelques années (2012), de s'installer à son compte. Il emploie aujourd'hui 8 personnes.



L'essentiel du travail se fait sur place, autour d'une petite bâtisse transformée en atelier, qu'il a acquise grâce aux économies de toute sa famille. L'activité de stockage, d'humidification puis de filtrage de la boue s'effectue sur les terrains voisins, longtemps inoccupés, assurée par deux jeunes hommes qui ne semblent pas avoir 18 ans. Entre nos visites successives entre 2018 et 2020, plusieurs parcelles autour de l'atelier avaient été construites. La proximité de grands travaux d'infrastructure (ring road), et la multiplication de lotissements résidentiels aux environs laissent envisager une difficulté à venir pour assurer ces tâches qui nécessitent un espace en plein air.

(4-11) : Le reste du processus productif est effectué à l'intérieur de la bâtisse, où sont modelés les objets, manuellement pour les pots et à l'aide d'une petite presse qui moule de petits photophores qui seront vendus sur les marchés ou dans des boutiques de décoration. Sur les 8 personnes qu'emploie cette petite entreprise, 1 est de caste Kullavar, 4 sont des femmes du village et 2 sont leurs fils. A l'exception du potier qui est le seul à savoir manipuler le tour (wheel), les autres assurent l'ensemble des tâches, sans distinction de fonction ou de statut. Tous les employés sont rémunérés au même niveau. Les produits fabriqués (lampes, photophores, carafes d'eau, etc.). Leur forme est homogène, ne comprenant pas de décoration ou de peinture spécifique. Vivek souligne que si des étudiants en école de design sont venus il y a quelques années prêter leur service pour l'aider à imaginer d'autres produits et d'autres formes, il n'a aujourd'hui pas le temps d'élargir sa gamme, l'uniformité lui permettant de répondre à temps aux commandes, nombreuses, destinées à alimenter les marchés urbains.

Figure 26 : Une petite industrie artisanale de poterie aux franges de l'urbain (Kombakkam, Pondichéry) (nb, 2020)

Ces conditions sont jugées idéales par ce petit entrepreneur, mais il se verra néanmoins progressivement contraint par la construction prochaine d'une voie rapide (*Ring Road*, CDP) qui vise à desservir les périphéries de la région urbaine. Cette perspective, que le propriétaire de cette modeste *Small-scale industry* ne mentionne à aucun moment de nos entretiens, révèle l'enjeu de la localisation de la structure artisanale, jusque-là peu contrainte, mais dont l'avenir semble laisser penser à la nécessité d'une relocalisation. Plus loin du marché, plus près de la ressource.



Figure 27 : (en haut) : Extraction de boue destinée à la fabrication de briques, dans le lac partiellement asséché de Velrampet. (en bas) : Briqueterie située à quelques kilomètres (nb, 2020)

Dès lors, si les mondes productifs de la poterie de la région ne semblent pas connaître une concurrence pour l'accès à la ressource, leurs difficultés d'approvisionnement sont visiblement partagées, bien qu'elles diffèrent selon les lieux et la proximité ou non d'espaces en cours d'urbanisation, sans compter le sentiment d'une réglementation de plus en plus contraignante. Voyons de quelle manière se pose cette question de l'accès à la ressource dans le contexte de l'activité de pêche artisanale.

III.2.1.6. Les mondes de la pêche en prise avec une concurrence pour l'accès à la ressource : illégalismes dans l'espace maritime et marginalisation des artisans

Concernant la pêche, la question de la ressource, de sa disponibilité à son accessibilité par les pêcheurs artisanaux, se présente de manière distincte au cas de la poterie. La disponibilité de produits halieutiques est structurellement soumise à une profonde incertitude. Les pêcheurs, quels que soient leurs modes de capture, rencontrent des difficultés relatives à la méconnaissance de la ressource. En l'absence d'outils technologiques les aidant à suivre les flux d'espèces pélagiques qui constituent l'essentiel de leurs ressources, ils sont soumis à l'aléa du climat et des migrations d'espèces le long du littoral, aspect qui semble, dans cette région, lacunaire du point de vue de la connaissance populaire comme scientifique. À cela s'ajoute la concurrence croissante à laquelle font face les pêcheurs artisanaux vis-à-vis de nombreux autres pêcheurs qui, mobilisant des outils plus performants qui leur permettent de capturer de plus gros volumes, tendent à les reléguer d'un marché pourtant florissant.

L'essor des pêches maritimes²¹⁸, lié à la fois à une forte augmentation de la demande domestique et internationale et à une stratégie politique menant à l'industrialisation et la modernisation de la filière, a des effets négatifs sur la pratique artisanale. L'une des matérialisations de ces effets peut être observée dans l'incitation des autorités de la pêche à aller pêcher de plus en plus loin en mer. Si le gouvernement indien réserve, depuis le début des années 1980, l'accès aux eaux côtières aux pêcheurs artisanaux, obligeant les larges embarcations (notamment les chalutiers) à opérer au-delà des 5 miles nautiques du rivage, ces mesures ne sont pas appliquées, générant de vifs conflits au sein des travailleurs de la mer. Dans le contexte où les ressources halieutiques des eaux proches du rivage sont presque totalement épuisées, y compris par des acteurs usant de techniques de masse, les pêcheurs sont contraints de se déplacer vers les eaux profondes, où l'intensification est envisagée comme possible (Bavinck, 2018).

Ces réglementations, qui invitent l'ensemble des pêcheurs à aller toujours plus loin en mer pour accéder à la ressource, conduisent à marginaliser les plus petits d'entre eux. Ces derniers, en effet, ne disposent pas des moyens financiers pour s'équiper pour de telles sorties, qui nécessitent des bateaux plus grands, jouissant de systèmes de stockage et de réfrigération et de main-d'œuvre pour assurer les tâches nombreuses que demandent des expéditions de plusieurs jours. Les subventions accordées par le gouvernement, sous la forme de crédits ou d'aides à l'équipement, ne font qu'accentuer l'endettement des plus petits pêcheurs, dont les coûts de carburant, pour ceux qui ont recours à un moteur, ou de l'achat de filets de pêche adaptés à la capture d'espèces différentes pèsent déjà sur l'activité.

Ainsi, comme le montrent Tara N. Lawrence et R.S. Bhalla, « la trajectoire présumée de surexploitation des ressources, combinée aux méthodes de pêche destructrices et au non-respect des réglementations en vigueur, conduiront à l'effondrement de l'industrie de la pêche de petites échelles et intensifieront les conflits au sein de la communauté » (Lawrence & Bhalla, 2018). Les auteurs mettent en évidence la prégnance des violations de la réglementation en vigueur (MFRA) en matière de zones de pêche le long des littoraux de Cuddalore et Pondichéry. Dans les deux cas, les réglementations des pêches marines, Puducherry Marine *Fishing Regulation Rules* (Department of Rural Development (Fisheries) Government of Pondicherry, 2009) et Tamil

²¹⁸ Comme l'indique Brigitte Dumortier, « depuis l'Indépendance en 1947, les prises de la pêche maritime, qui consistent très majoritairement en poissons pélagiques et en crevettes, ont plus que sextuplé » (Dumortier, 2017). Elles atteignaient 3,4 millions de tonnes en 2014.

Nadu Marine Fishing Regulation Rules (Government of Tamil Nadu, 1983) sont claires sur le fait que la flotte mécanisée ne peut exercer qu'au-delà de 3 milles nautiques, la zone située dans cette limite demeurant réservée aux embarcations traditionnelles et motorisées. Selon les observations de Tara N. Lawrence et R.S. Bhalla menées entre juin 2012 et juin 2013, près de 66 % des chalutiers de Pondichéry ont pêché durant plusieurs jours à l'intérieur du périmètre dédié des trois milles nautiques²¹⁹, ceci sans revenir au port, enfreignant par là même la loi²²⁰.

De nombreuses autres violations ont été enregistrées, tant au Tamil Nadu qu'à Pondichéry, concernant à la fois le non-respect de ces zones, et celui du maillage minimum autorisé. En outre, un grand nombre de bateaux opérant par la technique de la senne annulaire (*ring seine*), formellement interdite à Pondichéry, ont aussi été observés. Le chevauchement²²¹ des zones de pêche autorisée entre pêcheurs artisanaux, pêcheurs motorisés et mécanisés est ainsi courant le long du littoral et génère de violents conflits auxquels les autorités semblent ne pas prêter attention. En l'absence de quotas de pêche fixés par le gouvernement, c'est bel et bien la maximisation des prises qui constitue la règle pour tous les pêcheurs, quelles que soient leur taille et la technique de capture adoptée. Cette surexploitation opère aussi au détriment du milieu naturel marin.

Un autre aspect de l'injonction à la maximisation de la production stimulée par le gouvernement relève du capital qu'elle implique. En effet, l'achat d'embarcations plus grandes, de moteurs plus performants, parmi d'autres équipements permettant de déployer des techniques de capture de masse (filets adaptés à la technique de pêche à la senne annulaire). Cette pêche est certes plus lucrative, mais l'incertitude des stocks pélagiques est susceptible de renforcer l'endettement, préoccupation grandissante dans les milieux ruraux²²², auxquels le secteur de la petite pêche n'échappe pas. Il y a là un aspect supplémentaire qui permet d'identifier qu'en termes d'encadrement institutionnel et juridique, comme en termes de protection des droits territoriaux de la pêche en mer, le gouvernement apparaît enclin à soutenir les chalutiers et autres pêcheurs de masse. Les autorités villageoises (*ur panchayats*), nous le verrons plus loin, paraissent, dans ce contexte, très largement désarmées. Elles semblent par ailleurs jouer un rôle ambigu dans les négociations avec l'État, et n'interviennent qu'en cas de conflits violents, à l'exemple de ceux, nombreux, qui opposent les pêcheurs traditionnels à ceux qui, pour des raisons de survie ou par stratégie, ont recours à ces dispositifs (des travailleurs saisonniers ou, plus rarement, des entrepreneurs propriétaires d'embarcations).

III.2.1.7. Les effets de pollution de la ressource : au cœur des illégalismes côtiers

La pollution révèle aussi une autre dimension de la ressource. En dépit de l'existence d'un organisme d'État en charge de son contrôle, l'absence de fermeté en la matière est un fait notable, bien connu des pêcheurs. Shantanam, qui pêche depuis plusieurs années sur la côte de

²¹⁹ La première loi sur la réglementation des pêches maritimes de 1983 stipulait 3 milles nautiques pour la pêche traditionnelle, qui a été portée à 5 milles nautiques en 2016.

²²⁰ Ces violations sont caractérisées et détaillées ici :

<https://journals.plos.org/plosone/article/figure?id=10.1371/journal.pone.0199841.t008>

²²¹ Comme le précisent Tara N. Lawrence et R.S. Balla (Lawrence & Bhalla, 2018), des violations de la législation peuvent être attribuées à la différence des règles qui s'appliquent le long du littoral, entre les territoires côtiers gérés par les autorités de Pondichéry et ceux du Tamil Nadu. Mais il semble difficile de penser que les pêcheurs ne sont pas au fait de ces aspects de la régulation. Libres d'exploiter les eaux adjacentes, ils peuvent aussi débarquer leurs prises sans considération de territoire. Cette situation n'est pas sans aviver des conflits déjà forts entre les localités de pêcheurs situées dans la biorégion.

²²² Parmi les travaux qui analysent ce phénomène dans le contexte du Tamil Nadu, voir notamment (Guérin et al., 2020 ; Guérin, 2014).

Pondichéry (*Pillaichavadi*), ne cesse d'invoquer, en vain, cette question auprès de possibles interlocuteurs. En raison d'une scission chez les représentants de l'*Ur panchayat*, cette autorité locale, chargée de défendre les intérêts des habitants de la localité, est dysfonctionnelle. En des circonstances plus habituelles, cet organe est profondément lié à la sphère politique élue, de sorte qu'il apparaît difficile de voir ses doléances clairement adressées. Un extrait du récit de Shantanam illustre ce phénomène :

Aucun *panchayat* local n'a été mis en place pour des raisons politiques. Deux groupes de personnes représentant deux partis politiques distincts (All India N.R. Congress, AINRC*) se sont disputé la place du chef de *Panchayat*. Dans tous les cas, le *panchayat* local est formé des soutiens politiques et des élus.

(Shantanam, Pillaichavadi, entretien, 19 février 2021)

Cette situation constitue un frein à toute tentative de résolution de faits supposés de pollution liés aux rejets dans l'eau de résidus issus de deux entreprises chimiques situées dans les environs. Shantanam a été contraint, il y a plusieurs années, de revenir des Émirats arabes unis, où il occupait un emploi dans la peinture de bateaux, en raison des graves problèmes de santé de son frère, Bala, qui assurait le quotidien de la famille élargie en l'absence de l'aîné de la famille. Décédé peu avant son retour, ce frère souffrait d'un cancer du poumon. Comme Shantanam l'indique non sans émotion, personne n'a jamais pu savoir si ce cancer était lié à sa consommation de poissons²²³, ou à la proximité de son logement, situé dans le *tsunami quarter*, d'une usine rejetant des effluents chimiques. De telles situations semblent très largement mises sous silence, révélant des faits avérés de connivence entre entrepreneurs, élus politiques, parmi d'autres personnalités du monde scientifique, en charge du contrôle des niveaux de pollution, dans le cadre d'études d'impact sur l'environnement (Environmental Impact Assessment, EIA*). Il explique cette situation :

Deux entreprises chimiques différentes, Shasun et Chemfab, versent une somme d'argent pour un usage commun, par exemple pour construire ou rénover des temples. Comme les usines de ces sociétés ont été installées à proximité de l'océan en vue de rejeter les effluents chimiques qui finissent par avoir un impact sur les stocks de poissons, le MLA, quel que soit le candidat choisi, oblige les habitants des localités voisines (Kanaga Chettikulam, Periya Kalapet, Chinna Kalapet et Pillaichavadi) à recevoir une compensation annuelle ou occasionnelle de la part des deux sociétés. Tous les habitants se sont mis en grève le 26 juin 2021, pour s'opposer au gouvernement afin d'obtenir les compensations de la saison d'interdiction (ban). Mais rien n'a été fait pour empêcher ces polluants de traverser nos villages.^{xxxiii}

(Shantanam, Pillaichavadi, entretien, 19 février 2021)

Cet homme qui, entrant dans le métier de pêcheur après avoir vécu un certain temps à l'étranger, a longtemps cherché un moyen de lutter contre cette situation, notamment en approchant le *District Collector*, dénonce les arrangements politiques qui obstruent la résolution de ces problèmes :

²²³ Une partie du salaire des pêcheurs qui ne disposent pas de leur propre bateau est, les jours où la ressource est limitée, payé en poisson.

Les deux entreprises écoutent les élus politiques de l'Assemblée plutôt que de répondre aux villageois, car ils ont plus de pouvoir. La personne élue perçoit régulièrement de l'argent des entreprises en guise de compensation, et elles soutiennent (financièrement) les villages pour des usages communs tels que les festivals (*thiruvizha*). Les personnes concernées (par la pollution des eaux) reçoivent souvent le soutien des politiciens afin d'obtenir des emplois dans ces entreprises. Actuellement, 15 à 20 personnes du village travaillent dans ces entreprises grâce aux recommandations des politiciens. Chaque fois qu'ils rejettent les effluents (chaque semaine), les poissons meurent et flottent dans l'océan. Récemment, les habitants du village de Kalapet ont demandé une compensation de plusieurs millions de Roupies à l'entreprise, car la qualité de l'eau s'est détériorée dans certaines parties du village. Nous n'utilisons pas les poissons qui sont morts à cause des effluents. Nous ne savons pas si les poissons pris dans le filet sont contaminés ou non. La mer a été agitée pendant cinq jours, donc il n'y avait pas beaucoup de variétés de poissons, seulement une variété de sardines (*kavalai*) qui a échappé aux chaluts, et des petits crabes (*nandu*)^{xxxiv}.

(Shantanam, Pillaichavadi, 19 février 2021)

Ces pratiques sont bien connues des agents de terrain (*Department of Fisheries*). La politique nationale en la matière (*Department of Fisheries. Government of India, 2020*), en dépit d'insister sur l'urgence de la conservation des ressources marines, semble, selon plusieurs représentants du secteur, largement contrainte par les enjeux inhérents à l'augmentation de la productivité de la filière et, localement, par les coalitions de pouvoir tissées entre les autorités de l'État et le secteur industriel privé (*corporate sector*). Cette situation, observée à l'échelle du pays bien au-delà du seul secteur de la pêche, constitue une contrainte forte le long des littoraux à l'étude.

De manière générale, pour la majeure partie des artisans, qu'ils soient pêcheurs ou potiers, la question de la ressource ne semble pas, pendant longtemps, avoir posé de problème spécifique. Les eaux tropicales ne contraignent généralement pas les pêcheurs artisanaux à des expéditions en haute mer, les côtes étant abondamment fournies en espèces diversifiées. Le complexe réseau hydrographique de la région (rivières, mais surtout, tanks et réservoirs) représente un milieu favorable, rendant l'argile aisément disponible.

La proximité de ces ressources est dès lors un atout considérable qui, pourtant, semble progressivement remis en cause. En effet, plusieurs situations observées montrent comment l'accès à la ressource tend aujourd'hui à devenir problématique. Proximité ne signifie pas accès aisé, contrairement à ce qui pouvait être constaté par les artisans enquêtés il y a quelques décennies. Les restrictions gouvernementales, que ce soit en matière d'exploitation (extraction) ou de zones de pêche, révèlent des conditions nouvelles pour des artisans jusque récemment peu préoccupés par cette question.

Tandis que certains potiers, implantés dans des lieux faiblement régulés et peu soumis à des pressions sur le milieu environnant, accèdent aisément aux quantités de ressources disponibles, de nombreux autres soulignent combien il est aujourd'hui important de déployer une stratégie d'accès leur permettant de se fournir dans des quantités suffisantes et à moindre coût, sans sacrifier la qualité du matériau. L'éloignement de la ressource devient ainsi un problème nouveau. Il signifie une augmentation des coûts et un recours quasi obligé à des intermédiaires dont le rôle tend d'autant plus à s'affirmer qu'ils assurent souvent la médiation entre les autorités et les artisans. Ces acteurs, rencontrés dans les villages qui jouxtent le lit des rivières, des lacs ou des

réservoirs de la région, sont généralement des agriculteurs disposant d'un char à bœufs ou d'une petite grue qu'ils mettent à disposition pour offrir un service d'extraction et de transport. Face au caractère lucratif de l'activité, certains se sont spécialisés, et ont même répondu à des appels d'offres lancés par le gouvernement (*Department of Mines*), qui leur attribue une autorisation et une concession sur la ressource pour plusieurs années. Valides dans des lieux bien spécifiques, ces concessions leur garantissent l'exclusivité de l'accès à l'argile, qui renforce leur position dans la filière artisanale. Dès lors, même lorsque les artisans-potiers tirent avantage de leur localisation dans un environnement encore rural, où les matériaux bruts secondaires (bois, fibre de coco) sont abondants et la pratique du feu de cuisson non encore interdite, l'argile tend à devenir une ressource de plus en plus convoitée, car marchandisée. Dans ce cas, l'absence d'avantages liés à la proximité, associée à un déclin de la consommation domestique en produits en argile cuite observé dans les villages²²⁴, contraint certains potiers à rechercher des marchés urbains, plus éloignés, mais aussi plus dynamiques. Si l'accessibilité à la ressource n'y est pas plus aisée, les revenus générés par de meilleures ventes constituent un atout déterminant pour leur maintien en activité, aspect qui a tendance à accroître la polarisation de l'activité, et donc les inégalités au sein de la filière.

La question de la réglementation en matière d'accès à la ressource, qu'elle soit pour les potiers ou pour les pêcheurs, mérite d'être soulignée. Elle révèle des choix politiques qui semblent privilégier les acteurs dominant les filières de capture (pêche) et d'extraction (argile). Il s'agit d'un aspect central qui met en évidence le caractère à la fois primordial et problématique de l'accès et de la concurrence pour la ressource. La réglementation en vigueur, tout en affichant l'intention de protéger les milieux naturels sensibles, que ce soit sur la terre ou en mer, autorise les entreprises d'extraction de matière argileuse à exploiter des terres privées et, souvent, publiques, pour la fabrication de briques. Elle tend aussi à ne pas réguler les pratiques, pourtant illégales, de pêche à l'anneau-senne. Et, fait plus marquant encore, aucune réglementation ne vient entraver l'activité des chalutiers²²⁵, dont les effets sur la biodiversité comme sur les fonds marins sont pourtant avérés.

Cette réglementation opère selon un régime d'exception, activateur de pratiques négociées qui ont tendance, pour les pêcheurs, à marginaliser les moins dotés, et qui de manière générale alourdissent les coûts. Cet aspect est tout à fait central dans une filière où la majeure partie des artisans génère le plus souvent de très faibles marges de revenus. Les stratégies de contournement sont ainsi nombreuses. Elles conduisent certains potiers de Pondichéry à extraire de l'argile de lieux situés dans le Tamil Nadu, où la législation est moins contraignante, au moyen de prête-noms (artisans disposant de licences permettant l'extraction). Certains pêcheurs, quant à eux, déclarent outrepasser les interdictions de la pêche à l'anneau (*ring seine*), même si, par principe, ils y sont opposés, conscients que cette technique menace la reproduction des espèces pélagiques.

²²⁴ Plusieurs potiers installés dans des villages nous ont confié que ce marché de consommation, qui était jusque-là leur principale source de revenus, avait connu un déclin, notamment concurrencé par l'activité des représentants en produits faits de plastique et d'inox, très dynamique dans les marchés villageois. L'un d'entre eux nous signalait par ailleurs que cette tendance s'était particulièrement affirmée suite aux confinements successifs liés à l'épidémie de Sars-Cov-2, qui rendaient les marchés hebdomadaires inaccessibles (Prabhu, entretien, 12 septembre 2021).

²²⁵ Cette situation ne semble pas sans lien avec le fait qu'un bureau du Fisheries Department a été ouvert dans le port de Cuddalore pour la seule mission de développer la pêche au chalut. Il a ainsi mis en place un système de formation afin de recruter des pêcheurs locaux. Cette introduction a été vécue par les pêcheurs artisanaux comme une possible issue leur permettant d'améliorer leurs conditions de vie. Mais le caractère sélectif du programme et la privatisation du secteur ont conduit à reléguer les pêcheurs locaux, faisant appel à une main-d'œuvre non spécialisée, notamment des migrants, aux exigences salariales moins importantes.

Dès lors, pour l'argile comme pour le poisson, l'épuisement éventuel des ressources émerge récemment parmi les préoccupations grandissantes pour ces artisans. La pollution des eaux et, aspect moins significatif pour les potiers, celle du lit des rivières sont ainsi à maintes reprises évoquées par certains, aux côtés des problèmes rencontrés pour l'accès à une ressource de plus en plus convoitée.

Dans le cas de la poterie, les conditions diffèrent largement en fonction des personnes rencontrées, laissant entendre qu'il existe une géographie différenciée de l'accès à la ressource selon les lieux. Ainsi, la disponibilité et la tension autour de l'appropriation de la ressource semblent varier entre le nord-ouest de l'agglomération de Pondichéry, où elles ne paraissent pas poser problème, et le sud-ouest, où de nombreux potiers nous ont confié avoir de sérieux problèmes d'approvisionnement. Cette partie de la région, notamment à proximité de la capitale, est celle où les artisans ont mentionné l'influence des agents intermédiaires qui livrent la matière première après l'avoir extraite, souvent dans des chantiers de construction. Il y a, dans la question des ressources, de leur accessibilité et des convoitises auxquelles elle est progressivement soumise tant dans le domaine de la pêche artisanale que de la poterie, matière à penser. Il semble possible d'entrevoir un lien, encore ténu, entre les changements observés dans les conditions d'accès à la ressource et l'urbanisation. Reste à approfondir cette hypothèse, en particulier au travers de l'observation d'autres configurations territoriales et productives.

III.2.2. Turbulences dans l'espace fonctionnel de l'artisanat

Parmi les transformations qu'a récemment connues la biorégion de Pondichéry, celles qui relèvent des espaces côtiers urbains et de leurs abords sont sans nul doute les plus concernées par une dynamique de changements multiforme. L'urbanisation se manifeste ici par une demande croissante en biens fonciers et immobiliers, destinés à des usages résidentiels et touristiques, qui viennent contraindre les usages locaux, à la fois dans le domaine de l'habitat et de l'économie, notamment celle de la pêche, dominante dans l'ensemble des localités côtières de cette région de l'Inde.

Dans des littoraux plus éloignés des villes, en particulier dans le district de Cuddalore, le long d'une bande côtière encore largement occupée par l'activité agricole, c'est a priori l'industrialisation du littoral qui guide la dynamique de changement. Là aussi, elle modifie les espaces de vie et de travail de la population et plus spécifiquement l'artisanat, tourné vers l'océan, dans des modalités et selon des expressions spatiales qu'il s'agit ici de décrire. Dans des espaces anciennement ruraux qui s'articulent autour de structures villageoises largement dominées par l'agriculture, les manifestations de ces changements semblent révéler d'autres modalités selon lesquelles opère le phénomène d'« urbanisation étendue » (Brenner & Katsikis, 2014, p. 433)²²⁶.

C'est donc vers l'étude des expressions de ce phénomène dans ces différents contextes à l'étude que le regard doit maintenant se tourner.

²²⁶ Cette proposition émane de la relecture que proposent Neil Brenner et Nikos Katsikis des réflexions d'Henri Lefebvre. Martín Arboleda propose de considérer ces espaces comme des « paysages opérationnels » qui, bien que n'étant pas aussi densément peuplés que les villes, jouent néanmoins un rôle stratégique dans le soutien de ces dernières, leurs rythmes de développement étant de plus en plus liés par la division spatiale du travail à l'échelle mondiale » (Arboleda, 2014, p. 4). Comme le note très justement l'auteur, bien que Lefebvre n'ait pas vécu ces phénomènes dans toute l'envergure avec laquelle ils opèrent aujourd'hui, « ses mots prémonitoires » reflètent à la fois « l'opérationnalisation des territoires et des écosystèmes [...] à la suite des réformes néolibérales et de la hausse des prix des matières premières après le tournant du siècle », et « l'état actuel de mécontentement, de révolte et de mobilisation sociale qu'elle sous-tend » (Arboleda, 2014, p. 4).

III.2.2.1. Les effets spatiaux de l'urbanisation étendue sur le littoral de Cuddalore

Le littoral de Cuddalore a connu depuis le début des années 1980 une phase d'industrialisation particulièrement rapide. Suivant des orientations définies par le gouvernement central, est créée la *State Industries Promotion Corporation of Tamil Nadu* (SIPCOT). L'une de ses principales missions réside dans la création d'un parc industriel aux abords du port de pêche de Cuddalore. Cette décision s'inscrit en réponse à la difficulté structurelle de ce district, reconnu comme étant « arriéré » du point de vue économique (*Economically Backward*). L'industrie était ainsi vue comme une possible solution permettant de générer de l'emploi et des recettes fiscales.

Comme dans les périphéries urbaines de Chennai (Marius-Gnanou, 2010), une telle stratégie de développement économique est ici déployée au moyen d'un outillage fiscal incitatif, d'une politique d'acquisition foncière agressive²²⁷ et, plus généralement, de nombreux assemblages mis en place par les entreprises elles-mêmes. Les terres expropriées, dont les pêcheurs disposent souvent d'un droit d'usage (ou d'un titre de propriété conditionnel, *conditional patta*), réintègrent le domaine public, puis transitent par la SIPCOT, avant d'être cédées en location de longue durée à des entreprises industrielles.

Le dispositif industriel, déployé en deux phases (SIPCOT 1 et 2)²²⁸ donnera d'abord lieu, dans la décennie 1980, à la création d'un parc spécialisé dans la chimie, la pharmacologie et l'énergie. Elle sera suivie par l'implantation de centrales électriques et de charbon, notamment IL&FS *Tamil Nadu Power Company Ltd.* (ITPCL) en 2006, puis finalement NOCL en 2014. Entre ces deux dates, l'État du Tamil Nadu définit une zone de planification (*Local Planning Area*) spécialisée dans les activités pétrolières, chimiques et pétrochimiques (Petroleum, Chemicals and Petrochemicals Investment Region, PCPIR)²²⁹, dans laquelle il prévoit d'intégrer l'ensemble du complexe industriel et ses extensions futures (Figure 16). Cette stratégie, déclarée comme « prometteuse » par les autorités de l'État, s'avérera bloquée par décision du National Green Tribunal. Celui-ci, saisi par plusieurs collectifs environnementalistes dénonçant la menace avérée des effluents industriels sur l'hinterland et dans l'espace maritime, énonce un jugement qui vient annuler le projet d'extension (PCPIR phases 3&4)²³⁰.

²²⁷ Le rôle de la SIPCOT dans ce domaine est grandement facilité par une législation favorable, notamment depuis la publication du Tamil Nadu Industrial Act (1958), qui autorise l'expropriation de terres et l'indemnisation de leurs propriétaires à un prix nettement inférieur à celui du marché.

²²⁸ La première phase du projet a été établie en 1984, occupant une superficie de 2 km² et comprenant principalement des industries chimiques et pétrochimiques. Elle a été suivie quelques années plus tard par SIPCOT Phase-II, un autre pôle chimique. Une phase III destinée à devenir un parc textile, prévue sur une superficie de plus de 5 km², n'a pas été réalisée.

²²⁹ Au Tamil Nadu, le PCPIR, notifié en juin 2017 au Tamil Nadu Town and Country Planning Act 1971, a fait l'objet d'un engagement budgétaire à hauteur de près de 100 millions d'Euros. Il engageait les entreprises signataires à la création de près de 14 000 emplois, promesse qui s'est avérée non tenue.

²³⁰ La décision d'annulation du PCPIR fait suite à l'adoption, par le gouvernement, d'un projet de loi à l'Assemblée législative annonçant la création d'une Zone Agricole Spéciale Protégée (PSAZ) dans les districts de Thanjavur, Thiruvarur, Nagapattinam, Cuddalore et Pudukottai. Située dans une région considérée comme la plus importante réserve de riz et le grenier à blé du Tamil Nadu, elle est en même temps une zone humide et agricole fragile sur le plan environnemental. Le projet de loi interdit à l'avenir toute nouvelle usine de traitement chimique et toute exploration d'hydrocarbures dans cette région. Cette mesure intervient alors que l'État a soulevé des objections contre la décision du Gouvernement central d'exempter les projets d'exploration d'hydrocarbures de l'obligation de tenir une audience publique avant leur approbation. Plusieurs enquêtes conduites entre 2002 et 2008 ont reconnu l'ensemble de la zone littorale industrielle comme un « hotspot toxique global » (The Hindu, 2004). La première, menée par le Tribunal Populaire indien, annonçant des résultats alarmants, a donné lieu à des contrôles plus systématiques. En 2008, un rapport commandé par le Tamil Nadu Pollution Board et préparé par le National Environmental Engineering Research Institute (Nagpur), a révélé que les résidents de la zone SIPCOT de Cuddalore avaient au moins 2 000 fois plus de risques que leurs homologues de contracter un cancer au cours de leur vie en raison de l'exposition à des niveaux élevés de gaz toxiques provenant des industries chimiques de la région (Ramakrishnan, 2020). Le détail du rapport de la cour de justice est disponible en ligne : <https://indiankanoon.org/doc/122672170/>

Toujours en activité, les industries existantes rejettent des effluents qui continuent à perturber les milieux marins, tandis que leur occupation foncière transforme les configurations spatiales de l'activité de la pêche, dominante sur l'ensemble du littoral. L'emprise foncière contraint notamment, nous le verrons, l'usage des espaces « communs » (*poromboke*), situés le long du rivage, dans les terres cultivées adjacentes ou dans l'enceinte des localités²³¹. Une des illustrations les plus éloquentes de ce processus concerne la localité de Pudukuppam, où s'est implantée en 2015 l'entreprise IL&FS (voir encadré suivant)²³².

Encadré III-4 : IL&FS, ou l'industrie de l'accaparement

Le village de Pudukuppam, qui abritait 520 ménages en 2011 (Census of India), a été profondément touché par le tsunami de 2004, au cours duquel près de 124 personnes ont trouvé la mort. Depuis 2015, le village est transformé par l'implantation de la centrale électrique IL&FS Tamil Nadu Power Company Limited (ITPCL), située à moins de 50 mètres. Les habitations qui composent le village sont à proximité directe de la zone de déchargement du charbon de la centrale. C'est en effet depuis le littoral qu'est déchargé le charbon importé d'Indonésie, activité qui libère dans l'air des microparticules, contraignant les pêcheurs à aller pêcher à plus de 10 km du rivage, là où ils occupaient jusque-là seulement un rayon de 2 km.

Conséquence de cette situation, plusieurs pêcheurs en activité estiment que le coût d'une sortie en mer a plus que doublé depuis la construction de cette structure, passant de 200 INR à près de 500 INR aujourd'hui. Aux nombreux problèmes de pollution liés à la combustion du charbon s'ajoutent ainsi les effets directs du complexe industriel sur l'espace fonctionnel de la pêche. Depuis l'acquisition des terres par l'entreprise, les pêcheurs du village, qui avaient l'habitude d'accoster leurs bateaux le long du rivage, se voient contraints d'utiliser un petit canal menant à un lieu d'accostage créé artificiellement. Le passage s'effectue à proximité d'un brise-lame qui a causé plusieurs accidents, dont deux se sont avérés mortels.

Anandhan, pêcheur du village âgé d'une soixantaine d'années, souligne ces difficultés : l'embouchure du canal, qui a tendance à s'ensabler, empêche l'accès des bateaux. Il oblige les pêcheurs à avoir recours à un monte-charge ou à un excavateur lors des sorties en mer comme des retours de pêche. Négocié par le Ur Panchayat en guise de contrepartie à l'implantation de l'usine et de ses nombreux équipements (centre de désalinisation, jetée dédiée, etc.), ce service est vivement critiqué. Ce dernier est rendu régulièrement dysfonctionnel, l'engin tombant souvent en panne, lorsque le personnel chargé de le manipuler n'est pas absent.

À ces difficultés s'ajoutent les rejets d'eau chaude issus de la combustion du charbon qui, en venant modifier les températures de l'océan, altèrent la présence des poissons les plus fragiles, qui sont aussi les plus lucratifs. Lors de l'acheminement du charbon, les pêcheurs voient leur accès à la mer interdit par les autorités durant plusieurs jours. Enfin, la création en 2018 d'un port destiné à l'accostage des navires de ravitaillement a réduit plus encore l'espace disponible pour les activités liées à la pêche, notamment le séchage des poissons pour la pisciculture, qui constitue un revenu essentiel pour les familles.

L'usage de ces espaces, privatisés par l'entreprise, est aujourd'hui prohibé.

La perspective d'une intensification de l'activité industrielle dans la zone, initialement envisagée par le gouvernement, entraînerait une pollution marine et des risques de contamination de la ressource plus importants, conduisant à l'appauvrissement de la population locale.

²³¹ L'implantation des industries dans la région a donné lieu à d'importants processus d'acquisition foncière, moyennant des compensations diverses. Cet aspect, notamment le rôle des intermédiaires (*brokers*) et des officiels de l'État dans ces transactions, fait l'objet d'une enquête menée par Ajit Menon et Arunkumar S., dans le cadre du projet FISHERCOAST. Pour de premiers éléments relatifs aux problématiques de l'industrialisation sur cette côte, voir notamment (Menon & Arunkumar, 2021).

²³² Les récits qui composent cette courte analyse reposent sur des entretiens menés en mars 2020 et en août 2021 avec Bhagat Singh, Arunkumar S., Sangheeta et Nitya Rao, dans le cadre du programme FISHERCOAST. Cette situation a fait l'objet du tournage d'un court film ethnographique qui sera prochainement publié sur le site : <https://FISHERCOAST.si/exhibition-room/ethnographic-films/>



Figure 28 : Chenal et dispositif permettant aux bateaux de pêche d'accéder à l'océan, sur un littoral approprié par l'usine IL&FS (Pudukkuppam) (nb, 2021)

Le cas observé dans cette localité n'est qu'un exemple parmi de nombreux autres des effets de l'industrialisation sur les espaces et l'économie de la pêche. Que ce soit à l'échelle de l'État ou du Centre, l'enjeu que revêt le développement industriel littoral est de taille. Il s'inscrit dans les

orientations globales du programme Sagarmala²³³. Lancé en 2015, ce projet repose sur un important investissement pluriannuel pour transformer les ports de l'ensemble du pays en centres spécialisés d'activités économiques et de services à la connectivité améliorée (*last-mile connectivity*). Il prévoit en outre la création de nouveaux ports associés à des complexes industriels. Ce modèle, inspiré de la *Port-led Policy* déployée par le gouvernement chinois, fait écho à une concurrence avec ce géant de l'Asie, adversaire de taille dans tous les domaines commerciaux et industriels, et partenaire commercial important, car fort demandeur en produits halieutiques indiens.

La politique d'agglomération industrielle telle qu'observée le long du littoral de Cuddalore, qui s'inscrit dans un ensemble plus large composé de 14 *Coastal Economic Zones* définies à l'échelle du pays dans le cadre du Sagarmala²³⁴, accentue la marchandisation croissante du trait de côte et de ses abords directs. Dans un contexte où de nombreux investissements industriels émanent de fonds de pension, la perspective de voir aboutir les mouvements de mobilisation contre les effets sociaux, économiques ou même environnementaux de ces projets semble peu probable. Face aux multiples controverses soulevées par plusieurs ONG environnementalistes ou par des syndicats de pêcheurs artisanaux, parfois relayés par des politiciens locaux, le gouvernement invoque jusqu'à aujourd'hui la promesse de l'emploi, qui constitue l'un des fers de lance de la politique de Narendra Modi, notamment inscrite dans le cadre du programme « Make in India »²³⁵.

Cette orientation est très largement accélérée par la campagne de reconstruction d'urgence et de réhabilitation qui succède au tsunami de 2004. Une politique de développement se met en place, dès les premières années qui ont suivi, sous la forme d'importants projets industriels souvent déployés au moyen d'une politique d'acquisition foncière, le laisser-faire du gouvernement, soucieux d'apaiser les vives tensions faisant suite à la reconstruction, facilitant l'intérêt privé. Plusieurs familles ayant vendu leurs biens fonciers ont été victimes ou témoins d'opérations signées en urgence, parfois sous contrainte, voire de spoliations sur le prix de la terre. Senthil Babu, alors investi dans une campagne de mobilisations de familles de pêcheurs contre les spoliations de leurs biens, décrit clairement ce processus :

L'État se concentrant entièrement sur l'exercice de son pouvoir d'expropriation, une classe de courtage de mécènes politiques, organisée en fonction des lignées locales et des castes, est apparue pour se substituer à l'État et servir d'intermédiaire pour le capital. Cette classe de courtage anticipe également l'acquisition de contrats de fourniture de main-d'œuvre, de transport, de matériaux de construction, etc. Par exemple, elle identifie des parcelles de terrain pour l'investisseur, fait du porte-à-porte en promettant des emplois aux gens, et encourage souvent les fonctionnaires du fisc à ouvrir les bureaux d'enregistrement des terres à

²³³ <https://sagarmala.gov.in>

²³⁴ <https://pib.gov.in/Pressreleaseshare.aspx?PRID=1519885>

²³⁵ L'objectif principal de la campagne Make in India lancée en septembre 2014 par Narendra Modi est de faire passer la contribution du secteur manufacturier du pays à 25 % du PIB, contre 16 % actuellement. Cet objectif consistait à créer 100 millions d'emplois supplémentaires dans le secteur manufacturier à l'horizon 2022, et d'ainsi stimuler la croissance de 12 à 14 % par an dans ce secteur de l'économie. Les données du Centre for Monitoring of Indian Economy (CMIE) mettent en évidence une décélération du secteur manufacturier encore plus prononcée que celle observée dans le reste de l'économie. Au lieu de générer 100 millions d'emplois, un rapport du *Centre for Economic Data Analysis* de l'Université Ashoka montre que l'Inde a perdu 10 millions d'emplois au cours des quatre années entre 2016-17 et 2019-20. En tenant compte de la pandémie, le secteur a perdu près de 40 % de ses emplois (24 millions) par rapport à 2016. Et la part de l'industrie manufacturière dans l'économie, qui n'a jamais dépassé 18 % historiquement, évaluée à 14,9 % en 2018-19, est bien inférieure à celle des pays voisins comme la Chine (29 %), le Bangladesh (18 %), le Vietnam (16 %), la Thaïlande (27 %), l'Indonésie (19 %) et les Philippines (19 %). Voir : <https://www.deccanherald.com/specials/make-in-india-have-we-made-it-1019857.html>

minuit pour assurer des transactions instantanées avec les agriculteurs qui viennent de donner leur « consentement »^{xxxv}.

(Babu, 2011).

Plusieurs années après, les familles des villages côtiers se souviennent de ces opérateurs. Nombreuses sont celles qui ont déposé une plainte à la cour de justice de Chennai, dans l'espoir d'obtenir des compensations. Les représentants des autorités villageoises (*Ur panchayat*) rencontrés à ce sujet restent le plus souvent discrets, au début de nos entretiens, sur un sujet qui les concerne. En effet, des formes multiples de « redistribution » engagent aussi les autorités villageoises. Elles prennent souvent la forme d'un patronage des temples locaux par des entrepreneurs ou politiciens, une modalité répandue permettant de s'émanciper de pratiques clientélistes ou corruptives, substituées à une activité philanthropique. Devenue très courante depuis les années 1990 au Tamil Nadu (Fuller, 2003), ce type de pratique place les communautés villageoises au cœur des enjeux économiques et des rapports de pouvoir locaux (Trouillet, 2016).

Dans ce cas comme dans le précédent, les membres de l'*ur panchayat*, dont le rôle consiste à défendre les intérêts des pêcheurs, se déclarent à bien des égards incapables de réguler les conflits, tant ils mêlent des affaires familiales, professionnelles et de caste. L'imbrication des mondes sociaux de la pêche, de la politique et de l'industrie, qui fonctionne au moyen de courtiers (*brokers*) payés par les uns et les autres pour les représenter, est centrale. Elle semble, aux dires des responsables de plusieurs *panchayat* eux-mêmes (Venkat, Sothikuppam, août 2021), rendre caduques toutes les tentatives de protection des populations de la pêche face aux coalitions entre politiciens et hommes d'affaires. Plusieurs pêcheurs souffrant des contraintes liées à la présence de complexes industriels dans leur activité au quotidien nous ont confié avoir été incités à vendre, notamment pour faire face à des difficultés financières. Les formes selon lesquelles opère le processus d'acquisition montrent d'évidents jeux de négociations inégales, qu'explique en partie la précarité économique dans laquelle se trouvent de nombreuses familles de pêcheurs, endettées. Un pêcheur d'une cinquantaine d'années rencontrant des problèmes avec ses débiteurs en raison de sa difficulté à lui rembourser un prêt contracté plusieurs années auparavant nous a par exemple avoué avoir été forcé d'accepter de marier son fils à la fille d'un pêcheur d'un village voisin. Ayant initialement refusé l'alliance du fait de l'implication des membres de la famille dans la pêche à l'anneau-senne (contre laquelle il est lui-même vivement opposé), il a été en définitive contraint d'accepter, se libérant ainsi du poids de la dette grâce à la dot versée par la famille de la mariée. Les enquêtes menées par une équipe de chercheurs dans le cadre du projet FISHERCOAST²³⁶ rendent compte de nombreuses situations de ce type et, notamment, du rôle d'intermédiaires chargés des négociations, mobilisant pour cela des techniques nombreuses, et allant parfois jusqu'à des menaces. Ce type de configuration sociopolitique souligne plus que les seules logiques de pluralisme légal, prégnant dans le littoral sud-indien (Bavinck & Gupta, 2014 ; Jentoft & Bavinck, 2014), pour révéler des pratiques observées dans de nombreux autres contextes en Inde, mettant en évidence l'envergure des enjeux que revêt le foncier – la terre – dans le pays (Sud, 2017, 2020a, 2020 b).

Localement, plusieurs habitants nous ont confié regretter aujourd'hui d'avoir vendu leurs biens fonciers, notamment, pour certains, à IL&FS. Faute de pouvoir exercer, comme c'était

²³⁶ Un volet du programme FISHERCOAST traite spécifiquement de l'industrialisation côtière. Coordinné par Ajit Menon, il fait l'objet d'une enquête de long cours visant, entre autres aspects, à retracer l'histoire foncière de plusieurs localités côtières concernées par ces types de transactions.

souvent le cas auparavant, une activité agricole complémentaire aux revenus de la pêche, ou de pouvoir louer leur terre à des cultivateurs, et faute d'avoir pu accéder à un emploi pourtant promis lors des transactions assurées par des agents envoyés par l'entreprise, les pêcheurs du rivage de Cuddalore sont nombreux, à Pudukkuppam, à Poochimedu ou à Sothikuppam, à devoir faire face à la double concurrence de l'industrie et à celle de la pêche intensive. Celle-ci est devenue très lucrative depuis l'introduction de la pêche au chalut et de la technique du filet à selle coulissante²³⁷ (*suruku valai*). Cette dernière était pourtant interdite dans l'ensemble de l'État depuis 2000, pour les dommages qu'elle cause sur la ressource marine²³⁸.

Aussi, le long de ce littoral encore largement préservé des grandes densités métropolitaines, et où la pêche artisanale fait vivre des milliers de familles, l'industrialisation revêt, pour beaucoup, l'effet d'un choc aux multiples facettes. À l'échelle des autorités locales et des populations, elle semble n'apporter d'autre réponse que des formes d'adaptation ponctuelles et des compromis. Ces adaptations sont particulièrement observées dans l'activité économique. On relève en effet de nombreux cas de pêcheurs se voyant contraints à plusieurs moments de l'année de prendre part à une pêche intensive, tout en sachant qu'elle est susceptible d'avoir des effets directs sur la disponibilité de la ressource dont ils auront à souffrir plusieurs mois après, au moment où la pêche artisanale est censée assurer de bons revenus. Elles sont aussi à l'œuvre dans le registre de la vie quotidienne, tant la tenure foncière, fût-elle située dans un registre exceptionnel propre aux espaces communs, n'apparaît fournir aucune protection face aux convoitises que suscitent, pour beaucoup d'investisseurs, les terres qui longent le littoral. Bien que nombreuses à être classifiées comme inaliénables, protégées par la Constitution indienne, les arrangements et négociations impliquant milieux politiques et d'affaires ne sont pas sans permettre d'en libérer l'appropriation.

L'industrialisation rapide – côtière comme liée à l'économie de la pêche – n'est pas la seule dynamique de changement qui perturbe l'organisation des espaces littoraux sud-indiens. Un mouvement de plus faible envergure, plus diffus, mais néanmoins tout aussi structurel, peut être observé le long du littoral urbain de Pondichéry : celui de sa mise en tourisme.

III.2.2.2. Urbanisation et valorisation du littoral côtier : espace rétréci et conflits d'usages

Comme de nombreux autres *fishing settlements* du pays, les localités qui se déploient le long du littoral urbain pondichérien (Figure 17), dont une partie est spécialisée dans la pêche artisanale, ont longtemps été marquées par leurs faibles densités et par la précarité de leurs infrastructures. Leur bâti, surtout composé d'habitations construites en palme de cocotier ou en chaume, reflétait les conditions de vie des familles vivant de la pêche. Bien que les récits de Français découvrant ces maisons soient nombreux à diffuser ce mélange de fascination exotique et de discrimination vis-à-vis de populations pauvres aux conditions de vie et de travail précaires, des contributions plus récentes mettent en évidence des réalités tangibles associées à ces quartiers de pêcheurs. C'est notamment le cas de la géographe Myriam Doukkali qui, au sujet des maisons du village de Vaithikuppam, écrivait :

²³⁷ En anglais *ring seine*. En français, on parle aussi et indifféremment de pêche à la senne-annulaire ou à l'anneau-encerclant.

²³⁸ Cette technique nécessite des filets à trous très fins qui capturent souvent des poissons juvéniles, et obstrue donc le cycle de croissance de la ressource. En dépit de vives protestations, l'interdiction de ces filets n'est que très peu appliquée le long du littoral de Cuddalore.

Les unes sont des cases de terre et de chaume correctement entretenues, la plupart du temps entourées d'une clôture. Les autres sont davantage des huttes de palme, souvent en très mauvais état. Les plus pauvres sont plus généralement localisées du côté de la plage. Elles bordent le village, comme si elles les protégeaient des assauts du vent et de la mer.

(Doukkali, 1993, p.15)

Une visite dans ces quartiers de nos jours rompt avec cette représentation dominante. De nombreuses cabanes de pêcheurs, en particulier celles situées à l'intérieur du village, sont aujourd'hui des maisons « en dur ». Leurs façades sont fraîchement repeintes. Elles s'élèvent le plus souvent sur au moins deux niveaux. S'il y a là un signe tangible de l'amélioration globale des conditions de vie dans ces villages, en partie liée à l'économie de la pêche, qui s'avère stimulée par une demande croissante en produits de la mer, quelques cahutes encore habitées le long du rivage permettent d'observer la permanence des fortes inégalités qui marque les mondes locaux de la pêche, ici dominés par la caste des *Pattinavars**. La précarité des infrastructures du quartier (voirie, réseaux d'alimentation en eau, drainage, etc.) fait état de l'abandon historique de ces quartiers par l'État et, avec eux, celui de leurs populations. Celles-ci sont systématiquement laissées pour compte des opérations de modernisation des infrastructures et du logement engagées par les autorités urbaines. Bien que les politiques de reconstruction d'urgence mises en place à la suite des dégâts causés par les catastrophes, notamment le tsunami qui touche les côtes indiennes le 26 décembre 2004²³⁹, rompent avec ce désintérêt historique, elles se révéleront de puissants accélérateurs de changement, menant à la mise en marché du littoral.

Les politiques de reconstruction post-tsunami, ou le « disaster capitalism » en acte

Face aux dégâts générés par le tsunami de décembre 2004, l'État indien a entrepris, au moyen de la définition de *buffer zones* (localement désignées de *No Development Zones*), une série de mesures visant au déplacement d'urgence des populations de zones susceptibles de souffrir d'autres catastrophes. La restriction de l'activité de la pêche pendant plusieurs mois, qui s'ajoute alors à la subordination de l'aide d'urgence à l'abandon par les résidents de leurs droits sur leur terre et à leur relogement sur des sites dédiés, a entraîné de profondes reconfigurations à l'échelle des quartiers littoraux. Les situations relatées par bon nombre d'habitants des localités côtières de Pondichéry laissent entrevoir, là encore, des formes plus ou moins évidentes d'expropriation (*Land grabs*), d'une propriété par ailleurs contestable, car, là aussi, soumise à la législation sur les communs (*Poromboke*). Ce processus, loin d'être spécifique à cette région du monde ou à cette catastrophe, est désormais reconnu comme relevant d'un « capitalisme du désastre » (Klein, 2018, 2007)²⁴⁰.

La période qui succède directement à ce tsunami a constitué un moment fort de la valorisation foncière et touristique des littoraux urbains sud-indiens. Si les exemples les plus notables se situent dans des contextes métropolitains (Mumbai, Chennai), ils peuvent être observés de

²³⁹ À l'échelle du pays, cette catastrophe a entraîné près de 10 800 morts, dont 80 % dans le seul État du Tamil Nadu.

²⁴⁰ Bien que l'ouvrage de Naomi Klein ait popularisé cette formule, l'analyse de tels processus figure de longue date parmi les préoccupations scientifiques de nombreux auteurs. On pourra notamment se référer aux « disaster studies », dont la contribution dans une perspective historique proposée par (Van Bavel et al., 2020) est tout à fait stimulante. Il semble aussi important de noter que bien qu'elle se manifeste, dans cette région du pays, dans une envergure inédite dans le contexte post-tsunami, l'Inde est loin d'être exempte d'autres situations de ce type, en particulier depuis la catastrophe qu'a constituée l'explosion de la centrale Union Carbide à Bhopal en 1984.

manière tout aussi évidente dans des espaces de plus petite taille. Bien que l'envergure des transformations qu'a connues, par exemple, le littoral sud de Chennai sous l'effet de l'implantation du Taj Fishermen's Cove diffère largement de ce qui peut être constaté à Pondichéry, elles ont des effets semblables à bien des égards.

La réhabilitation des pêcheurs dans des quartiers d'urgence non seulement a bouleversé les routines économiques et les usages de l'espace pour vivre et travailler, mais aussi a ouvert la voie à un changement de perspective vis-à-vis de la place de ces quartiers dans les dynamiques urbaines. En dépit de l'intervention d'urgence menant à une vaste entreprise de reconstruction, la vulnérabilité des localités littorales demeure notable. Les quartiers de relogement (*Tsunami quarters*), construits à la hâte sur place ou dans des quartiers avoisinants, ont été trop peu nombreux et sont, pour bon nombre d'entre eux, aujourd'hui largement dégradés (Figure 29).



Figure 29 : *Post-tsunami relief quarters* : logements financés dans le cadre de l'aide d'urgence, Swiss Red Cross, Kotakuppam, Pondichéry (nb, 2021)

Plus que les précédentes, cette catastrophe et les déplacements qu'elle a entraînés a ouvert la voie à des formes inédites d'acquisition foncière, signe d'une appropriation par de nouveaux résidents et par de nouveaux opérateurs, d'espaces dont la valeur, d'abord négligeable, a rapidement été réévaluée. Comme dans d'autres zones touchées par des catastrophes d'une telle ampleur, contrairement à l'idée proclamée que les catastrophes sont une occasion pour « construire mieux qu'avant », *Build Back Better* (Doreen, 1991) pour réduire la vulnérabilité et les risques, c'est la mise en marché de terres jusqu'ici sans valeur d'échange qui semble opérer. Dans le cas de Tarangambadi étudié par Raja H. Swamy, ce processus a « altéré la géographie du village » à tel point qu'il interroge l'ensemble de la politique de planification poursuivie par le Gouvernement du Tamil Nadu (2005), dont les tendances sont a priori très largement partagées dans le contexte de Pondichéry. Comme le note l'auteur,

Le processus tend à renforcer les frontières physiques entre la communauté de pêcheurs et les zones ciblées par le développement touristique. La consolidation spatiale induite par l'économie politique du tourisme est favorisée par le programme de relocalisation du gouvernement des États. Celui-ci a d'abord cherché à faire pression sur la communauté de pêcheurs pour qu'elle accepte d'être relocalisée en utilisant l'appât de logements gratuits et la menace de ne pas aider à la réparation des maisons endommagées dans un périmètre de 200 mètres de la ligne de marée haute (High Tide Line)^{xxxvi}

(Swamy, 2009, p. 198)

Cette dynamique n'illustre pas seulement un épisode ponctuel et singulier de la trajectoire d'une localité. Elle établit la présence croissante de contradictions spatiales structurelles observées dans de plus en plus d'espaces littoraux urbains du pays (Arabindoo, 2005, 2010), notamment sous l'effet de processus touristiques et/ou de valorisation urbaine. Ces processus conduisent peu à peu à les inscrire au cœur des enjeux de la production urbaine.

La première étape qui voit l'émergence d'un intérêt nouveau pour le littoral est le fait de pionniers, en l'occurrence de membres de la communauté d'Auroville, alors en pleine phase d'expansion territoriale à la fin des années 1960. Soucieux de vivre hors de ce qui constitue le centre de cette communauté utopique, plusieurs Occidentaux décident d'acquérir des parcelles littorales dans les environs. Nouveaux habitants d'un littoral dans l'ensemble peu habité, à l'exception des *fishing settlements*, ils investissent de représentations et d'usages nouveaux ces localités et, plus précisément, le front de mer (Goreau-Ponceaud, 2021). Ils entament ainsi une phase d'occupation d'un espace jusque-là présenté comme en friche.

La deuxième étape met en évidence un processus d'acquisition foncière et immobilière qui résulte aussi d'investissements individuels, dans ce cas de la part de dévots-bénévoles de l'ashram Sri Aurobindoo, qui voient dans l'achat de terrains dans les localités de Kuruchikuppam et de Vaithikuppam une opportunité de bénéficier de la proximité de leurs lieux de référence (maison de mère et ashram). Tout au long des années 1980 et 1990, ils investissent dans des terres préalablement négociées à des propriétaires terriens souvent issus de castes de propriétaires et construisent plusieurs résidences mises en location à d'autres bénévoles de l'ashram ou à des connaissances. Ils se constituent en cela au fur et à mesure un capital immobilier qui s'avérera non seulement rentable, mais qui conduira à renforcer l'influence de leur groupe social dans un quartier jusque-là dominé par des familles de pêcheurs issues de la caste des Pattinavar.

Enfin, la troisième dynamique observée émane des autorités de l'État qui, d'abord sous la forme de dispositifs visant à lutter contre l'érosion côtière puis, plus récemment, au travers d'un projet de développement touristique, engagent une stratégie qui vient affirmer l'investissement des littoraux par des acteurs et des infrastructures de plus en plus importants.

Une mise en tourisme facilitée par une législation littorale peu contraignante

Jusqu'au milieu des années 2000, le tourisme littoral à Pondichéry demeure principalement concentré dans les localités non spécialisées dans la pêche, là où des propriétaires fonciers acceptent de vendre quelques parcelles à des acteurs exogènes, en particulier des Aurovilliens,

pionniers dans la valorisation du littoral. C'est le cas notamment à Chinna Mudaliyar Chawadi²⁴¹, où des terres jusque-là utilisées pour l'agriculture (essentiellement des *coconut grounds*) ont été, au cours des années 1970, cédées sous la forme de baux emphytéotiques à la fondation d'Auroville, donnant par exemple lieu à la construction d'un centre de santé. Un processus semblable est observé à Periya Mudaliyar Chawadi, localité voisine dont la terre appartenait aussi, aux 19^e et 20^e siècles, à des propriétaires de caste *vaniar*. Plusieurs parcelles ont fait l'objet de transactions de même type avec Auroville. Le tourisme balnéaire à Pondichéry est ainsi principalement le fait de la jeunesse occidentale aurovillienne ; jusqu'au début des années 2000, il se structure progressivement, de manière peu systématique, dans le cadre d'initiatives isolées.

La dynamique s'étend et se complexifie dans la période qui succède au tsunami de 2004, au cours de laquelle on observe une multiplication d'établissements toujours à l'œuvre. En résulte une diversification corrélée à une spécialisation de l'offre selon les localités : résidences hôtelières, locations saisonnières, activités balnéaires tendent dès lors à se concentrer à Serenity Beach²⁴² (localité de Thanthirayamkuppam), où le tourisme est devenu une activité majeure, en coexistence avec la pêche. L'offre commerciale est regroupée principalement le long de la plage et dans les quelques ruelles adjacentes. Les investissements sont le plus souvent le fait de personnes étrangères à la localité, à l'exception de quelques maisons de pêcheurs, louées à des intermédiaires offrant à leur tour un service de location temporaire, stimulé par l'émergence des plateformes de réservation en ligne (Airbnb par exemple). L'économie touristique est largement tenue par des non-Tamouls (Européens ou Indiens du nord) dont la localité profite indirectement, en particulier sous la forme de services et de petits commerces (étals tenus par des familles de pêcheurs proposant boissons et produits de la mer) ou par l'intermédiaire de taxes mensuelles, sorte de droit d'usage incombant aux propriétaires d'établissements touristiques, versées aux autorités du *panchayat*.

Dans plusieurs villages voisins, la coexistence entre tourisme et activités de pêche semble plus problématique. Elle cause des conflits d'usage d'autant plus importants que le trait de côte fait face, depuis la création du port de Pondichéry, à l'accélération des processus érosifs, qui tendent à rétrécir l'espace de la plage, utilisé jusque-là comme lieu principal de débarquement (*landing*) et de stationnement (*parking*) des bateaux de pêche.

Occupé par des constructions en dur et fréquenté par des touristes qui se prêtent à des pratiques alors peu courantes dans la société indienne (baignade, surf)²⁴³, le cordon littoral est désormais le lieu de multiples vellétés de défense et d'appropriation. D'un côté, de la part des pêcheurs, soucieux de disposer de l'espace côtier pour déployer leurs activités quotidiennes : débarquement de la pêche, enchères à la criée (*Auction*), séchage des poissons et l'ensemble des tâches à accomplir avant et après les sorties en mer, particulièrement le nettoyage et la réparation des filets, et la détente (Figure 30). D'un autre, des investisseurs, qui s'efforcent de sécuriser leurs biens et de valoriser leur activité. Dans le contexte d'une concurrence accrue pour l'accès à des biens fonciers et immobiliers qui, après le tsunami, ont connu une importante augmentation de

²⁴¹ Ce village est connu pour avoir longtemps abrité une fabrique textile. Une partie importante du foncier, historiquement tenu par des castes de propriétaires *Vaniar**, a peu à peu été acquis par des familles extérieures à la localité, notamment par Gautam Chawla, important homme d'affaires et dévot de Pashram, qui a vendu plusieurs parcelles à la communauté d'Auroville.

²⁴² Le récit relatant l'histoire du tourisme dans cette localité est issu du travail mené par A. Goreaud-Ponceau, dans le cadre du programme de recherche collectif RUSE. Ce volet des dynamiques touristiques et urbaines de Pondichéry fera prochainement l'objet d'une publication collective. Je tiens à le remercier pour la mise à disposition de ces données empiriques.

²⁴³ Pour une étude spécifique de l'émergence du surf à Pondichéry, voir (Goreau-Ponceau, 2021).

valeur, leur souci principal est d'obtenir des garanties. Ainsi, ils revendiquent des titres de propriété officiels (*patta*) pour des propriétés qui, dans la loi, ne peuvent être privées, relevant de *poromboke* pour une partie du lido, de terres appartenant au gouvernement fédéral pour l'espace de la plage ou au *panchayat*.



Figure 30 : Communs côtiers à Vaithikuppam, espaces de travail, de fête et de détente utilisés par les pêcheurs aujourd'hui en prise avec le projet de création d'une promenade littorale (nb, 2020)

Le retrait du trait de côte observé depuis plusieurs années tend à complexifier une législation foncière par ailleurs éminemment complexe. Outre de ne pouvoir être cédées, une grande part de ces espaces sont soumis à la législation des Coastal Regulation Zones (CRZ*), dont le respect est assuré par les Coastal Regulation Authorities (CRA*). Cette législation, initialement publiée

dans l'acte 3 de l'Environment Protection Act (1986)²⁴⁴ et entré en application en 1991, a été amendée à plusieurs reprises. La dernière notification en date (soumis en 2018 et approuvé en 2019) a suscité de vives réactions de la part de nombreux environnementalistes et syndicats de pêcheurs.

En effet, le texte mentionne que seuls les projets et activités situés dans les zones déclarées CRZ-I (zones écologiquement sensibles) et CRZ IV (zone comprise entre la ligne de marée basse et 12 milles nautiques au large) seront traités par le Ministry of Environment and Forest and Climate Change (donc à l'échelle fédérale). Les pouvoirs d'autorisation concernant les CRZ-II et III, qui correspondent à une très grande partie du littoral indien, sont délégués au niveau des États, chargés de faire appliquer la loi²⁴⁵.

À cela s'ajoute le dégel de l'indice d'occupation du sol (*Floor space index*), que la notification CRZ de 2011 avait fixé à des seuils contraignants afin d'enrayer un processus de densification littorale préoccupant. En libérant ces seuils, la notification de 2019 a suscité de vives réactions de la part de nombreux syndicats de pêcheurs et d'ONG. La responsable de Coastal Resources Centre, basée à Chennai, interrogée par le quotidien *The Hindu*, signalait qu'en l'état, cette notification allait avoir des conséquences sur la gestion des espaces « communs » (*poromboke*) utilisés par les pêcheurs. La faiblesse des mesures restrictives les rend en effet aisément appropriables par les acteurs du marché foncier. En outre, ajoute-t-elle, cet amendement « ouvre des zones intertidales fragiles aux agents immobiliers, et à la grande industrie, au détriment des communautés de pêcheurs » (*The Indian Express*, 2020)²⁴⁶. Ayant subi plus de 11 amendements depuis son entrée en vigueur en 1991, ce dispositif évolue peu à peu vers des orientations moins contraignantes, reflet des choix politiques poursuivis par le gouvernement dirigé par Narendra Modi, qu'illustre notamment l'extrait de la note du cabinet du Premier ministre :

La proposition de notification CRZ... entraînera un renforcement des activités dans les régions côtières, ce qui favorisera la croissance économique tout en respectant les principes de conservation des régions côtières. Elle permettra non seulement de créer des emplois importants, mais aussi d'améliorer la vie et d'apporter une valeur ajoutée à l'économie indienne. La nouvelle notification devrait permettre de rajeunir les zones côtières tout en réduisant leur vulnérabilité^{xxxvii}.

Cabinet du Premier ministre indien, 2018²⁴⁷

Dès lors, bien que toute demande de construction *ex nihilo* dans des zones régulées fasse l'objet d'une expertise préalable auprès des autorités compétentes, les Coastal Zone Management Authorities (CZMA), il semble que la législation et son application soient aujourd'hui particulièrement souples, surtout lorsqu'elle concerne des établissements touristiques. L'une des dernières décisions en date a officiellement autorisé la construction d'un hôtel de 70 chambres le long de l'embouchure de la rivière, dans une zone déclarée pourtant déclarée CRZ-II.

Dans un contexte politique tel que celui de Pondichéry, où le gouvernement élu à l'échelle de l'Union Territory compte parmi les soutiens au parti du Premier ministre, nulle surprise de voir

²⁴⁴ <https://web.archive.org/web/20161229151833/http://www.envfor.nic.in/legis/crz/crznew.html>

²⁴⁵ Les décisions sont prises par un comité inscrit sous l'égide des Coastal Zone Management Authorities

²⁴⁶ <https://indianexpress.com/article/india/coastal-regulation-zone-cabinet-clears-coastal-regulation-zone-notification-5514422/>

²⁴⁷ <https://indianexpress.com/article/india/coastal-regulation-zone-cabinet-clears-coastal-regulation-zone-notification-5514422/>

cette législation favorable aux établissements touristiques²⁴⁸. Selon certains environnementalistes interrogés, le fait que la décision incombe désormais à des autorités locales permettrait passe-droits et négociations informelles. Cela concernerait notamment des projets émanant du Gouvernement lui-même, à l'exemple de la rénovation de l'ancienne distillerie publique de Pondichéry. Longtemps abandonnée, celle-ci fait l'objet depuis 2020 de sa réhabilitation en un complexe touristique et commercial géré par l'État (Figure 31). Si ce vaste chantier aurait pu être mené dans le cadre d'une rénovation *in situ*, il a entraîné la destruction totale du bâti préexistant, le soumettant dès lors à l'interdiction relative à toute nouvelle construction dans le périmètre des CRZ-II (200 mètres par rapport à la ligne de marée haute).



Figure 31 : Ancienne distillerie de Pondichéry, en cours de transformation en un complexe touristique : centre culturel et d'expositions, hôtel et galerie commerciale (nb, février 2021)

Cette initiative marque une accélération dans une stratégie de développement touristique envisagée de longue date, dont le projet-phare consiste dans l'extension de la principale promenade littorale de la ville, Goubert Avenue, en direction du nord de la ville-boulevard (Kuruchikuppam, Vaithikuppam, Solainagar), et du sud (Vambakeerapalayam) (Encadré III-5). Idéalisé il y a plusieurs années, ce projet s'inscrit dans la continuité de la revitalisation de l'avenue Goubert, réalisée par INTACH-Pondichéry en 2010, qui a participé à affirmer la fonction de centralité touristique et de loisirs de cet espace. L'ambition d'étendre ces dynamiques sur les localités avoisinantes répond à une stratégie de promotion touristique désormais rendue possible par la combinaison de la Smart City Mission et des financements obtenus par le Tourism Department.

²⁴⁸ Les relevés de décision des réunions du PCZMA (PCZMA meetings) sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : <https://dste.py.gov.in/pczma/meets.html>

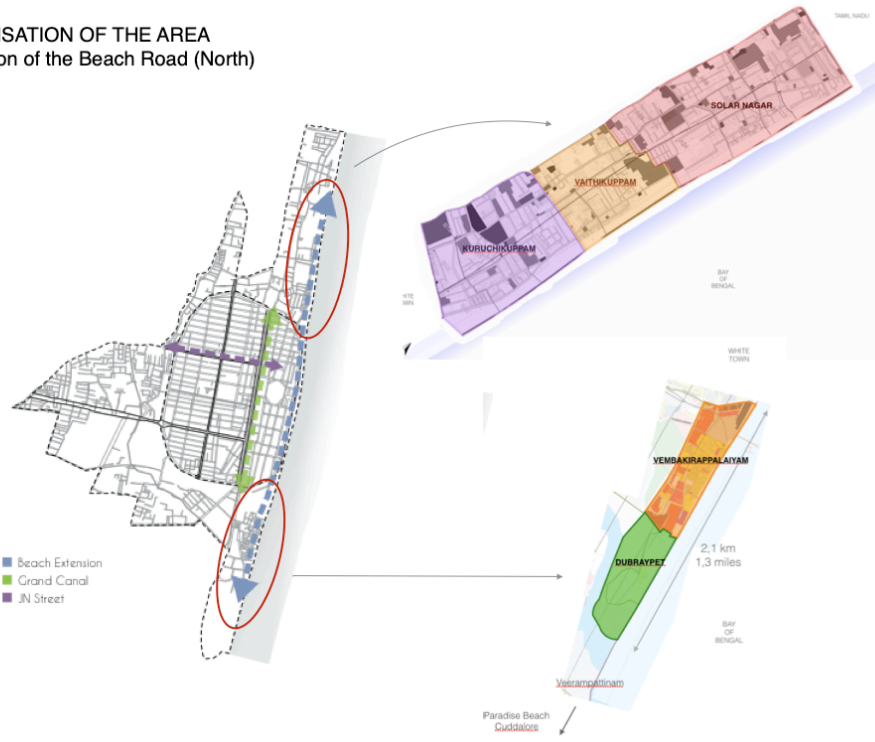
Encadré III-5 : Controverses et errements dans la politique urbaine : le projet d'extension de la Beach Promenade

Le projet d'extension de la Beach Promenade a été présenté pour la première fois au milieu des années 2000 par l'INTACH-Puducherry (Indian National Trust for Art and Cultural Heritage), à la suite d'une expertise sollicitée par le Département du Tourisme de l'U.T. C'est le même projet qui a été repris plusieurs années plus tard, en 2017, cette fois intégré au dossier de candidature de la ville au dispositif Smart City mission. Celui-ci répond à un principe dit de « convergence », destiné à inclure les projets anciens dans la stratégie de développement financée dans le cadre de cette mission fédérale. Selon le Tourism Department, la Beach Road attire beaucoup de monde les jours fériés et les week-ends, ce qui rend difficile le parking des mobylettes, des scooters et des voitures. L'extension de la promenade vers le nord et vers le sud, associée à l'implantation de plusieurs espaces de stationnement aux abords de la ville-boulevard, viendrait partiellement résoudre ce problème, répartissant mieux les flux touristiques. La promenade existante, qui s'étend sur près de 1,2 km, serait ainsi prolongée respectivement de 0,9 km et de 1 km au sud, créant une esplanade littorale traversant les 3 villages de Kuruchikuppam, Vaithikuppam et Solai Nagar et, au sud, ceux de Vembakirappalayam et de Dubraypet.

Selon les autorités urbaines, ce projet correspond à une demande de la population locale, qui souhaiterait « voir cette promenade s'étendre jusque chez eux, ce qui conduirait à une valorisation de la valeur du bâti et du foncier » (Smart City Proposal, 2017). Lors d'une réunion organisée par l'INTACH en 2016, plusieurs responsables d'ONG locales déclaraient soutenir ce projet, qui permettrait selon eux « de déplacer les populations locales » qui, insistent-ils, « n'ont de toute façon pas le droit d'être là », d'après les plans d'urbanisme²⁴⁹. Une telle infrastructure rendrait, toujours selon eux, « la zone plus agréable » (Das, entretien, mai 2021). Pour comprendre ce point de vue, il s'agit de préciser que les représentants desdites ONG, qui prennent systématiquement part aux débats publics dans le domaine de l'aménagement, sont des disciples de l'Ashram Sri Aurobindoo. À ce titre, ils sont majoritairement issus de couches urbaines aisées, originaires du nord de l'Inde, ayant choisi de vivre à proximité de cette institution, au sein de laquelle ils exercent des activités philanthropiques et spirituelles. L'implication des ONG dans les affaires urbaines, et sur lesquelles ils influencent les autorités locales, s'apparente à un conflit d'intérêts notable. Rappelons que leur présence dans ces quartiers est la plupart du temps vécue par les habitants de Pondichéry comme une forme d'appropriation étrangère, les habitants interrogés mentionnant systématiquement qu'ils proviennent tous du nord de l'Inde, désignation générique pour évoquer les différences linguistiques, sociales et culturelles qui les séparent de la société tamoule. À la suite de plusieurs années de statu quo, le projet d'extension de la promenade a fait l'objet en mai 2022 d'un appel d'offres (tender) visant à sélectionner un cabinet d'expert sur la base d'une proposition de project design. C'est la deuxième fois en quatre ans que le gouvernement de Pondichéry lance cette procédure. Loin d'être encore aboutie, cette initiative, dont les prémises remontent à plusieurs décennies, semble révéler les hésitations de l'action publique urbaine (Bautès et al., 2021).

²⁴⁹ Il est ici fait référence aux habitations qui occupent un espace déclaré « No Development Zones » par les autorités depuis le tsunami. Ces maisons sont ainsi considérées comme informelles, et gérées par le Slum Clearance Board du gouvernement de Pondichéry.

LOCALISATION OF THE AREA
Extension of the Beach Road (North)



3.18 EXTENSION OF BEACH PROMENADE

EXTENSION OF BEACHFRONT

The Promenade is designed to extend on both sides, increasing along the shoreline. This integrates a wide range of activities such as informal walkways or plazas, small vendors etc which can boost economic value and public interaction.

The existing Promenade is open to vehicular movement throughout the day. However, it is completely pedestrianised from 6pm to 7am.

The Promenade is proposed as an 'MINT' Corridor throughout the day and it facilitates several different activities.

This pedestrianisation calls for replenishing the shore area of the promenade and adding value to the surrounding buildings. As a result, the Promenade has been extended on both sides.

ISOMETRIC VIEW

- Plaza or an area near the buildings that are directly benefited from the extension
- Cycle track that runs along the length of the beach shore
- Pedestrian Footpath Zone
- Beach Shore Area that has been extended on both sides

View of the extension

Figure 32 : Premières ébauches du projet d'extension de la Beach Promenade sur le littoral nord de la ville-boulevard, Vaithikuppam, Kuruchikuppam, Solainagar (Smart City Mission, 2017).



Figure 33 : Vaithikuppam, Pondichéry : enrochements et ancienne route de Madras (Source : Smart City Mission, 2017)

L'espace balnéaire de Pondichéry constitue désormais une attraction de premier ordre pour les touristes indiens eux-mêmes, longtemps réticents à la baignade et à l'usage de la mer. La « transformation des aspirations » de cette frange de touristes indiens, qui compose l'essentiel de la fréquentation à Pondichéry ²⁵⁰, a par là même orienté la majeure partie des investissements du *Tourism Department*, donnant lieu à la création d'une marina (*Pondy Marina*) à l'embouchure de la rivière Uppalam, la création d'un village Franco-Tamoul (*Craft Village*) à Aryankuppam, à proximité du site archéologique d'Erikamedu. Associés à la promenade, ces nouveaux sites touristiques dessinent dès lors, avec les plages récemment aménagées que sont Ruby Beach, Eden Beach et Paradise Beach, un véritable circuit littoral promu par les autorités touristiques. La récente attribution, à l'une de ces plages, Eden Beach, du label *International Blue Flag*²⁵¹ par la Foundation for Environmental Education, d'origine danoise, révèle l'importance que revêt, pour le gouvernement, la promotion du tourisme balnéaire. Ces aménagements et la promotion de ces sites s'inscrivent en relais des investissements de groupes hôteliers, souvent sur la forme de *resorts* destinés à une clientèle indienne le plus souvent aisée. Cette politique, mise en œuvre par le Tourism Department sur des fonds fédéraux, trouve un climat particulièrement favorable depuis 2017 à la suite du lancement de la mission Smart City à Pondichéry²⁵², dont le slogan principal est de transformer la ville « en une destination touristique globale » (Smart City Proposal, 2017).

²⁵⁰ Alors que la ville comptait 289 865 touristes domestiques en 1990, cette fréquentation a plus que triplé en moins de vingt ans, estimée à 1 307 301 en 2018 (Government of Pondicherry, Tourism Department).

²⁵¹ Le label, attribué par une organisation non gouvernementale étrangère et qui figure parmi les plus reconnus dans le monde, est basé sur une série de critères relatifs à la qualité de l'eau, à l'accessibilité et à la présence d'équipements et de services fonctionnant selon des systèmes d'énergies renouvelables.

²⁵² Bien que ces projets ne figurent pas dans la proposition pour laquelle la ville a bénéficié de l'attribution de ce dispositif, ils s'y articulent, notamment dans le cadre du principe de « convergence » mentionné par la mission Smart City.

Des stratégies immobilières, pratiques pionnières et relais de la dynamique touristique

La dynamique touristique qui, à mesure qu'elle diversifie son offre en logements et en infrastructures de loisirs, transforme les usages des plages et de leurs abords directs est ainsi un processus de long cours. Comme dans d'autres cas de mise en tourisme littorale, ce mouvement est accentué par les transformations des filières de la pêche, qui tendent à opérer une sélection dans les pêcheurs, et par une spéculation foncière et immobilière croissante. La spécificité des localités qui jouxtent la ville-boulevard de Pondichéry réside dans la brutalité de l'épisode qui contribue à libérer le foncier (le tsunami), et dans le fait que la spéculation débute initialement sans intention autre que de loger une population de dévots de l'ashram Sri Aurobindoo, décidant de s'implanter à proximité. Issus la plupart du temps de couches urbaines aisées, originaires du Bengale ou du nord de l'Inde, ils tirent l'opportunité d'une situation exceptionnelle en se prêtant acquéreurs de biens fonciers ou immobiliers d'autant plus disponibles que les familles occupantes étaient soit parties, soit vivaient dans des situations de grande détresse. Plusieurs mois durant, l'activité de la pêche avait cessé.

Ces acquisitions donneront le plus souvent lieu à la substitution du bâti existant par des résidences neuves de plusieurs étages, mises en location d'abord auprès de la communauté élargie de l'ashram, puis à destination de catégories de populations généralement aisées des environs. Principalement situées dans les localités de Kottakuppam, Vaithikuppam et Kuruchikuppam, ces résidences constituent un marché locatif émergent qui trouve sa clientèle dans un groupe social spécifique (les locations sont avant tout destinées à d'autres dévots de l'ashram). La proximité de la maison dans laquelle a grandi Mira Alfassa (désignée par les dévots comme « mère »), qui a accompagné le parcours spirituel de Sri Aurobindoo et qui est à l'origine de la création d'Auroville, représente l'un des principaux attraits pour ces biens immobiliers, qui correspondent par ailleurs aux attentes de cette clientèle, en termes de services et de confort.

Dès lors, bien que suivant une trajectoire lente, le processus à l'œuvre s'apparente à une exogénéisation non tamoule, elle tend à accentuer une forme de spécialisation sociale déjà observée dans la partie nord-est de la ville-boulevard, où sont concentrées les nombreuses institutions qui composent l'ashram²⁵³. La période récente voit une accélération de ce phénomène, notamment sous l'effet des projets entrepris par les autorités locales, et d'une diversification des investisseurs, qui comptent parmi eux de multiples familles de la diaspora franco-pondichérienne. On y trouve la marque d'une élite sociale composée soit de propriétaires de structures hôtelières ou de biens immobiliers en ville, soit des membres fondateurs des organisations environnementalistes et défenseurs du patrimoine local, à l'exemple de Pondycan ou d'Intach-Pondichéry, tous dirigés par des dévots de l'ashram. Difficile à catégoriser, le champ d'intervention de ces derniers semble, pour nombre d'entre eux, marqué d'ambivalence, tant ils sont à la fois engagés dans des pratiques militantes relevant d'un « environnementalisme bourgeois » (Bose, 2013 ; Baviskar, 2011) et, pour nombre d'entre eux, impliqués dans des investissements résidentiels ou touristiques dans ou à proximité de ces quartiers.

²⁵³ Une très grande partie des édifices de cette partie de la ville appartenait historiquement à des institutions ou à de riches familles françaises. Le départ précipité des Français de Pondichéry suite à la signature du Traité de Cession (1^{er} novembre 1954) a favorisé l'acquisition de nombre d'entre eux par Mira Alfassa, co-fondatrice de l'ashram Sri Aurobindoo, et demeure aujourd'hui la propriété du Sri Aurobindoo Ashram ou de la Sri Aurobindoo Society.

Plusieurs initiatives d'envergure ont récemment été entreprises par des investisseurs liés à la Sri Aurobindoo Society, à l'exemple de la rénovation de l'une des plus anciennes bâtisses de marque du quartier, la Chettiar Mansion, connue sous le nom d'Academy House, dont la fonction à venir, officiellement une école, suscite la désapprobation de plusieurs membres de la communauté locale (Figure 34).



Figure 34 : La Chettiar Mansion, Adademy House, construction du début du 20^e siècle, avant et après rénovation (nb, février 2019 ; avril 2022)

Encadré III-6 : Un exemple emblématique de la valorisation du quartier : la rénovation de l'Academy House

Actuellement géré par l'Ashram Society, cet édifice typique de l'architecture Chettiar appartenait autrefois à Selvarajalu Chettiar, manutentionnaire maritime, influent marchand et homme d'affaires connu localement pour ses activités philanthropiques. Adossée au Muthalamman, temple construit par la famille pour les villageois, la maison, abandonnée pendant de longues années en raison d'une dispute familiale, fait aujourd'hui l'objet d'importants travaux de rénovation. Ceux-ci ne passent pas inaperçus dans le village. Un entretien avec le chef du panchayat, Ethiraj, qui hésite à s'exprimer sur l'installation de nombreux membres de la communauté de l'ashram dans la localité, se montre plus virulent dès lors qu'il mentionne le fait que les nouveaux gestionnaires de cette majestueuse demeure ont choisi de ne pas soutenir financièrement la rénovation du temple qui jouxte la maison. Lorsqu'il évoque la controverse avec les représentants des gestionnaires, qui s'est soldée par le refus de toute contribution aux activités du quartier, il ne cache pas sa déception :

« Il a ensuite été loué à une femme étrangère pour 99 ans, mais quelqu'un d'autre en a profité sans rien apporter au village ou au temple. La femme s'est adressée au Panchayat pour le récupérer. Avec nous, quatre autres panchayats (des villages voisins y travaillent). En effet, nos villages étaient depuis longtemps en relation commerciale avec le Chettiar, le véritable propriétaire. On disait qu'ils allaient faire une école, c'est toujours ce qu'ils disent qu'ils font au début pour avoir les autorisations. Mais les villageois n'étaient pas prêts à les croire, car ils n'engageaient même pas de travailleurs du village. S'ils étaient prêts à apporter une contribution au temple, les gens n'y verraient pas d'inconvénient. Un autre bâtiment de 5 étages est également en construction. Le terrain appartenait autrefois à un villageois, qui l'a vendu à un Français. Malheureusement, ce bâtiment s'élève à 5 étages ; ils ont

obtenu l'autorisation très facilement, alors que nous (les villageois), nous nous battons pour obtenir l'autorisation de construire une simple maison à deux étages pour accueillir nos enfants. »

(Ethiraj, Panchayat Head, Kuruchikuppam, Muthalamman Temple, 30 juin 2022)

Rencontré quelques jours après, Ajit adopte un ton plus critique vis-à-vis de cette situation, conscient des différences de traitement dont font l'objet les membres de la communauté locale des pêcheurs, et les ashramites :

« Le Chettiyar était l'une des personnes importantes qui commerçaient avec les Français. Les commerçants français lui ont offert un bateau en or lorsqu'il a célébré son jubilé d'argent de mariage (!). Moi j'avais dix ans à l'époque et j'ai été témoin de sa mort. Il a été assassiné par une personne du parti communiste qui est de Mudaliarpet (quartier qui jouxte le village); lui, il était proche du Congrès. Il y a quelque temps, les gens de l'ashram ont négocié avec sa fille; des querelles de famille (donnant lieu à un procès en cours en juin 2022) ont retardé les choses et la maison est restée à l'abandon. Je ne sais pas pourquoi, mais maintenant, ils (Sri Aurobindoo Foundation) rénovent la maison. La fille et sa famille se battent légalement contre les gens de l'ashram afin de récupérer leur maison. Nous ne pouvons pas les déplacer d'ici, car ils ont mis en place des liens solides. Dans 20 à 30 ans, ils nous chasseront. Nous n'avons pas de conflit avec eux. Nous pouvons nous battre avec eux, car ils ont l'air très calmes et tranquilles. Mais ils appelleraient la police, car ils ont assez de pouvoir. Seule la police viendrait soit pour parler, soit pour nous battre. »

(Ajit, entretien, Kuruchikuppam, 13 janvier 2021)

En marge du processus, mais qui témoigne d'un point de passage qui semble désormais largement affirmé, quelques familles de pêcheurs, parmi celles qui disposent de biens immobiliers, relaient la dynamique touristique. Elles ont ainsi soit mis en location une maison ou un appartement dans le quartier, soit, plus rarement, investi elles-mêmes dans l'immobilier de tourisme, si bien qu'on voit poindre quelques *guest-houses* tenues par des familles de pêcheurs²⁵⁴.

La situation observée dans plusieurs localités du littoral pondichérien, qu'il conviendrait d'analyser de manière approfondie en entrant dans l'étude fine des jeux d'acteurs, permet déjà de remarquer une transition sociale et économique. Elle se traduit par le passage d'une spécialisation ancienne dans l'économie de la pêche, à une spécialisation progressive dans une économie de service, ici celle de l'hébergement résidentiel et du tourisme. Ces processus tendent, à mesure du temps, à renforcer les frontières physiques entre les espaces de vie et de travail des pêcheurs, et les espaces ciblés par la fréquentation et les infrastructures touristiques, qui sont ici clairement illustrés par le projet d'extension de la Beach Promenade. Les premières ébauches du projet prévoient la construction d'un mur séparant le village du cordon littoral (Figure 32).

Une telle opération, si elle venait à être réalisée, conduirait à scinder plus encore l'espace dans lequel opèrent les fonctions sociales et économiques du village, dont la structure essentielle repose sur l'articulation entre la mer, le trait de côte et les zones intertidales. Cet espace est central, en ce qu'il concentre les principales infrastructures nécessaires au déploiement des différentes fonctions qui structurent l'activité de la pêche, depuis le débarquement et la vente à quai, l'espace de la rue, qui est à la fois un espace occupé pour la tenue des enchères (*auctions*), un espace de détente et de nettoyage et de réparation des filets. Cet aspect, déjà mentionné, dessine une tendance structurelle des changements à l'œuvre dans les littoraux de la pêche. Leur espace se rétrécit, ici sous l'effet d'une conjonction de phénomènes qui, dans le contexte urbain, viennent en appui à la valorisation commerciale du littoral. Elle opère aux dépens des populations les plus vulnérables, qui se voient même souvent exclues des emplois à responsabilité créés par le secteur

²⁵⁴ Ce phénomène n'est pas sans rappeler, tant par sa forme que par sa dimension somme toute relative, le déploiement des *paying guest-houses* dans le Rajasthan, observé dans le cadre de ma thèse de doctorat à Udaipur (Bautès, 2004).

de l'hôtellerie et de la restauration. Ils occupent ainsi généralement des emplois domestiques ou, dans le meilleur des cas, assurent l'approvisionnement des restaurants en produits de la mer.

Une telle situation n'est pas sans révéler les formes spatiales que génère un processus d'urbanisation largement impulsé par une conjonction de forces : celles relevant du modèle capitaliste d'appropriation et de spéculation sur la terre et celles de pouvoirs marqués par des transactions dominées par des élites. Cet aspect, qui fait l'objet de nombreux travaux, demeure central et mérite d'être approfondi afin d'en identifier les nuances. Mais, surtout, il convient d'analyser ce qui, à l'échelle de Pondichéry, apparaît singulier : les élites qui, dans ce contexte tamoul, disposent de la plus grande influence sur ce système, sont issues de l'ashram et, le plus souvent, originaires d'autres mondes sociaux, insérés dans une sphère très intégrée dans les réseaux politiques et institutionnels d'envergure nationale. Comme dans d'autres contextes, étudiés notamment par Sai Balakrishnan, ces élites détiennent un pouvoir de négociation qui s'appuie sur leur capacité d'acquisition foncière, rendue possible par leurs réseaux clientélares. Il y a là un aspect essentiel de l'analyse de ce processus localisé, qui mériterait d'être exploré plus avant, dans la perspective d'examiner de près le rôle transversal que jouent ces élites dans la production urbaine. Elles agissent ainsi à la fois dans des pratiques spéculatives et de marchandisation du sol et dans leur capacité à figer d'importantes portions du foncier aux abords de la ville, dans des espaces naturels. En effet, leur rôle, loin de concerner le seul domaine immobilier, s'étend jusque dans le domaine de la conservation du patrimoine bâti et non bâti. Tout comme leur présence dans les espaces de la citoyenneté que leur confèrent les nombreuses organisations non gouvernementales qu'ils dirigent, leurs registres de justification couvrent les domaines de l'écologie et de l'environnement. Il y a là un contexte d'étude qui fait écho à d'autres en Inde, examinés dans le cadre d'approches qu'il s'agira d'explorer plus avant (Balakrishnan, 2018 ; Follmann, 2020 ; Rowland, 2021). L'approche de cette question par le rôle des élites dans la production urbaine doit aussi permettre d'analyser l'ensemble du spectre social, marqué par des formes multiples de relégations. Dans ce domaine, il convient de souligner combien le registre écologique, comme attendu, joue un double rôle de légitimation des pratiques spéculatives des élites et de stigmatisation sociale de ceux qui, sans pour autant compter parmi les plus pauvres, sont la cible de classements négatifs, comme l'indique Éric Denis :

L'eau, la terre et le feu deviennent des instruments de réappropriation spéculative de terrains attractifs, comme le soulignent Karen Coelho et Nithya Raman à propos des évictions à Chennai (2010). Un front de mer ou les berges d'un fleuve « débarrassés » de leurs habitants ainsi sauvés des eaux pourront devenir le support idéal pour des résidences de standing et des promenades commerciales et touristiques recherchées. L'affirmation de l'argumentaire écologique va encore plus loin : il conduit à stigmatiser les populations les plus pauvres comme des pollueurs inadaptés à la vie citadine. S'affirme ainsi une nouvelle forme de consolidation des catégorisations sociales, où d'aucuns, les plus démunis, deviennent les vecteurs des pollutions et maladies. À l'ethnicisation des rapports sociaux s'ajoute à présent leur médiation par la relation et l'accès différenciée des uns et des autres au capital naturel des villes. Un particularisme tropical peut naître par le classement négatif d'habitants en fonction de leur usage déclaré inadapté de tel ou tel milieu.

(Denis, 2015)

Dans des espaces historiquement occupés par l'activité de la pêche, les résidents, souvent issus des mondes de la pêche, ne figurent pas parmi les populations les plus indésirables. Néanmoins, ils se voient peu à peu contraints de participer, bon gré mal gré, à des stratégies foncières et immobilières. Certains le font au détriment de leur maintien dans le quartier. Tandis que d'autres entrent de plein fouet dans un système d'échange qui s'avère rapidement inégal. Ces derniers, s'ils disposent le plus souvent de biens, jouissent d'espaces communs autour desquels se structure l'ensemble de leur activité, ils sont nombreux à être peu armés pour prendre toute leur place dans des jeux spéculatifs dont ils méconnaissent souvent les règles. Lorsque c'est le cas, c'est l'ensemble du tissu relationnel qui tend à se fragmenter plus encore. Ainsi, lorsqu'un pêcheur vend son logement hors de la communauté ou lorsqu'il achète et spéculé, alors qu'il a opté pour la migration dans le Golfe et revient investir dans plusieurs bateaux, dans des filets de pêche qui coûtent plusieurs milliers d'euros, voire dans la pêche à l'anneau, les réseaux relationnels qu'il entretient avec ses voisins et, plus largement, avec la communauté villageoise sont marqués de méfiance. Cette dernière tient de la peur de se voir demander un crédit ou, au contraire, de contracter des dettes qui seront difficiles à rembourser.

III.2.2.3. Des espaces productifs décaractérisés, centralités artisanales en désuétude

Si les littoraux comptent parmi les espaces les plus rapidement transformés par la combinatoire urbanisation-spéculation et politiques urbaines et touristiques, l'observation d'espaces moins concernés par de tels bouleversements met en évidence les configurations changeantes qu'a connues l'espace de l'artisanat dans les dernières décennies, notamment sous l'effet des transformations internes du tissu urbain.

Kusapalayam, centralité symbolique devenue quartier résidentiel

C'est le cas de Kusapalayam, dont le nom fait directement référence à l'activité des potiers de la caste spécialisée²⁵⁵, qui se présente aujourd'hui comme un quartier résidentiel banalisé. Aucune trace de la présence d'ateliers situés à même la rue où, comme nous l'indique un homme d'âge moyen rencontré lors d'une visite dans le quartier, les habitants du voisinage fabriquaient de multiples ustensiles de cuisine en argile cuite, et également des jouets, ou encore de petits objets de décoration en papier mâché²⁵⁶. Ces souvenirs corroborent l'enquête menée par les autorités du Census of India il y a près de 50 ans. Celle-ci mettait déjà en évidence combien ce quartier historiquement spécialisé dans l'artisanat de la poterie était peu à peu en train de perdre sa fonction principale. À l'instar d'autres quartiers productifs des villes indiennes, ce qui reste à présent de ce tissu productif est dissimulé dans la toponymie des rues, et dans la mémoire des habitants.

Des traces plus tangibles de cette présence peuvent néanmoins être observées dans le temple de la localité, dédié à la caste, au sein duquel le prêtre en charge des activités rituelles se présente comme l'un des garants du savoir des potiers. Ce quartier, ancienne localité indépendante aujourd'hui intégrée à l'agglomération urbaine de Pondichéry, a en effet connu une densification

²⁵⁵ Rappelons que le nom de la principale caste des potiers de Pondichéry, Kullavar, est aussi désigné par le terme de Kusavar ou Kusavan, le suffixe *-palayam* se référant à une localité.

²⁵⁶ La production d'objets en papier mâché compte parmi les spécialisations de la caste des potiers. Elle représente une part importante de l'économie des temples, notamment au cours des festivals religieux où sont fabriquées d'imposantes sculptures de papier représentant des divinités.

du bâti, sous l'effet d'une demande grandissante en logements. Interrogé lors d'une visite dans le quartier, Murugan, un homme âgé d'une cinquantaine d'années, nous dit combien l'espace ouvert situé à l'intersection de plusieurs ruelles était, dans son enfance, un lieu d'activité important. Les potiers, installés aux abords, y procédaient à la cuisson des ustensiles faits d'argile, parmi lesquels des pots, mais aussi des sculptures destinées à être offertes à la divinité du temple au cours de cérémonies rituelles et de festivals religieux. Il y a dans ce témoignage le constat d'une disparition d'un commun, l'aménagement du quartier à des fins résidentielles conduisant à son usage public, sans mention spécifique de sa vocation historique, associée à l'activité économique de la communauté de potiers. Si, dans le contexte indien actuel, la distinction entre espaces communs et espaces publics tend à être moins nette à mesure que les instances de planification urbaine déploient des dispositifs relevant de l'urbanisme contemporain, ces communs existent bel et bien dans la loi, suscitant des velléités de réappropriation.

Dans un quartier comme Kusapalayam, aucun signe aujourd'hui de telles revendications. Les potiers ont préféré retourner dans des villages où les conditions de production se révèlent plus aisées, notamment en raison de l'accessibilité des communs dans lesquels ils puisent la ressource. Les quelques potiers encore en activité dans le quartier nous confirment en effet que beaucoup de membres de la caste sont revenus vivre dans le village de Thennal, situé à quelques dizaines de kilomètres, où ils sont en mesure d'accéder aux ressources brutes de manière plus aisée, et d'allumer les feux de cuisson sans être soumis aux plaintes du voisinage. L'activité dans le quartier se limite ainsi à l'achat de produits en argile auprès de ces potiers du village, qu'ils acheminent ensuite au marché toujours actif dans la rue Kosakadai, dans le centre de Pondichéry, non loin du marché Goubert.



Figure 35 ; Femmes potières kullalar peignant des pots destinés aux cérémonies matrimoniales (*Pelli kundalu*), Kosakadai Street, Pondichéry (nb, 2019)

Kosakadai, une centralité historique à l'activité intermittente

Kosakadai est ainsi une autre centralité historique de la poterie à Pondichéry. Cette rue, dont le nom fait lui aussi référence à la caste des potiers, compte d'après plusieurs personnes rencontrées sur place, parmi les lieux les plus anciens du commerce de la poterie. Selon eux, ce marché était jusqu'il y a quelques décennies l'un des principaux lieux du commerce de poterie de la région. Dans le quotidien de cette rue, où sont implantés de nombreux bijoutiers, la présence de ces quelques étals installés à même la rue sans équipement spécifique ne donne aucune indication de ce dynamisme ancien. L'activité apparaît presque désuète par rapport aux autres fonctions commerciales de la rue, qui a par ailleurs été renommée Ambalathadayar Madam, en référence à un temple important situé au bout de cette voie.

Pourtant, en période de festival, notamment à l'occasion de Pongal et de Ganesh Chaturdi, ce qui n'est habituellement qu'une activité parmi d'autres de la rue tend à occuper tout l'espace. Y transitent des flux importants de clients de toute la région, à la rencontre d'exposants nombreux venus de villages des districts alentour pour vendre leur production, tout en façonnant sur place des centaines de figures de divinités en argile non cuite. On peut y voir travailler pendant les quelques jours que comptent les festivals du calendrier tamoul, des potiers de la caste des Kullavar, aux côtés de commerçants ayant acheté à un potier de village une pièce spécialement préparée pour être vendue sur place. Cette activité met en évidence les temporalités différenciées de l'activité de la poterie artisanale, dont le dynamisme est rythmé par les calendriers religieux. À ces temporalités sont associées différentes logiques productives : au rythme du travail ordinaire se substitue, pour quelques semaines, une intense activité productive. De nombreux potiers qui exercent généralement une autre profession se joignent alors à leurs familles, fils, filles, oncles et tantes, pour fabriquer à la hâte et ainsi constituer un stock de marchandises suffisant pour pouvoir répondre à une demande abondante (Figure 36).

Derrière les quelques étals ouverts, installés aux côtés de quelques autres dont les marchandises sont, au moment de mes premières observations en 2018, protégées sous des bâches tendues, se trouve un vaste terrain utilisé comme stationnement pour des deux-roues, où sont amoncelés des tas de ruines. Elles proviennent de la destruction en novembre 2017 des derniers restes de l'ancienne prison (*old jail*), édifice qui occupait jusqu'à sa fermeture dans les années 2000 un îlot entier, sur une parcelle dans laquelle est prévue la création d'un parking aérien. Ce projet, inscrit à l'agenda de la Smart City Proposal de Pondichéry, envisage de rendre l'artère principale du centre-ville, Nehru Street, exclusivement piétonnière. Lors de ma première rencontre avec les étalagistes, ceux-ci se plaignaient de souffrir de mauvaises conditions de travail et d'être invisibles aux yeux des pouvoirs publics : « *nous devons travailler ici, au soleil, au milieu des ordures* », indiquait Saraswati, une femme d'une soixantaine d'années travaillant comme vendeuse de pots fabriqués par son mari dans le quartier de Kosapalayam (Saraswati, mars 2019).

De telles formes de relégation ou de désintérêt par les pouvoirs publics sont pour le moins courantes chez les vendeurs informels. Néanmoins, elles prennent un sens tout particulier dans le cas des potiers, qui considèrent que leur activité diffère de celle des autres vendeurs de rue. En effet, de leur point de vue, ce petit marché constitue un espace reconnu historiquement pour la vente de produits à usage domestique et religieux essentiels pour la population. Si bien qu'ils déclarent assurer une fonction centrale, à la fois pour les rituels observés dans les temples alentour, au cours desquels sont notamment déposés des pots d'argile et des lampes à huile, et

pour la consommation des ménages. Cet exemple met en évidence l'absence de prise en compte, par les autorités urbaines, de l'économie commerciale et, ce faisant, de la production qui lui est liée. Il révèle aussi l'impuissance des potiers à revendiquer leur rôle social et commercial, laissant cela aux institutions de la caste, au risque d'être mis à l'écart de négociations qui leur échappent très largement.



Figure 36 : Kosakadai Street, renommée Ambalathadayar Madam Street, Pondichéry, en temps de festival (Ganesh Chaturdi), (nb, sept. 2020)

Kosapalayam et Kosakadai street, distantes de quelques kilomètres seulement, définissaient ainsi historiquement des centralités fonctionnelles pour l'artisanat de la poterie. Dans le quartier de Kosapalayam comme dans plusieurs localités situées à proximité de la ville, les potiers encore en activité mentionnent souvent le nom de la rue quand ils décrivent leur activité : tandis qu'ils assurent l'essentiel du travail de production à leur domicile, ils disposent d'un étal dans Kosakadai Street, qu'ils continuent de considérer comme étant le centre fonctionnel de leur activité. Ceux qui ne vivent plus à Kosapalayam, nombreux, sont partis dans une localité plus éloignée de la ville, notamment à Thennai, village depuis lequel ils opèrent eux aussi en lien avec le modeste, mais dynamique marché de cette rue de la ville, où la fréquentation est plus importante, et qui demeure un espace de référence pour la clientèle urbaine.

Dès lors, s'il reste aujourd'hui ténu, le lien qu'entretiennent ces localités urbaines et rurales perdure. Il constitue un réseau de lieux qui, avec ceux situés plus loin en périphérie, définissent la géographie sociale, symbolique et économique de l'artisanat de la poterie. Les liens qui unissent les potiers de caste *kullavar* paraissent, en effet, étroits. Interrogé sur sa connaissance d'autres potiers en activité dans la région, Arumugan, qui exerce son activité à Murugapakkam, mentionne plusieurs membres de sa famille élargie (relatives), dans les localités de Kosapalayam, de Thennal, d'Ariankupam ou encore de Thirukanji, là où notre enquête nous a menés à rencontrer de nombreux potiers.

Comme à Kusapalayam, l'artisanat de la poterie semble, à Murugampakkam, relever du passé. Après la mort d'Arumugan, seules quelques familles sont encore occupées à temps plein à cette

activité. Sur plusieurs centaines de mètres de cette rue rectiligne, deux maisons seulement exposent sur leur devanture quelques produits en argile. Cette situation résonne avec ce que rapportait Aruguman à propos de la difficulté à exercer cette activité à la fois dans ces lieux, en raison de l'accès difficile et coûteux à la ressource, et dans une période où, selon lui, la demande s'est progressivement tarie. C'est pourtant une tout autre histoire que content de nombreux potiers, plus jeunes, qui mentionnent leur difficulté à faire face à la demande qui, si elle est désormais fluctuante, n'en est pas moins suffisante pour assurer leur maintien. Le problème, selon certains, réside dans l'âge avancé de la majeure partie de ceux qui restent aujourd'hui en activité, et dans l'absence de repreneurs là où la demande pourrait constituer une économie dynamique. Il s'agit donc, pour nombre de potiers, de négocier une place, soit dans un lieu déjà investi de longue date, au sein même de leur village, soit au sein ou à proximité de la ville, dans des lieux suffisamment connectés à des marchés de consommation certes fragmentés, mais toujours présents. Le dynamisme de cette économie artisanale se joue donc dans des conditions matérielles, économiques et spatiales changeantes. Elles conditionnent l'accès à la ressource, son prix et sa qualité, dans le contexte de marchés qui connaissent des changements notables. Elles tendent aussi à voir l'espace de travail réduit et restreint, sous l'effet de l'absence de mesures permettant de reconnaître l'usage économique de l'espace et, particulièrement, l'activité artisanale, dont certaines tâches nécessitent des lieux et des pratiques spécifiques qui ne trouvent plus leur place dans l'espace urbain. Enfin, cette économie fait face à un vieillissement des artisans jusque-là enclins à fournir en biens diversifiés une clientèle tout aussi nombreuse.

En ce qui concerne la pêche artisanale, elle fait face à des contraintes, semble-t-il, plus marquées encore et qui, à mesure que la concurrence de la pêche industrielle, ont tendance à reléguer les plus petits pêcheurs aux franges d'une filière pourtant très active. Les acteurs de la pêche artisanale doivent déployer une même stratégie de positionnement, spatial et économique, afin de prendre leur place dans un marché rémunérateur et dynamique, mais de plus en plus tenu par des agents qui captent l'essentiel de la valeur.

L'ensemble de ces dispositifs sociaux et des stratégies qu'ils dessinent illustrent ainsi la circulation des biens issus du travail de la poterie comme celle des produits de la pêche. Ce sont ces trajectoires qu'il s'agit d'observer dans la section suivante, qui s'intéresse aux circulations des biens marchands, aux configurations changeantes qui les caractérisent, et à leurs marchés en pleine transformation.

III.3. CIRCULATIONS ET VALEUR. NÉGOCIER DES MARCHES ET DES ESPACES EN TRANSITION

III.3.1. De la matière, des espaces, des acteurs et du mouvement : lieux, configurations productives et chaînes de valeur de l'artisanat ordinaire

Cultural artefacts never stand still, are never inert. Their existence is always embedded in a multitude of contexts, with tensions surrounding their roles, usages and meanings. Objects are meaningful only in relation to conflicts, negotiations and appropriations. [...]. The specific advantage of this focus on mobility is to “shed light on hidden as well as conspicuous movement of peoples, objects, images” (Greenblatt 2009, p. 250)

Hans Peter Hahn and Hadas Weiss, 2013. *Mobility, Meaning & Transformations of Things*. Shifting contexts of material culture through time and space, p. 22.

Afin de caractériser plus avant les expressions multiples que revêt l'urbanisation pour les économies artisanales considérées, il s'agit ici, prenant au mot une acception classique de la notion de filière, de retracer « les stades successifs d'élaboration et de fabrication d'un produit » (Brunet et al., 1992 : 216), tout en s'efforçant d'analyser les configurations que révèle chaque stade du processus productif. C'est, en d'autres termes, vers une analyse des « effets de lieux » qu'il convient de tendre. Ceux-ci se définissent comme des « pratiques sociales polarisées autour d'associations de lieux impliqu(ant) pour chaque espace ainsi déterminé des solidarités ou des conflits, des adaptations ou inadaptations à l'environnement écologique, des répulsions ou des impulsions, dans les meilleurs cas des identités collectives qui font effet de lieu » (Frémont et al., 1984).

Pour cela, cette section propose de *suire* les trajectoires de deux biens artisanaux, en l'occurrence l'argile et le poisson, dans les réseaux, à la fois économiques et sociaux, qui se tissent autour d'eux, au sein et au travers de lieux spécifiques.

III.3.1.1. De la matière au bien fabriqué : itinéraire d'un pot d'argile

L'observation de la filière *terracotta* à ses différents stades, combinée aux longues descriptions issues des entretiens menés avec des potiers, permet de proposer un essai de représentation schématique de son fonctionnement dans la région de Pondichéry (Figure 37). Son système peut ainsi être décomposé en quatre sous-filières. Elles correspondent chacune à des lieux précis, auxquels sont associés des ressources et des transactions qui font intervenir de la matière brute, des potiers, des clients, et progressivement des intermédiaires. Ces derniers se positionnent à tous les stades du processus productif et commercial et tendent à capter l'essentiel des valeurs ajoutées.

Chacun de ces lieux révèle des contraintes qui sont à la fois matérielles, économiques et sociopolitiques. Les circulations qui les caractérisent, outre de concerner les matériaux et les biens marchands, sont elles-mêmes de plusieurs natures : matérielles et immatérielles (symboliques), économiques et sociales. Elles sont activées ou, au contraire, freinées par des mesures restrictives,

des formes de coopération ou de travail en commun et, le plus souvent, par des hiérarchies de position qui conduisent de nouveaux acteurs, parfois à la tête de véritables usines de production manufacturées, à concurrencer une partie du marché artisanal.

La figure qui propose une représentation de ce système est complétée par quelques commentaires généraux. Elle renseigne, pour chacun des lieux qui structurent la filière de la poterie, les jeux d'acteurs et les enjeux qu'ils revêtent. Associée aux récits d'artisans qui leur donnent sens, cette modalité de restitution concentre un effort à la fois d'ordre analytique, méthodologique et technique qui devra être approfondi dans un cadre pédagogique et dans celui d'une recherche collective²⁵⁷. Il permettra de décrire de manière plus précise les enjeux que pose chaque stade de la filière et les processus qui s'opèrent à chaque étape du processus productif.

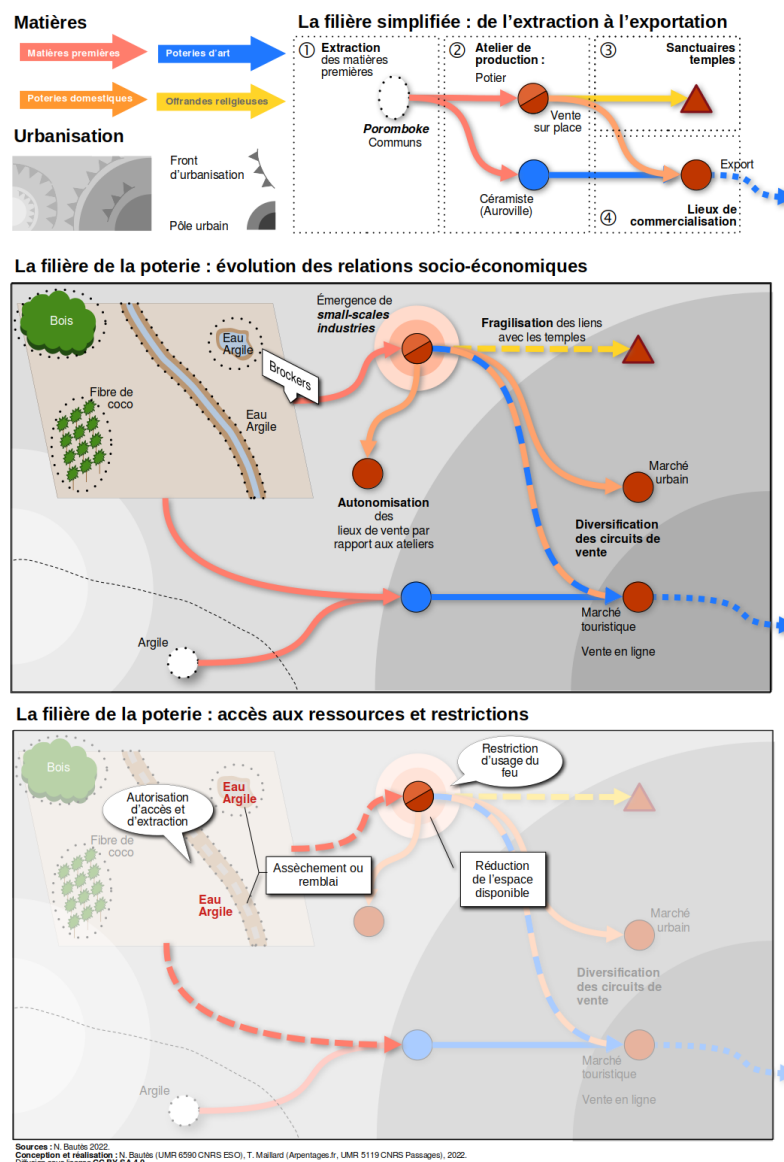


Figure 37 : Trajectoires d'un pot d'argile : de l'extraction à l'exportation (descriptif ci-après) (nb&tm, 2022)

²⁵⁷ Je tiens ici à remercier vivement Thomas Maillard et le collectif Arpentages pour leur aide dans la réalisation de ces représentations schématiques, et à Bertrand Lefebvre (IFP), pour nous avoir mis en contact.

① Le lieu d'extraction des ressources

(voir III.2) concentre les enjeux de disponibilité et d'accès à la ressource, l'argile principalement, mais aussi, nous l'avons vu, le bois, la fibre de coco et l'eau. Cette phase du processus productif concerne les berges de rivière, de lacs ou de réservoirs ou, pour le bois et la fibre de coco, des milieux forestiers (bosquets). Si ces composants secondaires ne représentent pas, à ce jour, d'enjeu financier, l'argile est, quant à elle, soumise à une pression grandissante. S'y jouent à la fois des enjeux d'autorisation d'accès et d'appropriation de la ressource qui font intervenir les potiers eux-mêmes, mais aussi (de plus en plus à mesure que les restrictions sur les ressources se multiplient) des intermédiaires (*brokers*) dont le rôle a déjà été mentionné. Dans ces configurations se jouent aussi, selon les cas, des concurrences avec d'autres formes d'occupation du sol, qui viennent obstruer l'accès ou la disponibilité des ressources. C'est notamment le cas dans des espaces déjà urbanisés, ou en cours d'urbanisation, dans lesquels les zones humides, voire le lit des rivières, ont parfois été asséchées si elles n'ont pas été recouvertes par des remblais.

② L'atelier de production

désigne un autre stade de la filière, depuis lequel opèrent le stockage puis la transformation de la matière brute menant à la fabrication des objets. Le transport des matériaux, lorsqu'ils mobilisent un intermédiaire, se fait à l'aide de chariots, mais le plus souvent, les matériaux représentant de petites quantités sont acheminés à pied ou via des moyens de transport personnels (deux-roues). La situation de l'atelier, notamment en regard des lieux d'extraction, ou son inscription dans un contexte urbain plus ou moins dense mettent en évidence une diversité de problèmes associés à cette configuration. L'espace disponible pour assurer l'ensemble des tâches est ainsi déterminant, fortement contraint en milieu urbain et souvent en voie de restriction dans des espaces en voie d'urbanisation, comme l'a montré la partie précédente. Au sein de l'atelier, généralement accolé au domicile familial, se jouent des logiques relevant tout à la fois du travail et de la famille. Hiérarchie et organisation genrée des tâches constituent des aspects centraux de l'activité. Lors de nos enquêtes, hommes et femmes, employés et patrons déclarent qu'il existe des tâches spécifiques selon le niveau d'expérience, et selon le genre : l'un des plus importants réside a priori dans l'exclusivité masculine de l'usage de la roue (*wheel*), principe présenté comme étant dicté par les règles d'usage du groupe Vishwakarma (Encadré I-1). A contrario, seules les femmes sont autorisées à peindre les pots de mariage (*Pelli kundalu*) (Figure 35). La majeure partie de l'activité étant assurée dans le cadre de structures familiales (*household*), employant quelques rares personnes extérieures, souvent du voisinage, aucune véritable hiérarchisation sociale reflétée dans le travail ne semble émerger, signe des faibles dominations qui opèrent dans ces petites structures. La plupart des personnes interrogées ont fait état d'une répartition égale des tâches et des bénéfices au sein de la sphère familiale. Tandis que les employés des structures plus grandes (à l'exemple de Shabana Potterie, qui emploie près d'une centaine de personnes, hommes et femmes) sont rémunérés selon leur niveau de qualification.

③ Les sanctuaires

particulièrement ceux dédiés à la divinité Aiyandar, définissent une autre centralité au sein de laquelle se jouent des logiques associées à la fabrication de poterie en *terracotta*. En effet, une partie des productions d'argile est destinée à être déposée comme offrande aux divinités lors de cérémonies régulières, à l'occasion de fêtes ou, souvent aussi, dans le cadre de vœux qui engagent des demandes spécifiques aux divinités : celui d'avoir un enfant, de se marier ou de résoudre un problème d'alcoolisme. De tels liens sont intrinsèques à la fonction traditionnelle du potier. S'ils sont doublés par une partie de la filière qui relève de la production de pots destinés à des fonctions domestiques (cuisine, stockage des céréales ou de l'eau, etc.), le temple demeure une centralité symbolique, mais également économique. Ils s'articulent aux ateliers de potiers par l'intermédiaire des clients, ou sous la recommandation des prêtres qui, sollicités par des clients pour faire fabriquer une sculpture-cheval représentant Aiyandar, une *boomai* (litt. poupée), ou un pot de mariage, prennent contact avec des potiers des environs. Ce marché, loin d'être négligeable, ne concerne cependant pas tous les sanctuaires. Néanmoins, l'activité des potiers revêt une place importante à la fois pour de telles offrandes et pour l'architecture des temples, dont les sculptures de ciment (*plaster of Paris*), souvent majestueuses, sont aussi effectuées par des membres de la caste des potiers, au travers d'une activité décrite par le terme de *sthapati*²⁵⁸. Loin de concerner la fonction centrale de maître des artisans, cette fonction correspond à un travail de sculpture pour laquelle les potiers sont habituellement considérés comme très compétents²⁵⁹. Dans de nombreux cas, des artisans nous ont mentionné leur intérêt pour de telles commandes, bien plus rémunératrices que la vente de poterie.

L'activité commerciale de la poterie compte en outre avec de multiples étals de vente, qui ne sont plus toujours directement liés aux ateliers de production. Installés à proximité des principaux sanctuaires et temples, dans des marchés dédiés en ville ou le long des voies de communication, ils sont plus généralement implantés dans des lieux de passage de la clientèle. Les configurations que dessine le commerce de produits fabriqués en terre cuite, à l'exception des ateliers et des marchés ancestraux, sont loin d'être figées. Elles évoluent au gré des dynamiques urbaines, répondant à des stratégies de localisation au plus près des marchés. En effet, si de manière classique, cette activité fonctionne dans une relation directe entre clients et producteurs, de nombreux acteurs, souvent des potiers spécialisés, ont abandonné l'activité de fabrication pour se consacrer au commerce, moyennant un approvisionnement auprès de petites entreprises spécialisées dans la production en série de biens domestiques et qui, sauf exception, ne fabriquent que rarement des pièces uniques destinées aux offrandes. Dès lors, les circulations des marchandises s'étendent, formant des réseaux commerciaux de plus en plus larges. Aux espaces physiques dédiés à l'exposition et à la vente de produits domestiques (ustensiles de cuisine) et religieux, s'ajoutent des marchés touristiques vendant des produits en argile affectés à la consommation culturelle et de multiples plateformes de vente d'artisanat en ligne. Ces dispositifs

²⁵⁸ Dans les traités indiens anciens de l'architecture, le *sthapati* est considéré comme le maître ou le guide : il doit maîtriser l'ensemble de la conception architecturale, et coordonne l'activité des autres artisans. Ce rôle est précisément décrit dans l'ouvrage de Vincent Lefèvre (Lefèvre, 2006).

²⁵⁹ Selon plusieurs enquêtes, de nombreuses autres castes sont employées à ce travail de sculpture, notamment ceux qu'ils désignent comme les *kumar*, autrement nommés *khumbar*, originaires d'autres États que le Tamil Nadu.

mobilisent d'autres acteurs, qui assurent un rôle commercial en se fournissant principalement auprès des structures productives en série, en particulier de petites structures industrielles relevant de la catégorie des *small-scale industries*. Ce phénomène écarte dès lors les artisans indépendants, peu à même de suivre une demande en pleine croissance. La multiplication des petites structures de l'industrie artisanale répond ainsi à un marché émergent dont les produits, vendus en gros ou, moins souvent, au détail, sont en général destinés à des marchés distants, notamment à l'exportation.

Les circuits de la poterie fabriquée au Tamil Nadu et à Pondichéry comptent donc avec le rôle grandissant d'agents d'exportation, présents sur des plateformes de vente en ligne, où les produits sont vendus en gros. D'autres plateformes, spécialisées dans la vente de produits artisanaux de décoration, commercialisent des biens confectionnés en terracotta. Sur les 46 potiers interrogés, seuls ceux qui travaillent la céramique (technique qui nécessite une argile non disponible dans les environs de Pondichéry, sa composition ne lui permettant pas de résister à des températures dépassant plus de 1000 °C) connaissent ces plateformes et y proposent leurs produits. Les autres déclarent régulièrement fournir des acheteurs qui vendent leurs marchandises dans des boutiques ou des marchés situés dans les grandes villes, sans disposer de détails sur les trajectoires commerciales de leurs objets. Grossistes, fournisseurs et exportateurs ont ainsi tendance à se multiplier, et à capter un marché rentable et en pleine expansion, fondé sur une demande croissante en produits artisanaux.

III.3.1.2. D'un port à l'autre : trajectoires de la *sardinella longiceps*

Si les espèces vivantes connaissent une phase d'extinction spectaculaire depuis quelques décennies, les marchandises prolifèrent.

Serge Weber, 2014, « Le retour au matériel en géographie. Travailler avec les objets. Une introduction », *Géographie et Culture*²⁶⁰

À la suite de la filière de la poterie, considérons maintenant les trajectoires qui structurent la filière de la pêche artisanale. Plus encore que la poterie, les produits de la pêche coordonnent des réseaux d'acteurs et de lieux diversifiés. Bien que le poisson ne puisse faire l'objet d'usages multiples, il est aussi consommé dans des formes et des qualités différentes, et par des clientèles et dans des lieux qui le sont tout autant. Le poisson, frais, séché ou transformé, suit ainsi des trajectoires qui diffèrent d'autant plus qu'à chaque type correspondent une ou plusieurs clientèles et donc des chaînes de valeur distinctes.

En guise d'illustration de cette diversité, il est intéressant d'observer les trajectoires de la sardine, dont la pêche le long du littoral de Cuddalore occupe aujourd'hui une part importante de l'activité. La disponibilité de cette ressource sur la côte est du pays a justifié l'introduction de nouveaux outils et techniques de pêche, en particulier celle de l'anneau-encerclant, ou *ring senne*. Par la technologie qu'elle mobilise, des embarcations massives (senneurs) et des filets encerclant (anneaux), outre de profondément transformer les pratiques d'une partie des pêcheurs artisanaux, elle vient diviser plus encore les mondes de la pêche littorale. En effet, le développement de la pêche à l'anneau-senne au Tamil Nadu au début des années 2000 a demandé de puissants investissements, émanant du secteur de la pêche, mais aussi de castes de propriétaires et de

²⁶⁰ In, *Géographie et cultures*, 91-92, pp. 5-22.

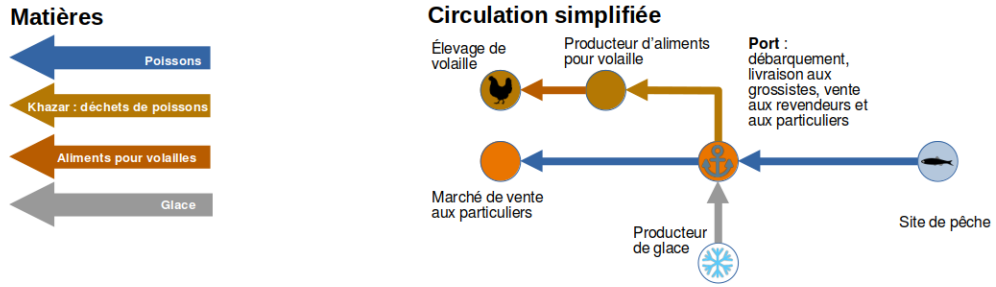
marchands Chettiar, jusque-là peu investis dans cette économie, venant accroître la concurrence pour l'accès à la ressource.

Ce changement suscite de vifs conflits entre les pêcheurs ayant adopté cette technique et les défenseurs d'une pêche artisanale. Ces dernières dénoncent la surexploitation de la ressource et les lourds dommages environnementaux de cette pêche intensive. La violation des zones de pêche par les senneurs (mais aussi par les chalutiers), et leur captation des ressources, de même que les transgressions à l'interdiction par le gouvernement du Tamil Nadu, de l'usage de l'anneau-senne, génèrent de nombreux faits de violences à l'égard des pêcheurs industriels. Les mauvaises conditions de travail subies par les travailleurs précaires de la pêche, souvent des membres d'autres castes ou des migrants originaires des États les plus pauvres de l'Inde (Bihar, Uttar Pradesh), employés de la pêche au chalut, révèlent un monde d'inégalités qui s'exercent au quotidien. La concurrence que représentent ces travailleurs pour les artisans de la pêche est observée dans d'autres régions littorales du pays (Nair, 2021). Signe avancé de l'industrialisation de la filière, elle tend à fragiliser plus encore un monde, nous l'avons vu, déjà à bien des égards vulnérables.

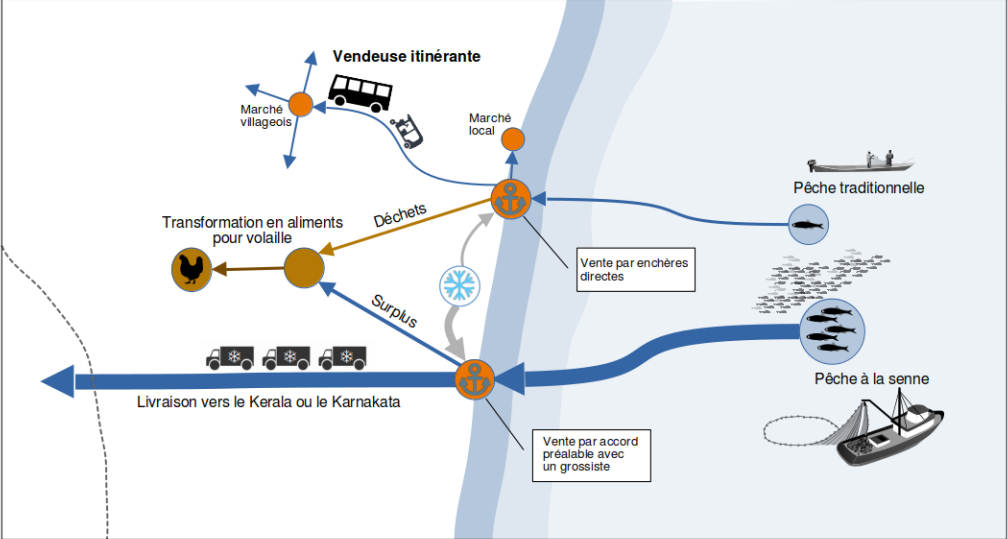
Cette brève description d'une situation localisée illustre la vigueur des enjeux liés à la pêche sur cette côte indienne. Retracer les trajectoires de la sardine souligne quelques-uns des défis auxquels sont confrontés les pêcheurs dans un contexte où la pêche intensive tend à s'imposer comme seul modèle viable. La trajectoire de la *sardinella longiceps* (sardinelle indienne, aussi connue par le terme anglais *oil sardine*) de la mer au port, puis dans ses circuits commerciaux jusqu'à l'assiette des consommateurs, met en évidence la précarité de nombreux acteurs d'une filière pourtant très lucrative. La brève restitution qui suit émane d'une enquête menée dans un cadre collectif²⁶¹, et fera prochainement l'objet d'analyses plus approfondies.

La représentation commentée de cette trajectoire permet de représenter quelques aspects majeurs du fonctionnement de cette filière.

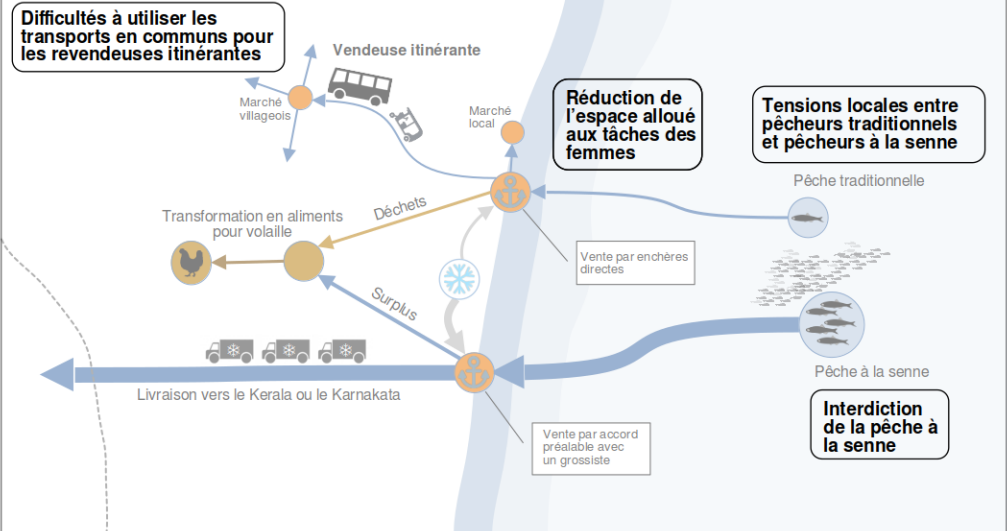
²⁶¹ La réflexion qui sous-tend cette analyse s'inscrit, comme l'ensemble des analyses concernant l'exemple de Cuddalore, dans le cadre du projet FisherCoast. Le volet qui concerne l'étude de la trajectoire de la sardine a été mené en collaboration avec Bhagat Singh, anthropologue en postdoctorat sous ma responsabilité, et d'Arunkumar P., écologue, employé comme chargé de recherche dans le cadre de ce projet pendant plusieurs mois. L'analyse qui figure dans ce travail a été rédigée par mes soins. Elle a fait l'objet d'une communication à trois voix dans le cadre du panel « The tide of change : living off and with Heritage in the Coast », organisé dans le cadre de l'International Union of Anthropological and Ethnological Sciences (IUAES) Congress 2020, Sibenik, Croatie, mars, <https://iuaes2020.conventuscredo.hr>



Les circuits suivis par la sardine de la capture à l'exportation



Tensions et enjeux



Sources : N. Baults 2022.
 Conception et réalisation : N. Baults (UMR 6590 CNRS ESO), T. Maillard (Arpentages.fr, UMR 5119 CNRS Passages), 2022. Croquis des bateaux de pêche par Tracey Saxby, Integration and Application Network.
 Diffusion sous licence CC BY-SA 4.0

Figure 38 : Représentation schématique des circuits suivis par la sardine : de la capture à l'exportation (nb&tm, 2022)

De l'océan au bateau : récit d'un pêcheur à propos de la sardine

[Arun, un homme d'une quarantaine d'années vivant à Sothikupam, est pêcheur et fils de pêcheur. Lorsqu'il n'est pas en mer, il est investi dans une union professionnelle des artisans-pêcheurs – *Small-scale fishermen*].

Ça fait quarante ans que je repère la sardine [...]. On la trouve en bancs, de très grande à moyenne taille. Elle apparaît légèrement rougeâtre dans le bleu de l'océan. Sa couleur et sa teinte la rendent plus facile à repérer, même à grande distance. Parfois, même depuis le rivage, on peut la repérer facilement. Avec les filets traditionnels comme l'*edavalai* et le *payindavalai* (de dimension plus carrée), la prise n'est pas abondante, même si les poissons sont en grand nombre. Nos pêcheurs ont commencé à adopter des techniques et des engins qui étaient utilisés au Kerala. Au début, ils ont installé des *senneurs à anneaux* plus petits dans le bateau et ont constaté qu'ils encerclaient efficacement plus de la moitié du banc de poissons identifié. Ils capturent le banc de sardines comme si c'était une barrière.

(Arun, Sothikupam, entretien, 12 février 2019)

Le scénario décrit par ce pêcheur révèle un changement radical dans le paysage local de la pêche, en particulier depuis l'introduction des filets encerclants et des bateaux *kanna* (senneurs), qui marquent le développement progressif d'une pêche intensive au Tamil Nadu. Les prises massives rendues possibles grâce à cette technologie, destinées à la pêche d'espèces pélagiques [notamment la sardine (*kavalai*), les maquereaux (*kanagheluti*), les anchois (*nethali*), plusieurs espèces de thon (*soorai*)] ont transformé en profondeur le reste de la filière. Ce bouleversement marque le début du conditionnement du poisson récemment débarqué dans des bacs et des camions réfrigérés, facilitant son acheminement vers des marchés distants. Mais c'est surtout la surprenante disparition de la sardine sur les côtes du Kerala voisin et sa présence en nombre sur les côtes du Tamil Nadu qui a stimulé ce marché :

Aujourd'hui, toute la côte est obsédée par la pêche à la sardine. Ce n'était pas le cas il y a trente ans. Je trouvais des sardines en très petit nombre, et on n'en raffolait pas, ici, les gens en mangent rarement. Lorsqu'elles étaient pêchées en grande quantité, elles étaient simplement séchées et commercialisées comme *Kazhar* (nourriture pour poulets). Un sac de sardine séchée ne rapporte que dix à douze roupies. Comme le marché de la sardine ne représentait pas, jusque-là, une grande valeur, personne ne s'en souciait. Maintenant, c'est tout autre chose.

(Arun, Sothikupam, entretien, 12 février 2019)

En quelques années, le paysage de la pêche sur le littoral du Tamil Nadu a ainsi totalement changé. La pêche intensive suscite de vives contestations de la part des pêcheurs artisanaux. Si l'équipement nécessaire représente un coût que tous ne sont pas en mesure de fournir, le retour sur investissement est suffisamment important pour justifier que nombre de pêcheurs, même ceux qui y sont vivement opposés, contribuent à cette pêche lors des deux périodes annuelles de sortie en mer (entre janvier et avril, et entre mi-juin et novembre)²⁶². La pêche à la sardine au

²⁶² Pour chaque sortie en mer, l'investissement, partagé, représente près de 500 000 INR (soit 5 750 €), et rassemble de 30 à 40 membres. L'équipage est composé de trente à quarante membres, issus de castes variées et incluant notamment des *Vanniyars* ou des *Paraiyars*, et compte plus en plus souvent avec des travailleurs migrants du nord de l'Inde. La part des bénéfices est attribuée en fonction des prises, avec une différence des investisseurs qui est généralement plus élevée que

Tamil Nadu dessine ainsi une ligne de fracture qui, sans être tout à fait claire tant nombreux sont ceux qui s’y emploient, révèle la vigueur des tensions à l’œuvre dans les mondes de la pêche. Ceci, d’autant plus que la pratique a très tôt été déclarée illégale, l’interdiction ayant été confirmée tout récemment (juin 2022) par décision de la Cour Suprême²⁶³.

L’accès au marché de la sardine est donc source de violents conflits opposant les membres de plusieurs villages voisins. Cet aspect, prégnant dans les entretiens menés sur l’ensemble de la côte, met face à face des arguments qui méritent d’être approfondis²⁶⁴ :

Le pays tout entier se développe, s’oriente vers des technologies plus récentes. Pourquoi devrions-nous rester paralysés, limités aux technologies artisanales ? Un pêcheur devrait-il vivre uniquement avec un seul morceau de tissu accroché à sa taille à l’avenir aussi ?

(Bala, Devanpatnam, entretien, 18 mars 2021)

Un éclairage sur les trajectoires suivies par la sardine depuis sa capture permet d’observer combien, en dépit d’avoir rendu possible l’enrichissement de nombreux acteurs de la pêche, la filière fonctionne selon une hiérarchie de métiers et de positions, révélant la précarité de la majeure partie des travailleurs de la pêche.

III.3.1.3. De la côte à des marchés proches ou éloignés : focus sur les précaires de la filière

Aussitôt accostés, les bateaux contenant les sardines confient la marchandise à différents types d’acteurs, qui l’orienteront vers des circuits tout à fait distincts. Loin d’être aléatoire, le choix de ces différentes routes est lié à plusieurs facteurs, notamment à la qualité du produit et à son prix, qui varie en fonction de l’offre et de la demande. Ces logiques mettent en évidence les diverses chaînes de valeur qui structurent cette filière et reflètent une sphère d’acteurs occupant des positions et des niveaux d’influences différenciés.

Des circulations locales, femmes et hommes précaires d’une économie florissante

La toute première et la plus ancienne voie empruntée par les stocks de poisson fraîchement pêchés, sans distinction d’espèce, débute sur le quai, dans un espace ouvert où des femmes le plus souvent issues de castes de pêcheurs mettent en place, aussitôt le débarquement effectué, des enchères directes (*auctions*). Leurs clients, d’autres femmes qui assurent une activité de

celle des travailleurs. Les senneurs sont accompagnés de deux à trois bateaux en fibre pour transporter les senneurs à anneaux et acheminer les stocks de sardines jusqu’au rivage.

²⁶³ Interdit au Tamil Nadu depuis 2000, l’usage de l’anneau d’encerclement (anneau-senne) a été réautorisé pendant plusieurs années après de vives pressions des grands investisseurs de la filière. Elle a à nouveau été interdite par l’État du Tamil Nadu en 2017, avant d’être confirmée à la suite d’une décision de la Cour suprême répondant à une pétition lancée par le Poompuhar Traditional Fishermen, association de pêcheurs artisanaux dont la position ne semble pas, aux dires de nombreux enquêtés, refléter l’ensemble de la position de l’ensemble des membres de cette structure. Voir : <https://www.livellaw.in/top-stories/supreme-court-interim-stay-ban-purse-seine-nets-fishing-tamil-nadu-201766?infinite-scroll=1>. Pour accéder au détail de la décision de justice, voir : <https://www.latestlaws.com/judgements/madras-high-court/2022/january/2022-latest-caselaw-798-mad>

²⁶⁴ Ce travail a fait l’objet d’une première phase d’enquête coordonnée par mes soins en 2019. Tous les entretiens ont été menés en tamoul par Bhagat Singh et Arunkumar S. Ils ont ensuite fait l’objet d’une actualisation, prenant notamment en compte les effets des confinements successifs liés à la pandémie Sars-Cov-2, qui ont empêché tout accès à la mer à de très nombreux pêcheurs. Pour une synthèse de ces situations et du conflit opposant pêcheurs traditionnels et ceux qui ont recours à la pêche à la senne annulaire, voir notamment l’article « Rings of Fire » <https://www.icsf.net/samudra/rings-of-fire/> (Bhagat, 2022).

revente, ou des hommes chargés de négocier l'achat de petites quantités pour leur consommation personnelle ou pour un tiers, iront ensuite vendre le poisson dans des marchés locaux ou des villages voisins.



Figure 39 : Dans la filière artisanale de la pêche, les femmes assurent l'essentiel des activités postrécolte : vente aux enchères sur le quai, vente sur place, découpage et nettoyage du poisson (Port de Cuddalore, nb, 2020-2021).

Les femmes qui alimentent les foyers villageois et les marchés installés à même la rue sont connues pour faire face à des situations de précarité, se déplaçant de village en village en empruntant des bus publics. Plusieurs d'entre elles, interrogées, ont souligné les difficultés auxquelles elles faisaient régulièrement face lors de ces trajets en bus qui, en dépit de n'être souvent que de quelques kilomètres, sont l'occasion de remarques désobligeantes de la part des conducteurs de bus, qui se disent dérangés par l'odeur âcre du poisson. Lorsqu'elles se voient interdites de monter dans le bus, elles sont contraintes d'emprunter des *rickschaws* ou de marcher pendant des kilomètres. Ce scénario est courant et peut être observé pour l'ensemble des espèces de poisson. Il met en évidence la concurrence croissante à laquelle ces vendeuses itinérantes doivent faire face pour maîtriser la chaîne de vente des produits issus de la pêche artisanale. Les nouveaux acteurs, avec lesquels elles entrent nécessairement en concurrence, sont le plus souvent des hommes qui se sont convertis dans la vente de produits de la pêche à domicile. Ils sont aujourd'hui nombreux à parcourir plusieurs dizaines de kilomètres pour livrer du poisson frais à des ménages qui, jusque récemment, en consommaient peu.



Figure 40 : Activités post récolte (post-harvesting) : (à gauche) : intermédiaire attendant de livrer la marchandise achetée aux enchères ; (en bas) : transport de sardines vendues à une entreprise de livraison de produits surgelés ; (à droite) : fabrication de glace pour une entreprise de livraison de produits de la mer frais ; Port de Cuddalore (nb, 2021)

L'activité de pêche, connue pour être une source de possibles revenus, tend ainsi à attirer un grand nombre de petits vendeurs longtemps étrangers aux mondes de la pêche. Ils se procurent la marchandise aux enchères dans les centres de débarquement, puis l'emballent dans des boîtes en polycarbonate qu'ils empilent sur leurs deux roues (Figure 40). Plusieurs personnes interrogées ont fait état du nombre croissant de ces vendeurs, qui répondent à une demande nouvelle. En effet, la consommation de sardine est relativement récente sur la côte est par rapport à la côte sud-ouest. Jusqu'à il y a peu, la *sardinella longiceps* ne comptait pas parmi les poissons les plus appréciés des Tamouls, à la fois pour son goût, jugé fort, et pour son prix, qui demeure plus élevé que d'autres poissons bon marché permettant de préparer le curry. La récente prise de conscience des bienfaits de la *sardinella longiceps* pour la santé²⁶⁵, notamment en raison de son taux élevé d'Omega 3, a stimulé l'attrait de familles qui ne consommaient jusque-là que très rarement ce poisson. Les plateformes de réseaux sociaux ont largement diffusé ses bienfaits pour la santé, si bien qu'elle a petit à petit intégré les habitudes de consommation des familles tamoules.

²⁶⁵ La sardine contient des concentrations importantes d'acides gras (oméga 3) et de vitamine B12. Elle est aussi connue pour contenir de la vitamine D, du phosphore et du calcium. Cette composition explique qu'elle ait été au cœur de dispositifs gouvernementaux visant à promouvoir sa consommation à des fins de santé publique, notamment auprès de populations pauvres. Voir notamment : <http://www.cifri.res.in/nutrifishin/>

Des rôles secondaires dans une chaîne de valeur à grande échelle

À Cuddalore, le marché de la sardine, qui a émergé après le tsunami de 2005, connaît depuis un nombre croissant d'exportateurs. Si peu après avoir été débarquée, une partie des poissons est attribuée au mieux offrant par le système d'enchères ouvertes, l'acquisition des sardines comme d'autres espèces font l'objet d'arrangements préalables entre pêcheurs, courtiers et grossistes, évitant ainsi le passage par les enchères locales, où transitent les plus petites quantités et les espèces moins valorisées. Aussitôt accostées, les sardines préalablement négociées sont entreposées dans le navire en aluminium du chargeur principal, ou dans des caisses en plastique remplies de glace. Des camions climatisés qui attendent sur le quai prennent la cargaison, qui sera livrée dans les douze heures sur les marchés respectifs du Kerala ou du Karnataka. En temps d'interdiction saisonnière de la pêche, entre mai et juin, les négociants de Cuddalore et des autres ports du Tamil Nadu s'approvisionnent sur les côtes d'Andhra Pradesh ou d'Odisha.

Parmi les acteurs qui prennent le relais des pêcheurs une fois les conditions de vente négociées figurent les nombreux manutentionnaires qui, sur les quais destinés à la pêche artisanale, assurent chargement et déchargement. S'ils sont souvent employés par de grandes entreprises qui ont capté l'essentiel du marché de l'exportation, ils comptent parmi eux un certain nombre de pêcheurs reconvertis dans une activité de manutention, parfois payée à la tâche. Les chauffeurs des camions transportant la marchandise constituent un maillon central de la filière. Ils doivent parcourir les centaines de kilomètres qui les séparent des ports de Mangalore ou de Cochin, principaux marchés du sud de l'Inde, en moins de douze heures, et seront rémunérés au kilomètre parcouru. À l'arrivée, les courtiers qui se procurent la sardine leur transmettront 2 % de leur bénéfice.

Une voie alternative : le khazar

La senne annulaire, principale technique utilisée pour pêcher de grandes quantités d'espèces pélagiques, est, nous l'avons vu, désormais interdite dans le port de Cuddalore. Récemment confirmée, cette interdiction génère des pertes considérables pour des acteurs ayant investi d'importantes sommes d'argent pour l'achat de senneurs et de filets. Contraints de rester au port ou de braver les interdictions, au risque de devoir souffrir de représailles de la part de pêcheurs de villages vivement opposés à cette technique de pêche, ils révèlent la fragilité de la filière²⁶⁶. En cas de débarquement illégal ou, au contraire, lorsque l'afflux de sardines sur les marchés du Kerala conduit à une baisse de son prix, les stocks seront vendus à des usines d'aliments, qui extrairont l'huile et la matière sèche qui seront ensuite utilisées comme nourriture aux poulets en batterie²⁶⁷. Cette trajectoire est la même que celle qu'empruntent les déchets issus du nettoyage du poisson par des femmes qui, pour le compte de leurs clients, effectuent les découpes des produits récemment achetés. Ces déchets de poisson, *kazhinu meen* (connus localement par le terme *khazar**), sont récupérés auprès des femmes qui les stockent, les font sécher (sur des espaces relevant des communs) avant de les vendre par sacs de 25 kg aux fabricants d'aliments pour

²⁶⁶ Cette situation s'ajoute aux effets de l'épidémie du Sars-Cov-2 sur l'ensemble des pêcheurs, qui a suscité de vives controverses. Pour une étude des effets de cet épisode sanitaire sur les pêcheurs, voir notamment Menon & Bavinck, 2020. Dans sa forme initiale, le rapport qui a permis la rédaction de ce court article a été préparé par l'ensemble de l'équipe Fishercoast.

²⁶⁷ La sardine séchée représente près de 20 % de l'alimentation des poulets, aux côtés des coquilles d'huîtres et d'œufs.

volaille. Cette trajectoire définit une chaîne de valeur certes dépréciée, mais rémunératrice, ces industries ayant connu une forte croissance en Inde dans les dernières décennies.

La récupération du *khazar* constitue le quotidien de celle qui se fait appeler Puli qui, rencontrée devant son abri de fortune situé à l'arrière du port de pêche de Cuddalore, nous confiait tirer de cette activité un revenu généralement correct, bien que modeste et incertain. Son témoignage, qui a fait l'objet d'un récit-photo publié sur le site People's Archive of Rural India (PARI)²⁶⁸, illustre la manière dont les femmes travaillant dans la pêche sont engagées dans des tâches nombreuses et diverses. Celles-ci sont notamment induites de la pêche et viennent souvent en soutien à l'activité : vente de blocs de glace, d'aliments cuisinés, parmi d'autres activités qui représentent, selon la National Fisheries Policy de 2020, près de 69 % des activités post-capture (*post-harvesting activities*). Bien que les mesures inscrites dans cette politique reconnaissent la nécessité de renforcer la participation des femmes à la pêche par le biais de programmes qui sont surtout dédiés à l'amélioration des conditions de travail, les dispositifs existants privilégient le soutien à la mécanisation et à l'industrialisation de la pêche.



Figure 41 : « Puli » traitant les déchets de poisson (*khazar*) ramassés sur le port de Cuddalore (nb, 2021)

Cependant, ces programmes se concentrent généralement sur la mécanisation plutôt que sur les problèmes quotidiens des femmes engagées dans la pêche après récolte. Parmi ces problèmes figure la relégation progressive des tâches effectuées par les femmes des espaces de la pêche, notamment des ports et des zones de débarquement. Vente sur place, découpe du poisson, enlèvement des déchets et nettoyage des espaces communs comptent pourtant parmi les activités nécessaires au bon fonctionnement de l'activité. À l'exception de quelques rares cas où des

²⁶⁸ <https://ruralindiaonline.org/en/articles/puli-gets-by-on-shells-scales-heads-and-tails/>

espaces de vente ont été alloués à la vente sur place ou dans des marchés, l'espace occupé par les tâches féminines de la filière semble encore plus restreint que celui destiné au débarquement et à l'embarquement, et à la logistique (chargement et déchargement des marchandises). Le récit de Puli souligne combien les femmes du port de Cuddalore que nous avons rencontrées déplorent le manque d'espace. À travers cela, elles évoquent un littoral qui tend à se spécialiser dans les activités les plus rentables, au risque de dissimuler des fonctions pourtant centrales pour le fonctionnement de la filière.

Ces quelques illustrations qui retracent les principaux circuits de biens marchands et, avec eux, ceux des acteurs de la pêche qui ont tendance à se diversifier et à évoluer rapidement mettent en évidence une filière qui tend à privilégier des pratiques plus lucratives et à favoriser le rôle des intermédiaires. La forte concurrence qui résulte des hautes valeurs ajoutées de la vente de nombreux produits de la mer, attisée par une importante variabilité de la ressource et aux restrictions formulées par les instances gouvernementales, ne génère aucune contrepartie pour les plus précaires des pêcheurs.

III.3.2. Une offre marchande et des acteurs en voie de diversification, reflet des transformations du marché

Le tropisme adopté dans l'approche déployée jusqu'ici, qui a conduit à analyser des processus à l'œuvre à l'échelle locale, nécessite une réorientation de la réflexion. Les filières à l'étude sont en effet mues par des phénomènes d'ordre structurel. Les changements à l'œuvre dans le travail artisanal, qui permettent de créer de nouveaux biens marchands ou de les transformer en réponse à une clientèle nouvelle, ou encore la permanence des nécessités utilitaires, qui permettent aux artisans-potiers de continuer à vendre certaines marchandises dont les formes et l'esthétique comme les usages n'ont été modifiés qu'à la marge, comptent parmi ces phénomènes.

Dans la poterie comme dans la pêche artisanale, les changements concernent à la fois la nature de l'offre en biens marchands, et les acteurs de ces filières. Cette tendance, observée dans de nombreuses autres filières économiques, met en évidence un même mouvement de multiplication des petites et grandes entreprises. Celles-ci, à mesure qu'elles intègrent les réseaux productifs et commerciaux, tendent à en diluer les logiques sociales, notamment la spécialisation sociale de l'activité. Les *Kullavar* pour la poterie, ou les *Pattinavar* pour la pêche des littoraux de Pondichéry et Cuddalore, qui se sont longtemps réservés ces domaines d'activité en raison de leurs compétences et de leurs appartenances de caste historiquement associée à ces métiers, constatent aujourd'hui l'émergence de nouveaux acteurs, issus de toutes les franges de la société. Bien que disposant encore, à ce jour, d'une reconnaissance et donc d'une légitimité à compter parmi les principaux représentants de ces systèmes productifs, ils sont nombreux à voir leur influence peu à peu transférée à des acteurs plus reconnus, plus innovants, ou plus à même d'investir.

Ce phénomène est tout particulièrement notable dans le domaine de la pêche, où l'appât du gain attire de nombreux investisseurs et des entreprises qui ont tendance, par leurs équipements, et par leurs réseaux d'interconnaissance, à capter l'essentiel des marchés les plus lucratifs, notamment l'exportation, et à se réserver l'exclusivité des clientèles les mieux dotées, comme celles des restaurants de luxe.

Il est aussi possible de noter l'émergence de tels acteurs dans le domaine de la poterie artisanale. On y observe le développement de petits établissements (small-scale industries), qui

se spécialisent dans des fabrications artisanales en série, objets de décoration qui ne se limitent pas à une clientèle touristique de passage, mais qui se destinent à des clientèles urbaines attirées par des objets diversifiés, dont une partie est produite en argile.

La multiplication des revendeurs spécialisés dans l'ameublement, l'habillement et la décoration, à l'exemple de Fabindia, et celle de plateformes de vente en ligne qui proposent des produits artisanaux au détail (amazon.in) ou en gros (alibaba.com ou indiamart.com), offre des opportunités nouvelles pour accéder à des marchés distants. Elle contribue aussi à confiner les artisans dans leurs rôles de producteurs-fabricants, limitant ainsi leurs marges de bénéfices. D'autres plateformes en ligne, à l'exemple de Craft Store of India²⁶⁹ ou encore, parmi tant d'autres, *The India Craft House*²⁷⁰, mettent en évidence combien ces intermédiaires sont nombreux. Leur positionnement sur les marchés destinés à des couches sociales urbaines, en Inde ou à l'étranger, s'appuie sur un registre discursif mêlant éloge de l'«authenticité» artisanale et commerce éthique, comme l'illustrent les deux extraits suivants, tirés du site web de l'une de ces plateformes :

Adoptez l'esprit de l'Inde. Un héritage inégalé qui traverse les millénaires. Un artisanat pur et authentique provenant d'artisans du sous-continent indien. Notre vaste collection de plus de 80 formes d'artisanat différentes célèbre l'héritage de certains des plus anciens artisanats du monde.

Chaque achat a un but. Nous avons des partenariats directs avec plus de 320 artisans indiens et plus de 2000 indirectement. En tant qu'entreprise sociale visant à offrir une plateforme de commerce équitable, notre objectif premier est de soutenir les travailleurs de l'artisanat. Avec chaque achat que vous faites, vous pouvez contribuer à faire la différence.^{xxxviii}

<https://theindiacrafthouse.com/>

²⁶⁹ (<https://craftstoreofindia.com/>)

²⁷⁰ <https://theindiacrafthouse.com/>

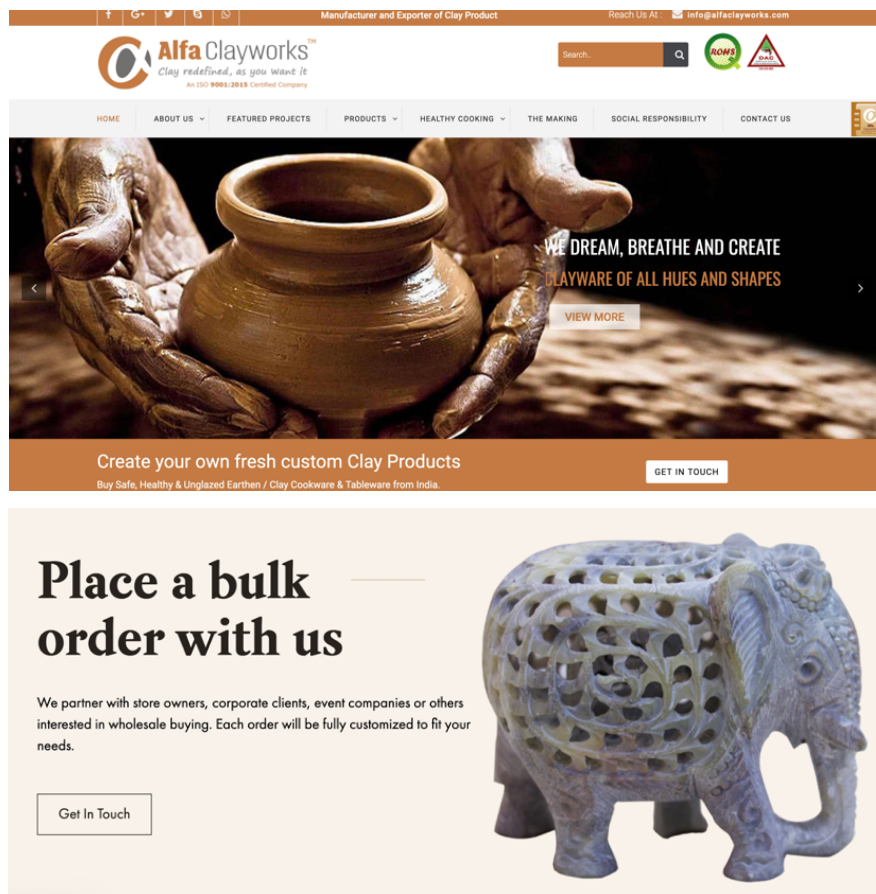


Figure 42 : Extraits du site web de l'entreprise « sociale » *The India Craft House*, plateforme de vente en ligne de produits artisanaux indiens (<https://theindiacrafthouse.com/>)

Les plateformes de ce type, créées il y a plusieurs décennies déjà, se sont depuis multipliées²⁷¹. Elles se positionnent sur des marchés professionnels, mettant en relation des entreprises entre elles (modèle *Business to Business*, ou B2B), notamment des acheteurs étrangers et ce qu'elles présentent comme des structures artisanales indiennes. Craftezy, qui pourrait constituer un cas d'étude intéressant à explorer, propose d'assurer un service complet en ajoutant à la mise en contact entre vendeurs et acheteurs un service de négociation des prix. Destinées à des marchandises en gros et à un marché d'exportation, les structures artisanales figurant au catalogue sont ainsi invisibilisées.

Bien que ce marché soit en pleine expansion, correspondant au modèle prôné par le gouvernement indien (voir I.3.2), aucun des artisans rencontrés ne participe à de tels systèmes d'échanges. Les seuls céramistes installés à Auroville ont été approchés par certains représentants de ces plateformes, mais ont déclaré leur manque d'intérêt pour ce type d'échange. En revanche, plusieurs d'entre eux fournissent des produits en céramique à des chaînes d'hôtels de luxe, ou à

²⁷¹ Il semble difficile de les dénombrer, en l'absence de recensement de ces structures économiques, dont les statuts diffèrent autant que la nature des biens vendus, qui mêlent souvent habillement ameublement et décoration et vendent à la fois des objets artisanaux et des objets manufacturés. Parmi les plus importantes, hors de celles déjà citées, figurent : Etsy, Craftsvilla, the India Craft House (2010), Kalra Creation, Qtrove (2016), ou encore Craftezy. Une partie de ces entreprises se positionnent sur des marchés professionnels.

des boutiques de vente d'artisanat situées dans les métropoles du pays. Des 46 potiers interrogés, seuls 4 se sentaient concernés par de tels dispositifs.

À ces nouveaux acteurs qui insèrent les filières artisanales, assurant un rôle de promotion et de mise en relation sans toutefois fournir aucune garantie aux artisans, que ce soit en termes d'emploi ou de niveau de rémunération, s'ajoutent d'autres agents intermédiaires, plus petits et intervenant directement auprès des artisans. Ceux qui proposent des services tels que l'extraction d'argile des berges de rivières ou de réservoirs le font de manière ponctuelle, en complément de leur activité principale. C'est souvent d'abord une opportunité suscitée par la demande qui les conduit à assurer ce service, qui évolue dans certains cas en rente, lorsque cette fonction est négociée avec les autorités (moyennant en général des contreparties). Dans les lieux où les potiers sont dans l'impossibilité de se procurer d'importants volumes d'argile, comme c'est le cas dans les lieux les plus urbanisés, ces intermédiaires se professionnalisent, et tendent ainsi à faire augmenter le coût des chargements. Cette contrainte a souvent été mentionnée par les potiers rencontrés.

Tous les acteurs intermédiaires, dont les positionnements dans la filière varient d'activités de services à la revente de biens artisanaux en ligne ou via des réseaux commerciaux plus classiques, tentent par là même de capter une bonne partie des valeurs ajoutées, et détiennent un pouvoir certain sur les prix d'achat et de vente. Leur capacité à s'immiscer dans ces réseaux ne semble pas liée à leur appartenance de caste, ou à leur proximité des artisans. Rappelons que plusieurs des potiers rencontrés ne connaissent ni ces intermédiaires ni les marchés qu'ils fournissent²⁷².

À ces acteurs intermédiaires s'ajoutent des associations dont le rôle dans la défense et la promotion des intérêts artisanaux est ancien. Absentes de la région de Pondichéry, elles sont très dynamiques dans plusieurs autres régions de l'Inde, où l'économie artisanale a bénéficié d'importants soutiens. C'est le cas notamment de Khamir, organisation non gouvernementale implantée dans le Kutch, qui effectue un travail de promotion de l'artisanat des villages alentour. Néanmoins, elle place les artisans, hommes et femmes, dans un rôle de détenteur de valeurs, de savoirs et de traits culturels largement folklorisés, alimentant ainsi de nouvelles attentes et exigences, à la fois en termes de goûts et d'éthique de consommation.

La filière de la pêche se caractérise aussi depuis plusieurs années par la multiplication d'acteurs, en particulier d'entreprises spécialisées dans le conditionnement et l'exportation de produits de la mer, ou dans de nouveaux services comme la livraison à domicile ou la vente en ligne.

L'augmentation du niveau de vie d'une partie de la population, notamment, mais pas exclusivement, des couches urbaines, qui a tendance à consommer une plus grande quantité et une plus grande diversité de produits de la mer, et la multiplication des restaurants servant du poisson expliquent l'engouement récent pour ce domaine d'activité. Le développement des supermarchés compte aussi parmi les accélérateurs de ce marché, en ce qu'ils génèrent de nouvelles habitudes, proposant par exemple de multiples conditionnements, des produits de plus en plus raffinés qui placent le poisson parmi les produits de consommation fétiche. Si, à ce jour, la consommation en produits de la mer demeure relativement faible en moyenne²⁷³, elle tend à être en vogue, associée à des valeurs urbaines et cosmopolites auxquelles la jeunesse indienne se

²⁷² J'ai seulement pu identifier un Vanniyar et un membre d'une famille Chettiari. L'absence de contact régulier entre les potiers et ces intermédiaires a empêché toute prise de contact direct avec ces acteurs.

²⁷³ La consommation moyenne de poisson par habitant en Inde est de 9 kg par an, alors que la consommation mondiale de poisson par habitant est de 16 kg (Source : FAO, 2020).

montre de plus en plus sensible. Nul doute qu'à Pondichéry, qui figure déjà parmi les plus grands consommateurs de poisson du pays (18 kg en moyenne par personne et par an, soit deux fois plus que la moyenne du pays, mais moins que le Kerala ou le TN/FAO), cette tendance est affirmée par le tourisme culinaire, dans lequel le poisson occupe une place grandissante.

III.3.3. Des chaînes de valeur et des perspectives économiques différenciées : les artisans-potiers et les pêcheurs face aux marchés et à la concurrence

La mode pour des produits identifiés comme des « marchandises culturelles » ou pour des produits qui, comme le poisson, sont un ressort de distinction présente un caractère double pour les filières de production artisanales : tout en offrant de nouveaux marchés au sein desquels les artisans sont en mesure de placer leurs produits et ainsi de maintenir leur activité, elle est aussi favorable aux filières industrielles. Leur capacité de production et de promotion, plus importante, leur permet de fournir de plus grandes quantités de biens, lorsque nécessaire.

Depuis plusieurs années, la promenade littorale de Pondichéry abrite une intense activité événementielle tout au long de l'année. Cette dynamique fait figurer au premier plan les biens culturels, en particulier artisanaux, dont la promotion et la commercialisation sont en général assurées dans le cadre de marchés et de foires organisés régulièrement en ville. Longtemps poussiéreuses, ces foires, notamment artisanales, tendent à se multiplier et à s'étendre à d'autres acteurs que ceux qui sont officiellement « reconnus » par le département du tourisme ou par le KVIC. Cette économie se déploie en outre dans de plus en plus d'espaces dédiés, à l'exemple de l'*Arts and Crafts Village*²⁷⁴, que la communication touristique désigne comme un village franco-tamoul (*Franco-Tamil Village*). Cet espace a été créé en 2018 à l'initiative et au moyen de financements du département du Tourisme, dans une des zones en expansion de l'agglomération, non loin du site archéologique d'Arekamedu. Cette reproduction du modèle de village culturel et touristique, très développé en Inde depuis plusieurs dernières décennies, marque le pas d'une politique de développement touristique plus agressive, susceptible de constituer de nouveaux marchés potentiels pour de nombreux artisans. Pour l'heure, seuls quelques artisans préalablement sélectionnés par le département du tourisme disposent d'un stand d'exposition-vente. Cette sélection, sur laquelle le responsable de la structure n'a pas souhaité se prononcer, n'est pas sans correspondance avec les principes qui guident les politiques sectorielles de l'artisanat. Si, dans le cas de ce marché artisanal, tous les potiers présents sont des artisans, les instances du département du tourisme et de la culture de Pondichéry, qui président au choix des exposants, promeuvent ceux qui sont perçus comme fournissant des produits correspondant le mieux aux supposées attentes des touristes. L'adaptation de la production artisanale aux exigences de ces marchés renforce, dans ce cas, la dislocation entre des sous-filières artisanales.

Sans se prêter à une mise en perspective de cas qui, à bien des égards, répondent de logiques productives et économiques distinctes, il convient néanmoins de noter combien les deux filières artisanales de la poterie et de la pêche représentent des chaînes de valeur très différentes :

²⁷⁴ Cette structure, récemment réalisée par l'INTACH sur la base d'un projet déjà ancien, se veut une copie du complexe Dakshinachitra (Chennai). Lors d'entretiens menés successivement avec le responsable de la réalisation architecturale du projet travaillant pour l'INTACH et avec le responsable du département du tourisme chargé du fonctionnement de ce village, les deux insistaient sur le fait de n'avoir pas pris contact avec les architectes du projet de Dakshinachitra. Ce dernier est établi sur la base d'études préalables très strictes, respectant les principes et savoirs sociotechniques traditionnels, et dont le fonctionnement quotidien implique plusieurs structures associées, un trust, une ONG, et des collaborations scientifiques et universitaires.

contrairement à la vente de produits de la pêche, la poterie produit de très faibles valeurs ajoutées pour ses artisans. Même considérant que les intermédiaires insérés dans ces filières réduisent les marges de bénéfices et qu'ils sont particulièrement redoutables dans les mondes de la pêche, ceux-ci sont suffisamment encadrés par des structures collectives protectrices pour préserver des ressources viables. Cela ne semble pas le cas de nombreux potiers qui, négociant les tarifs au travers de relations interpersonnelles, ne sortent pas toujours gagnants des négociations avec des acheteurs. Il y a dans cette remarque un aspect qui permettrait de douter de la viabilité, à long terme, des modes de production artisanaux de la poterie, selon lesquels les potiers modèlent des pièces uniques qui nécessitent un long travail, même lorsqu'elles sont relativement simples comme les pots servant à stocker le grain ou l'eau, et qu'elles génèrent de très faibles revenus.

Mais c'est sans compter la capacité de certains potiers à innover, notamment dans la fabrication de sculptures moulées en ciment (*plaster of Paris*) qui permettent une production en nombre, peu coûteuse et particulièrement rémunératrice en raison des fortes demandes, surtout en temps de festival. Notre enquête nous a conduits à observer, dans les semaines précédant les principaux festivals du calendrier tamoul (*pongal, kartikai, ganesh chaturdi*, etc...), le nombre d'ateliers de poterie achalandés en d'innombrables petites sculptures d'argile ou de ciment réalisées à l'aide de moules. Nul besoin de cuire ces produits. Lorsqu'ils sont destinés aux rituels et aux artefacts utilisés le temps des festivals, ils sont déposés devant les temples ou au domicile puis laissés à l'effet du temps qui viendra peu à peu les transformer à nouveau en boue d'argile.

Dès lors, en dépit de chaînes de valeur différentes, qui induisent des perspectives différenciées pour les potiers et pour les pêcheurs, les opportunités offertes aux uns et aux autres par différents segments de marché ouvrent aux artisans des perspectives de pouvoir vivre de leur métier. Si les prix du poisson, qui flirtent avec ce qui se fait de plus onéreux en termes de nourriture (surtout dans les restaurants à la mode de Pondichéry et des métropoles du sud du pays), génèrent d'importants bénéfices, certains acteurs sont parvenus à engager des sommes d'argent considérables au point d'avoir pu investir dans leurs propres embarcations. De même, l'extension de la filière productive de la poterie, en multipliant les acheteurs de demi-gros, a permis l'enrichissement de plusieurs entrepreneurs à la tête de petites entreprises qui fabriquent en série. Dans d'autres cas cependant, les potiers sont nombreux à survivre petitement de leur métier. Leur positionnement, à la fois dans l'espace (marchés locaux, étals implantés le long des voies) et vis-à-vis de la nature des biens, ne peut leur garantir au mieux qu'une relative subsistance. Face à l'inflation et aux coûts de l'éducation, les faibles revenus s'avèrent souvent insuffisants.

Dans un contexte marqué par de vives concurrences et des conflits, et par des situations de précarité et de marginalisation persistantes, les artisans ordinaires doivent sans cesse négocier leur place, « une place tant économique que politique face aux autres dimensions de la vie productive et sociale : la précarité de la vie à la campagne, la congestion des communications urbaines, l'opacité et l'inertie fréquentes de l'administration, la puissance de l'industrie et de la société marchande » (Barbey et al., 2016, p. 19).

Les changements dans le rapport entre les potiers et le marché sont profondément marqués par les transformations récentes des temples, avec lesquels les potiers entretiennent des liens à la fois symboliques et fonctionnels. Tandis qu'ils comptaient un temps parmi les centres névralgiques de l'activité d'un grand nombre de potiers, les rituels et festivals requérant quantité d'objets d'argile fabriqués par des potiers de caste spécialisée, ils sont aujourd'hui nombreux à être concernés par des transformations physiques. Celles-ci s'exercent par exemple sous la forme

de travaux d'extension ou d'une marchandisation des pratiques rituelles qui révèlent de nouvelles logiques productives.

Un cas exemplaire de ce phénomène peut être ici mobilisé dans l'exemple du temple d'Azhagu Muthu Ayyanar. Situé aux franges d'une vaste plaine agricole du district de Villupuram (État du Tamil Nadu), dans un bois sacré qui jouxte la localité de Thennampakkam, ce temple comprend trois sanctuaires respectivement dédiés au seigneur Aiyandar, à une figure locale de Shiva et au sage Sri Azhagar Siddhar. Le temple est entouré de centaines de statues de tailles diverses, offertes par les dévots en guise d'offrande déposée à la suite de l'accomplissement de vœux de réussite ou de rémission. Lorsqu'ils sollicitent un vœu, les dévots nouent aux pieds des statues des divinités (notamment celle d'Aiyandar ou de sa monture, le plus souvent un cheval) un petit papier sur lequel en sera consigné le détail. Une fois le vœu exaucé, ils reviennent faire don de ces statues. Cette pratique, qui s'accompagne d'une donation effectuée aux autorités gestionnaires du temple (Sri Azaghar Temple Management), est particulièrement populaire auprès d'un nombre croissant de fidèles provenant de zones géographiques parfois éloignées.

Les statues offertes aux divinités, longtemps composées d'un alliage d'argile et de paille, sont aujourd'hui essentiellement faites de plâtre. Elles se présentent le plus souvent sous des formes humaines ou, plus rarement, animales, où figure tantôt la profession sollicitée tantôt l'objet (maison, voiture, etc.) convoité. Depuis plusieurs années, ce temple, qui était déjà un lieu important du culte de l'une des nombreuses formes de la divinité Aiyandar, fait l'objet d'un engouement tout particulier après qu'un nombre substantiel de personnes ont déclaré avoir vu leurs vœux exaucés. Si les sanctuaires d'Aiyandar font souvent l'objet de ce type de pratique, l'engouement caractéristique que connaît ce temple semble relever de la présence du sage Azaghar Swami Siddhar qui, vivant non loin il y a près de 400 ans, avait l'habitude de soigner les maladies des villageois alentour. Les villageois ont ainsi construit un petit temple sur le lieu où le sage (*siddhar*) a, selon le brahmane qui assure l'activité rituelle des lieux, eu une révélation divine (*jeeva samadhi*²⁷⁵). Face aux flux massifs de personnes circulant sur les lieux lors du jour auspiceux (lundi, jour de la mort du *siddhar*), les autorités du temple ont engagé en 2021 d'imposants travaux d'extension du temple. À l'élargissement de plusieurs mètres de la voie centrale permettant d'accéder au cœur du temple, aujourd'hui affublée d'un portique haut de plusieurs mètres, s'ajoute la réfection des trois sanctuaires et la construction d'un édifice circulaire en dur prévue pour « protéger » celui d'Azaghar Swami.

²⁷⁵ Dans l'hindouisme et le bouddhisme, ce terme désigne un entre-deux entre la vie et la mort, au cours duquel s'opère une forme de fusion avec le divin.



Lors de mes premières visites dans le temple de Thennampakam, fin 2017, cette infrastructure religieuse implanté dans un bois sacré (*sacred grove*) au cœur d'une région agricole, se présentait sous une forme relativement sommaire. Les sanctuaires dédiés à plusieurs divinités (3) (Azaghar, d'Aiyandar, et Shiva), et à un sage (*siddhar*), s'étendaient sur une grande superficie, le long d'une allée centrale en terre menant à un arbre sacré, le long de laquelle avaient été érigées de nombreuses sculptures faites d'argile cuite et, plus récemment, de ciment.

La plus ancienne, un cheval en terracotta de plus de 2,5 mètres de hauteur (1) représentant la monture d'Aiyandar, fabriquée par un maître-potier de la région, domine toutes les autres : sculptures de toutes tailles représentant des éléphants (*yannai*), des petits chevaux ou des figures votives (2) déposées en offrande à Aiyandar. Cette pratique qui semble avoir partiellement substitué les sacrifices animaux (Jarzombek, 2009), représente aujourd'hui un marché florissant. La fabrication de ces objets était jusque récemment réservée aux potiers de caste spécialisée.



L'engouement pour le culte des divinités villageoises et les superstitions, dans ce cas, celles que l'homme saint qui dispose d'un sanctuaire sur place censé pouvoir exaucer des vœux de rémission ou de réussite, explique la réussite économique de ce marché du religieux.

Face à la multiplication des donations, les autorités du temple ont décidé d'engager d'importants travaux de rénovation et d'attribuer l'exclusivité du marché de ces biens religieux au plus offrant, forçant les potiers de caste spécialisée jusque-là pourvoyeurs exclusifs de ce service, à trouver d'autres marchés ailleurs. Ceux qui fabriquent aujourd'hui ces figures votives sont des travailleurs pauvres venus d'autres États, ou des membres du village issus d'autres castes.

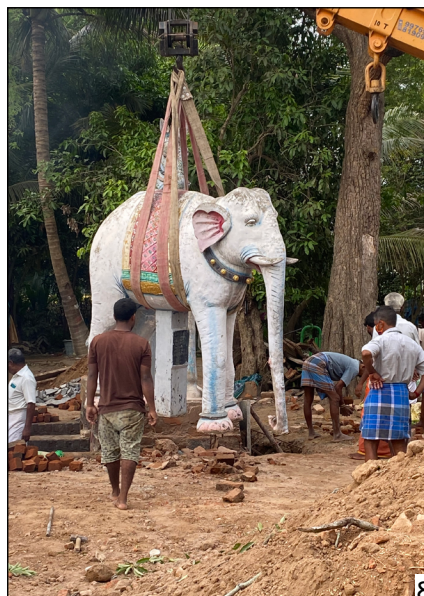


Figure 43 : Thennampakam, un sanctuaire en prise avec l'urbanisation et ses effets sur le marché des biens religieux (nb, 2021)

Rencontré lors de l'une de mes visites dans ce temple, un entrepreneur en bâtiment venu de Chennai m'indiquait avoir été chargé par les autorités du temple de déplacer les majestueuses statues qui longent l'allée centrale en vue de son élargissement. La série de photographies présentée dans la Figure 43 illustre les transformations de ce temple. En 2017, le temple se composait de modestes abris en tôle abritant les divinités et d'un petit sanctuaire destiné à honorer la mémoire d'un sage. Bien que la consolidation des sanctuaires dédiés à la divinité Aiyandar (notamment par des constructions en ciment à la place des structures de tôles ou, souvent, par l'absence de tout aménagement en dur) soit notable dans la région, en raison de l'attractivité dont elle bénéficie de la part de riches familles hindoues qui se prêtent à des donations²⁷⁶, le cas de ce temple apparaît singulier. Les centaines de sculptures qui bordent le temple de tous côtés, dessinant une frontière avec des zones agricoles et des communs villageois (ici un petit réservoir d'eau), sont historiquement l'œuvre de potiers de la caste *kullavar*. Jusqu'à récemment, ils étaient les seuls en charge de la fabrication et de la vente de ces sculptures. L'économie du temple, qui repose en grande partie sur les donations et sur les revenus occasionnés par cette production, faisait vivre plusieurs familles de potiers des alentours.

Plusieurs entretiens menés avec des potiers *kullavar* des villages environnants ont cependant révélé une rupture dans la relation étroite qui liait jusque récemment la caste des potiers avec les autorités du temple. L'ampleur des ressources générées par l'économie des offrandes a conduit le *Tamil Nadu Hindu Religious & Charitable Endowments Department* (HR&CE), duquel le temple dépend depuis quelques années, à solliciter une contribution conséquente de la part des autorités chargées de sa gestion. Cette décision a amené ses responsables, parmi d'autres membres du village, le prêtre chargé de l'activité rituelle, à mettre en place un appel d'offres pour décider de l'attribution d'un contrat d'exclusivité sur la fabrication des sculptures. En 2021, la mise en concurrence au plus offrant a abouti à l'attribution de l'exclusivité du marché annuel pour une somme de 21 crores INR, payable à l'avance aux autorités du temple. Le titulaire du marché, dans ce cas un homme d'affaires originaire du village, mais travaillant à Chennai, est alors libre de fixer lui-même les prix des statues et d'employer des artisans. Cette procédure, résultant dans l'exclusion des potiers dont le travail, considérée comme trop cher, a été confiée à d'autres castes²⁷⁷.

La communauté des potiers des environs y a vu non seulement une forme de relégation, mais aussi une forme de délégitimation de leur fonction ancienne de service pour ce temple. À ce sujet, j'ai interrogé Mahalingam. Ce potier vivant à quelques kilomètres du temple est habitué à fabriquer des statues qu'il déposait devant le temple afin de les mettre en vente ou à répondre à la demande de nombreux dévots. Celui-ci nous confie combien cet évènement signifie pour lui la perte d'une part importante de ses moyens de subsistance. Le prêtre qui, jusque-là, le sollicitait régulièrement pour lui communiquer les commandes à l'intention de « clients » soucieux de disposer d'une statue aux formes spécifiques ne l'appelait plus. De manière plus métaphorique, cette rupture lui évoquait aussi la victoire du béton sur l'argile ou, pour reprendre ses mots, « la fin des valeurs associées au travail du potier » (*Kuyavaṭṭai vēlaiyutṭaṭṭai toṭṭarpuṭṭaiya matippukaṭṭai muṭṭivu*) (Mahalingam, Nallatur, dist. Pondichéry, 16.08.2021).

²⁷⁶ Comme ailleurs, le système des donations aux temples, particulièrement important en Inde, donne droit à des avantages fiscaux. Il s'apparente dans bien des cas aussi à une pratique de blanchiment d'argent.

²⁷⁷ En l'occurrence ici travailleurs migrants de caste *kumar*, qui disposent des compétences dans la sculpture, mais qui ne peuvent pas manipuler l'argile pure. Bien que les potiers de caste *kullavar* aient été exclus du marché, ce type de restriction, traditionnellement défendue par le prêtre (ici de caste non-brahmane) et par l'association de caste *kullavar*, a été maintenu.

Plus que le déclin de l'économie artisanale ordinaire en soi, cet exemple illustre la diffusion croissante de pratiques associées à la permanence, à la force et à la dureté, incarnées ici par la figure matérielle du ciment. Ce dernier se voit utilisé à la fois dans la rénovation du temple et, de plus en plus, dans la fabrication d'offrandes destinées à une divinité qui recevait jusqu'alors des objets fragiles et cassants, soumis aux effets du temps. Les potiers, ayant perdu une part de leur activité auprès du temple, ont pour partie continué leurs ventes sur place. Les nombreux festivals et la consommation domestique de produits en argile leur assurent des revenus certes irréguliers, mais qui leur permettent néanmoins de se maintenir dans cette activité. Mahalingam, quant à lui, se concentre sur une activité qu'il pratique de longue date : celle de la fabrication d'objets en papier mâché. Dans ce contexte, il fournit une clientèle encore abondante et demandeuse de petits objets tout comme de majestueuses sculptures éphémères qui se verront, à leur tour, dégradées par le temps.



Figure 44 : Mahalingam, potier fabriquant des sculptures en papier mâché, savoir-faire ancien des potiers *kullalar* (nb, 2022).

Le maintien de l'activité artisanale ne témoigne ainsi pas tant de la capacité de résistance d'acteurs affaiblis par la brutalité des marchés en concurrence que de leur propension à négocier leur place, à préserver leurs métiers et leurs modes de faire, à maintenir une fonction sociale, et donc à accéder aux ressources leur permettant de produire et de vivre de leur production. Cette capacité de négociation dépend d'une multiplicité de facteurs qui tiennent de leurs relations au sein même de leur famille ou de leur groupe, avec d'autres artisans ou acteurs venant faciliter ou obstruer leurs capacités d'agir, et avec de multiples institutions, qu'elles relèvent de l'État ou d'organisations en charge de les représenter ou de les protéger. Ces questions nécessitent ainsi d'être abordées sous l'angle du politique.

III.4. POLITIQUE. L'ARTISANAT, L'ÉTAT, LA CASTE ET LES COMMUNS

They are a material and an aspirational terrain for negotiating the promises and ethics of political authority, and the making and unmaking of political subjects.

Appel Anan and Gupta, 2018, *The Promise of Infrastructure*, p.20.

III.4.1. L'État et l'artisanat ordinaire : un parti pris affirmé pour la productivité

III.4.1.1. Déplacements, relégations et enjeux de survie

Les politiques menées par l'État vis-à-vis des filières artisanales sont, rappelons-le, non seulement lacunaires, mais aussi partiales. Dans leur formulation comme dans les dispositifs qu'elles mettent en œuvre, elles s'adressent avant tout aux entrepreneurs, en particulier ceux considérés comme les plus « innovants », et aux petites structures industrielles (*small-scale industries*). D'une manière générale, elles multiplient les incitations en vue d'orienter les filières productives vers la fabrication de produits à haute valeur ajoutée, notamment destinés à l'exportation. Dans le meilleur des cas, lorsqu'elles s'adressent aux artisans « ordinaires », elles privilégieront les mieux dotés d'entre eux, ceux dont les structures relèvent d'un artisanat sérialisé ou d'ateliers de production qui se rapprochent de la figure industrielle. Les artisans, indépendants ou travaillant au titre des industries familiales (*households industries*), bénéficient quant à eux seulement de soutiens spécifiques dans le cadre du *welfare*, le plus souvent sous la forme d'aides d'urgence (par exemple, pour les potiers, en saison de mousson, et pour les pêcheurs, au cours des périodes d'interdiction de l'accès à l'océan, ou *ban*). Les artisans disposent aussi, de manière qui semble pourtant limitée, de crédits professionnels, la plupart du temps conditionnés à l'obtention d'une licence (*artisan's registration*), comme cela a été souligné dans la première partie de ce mémoire (voir I.3). Les femmes œuvrant dans les filières de la poterie ou de la pêche ne sont pas concernées par de telles aides, leur travail n'étant reconnu par l'État que comme une activité induite et non au titre de l'artisanat.

Dans le secteur de la pêche, la politique de soutien est ainsi tournée vers l'augmentation des rendements. Les dispositifs mis en œuvre par le Fisheries Department, notamment sous l'égide du Tamil Nadu State Apex Fisheries Co-operative Federation Ltd (TAFCOFED), créé au début des années 1990 dans le but de promouvoir la production, l'approvisionnement, la transformation et la commercialisation du poisson et des produits de la pêche et d'instaurer un programme de soutien (*welfare*) à la « communauté » des pêcheurs²⁷⁸, se révèlent tout aussi limités. Ils sont considérés par de nombreux acteurs rencontrés comme inefficaces, difficiles d'accès, car soumis à d'innombrables formalités administratives quand ils ne sont pas, aux dires des pêcheurs, obstrués par une administration peu encline à en faciliter l'accès pour tous.

De telles contraintes sont l'un des résultats du tournant observé dans les années 1990, suite aux réformes de l'économie indienne qui, outre d'avoir favorisé l'ouverture des marchés indiens à des investissements étrangers, ont conduit le gouvernement à attribuer une priorité à la productivité des économies sectorielles. Rappelons en effet que de l'effort institutionnel engagé aux premiers jours de l'Inde indépendante, visant à ériger un tissu d'institutions chargées de

²⁷⁸ Le détail de ces dispositifs figure sur le site de cette structure : <https://www.fisheries.tn.gov.in/TAFCOFED>

soutenir et valoriser l'artisanat à l'échelle des territoires du pays, il semble aujourd'hui ne rester que quelques fragments. Seuls demeurent des institutions en déclin (faute d'investissement et de moyens adéquats) et des dispositifs ciblés qui paraissent peu à même d'assurer leur fonction de régulation ou de promotion des franges les moins dynamiques du secteur. Plusieurs instances jusque-là chargées de défendre les intérêts artisanaux ont été démantelées, et l'obstruction de l'action de nombreuses organisations non gouvernementales ou plus proches de la sphère institutionnelle d'État, du *Handloom and Handicraft Board*. Jugées inefficaces, elles ont récemment été substituées par des agences gouvernementales de promotion (Export Promotion Council for Handicrafts, EPCH)²⁷⁹.

Concernant le secteur de la pêche, de vives querelles entre différentes organisations de défense du métier artisanal avec le gouvernement et les industriels du secteur, ont souvent freiné les efforts visant à promouvoir les formes d'organisation collective. Les coopératives, mises en place dans les années 1970-80 (et alors soutenues par le gouvernement) sont nombreuses à avoir aujourd'hui disparu. Lorsqu'elles opèrent encore et s'avèrent suffisamment puissantes pour assurer la survie des plus petits exploitants, en particulier dans le secteur de la pêche, elles semblent trop isolées pour constituer un modèle permettant de contrecarrer la mainmise du secteur industriel sur la ressource. C'est notamment le cas, dans la région à l'étude, de l'organisation de pêcheurs artisanaux inscrite sous l'égide de la South India Federation of Fishermen Societies (SIFFS), créée à l'initiative des pêcheurs locaux dans le petit port d'Anankoil, qui s'attache à garantir des prix et à distribuer équitablement le travail et les revenus issus des ventes. De telles initiatives apparaissent viables en termes économiques et maintiennent un équilibre au sein des mondes de la pêche artisanale locale en respectant des formes de pêche peu dommageables pour la ressource marine. Elles seraient ainsi un modèle susceptible de pacifier des relations conflictuelles et d'assurer une amélioration des conditions de vie des populations de pêcheurs, deux aspects qui figurent dans les objectifs affichés des politiques de la pêche.

Le poids des professionnels de la pêche intensive est d'autant plus fort qu'il bénéficie de la priorité attribuée par l'État aux sous-filières fournissant les plus hautes valeurs ajoutées. La pêche à la sardine, nous l'avons vu, en est justement l'une des plus représentatives ; elle se voit disloquée, et ses acteurs divisés, sous l'effet des priorités clairement annoncées par les *Fisheries Policies* successivement publiées par l'État du Tamil Nadu. La convoitise du secteur industriel, d'investisseurs privés et de courtiers sur la filière, tend ainsi à laisser de côté une partie des acteurs les plus vulnérables. De telles formes de marginalisation s'opèrent tant vis-à-vis du marché lui-même que vis-à-vis de l'accès à la ressource, rendues difficiles par la faiblesse des régulations des zones de pêche, et par l'industrialisation côtière. Elles révèlent un processus qui n'est pas sans rappeler une accumulation par dépossession, dessinant une tendance désormais structurelle d'une double stratégie de développement industriel fondée sur l'espace et sur la ressource économique. C'est dans cette orientation que s'inscrit le développement de la pisciculture. Celle-ci figure d'ailleurs en bonne place dans l'agenda qui tend à promouvoir la Blue Economy et qui, contrairement à ce qui est présenté comme favorisant une stratégie douce de développement, agit selon des processus classiques fortement consommateurs d'espaces et excluants. Ceci, alors même que dans la région à l'étude (notamment dans les localités de Killai et T.S. Pettai, jouxtant la mangrove de Pichavaram), ce sont des familles de pêcheurs qui, ayant préservé la propriété de leurs terres, ont investi dans cette activité afin de diversifier leurs sources de revenus.

²⁷⁹ Une liste de ces agences est proposée sur la page du Press Information Bureau du gouvernement indien : <https://pib.gov.in/Pressreleaseshare.aspx?PRID=1595238>

Si ces orientations politiques semblent marquées par une action publique partisane, leurs incidences révèlent à la fois un processus qui opère de manière diffuse, et laisse aussi entrevoir nombre de nuances qui soulignent l'ambivalence des rôles sociaux. En effet, à l'exception des programmes de reconstruction d'urgence mis en place à la suite du tsunami de 2004, les mesures en faveur de l'industrialisation (qu'elles concernent le secteur de la pêche ou le littoral côtier) ne signifient pas la perte de tout lien social.

Les dispositifs agissent ici plutôt de manière insidieuse, reléguant progressivement les acteurs qui, faute de moyens financiers ou en raison de choix, n'adoptent pas les techniques de pêche exploitatives. L'absence de soutien ou l'inefficacité des mesures menées par les instances étatiques (incluant les acteurs de la pêche) en direction de l'apaisement des conflits et de la régulation de l'activité (zones et techniques de pêche) contraignent les pêcheurs à déployer des formes multiples de débrouille, comme c'est d'ailleurs souvent le cas des acteurs les moins bien dotés. Ainsi, ils sollicitent des crédits auprès de leurs proches, de voisins ou d'institutions financières locales quand ils ne peuvent bénéficier de tels soutiens de la part des autorités.

À plus long terme, de nombreuses familles d'artisans, pêcheurs et potiers envisagent une possible sortie de cette activité, soucieux d'investir dans l'éducation de leurs enfants, garçons et filles. Quelques potiers rencontrés ont inscrit l'un de leurs enfants à un collège d'art afin qu'il puisse apprendre et exercer le métier. Ces cas demeurent rares, réservés aux maîtres-artisans reconnus, ou, pour ce que j'ai observé, isolés. Les artisans les plus précaires ont d'autres souhaits. Sans grande ambition, ceux qui nous ont confié concevoir un arrêt de cette activité se satisferaient d'un emploi assurant des revenus réguliers.

Il en est de même dans le domaine de la pêche artisanale dont l'avenir est vu comme incertain et concurrentiel, ce qui pousse, phénomène récurrent dans le pays, de nombreuses familles à s'endetter pour l'éducation de leurs enfants, moyennant par exemple la migration temporaire d'un membre de la famille pour occuper un emploi à Chennai.

De telles stratégies ne sont pas forcément individuelles ou familiales. Elles s'inscrivent dans certains cas aussi dans des logiques collectives, à l'exemple de ce qui peut être observé à Allapakkam, l'un des plus importants villages *dalits** de la région situé à quelques kilomètres du port de pêche de Cuddalore. Une enquête coordonnée par Nitya Rao (East Anglia University, programme Fishercoast) auprès d'un échantillon de la population de cette localité a mis en évidence de quelle manière une partie de ses membres, majoritairement des travailleurs agricoles sans terre donc jusque-là éloignés des mondes de la pêche, a réussi à obtenir du travail dans la pêche au chalut, fortement pourvoyeuse d'emplois. Certes peu rémunératrices, ces activités, qui conduisent les travailleurs à sortir plusieurs jours en mer, leur ont permis de constituer un petit capital, chose que ne permet en aucun cas le travail agricole. Ils ont ainsi progressivement investi dans la création d'une structure éducative spécialisée dans la préparation aux concours de la fonction publique, pour lesquels ces groupes bénéficient de quotas réservés. Dès lors, après avoir été agriculteurs, puis *coolies**, ils exercent dans les milieux de la pêche, au point de compter parmi leurs travailleurs réguliers, comme cela peut être observé dans d'autres contextes nationaux, dans les États du Telangana, du Kerala, du Maharashtra et du Gujarat notamment.

Les pêcheurs de métier, qui investissent eux aussi dès qu'ils le peuvent dans l'éducation afin de trouver une voie alternative à ce qu'ils perçoivent souvent comme un secteur « maudit » (Bavinck, 2018), sont régulièrement contraints de revenir à cette activité, face à l'absence de perspectives d'emplois dans d'autres domaines.

Cet exemple, parmi d'autres qui font état d'investissements familiaux rendus possibles par le recours à la pêche intensive, qu'elle soit au moyen de la technique des anneaux encerclants ou de la pêche au chalut, met ainsi en évidence l'ambivalence qui caractérise les mondes de la pêche. Si, pour de nombreux pêcheurs, l'activité de la pêche constitue le centre de leur référentiel culturel et demeure signifiante, elle s'avère également moins rémunératrice. Il y a là une limite évidente à une critique acerbe contre l'industrie, et à un discours qui serait *de facto* « pro-artisanat » sans considérer la fragilité de l'activité et son caractère incertain. Dans le contexte à l'étude, ni la pêche au chalut ni la technique de la senne annulaire ne peuvent être accusées d'être à l'origine des situations économiques difficiles ou même des bouleversements sociaux qui traversent les relations entre les pêcheurs. Elles ont en effet permis d'assurer des moyens de subsistance et ont offert des avenir alternatifs à de nombreux membres de castes spécialisées de pêcheurs artisanaux. Alors que les appels à la gestion de la ressource et à la conservation des littoraux et de l'écologie marine deviennent plus urgents, c'est peut-être la déconnexion entre les processus descendants (politiques sectorielles) et les réalités du terrain qui est profondément préoccupante. Les injonctions à la productivité, « au nom du développement », ne tiennent en effet compte ni des configurations écologiques ni des contextes sociaux et économiques locaux.

Dès lors, si l'industrialisation de la pêche a déclenché des transformations écologiques à grande échelle qui se sont manifestées par la raréfaction de certaines espèces (notamment des crevettes, qui représentent un marché particulièrement valorisé) et par la disponibilité en nombre d'espèces occupant les niveaux inférieurs de la pyramide alimentaire, elle a également conduit à de nombreuses trajectoires économiques favorables pour les pêcheurs. Hommes et femmes y ont ainsi vu une chance d'améliorer leur situation socioéconomique et, éventuellement, d'imaginer des futurs alternatifs. Pourtant, les premières cibles des politiques sectorielles de la pêche sont ceux qui maintiennent l'ensemble des activités qui structurent la filière. Parmi eux figurent les pêcheurs, sur lesquels reposent à la fois les connaissances des conditions en mer, des saisons de pêche et de la politique des villages, les femmes issues de leurs familles, qui assurent l'essentiel des activités post-récolte, et les travailleurs de caste non pêcheurs.

Il y a là un paradoxe qui semble éclairer la distance qui sépare les modèles actuels de développement des ambitions affichées par les autorités, à la fois en termes d'éthique du travail et de conservation et valorisation des milieux.

III.4.1.2. Des orientations environnementales et patrimoniales qui viennent renforcer la dislocation de l'économie artisanale : la production urbaine en question

Le débat sur les modes de production les plus adaptés pour concilier emploi pour le plus grand nombre et protection des milieux figure aussi au cœur des situations vécues par les artisans dans l'accès à la ressource. Des mesures telles que l'interdiction de l'extraction de l'argile pour les potiers, tout comme l'interdiction des pratiques de la pêche ou de la chasse au petit gibier dans les zones protégées (Bruckert, 2018), s'appuient sur un registre qui place au premier plan la protection environnementale. Néanmoins, dans le contexte de la région à l'étude, ces mesures sont prises sans égard aucun pour les pratiques anciennes et les nécessités d'acteurs, d'autant que l'extraction de boue des lits de rivière n'a, cela a été confirmé par l'une des responsables du Département des Mines, aucune incidence sur l'équilibre général de ces milieux²⁸⁰.

²⁸⁰ Source : Maheswari, entretien, août 2021.

Cette situation révèle combien les politiques des différents niveaux de gouvernement, tous départements confondus, à la fois dans le domaine de la conservation des zones écologiquement sensibles (lacs, zones humides, réservoirs), dans celui de la régulation des terres littorales (CRZ), ou encore dans l'aménagement côtier (construction d'épis et d'ouvrages de protection), contraignent les artisans à *contracter* ou même, souvent, à *déplacer* leur activité. En d'autres termes, ils doivent envisager des recompositions organisationnelles et territoriales.

La définition de telles mesures régulatrices, à laquelle les intéressés ne participent le plus souvent pas, contrairement à ce que laissent transparaître les discours gouvernementaux valorisant les approches dites participatives, est dès lors un espace de conflits qui opposent, parfois de manière virulente, les diverses parties prenantes. Pour ce qui est des localités situées sur le littoral urbain de Pondichéry, elles concernent ainsi les instances du Fisheries Department, les autorités urbaines (Town and Planning Authorities, PSCDCL) et les collectifs organisés de pêcheurs, syndicats et partis politiques associés²⁸¹. Les manifestations ayant succédé à la présentation publique des propositions d'amendement des Coastal Regulation Zones (2018), ou la contestation du projet de modernisation du port de pêche de Pondichéry, inscrit à l'agenda du programme Sagarmala, donnent régulièrement lieu à de violents affrontements. Par ailleurs, des oppositions tout aussi fortes voient le jour contre certaines ONG, qui prennent clairement le parti de la transformation des littoraux à des fins de développement touristique, souvent, de manière paradoxale, au titre de la valorisation du patrimoine²⁸².

Tout laisse à penser que l'action du gouvernement, que ce soit au travers de mesures de conservation des milieux et des ressources, ou de la politique de valorisation touristique dans laquelle il est aussi engagé, opère en obstruant ou freinant les économies locales. C'est particulièrement vrai/remarquable/fort pour celles qui s'avèrent générer le moins de devises ou celles qui émanent d'acteurs situés dans les sphères sociales les plus basses, alors même que ceux-ci, qu'ils soient potiers ou pêcheurs, figurent au cœur de la politique d'image promue par les autorités. Il y a là un apparent paradoxe déjà constaté dans d'autres contextes, dans des travaux précédents²⁸³, qui n'est pas sans mettre en évidence une logique paradoxale qui conduit à la fois à la « marginalisation du populaire » et à sa folklorisation. Cette stratégie, qui ne relève pas toujours d'une stratégie consciemment mise en œuvre, mais qui demeure une tendance observée de manière récurrente dans des sociétés à fortes inégalités, pourrait être l'objet d'investigations futures.

Dans le cas qui occupe ce travail, les enjeux liés à la transformation urbaine, à la promotion touristique et à la promotion de la filière de la pêche sont tous trois centraux tant en termes d'images que de retombées économiques pour la ville et sa région proche. Ils pourraient stimuler la définition de stratégies de développement articulées qui permettraient de répondre aux attentes de touristes aux profits et aux demandes diversifiées pour lesquelles l'industrie de l'artisanat et de ses représentations est hautement signifiante et contribue sans nul doute à nourrir de concert l'attrait touristique. Ils assureraient de la sorte le maintien d'emplois et de savoirs sociaux anciens susceptibles d'être valorisés comme des formes de patrimoine.

²⁸¹ Les syndicats de pêcheurs de cette région du pays sont généralement soutenus par le Parti Communiste Indien, dont les membres sont particulièrement actifs dans les mobilisations en défense aux intérêts de la pêche artisanale.

²⁸² Ce volet du travail a fait l'objet de plusieurs communications, l'une tournée vers la question de l'aménagement et de la valorisation touristique du littoral de Pondichéry (Bautès, 2021), l'autre concernant les jeux d'acteurs à l'œuvre sur le littoral (Lalitha, Bautès & Ramakrishna, 2021). Les références complètes figurent dans la liste des productions scientifiques (Volume 1, Annexe 2).

²⁸³ Voir à ce sujet le volume 1 de ce dossier, où je reviens sur ces travaux.

Faute de cela, c'est une politique d'infrastructures lourdes qui domine l'action publique menée sous l'impulsion des autorités urbaines et du ministère du Tourisme, souvent en collaboration avec INTACH, spécialisé dans la construction et la rénovation architecturale patrimoniale.

Les nombreux projets prévus dans le cadre de la Smart City Mission, dont plusieurs ont été ralentis par les lourdeurs administratives et par des conflits entre les différents niveaux de pouvoir qui structurent la sphère gouvernementale²⁸⁴, révèlent la nature de ces orientations qui parviennent à bénéficier du soutien d'acteurs-investisseurs d'envergure globale. Par exemple, la Banque mondiale a engagé en 2020 la première phase d'un financement qui prévoit de renforcer la gestion intégrée des zones côtières, notamment celle du territoire de Pondichéry (ENCORE)²⁸⁵. L'Agence Française de Développement, qui compte parmi ces acteurs, intervient localement dans plusieurs dispositifs spécifiques : l'un concerne l'alimentation en eau potable de l'agglomération²⁸⁶, l'autre est destiné à améliorer les conditions de logement de ménages économiquement défavorisés (CITIIS²⁸⁷). Les vifs soutiens dont a fait l'objet la sélection du projet déposé au nom des autorités de Pondichéry (PSCDCL), associés aux conditions selon lesquelles ont été négociées les modalités administratives et institutionnelles de l'attribution des fonds, révèlent un aspect central de l'action publique urbaine locale. Celle-ci est marquée par l'envergure des enjeux que recouvre la stratégie de développement urbain dans laquelle est engagée la ville de Pondichéry. Ces enjeux peuvent notamment être expliqués à l'aune des logiques de concurrence qui marquent le domaine de la coopération internationale pour le développement et pour ce qui concerne l'action coordonnée par l'AFD et les instances nationales du ministère des Affaires Urbaines (NIUA, Ministry of Urban Affairs), par les liens diplomatiques qu'entretiennent l'Inde et la France depuis plusieurs années. Sans entrer dans le détail de cette question, il convient de mentionner que ce contexte n'est pas sans esquisser les limites de la recherche en terrain diplomatique ni sans influencer sur les tenants de la recherche-action.

Plus que d'être des signes en direction d'une prise en compte des enjeux de la protection de l'environnement, ou d'interventions visant à résoudre des problèmes structurels de précarité économique et de logement, ces projets révèlent l'ambition de placer Pondichéry sur la carte du tourisme national et mondial. Et le dessein de ces acteurs internationaux en place semble poursuivi, s'il le faut, au moyen de modes d'intervention lourds et de pratiques qui entreraient en conflit avec les principes de développement qu'ils défendent.

À titre d'exemple, le projet de construction de quartiers entiers d'habitation dans le cadre d'opérations de relogement, tel qu'il est aujourd'hui formulé, souffre des mêmes lacunes (déficit de raccordement aux infrastructures sanitaires et aux réseaux de transport public, exigüité des logements, matériaux utilisés de mauvaise qualité, etc.) que celles qui ont pu être observées dans des dispositifs similaires dans les nombreuses métropoles du pays. Les autorités chargées du contrôle et de l'accompagnement du projet, conscientes de ces aspects, semblent dépassées par les enjeux politiques inhérents à la signature de ces projets. Ces difficultés s'ajoutent aux multiples formes de spéculations constatées à l'échelle de l'agglomération, et à la fragilisation croissante

²⁸⁴ La sphère gouvernementale de Pondichéry est entendue à la fois à l'échelle de l'Union Territory, dont le gouvernement est élu, dirigé par un Chief Minister chargé de mettre en œuvre la politique générale sur ce territoire, et d'un autre l'autorité fédérale, dirigée par une personnalité bénéficiant du titre de Lieutenant-gouverneur.e., nommé.e par le Premier ministre indien, qui s'acquitte de toutes les fonctions constitutionnelles et de la mise en conformité des lois et des projets concernant le territoire.

²⁸⁵ <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P167804>

²⁸⁶ <https://www.afd.fr/en/carte-des-projets/supporting-sustainable-use-water-resources-pondicherry>

²⁸⁷ <https://niua.in/citiis/project/our-neighbourhood-your-neighbourhood-too-participatory-planning-approach-improvement-low>

d'espaces naturels sensibles (notamment littoraux et zones humides), sous l'effet du développement d'un tourisme pourtant voulu durable (Mathevet et al., 2021).

Il y a, dans nombre des paradoxes identifiés autour des débats et de la mise en œuvre de telles entreprises, un champ d'interrogation sur les tenants actuels de la gouvernance urbaine, thématique abordée dans d'autres contextes, et qu'il s'agira de poursuivre.

III.4.2. Politique de la caste, politique du métier (*craft*) : turbulences dans les mondes politiques artisanaux

L'orientation des politiques définies par l'État en matière d'artisanat depuis le début des années 1990, et le déficit de reconnaissance des institutions vis-à-vis des spécificités des métiers et des situations vécues par nombre d'artisans, ne suscitent pas de contestations explicites et ne se traduisent pas par des revendications clairement exposées devant les représentants publics en charge du secteur. Elles semblent ne générer le plus souvent que des discours de réprobation. Dans de nombreux cas, les doléances se limitent à des aveux de découragement : plusieurs artisans ont exprimé leur impuissance à l'égard d'un déficit de reconnaissance et de soutien, critiquant ainsi les fonctionnaires de l'État pour leurs partis pris, et jugeant vaine toute velléité de contestation.

Néanmoins, de multiples questions d'ordre politique (relatives à l'activité professionnelle, aux droits des uns et des autres vis-à-vis de la gestion et de l'aménagement de l'espace de vie et de travail, vis-à-vis de l'accès aux ressources nécessaires à la production, ou à l'usage des biens communs) font l'objet de revendications de la part des diverses instances qui assurent un rôle de représentation des intérêts artisanaux. La politique qui caractérise les mondes artisanaux dépasse la seule interaction d'instances disposant d'un statut légal de représentation de ces groupes avec l'État. Elle repose aussi sur l'action et sur les interrelations entre des structures plus ou moins légitimes à représenter les intérêts collectifs des artisans.

De telles configurations mettent en évidence des jeux d'influence qui relèvent de différents registres de la vie quotidienne. Aux questions d'ordre professionnel se mêlent ainsi des questions relatives à la caste²⁸⁸, à la famille ou au voisinage.

III.4.2.1. La politique au village : quelques traits généraux

Parmi les acteurs responsables, à l'échelle locale, des questions politiques figurent les conseils de village élus (*gram panchayat*), instances qui bénéficient d'un statut légal²⁸⁹. S'ils constituent la seule instance reconnue au titre de la Constitution indienne pour intervenir dans les affaires locales, leur fonction s'étend sur plusieurs villages (*hamlets*) si bien que, dans de nombreux cas, notamment dans ceux des multiples villages agraires adjacents aux *fishing settlements*, la composition de ces conseils compte avec peu de représentants des secteurs de la pêche. Même lorsque les pêcheurs dominent les *gram panchayat*, par exemple à Thaikkal, ils sont

²⁸⁸ Le terme est ici entendu dans le sens de *jati*.

²⁸⁹ Ce dispositif concerne la plupart des États indiens depuis les années 1950. Ces organes locaux ont acquis un nouveau statut juridique en 1993, suite au 73^e amendement de la Constitution indienne qui a établi le cadre d'instances gouvernementales élues à trois niveaux territoriaux : celui des districts, des blocks et des villages. Les conseils sont composés d'élus hommes et femmes (30 % des sièges leur sont réservés), leur nombre respectant la distribution des castes dans l'ensemble du village, et disposent de sièges réservés aux membres des castes et tribus répertoriées (Scheduled Castes, Scheduled Tribes).

systématiquement inscrits dans les réseaux de patronage des partis politiques (notamment de l'ADMK), qui ne servent effectivement pas les intérêts des pêcheurs²⁹⁰.

Dans les localités spécialisées dans la pêche, l'acteur le plus influent dans la politique au village est souvent l'*Ur panchayat*, aussi appelé *traditional panchayat*. Conseil coutumier non reconnu officiellement, son rôle s'avère néanmoins majeur dans les processus décisionnels locaux. Tandis que des intérêts multiples sont en jeu, ce sont le plus souvent ces instances qui jouent un rôle central pour la défense des intérêts de caste ou de profession. Dans nos cas d'étude, caractérisés par la domination de la caste de pêcheur pattinavar, l'*Ur panchayat* fait office d'association de caste. Son conseil élu, réservé aux hommes de la caste, assure dès lors l'essentiel du rôle de gestion et de régulation de l'usage des ressources communes (à la fois en mer et à l'intérieur des localités villageoises). Il supervise en outre les droits de pêche et la répartition des revenus du secteur, notamment lorsqu'ils engagent des investissements collectifs. Cette instance s'impose aussi comme responsable de la résolution des litiges locaux, qui correspondent généralement à des conflits au sein de la caste. Elle joue alors le rôle de juge, s'octroyant le droit de « prononcer des jugements, infliger des amendes voire, dans des cas extrêmes, d'ostraciser des membres de la communauté » (Kruks-Wisner, 2011). En cela, elle se substitue souvent aux *gram panchayat*, avec lesquels les relations se révèlent parfois conflictuelles.

Ainsi, dans le domaine de la pêche comme dans celui de la poterie, la représentation des castes spécialisées est, dans la région de Pondichéry et ses abords, principalement assurée par des associations relevant du droit coutumier. C'est le cas, dans le secteur de la poterie, de la Puducheri Kullavar Munnetra Sangam (ou, en anglais, Kullavar Welfare Union), dont le rôle n'est pas toujours considéré comme défendant les intérêts communs, comme le soulignent plusieurs travaux sur la question, et qui est confirmé par de nombreux témoignages (Arnold et al., 1976). Certains potiers interrogés, en particulier ceux dont l'activité artisanale souffre de difficultés et ne leur permet pas de disposer d'une reconnaissance auprès d'autres membres de la caste, dénoncent tantôt des favoritismes, tantôt l'inaction de l'association, que ce soit dans le domaine de l'assistance sociale aux potiers ou dans celui de la défense de leurs intérêts vis-à-vis des autorités publiques. La politique de la caste met ici en évidence une scission entre plusieurs groupes d'intérêt, révélant un monde de conflits au sein d'artisans pourtant confrontés aux mêmes difficultés. Ces conflits concernent par exemple le contrôle et la gestion des propriétés communes de la caste, aspect qui identifie une expression privilégiée des jeux d'influences et des velléités de contrôle exercées par certains membres élus de ces structures. Dans le domaine de la pêche artisanale, la protection des droits des membres et la régulation des conflits, le plus souvent partagées entre l'autorité villageoise de l'*ur panchayat* et des associations et syndicats professionnels, sont dominées par les relations ambivalentes avec les instances du gouvernement étatique. Parfois même, ce sont les acteurs de l'industrie qui interviennent, qu'ils relèvent du secteur de la pêche ou, tout aussi dominants, qu'ils figurent à la tête des investissements industriels côtiers.

Deux aspects soulignent la vigueur des conflits qui opèrent à la fois dans le domaine économique et de la « représentation » politique, et dans le domaine du contrôle de l'espace et

²⁹⁰ Les dirigeants locaux de ces partis politiques sont connus pour exercer un contrôle serré sur les leaders des organisations de pêcheurs, qui sont, dans la région, proches de partis de l'opposition, souvent du Communist Party of India.

des biens communs artisanaux. Le premier concerne les pratiques de distinction auxquelles se prêtent certains acteurs de ces filières, les uns représentants de la caste (potiers), les autres intervenant au titre de la défense des intérêts des artisans-pêcheurs, dans un contexte marqué par la reconnaissance spécifique dont font l'objet espaces, acteurs et productions artisanales « remarquables ». Le deuxième met en évidence un registre particulier autour duquel ont tendance à se concentrer, dans ces deux filières, les enjeux de pouvoir. Il a trait à l'appropriation, la gestion et la maîtrise des espaces communs (*poromboke*), notamment des terres dont la gestion est censée profiter à l'ensemble de la communauté. Ces deux récits, sur lesquels il s'agira de clore cette restitution empirique, contribuent à décrire les trajectoires d'acteurs divers et de communautés disloquées et fragmentées à la fois par des forces exogènes (l'État et le marché) et endogènes (issus des propres mondes artisanaux). Les métiers, l'ensemble des savoirs et traits spécifiques à ces groupes, de même que leurs biens communs, constituent inexorablement des ressources disputées révélant la vigueur des turbulences politiques qui caractérisent les mondes artisanaux.

III.4.2.2. De la représentation des intérêts collectifs aux velléités de distinction : au nom de la caste, du métier ou du patrimoine

Associations de caste et organes locaux du pouvoir : centres névralgiques des sociabilités politiques

Historiquement, les potiers de caste *kullavar* sont connus pour être représentés par le *Puducheri Kullavar Nala Peravai*, association dont l'enregistrement officiel auprès des autorités territoriales date de 1992. Comme de nombreuses autres de ce type, qui trouvent leur origine dans l'adaptation d'anciennes organisations²⁹¹ aux principes de la politique démocratique établis après l'Indépendance, cette association est chargée de défendre les droits et les intérêts de la caste. Mais elle intervient en outre sur la protection des normes du groupe, c'est-à-dire à la fois « les relations rituelles, professionnelles, commensales, maritales et sociales de ses membres » internes, et celles qui prévalent aux relations avec d'autres castes (Rudolph & Rudolph, 2012, p. 337). Elle a aussi pour mission de faciliter l'accès de ses membres aux dispositifs de l'État, en particulier en matière d'assistance sociale (*welfare*), aux prêts et crédits ou aux aides d'urgence distribuées lorsque les moussons annuelles affectent l'activité (notamment le séchage des produits fabriqués, avant les opérations de cuisson). Organisée, dans le district de Pondichéry, en cinq subdivisions, elle est dirigée par un conseil de représentants élus par les membres. Pour certains potiers interrogés, le rôle de cette association demeure flou. Les relations qu'ils entretiennent avec ses représentants se limitent le plus souvent au paiement de la contribution annuelle et, chaque cinq ans, au vote des membres du conseil. Ils sont nombreux à regretter le manque de virulence de l'association auprès du gouvernement, qui permettrait de mieux défendre la cause de l'activité artisanale et des potiers, notamment de leur faciliter l'obtention des permis d'extraction de boue d'argile. Quelques personnalités centrales dans la caste soulignent tout de même qu'elle appuie la visibilité des potiers de la région auprès d'associations de même type situées dans les États voisins. Un potier ayant occupé une fonction élue dans le conseil de l'association nous confie aussi le rôle central qu'elle a joué dans l'apaisement des relations entre les *Kullavar* de la région et des familles

²⁹¹ Selon Rudolph et Rudolph, l'émergence des associations de castes semble correspondre à la diffusion des communications et de l'économie de marché sous la domination britannique.

de potiers de langue télougou²⁹², jusque-là considérés par les premiers comme inférieurs. L'intervention de l'association a permis d'autoriser les mariages entre ces deux groupes, et la hiérarchie entre ces groupes, qui voit les potiers de langue télougou plus précaires et longtemps dominés, semble aujourd'hui moins relever de questions de statut ou de faits de discrimination sociale que d'aspects relatifs à une concurrence professionnelle.

Comme dans de nombreux cas, l'association est aussi critiquée pour défendre en priorité les intérêts de ses personnalités les plus influentes, dont est dénoncé le manque de rotation des élus. Ceci témoigne bien, de manière attendue, d'une hiérarchie opérante dans les affaires de la caste, dont le contrôle est source de conflits de pouvoir au sein d'une élite qui domine durablement le groupe. Tandis que de telles fonctions de représentation donnent souvent accès à des ressources politiques et facilitent l'établissement de liens susceptibles de favoriser l'activité économique, elles se voient régulièrement disputées par un nombre restreint, mais influent de personnalités. L'équilibre difficile entre intérêt général et particulier compte parmi les aspects mentionnés par plusieurs de nos interlocuteurs. Deux autres aspects figurent au cœur des enjeux politiques, traversant les questions de caste, de métier et de biens communs. Cette routine politique, dont l'influence sur la trajectoire professionnelle des potiers de la caste comme sur le monde professionnel de la politique semble limitée, est néanmoins obstruée par des conflits qui fragilisent plus encore qu'ils ne le sont ces mondes artisanaux.

La filière de la poterie en prise avec le « remarquable » : nouvelles figures de la réussite économique et conflits de pouvoir au sein de la caste

La filière productive de la poterie en argile telle qu'elle se concentre dans cette région de l'Inde ne compte ni parmi les artisanats les plus significatifs ni parmi les plus reconnus du pays. Il est communément admis que, de même que tous les villages indiens hébergent des familles de potiers assurant la fabrication d'objets domestiques faits souvent en argile (en général non cuite), toutes les régions du pays abritent des savoir-faire remarquables en la matière. C'est le cas, par exemple, de la poterie en terre noire de Longpi, dans l'État du Manipur (*blackstone pottery*), ou encore, parmi tant d'autres, de celle du village tribal de Thiruchigadi au Tamil Nadu²⁹³. Que ce soit dans ces innombrables villages ou dans des localités urbaines comme Kumartuli, situées en périphérie de Kolkata où la fabrication d'idoles en argile destinées aux dévotions à la déesse Durga est confiée à des castes de potiers (*kumars* ou *Kumbaras*), de nombreuses filières de poterie ont récemment connu un changement graduel. Celles-ci sont ainsi passées d'une activité essentiellement utilitaire à un système peu à peu orienté vers la production de biens culturels.

Si le cas de la poterie de Pondichéry se distingue de celui récemment étudié par Geier Heierstad (Heierstad, 2017) à la fois par sa taille, quelques centaines d'artisans, répartis sur un vaste territoire, tandis que Kumartuli en compte des milliers, agglomérés à l'échelle d'un quartier et de ses adjacences, et par l'envergure des flux financiers générés, il a, comme lui, connu un déplacement de sa fonction principale. Dès lors, il est passé d'une réponse à un usage utilitaire à

²⁹² Ces potiers, dont les noms de caste varient souvent autour de dénominations proches du terme générique *kumbhar* ou *kumar*, sont probablement originaires de royaumes situés dans l'actuel État du Telangana. Plusieurs documents historiques, rappelons-le, font état de l'incitation des autorités de la Compagnie Française des Indes orientales à attirer sur leur territoire de nombreux artisans, cet épisode historique contribuant probablement à expliquer la concentration de cette activité dans la région. Plusieurs personnes interrogées ont fait état d'une activité ancienne de poterie à Kanchipuram.

²⁹³ Parmi d'autres types remarquables de produits figurent les *kagzi*, poteries fines d'Alwar (Rajasthan), les poteries aux motifs géométriques de Bhuj (Gujarat) et les petits objets en argile cuite d'Haryana. À l'exception de ceux du Kutch, une grande partie des techniques de poterie qu'ils mobilisent ont bénéficié d'anciennes formes de patronage royal.

une fonction symbolique et patrimoniale. Comme Heierstard a pu l'observer, l'émergence d'une figure artisanale reconnue par les mondes de l'art a conduit à ouvrir ce secteur à de nouveaux marchés. Le déplacement dans les modalités d'accès à la réussite professionnelle ainsi engendré n'est pas sans occasionner un changement majeur dans la caste, qui va du remodelage des relations sociales en son sein jusqu'à une transformation des repères esthétiques, voire éthiques. En effet, en montrant des voies alternatives d'accès à la réussite, d'autres formes de production de savoir et de compétences, mais aussi d'autres modalités de reconnaissance sociale et individuelle, ces changements dessinent une rupture politique entre deux mondes, l'un demeurant artisanal, l'autre aspirant à devenir artistique.

Le bref récit de la trajectoire de V. K. Munusamy, l'une des figures les plus emblématiques de ce dédoublement, est à ce titre éloquent. Issu d'une modeste famille de potiers de caste kullavar installée dans le quartier de Kanuvapet à Villianur (Pondichéry), Munusamy, comme de nombreux artisans, commence la poterie en observant son père, Krishnapakthar qui, selon lui, était la 20^e génération à pratiquer le métier. Très sollicité pour raconter son histoire depuis l'attribution en 2018 de l'une des plus grandes distinctions du monde de l'art en Inde, le *Padma Shri Award*²⁹⁴, il souligne combien cette pratique est ancrée dans une tradition familiale.

Enfant, j'imitais les gestes de mon père. Comme il m'interdisait de toucher à l'argile, je prenais du papier et faisais de petites boules, comme lui. [...]. J'apprenais progressivement, mais mon père, très strict, ne m'a pas facilité la tâche. Il considérait sa pratique avec le plus grand respect. [...]. Lorsqu'il a vu que plusieurs années après avoir fabriqué des pots comme lui, et les avoir vendus, je me suis mis à inventer des formes et à faire des reproductions de sculptures de chevaux (*boomai*) que j'avais vues dans les temples, il a été très mécontent. J'ai étudié à l'école, mais comme mes parents avaient des problèmes d'argent, j'ai arrêté en classe 8 (14 ans) pour travailler avec eux. Ma mère s'occupait de peindre les pots, et aidait mon père à les vendre.

(Munusamy, Villianur, entretien, 03 août 2021)

Cet extrait d'une trajectoire somme toute classique, maintes fois répétée par celui qui ne cesse de souligner l'importance de la tradition, de la transmission et du respect de l'art, fait désormais figure de récit historique officiel de la filière de poterie aujourd'hui que Munusamy a contribué à faire reconnaître parmi les formes d'artisanat caractéristiques de la région. En effet, l'artiste, outre de s'être vu attribuer de nombreuses récompenses²⁹⁵, et d'avoir exposé ses œuvres dans des institutions de renom en France (quai Branly, dans le cadre de l'exposition « Autres maîtres de l'Inde » en 2010), choisit de représenter sa pratique de la poterie artisanale en affirmant sa longue tradition régionale et en se présentant comme l'un de ses légataires. Par là même, il ouvre de nouvelles perspectives sur la place de cette pratique dans le marché des biens culturels. Établissant une première société en 1993 (*Om Sakti Terracotta & Cottage Industries*), il chemine progressivement dans les milieux locaux puis nationaux, au point de devenir un acteur politique clé des mondes artisanaux, mais aussi culturels et touristiques. Il demeure distant de l'association *Puducheri Kullavar Munnetra Sangam*, qu'il critique pour limiter son champ de préoccupation à des querelles internes qu'il juge désuètes. Il s'inscrit plutôt dans un registre de la créativité, de la

²⁹⁴ Quatrième plus haute distinction civile de l'Inde.

²⁹⁵ Il a notamment été nommé à plusieurs reprises au titre du programme Master Creation organisé à Dilli Hat (New Delhi), obtenu des récompenses attribuées par l'UNESCO, avant de recevoir le Padma Shri Award des mains du Premier ministre indien Narendra Modi en 2018.

tradition et de l'industrie artisanale, position qui lui vaut de vives critiques de la part de nombreux membres de la caste.

La position défendue publiquement par Munusamy : inviter la politique de la poterie hors du domaine de la caste. Ses opposants, au contraire, lui reprochent à la fois de se servir de sa position au sein du monde de l'art pour s'insérer dans les mondes institutionnels locaux de l'économie artisanale, se rapprochant du *District Industries Centre*, DIC. Il est, en 2022, élu au conseil de direction du *Khadi Village Industries Corporation*, KVIC).

S'il doit sa reconnaissance individuelle aussi bien à des compétences artistiques rapidement remarquées qu'à son intégration dans les réseaux de l'art populaire, facilitée par les réseaux dont il dispose à Pondichéry, où ces mondes interagissent notamment avec les sphères de la coopération culturelle et diplomatique entre l'Inde et la France, il s'est attaché à promouvoir l'artisanat dans son ensemble. Il a ainsi su orienter son discours et son champ d'intervention vers le domaine artistique et vers celui de l'éducation, organisant expositions et ateliers de formation destinés à un public large.

La création de la Puducherry Craft Foundation à la fin de la décennie 2000 a été pour Munusamy une étape importante dans la reconnaissance patrimoniale de la filière, pour laquelle il a déposé en mars 2010 une demande de labellisation dans le cadre du *Geographical Indication Registry*²⁹⁶. Validée par les autorités en août 2011, la certification de la poterie, désignée par l'appellation *Villianur Terracotta Works*, et celle de l'artisanat de produits en papier mâché, les *Thirukannur Papier Mache Crafts*²⁹⁷ ont donné lieu à la valorisation de l'ensemble de ces formes d'artisanats et de leurs produits. Ce faisant, elles attribuent une visibilité plus grande à la caste qui domine cette filière productive, les Kullavar.

La trajectoire personnelle de Munusamy, déplacée progressivement dans le champ institutionnel, a des résonances politiques fortes au sein de la caste. Pour lui, l'enjeu réside « dans l'art lui-même », comme il le soulignera lors de toutes nos rencontres, et non dans la préservation de la caste (Munusamy, Villianur, entretien 03 août 2021). Ces propos sont aisément compréhensibles, lorsque l'on observe de près les conditions d'attribution du label GI (Geographical Indication aux potiers qui le demanderaient. Elles sont en effet soumises à un contrôle de qualité exercé par un comité composé de 2 maîtres-potiers de la filière, d'un représentant de la Pondicherry Craft Foundation, et de professeurs du National Institute of Fashion Technology (NIFT) de Chennai. Il y a là une interrogation majeure concernant non seulement l'attribution de ce label, mais aussi de sa valeur et de ses usages, tant il semble, dans ce cas, constituer une vitrine dissimulant le captage d'un dispositif productif et de ses savoirs sociaux par une seule personnalité, fût-elle présentée comme l'un des plus brillants artistes, et sous le voile d'une fondation.

Le discours de Munusamy laisse envisager une autre lecture d'une trajectoire personnelle qui tend à se confondre avec celle d'une filière. S'il admet que c'est bien l'appartenance de caste qui forme « le premier socle » de cette pratique et de sa transmission, il refuse toutefois ce qu'il observe comme des luttes qui concernent plus le statut et la position sociale que la pratique, la subsistance et le travail. Sans évoquer de manière précise les conflits qui l'opposent avec

²⁹⁶ Attribuée jusqu'en 2030, cette certification fait l'objet d'un contrôle de qualité exercé par un comité constitué de 2 maîtres-potiers de la filière, d'un représentant de la Pondicherry Craft Foundation, et de professeurs du National Institute of Fashion Technology (NIFT) de Chennai.

²⁹⁷ Cet artisanat compte parmi les spécialités anciennes des potiers de caste *kullavar*.

l'association de caste et avec d'autres, collectifs, de potiers créés récemment, il dénonce ceux qui « ne sont pas prêts à changer », et qui s'appuient « sur une conception figée de l'activité » (Munusamy, Villianur, entretien, 03 août 2021).

Ce positionnement dissimule sans nul doute d'autres enjeux, en particulier inhérents à la position qu'occupe cet artiste dans la sphère institutionnelle de la poterie et dans son économie, eu égard notamment au fait que de nombreux membres de sa famille élargie sont eux-mêmes investis dans l'activité. Invité à jouer un rôle de médiateur entre les potiers et les autorités gouvernementales, il entre souvent en conflit avec d'autres membres de la caste qui occupaient cette place avant lui et voit leur influence amoindrie par l'émergence de cet entrepreneur dynamique. Bénéficiant d'importants réseaux d'échelle nationale, d'une proximité avec des agents artistiques et des écoles d'art, et avec les autorités consulaires françaises à Pondichéry, Munusamy a récemment obtenu des fonds issus du gouvernement central pour la création d'une entreprise coopérative qui emploie et forme actuellement 100 personnes.

Cette nouvelle n'a pas ravi plusieurs de nos interlocuteurs, qui dénoncent désormais publiquement l'artiste-entrepreneur qui s'il ne défend pas la caste et ses intérêts auprès de ses représentants se montre, face à certaines autorités, beaucoup plus attaché à son appartenance sociale. C'est ce que nous indique une femme ayant fondé il y a près de 10 ans une industrie artisanale qui emploie aujourd'hui près de 90 travailleurs, hommes et femmes, toutes castes confondues et ayant développé des compétences dans la fabrication de produits artisanaux en argile-terracotta :

Une personne du nom de Murugan m'a appelé pour m'annoncer qu'elle allait créer une société de fabrication d'objets en terre cuite et m'a demandé si je pouvais également la rejoindre en tant que présidente. Elle a par ailleurs mentionné que Munusamy serait également l'un des présidents. Lorsque Munusamy a appris que je ferais partie du groupe, il a refusé de m'inclure en disant que je ne faisais pas partie de sa communauté. C'est une personne bien connue dans la poterie, il a reçu plusieurs prix. Quand il est en position de faire quelque chose pour la communauté à laquelle il appartient, il ne le fait pas. Mais nous fournissons du travail aux personnes OBC et SC, et nous aidons à répondre à leurs besoins économiques. Même le fils du frère de Munusamy, qui est très doué pour la poterie, a été amené ici et nous lui avons fourni du travail.

(Shabana, Mundiypakkam, entretien, 12 août 2021)

Munusamy, que Shabana mentionne à plusieurs reprises dans notre entretien, est devenu un membre influent de la *Puducheri Kullavar munnetra sangam*. Il est à ce titre multipositionné, à la fois vis-à-vis de la caste et de la profession, deux domaines relatifs à l'activité artisanale dont les rapports sont marqués d'ambivalence.

Il convient en effet de souligner combien, comme dans toutes les microsphères où se mêlent relations familiales, sociales et professionnelles, les interdépendances, les concurrences et les jeux de pouvoir sont omniprésents. Ils dessinent des rapports politiques complexes, tant à l'intérieur (celui que définit la caste et les sous-castes de potiers) qu'avec l'extérieur (à la fois la localité ou le quartier, les acteurs du marché, etc.). Cet extérieur désigne aussi les instances locales et régionales chargées de réglementer l'activité, dont le rôle tend à diminuer depuis les années 1990. Il renvoie en outre aux autorités nationales à qui revient la promotion de l'artisanat, dont l'activité, longtemps fragile, est aujourd'hui quasiment inexistante. Le gouvernement central choisit en effet

d'inscrire cet artisanat dans une stratégie économique qui a pour conséquence d'en éloigner la fonction ordinaire pour en privilégier des formes remarquables, nourrissant les filières de l'économie culturelle. L'« extérieur » de la poterie ordinaire dans cette région renvoie enfin aux tendances à la marchandisation de l'artisanat dans le cadre de politiques de marketing territorial. Cette tendance est notamment relayée par des acteurs comme Munusamy qui s'engagent dans de nouvelles formes de pratiques et de nouvelles productions, considérant qu'elles constituent l'unique voie assurant le maintien de cette pratique et de ses savoirs associés. Mais cette orientation ne peut à elle seule entraîner avec elle la masse des potiers ordinaires. En ce sens, la visibilité croissante des céramistes locaux, principalement basés à Auroville, dans les événements locaux de promotion de l'artisanat tend à confirmer la relégation relative des artisans ordinaires du paysage urbain régional.

Tandis que certains potiers accentuent cette dynamique et orientent la production et la promotion de l'artisanat vers de nouveaux marchés, d'autres voient dans la défense des intérêts de la caste un lieu refuge permettant d'entrevoir des marges de manœuvre susceptibles sinon de contrecarrer ces mouvements, du moins de préserver des moyens de subsistance dans un périmètre professionnel connu. Pour eux, la notion même de « communauté de sort » semble prendre tout son sens, bien que fragilisée par les multiples formes du changement observées dans ce travail. Parmi les ressources pour lesquelles elles se battent figurent les biens communs, ici des terres attribuées de longue date à la caste et qui constituent le cœur des conflits qui divisent ses membres.

CONCLUSION. AU CŒUR DU POLITIQUE, L'ESPACE DES « COMMUNS »

La caste apparaît comme l'un des instruments permettant d'accéder ou de maintenir des ressources collectives. Cet aspect peut être illustré par le cas des conflits qui concernent l'appropriation et la gestion des biens collectifs. Ceux-ci permettent de prendre la mesure de la forme dont les jeux relationnels et de pouvoir à l'œuvre dans le monde social des potiers de la caste de Kullavar possèdent une importante dimension spatiale.

Alors que les activités d'un grand nombre de potiers s'exercent depuis leur atelier et s'appuient sur des circuits économiques locaux ou plus lointains, l'économie morale de la caste repose sur l'espace collectif de la caste et sur ses institutions tutélaires. En tant que plus ancienne association de caste, la Puducheri Kullavar Nala Peravai est chargée de la gestion des biens (terres et temples) attribués de longue date à la caste. En particulier, elle veille à ceux situés autour du temple de Villianur, qui sert de *madham*²⁹⁸. L'usage de cet espace communautaire, historiquement observé dans les anciennes villes-temples de la région (Reiniche et al., 1989), prend tout son sens à l'occasion de la fête annuelle du temple. À cette occasion, tous les potiers de la caste se rassemblent et restent quelques jours sur place afin de contribuer à la procession qui mobilise les principales castes de la région. À tour de rôle, leurs représentants sont chargés de tirer le chariot qui transporte les divinités autour du temple du village. Ce rassemblement est aussi l'occasion de discuter des affaires de la caste. L'on s'entretient ainsi au sujet des finances, à savoir que les

²⁹⁸ Espace communautaire où les membres de chacune des castes du village se réunissent en période de fête et assurent tour à tour leur fonction rituelle.

revenus provenant de la location des terres collectives et des dons aux temples sont divisés en trois parties. L'une sert à financer les propriétés foncières de la caste, l'autre le prêtre qui assure les fonctions rituelles dans les temples de la caste (notamment, dans ce cas, ceux de Kosapalayam et de Villianur), tandis que la dernière se voit distribuée aux familles ayant subi un deuil dans l'année.

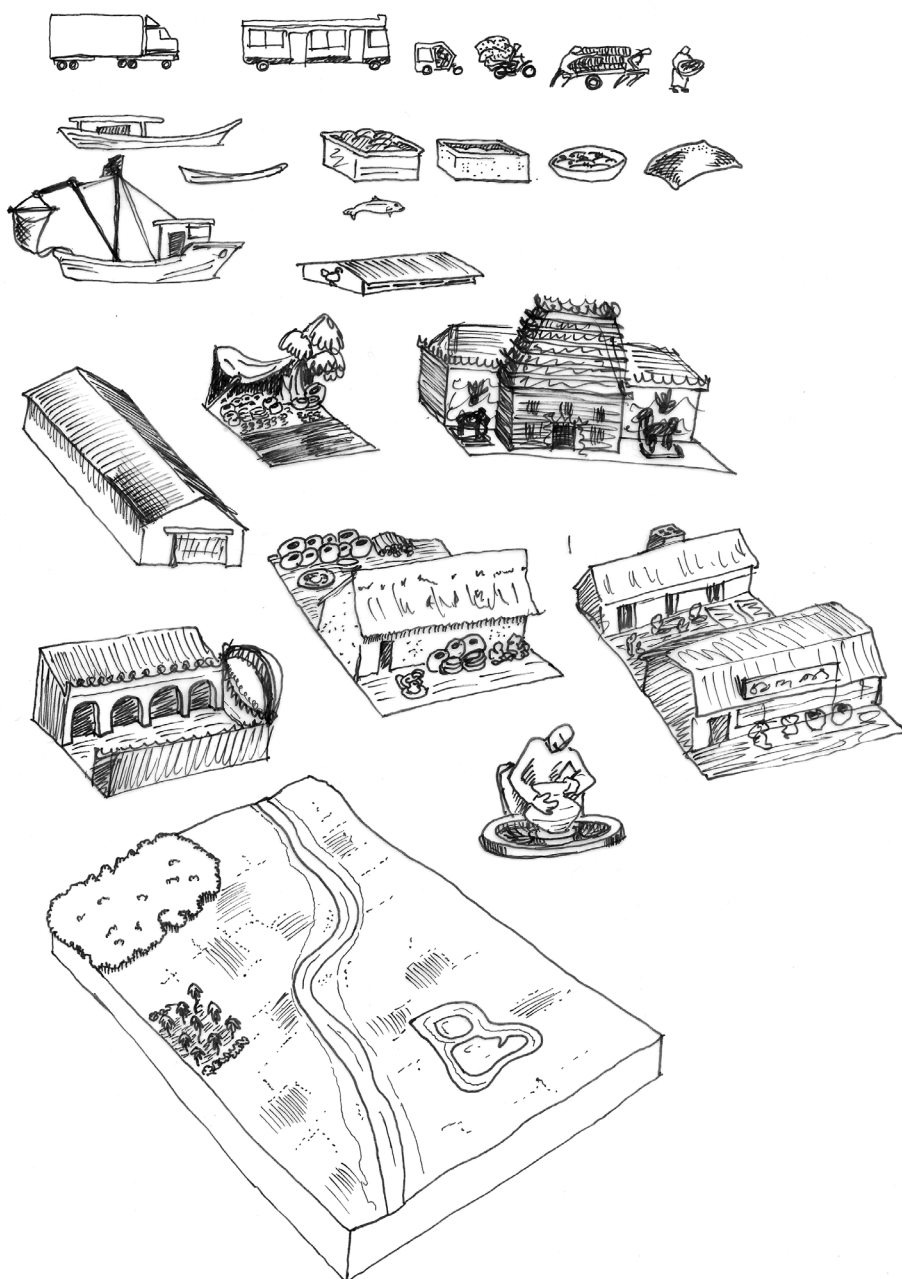
Il ne fait aucun doute que les affaires de castes donnent lieu à de vives querelles, tant elles mêlent affaires financières et gestion des propriétés foncières. La gestion des espaces communs constitue donc un aspect fondamental de la politique des castes. En 2010, elle a donné lieu à une âpre dispute lorsque l'organisation gestionnaire a contracté une importante dette (1,5 million de roupies, soit environ 18 000 €). Cet incident a entraîné une scission au sein de la caste, donnant lieu à la création d'une association dissidente, la *Puducheri Kullavar Munnetra Sangam*, qui a rapidement attaqué l'ancienne organisation en justice pour mauvaise gestion, prévoyant de prendre la gestion des propriétés collectives. Selon les dirigeants de ces deux associations, la scission a créé un profond ressentiment chez une grande partie des potiers de la région. Ils se sont vus contraints de prendre parti pour l'un ou l'autre camp, les deux garantissant, tant que l'affaire est en justice, que la communauté restera propriétaire de ces terres et les protégera de l'intrusion d'agents exogènes, en particulier d'agents immobiliers.

Le projet de l'autorité actuelle chargée de ces terres (*Puducheri Kullavar Nala Perava*) vise à rationaliser leur fonctionnement par une rénovation des bâtiments existants afin que les potiers puissent accéder à des ateliers loués à un prix préférentiel, tandis que les autres seront loués au prix du marché. Aux dires de ses opposants, l'association actuellement gestionnaire, en souhaitant louer cet espace à des commerces n'ayant aucun lien avec l'activité de la poterie, exprime la pauvreté de ses ambitions vis-à-vis du métier et de sa valorisation. En lieu et place, elle propose la création d'un espace commun de stockage et un atelier de production commun à l'ensemble des potiers susceptibles d'être intéressés, modèle proche de celui d'une coopérative de production. À ce jour, le procès n'a abouti à aucune décision rendue publique. Nul doute que son issue ne signifiera pas la fin d'un conflit centré sur la gestion et l'usage des propriétés communes de la caste. Outre d'être une forme de reconnaissance de la fonction des potiers vis-à-vis des affaires locales et religieuses, ces communs sont une évidente réserve foncière à même de générer des revenus.

Quant à savoir à quel point ces terres représentent un patrimoine commun auquel sont attachés les représentants de la caste, cela semble difficile à dire. Reste que dans la mémoire des plus anciens, Kosapalayam et le temple de Sri Muthukumarasamy, les communs (*madham*) de Villianur et le temple de Kunichampet, qui borde le district de Pondichéry, définissent le territoire symbolique de la caste *kullavar*.

CONCLUSION GENERALE

PERSPECTIVES ET PROGRAMME DE RECHERCHE



S'intéresser à la question des économies productives en milieu urbain signifie avant tout de les penser en tenant compte de la nature et de l'actualité des transformations auxquelles elles sont soumises.

Après une première incursion réflexive à ce sujet dans un contexte urbain spécifique – Udaipur (dans le cadre de ma thèse de doctorat) – qui brassait des filières artisanales profondément structurées autour d'une dynamique touristique et patrimoniale, revenir à cette question près de vingt ans après impliquait nécessairement de l'interroger de façon renouvelée, dans un contexte plus large que celui d'une seule ville, et d'étendre le regard vers un urbain étendu, caractérisé par une transition urbaine dont les enjeux se posent en termes d'emploi et d'écologie. Cette perspective élargie permet de replacer les modèles économiques mis en évidence dans une réflexion sur la valeur : celle du travail, de la ressource et des biens produits, mais aussi celle des relations sociales et des pratiques politiques qui leur sont propres. Ensuite, il s'agit de porter sur ces économies un regard plus affiné, pour analyser de près leurs expressions matérielles et leurs rapports à la ressource dans un contexte de transformations rapides et multifformes. Cette approche pousse à explorer l'idée que leur valeur se situe peut-être davantage dans les relations sociales et dans leur capacité de fournir tout à la fois de l'emploi et de maintenir des métiers et, avec eux, des savoirs et des savoir-faire, que dans leur seule dimension marchande.

Telles sont les lignes directrices de ce mémoire, qui éprouve la construction d'une approche géographique relationnelle de l'artisanat à partir de l'étude de deux filières dans la région de Pondichéry : la poterie et la pêche. Avant de détailler les principaux axes d'approfondissement de cette question, qui invitent à une réflexion d'ordre théorique, méthodologique, mais qui posent aussi des questions transversales sur l'implication du chercheur dans la recherche scientifique, il convient d'exposer quelques traits saillants de l'analyse menée dans ce volume.

ÉLÉMENTS D'ANALYSE TIRÉS DE L'ÉTUDE DES CONFIGURATIONS ARTISANALES

Après avoir exploré, les filières artisanales de la pêche et de la poterie à Pondichéry, je souhaite brièvement revenir sur plusieurs aspects saillants de leur fonctionnement. Le parti pris qui consiste à saisir les espaces de la production artisanale ordinaire, en portant une attention spécifique à ses rapports à l'espace, a permis de mettre en évidence les enjeux auxquels les acteurs de ces filières font face pour occuper leur place dans un système dont les logiques, structurelles ou circonstanciées, en gênent souvent le bon fonctionnement.

De telles configurations observées ici à une échelle microlocale, témoignent de dynamiques complexes. Leur ancrage dans des systèmes sociaux caractérisés à la fois par des inégalités, récentes ou anciennes, de statuts, de positions et de capitaux, ainsi que par des dominations sociales, identifie des négociations, des formes de résistance et d'adaptation et, enfin, des velléités de survie et d'émancipation. Les filières artisanales sont en outre marquées par des préoccupations nouvelles, notamment en raison de contraintes fortes. Celles-ci s'expriment d'abord vis-à-vis de la ressource productive : l'accès et la disponibilité des matériaux deviennent de plus en plus restrictifs, et leur qualité se dégrade sous l'effet de modèles économiques particulièrement brutaux à l'égard de l'emploi et des milieux. Plus largement, ces contraintes

concernent aussi l'espace, entendu avant tout comme le support concret dans lequel se déploient ces activités. Il constitue le cadre des rapports sociaux et du quotidien. Sous toutes ses dimensions, l'espace fait l'objet de nouvelles formes d'accaparement et de convoitises. Il est soumis à des changements d'usages qui transforment, déplacent ou relèguent des formes productives et des populations qui font obstruction au fonctionnement de l'économie capitaliste et son pendant, la production urbaine.

Des contraintes croissantes vis-à-vis de la ressource et de l'espace

Comme ailleurs dans le monde, les pêcheurs du littoral de Pondichéry et de Cuddalore sont de plus en plus nombreux à imaginer « *une mer sans poissons* » ou, du moins, avec des espèces polluées et donc impropres à la consommation. Ces scénarios d'anticipation relèvent déjà de la réalité le long du littoral de Pondichéry, où des effluents (métaux lourds, produits chimiques, matière organique) contaminent les ressources halieutiques. Il en va de même autour de Cuddalore. Les eaux océaniques y sont bordées de complexes industriels qui contaminent sévèrement les poissons aux métaux lourds. Plus au sud du littoral tamul, les particules de charbon issues de la combustion d'une centrale thermique ont des effets sur le milieu marin et sur l'air respiré. Si l'on compare les états d'esprit entre les deux filières passées au crible, les pêcheurs semblent plus préoccupés par la perspective d'une indisponibilité de leur matière première que ne le sont les potiers. Et pour cause : la boue d'argile reste généralement encore accessible dans les nombreux espaces communs de la région. Tous, néanmoins, se montrent attentifs à la captation progressive de la ressource par d'autres, que les matériaux servent à d'autres usages (en particulier la fabrication de briques par de petites industries) ou que l'espace soit utilisé à des fins d'habitation ou d'infrastructures. En outre, ils ne cachent pas leur préoccupation quant au recours croissant à d'autres techniques productives (pêche à la senne, production de poteries en série) ou commerciales (plateformes de vente en ligne) qui entrent en concurrence, au point de parfois les mettre à mal, avec leurs propres modes d'organisation. Ces nouvelles techniques ont pour conséquence de fragiliser des pratiques et des savoirs techniques et sociaux accumulés sur plusieurs générations et forgeant leur identité professionnelle et sociale.

Ces changements menacent également les modes relationnels sur lesquels reposent le travail artisanal et ses routines quotidiennes. En effet, ils influent sur les relations domestiques, familiales, sociales et professionnelles, donnant lieu à des conflits ou ravivant des tensions anciennes inter-villages et inter-groupes, notamment dans le domaine de l'activité professionnelle, de la gestion des espaces communs, qui se concentrent souvent autour de questions économiques et religieuses. Par conséquent, la concurrence générée par le recours à des logiques productives industrielles contribue à fragiliser ce qui donne sens au groupe et qui légitime la fonction de service à la communauté qu'occupe historiquement l'artisanat.

Loin de ne représenter que des contraintes, ces situations offrent également de nouvelles perspectives d'emploi dans des marchés plus rémunérateurs, et contribuent à stimuler des trajectoires productives orientées vers des biens remarquables. Par exemple, les potiers exerçant une activité de *sthapati*, sculpteur de figures divines pour le compte d'autorités religieuses, bénéficient en général de revenus supérieurs à leur activité ordinaire. Une insertion dans les marchés de biens culturels ou une spécialisation dans des produits d'exportation profitent également mieux aux artisans potiers que la vente de biens utilitaires destinés à une clientèle

domestique. Similairement, la pêche à l'anneau-senne produit des bénéfices bien plus importants que la pêche artisanale.

Dès lors, ces changements à l'œuvre dans les espaces et les marchés de l'artisanat d'amplitude et de nature variables dessinent de multiples trajectoires d'adaptations et de négociations. Ces dernières s'articulent dans un contexte de dispositifs institutionnels et de politiques marqués par des formes de distinction. Ils signalent aussi un déficit de prise en compte des besoins spécifiques à chaque métier et filière, et un encadrement légal dont la faiblesse et la pluralité offrent des marges d'action et des possibilités de recours en justice.

Opportunités, obstructions et relégations : trajectoires ascendantes, médiations contraignantes et mobilités sociales inégales

Les cas observés dans les filières de la pêche et de la poterie mettent en évidence l'existence de contraintes, de formes d'adaptation et de marges d'action politiques. Ils révèlent également des opportunités inédites, notamment sous l'effet de l'accès à de nouveaux marchés en pleine expansion. Ces opportunités sont d'autant plus nombreuses dans un contexte où, récemment, les biens artisanaux bénéficient d'un engouement de plus en plus marqué auprès de populations diversifiées.

La valeur générée par la commercialisation de ces biens diffère grandement entre les artisans qui fournissent une production domestique et utilitaire (*ordinaire*) et ceux qui envisagent leur accès aux marchés des biens culturels. C'est le cas des poteries vendues dans des boutiques de décoration (lampes, ustensiles de cuisine, etc.). Dans le domaine de la pêche, ces biens « remarquables » désignent certaines espèces de poisson en particulier (crevette, thon, sardine, cigale de mer, etc.), consommés dans des restaurants de luxe, et qui attirent une clientèle urbaine et internationale. De ce fait, la position de ces acteurs dans les chaînes productives et commerciales, qu'ils soient potiers ou pêcheurs, compte de plus en plus avec la participation d'intermédiaires. Ceux-ci sont dans bien des cas être devenus incontournables dans la mise en relation entre producteurs et consommateurs, dont les modalités se renouvellent à mesure des innovations technologiques et de la diversification des supports commerciaux.

Le rôle prépondérant de ces acteurs, dont certains seulement sont issus des mondes artisanaux, s'observe dans bien d'autres systèmes productifs. Leur insertion dans ces filières est rendue possible par leur capacité à entrer en relation avec des acteurs influents provenant de la sphère politique ou des milieux d'affaires. Certains proposent un service jusque-là peu développé par les artisans eux-mêmes qui ne disposent en général pas d'entrées dans ces milieux. C'est le cas notamment des plateformes de vente de biens artisanaux en ligne, ou encore des entreprises spécialisées dans la vente ou l'approvisionnement en produits surgelés de la mer. La récente multiplication de ces acteurs et l'émergence de nouveaux outils de communication largement mobilisés dans la filière de la pêche en Inde du Sud, à la fois pour la pratique de la pêche et pour la commercialisation des produits de la mer, permettent d'étendre le champ de la réflexion. Là encore, la littérature scientifique récente, entre sociologie et géographie (Ithurbide & Khetrinayum, 2021 ; Ithurbide & Rivron, 2018), offre des perspectives d'approfondissement de cette question.

Les transformations des modes de consommation mènent certains artisans à s'orienter vers des marchés à haute valeur ajoutée ou, au contraire, vers ceux des biens sérialisés. Ils stimulent

des changements de trajectoire professionnelle et l'émergence de profils longtemps absents de ces mondes artisanaux. Entrepreneurs « culturels » ou spécialisés dans la fabrication en série de produits artisanaux côtoient ainsi des profils d'artisans qui, ancrés dans les référentiels de la « tradition » et assignés notamment par leur identité de caste, exercent leur activité dans la proximité : celle de leurs espaces de vie et de leurs relations sociales.

Parmi les artisans-potiers, ceux qui dépendent des marchés domestiques ruraux peinent à survivre de cette seule activité, la demande en produits domestiques s'avérant de plus en plus orientée vers des produits réalisés dans des matières (inox, plastique) plus durables dans le temps. Certains de ces acteurs soulignent aussi que du point de vue du marché, les difficultés émanent également du vieillissement de la communauté des artisans et de la difficile transmission de l'activité. Les jeunes générations, bien qu'ayant appris le métier, se tournent plutôt vers des emplois moins laborieux, censés être plus rémunérateurs et assurer davantage de sécurité.

Les pêcheurs artisanaux qui, par choix ou par nécessité, dépendent des marchés locaux sont aussi ceux qui font face à une irrégularité de revenus et se voient contraints de recourir à la pluriactivité si l'on peut désigner ainsi leur participation à une activité de pêche intensive. Ils investissent alors dans l'éducation de leurs enfants afin d'envisager pour ceux-ci des perspectives de sortie de la profession.

Ces aspects de la transmission de l'activité, relatifs aux trajectoires des jeunes générations vers l'emploi et plus largement à la mobilité sociale des artisans, demeurent encore peu explorés. Ils sont loin de concerner les seuls mondes artisanaux indiens. Cette dimension, étudiée dans le cadre du programme de recherche FISHERCOAST dans un volet qui s'intéresse au cas des femmes dans la pêche et à celui d'une communauté dalit récemment investie dans l'activité (Azmi et al., 2021), pourrait être explorée pour les potiers, d'autres pêcheurs et groupes d'artisans. La réalisation d'entretiens visant à retracer des trajectoires de femmes de la pêche dans des activités post-extraction, et qui ont notamment donné lieu à des récits-photos, constitue une première contribution à cette analyse.

Adaptations et marges d'action : effets d'un pluralisme légal

L'invisibilité sociale des artisans est liée à la fois à la singularité de leurs modes de vie, à leur précarité économique et à leur appartenance sociale. Ceux-ci appartiennent souvent à des castes répertoriées, SC, ou discriminées (OBC ou MBC). Outre de souvent refléter une situation sociale de précarité, cette invisibilité leur permet aussi généralement d'exercer leur activité sans forte contrainte institutionnelle, selon un principe de tolérance, voire de tirer profit de mesures compensatoires sous la forme d'aides financières ou de facilités d'accès à des crédits. Les artisans officiellement reconnus comme tels bénéficient de manière ponctuelle de dispositifs institutionnels destinés à leur venir en aide (fourniture d'un tour électrique [*wheel*], fonds de secours [*relief fund*] ou compensation financière attribuée lors des périodes d'interdiction de pêche). Les pêcheurs qui ne sont pas bénéficiaires de ces mesures sur la base de leur appartenance de caste se voient pourtant autorisés à utiliser les espaces côtiers et l'océan au titre de leur pratique de la pêche. Mais l'attribution de servitudes coutumières²⁹⁹ permet à ceux qui peuvent justifier

²⁹⁹ Les servitudes coutumières sont définies dans la section 18 de la loi indienne sur les servitudes de 1882 (*Section 18 of the Indian Easements Act, 1882*) comme des servitudes qui « peuvent être acquises en vertu d'une coutume locale ». De

de leur appartenance à une caste historiquement spécialisée dans la pêche d'amoinrir les effets d'une marginalisation ancienne des métiers de la mer, et d'une pression grandissante vis-à-vis de leur activité et des espaces dans lesquels ils vivent et travaillent.

Néanmoins, dans des cas sans cesse plus nombreux, les espaces « naturels » dont dépend l'artisanat sont soumis à des pressions et des nuisances croissantes, reflet de politiques et de pratiques ambivalentes vis-à-vis des milieux et de l'écologie. Pour les potiers, de nouvelles mesures de conservation (adoptées au nom de la protection de la biodiversité et du maintien de l'équilibre écologique) ou de valorisation des milieux (de zones humides mises en tourisme par exemple) contraignent leur activité extractive, pourtant peu dommageable par l'environnement. Pour les pêcheurs, l'espace commun du village (*coastal commons*) comme celui de la mer (*marine commons*), tous deux utilisés à des fins de subsistance (accostage des bateaux et manutention, stockage et séchage des produits, activités logistiques post-récolte, vente, pêche dans les communs maritimes), font l'objet de convoitises sans cesse plus nombreuses. On peut notamment citer l'accaparement de terres *poromboke* par des industries, par l'implantation récente d'infrastructures liées au développement rapide du tourisme balnéaire, ou par des constructions résidentielles. L'habitat et les agglomérations longtemps précaires des localités de la pêche (*fishers' settlements* ou *colonies*, quartiers artisanaux spécialisés) sont aujourd'hui profondément transformés par les nouvelles fonctions de ces espaces, en particulier par la vigueur des formes de valorisation et des pratiques de spéculation foncière et immobilière.

Si la législation en matière d'usage des communs littoraux et maritimes est encadrée par les *Coastal Regulations Authorities*, les règles qu'elle impose (*Coastal Regulation Zones*) sont soumises à des négociations qui en limitent les mesures et les effets régulateurs. Soucieux d'éviter des conflits susceptibles de générer de violentes contestations dans les communautés de la pêche, l'État se montre réticent à assurer lui-même le contrôle strict de ces règles, de ces usages et des éventuels litiges. Il laisse donc le soin aux acteurs de la sphère locale du pouvoir (*panchayat*, associations de résidents, syndicats professionnels de pêcheurs, partis politiques locaux, et fonctionnaires) de parvenir à des accords, tout en intervenant ponctuellement, en particulier dans le cadre de procédures d'exception (*Special Economic Zones*).

Les revendications en direction de la reconnaissance de l'usage des pêcheurs, comme celles menées par les Kolis sur le littoral de Mumbai (Nair, 2021 ; Parthasarathy, 2011), ou la contestation contre des occupations irrégulières (*encroachments*) mettent en évidence la capacité de la sphère juridique à rétablir des usages déviants, en décidant par exemple la destruction d'infrastructures construites illégalement. De telles décisions identifient un champ d'action possible, qui conduit de nombreux acteurs à cheminer dans le registre pluriel du droit. Seules les instances de justice disposent de la capacité à imposer des mesures de protection face à l'emprise spatiale d'un capitalisme industriel et touristique tenu par des coalitions entre l'État et la sphère privée dont les acteurs constituent d'influents groupes de pression. Leur rôle est facilité par les différents régimes de droit, qui constituent autant de ressources permettant d'obstruer ou de ralentir la justice.

Dans ce processus, la question foncière, comme celle qui concerne l'usage et l'appropriation des communs fonciers, est centrale. Elle dessine une perspective d'analyse qui mérite d'être

nombreuses communautés de pêcheurs ont des droits de servitude pour pratiquer la pêche et les activités connexes dans les eaux et les terres côtières (*coastal commons*). Voir à ce sujet (Joan, 2020).

approfondie à la lumière d'autres études, en Inde ou dans d'autres contextes en développement (Simonneau et al., 2021).

Pouvoirs et politique dans les mondes artisanaux

Le dernier champ d'analyse concerne la question du pouvoir et du politique, analysée ici sous le double registre des normes politiques et de leurs effets sur la société, et de la politique ordinaire (ou « politique des gouvernés », Chatterjee, 2004), se rapportant à l'ensemble des rapports qu'entretiennent les différents acteurs de l'artisanat entre eux.

Les trajectoires économiques qui structurent les filières de la pêche et de la poterie artisanale sont aussi multiples que la manière dont les artisans subviennent à leurs besoins, et déploient pour cela des tactiques collectives et/ou individuelles. Les situations observées, dont seul un échantillon est restitué dans ce mémoire, dévoilent l'existence d'une myriade de trajectoires diverses professionnelles, de réseaux commerciaux et de relations sociales régulées par des autorités : l'État, pouvoirs villageois (*gram panchayat*, *ur panchayat*), associations de caste, associations professionnelles (*Pondicherry Fishermen Association* ; *Pondicherry State Fishermen Co-operative Federation* ; Gouvernement de l'État ; *Members of Legislative Assemblies*, ministres, etc.) et, enfin, instances de la société civile (ONG). Les rapports de force qui caractérisent les relations entre la sphère de l'État, les acteurs de la profession et de la caste et les ONG, présentent, dans les mondes politiques indiens, des logiques conflictuelles structurelles. Il en va de même pour la sphère de la politique locale ordinaire, elle aussi traversée de tensions et de conflits. Les mondes politiques sont fragmentés et les causes loin d'être univoques.

Impliquées dans la régulation des conflits (de caste, du métier, du quotidien), les institutions populaires semblent peu en mesure d'interférer à des niveaux plus larges, en particulier celui de l'État, pour défendre des intérêts qui sont sujet à controverses au sein des communautés artisanales (accès à la ressource, lutte contre la concurrence, protection sociale, recours à des systèmes de crédit). Les quelques cas d'artisans étant parvenus à cheminer dans les réseaux politiques et à occuper des positions influentes dans des institutions publiques, à l'échelle régionale (*Pondichéry Khadi & Village Industries Board*) voire nationale (*Handicraft Board*, aujourd'hui disparu, ou *South Indian Federation of Fishermen Societies*, SIFFS) relèvent d'exceptions. Par ailleurs, ils ne sont pas toujours garants d'une défense des intérêts de l'ensemble du groupe.

Ces cas concernent des artisans ayant réussi à s'imposer comme des entrepreneurs de cause. Ils essuient de vives critiques émanant de leurs pairs, comme, par exemple, le maître-potier V. K. Munusamy, qui a su bénéficier d'une reconnaissance par les mondes institutionnels de l'art. Son influence grandissante auprès des institutions étatiques et des marchés culturels « jusqu'à Delhi » comme le disent ses détracteurs l'ont amené à revendiquer un pouvoir de décision sur les affaires de la caste des potiers *kullavar*. Ce pouvoir concerne particulièrement la gestion des espaces communs, qui constitue la source d'un vif conflit d'appropriation par les collectifs qui interviennent au titre de la caste. La fragmentation ancienne des milieux politiques des potiers, en particulier entre les « locaux » et ceux qui ont migré au cours des siècles derniers depuis les régions de l'actuel Telangana, s'accroît à mesure qu'émergent des figures tutélaires soucieuses de dominer non seulement le marché, mais aussi l'ensemble des savoirs et de l'économie morale du groupe.

Comme la poterie, la pêche artisanale est une profession fondée sur la caste. Or, cette institution ne recouvre pas toujours un périmètre clair, les associations qui en représentent les intérêts ne portant pas une voix univoque vis-à-vis des affaires économiques et des conflits sociaux qui opposent la caste la plus respectée *Pattinavars*, par exemple, à d'autres groupes. Au-delà de la diversité des castes prenant part au travail de la pêche, qui compte notamment de nombreux travailleurs migrants appartenant aussi à des castes subalternes, OBC³⁰⁰, c'est aujourd'hui la nature de l'activité au sein de la filière qui marque réellement les hiérarchies. Comme dans l'ensemble du monde indien, celle-ci est associée à des principes mêlant registres de pureté et capitaux. Si toutes les activités relatives au travail de la pêche sont historiquement peu considérées, certaines, telles que le nettoyage du poisson ou le transport de marchandises, sont particulièrement dépréciées au sein même du groupe. Cette dépréciation concerne principalement les activités assurées par des femmes, pourtant centrales à différents niveaux de la filière et en particulier dans les affaires domestiques (gestion du budget des ménages). Dans certaines régions, ces disqualifications s'opèrent aussi sur une base religieuse, notamment pour les pêcheurs d'obédience musulmane³⁰¹ qui subissent des formes évidentes de relégation.

Cet aspect déterminant de la politique de l'artisanat interroge la question du pouvoir dans l'activité et dans le quotidien artisanal, dimensions intrinsèquement liées aux appartenances sociales. En discussion étroite avec d'autres travaux traitant de cette question, plus particulièrement en lien avec celle des dominations qui pèsent sur les sphères du travail (Kaba, 2018, 2022) et de la politique (Picherit et al., 2009), un approfondissement de la réflexion sur ce thème permettra d'affiner la compréhension des géométries du pouvoir dans les mondes artisanaux. Ces réflexions entrent aussi en résonance avec des interrogations récentes sur les rôles sociaux fondés sur la caste, la classe ou le genre dans les trajectoires économiques des populations défavorisées (Guérin et al., 2020).

REVENIR À LA QUESTION DE DÉPART

Les économies ordinaires, particulièrement l'artisanat de production, comptent parmi les formes d'organisation sociale qui ont inspiré de multiples mouvements de pensée, issus des mondes intellectuels de l'expertise, ou militants en quête de modèles économiques « alternatifs » au système dominant. Aujourd'hui, l'étonnante capacité des artisans à se maintenir en activité face à des économies bouleversées, à rester en place dans des espaces en pleine transformation et à produire avec peu (peu de ressources, peu de technologie, peu de consommation énergétique, peu de transport et de mobilité) invite à s'y intéresser encore davantage. Il ne s'agit pas de prétendre qu'ils peuvent apporter des réponses complètes à une situation de crise des modèles économiques dominants. Il est plutôt nécessaire de les étudier dans la nuance en les plaçant au

³⁰⁰ Connoté, le terme est néanmoins préféré à celui de « *backward* », qui signifie littéralement « arriéré ».

³⁰¹ L'actualité récente des mondes de la pêche est marquée par un cas particulièrement dramatique de discrimination qui semble relever de l'appartenance religieuse. Dans le village de Gosabara dans l'État du Gujarat, la population à majorité musulmane a déposé, le 5 mai 2022, une pétition devant la Haute Cour du Gujarat. Celle-ci intervient après qu'elle s'est vue interdite de sortir en mer pour pêcher et après avoir subi, en 2016, une interdiction d'accoster dans le port de Porbandar (situé à quelques kilomètres du village) à la suite de la découverte d'une cargaison d'explosifs passée en contrebande. Ces explosifs sont du même type que ceux qui avaient été utilisés dans des attaques terroristes survenues à Mumbai en 1993. Depuis, les autorités de l'État considèrent que la population locale des pêcheurs (env. 200 personnes) représente une menace pour la sécurité intérieure. Voir notamment : <https://indiatomorrow.net/2022/05/20/plight-of-muslim-fishermen-in-gosabara-village-in-gujarat-move-high-court-seeking-permission-for-mass-euthanasia/>

cœur d'une interrogation qui, répondant à des ambitions scientifiques, dépasse cette dimension pour s'inscrire dans une volonté de « canaliser certaines émotions politiques vers de nouveaux objets » (Latour, 2017).

Par le biais d'un tel questionnement, se risquer à mêler différents champs de la géographie (économique, sociale, politique notamment), à cheminer vers les problématiques de l'écologie politique, et à mobiliser des référentiels théoriques issus d'autres disciplines, ne relève absolument pas d'un effet de mode ou encore d'une quête hasardeuse. Cette entreprise scientifique émane de la nécessité pour le géographe, le chercheur et l'enseignant de prendre en compte les déterminants du monde actuel, à sortir de ses zones de confort, et à élaborer pour cela des outils réflexifs et méthodologiques spécifiques.

« Comment vivre quand l'espace se ferme ? »

Il s'agit donc de déployer une approche partant de l'espace, dans ses dimensions matérielles, sociales et dans ses usages politiques. La combinaison de ces regards vis-à-vis de l'espace offre un substrat pour penser et faire de la géographie avec son temps, et pour faire que les « arts de vivre sur une planète endommagée » (Tsing et al., 2017) dépassent la simple rhétorique.

Au fil de mes recherches, j'ai progressivement mesuré l'importance de traduire cette préoccupation en une réflexion géographique. L'un des véritables déclencheurs fut ce moment, en 2020, où le monde, loin de s'arrêter comme on a pu souvent l'entendre, a révélé un aspect inédit du fonctionnement de nos sociétés. À partir de là, il est devenu urgent non pas « d'ouvrir les yeux », mais de voir ce que la situation pandémique mondiale, par son caractère soudain et ses effets accélérés, engendrait pour des populations déjà précaires. Il me semblait indispensable d'attacher son regard sur ce qu'induisait cette crise dans le fonctionnement de processus structurels (industrialisation, urbanisation, grands projets d'infrastructure, etc.), eux aussi brutalement reconfigurés. Ces aspects, clairement observables en Inde et dans le quotidien de Pondichéry et de sa région qui a connu l'un des confinements les plus stricts du monde, m'ont amené à formuler une question simple : *comment vivre quand l'espace « se ferme » ?* Ici, à mon sens, se pose une interrogation majeure que la géographie doit être en mesure d'explorer.

Une « économie de besoins » ? Perspectives d'approfondissement sur les dimensions relationnelles de l'économie

Les premières analyses de l'enquête menée sur les filières artisanales de la poterie et de la pêche mettent en évidence un environnement économique et spatial en pleine mutation, caractérisé par des innovations et des opportunités, mais aussi par de nouvelles formes de marginalisation et de relégation. Que peut-on temporairement en déduire concernant la capacité des artisans à adapter leurs formes de production et de commercialisation et, plus largement, leurs stratégies, au changement ? Ou encore, comment en tirer avantage ou limiter les effets du modèle économique prôné par le gouvernement, basé sur la productivité et l'innovation ?

Cette question invite à renouveler celle de la capacité de l'artisanat « à ouvrir d'autres perspectives en matière de développement socioéconomique et culturel », eu égard au fait que :

Les grands systèmes de pensée et d'action ont laissé de nombreux interstices ; les projets habituels de développement, entre autres, ont

montré leurs limites dans le domaine rural comme dans le domaine industriel... Il y aurait ainsi des espaces pour d'autres choses : de l'invention, de l'artisanat éventuellement. [...]. Esquisser les contours des changements dont l'artisanat pourrait être le pivot ne consiste pas à trancher dans le vif, mais au contraire à identifier, puis à accepter les ambivalences et les incertitudes inhérentes à toute activité humaine.

(Rossel, 1986, p. 54)

Certes, accepter les incertitudes et identifier les situations d'interstices aux systèmes dominants relève d'une entreprise intellectuelle louable. Néanmoins, adopter une telle position risquerait d'en rester à des considérations morales. Elle pousserait – fût-ce implicitement – à approuver les situations encore et toujours marquées par des existences précaires, fracturées et marginalisées (Scrase, 2001). Bon nombre d'artisans demeurent des travailleurs précaires. Ils vivent des situations de survie qui sont loin de correspondre aux figures esthétisées du folklore, du populaire ou du vernaculaire. Si leurs marges de manœuvre existent, celles-ci demeurent limitées et ne concernent qu'une infime partie des travailleurs de l'artisanat.

Face à ce constat, l'hypothèse selon laquelle dans leurs pratiques professionnelles (technologie, rapports à la ressource) et leurs formes d'organisation sociale du travail, ces activités de production sont une solution pour une remise en cause globale des systèmes de production doit être écartée. L'idée qu'elles sont en mesure d'esquisser les fondements d'une économie plus équitable, moins énergivore et permettant d'assurer des moyens de subsistance à grande échelle ne paraît pas soutenable : leur fonctionnement montre combien ces systèmes économiques sont, entre autres, vulnérables par rapport aux forces du marché. La grande précarité et les formes structurelles de dominations et de conflits internes qui les caractérisent, les rendent plus fragiles encore. Enfin, dans un contexte où la transition économique en cours ne s'accompagne pas d'emplois suffisants et bien rémunérés, c'est l'ensemble du processus économique qu'il convient de repenser, avec davantage de droits et de protection sociale. Il est donc difficile d'envisager que nous sommes, dans le contexte indien et dans celui de ces filières, en présence d'un contre-modèle, tant l'écart entre la situation actuelle et ce vers quoi l'on devrait tendre est important.

L'artisanat demeure néanmoins un monde économique vivace qu'il faut continuer à penser. D'une part, il offre une fenêtre d'observation pertinente sur le fonctionnement du capitalisme contemporain. Celui-ci, privilégiant la création et la promotion d'espaces et d'économies « remarquables », entendus comme des espaces et économies « d'accumulation » (Bhattacharya & Sanyal, 2011), relègue les dynamiques des plus petites entreprises au rang de vestiges de la tradition et de l'informalité (Benjamin & Raman, 2011). D'autre part, ces économies, et donc les espaces auxquels ils sont associés, remplissent une fonction spécifique dans ces nouvelles productions : celle d'une « économie du besoin » (*need economy*) (Bhattacharya & Sanyal, 2011), qui fournit des biens matériels utilitaires et de subsistance, et des services bas de gamme à un profil diversifié de population.

Bien que les points de passage d'un mode de production, ordinaire, à l'autre, remarquable, laissent entrevoir l'idée que seule une économie d'accumulation permettrait d'envisager un maintien de ces activités, l'observation des déplacements auxquels sont soumis les artisans met aussi en évidence une myriade de trajectoires, de formes d'adaptation et d'accès à des marchés qui offrent des perspectives sinon d'enrichissement, du moins d'emploi et de vies décentes.

Dès lors, il convient de poursuivre l'étude de ces processus/déplacements en étant particulièrement attentif à leurs registres :

- Matériels et spatiaux, observés dans l'obligation pour les artisans de se déplacer pour accéder à la ressource, au marché, et pour faire face à des pressions multiples, liées à l'érosion des côtes, à des aménagements ou à des jeux spéculatifs transformant leurs espaces de vie. Ce type de déplacement concerne aussi les potiers, contraints de restreindre leur espace de travail à mesure que des espaces peu denses offrant jusque-là des ressources brutes aisément accessibles laissent place à du bâti.
- Économiques, exprimés dans le passage de pratiques et marchés ordinaires vers la sphère de l'économie de biens remarquables. Ces processus se manifestent aussi par des situations de « fermeture » de certains espaces ou marchés, à l'exemple de celui du temple de Thennampakkam, qui illustre le dynamisme de la mise en marché du religieux.
- Sociaux et politiques, qui se traduisent dans une quête permanente de reconnaissance sociale et/ou identitaire, en particulier pour les pêcheurs qui revendiquent un statut tribal (*adivasi*), et pour des communautés contraintes d'endurer des discriminations, des formes de domination et la servitude en raison de leur appartenance à une caste subalterne (MBC, OBC, SC). Ces déplacements s'expriment aussi par une fragmentation politique qui rend le champ des rapports de pouvoir complexe à analyser du fait notamment du rôle changeant des autorités locales (*panchayat*), soumises à la double pression subie de la part des instances sublocales (*ur panchayat*, collectifs d'artisans) et des instances supérieures de l'État.
- Rituels enfin, qui renvoient à la fonction de service auprès du temple, historiquement assurée par les potiers qui tend à tomber en désuétude, ou qui se limite aujourd'hui à une simple relation commerciale. L'autorité croissante des institutions religieuses, très puissantes financièrement, place aujourd'hui les artisans en interaction avec elles dans la position de travailleurs subalternes, là où ils bénéficient encore d'une reconnaissance au titre de leur fonction de médiateurs qui les conduit à assurer eux-mêmes les rituels ou les cérémonies accompagnant les offrandes tout en étant parfois écartés des marchés productifs (ex-votos par exemple).

L'observation attentive de ces déplacements et changements permet de dégager plusieurs caractères essentiels et actuels des configurations artisanales. Aujourd'hui, les artisans sont placés en situation de négociations permanentes pour maintenir leur place dans les différents espaces qui structurent leur quotidien (espaces sociaux, de vie et de travail, et politiques), et pour s'assurer, au sein de leurs propres groupes, de leur clientèle et des instances politiques, une reconnaissance sociale et professionnelle. Les forces sociales y sont de plus en plus sensibles à la question du « faire », à la signification sociale du « travail » et à des valeurs qui entraînent un *basculement* des modes de production « d'une économie des objets (possédés) vers une économie des usages (accessibles) » (Veltz, 2021), privilégiant une économie des besoins.

Les économies artisanales ne peuvent être pensées en dehors des systèmes économiques dominants, ni être extraites du fonctionnement de l'État (dans ce cas, la « démocratie indienne »), tant celui-ci est traversé de positions idéologiques ayant tendance à se radicaliser. En tenant compte de ces forces, elles doivent être analysées dans le cadre de relations dialectiques entre « besoin » et

« accumulation » (*need-accumulation*), et entre « travail matériel » et « travail affectif » (ou immatériel) (*material labour-affective labour*) (Bhattacharya & Sanyal, 2011).

En prenant acte de la vigueur des forces antagonistes qui traversent les mondes artisanaux, il est important de souligner le fait que la valeur qu'ils représentent du point de vue économique n'est pas homogène. Elle ne peut par ailleurs se mesurer en seuls termes monétaires, et doit dès lors être évaluée selon d'autres critères qui réinterrogent le sens et la valeur symbolique des biens marchands comme celles du travail et des relations sociales. Cette idée, en ligne avec un champ de réflexion prolifique, se doit-elle de considérer l'idée selon laquelle, aujourd'hui, les « *takers* », auraient pris le dessus sur les « *makers* », comme l'indique Mariana Mazzucato (citée par Veltz, 2021). Ce phénomène doit être pris au sérieux, tant il est central pour comprendre et penser l'économie. Il interroge à la fois la place de l'artisanat dans l'économie et dans les politiques, notamment celles qui œuvrent à la production de l'espace urbain.

Conjuguer un effort réflexif qui articulera l'économie, les pouvoirs et l'espace suppose dès lors d'approfondir l'étude combinée des différents régimes de valeur et des différents mondes sociaux qui structurent les univers artisanaux. Voici la voie proposée pour de poursuivre un effort analytique engagé. Il me conduira à replacer l'étude des configurations artisanales dans un système d'interprétation plus large, invitant à explorer les liens entre géographie matérielle, géographie économique de l'urbain et géographie politique.

PERSPECTIVES D'ANALYSE

Pour mener ce travail, je retiens trois aspects qui structurent un chantier de recherche de long cours, et qui permettront de le nourrir, de le discuter, et de le penser avec d'autres, aux côtés d'étudiant·e·s, de collègues chercheurs et d'autres partenaires d'exploration.

Référentiels théoriques et conceptuels

Le premier aspect consiste à prolonger une réflexion sur les référentiels théoriques permettant d'éclairer les thématiques transversales de mes travaux. Ce travail pourra être mené de manière parallèle entre recherche et activités d'enseignement. Approfondir ces grilles de lecture conceptuelles permettra, sinon de contribuer à une théorie de grande portée, au moins de formuler un questionnement de fond à partir de cas empiriques replacés dans des cadres d'analyse plus larges. Pour l'heure, quatre thèmes sont retenus :

Pouvoir et politique. Une attention spécifique sera portée aux pratiques et aux relations qu'entretiennent les acteurs de l'État et la société, étant entendu qu'à partir de différentes sphères du pouvoir politique, où les acteurs disposent de registres de légalité, de légitimité et des niveaux d'influence différents, se dessine un faisceau complexe de logiques et de jeux de pouvoir. Mes travaux précédents, menés pour éclairer cette question dans le contexte de quartiers d'habitat précaire, méritent d'être réévalués. Le pouvoir se joue dans des modalités sinueuses qu'il faut étudier de près, en s'appuyant sur un corpus de travaux issus de la sociologie et de l'anthropologie politiques notamment. Tout comme les pratiques et les relations économiques dont je cherche à souligner « l'enchâssement » dans le social, les principes de la démocratie indienne et leurs formes de « vernacularisation » observées dans le champ de la « politique populaire » définissent des axes

de réflexion à mettre en dialogue avec des études ethnographiques conduites, en Inde, sur ces questions (Michelutti, 2007).

Urbanisation et transition urbaine : la thématique de l'urbanisation, largement étudiée dans le contexte métropolitain, mais encore peu appréciée dans ses dynamiques de faible ou moyenne intensité, constitue un autre important champ d'exploration. Il conviendra d'en analyser les volets spatiaux, matériels principalement, et politiques (gouvernance), et les connexions avec le domaine économique (industrialisation, productivité). Les questions économiques relevant de la marchandisation du secteur des biens artisanaux et du foncier, mais aussi de l'économie de la culture et du patrimoine, seront mises en lien avec l'étude des dynamiques de la transition urbaine. Les apports du matérialisme historique seront remobilisés, en particulier pour penser l'articulation entre ce mouvement (dans ses dimensions planétaires comme régionales) et les dynamiques du capitalisme, privilégiant une lecture d'écologie politique. En effet, la question des ressources, de leur dégradation et des liens à la fois économiques et symboliques qu'ils établissent avec les artisans définit un volet particulièrement riche à explorer. Il pourra être abordé au travers d'une discussion sur les récents travaux qui s'efforcent de penser la place des villes dans la phase actuelle de l'anthropocène, et viennent articuler les courants de la nouvelle écologie et de l'urbain politique. Sur la base d'une lecture critique de ces travaux, il s'agira de poursuivre l'analyse des expressions de l'urbanisation sur les milieux, et de discuter des manières dont on peut étudier (sans se prêter à une mystification de l'un, l'urbanisation, ou de l'autre, la nature³⁰²), leurs interrelations, à la fois matérielles, sociales, symboliques et politiques.

Économie des besoins, économie de la fonctionnalité, économie circulaire : il y a, dans ces notions, un socle réflexif à approfondir pour interroger de manière plus fouillée la question des rapports et des modes de production économiques, et en particulier des critères qui permettent d'appréhender l'économie dans ses dimensions tout à la fois sociales, économiques et politiques. Cette réflexion mènera à discuter, au prisme de plusieurs lectures, de la question des échelles et des temporalités de tels processus, considérant les récentes réaffirmations de la question locale et de la proximité (néolocalisme), qui représentent des injonctions et sont soumises à des interprétations et à des usages déformés.

Espace, lieu, territoire : il n'est pas ici question de revenir sur l'un des débats les plus foisonnants et animés de la géographie. Néanmoins, l'usage des mots revêt une grande importance qui accompagne toute entreprise scientifique. À ce titre, pour poursuivre la démarche que j'envisage dans le concept de lieu (*place*), il s'agit d'en suggérer un usage articulé à la notion de configuration, issue d'un autre registre disciplinaire et théorique, qui invite à une double réflexion épistémologique et méthodologique. Elle permettra d'avancer dans l'élaboration de nouveaux référentiels qui guideront la démarche d'observation *in situ* dans un souci d'appréhender les interactions dans et avec l'espace. Le territoire, concept clé de la géographie dont l'usage mérite certaines précautions, présente un caractère euristique et pédagogique, à

³⁰² Je pense ici particulièrement au recours que font certains auteurs de l'idée de Gaïa pour désigner la nature : voir (Jon, 2021).

condition bien sûr d'en expliciter les sens, tant il fait l'objet d'usages multiples, particulièrement dans la sphère des collectivités territoriales.

La question productive et l'urbain. Proche du domaine thématique dans lequel se situe ce mémoire, il s'agira d'articuler la réflexion menée sur l'Inde à celles qui traversent de nombreux contextes urbains occidentaux, où l'on peut observer des mouvements en direction du retour du productif en ville. La question des relocalisations industrielles en contexte urbain dense interroge en effet les intentions politiques à l'œuvre. Elles mettent en évidence de nouvelles implantations industrielles, et des niches technologiques des formes de marchandisation esthétisée du faire, néoartisanat. Les déclinaisons du débat sur le productif en Europe sont nombreuses et insistent sur les effets du processus d'urbanisation, plus particulièrement sur l'étalement urbain, la survalorisation du sol et sur la restructuration productive. Elles rappellent que les logiques déjà mentionnées ont mené à la délocalisation d'un grand nombre de dispositifs industriels dans des sites de production éloignés des marchés locaux de consommation, à la déstructuration d'espaces entiers jusque-là dédiés à l'activité productive, et au déclin des espaces commerciaux et industriels de petite échelle. Envisager un renversement de ces dynamiques consiste, pour de nombreux auteurs, à tenir compte des possibilités de la valorisation des circuits et des cycles courts économiques. Ces derniers ont fait leurs preuves dans leur capacité à générer de l'emploi local, à enrayer le mouvement de standardisation des produits, à lutter contre l'éloignement entre producteurs et consommateurs et enfin à répondre aux exigences de protection de l'environnement. Ce débat est d'autant plus actuel que les crises financières, climatiques et sanitaires se multiplient et rendent les économies nationales instables, car dépendantes de sites de production distants. Aussi, les volontés de relocalisation de la production en ville, voire de réindustrialisation, trouvent désormais dans les pouvoirs publics et autres opérateurs d'aménagement un soutien à de nouvelles filières productives. Celles-ci reposent davantage sur les ressources de la proximité, sur une quête de lien social, sur la promotion de la petite échelle et d'une économie plus *frugale* s'appuyant sur une conception *plus* sociale, *plus* écologique et *plus* locale des échanges économiques que certains qualifient de *next economy* (Borret 2019). Interroger ces dynamiques permet d'approfondir l'articulation entre espace et économie et, plus précisément, entre production urbaine et production artisanale à partir d'autres contextes que le cas indien abordé tout au long de ce mémoire. Les métiers artisanaux et productifs traditionnels, leurs fonctions dans la société actuelle et dans la ville, la contribution de ces « vieux emplois dans les nouvelles économies urbaines » (*Old Jobs in the New Urban Economy*) (Ocejo 2017)³⁰³ et leur esthétisation (Cassely 2018), comptent parmi les thématiques susceptibles de structurer des projets Nord-Sud, et/ou d'accompagner des recherches doctorales.

³⁰³ De premières discussions initiées avec Richard Ocejo, dans le cadre du colloque « Urban Production » organisé à Bruxelles en 2018, ont mis en évidence l'intérêt de mener des études croisées Amériques-Asie du Sud-Europe. Il s'agira, dans un futur proche, de traduire ces intentions en actes.

Posture et démarche empirique, outils d'analyse et de restitution

Aux côtés d'un travail théorique, il conviendra d'affiner les méthodes et les outils permettant d'orienter le regard, puis d'interpréter, de rendre compte et de restituer, des situations observées. Partant des représentations schématiques exposées dans ce mémoire, notamment celles qui présentent les circulations de l'argile et celles de la sardine (Figure 37 ; Figure 38), les efforts de représentation et d'analyse-description des trajectoires de matières-ressources et d'objets (vivants et non vivants) et des configurations artisanales, seront prolongés. Ce type d'outil définit un support pédagogique stimulant pour aborder l'étude des liens dynamiques qui caractérisent espaces et productions, et les relations que ceux-ci mettent en mouvement.

Cette question interroge en creux un aspect central de la « politique du terrain » (Olivier de Sardan, 1995) : celle du regard-observateur qui est d'autant plus soumis à des risques interprétatifs, qu'il est, dans le cas de cette enquête, caractérisé dans cette enquête par ma maîtrise insuffisante de la langue tamoule. À cet aspect s'ajoute le recours à un tiers interprète, « assistant de recherche », qui représente une autre source de possibles biais interprétatifs tout en étant un riche véhicule de « traduction sémiologique » (*Ibid.*). Dans mon cas, c'est dans un travail permanent d'aller-retour entre le terrain et l'espace de l'échange académique (auprès de chercheurs tamouls travaillant sur des sujets proches) que je me suis efforcé de limiter les travers d'une approche distanciée par des différences linguistiques et culturelles. J'ai tenté d'introduire, au moyen d'un travail collectif, « le débat dans l'enquête, au niveau même de la production de données et des stratégies interprétatives qui s'y manifestent » (*Ibid.*). Cette démarche mérite d'être poursuivie dans un cadre plus collectif encore que celui d'un programme de recherche situé dans un temps limité. De nouvelles enquêtes permettront de tester la validité du contexte analytique et de prolonger les réflexions au sujet de l'approche méthodologique initiée. Sur la base d'une nouvelle échelle de regroupement de terrains seront envisagées des comparaisons interfilières et interespaces, offrant des perspectives de généralisation.

En guise de prolongement des études de cas restituées ici, je projette tout d'abord d'étudier d'autres filières, particulièrement celle de la transformation du bois ancien, système productif implanté au cœur de l'agglomération urbaine de Pondichéry. Ce cas d'étude, qui relève principalement d'un artisanat de transformation, permettra d'élargir la focale vers de nouvelles configurations artisanales. Celles-ci paraissent singulières dans leur manière d'articuler l'urbain central et des régions plus éloignées que celles concernées par les systèmes régionaux de la poterie. Par ces caractères, cette configuration économique semble se rapprocher de celle de la pêche. Les ateliers de transformation du bois récupèrent des matériaux issus de la destruction d'anciennes bâtisses traditionnelles tamoules, en premier lieu des imposants palais Chettiar de la région du Chettinad (Tamil Nadu). La matière première, souvent des bois anciens et précieux (ébène, teck de Birmanie), est destinée à se muer en ornements domestiques pour des maisons de classes urbaines aisées, des restaurants, des boutiques d'antiquités ou des bâtisses rénovées usant de signifiants esthétiques évoquant l'ancien. Il y a là un questionnement susceptible de mettre en perspective l'analyse menée sur la poterie, en invoquant une dimension symbolique du travail artisanal et de la matière qui reflète plus encore que la poterie artisanale ordinaire les dynamiques urbaines patrimoniales. Pour élargir la focale, ces études de cas serviront de base à une analyse élargie à d'autres contextes indiens, situés dans d'autres contextes urbanisés, depuis l'échelle du village jusqu'à celle de quartiers métropolitains. Cette démarche pourra faire l'objet de collaborations interdisciplinaires, notamment des anthropologues, attentifs à la dimension

spatiale des économies productives, à l'exemple de Tom Chambers qui étudie le travail artisanal dans des contextes urbains et microlocaux (Chambers, 2019).

Enfin, j'envisage une ouverture internationale, notamment au Brésil où, en dépit de la fragilité des économies productives, comme je l'ai indiqué au début de cette conclusion, la pêche artisanale fait face à des enjeux qui méritent d'être comparés aux cas indiens. À ce titre, une collaboration a déjà été étudiée avec plusieurs membres du programme de recherche interdisciplinaire PESCARTE. Cette équipe travaille dans le domaine de la socioanthropologie maritime et poursuit à la fois une ambition de recherche semblable à celle qui m'anime, notamment marquée par une recherche de nouvelles manières d'aborder l'enquête de terrain et ses modes de restitution. Elle est en outre engagée dans la mise en œuvre d'une démarche d'éducation environnementale et de recherche-action³⁰⁴ qui permettent d'envisager de riches échanges. Cette perspective de collaboration pourrait être considérée en lien par exemple avec l'équipe de recherche FISHERCOAST, dont le programme est en voie d'aboutissement (décembre 2022). Parmi les enjeux relatifs à la collecte de données et à sa restitution, d'autres perspectives encore devront être envisagées. L'étude des configurations artisanales est une des manières possibles de représenter les combinaisons qui opèrent entre «des systèmes d'objets et des systèmes d'action» (Santos, 1997). Leur restitution sous la forme de représentations schématiques ouvre la voie à une réflexion sur les critères qui prévalent à l'observation, sur les manières d'en représenter la teneur à la fois visuellement et au moyen de récits de terrain, sur le langage graphique. Une question demeure : celle de la prise en compte de la dimension temporelle dans de telles productions visuelles. Le soin apporté à cette démarche pourra également porter sur l'analyse des objets (matière première, biens fabriqués, etc.) qui, comme c'est le cas dans les deux filières étudiées, sont de nature et de composition différentes, et se transforment et changent de substance (Hahn & Soentgen, 2011). Ce volet de l'analyse confère à la technique un sens et, de ce fait, doit donc être soumis à une précaution particulière. À ce titre, la collaboration avec l'association ARPENTAGES³⁰⁵, dont plusieurs membres ont contribué à l'élaboration des représentations schématiques qui mettent en scène les circulations et les jeux de force à l'œuvre dans ces filières, est un premier effort qu'il s'agira de poursuivre. Il conviendra de penser de concert les choix graphiques et les représentations visuelles sur l'objet de la recherche ainsi que le rôle de la cartographie collaborative. Celle-ci dessine une dernière série de perspectives auxquelles il s'agit à présent de s'intéresser.

Une science ouverte et collaborative ? Jalons et obstacles pour une recherche impliquée

La question de l'implication du chercheur vis-à-vis de la réalité sociale de ses « terrains », évoquée à plusieurs moments de ce travail, occupe un volet de mes réflexions dont la partie publiée figure dans l'axe 4 du recueil de publications. Il y a là des pistes de réflexion à poursuivre concernant les enjeux, les obstacles et les limites d'un savoir scientifique (géographique) voulu d'abord collaboratif. Attentif aux enjeux de la réflexivité dans la production et la restitution des connaissances, je souhaite contribuer à une recherche ouverte, transversale et impliquée. Ceci nécessite d'envisager une posture et des outils adéquats, trouvant la juste distance avec les objets et donc les espaces sociaux auxquels ils se réfèrent. Soucieux de m'engager dans des chantiers

³⁰⁴ <http://www.pea-bc.ibp.org.br/?view=projeto-apresentacao&id=6>

³⁰⁵ <https://arpentages.fr/>

collectifs, c'est dans cette perspective que j'ai entrepris mes récentes recherches dans le cadre de l'équipe interdisciplinaire investie dans un questionnement sur les mutations des espaces côtiers et des mondes de la pêche au Tamil Nadu (Programme FISHERCOAST)³⁰⁶, et dans celui d'un collectif de chercheurs engagée dans une recherche urbaine appliquée qui intègre une dimension analytique relevant de l'écologie politique (Programme RUSE)³⁰⁷.

Dans ces deux dynamiques de recherche, l'ambition est de porter un regard transversal et de mobiliser des outils susceptibles de combler un déficit structurel de données observé à l'échelle locale (villages côtiers de Pondichéry et de Cuddalore). Le manque de données solides sur les enjeux relatifs aux transformations du climat et aux vulnérabilités des espaces côtiers, de même que le déficit d'études systématiques menées dans les phases pré-opérationnelles des projets de rénovation urbaine (mises en œuvre sans étude préalable des effets sur les espaces et les économies locales), outre de constituer des freins certains à la recherche qu'il convient de combler, obstruent toute possibilité de contester des projets controversés. Cette situation engage le chercheur à collecter des données à l'échelle des localités, auprès de résidents, d'associations et de militants, en vue de rassembler un savoir non formalisé sur lequel il serait possible de s'appuyer pour engager dialogue et débats avec les opérateurs de projets et d'infrastructures. La perspective de collecter de telles données granulaires et de construire un socle de connaissances fondées sur les savoirs sociaux sur ces espaces à des fins de co-construction ou de contestation, figure au cœur de mes préoccupations à venir.

Dans le contexte des espaces étudiés, ces données touchent à la fois à l'occupation, à l'usage du sol et à sa tenure foncière, à la cartographie des usages de l'espace (notamment des communs), aux aléas climatiques ou à l'érosion. Nécessitant un important exercice de collecte et d'archivage, cette démarche fait l'objet d'un travail collectif, dans le cadre d'un programme de long terme sur les espaces littoraux pour lequel une plateforme de données a été élaborée, depuis l'Institut français de Pondichéry. La question de l'archivage digital et de l'accessibilité des données de la recherche comptent parmi les enjeux actuels des mondes de la recherche. Ceci, qu'elle concerne un matériau brut (données primaires : entretiens et observations, collection de photographies) ou retravaillé (données secondaires : publications scientifiques, récits d'enquêtes, ou notes politiques par exemple). Elle présente toutefois un grand nombre de difficultés d'ordre technique et logistique, mais aussi éthique qui interrogent la diversité des interprétations et des usages de ces données, et les causes qu'elles sont susceptibles de servir.

Dans le cadre de cette démarche de valorisation des données collectées, la question se pose des choix de ce qui doit ou non être gardé et archivé parmi les données qui impliquent les parties prenantes de la recherche. C'est d'autant plus le cas lorsqu'elles concernent un matériau illustrant des conflits et des sujets de controverse susceptibles d'être mobilisés à leurs dépens. La coproduction d'histoires sur le quotidien artisanal et celui de ses espaces définit une perspective stimulante pour une recherche voulue impliquée. Elle est toutefois soumise à la prudence et à des normes institutionnelles de plus en plus strictes visant à protéger les droits de propriété intellectuelle. Néanmoins, elle présente l'opportunité souvent inédite, pour certaines collectivités, de transmettre leur récit à partir de leur propre perspective (Robertson, 2012). Opérante dans le domaine des idées, l'entreprise de co-construction ne semble pas avoir intégré le registre des

³⁰⁶ « Coastal Transformations and Fisher wellbeing. Synthesized perspectives from India and Europe (FISHERCOAST) », EQUIP-ES/R010404/1. Coord. Consortium A. Menon. Coord. Volet ANR. N. Bautès (2019-2022).

³⁰⁷ Résilience Urbaine et Socio-Écologique de la biorégion de Pondichéry (RUSE). AFD-Copar. Coord. N. Bautès & R. Mathevet (2019-2022).

pratiques. Plusieurs initiatives récentes, menées dans le cadre du programme de recherche-action RUSE³⁰⁸ m'ont permis de prendre acte des difficultés et des limites des interactions et des collaborations établies entre les sphères académique, institutionnelle, habitante et militante. Des divergences d'intentions, de préoccupations et de langages ponctuent ces relations, si bien que toute invocation de leur caractère émancipateur doit être soumise à une évaluation attentive. À ce titre, les élans stimulants de la *science ouverte* ou de la *science participative*, tout comme les plateformes d'archives en ligne ou encore la cartographie militante, semblent intéressants à expérimenter, tout en les interrogeant de manière distanciée. Parmi leurs limites figure le fait qu'elles ne semblent pas, à ce jour, disposer de protocoles permettant d'éviter les entreprises multiples de récupération, en particulier dans des contextes de fortes inégalités et de rapports de force. Il y a là un dernier chantier qui, à la lumière des réflexions déjà menées sur ce sujet, mérite un effort prolongé.

Au terme de cette discussion sur ma trajectoire personnelle et scientifique et sur mon positionnement vis-à-vis de ma démarche de géographe, un grand nombre de questions restent en suspens et le doute, inhérent à la fonction et au métier d'enseignant-chercheur, demeure. D'autres interrogations subsistent, qui, comme l'indique l'auteur cité en épigraphe, « font la longue durée de la vie d'un individu qui les emporte avec lui et qui y revient toujours » (Tarot, 2011). Parmi elles, celle de l'artisanat, de sa place et de ses fonctions dans la société, habite mes réflexions personnelles. Héritier d'une famille où ce mot occupait l'essentiel des discussions et des préoccupations quotidiennes, l'artisanat résonne aujourd'hui comme une thèse dont *on peut bavarder*, mais qui peut surtout, comme c'est mon cas, orienter un engagement professionnel.

Dans le vaste champ des questions qui demeurent, celles qui se posent avec le plus d'acuité à l'heure où j'écris ces mots de fin comme à l'heure où je rédigeais le corps de ce mémoire, relèvent de la période de crise systémique que traverse le monde. Cette crise met plus que jamais en évidence l'importance d'un regard critique sur des façons de produire actuellement « insoutenables ». Cet élan invite nécessairement à sortir des cloisonnements disciplinaires tant il « rend les spécialisations, pourtant nécessaires, tragiquement insuffisantes » (Lordon, 2014). Ces mots font écho à l'effort poursuivi depuis les débuts de ma carrière de géographe, qui a systématiquement consisté à engager un double mouvement, l'un en direction de ma propre discipline, l'autre en direction de la richesse de ce que peut apporter un véritable dialogue interdisciplinaire, tous deux soucieux de contribuer activement au débat citoyen.

³⁰⁸ Quelques illustrations de ces initiatives figurent en annexe de ce volume. Leur caractère récent empêche d'en dresser un bilan. Cet exercice compte parmi les chantiers qu'il conviendra d'approfondir.

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Ruines de la prison centrale de Pondichéry (nb, 2017).....	15
Figure 2 : Échoppe vendant des poteries en terre cuite. Kosakadai Street, Pondichéry. (nb, 2018)	17
Figure 3 : Extrait de la page du journal The Wire, 31.03.2019	44
Figure 4 : Le <i>swadeshi</i> selon M.K. Gandhi, Gandhi Ashram, Ahmedabad (nb, 2019).....	53
Figure 5 : Label Geographical Indication of India:.....	65
Figure 6 : Artisan potier au travail : à gauche, ferronnier musulman (Bhuj, Gujarat) ; à droite, potier de caste Velar (Pudukottai, Tamil Nadu) (nb-2019).....	67
Figure 7 : Configurations spatiales de l'artisanat ordinaire : une proposition d'analyse (nb, 2020).....	116
Figure 8 : Pondichéry (Puducherry) en 2022, et sa biorégion, définie d'après le Sustainable Regional Planning Framework PVAC (PondyCan, 2012).....	120
Figure 9 : L'enclave de Pondichéry, districts et <i>taluks</i> * connexes (Tamil Nadu)	121
Figure 10 : La vente de terrains à bâtir constitue un marché en pleine expansion dans la région de Pondichéry (nb, 2019).....	122
Figure 11 : Municipalité de Pondichéry et son centre-ville : la Boulevard-Town (PVAC, 2016)	124
Figure 12 : Logo de la mission Smart City à Pondichéry, Puducherry Smart City Development Corporation Limited (pondicherrysmartcity.in).....	126
Figure 13 : Evolution de l'occupation des sols (Land Cover) dans la biorégion de Pondichéry	128
Figure 14 : Densité de la population dans la biorégion de Pondichéry (2011).	129
Figure 15 : Enjeux et vulnérabilités littorales sur la côte Coromandel, Tamil Nadu (IFP, 2017 ; 2022)..	146
Figure 16 : Le littoral côtier de Cuddalore : des localités spécialisées dans la pêche soumises à des transformations liées à l'érosion côtière et à l'industrialisation.....	148
Figure 17 : Principales localités spécialisées dans la pêche artisanale, littoral de Pondichéry (données : 2009 ; 2022)	151
Figure 18 : La divinité villageoise Aiyandar et son culte au Tamil Nadu : traits généraux et articulation avec la pratique artisanale de la caste des potiers de caste <i>kullavar</i> (sources: Wayne, 2016; nb, 2021).....	155
Figure 19 : Localisation des potiers dans la biorégion du Pondichéry et effectifs étudiés (entretiens et observations)	160
Figure 20 : Partie inférieure chevaux sculptés en argile, séchant au soleil, Munoor (nb-fev.2020)	164
Figure 21 : Le potier Arumugam, Murugampakkam, expliquant les gestes du métier (nb, 2020)	165
Figure 22 : Publicité pour une entreprise de ciment, route de Cuddalore (nb, 2019).....	168
Figure 23 : Une configuration périurbaine (Munoor, TN). Extraction, transformations et circulations de la matière argileuse. La fabrication d'un <i>pālāi</i> (pot d'argile, <i>clay pot</i>) (nb, 2019).....	170
Figure 24 : L'atelier de Viru, situé le long de la East Coast Road, Pondichéry (nb, 2020)	175
Figure 25 : Karunanithi, <i>master potter</i> , dans son atelier (nb, 2019).....	176
Figure 26 : Une petite industrie artisanale de poterie aux franges de l'urbain (Kombakkam, Pondichéry) (nb, 2020).....	178
Figure 27 : (en haut) : Extraction de boue destinée à la fabrication de briques, dans le lac partiellement asséché de Velrampet. (en bas) : Briqueterie située à quelques kilomètres (nb, 2020).....	179
Figure 28 : Chenal et dispositif permettant aux bateaux de pêche d'accéder à l'océan, sur un littoral approprié par l'usine IL&FS (Pudukuppam) (nb, 2021)	188
Figure 29 : <i>Post-tsunami relief quarters</i> : logements financés dans le cadre de l'aide d'urgence, Swiss Red Cross, Kotakuppam, Pondichéry (nb, 2021)	193
Figure 30 : Communs côtiers à Vaithikuppam, espaces de travail, de fête et de détente utilisés par les pêcheurs aujourd'hui en prise avec le projet de création d'une promenade littorale (nb, 2020)	196

Figure 31 : Ancienne distillerie de Pondichéry, en cours de transformation en un complexe touristique : centre culturel et d'expositions, hôtel et galerie commerciale (nb, février 2021)	198
Figure 32 : Premières ébauches du projet d'extension de la Beach Promenade sur le littoral nord de la ville-boulevard, Vaithikuppam, Kuruchikuppam, Solainagar (Smart City Mission, 2017).	200
Figure 33 : Vaithikuppam, Pondichéry : enrochements et ancienne route de Madras (Source : Smart City Mission, 2017)	201
Figure 34 : La Chettiar Mansion, Adademy House, construction du début du 20 ^e siècle, avant et après rénovation (nb, février 2019 ; avril 2022)	203
Figure 35 ; Femmes potières kullalar peignant des pots destinés aux cérémonies matrimoniales (<i>Pelli kundalu</i>), Kosakadai Street, Pondichéry (nb, 2019)	207
Figure 36 : Kosakadai Street, renommée Ambalathadayar Madam Street, Pondichéry, en temps de festival (Ganesh Chaturdi), (nb, sept. 2020)	209
Figure 37 : Trajectoires d'un pot d'argile : de l'extraction à l'exportation (descriptif ci-après) (nb&tm, 2022)	212
Figure 38 : Représentation schématique des circuits suivis par la sardine : de la capture à l'exportation (nb&tm, 2022)	217
Figure 39 : Dans la filière artisanale de la pêche, les femmes assurent l'essentiel des activités post-récolte : vente aux enchères sur le quai, vente sur place, découpage et nettoyage du poisson (Port de Cuddalore, nb, 2020-2021).	220
Figure 40 : Activités post-récolte (post-harvesting) : (à gauche) : intermédiaire attendant de livrer la marchandise achetée aux enchères ; (en bas) : transport de sardines vendues à une entreprise de livraison de produits surgelés ; (à droite) : fabrication de glace pour une entreprise de livraison de produits de la mer frais ; Port de Cuddalore (nb, 2021)	221
Figure 41 : « Puli » traitant les déchets de poisson (<i>khazar</i>) ramassés sur le port de Cuddalore (nb, 2021)	223
Figure 42 : Extraits du site web de l'entreprise « sociale » <i>The India Craft House</i> , plateforme de vente en ligne de produits artisanaux indiens (https://theindiacrafthouse.com/)	226
Figure 43 : Thennampakam, un sanctuaire en prise avec l'urbanisation et ses effets sur le marché des biens religieux (nb, 2021)	231
Figure 44 : Mahalingam, potier fabriquant des sculptures en papier mâché, savoir-faire ancien des potiers <i>kullalar</i> (nb, 2022)	233

LISTE DES ENCADRÉS

Encadré I-1 : Questions de statut. Les <i>Vishswakarma</i>	51
Encadré III -1 : Précisions méthodologiques	139
Encadré III-2 : Dakshinamurthy, dernier potier de Marakanam	166
Encadré III-3 : Une typologie des « communs » (<i>poromboke</i>) – Tamil Nadu	173
Encadré III-4 : IL&FS, ou l'industrie de l'accaparement	187
Encadré III-5 : Controverses et errements dans la politique urbaine : le projet d'extension de la Beach Promenade	199
Encadré III-6 : Un exemple emblématique de la valorisation du quartier : la rénovation de l'Academy House	203

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Adam, M. (2019). Notion en débat : Production de l'espace. *Géoconfluences*. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/production-de-lespace>
- Adhana, D., & Raghuvanshi, R. R. (2019). Goods and Service Tax (GST) : A Game Changer for Indian Economy. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3452717>
- Afridi, F., Dinkelman, T., & Mahajan, K. (2016). *Why are Fewer Married Women Joining the Work Force in India? A Decomposition Analysis Over Two Decades* (SSRN Scholarly Paper N° 2731985). <https://doi.org/10.2139/ssrn.2731985>
- Agarwala, R. (2013). *Informal Labor, Formal Politics, and Dignified Discontent in India*. Cambridge University Press. <https://soc.jhu.edu/2013/04/informal-labor-formal-politics-and-dignified-discontent-in-india/>
- Agnew, J., & Crobridge, S. (2002). *Mastering space : Hegemony, territory and international political economy*. Routledge.
- Agrawal, A. (2005). Technologies of Government and the Making of Subjects. *London: Duke University*.
- Ambrosino, C., Guillon, V., & Talandier, M. (2018). Résiliente, collaborative et bricolée. Repenser la ville créative à « l'âge du faire ». *Géographie, économie, société, Vol. 20(1)*, 5-13.
- Amelot, X., & Kennedy, L. (2010). Dynamique économique et recompositions territoriales, une industrie traditionnelle locale de l'Inde du sud face à la mondialisation. *Annales de géographie, 671-672(1)*, 137. <https://doi.org/10.3917/ag.671.0137>
- Ameta, H. R. (1998). *Census of Handicraft artisans 1995-96* (p. 4). National Institute of Applied Economic Research. <https://www.india-seminar.com/2003/523/523%20census.htm>
- Amin, A., & Graham, S. (1997). The Ordinary City. *Transactions of the Institute of British Geographers, 22(4)*, 411-429. <https://doi.org/10.1111/j.0020-2754.1997.00411.x>
- Amin, A., & Thrift, N. (2000). What Kind of Economic Theory for what Kind of Economic Geography? *Antipode, 32(1)*, 4-9. <https://doi.org/10.1111/1467-8330.00117>
- Angelo, H., & Wachsmuth, D. (2015). Urbanizing Urban Political Ecology : A Critique of Methodological Cityism. *International Journal of Urban and Regional Research, 9(3)*, 16-27.
- Anthony, F.-C. (Éd.). (1982). *Gazetteer of India. Union Territory of Pondicherry: Vol. I. Administration of the Union Territory of Pondicherry*. <http://www.indianculture.gov.in/flipbook/3667>
- Appadurai, A. (1986). *The Social Life of Things : Commodities in Cultural Perspective*. Cambridge University Press.
- Arabindoo, P. (2005). A class act : Bourgeois ordering of public spaces in Chennai. *British Association for South Asian Studies Annual Conference, Leeds, 30*.
- Arabindoo, P. (2010). 'City of sand' : Stately Re-Imagination of Marina Beach in Chennai: Stately re-imagination of Marina Beach in Chennai. *International Journal of Urban and Regional Research*. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2010.00943.x>
- Arboleda, M. (s. d.). The Biopolitical Production of the City : Urban Political Ecology in the Age of Immaterial Labour. *Environment and Planning D: Society and Space*. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1068/d13188p?journalCode=epda>

Arboleda, M. (2015). The Biopolitical Production of the City : Urban Political Ecology in the Age of Immaterial Labour. *Environment and Planning D: Society and Space*, 33(1), 35-51. <https://doi.org/10.1068/d13188p>

Arnold, D., Jeffrey, R., & Manor, J. (1976). Caste Associations in South India : A Comparative Analysis. *The Indian Economic & Social History Review*, 13(3), 353-373. <https://doi.org/10.1177/001946467601300303>

Aubriot, O. (2004). Logiques paysannes en irrigation dite "traditionnelle". Exemples au Népal et en Inde du Sud. *Territoires en Mutation*, 12, 125-136.

Azmi, F., Lund, R., Rao, N., & Manimohan, R. (2021). Well-being and mobility of female-heads of households in a fishing village in South India. *Gender, Place & Culture*, 28(5), 627-648. <https://doi.org/10.1080/0966369X.2020.1739003>

Babu, S. (2011). Coastal Accumulation in Tamil Nadu. *Economic and Political Weekly*, XLVI(48), 12-13.

Bagnasco, A. (1999). Firms and society in local development : Lessons from italian experience. In *Decentralized Production in India. Industrial District, Flexible Specialization and Employment*. Sage.

Bakker, K., & Bridge, G. (2006). Material worlds? Resource geographies and the `matter of nature'. *Progress in Human Geography*, 30(1), 5-27. <https://doi.org/10.1191/0309132506ph588oa>

Balakrishnan, S. (2018). Seeing Mumbai through Its Hinterland : Entangled Agrarian-Urban Land Markets in Regional Mumbai. *Economic and Political Weekly*. 53(12). Review of urban affairs.

Barbey, R., Preiswerk, Y., & Vallet, J. (1986). Demain l'artisanat? In *Demain l'artisanat?* Graduate Institute Publications. <http://books.openedition.org/iheid/3327>

Barnes, J. R. (2018). Handmaking your way out of poverty? Craftwork's potential and peril as a strategy for poverty alleviation in Rockford, Illinois. In S. Luckman & N. Thomas, *Craft Economies*. Bloomsbury Publishing.

Bathelt, H., & Gluckler, J. (2003). Toward a relational economic geography. *Journal of Economic Geography*, 3(2), 117-144. <https://doi.org/10.1093/jeg/3.2.117>

Bautès, N. (2004). *Le goût de l'héritage. Processus de production d'un territoire touristique : Udaipur (Inde du nord)*. Paris 7, Denis Diderot.

Bavinck, M. (2003). The Spatially Splintered State : Myths and Realities in the Regulation of Marine Fisheries in Tamil Nadu, India. *Development and Change*, 34, 633-657. <https://doi.org/10.1111/1467-7660.00322>

Bavinck, M. (2018). Les petits pêcheurs laissés pour compte? Une histoire indienne. -. *Bulletin Pêche et Développement*, 151. <https://peche-dev.org/spip.php?article198>

Bavinck, M., & Gupta, J. (2014). Legal pluralism in aquatic regimes: A challenge for governance. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 11, 78-85. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2014.10.003>

Baviskar, A. (2011). Cows, cars and cycle-rickshaws : Bourgeois environmentalists and the battle for Delhi's streets. In *Elite and everyman* (p. 391-418). Routledge.

Bazin, L., & Selim, M. (2001). *Motifs économiques en anthropologie*. L'Harmattan.

Becattini, G. (1992). Le district industriel : Milieu créatif. *Espaces et sociétés*, n°66(1), 147-164.

Becattini, G. (1989). Sectors and/or districts : Some remarks on the conceptual foundations of industrial economics. In *Small firms and industrial districts in Italy* (p. 123-135). Routledge.

Béhar, D., Loisel, M., Rio, N., & Talandier, M. (2015). *La ville ordinaire saisie par l'économie : Entre*

système mondialisé et ancrage local. Le cas de l'Île de France. (p. 124) [Programme « Ville ordinaire et métropolisation »]. PUCA.

Belussi, F., & Caldari, K. (2008). At the origin of the industrial district : Alfred Marshall and the Cambridge school. *Cambridge Journal of Economics*, 33(2), 335-355. <https://doi.org/10.1093/cje/ben041>

Benjamin, S., & Raman, B. (2011). Illegible Claims, Legal Titles, and the Worlding of Bangalore. *Revue Tiers Monde*, n°206(2), 37-54.

Béra, M. (2004). La critique d'art : Une instance de régulation non régulière. *Sociologie de l'Art*, 3(1), 79. /z-wcorg/.

Bernard, C. (1980). Les activités dites non exploiteuses. *Tiers-Monde*, 21(82), 307-319. <https://doi.org/10.3406/tiers.1980.4224>

Bhattacharya, R., & Sanyal, K. (2011). Bypassing the Squalor : New Towns, Immaterial Labour and Exclusion in Post-colonial Urbanisation. *Economic and Political Weekly*, 46(31), 41-48.

Bisht, A. (2019). Predatory extractivism and ecological distribution conflicts. *Multitudes*, 75(2), 180-185.

Bisht, A. (2020). Between extractivism and sacredness : The struggle for environmental inheritances by the adivasi communities of India. In *Ethics and Politics of Space for the Anthropocene* (p. 124-148). Edward Elgar Publishing.

Bisht, A. (2021). Conceptualizing sand extractivism : Deconstructing an emerging resource frontier. *The Extractive Industries and Society*, 8(2), 100904.

Bissel, W. C. (2005). Engaging colonial nostalgia. *Cultural anthropology*, 20(2), 215-248.

Blanchet, G. (1984). Un exemple de petite production marchande en Polynésie française : « la pêche aux Ature dans l'agglomération urbaine de Papeete ». *Les cahiers de l'ORSTOM*, XX(1), 89-106.

Boltanski, L., & Esquerre, A. (2017). *Enrichissement. Une critique de la marchandise* (NRF Essais). Gallimard.

Boltanski, L., & Thévenot, L. (1991). *De la justification : Les économies de la grandeur*. Gallimard.

Bose, P. S. (2013). Bourgeois environmentalism, leftist development and neoliberal urbanism in the city of joy. In *Locating right to the city in the Global South* (p. 139-163). Routledge.

Bouquillion, B., Peghini, J., & Servan Schreiber, C. (2018). *Artisanat et design. Un dessein indien ?* Peter Lang, Editions Scientifiques Internationales.

Bouquillion, P. (2016). Les enjeux des industries créatives en Inde. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 17/ 2(2), 39-53. <https://doi.org/10.3917/enic.021.0039>

Boutillier, S. (2006). L'entreprise artisanale, entre l'entrepreneur et la grande entreprise. *Marché et organisations*, N° 1(1), 17-37.

Brand, U., Wissen, M., King, Z., Danso-Dahmen, L., & Jungwirth, B. (2021). *The Imperial Mode of Living : Everyday life and the ecological crisis of capitalism*.

Breman, J. (1996). *Footloose Labour. Working in Indias Informal Economy*. Cambridge. Contemporary South Asia.

Breman, J. (1999). Industrial Labour in Post-Colonial India. I : Industrializing the Economy and Formalizing Labour. *International Review of Social History*, 44(2), 249-300. <https://doi.org/10.1017/S0020859099000498>

- Breman, J. (2002). Communal upheaval as resurgence of social Darwinism. *Economic and Political Weekly*, 1485-1488.
- Breman, J. (2004). *The Making and Unmaking of an Industrial Working Class : Sliding Down the Labour Hierarchy in Ahmedabad, India*. Amsterdam University Press.
- Brenner, N. (Éd.). (2014). *Implosions/Explosions. Towards a study of planetary urbanization / ed. By Neil Brenner*. Jovis.
- Brenner, N., & Katsikis, N. (2014). Is the Mediterranean urban. *Implosions/explosions: Towards a study of planetary urbanization*, 428-459.
- Brenner, N., Madden, D. J., & Wachsmuth, D. (2011). Assemblage urbanism and the challenges of critical urban theory. *City*, 15(2), 225-240. <https://doi.org/10.1080/13604813.2011.568717>
- Brenner, N., & Schmid, C. (2012). Planetary Urbanisation. In M. Gandy (Éd.), *Urban Constellations*. Jovis.
- Brenner, N., & Schmid, C. (2014). The 'Urban Age' in Question : The 'urban age' in question. *International Journal of Urban and Regional Research*, 38(3), 731-755. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12115>
- Brenner, N., & Schmid, C. (2015). Towards a new epistemology of the urban? *City*, 19(2/3), 151-182.
- Brenner, N., & Theodore, N. (2002). Preface : From the "New Localism" to the Spaces of Neoliberalism. *Antipode*, 34(3), 341-347. <https://doi.org/10.1111/1467-8330.00245>
- Bridge, G. (2009). Material Worlds : Natural Resources, Resource Geography and the Material Economy: Material worlds. *Geography Compass*, 3(3), 1217-1244. <https://doi.org/10.1111/j.1749-8198.2009.00233.x>
- Brouwer, J. (1995). *The makers of the world : Caste, craft, and mind of South Indian artisans*. Oxford University Press.
- Bruckert, M. (2018). *The aromas of banned meat in contemporary India : Poaching small animals and eating game meat in Tamil Nadu* [Conference_item]. s.n. <https://agritrop.cirad.fr/589828/>
- Bruckert, M. (2021). La méthode follow-the-thing : Pour une biographie sociale et spatiale des aliments. In O. Lepiller, T. Fournier, N. Bricas, & M. Figuié (Éds.), *Méthodes d'investigation de l'alimentation et des mangeurs—MLAM* (Quae). éditions Quae. <https://doi.org/10.35690/978-2-7592-3347-2>
- Brulotte, R. L., & Montoya, M. J. R. (2019). Defining Craft : Hermeneutics and Economy. In A. Mignosa & P. Kotipalli (Éds.), *A Cultural Economic Analysis of Craft* (p. 15-23). Palgrave Macmillan.
- Bryson, J. R. (2019). The End of Manufacturing as we Know it : New Forms of Urban Production. *Urban Production*. Conférence Urban Production, Bruxelles. <https://www.youtube.com/watch?v=9IYB4Sl372s&feature=youtu.be>
- Buckley, M. (2014). On the Work of Urbanization : Migration, Construction Labor, and the Commodity Moment. *Annals of the Association of American Geographers*, 104(2), 338-347. <https://doi.org/10.1080/00045608.2013.858572>
- Buclet, N. (2012). Territoire, innovation et développement durable : L'émergence d'un nouveau régime conventionnel? : *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, décembre(5), 911-940. <https://doi.org/10.3917/reru.115.0911>
- Bugnicourt, J. (1973). *Economie infra-urbaine et marginaux : Quelques éléments pour une controverse*.

IDEP.

Bunnell, T., & Maringanti, A. (2010). Practising urban and regional research beyond metrocentricity. *International Journal of Urban and Regional Research*, 34(2), 415-420.

Buob, B. (2009). *La dinanderie de Fès. Un artisanat traditionnel dans les temps modernes*. (p. 424 p.). Ibis Press et Éditions de la Maison des sciences de l'homme. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01480388>

Camagni, R., & Maillat, D. (2006). *Milieux innovateurs : Théorie et politiques*. Economica.

Carr, C., & Gibson, C. (2016). Geographies of making : Rethinking materials and skills for volatile futures. *Progress in Human Geography*, 40(3), 297-315. <https://doi.org/10.1177/0309132515578775>

Caselli, G. P. (2018). Le processus de démonétisation en Inde. *Outre-Terre*, 54-55(1-2), 129-133. <https://doi.org/10.3917/oute2.054.0129>

Cassely, J.-L. (2018). *La nouvelle économie urbaine de proximité : La carte, le territoire et les fromagers bobos*. Fondation Jean-Jaurès. <https://jean-jaures.org/nos-productions/la-nouvelle-economie-urbaine-de-proximite-la-carte-le-territoire-et-les-fromagers>

Census of India. (1968). *Census of India 1961* (N° 1-1967; p. 145).

Chambers, T. (2019). 'Performed Conviviality': Space, bordering, and silence in the city. *Modern Asian Studies*, 53(3), 776-799. <https://doi.org/10.1017/S0026749X17000786>

Chambers, T. (2020). *Networks, Labour and Migration among Indian Muslim Artisans* (Economic Exposures in Asia). University College Press. <https://library.oapen.org/handle/20.500.12657/37589>

Chatterjee, A. (2017). *Margins of Citizenship : Muslim Experiences in Urban India*. Taylor & Francis.

Chatterjee, A. (2019). The Invisible Giant : Economics of Artisanal Activity in India. In A. Mignosa & P. Kotipalli (Éds.), *A Cultural Economic Analysis of Craft* (p. 203-212). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-02164-1_16

Chaudhuri, K. N. (1974). The structure of Indian textile industry in the seventeenth and eighteenth centuries. *The Indian Economic & Social History Review*, 11(2-3), 127-182.

Choplin, A. (2020). *Matière grise de l'urbain : La vie du ciment en Afrique*. Métis Presses.

Christensen, M. (1995). In the beginning was the potter : Material culture as mode of expression and anthropological object. *Folk*, 37, 5-24.

Ciotti, M. (2007). Ethnohistories behind local and global bazaars : Chronicle of a Chamar weaving community in the Banaras region. *Contributions to Indian Sociology*, 41(3), 321-354.

Clarke, A. E., Friese, C., & Washburn, R. S. (2005). *Situational Analysis : Grounded Theory After the Interpretive Turn*. Sage Publications.

Clément, C. (2015). *The formal-informal economy dualism in aretrospective of economic thought since the 1940s*, N° 43; p. 54). Universität Hohenheim.

Coelho, K., & Vijayabaskar, M. (2014). *On the Charts, Off the Tracks*. 22, 10.

Contractor, Q. (2012). « Unwanted in my city » The making of a « Muslim Slum » in Mumbai. In L. Gayer & C. Jaffrelot, *Muslims in Indian Cities : Trajectories of Marginalization* (p. 24-32). Harper Collins.

Cook, I. (2004). Follow the Thing : Papaya. *Antipode*, 36(4), 642-664. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2004.00441.x>

- Cook, I., & Tolia-Kelly, D. P. (2012). *Material Geographies* (D. Hicks & M. C. Beaudry, Éd.s.; Vol. 1). Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780199218714.013.0003>
- Coomaraswamy, A. K. (1909). *The Indian craftsman*. Probsthain & Co.
- Coronio, G. (1971). *Les équipements urbains : commerce et artisanat*. Centre de recherche d'urbanisme.
- Courlet, C., Pecqueur, B., & Soulage, B. (1993). Industrie et dynamiques de territoires. *Revue d'économie industrielle*, 64(1), 7-21. <https://doi.org/10.3406/rei.1993.1474>
- Crivello, S. (2015). Urban Policy Mobilities : The Case of Turin as a Smart City. *European Planning Studies*, 23(5), 909-921. <https://doi.org/10.1080/09654313.2014.891568>
- Daniels, P. W., & Bryson, J. R. (2002). Manufacturing services and servicing manufacturing : Knowledge-based cities and changing forms of production. *Urban Studies*, 39(5/6), 977-991.
- De Flore, R. (2015). *A la (con)quête des sols. Micro-logiques et stratégies foncières dans la production des Corridors industriels de Chennai, Inde* [Thèse de doctorat, Université Paris-Est]. https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01300909/file/TH2015PESC1167_complete.pdf
- De Miras, C. (1980). Le secteur de subsistance dans les branches de production à Abidjan. *Revue Tiers Monde*, 21(82), 353-372.
- De Neve, G. (2005). *The Everyday Politics of Labour : Working Lives in India's Informal Economy*. Berghahn Books.
- De Neve, G., & Donner, H. (2007). *The meaning of the local : Politics of Place in Urban India*. Routledge.
- De Soto, H. (1994). *L'autre sentier, la révolution informelle dans le Tiers-Monde*. La Découverte.
- Déchaux, J.-H. (1995). Sur le concept de configuration : Quelques failles dans la sociologie de Norbert Elias. *Cahiers Internationaux de Sociologie*, 99, 293-313.
- Deliège, R. (2017). Chapitre IV. Exclusivisme et parenté. In *Le système indien des castes* (p. 87-104). Presses universitaires du Septentrion. <http://books.openedition.org/septentrion/14147>
- Denis, É. (2015). Qualifier les aires urbaines en forte expansion dans les Suds. Positionnement au prisme de travaux sur l'expansion des villes en Asie. *L'Espace géographique*, 44(4), 307-324. <https://doi.org/10.3917/eg.444.0307>
- Denis, É., & Ahmad, Z. (2017). On Global and Multiple Linkages in the Making of an Ordinary Place : Parangipettai-Porto Novo. In É. Denis & M.-H. Zérah, *Subaltern Urbanization in India. An Introduction to the Dynamics of Ordinary Towns* (p. 167-195). Springer India.
- Denis, É., & Marius-Gnanou, K. (2011). Toward a better appraisal of urbanization in India. Cybergeo. *European Journal of Geography*, 569.
- Denis, É., Mukhopadhyay, P., & Zérah, M.-H. (2012). Subaltern Urbanisation in India. *Econpolinweek Economic and Political Weekly*, 47(30), 52-62.
- Denis, É., & Zérah, M.-H. (Éds.). (2017). *Subaltern urbanisation in India : An introduction to the dynamics of ordinary towns*. Springer.
- Department of Mines, Government of Pondicherry. (1977). *Pondicherry Minor Minerals (Concession) Act*. <https://ibm.gov.in/writereaddata/files/10262016092404Mineral%20digest%20Puducherry.pdf>
- Department of Animal Husbandry and Dairying. (2017). *National Policy for Marine Fisheries* (p. 22). Government of India. <https://dahd.nic.in/news/notification-national-policy-marine->

fisheries-2017

Department of Fisheries. Government of India. (2020). *National_Fisheries_Policy_2020.pdf*. https://nfdb.gov.in/PDF/National_Fisheries_Policy_2020.pdf

Department of Rural Development (Fisheries). Government of Pondicherry. (2009). *Puducherry Marine Fishing Regulation Rules*. <https://fisheries.py.gov.in/sites/default/files/puducherry-marine-fishing-regulation-rules-2009.pdf>

Development Commissioner (Small-Scale Industries), Ministry of Commerce and Industry. (1957). *Small-Scale Industry, Analysis and Planning Report, Hand Tools, (all India)*. Government of India.

Devos, R. V., Barbosa, G. C., & Vedana, V. (2015). La production du paysage. *Études rurales*, 196, Art. 196. <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.10379>

Dewan, D. (2004). The Body at work : Colonial art education and the figure of the « Native Craftsman ». In J. H. Mills & S. Sen (Éds.), *Confronting the Body : The politics of physicality in colonial and postcolonial India*. Anthem Press.

Didier, S. (2015). *Temps et pouvoir dans la ville* [Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches]. Université Paris Ouest Nanterre la Défense.

Dobb, M. (1979). *Etudes sur le développement du capitalisme*. Maspero.

Dulau, R. (1994). La maison tamoul traditionnelle : Un modèle d'habitat en voie de disparition. *Géographie et cultures*, 9.

Dumortier, B. (2017). Les recompositions du système halieutique indien. *Bulletin de l'association de géographes français. Géographies*, 94(94-1), 109-130.

Durand, J.-Y. (2018). Rendez-vous ethnologique 2018 : Fait main ? Artisanat : l'ordinaire et le remarquable. *Les cahiers de Salagon*. <https://salagonethno.hypotheses.org/les-rendez-vous-ethnologiques-de-salagon/rendez-vous-ethnologique-2018-fait-main-artisanat-lordinaire-et-le-remarquable>

Duvoux, N. (2022). Configuration. *Sociologie*. <https://journals.openedition.org/sociologie/923#bodyftn1>

Elias, N. (1993). Engagement et distanciation : Contributions à la sociologie de la connaissance, avant-propos de Roger Chartier, trad. de l'all. par Michèle Hulin. *Paris, Fayard*, 74.

Elias, N., Dunning, E., Chicheportiche, J., Duvigneau, F., & Chartier, R. (1998). *Sport et civilisation : La violence maîtrisée*. Fayard Paris.

Ellis, S., & Lo, J. (2019). An Economic Assessment of Asian Crafts. In A. Mignosa & P. Kotipalli (Éds.), *A Cultural Economic Analysis of Craft* (p. 167-184). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-02164-1_14

Elyachar, J. (2005). Markets of dispossession. In *Markets of Dispossession*. Duke University Press.

Facundo, A., Piketty, T., Saez, E., & Zucman, G. (2018). *Rapport sur les inégalités mondiales : 2018*. Éditions du Seuil.

Fernandes, L. (2006). *India's New Middle Class. Democratic Politics in Era of Economic Reform*. University of Minnesota Press.

Fleury, A., Delage, M., Endelstein, L., Dubucs, H., & Weber, S. (2020). *Le petit commerce dans la ville-monde* (p. 1-320). L'œil d'or. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02501218>

Follmann, A. (2020). *Sai Balakrishnan. Shareholder Cities : Land Transformations along Urban*

Corridors in India. Association pour la Recherche sur l'Asie du Sud.

Froment, P. (2015). *Villes méditerranéennes en clairs-obscur. De l'artisan à l'artiste ? Trajectoires et modèles* [Habilitation à diriger les recherches]. Université Paris 7 Denis Diderot.

Fuller, C. J. (1989). Misconceiving the Grain Heap : A Critique of the Concept of the Indian Jajmani System. In M. Bloch & J. P. Parry (Éds.), *Money and the Morality of Exchange*. (p. 33-63). Cambridge University Press.

Fuller, C. J. (2003). *The renewal of the priesthood : Modernity and traditionalism in a south Indian temple*. Princeton University Press.

Gaborieau, M. (1977). Système traditionnel des échanges et services spécialisés contre rémunération dans une localité du Népal central. *Purushârtha*, 3, 3-70.

Gandhi, A. (2011). Crowds, Congestion, Conviviality : The Enduring Life of the Old City. In I. Clark-Decès (Éd.), *A Companion to the Anthropology of India* (p. 202-222). Wiley-Blackwell. <https://doi.org/10.1002/9781444390599.ch11>

Gandhi, A., & Hoek, L. (2012). Introduction to crowds and conviviality : Ethnographies of the South Asian city. *Ethnography*, 13(1), 3-11.

Geertz, C. (1978). The Bazaar Economy : Information and Search in Peasant Marketing. *The American Economic Review*, 68(2), 118-124. <https://doi.org/10.4324/9780429494338-8>

Girard, M. (2020). *Le théâtre du patrimoine : L'artisan, le maire et le touriste à Istanbul*. Presses universitaires François-Rabelais.

Gonin, A. (2021). *Transition—Géoconfluences*. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/transition>

Goreaud-Ponceau, A., & Bautès, N. (2020). En Inde, la réouverture des débits d'alcool déchaîne des passions toutes politiques. *The Conversation*. <https://theconversation.com/en-inde-la-reouverture-des-debits-dalcool-dechaîne-des-passions-toutes-politiques-138336>

Goreau-Ponceaud, A. (2021). « Give time a break » : Enjeux sociaux et territoriaux de la pratique du surf à Pondichery (Inde). *Norois*, 257, 91-109. <https://doi.org/10.4000/norois.10778>

Government of Tamil Nadu. (1983). *Tamil Nadu Marine Fishing Regulation Rules*. Forests and Fisheries Department. <https://www.indiacode.nic.in>

Granovetter, M. (1985). Economic action and economic structure : The problem of embeddedness. *American Journal of Sociology*, 91, 481-510.

Granovetter, M. (1992). Economic institutions as social constructions : A framework for analysis. *Acta Sociologica*, 35, 3-11.

Guérin, I., Lanos, Y., Michiels, S., Nordman, C. J., & Venkatasubramanian, G. (2017). Insights on Demonetisation from Rural Tamil Nadu. *Economic and Political Weekly*, 52(52), 7-8.

Guérin, I., Nordman, C. J., & Reboul, E. (2020). *The Gender of Debt and Credit : Insights from Rural Tamil Nadu*. 77.

Guha-Thakurta, T. (2004). *Monuments, Objects, Histories Institutions of Art in Colonial and Post-Colonial India*. Columbia University Press.

Guillemin, P. (2020). *Les mondes légumiers et maraîchers en Normandie : Hétérogénéité sociale et renouvellement de filières agricoles et alimentaires* [Phdthesis, Normandie Université]. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-03121125>

Gumuchian, H., & Pecqueur, B. (2007). La ressource territoriale. In *Post-Print*. Anthropos, Economica. <https://ideas.repec.org/p/hal/journal/halshs-00265070.html>

- Gupta, D. (2005). Whither the Indian Village? : Culture and Agriculture in 'Rural' India. *Review of Development and Change*, 10(1), 1-20. <https://doi.org/10.1177/0972266120050101>
- Hahn, H. P., & Soentgen, J. (2011). Acknowledging Substances : Looking at the Hidden Side of the Material World. *Philosophy & Technology*, 24(1), 19-33. <https://doi.org/10.1007/s13347-010-0001-8>
- Hancock, M. (2015). Remembering the Rural in Suburban Chennai : The Artisanal Pasts of DakshinaChitra. In S. Mathur & K. Singh (Éds.), *No Touching, No Spitting, No Praying*. Routledge.
- Hann, C., & Parry, J. (2018). *Industrial Labor on the Margins of Capitalism : Precarity, Class, and the Neoliberal Subject* (Vol. 4). Berghahn Books.
- Harrison, R. (2013). *Heritage : Critical approaches*. Routledge.
- Harriss-White, B. (2003). *India working : Essays on society and economy*. Cambridge University Press.
- Harriss-White, B., & Gooptu, N. (2001). Mapping India's World of Unorganized Labour. *Socialist Register*, 37. <https://socialistregister.com/index.php/srv/article/view/5757>
- Harvey, D. (2001). *Spaces of Capital. Towards a Critical Geography*. Routledge.
- Harvey, D. (2014). *Seventeen contradictions and the end of capitalism*. Oxford University Press.
- Harvey, D. (2020). *Les limites du capital*. Amsterdam.
- Haynes, D. E. (2012). *Small Town Capitalism in Western India : Artisans, Merchants, and the Making of the Informal Economy, 1870-1960*. Cambridge University Press.
- Haynes, D. E. (2013). The Making of the Hyper-Industrial City in Western India : The Transformation of Artisanal Towns into Middle-Sized Urban Centres, 1930–1970. *South Asia: Journal of South Asian Studies*, 36(3), 336-353. <https://doi.org/10.1080/00856401.2013.829794>
- Heierstad, G. (2017). *Caste, Entrepreneurship and the Illusions of Tradition : Branding the Potters of Kolkata*. Anthem Press.
- Hénaff, M. (2010). Mauss et l'invention de la réciprocité. *Revue du MAUSS*, n° 36(2), 71-86.
- Hesse, M. (2010). Cities, material flows and the geography of spatial interaction : Urban places in the system of chains. *Global Networks*, 10(1), 75-91. <https://doi.org/10.1111/j.1471-0374.2010.00275.x>
- Heuzé, G. (1992). *Pour une nouvelle compréhension des faits et des hommes du secteur non structuré*. Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer ORSTOM.
- Himanshu. (2015). Employment Trends in India : A Re-examination. *Economic and Political Weekly*, 7-8.
- Hollands, R. G. (2008). Will the real smart city please stand up? *City*, 12(3), 303-320. <https://doi.org/10.1080/13604810802479126>
- Hugon, P. (1982). Le développement des petites activités à Antananarivo. L'exemple d'un processus involutif. *Revue canadienne des études africaines*, 16(2), 293-312.
- Hugon, P. (2014). L'«informel» ou la petite production marchande revisités quarante ans après. *Mondes en développement*, n° 166(2), 17-30.
- Hugon, P., Deble, I., & Abadie, N. L. (Éds.). (1982). *Vivre et survivre dans les villes africaines* (1re ed). Presses universitaires de France.
- Huyler, S. P. (1996). *Gifts of Earth : Terracottas & Clay Sculptures of India*. Mapin Publishing Pvt Ltd.

- Ian, C., & Michelle, H. (2003). Cross over food : Re-materializing postcolonial geographies. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 28(3), 296-317. <https://doi.org/10.1111/1475-5661.00094>
- IEDES. (1979). *Séminaire IEDES «La petite production marchande en milieu urbain africain»*. <https://core.ac.uk/display/57091671>
- Illeris, S. (1996). *The service economy : A geographical approach*. John Wiley & Sons.
- Inden, R. B. (1990). *Imagining India*. Blackwell.
- India Brand Equity Foundation. (2021). *India's Handicraft Crafts : A Sector Gaining Momentum | IBEF*. India Brand Equity Foundation. <https://www.ibef.org/blogs/india-s-handicraft-crafts-a-sector-gaining-momentum>
- Inglis, S. R. (1984). *Creators and consecrators : A potter community of South India* [University of British Columbia]. <https://doi.org/10.14288/1.0096412>
- Ingold, T. (2002). *The perception of the environment essays on livelihood, dwelling and skill*. Routledge.
- International Labour Organisation. (2014). *Transitioning from the informal to the formal economy* (103rd session, V(1)).
- Ithurbide, C. (2016). Une géographie des travailleurs invisibles du marché de l'art. Le cas de la ville de Bombay, Inde. *Géographie et cultures*, 97, 67-87. <https://doi.org/10.4000/gc.4360>
- Ithurbide, C., & Khetrinmayum, M. (2021). Digital Platforms and Craft Workers in the Time of Covid. *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03484170>
- Ithurbide, C., & Rivron, V. (2018). Industries culturelles et plateformes numériques dans les Suds : Des reconfigurations sociales et spatiales en question. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 277(1), 5-36. <https://doi.org/10.4000/com.8581>
- Jackson, P. (2000). Rematerializing social and cultural geography. *Social and Cultural Geography*, 1, 9-14.
- Jadhav, A. (2022). *The making of land and the making of India : By Nikita Sud*, Oxford University Press, New Delhi, 2021, 280pp., pounds 52.00 (hardback), ISBN 978-0-19-013020-6. Taylor & Francis.
- Jaffrelot, C. (2002). Inde : L'avènement politique de la caste. *Critique internationale*, 17(4), 131-144. <https://doi.org/10.3917/cii.017.0131>
- Jaffrelot, C. (2006). *L'Inde contemporaine : De 1950 à nos jours*. Fayard.
- Jain, J. (1998). *Other Masters : Five Contemporary Folk and Tribal Artists of India* (Crafts Museum and The Handicrafts and Handlooms Exports Corporation of India).
- Jentoft, S., & Bavinck, M. (2014). Interactive governance for sustainable fisheries : Dealing with legal pluralism. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 11, 71-77. <https://doi.org/10.1016/j.cosust.2014.10.005>
- Jojan, A. (2020). Legal concepts and principles governing coastal and marine commons. *Dakshin*, 53-62.
- Jon, I. (2021). *Cities in the Anthropocene : New Ecology and Urban Politics*. Pluto Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctv1sjwpwp>
- Kaba, A. (2018). *Les maîtres du fer : Des ouvriers métallurgistes de Bhopal et de leur confrontation avec l'incertitude* [Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)]. <https://www.theses.fr/2018EHES0001>

- Kaba, A. (2022). Le geste du verrier, le tintement des bracelets et la chair brûlée. Valeur du savoir, rapports de pouvoir et quête d'indépendance chez les Sheeshgarh de Firozabad. *Ethnologie française*, 52(1), 125-141.
- Karpik, L. (2007). *L'économie des singularités*. NRF Gallimard. <https://laviedesidees.fr/L-economie-des-biens-singuliers.html>
- Kawlra, A. (2018). *We who wove with lotus thread : Summoning community in South India*. Orient Black Swan.
- Kawlra, A. (2020). Exploring Craft as a Decolonial Option. *Garland Magazine The stories behind what we make, Loop*. <https://garlandmag.com/loop/wheel-kawlra/>
- Kennedy, L. (2001). Protégée ou condamnée ? Les politiques publiques à l'égard de la petite industrie. *Tiers-Monde*, 42(165), 105-128. <https://doi.org/10.3406/tiers.2001.1471>
- Khan, S. (2007). Negotiating the mohalla : Exclusion, identity and Muslim women in Mumbai. *Economic and political weekly*, 1527-1533.
- Kidway, J. (2019, mars 31). Reimagining Crafts in Contemporary Times. *The Wire*. <https://thewire.in/the-arts/reimagining-crafts-in-contemporary-times>
- Kizaba, G. (2006a). Craft industry in the world of entrepreneurship. *Marche et organisations*, 1(1), 73-99.
- Kizaba, G. (2006b). L'artisanat au monde de l'entrepreneuriat: *Marché et organisations*, N° 1(1), 73-99. <https://doi.org/10.3917/maorg.001.0073>
- Klein, N. (2007). Disaster capitalism. *Harper's Magazine*, 315, 47-58.
- Klein, N. (2018). *The battle for paradise : Puerto Rico takes on the disaster capitalist*. Haymarket Books.
- Knorringa, P. (1996). Economics of Collaboration. Indian Shoemakers between Market and Hierarchy. *Computer Law & Security Report*.
- Knorringa, P. (1999). Agra : An Old Cluster Facing the New Competition. *World Development*, 27(9), 1587-1604. [https://doi.org/10.1016/S0305-750X\(99\)00070-4](https://doi.org/10.1016/S0305-750X(99)00070-4)
- Knox, P. L. (2005). Creating Ordinary Places : Slow Cities in a Fast World. *Journal of Urban Design*, 10(1), 1-11. <https://doi.org/10.1080/13574800500062221>
- Koga, M. (1968). Traditional and Modern Industries in India. *The Developing Economies*, 6(3), 300-323. <https://doi.org/10.1111/j.1746-1049.1968.tb00967.x>
- Kotipalli, P. (2018). *The Values of Craft. The Indian case*. Erasmus University Rotterdam.
- Krishnamoorthy, P. (2022, février 15). *How Investing in Women Artisans Can Catalyze India's Economy | Impact Entrepreneur*. <https://impactentrepreneur.com/how-investing-in-women-artisans-can-catalyze-indias-economy/>
- Kruks-Wisner, G. (2011). Seeking the Local State : Gender, Caste, and the Pursuit of Public Services in Post-Tsunami India. *World Development*, 39(7), 1143-1154. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2010.11.001>
- Kumar, A. (2017). Economic Consequences of Demonetisation. *Economic and Political Weekly*, 52(1), 7-8.
- Kumar, A. (2020, août 2). Covid-19 pandemic shatters Ceramic's city traditional business model. *The Hindu*, 10.
- Kumar, N. (2017). *The artisans of Banaras : Popular culture and identity, 1880-1986*. Princeton University Press.

- Kumbamu, A. (2017). Bury my heart in Bastar : Neoliberal extractivism, the oppressive state and the Maoist revolution in India. *Kairos: A Journal of Critical Symposium*, 2(1), 15-34.
- Kumbamu, A. (2020). Saffron Fascism : The Conflux of Hindutva Ultra-Nationalism, Neoliberal Extractivism, and the Rise of Authoritarian Populism in Modi's India. In *The Global Rise of Authoritarianism in the 21st Century* (p. 161-177). Routledge.
- Lachaud, J.-P., & Penouil, M. (1985). *Le développement spontané : Les activités informelles en Afrique*. Pédone.
- Lagdim Soussi, M. (1986). Les rapports de Marrakech avec le monde rural dans le domaine de l'artisanat. *Méditerranée*, 59(4), 21-31. <https://doi.org/10.3406/medit.1986.2424>
- Lambert, H. (1996). Caste, Gender and Locality in Rural Rajasthan. In C. J. Fuller, *Caste Today*. Oxford University Press India.
- Lash, S., & Urry, J. (2002). *Economies of signs and space*. Sage.
- Latha, D. C. M. (2020). *The performance of MSMEs during pre and post implementation of GST*. 11.
- Latour, Bruno. (2017). *Où atterrir? : Comment s'orienter en politique | WorldCat.org*. La Découverte. <https://www.worldcat.org/title/Ou-atterrir--comment-s-orienter-en-politique/oclc/1007246001>
- Lawrence, T. N., & Bhalla, R. S. (2018). Spatially explicit action research for coastal fisheries management. *PLOS ONE*, 13(7), e0199841. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0199841>
- Le Bris, E., & Salem, G. (1979, novembre 27). *La petite production marchande en milieu urbain africain. Référence au colloque de l'IEDES*.
- Lee, C. (2005). Adab and Banarsipan : Embodying Community among Muslim Artisans in Varanasi, India. *Comparative Islamic Studies*, 1(2).
- Lefebvre, H. (1947). *A la lumière du matérialisme dialectique. 1. Logique formelle, logique dialectique*. Éditions sociales ; Impr. de Sceaux.
- Lefèvre, V. (2006). *Commanditaires et artistes en Inde du Sud*. Presses Sorbonne Nouvelle.
- Leitner, H., & Sheppard, E. (2016). Provincializing Critical Urban Theory : Extending the Ecosystem of Possibilities: Debates and Developments. *International Journal of Urban and Regional Research*, 40(1), 228-235. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12277>
- Leppänen, A. (2007). *Neighborhood shopkeepers in contemporary South Korea : Household, work and locality*. University of Helsinki.
- Levien, M. (2018). *Dispossession without development : Land grabs in neoliberal India*. Oxford University Press.
- Levrel, H., & Missemer, A. (2020). Comment penser la transition écologique de l'économie ? Les apports des théories co-évolutionniste, de la régulation et de la décroissance. *Regards croisés sur l'économie*, n°26(1), 68. <https://doi.org/10.3917/rce.026.0068>
- Liebl, M., & Roy, T. (2003). Handmade in India : Preliminary Analysis of Crafts Producers and Craft Production. *Economic and Political Weekly*, 38(51-52), 5366-5376.
- Liebl, M., & Roy, T. (2004). Handmade in India : Traditional Craft Skills in a Changing World. *Poor People's Knowledge: Promoting Intellectual Property in Developing Countries*, 53-70.
- Lipovetsky, G., & Serroy, J. (2013). *L'esthétisation du monde : Vivre à l'âge du capitalisme artiste*. Gallimard.
- Lootvoet, B. (1991). La pêche maritime artisanale dans un contexte urbain. L'exemple de Conakry. In J.-R. Durand & J. Lemoalle, *La recherche scientifique face à la pêche artisanale = Research*

and small-scale fisheries (p. 8). Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer (ORSTOM).

Lordon, F. (2014). *La malfaçon : Monnaie européenne et souveraineté démocratique*. Editions Les liens qui libèrent.

Lowenhaupt Tsing, A. (2017). *Le Champignon de la fin du monde : Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*. La Découverte.

Luckman, S. (2015). *Craft and the Creative Economy*. Palgrave Macmillan UK.

Ludden, D. E. (2005). *Early capitalism and local history in South India*. Oxford University Press.

Mahias, M.-C. (2004). Le tour des potières kota (Inde) : Comment une invention moderne permet de comprendre un outil traditionnel. *Cahiers d'Histoire et de Philosophie des Sciences*, 297-303.

Mahias, M.-C. (2006). Savoir ou faire en Inde. *Cahiers d'anthropologie sociale*, N° 1(1), 121-132.

Marius-Gnanou, K. (2010). Nouvelles activités économiques et dynamique métropolitaine : Le cas de la périphérie Sud de Chennai: *Annales de géographie*, n° 671-672(1), 28-51. <https://doi.org/10.3917/ag.671.0028>

Maskiell, M. (1990). Gender, kinship and rural work in colonial Punjab. *Journal of Women's History*, 2(1), 35-72.

Maskiell, M. (1999). Embroidering the past: Phulkari textiles and gendered work as "tradition" and "heritage" in colonial and contemporary Punjab. *The Journal of Asian Studies*, 58(2), 361-388.

Mazumdar, I. (2018). Homebased work in 21st India. *Centre for Women Development's Studies, Occasional Paper*, 64, 101.

McGowan, A. (2009). *Crafting the nation in colonial India*. Palgrave Macmillan.

Mehta, D., & Mahetā, D. (1997). *Work, ritual, biography : A Muslim community in North India*. Oxford University Press, USA.

Menon, A., & Arunkumar, S. (2021). Industrialisation gone wrong in coastal Cuddalore. *Mongabay. News and Inspiration from Nature's Frontline, India*. <https://india.mongabay.com/2021/12/commentary-industrialisation-gone-wrong-in-coastal-cuddalore/>

Menon, A., & Bavinck, M. (2020). *Covid-19 and Tamil Nadu's Marine Fisheries Sector*. Madras Institute of Development Studies. Occasional Policy Paper Nb 18. (Covid-19 series)

Mezzadri, A. (2008). The rise of neo-liberal globalisation and the « new old » social regulation of labour : A case of delhi garment sector. *Ndian Journal of Labour Economics*, 51(4), 17.

Michelutti, L. (2007). The vernacularization of democracy : Political participation and popular politics in North India. *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 13(3), 639-656. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9655.2007.00448.x>

Milbert, I. (2001). Les villes indiennes au cœur de la libéralisation de l'économie. *Tiers-Monde*, 42(165), 175-187. <https://doi.org/10.3406/tiers.2001.1474>

Milbert, I. (2015). Mapping Territories of Luxury in India. In E. B. Basile & B. Harriss-White, *Mapping Social Territories in Asia*. Palgrave Macmillan.

Milton, S. (1997). La nature de l'espace. *Technique et temps, raison et émotion, Paris, L'Harmattan*.

Ministry of Textiles, Government of India. (2011). *Working Group Report on Handicrafts for the 12th Five Year Plan* (p. 376). https://niti.gov.in/planningcommission.gov.in/docs/aboutus/committee/wrkggrp12/wg_hand

Miras, C. de. (1984). De la formation de capital privé à l'économie populaire spontanée : Itinéraire d'une recherche en milieu urbain africain. *Politique Africaine*, 14, 92-109.

Mitter, P. (1997). *Art and nationalism in colonial India, 1850-1922: Occidental orientations*. Cambridge University Press.

Mitter, P. (2001). *Indian art*. Oxford University Press.

Moazum, M. S. (2021). What UNESCO's 'Creative City' recognition means for Srinagar. *India Today*. <https://www.indiatoday.in/india-today-insight/story/what-unesco-s-creative-city-recognition-means-for-srinagar-1875716-2021-11-11>

Mohsini, M. (2011a). Crafts, Artisans, and the Nation-State in India. In I. Clark-Decès (Éd.), *A Companion to the Anthropology of India* (p. 186-201). Wiley-Blackwell. <https://doi.org/10.1002/9781444390599.ch10>

Mohsini, M. (2011b). Engagement and disengagement from the margins : Perceptions of the state by urban Muslim artisans in India. *Contemporary South Asia*, 19(3), 281-296. <https://doi.org/10.1080/09584935.2011.594159>

Mohsini, M. (2016). Crafting Muslim artisans : Agency and exclusion in India's urban craft communities. In C. M. Wilkinson-Weber & A. Ory DeNicola (Éds.), *Critical Craft: Technology, Globalization, and Capitalism*. Bloomsbury Academic.

Moine, A. (2006). Le territoire comme un système complexe : Un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie. *L'Espace géographique*, 35(2), 115-132. <https://doi.org/10.3917/eg.352.0115>

Monteix, N. (2011). De « l'artisanat » aux métiers. Quelques réflexions sur les savoir-faire du monde romain à partir de l'exemple pompéien. In N. Monteix & N. Tran (Éds.), *Les savoirs professionnels des gens de métier* (p. 7-26). Publications du Centre Jean Bérard. <https://doi.org/10.4000/books.pcbj.5106>

Morice, A. (1985). A propos de l' « économie populaire spontanée ». Pour une vision socio-politique de la reproduction urbaine. *Politique Africaine*, 18. <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/018114.pdf>

Mosse, D. (1997). The Symbolic Making of a Common Property Resource : History, Ecology and Locality in a Tank-irrigated Landscape in South India. *Development and Change*, 28(3), 467-504. <https://doi.org/10.1111/1467-7660.00051>

Mukhopadhyay, P. (2018). Engines without Drivers : Cities in India's Growth Story. In *Working Papers* (id:12724; Working Papers). eSocialSciences. <https://ideas.repec.org/p/ess/wpaper/id12724.html>

Nair, G. (2021). *Set Adrift capitalist transformations and community politics along mumbai's shores*. Oxford University Press India.

Nambiar, P. K., & Narayan Kurup, K. C. (1968). *Handicrafts and artisans of Pondichery State* (Census of India 1961. Volume XXV; p. 194). Census of India. http://lsi.gov.in:8081/jspui/bitstream/123456789/4982/1/47084_1961_HAN.pdf

Nercam, N. (2005). *Peindre au Bengale (1939-1977) : Contribution à une lecture plurielle de la modernité*. L'Harmattan.

November, V., D'Alessandro-Scarpari, C., & Remy, É. (2004). Un lieu en controverse : Une controverse qui fait lieu(x). *Noroiis. Environnement, aménagement, société*, 193, Art. 193. <https://doi.org/10.4000/noroiis.799>

- Nowicka, M., & Vertovec, S. (2014). Comparing convivialities : Dreams and realities of living-with-difference. *European Journal of Cultural Studies*, 17(4), 341-356. <https://doi.org/10.1177/1367549413510414>
- Ocejo, R. E. (2017). *Masters of Craft: Old Jobs in the New Urban Economy* (Illustrated edition). Princeton University Press.
- Ohlan, R. (2017). The relationship between tourism, financial development and economic growth in India. *Future Business Journal*, 3(1), 9-22. <https://doi.org/10.1016/j.fbj.2017.01.003>
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995). La politique du terrain : Sur la production des données en anthropologie. *Enquête*, 1, 71-109. <https://doi.org/10.4000/enquete.263>
- Ong, A. (2007). *Neoliberalism as exception : Mutations in citizenship and sovereignty*. Duke University Press.
- Padmanabha, P. (1978). *Indian Census and Anthropological Investigations* (p. 28). Census of India.
- Pandya, S. (2022). E-Commerce initiatives are supporting indian artisans and handicrafts. *The Daily Guardian*. <https://thedailyguardian.com/e-commerce-initiatives-are-supporting-indian-artisans-and-handicrafts/>
- Parry, J., & Ajay, T. G. (2020). *Classes of Labour: Work and life in a central Indian steel town*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203712467>
- Parry, J. P., Breman, J., & Kapadia, K. (Éds.). (1999). *The worlds of Indian industrial labour*. Sage Publications.
- Parthasarathi, P. (2001). *The Transition to a Colonial Economy: Weavers, Merchants and Kings in South India; 1720-1800*. Cambridge University Press.
- Parthasarathi, P., & Wendt, I. (2009). Decline in Three Keys : Indian Cotton Manufacturing from the Late Eighteenth Century. In G. Riello & P. Parthasarathi (Éds.), *The Spinning World: A Global History of Cotton Textiles (1200–1850)*. Oxford University Press.
- Parthasarathy, D. (2011). Hunters, Gatherers and Foragers in a Metropolis : Commonising the Private and Public in Mumbai. *Economic and Political Weekly*, 50, 11.
- Pecqueur, B. (2005). Les territoires créateurs de nouvelles ressources productives : Le cas de l'agglomération grenobloise. *Géographie, économie, société*, Vol. 7(3), 255-268.
- Pecqueur, B. (2006). De la ville qui consomme à la ville qui produit. La reterritorialisation des fonctions économiques de l'urbain. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 101(1), 6-13. <https://doi.org/10.3406/aru.2006.2665>
- Picherit, D. (2017). Formes contemporaines de la servitude pour dette et continuum des formes de travail en Inde du sud : Le cas du système Palamur. *Anthropologie et Sociétés*, 41(1), 51-68.
- Picherit, D., Tarabout, G., Racine, J.-L., Neve, G. de, G-Heuzé, D., Herrenschmidt, O., Guérin, I., Université Paris Nanterre, & École doctorale Milieux, cultures et sociétés du passé et du présent (Nanterre). (2009). *Entre village et chantiers : Circulation des travailleurs, clientélisme et politisation des basses castes en Andhra Pradesh, Inde*.
- Pillai, S., Bautès, N., & Boissel-Cormier, N. (2018). Theatre in the Smart City : The Case of Pondicherry, South India. *Les Cahiers d'Outre-Mer. Revue de Géographie de Bordeaux*, 71(277), Art. 277. <https://doi.org/10.4000/com.8857>
- Plassard, F. (1999). *Cours d'économie spatiale. Chapitre 2*. Faculté des sciences économiques, Université de Lyon 2. https://chisineu.files.wordpress.com/2012/07/biblioteca_economie-spatiale-lespace-produit_francois-plassard.pdf

- Polanyi, K. (1983). *La Grande Transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Gallimard.
- PondyCan. (2012). *Sustainable Regional Planning Framework for Puducherry, Viluppuram, Auroville & Cuddalore (PVAC)*. <https://aurorepo.in/id/eprint/188/>
- Porter, M. E. (1990). *Choix stratégiques et concurrence : Techniques d'analyse des secteurs et de la concurrence dans l'industrie*. Economica.
- Pumain, D. (2006). Villes et systèmes de villes dans l'économie. *Revue d'économie financière*, 86(5), 29-46. <https://doi.org/10.3406/ecofi.2006.4196>
- Quijano, A. (1972). La constitución del "mundo" de la marginalidad urbana. *Revista EURE-Revista de Estudios Urbano Regionales*, 2(5).
- Rajangam, K. (2017). Best laid plans : Research design and the field in a study of crafts in the Hampi region. *Craft Research*, 8(1), 9-31. https://doi.org/10.1386/crrr.8.1.9_1
- Ramaswamy, K. V. (1994). Small-Scale Manufacturing Industries : Some Aspects of Size, Growth and Structure. *Economic and Political Weekly*, 29(9).
- Rancière, J. (1983). The Myth of the Artisan Critical Reflections on a Category of Social History. *International Labor and Working-Class History*, 24, 1-16. <https://doi.org/10.1017/S0147547900008103>
- Ranganathan, A. (2017). Artisans In India Are The Second Largest Employment Group, After Agricultural Workers. *Social Facts*, 14. <https://www.economicsoc.com/publications/2018/1/22/artisans-in-india-are-the-second-largest-employment-group-after-agricultural-workers>
- Reiniche, M.-L. (1977). La notion de jajmani, qualification abusive, ou principe d'intégration? *Purushārtha*, 3, 71-108.
- Reiniche, M.-L. (1979). *Les dieux et les hommes. Etude des cultes d'un village du Tirunelveli, Inde du Sud*. Cahiers de l'Homme. Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.
- Richard-Ferroujji, A. (2019). Dynamiques dans la gouvernance locale en Inde : Le cas des tanks dans la région de Pondichéry. *Revue Gouvernance*, 16(1), 35-59. <https://doi.org/10.7202/1063717ar>
- Robertson, I. J. M. (2012). *Heritage from Below*. Routledge.
- Rosaldo, R. (1989). Imperialist Nostalgia. *Representations, Special Issue: Memory and Counter-Memory*(26), 107-122.
- Rossel, P. (1986). Histoire d'une fonction socio-économique, technique et culturelle : L'artisanat. In R. Barbey, Y. Preiswerk, & J. Vallet (Éds.), *Demain l'artisanat ?* (p. 29-65). Graduate Institute Publications. <http://books.openedition.org/iheid/3334>
- Rousseleau, R. (2018). De l'industrie villageoise au Craft Museum (New Delhi) : Images de la création authentique, « indigène », dans l'Inde coloniale et indépendante (1850-1984). In P. Bouquillon, J. Peghini, & C. Servan-Schreiber (Éds.), *Artisanat et design. Un dessein indien?* (ICCA, p. 54-80). Peter Lang.
- Rowland, M. (2021). *Shareholder cities : Land transformations along urban corridors in India: Sai, University of Pennsylvania Press series City in the Twenty-First Century*.
- Roy, A. (2009). Why India Cannot Plan Its Cities : Informality, Insurgence and the Idiom of Urbanization. *Planning Theory*, 8(1), 76-87. <https://doi.org/10.1177/1473095208099299>
- Roy, T. (1999). *Traditional industry in the economy of colonial India*. Cambridge University Press.

- Roy, T. (2020). *The Crafts and Capitalism : Handloom Weaving Industry in Colonial India*. Routledge India.
- Rudolph, L. I., & Rudolph, S. H. (2012). The Political Role of India's Caste Associations. *Pacific Affairs*, 85(2), 335-353. <https://doi.org/10.5509/2012852335>
- Salès, L. (2018). The Street Vendors Act and the right to public space in Mumbai. *Articulo - Journal of Urban Research*, 17-18, Art. 17-18. <https://doi.org/10.4000/articulo.3631>
- Santoro, S. (2004). Artigianato e produzione nella Cisalpina Romana, proposte di metodo e prime applicazioni. *Artigianato e produzione nella Cisalpina Parte I. Proposte di metodo e prime applicazioni. Flos Italiae, Documenti di archeologia della Cisalpina Romana*, 3, 19-69.
- Santos, M. (1975). *Les villes du tiers-monde*. Genin.
- Sayer, A. (1985). The difference that space makes. In D. Gregory & J. Urry, *Social Relations and Spatial Structures* (p. 49-66). Macmillan.
- Schindler, S. (2017). Towards a paradigm of Southern urbanism. *City*, 21(1), 47-64. <https://doi.org/10.1080/13604813.2016.1263494>
- Schmid, C. (2018). Journeys through planetary urbanization : Decentering perspectives on the urban. *Environment and Planning D: Society and Space*, 36(3), 591-610. <https://doi.org/10.1177/0263775818765476>
- Scott, A. J. (2008). Resurgent Metropolis : Economy, Society and Urbanization in an Interconnected World. *International Journal of Urban and Regional Research*, 32(3), 548-564. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2427.2008.00795.x>
- Sennett, R. (2010). *Ce que sait la main*. Albin Michel.
- Sethi, R. (2019). The Building of Craft Policy in India. In A. Mignosa & P. Kotipalli (Éds.), *A Cultural Economic Analysis of Craft* (p. 103-114). Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-030-02164-1_9
- Sheppard, E. (2011). Geographical political economy. *Journal of Economic Geography*, 11(2), 319-331. <https://doi.org/10.1093/jeg/lbq049>
- Sheppard, E., Leitner, H., & Maringanti, A. (2013). Provincializing global urbanism : A manifesto. *Urban Geography*, 34(7), 893-900.
- Sheringham, M., Heck, Maryline, Hostiou, Jeanne-Marie, Presses Universitaires de France. (2013). *Traverses du quotidien : Des surr??alistes aux postmodernes*. Presses universitaires de France; /z-wcorg/.
- Simone, A. (2010). *City life from Jakarta to Dakar : Movements at the crossroads*. Routledge.
- Simonneau, C., Denis, É., de Souza Lopez, I., Midheme, E., Raman, B., Soares Gonçalves, R., Salenson, I., Sory, I., Valette, J.-F., & Valitutto, I. (2021). Communs fonciers pour des villes inclusives. Produire et sécuriser l'habitat populaire autour de la propriété partagée du sol : une diversité de modèles, leurs intérêts et leurs limites. In *Communs fonciers pour des villes inclusives* (p. 1-80). Agence française de développement. <https://www.cairn.info/communs-fonciers-pour-des-villes-inclusives--1000000148966-p-1.htm>
- Singaravélou, S. (2001). La vie maritime sur la côte Coromandel : Les ports d'hier et d'aujourd'hui. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 54(214), 191-200. <https://doi.org/10.3406/caoum.2001.3808>
- Sinha, M. (2019). The Effects of GST on the Handloom Sector. *Social Scientist*, 47(5/6), 63-70.
- Sinopoli, C. M. (2003). *The Political Economy of Craft Production : Crafting Empire in South India*,

- c.1350–1650. Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511489648>
- Stahel, W. (2010). *The performance economy*. Springer.
- Steel, W., & Snodgrass, D. (2009). *Raising Productivity and Reducing Risk of Household Enterprises*. World Bank.
- Storper, M., & Walker, R. A. (1989). *The Capitalist Imperative. Territory, Technology, and Industrial Growth*. Basil Blackwell.
- Sud, N. (2017). State, scale and networks in the liberalisation of India's land. *Environment and Planning C: Politics and Space*, 35(1), 76-93.
- Sud, N. (2020a). Making the political, and doing politics : Unfixed land in an Amoebal Zone in India. *The Journal of Peasant Studies*, 47(6), 1348-1370.
- Sud, N. (2020b). The unfixed state of unfixed land. *Development and Change*, 51(5), 1175-1198.
- Swamy, R. H. (2009). The fishing community and heritage tourism in Tarangambadi. *Review of Development and Change*, XIV(1 & 2), 197-225.
- Talib, M. (2010). *Writing labour stone quarry workers in Delhi*. Oxford University Press.
- Tarlo, E. (1996). Ethnic Chic : The Transformation of Hauz Khas Village. *India International Centre Quarterly*, 23(2), 30-59.
- Taylor, K. (2016). The Historic Urban Landscape paradigm and cities as cultural landscapes. Challenging orthodoxy in urban conservation. *Landscape Research*, 41(4), 471-480. <https://doi.org/10.1080/01426397.2016.1156066>
- Tesson, F. (2004). Quand le politique parle du territoire, c'est pour le fabriquer. *Espaces et sociétés aujourd'hui*, 11.
- Tharoor, S. (2016). *An era of darkness : The British empire In India*. Aleph Books.
- The Hindu : Tamil Nadu News : Villages in Cuddalore industrial estate 'toxic hot spot'*. (2004, novembre 14). <https://web.archive.org/web/20041114124725/http://www.hindu.com/2004/09/21/stories/2004092109840400.htm>
- Thieme, T. A. (2017). A Reflection on Resilient Urban Economies. *The British Academy*. https://www.academia.edu/35690147/A_Reflection_on_Resilient_Urban_Economies
- Thrift, N. (1996). Not a straight line but a curve : Or cities are not mirrors of modernity. *Mimeo, Department of Geography, University of Bristol*. <https://research-information.bris.ac.uk/en/publications/not-a-straight-line-but-a-curve-or-cities-are-not-mirrors-of-mode>
- Thurston, E., & Rangachari, A. K. (1909). *Castes and tribes of Southern India : Vol. IV-KM*. Government Press, Madras.
- Tolia-Kelly, D. P. (2013). The geographies of cultural geography III : Material geographies, vibrant matters and risking surface geographies. *Progress in Human Geography*, 37(1), 153-160. <https://doi.org/10.1177/0309132512439154>
- Troin, J.-F. (1986). Marrakech revisitée ou les villes dans la ville. *Méditerranée*, 59(4), 13-19. <https://doi.org/10.3406/medit.1986.2423>
- Trouillet, P.-Y. (2016). Les temples hindous et le développement local en Inde du Sud. L'exemple du Tamil Nadu: *L'Information géographique*, Vol. 80(1), 76-104. <https://doi.org/10.3917/lig.801.0076>
- Tsing, A. (2009). Supply Chains and the Human Condition. *Rethinking Marxism*, 21(2),

148-176. <https://doi.org/10.1080/08935690902743088>

Tsing, A. L., Bubandt, N., Gan, E., & Swanson, H. A. (2017). *Arts of Living on a Damaged Planet: Ghosts and Monsters of the Anthropocene*. University of Minnesota Press. <https://www.worldcat.org/title/Arts-of-Living-on-a-Damaged-Planet--Ghosts-and-Monsters-of-the-Anthropocene/oclc/990748403>

Tuan, Y.-F. (1979). Space and Place : Humanistic Perspective. In S. Gale & G. Olsson (Éds.), *Philosophy in Geography* (p. 387-427). Springer Netherlands. https://doi.org/10.1007/978-94-009-9394-5_19

Unesco. (1997). *Artisanat ou produits de l'artisanat* [Guide méthodologique pour la collecte des données sur l'artisanat]. UNESCO. <http://uis.unesco.org/fr/glossary-term/artisanat-ou-produits-de-lartisanat>

Van Bavel, B., Curtis, D., & Dijkman, J. (2020). *Disasters and History. The Vulnerability and Resilience of Past Societies*. Cambridge University Press.

Veltz, P. (2020). Le tournant local : Puissant et ambivalent: *Constructif*, N° 55(1), 39-45. <https://doi.org/10.3917/const.055.0039>

Veltz, P. (2021). *L'Économie désirable : Sortir du monde thermo-fossile*. Seuil.

Venkatesan, S. (2006). Shifting balances in a 'craft community': The mat weavers of Pattamadai, South India. *Contributions to Indian Sociology*, 40(1), 63-89. <https://doi.org/10.1177/006996670504000103>

Venkatesan, S. (2009a). *Craft matters : Artisans, development and the Indian nation*. Orient Blackswan.

Venkatesan, S. (2009b). Rethinking agency: Persons and things in the heterotopia of 'traditional Indian craft'. *Journal of the Royal Anthropological Institute*, 15(1), 78-95. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9655.2008.01531.x>

Vickery, J. (2015). Creative Economy Report 2013 Special Edition : Widening local development pathways. *Cultural Trends*, 24(2), 189-193. <https://doi.org/10.1080/09548963.2015.1031487>

Vidal, D., & Balasubramanian, D. (2017). Comment s'inventent les bateaux ? *Techniques & Culture. Revue semestrielle d'anthropologie des techniques*, 67, Art. 67. <https://doi.org/10.4000/tc.8486>

Vijayabaskar, M. (2010). Saving Agricultural Labour from Agriculture : SEZs and Politics of Silence in Tamil Nadu. *Economic and Political Weekly*, 45(6), 36-43.

Wayne, J. (2016). *From Earth to Earth : Ayyanar Devotion and Terracotta Offerings in Tamil Nadu*. Unpublished.

Weber, S. (2014). Le retour au matériel en géographie : Travailler avec les objets. Une introduction. *Géographie et cultures*, 91-92, 5-22. <https://doi.org/10.4000/gc.3313>

Weber, S. (2015). *Géographie des objets*. Éditions L'Harmattan. <http://www.harmatheque.com/ebook/9782343071329>

Wendt, I. (2009). Four Centuries of Decline ? Understanding the Changing Structure of the South Indian Textile Industry?. In G. Riello (Éd.), *How India Clothed the World : The World of South Asian Textiles* (p. 193-216). Brill.

Whatmore, S. (2006). Materialist returns : Practising cultural geography in and for a more-than-human world. *Cultural Geographies*, 13(4), 600-609. <https://doi.org/10.1191/1474474006cgj377oa>

Whyte, W. H. (2001). *The Social Life of Small Urban Spaces* (Projet for Public Space). The Conservation Foundation.

Wichterich, C. (2020). Who cares about healthcare workers? Care extractivism and care struggles in Germany and India. *Social Change*, 50(1), 121-140.

Wilkinson-Weber, C. M. (1999). *Embroidering lives: Women's work and skill in the Lucknow embroidery industry*. SUNY Press.

Wilkinson-Weber, C. M., & DeNicola, A. O. (2016). *Critical Craft: Technology, Globalization, and Capitalism*. Bloomsbury Publishing.

Zimmermann, J.-B. (2008). Le territoire dans l'analyse économique. *Revue française de gestion*, n° 184(4), 105-118.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	5
Sommaire	9
Guide et précisions de lecture	10
Glossaire	11
Abréviations et liste des institutions citées	12
Conversions et unités de mesure	13
Préambule	15
Introduction	19
Renouveler le regard sur l'artisanat, depuis la géographie	22
Pour une approche relationnelle et situationnelle de l'artisanat	25
Étudier les situations et dispositifs relationnels de l'artisanat : une proposition de recherche	26
Une réflexion sur les changements à l'œuvre dans les relations entre production économique et espace : position	27
Interroger ce que l'urbanisation fait à l'artisanat, et ce que l'artisanat fait à l'urbain étendu	27
Approcher l'urbanisation par la matière, vers une « géographie du faire »	30
Mais comment vivent-ils ?	32
Quelques hypothèses-guides	33
Partie I. L'artisanat en Inde. Construction politique et enjeux contemporains	37
<i>I.1. Les traits essentiels de la figure artisanale en Inde</i>	48
I.1.1. Qui sont les artisans indiens ?	48
I.1.2. <i>The Indian craftman</i> , création coloniale	51
<i>I.2. L'artisanat au cœur de la construction de l'État-nation indien</i>	54
I.2.1. Artisanat et politique dans l'Union indienne	56
I.2.2. Un maillage institutionnel progressivement tourné vers la marchandisation et l'exportation	57
<i>I.3. L'artisanat au prisme du changement dans l'Inde contemporaine</i>	61
I.3.1. Au temps de la libéralisation : permanence de l'artisan marginalisé et émergence d'une figure centrale de l'économie culturelle	61
I.3.2. L'artisanat transfiguré : compétitivité, économie culturelle et espaces urbains	63
I.3.3. Une distinction structurelle toujours à l'œuvre : portrait de l'artisan indien en travailleur ordinaire	67
Conclusion	71
Partie II. L'artisanat indien en prise avec le changement. Enjeux de recherche et jalons pour une approche géographique	73
H1. L'artisanat : un prisme d'observation pertinent des dynamiques économiques et de l'urbanisation	76
H2. Une solution pour enrayer la crise de l'emploi	77
H3. Une possibilité pour penser une transition vers des modes de production vertueux	79
<i>II.1. Situer l'artisanat dans une réflexion sur une économie « désirable »</i>	81

<i>II.2. PENSER L'ARTISANAT DEPUIS SES FORMES ORDINAIRES : PRECISIONS TERMINOLOGIQUES ET ENJEUX DE CATEGORISATION</i>	87
II.2.1. L'enjeu de définir et qualifier l'artisanat	88
II.2.1.1. Penser l'artisanat au prisme des petites productions marchandes	90
II.2.1.2. La cristallisation du débat sur l'informel ou la relégation du social dans la production économique	91
II.2.2. Appréhender la diversité de l'artisanat : de l'ordinaire au remarquable	93
II.2.2.1. L'artisanat ordinaire : un impensé du champ académique ?	94
II.2.2.2. L'ordinaire par-delà les conceptions évaluatives	95
II.2.2.3. Dialectique de l'ordinaire	95
<i>II.3. Analyser l'artisanat ordinaire au prisme de l'espace : premiers jalons pour une recherche au long cours</i>	96
II.3.1. Quelle prise en compte de l'espace dans l'étude des dynamiques artisanales ?	97
II.3.1.1. Une emphase sur le monde rural, espace privilégié d'observation des dynamiques artisanales	98
II.3.1.2. L'urbain ou l'espace négligé des études sur l'artisanat	99
II.3.1.3. Appréhender « la part de l'espace » dans l'analyse des formes économiques : du caractère intangible à l'impasse du territoire	101
II.3.2. Penser l'artisanat à l'aune de ses espaces quotidiens : enjeux et perspectives	103
II.3.2.1. Vers une géographie relationnelle de l'artisanat	104
II.3.2.2. Quelques autres repères pour étudier les rapports entre espace et artisanat	107
II.3.3. Le changement, ou l'urbanisation planétaire en toile de fond	109
II.3.3.1. Situer les dynamiques artisanales dans le mouvement d'urbanisation planétaire : approcher l'urbanisation par ses expressions localisées	110
II.3.3.2. L'économie productive dans l'espace urbanisé	112
II.3.3.3. L'artisanat en prise avec la production de l'urbain, et l'affirmation des villes comme espaces de consommation touristique et culturelle	112
II.3.3.4. L'urbain étendu : espace d'expression d'un changement environnemental global	114
<i>II.4. Trois dimensions de l'Économie artisanale en contexte d'urbanisation rapide : un socle pour l'analyse</i>	116
II.4.1. La dimension environnementale de l'artisanat de production : matérialités, ressources	116
II.4.2. La dimension sociale de la production, ou le quotidien des filières productives	117
II.4.3. Politique de l'artisanat	118
<i>II.5. Un espace laboratoire : la région urbaine de Pondichéry</i>	119
II.5.1. Pondichéry, ville patrimoine soumise aux ambitions d'un développement urbain smart	122
II.5.1.1. Une morphologie urbaine singulière	122
II.5.1.2. Une dynamique touristique engagée autour d'initiatives patrimoniales hésitantes	124
II.5.1.3. La « ville intelligente », nouvelle orientation de la fabrique urbaine	126
II.5.2. La biorégion de Pondichéry, espace cohérent pour l'analyse des transformations liées à l'urbanisation	127
Conclusion	131
Partie III. Matérialités, reconfigurations spatiales, sociales et politiques de l'artisanat : la pêche et la poterie dans la région de pondichéry	133
Une géographie (plus que) matérielle	136
<i>III.1. Deux filières artisanales ordinaires en prise avec des changements structurels : quelques précisions contextuelles</i>	140
Un littoral sous tensions	144

La pêche, activité structurante de la côte Coromandel _____	146
Un littoral urbain, l'autre industriel : deux espaces d'interface soumis au changement _____	152
III.1.1. La poterie artisanale, reflet des changements à l'œuvre dans les franges de l'urbain étendu ? _____	154
III.1.1.1. L'artisanat de la poterie dans la région de Pondichéry _____	154
III.1.1.2. Un artisanat soumis aux dynamiques de l'urbanisation _____	161
III.2. <i>Matérialités. L'espace, ressource et contrainte</i> _____	162
III.2.1. La ressource, bien commun en voie d'appropriation _____	162
III.2.1.1. L'argile, ressource primaire de l'artisanat de la poterie et matière brute de l'urbanisation _____	162
III.2.1.2. Métaphore de la fragilité, antinomie de l'urbain ? _____	163
III.2.1.3. Accéder à la ressource en contexte périurbain _____	168
III.2.1.4. Des pressions croissantes pour l'accès à la ressource _____	174
III.2.1.5. L'argile au cœur des enjeux de l'urbanisation _____	175
III.2.1.6. Les mondes de la pêche en prise avec une concurrence pour l'accès à la ressource : illégalismes dans l'espace maritime et marginalisation des artisans _____	180
III.2.1.7. Les effets de pollution de la ressource : au cœur des illégalismes côtiers _____	181
III.2.2. Turbulences dans l'espace fonctionnel de l'artisanat _____	185
III.2.2.1. Les effets spatiaux de l'urbanisation étendue sur le littoral de Cuddalore _____	186
III.2.2.2. Urbanisation et valorisation du littoral côtier : espace rétréci et conflits d'usages _____	191
Les politiques de reconstruction post-tsunami, ou le « disaster capitalism » en acte _____	192
Une mise en tourisme facilitée par une législation littorale peu contraignante _____	194
Des stratégies immobilières, pratiques pionnières et relais de la dynamique touristique _____	202
III.2.2.3. Des espaces productifs décaractérisés, centralités artisanales en désuétude _____	206
Kusapalayam, centralité symbolique devenue quartier résidentiel _____	206
Kosakadai, une centralité historique à l'activité intermittente _____	208
III.3. <i>Circulations et valeur. Négocier des marchés et des espaces en transition</i> _____	211
III.3.1. De la matière, des espaces, des acteurs et du mouvement : lieux, configurations productives et chaînes de valeur de l'artisanat ordinaire _____	211
III.3.1.1. De la matière au bien fabriqué : itinéraire d'un pot d'argile _____	211
III.3.1.2. D'un port à l'autre : trajectoires de la <i>sardinella longiceps</i> _____	215
De l'océan au bateau : récit d'un pêcheur à propos de la sardine _____	218
III.3.1.3. De la côte à des marchés proches ou éloignés : focus sur les précaires de la filière _____	219
Des circulations locales, femmes et hommes précaires d'une économie florissante _____	219
Des rôles secondaires dans une chaîne de valeur à grande échelle _____	222
Une voie alternative : le <i>khazar</i> _____	222
III.3.2. Une offre marchande et des acteurs en voie de diversification, reflet des transformations du marché _____	224
III.3.3. Des chaînes de valeur et des perspectives économiques différenciées : les artisans-potiers et les pêcheurs face aux marchés et à la concurrence _____	228
III.4. <i>Politique. L'artisanat, l'État, la caste et les communs</i> _____	234
III.4.1. L'État et l'artisanat ordinaire : un parti pris affirmé pour la productivité _____	234
III.4.1.1. Déplacements, relégations et enjeux de survie _____	234
III.4.1.2. Des orientations environnementales et patrimoniales qui viennent renforcer la dislocation de l'économie artisanale : la production urbaine en question _____	237
III.4.2. Politique de la caste, politique du métier (<i>craft</i>) : turbulences dans les mondes politiques artisanaux _____	240
III.4.2.1. La politique au village : quelques traits généraux _____	240

III.4.2.2. De la représentation des intérêts collectifs aux velléités de distinction : au nom de la caste, du métier ou du patrimoine _____	242
Associations de caste et organes locaux du pouvoir : centres névralgiques des sociabilités politiques _____	242
La filière de la poterie en prise avec le « remarquable » : nouvelles figures de la réussite économique et conflits de pouvoir au sein de la caste _____	243
Conclusion. Au cœur du politique, l'espace des « communs » _____	247
Conclusion générale. Perspectives et programme de recherche _____	249
Éléments d'analyse tirés de l'étude des configurations artisanales _____	251
Des contraintes croissantes vis-à-vis de la ressource et de l'espace _____	252
Opportunités, obstructions et relégations : trajectoires ascendantes, médiations contraignantes et mobilités sociales inégales _____	253
Adaptations et marges d'action : effets d'un pluralisme légal _____	254
Pouvoirs et politique dans les mondes artisanaux _____	256
Revenir à la question de départ _____	257
« Comment vivre quand l'espace se ferme ? » _____	258
Une « économie de besoins » ? Perspectives d'approfondissement sur les dimensions relationnelles de l'économie _____	258
Perspectives d'analyse _____	261
Référentiels théoriques et conceptuels _____	261
Posture et démarche empirique, outils d'analyse et de restitution _____	264
Une science ouverte et collaborative ? Jalons et obstacles pour une recherche impliquée _____	265
Liste des Figures _____	268
Liste des Encadrés _____	269
Références bibliographiques _____	270
Table des matières _____	291
Notes de traduction _____	295

-
- ⁱ “A cursory examination of the literature on urbanization reveals a cacophony of perspectives and points of empirical emphasis that are all said to be ‘urban’ in one way or another”.
- ⁱⁱ “India’s handloom and handicraft sector carries the history of hundreds of years. It should be our effort that Indian handloom and handicrafts should be used by all of us. [...] We have to live for the country, work for the country and in that, even the smallest of efforts too produce big results. We can contribute to nation building even while performing our routine chores such as ‘Vocal for Local’. Supporting local entrepreneurs, artists, craftsmen, weavers should come naturally to us”.
- ⁱⁱⁱ “Riding the wave of cultural nationalism associated with the emergence of specific forms (of cultural expressions), Gandhi’s swadeshi nationalism on the other; and as prominent players in the growth and development of several products”.
- ^{iv} “The evils of capitalism and faceless mass production”.
- ^v “Craft stood in for India as a whole”.
- ^{vi} “They were the tangible markers of all that was traditional, embodying notions of economic backwardness as well as beauty of a bygone era”.
- ^{vii} “The destruction of artisanal industries by colonial trade policies did not just impact the artisans themselves. The British monopoly of industrial production drove Indians to agriculture beyond levels the land could sustain. This in turn had a knock-on effect on the peasants who worked the land, by causing an influx of newly disenfranchised people, formerly artisans, who drove down rural wages. In many rural families, women had spun and woven at home while their men tilled the fields; suddenly both were affected, and if weather or drought reduced their agricultural work, there was no back-up source of income from cloth. Rural poverty was a direct result of British actions”.
- ^{viii} “The economic development of the last few decades has brought no significant improvement in standards of living and opportunities for employment”.
- ^{ix} “For the revival of village industries, these crafts which have suffered much ... will deserve special attention ».
- ^x “It was necessary to give priority to the development of household industry as it was realised that next to agriculture, small-scale village industries and handicrafts required special attention to improve the economic lot of the Indian masses who were mostly rural-dwellers”.
- ^{xi} “Any industry located in a rural area which produces any goods or renders any service with or without the use of power and in which the fixed capital investment per head of an artisan or a worker does not exceed (one lakh rupees) or such other sum as may, by notification in the Official Gazette, be specified from time to time by the Central Government ».
- ^{xii} “Khadi means any cloth woven on handlooms in India from cotton, silk or woolen yarn handspun in India or from a mixture of any two or all of such yarns”.
- ^{xiii} “Created by and for the nostalgic gaze of cosmopolitan elites, national and transnational ».
- ^{xiv} “...Indications which identify a good as originating in the territory of a Member (of the World Trade Organization), or a region or locality in that territory, where a given quality, reputation or other characteristic of the good is essentially attributable to its geographical origin”.
- ^{xv} “ It may be, of course, that we set them apart simply because we cannot bear to think of them as anything other than different, existing on some higher plane of human creativity and meaning than that located in the factories of mass production and consumption”.
- ^{xvi} “ simple, dualistic models postulating categories such as rural and urban, small and big cities, mainstream and subaltern urbanisation etc. are not appropriate to understand the dynamics of urban development in India. The spatial pattern of development is continuously blurring their distinctions and one must focus on the relationships emerging across both the hierarchical as well as non-hierarchical arrangement of the settlements”.
- ^{xvii} “ to all economic activities by workers and economic units that are – in law or in practice – not covered or insufficiently covered by formal arrangements. Their activities are not included in the law, which means that they are operating outside the formal reach of the law; or they are not covered in practice, which means that – although they are operating within the formal reach of the law, the law is not applied or not enforced; or the law discourages compliance because it is inappropriate, burdensome, or imposes excessive costs”.
- ^{xviii} “they [...] impose themselves on their environment, modifying and adjusting it to suit their needs and express their values. At the same time, they gradually accommodate both to their physical environment and to the values, attitudes and comportment of people around them”.
- ^{xix} In sum, economic action is a process, situated in time and place”.
- ^{xx} “high-intensity, high-impact earthquake through the worldwide social, economic, regulatory and environmental transformations of the post-1980s period”.
- ^{xxi} : “decenters the long-entrenched analytical gaze of urban studies, which demarcate their object of analysis with reference to “the center” ”.
- ^{xxii} “detect a wide variety of expressions of the urban that have traditionally been excluded from analytical consideration because they are located outside large agglomerations and metropolitan regions and their immediate hinterlands. It also offers a different way of analyzing traditional sites of urban research, because it focuses simultaneously on processes of concentrated, extended and differential urbanization”.

xxiii « to the overall performance and collective efficiency of the small and medium enterprise clusters for sustainable development by assisting selected local communities of firms and associated institutions in the clusters”.

xxiv Water bodies are being increasingly polluted, and encroached on for agriculture and urban built space, and agricultural lands are being converted into commercial, industrial and residential settlements”.

xxv the urban fabric tend to occlude some of the operational landscapes that facilitate the socio-ecological mediations that make possible the functioning of the urban system. Thus, massive industrial estates, mining districts, oil extraction sites and agribusiness complexes are usually pocketed in remote places where they remain obscured”.

xxvi “diversity of the urban phenomenon beyond the global metropolitan cities and highlights the range of national and regional trajectories”.

xxvii “Recognizes agency as a relational achievement, involving the creative presence of organic beings, technological devices and discursive codes. It focuses on the spatial implications of the kind of approach, illustrated through a consideration of contemporary (re)configurings of [...] a category of ‘nonhumans’ most thoroughly outcast from the conventional compass of social life, social science and human geography”.

xxviii “Thinking of resources as a primary social category through which we organize our relationships with the non-human worlds helps us to recognize the importance of [...] resource dynamics”.

xxix “Draw together studies of discourses and agency, action and structure, image, text, and context, history and the present moment – to analyse complex situations of inquiry broadly conceived”.

xxx “Maps center on elucidating the key elements, materialities, discourses, structures, and conditions that characterise the situation of inquiry”.

xxxi “by sustainable utilization of fisheries wealth from the marine and other aquatic resources of the country for improving the lives and livelihoods of fishermen and their families”.

xxxii “Macro can flatten the nuances that inform everyday social and political practices”.

xxxiii “Two different chemical companies called Shasun and Chemfab pay an amount of money for common use such as to build or renovate temples. Since the outlets of the companies have been set up towards the ocean in order to release the chemical effluent which eventually impacts the fish stocks, the MLA whoever gets selected in the election would force the people (Kanaga chettikulam, Periya kalapet, Chinna kalapet and Pillaichavady) in order to get money as a compensation yearly once or occasionally from the two companies. All the people together went on strike (26th June 2021) opposing the government in order to get the pending compensation of the ban season”.

xxxiv “The two companies would listen to the elected political person rather than responding to individuals from the villages as they have no power like the politically strong one. The elected person gets money regularly from the companies as a compensation but would provide the villages occasionally for common use such as festivals (thiruvizha). Even the studied persons would get recommendations from the politicians in order to approach and get jobs in those companies. Right now 15 to 20 people are working in the companies using the politicians recommendations. Whenever they release the effluent, fish stock dies and floats in the ocean. Recently Kalapet village people had asked for the compensation of crores from the company as the water in some parts of the village spoiled. We do not use the fish that died of effluent. We do not know whether the fish caught on the net are contaminated or not. The sea has been rough for five days, so there were not many varieties of fish but a few (Kavalai, Nandu) , a variety of sardine and crab”.

xxxv “With the state focusing entirely on exercising its power of eminent domain, a brokerage class of political patrons, organised along the lines of local lineage and caste kinship, has emerged to substitute for the state and mediate for capital. For example, it identifies parcels of land for the investor, goes from door to door promising people jobs, and often encourages revenue officials to open land registration offices at midnight to ensure instant transactions with farmers who have just provided their “consent”. This brokerage class also anticipates acquiring contracts for supply of labour, transport, construction materials, etc.”.

xxxvi “the process is leading towards sharpening the physical boundaries between the fishing community and the areas being targeted for tourism development. The spatial consolidation driven by the political economy of tourism is aided by the States’ government relocation agenda which initially sought to pressure the fishing community into accepting relocation by using the lure of free housing and the threat of not assisting with repairs of damaged houses within 200 meters of the High Tide Line (HTL)”.

xxxvii “The proposed CRZ Notification... will lead to enhanced activities in the coastal regions thereby promoting economic growth while also respecting the conservation principles of coastal regions. It will not only result in significant employment generation but also to better life and add value to the economy of India. The new notification is expected to rejuvenate the coastal areas while reducing their vulnerabilities.”

xxxviii “Embrace the spirit of India. An unparalleled legacy that spans millennia. Pure, authentic craft sourced from artisans across the Indian sub-continent. Our vast collection of over 80 different craft forms celebrates a heritage of some of the world’s oldest handicrafts. Every purchase has a purpose. We have direct partnerships with over 320 Indian artisans and over 2000 indirectly. As a social enterprise that seeks to offer a fair-trade platform, our primary purpose is to support handicraft workers. With each purchase you make, you can help make a difference”.